Les Nations Unies et le Cambodge

1991-1995



Avec une introduction
de Boutros Boutros-Ghali,
Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies

Les Nations Unies et le Cambodge, 1991-1995

Série Livres bleus
des Nations Unies, volume II

Les Nations Unies et le Cambodge

1991-1995

**Avec une introduction
de Boutros Boutros-Ghali,
Secrétaire général
de l'Organisation des Nations Unies**

Département de l'information
Nations Unies, New York

Publié par les Nations Unies
Département de l'information
New York, N. Y. 10017

Note de la rédaction

Pour faciliter la tâche du lecteur, tous les documents des Nations Unies et autres documents reproduits dans le présent recueil (« Textes des documents », p. 91 à 351) sont numérotés (document 1, document 2, etc.). Les documents qui sont mentionnés sans être reproduits portent la cote des documents des Nations Unies (par exemple, S/1994/645, A/47/285-S/24183). Au moyen de cette cote, ils peuvent être consultés à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld au Siège de l'ONU à New York, dans les autres bibliothèques des organismes des Nations Unies et dans les bibliothèques du monde entier qui sont les agences dépositaires des Nations Unies. Les renseignements et les données qui figurent dans ce volume sont valables au 28 février 1995.

Copyright © 1995, Nations Unies

Les Nations Unies et le Cambodge, 1991-1995
Série Livres bleus des Nations Unies
Volume II
ISBN 92-1-200169-6

Publication des Nations Unies
Numéro de vente : F.95.I.9 (broché)

Imprimé aux Etats-Unis d'Amérique

Table des matières

Première partie
Introduction de Boutros-Boutros Ghali
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

I	Aperçu général	3
II	Historique de l'engagement de l'ONU	5
III	De la MIPRENUC à l'APRONUC	11
IV	La mise en place de l'APRONUC	17
V	Les défis au plan de paix	24
VI	La préparation des élections	32
VII	Les élections	43
VIII	Vers un nouveau gouvernement	55
IX	Conclusions	61

Deuxième partie
Chronologie et documents

I	Chronologie des événements	67
II	Liste des documents reproduits	77
III	Autres documents	87
IV	Texte des documents	91
V	Index thématique des documents	352
VI	Index	358

Cartes

Cambodge 12
Secteurs APRONUC de cantonnement et de démobilisation 21
Déploiement militaire de l'APRONUC pour l'appui électoral 41
Rapatriement au Cambodge : destination finale des rapatriés par province 46
Répartition des sièges à l'Assemblée constituante 52


FÉDÉRATION DE RUSSIE
MONGOLIE
KAZAKHSTAN
C H I N E
J & K M M U ET CACHEMIRE
PAKISTAN
NEPAL
BHOUTAN
INDE
BANGLADESH
MYANMAR
INDE
RDP LAO
THAÏLANDE
VIET NAM
CAMBODGE
Mer de Chine Méridionale
PHILIPPINES
TAÏWAN
RÉP. DE CORÉE
SRI LANKA
BRUNEI DARUSSALAM
M A L A I S I E
SINGAPOUR
O C É A N
I N D I E N
P A C I F I Q U E
I N D O N É S I E
AUSTRALIE

Première partie
Introduction

I Aperçu général

1 L'engagement de l'Organisation des Nations Unies dans la recherche d'une solution au conflit politique qui déchirait depuis longtemps le Cambodge représente un effort diplomatique international sans précédent. Par ses dimensions massives, sa portée globale et son mandat précis, l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) impose désormais une nouvelle norme de référence pour toute opération de maintien de la paix entreprise par la communauté internationale. Comme tout effort inédit, l'APRONUC, ainsi que les Accords de paix de Paris qui en définissaient le mandat, comportait un élément de risque et d'expérimentation inhérent à sa conception et à sa mise en œuvre. Les résultats d'une opération de cette nature méritent donc d'être examinés avec le plus grand soin.

2 La communauté internationale a négocié à Paris une vision de la paix au Cambodge dont l'idée fondamentale était que les parties au conflit acceptent de se soumettre à l'Organisation mondiale et de laisser le peuple cambodgien choisir démocratiquement son sort selon des règles du jeu identiques pour tous. Dès que le plan a été mis à exécution, des complications ont immédiatement surgi, du fait que les antagonistes ne renonçaient à leur autorité qu'avec réticence, et pas du tout dans certains cas, et que des obstacles diplomatiques et logistiques imprévus plaçaient presque chaque jour le mandat opérationnel de l'APRONUC devant un nouveau défi. L'ampleur du succès par lequel s'est finalement soldée la mission de l'APRONUC démontre l'importance d'un mécanisme unifié de prise de décisions à New York, de la présence d'un personnel compétent et dévoué sur le terrain et d'un environnement local où il y a place pour la conciliation et la dynamique du changement. Les résultats de l'APRONUC soulignent également la nécessité d'avoir une vue réaliste des conditions sur place — conditions sociales et politiques et état de l'infrastructure — *avant* de passer à la phase opérationnelle d'un plan; la nécessité de meilleures procédures institutionnelles pour la dotation en matériel et la conduite d'opérations de grande envergure au loin; et la nécessité d'avoir sur place une structure de commandement capable de coordonner des groupes de spécialistes très divers tout en restant assez souple pour répondre à des besoins en continuelle évolution.

3 L'exposé qui suit passe en revue la situation qui a conduit à la présence de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge et les événements qui ont été déterminants pour la période de l'APRONUC. On y constate que certaines tensions se sont produites, inhérentes au processus par lequel les décisions d'ordre diplomatique se transforment en mesures

concrètes. La deuxième partie est un rappel des faits marquants du conflit cambodgien, accompagné d'un historique des efforts, dont l'APRONUC a été l'aboutissement, déployés par l'ONU dans ce conflit. La troisième partie retrace le processus de paix depuis la signature des Accords de Paris jusqu'à la formation effective de l'APRONUC, en passant par le déploiement d'une force intermédiaire de l'ONU, la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC). La quatrième partie évoque quelques problèmes persistants, auxquels le plan de paix s'est très vite trouvé confronté, et décrit ensuite le rapatriement des réfugiés cambodgiens. La cinquième partie poursuit l'analyse de l'important obstacle à la paix constitué par les Khmers rouges et décrit les efforts déployés par le Conseil de sécurité pour surmonter ce problème. Le processus électoral est au centre des sixième et septième parties. Les circonstances difficiles et en fin de compte l'éclatant succès qui ont entouré cet aspect du travail de l'APRONUC sont analysés pour expliquer comment les élections ont pu réussir malgré ces groupes et des conditions qui représentaient une menace pour le scrutin. La huitième partie est une chronique de la période qui a fait suite aux élections et rend compte de la formation du nouveau Gouvernement cambodgien, du retrait de l'APRONUC et des six derniers mois de l'opération qui a pris fin en mai 1994. La neuvième partie propose en conclusion quelques remarques sur la mise en œuvre des Accords de Paris au Cambodge par l'Organisation des Nations Unies et sur les grands changements positifs qui en ont résulté dans la situation sociale, politique et économique du pays.

4. L'ensemble de documents de l'ONU dont le texte est reproduit aux pages 91 à 351 comprend des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, des rapports adressés à ces organismes par les Secrétaires généraux de l'Organisation, des communications d'Etats membres, divers échantillons de la correspondance échangée entre moi-même et certaines des parties concernées, ainsi que d'autres documents, et constitue un dossier complet des efforts de l'Organisation au Cambodge. Ces documents sont signalés par des renvois tout au long du texte et sont énumérés dans une liste chronologique, accompagnée d'une brève indication de leur contenu (voir p. 77 à 86). J'espère que la publication de cette documentation en un seul volume permettra au public de saisir plus clairement, sous tous ses aspects, le travail accompli par l'Organisation des Nations Unies.

II Historique de l'engagement de l'ONU

5 Les Accords de Paris traçaient les orientations indispensables pour la conception et la mise en œuvre d'une opération de maintien de la paix aussi novatrice que l'APRONUC. Il est donc très important de savoir comment ces accords ont été négociés et signés pour bien comprendre ce qu'a été l'APRONUC et dégager d'utiles leçons pour la conception des futures opérations de maintien de la paix de l'ONU.

Guerre civile, guerre froide et diplomatie

6 Avant la mise en œuvre des Accords de Paris négociés par l'intermédiaire de l'ONU, le Cambodge vivait dans une situation de conflit interne profond et d'isolement relatif par rapport à la plupart des autres pays. Depuis sa sortie du colonialisme français dans les années 50, le pays avait subi, outre l'impact des retombées de la guerre du Viet Nam des années 60 et 70, avec notamment des bombardements massifs de la part des forces des Etats-Unis, des conflits civils également dévastateurs et le régime totalitaire, infiniment destructeur, de Pol Pot. Ce régime — connu du monde sous le nom de « Khmer rouge » — a exercé son pouvoir au Cambodge de 1975 à 1979, période au cours de laquelle environ un million de Cambodgiens ont péri, les sept millions restants gardant à jamais les séquelles de traumatismes encore insuffisamment compris. (Les estimations de la population et des pertes en vies humaines pendant cette période varient). L'intervention des troupes vietnamiennes a mis fin au régime de Pol Pot et marqué le début d'une période où plusieurs centaines de milliers de Cambodgiens ont fui leur pays. Plus nombreux encore sont ceux qui sont devenus des personnes déplacées de l'intérieur pendant que le gouvernement nouvellement installé et les membres d'une coalition d'opposition comprenant les forces de Pol Pot et dirigée par le prince Norodom Sihanouk se disputaient le contrôle du pays, maintenant le Cambodge dans une situation de guerre durant la plus grande partie des années 80.

7 L'Organisation des Nations Unies a commencé à s'intéresser à la situation cambodgienne bien des années avant la signature des Accords de Paris du 23 octobre 1991. Le Conseil de sécurité a examiné la situation pour la première fois en 1979, à la suite de l'intervention du Viet Nam au Cambodge à la fin de 1978, mais l'absence d'unanimité entre ses cinq

membres permanents — la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques — l'a empêché de prendre une décision quelconque en réponse à la situation. En 1982, les trois groupes opposés au gouvernement de Phnom Penh (la République populaire du Kampuchea), qui comprenaient le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), et la partie du Kampuchea démocratique (PKD, également appelée Khmers rouges), ont formé une coalition dirigée par le prince Sihanouk. Cette coalition, d'abord appelée Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique puis Gouvernement national du Cambodge, a occupé le siège réservé au Cambodge à l'ONU (sous le nom de Kampuchea démocratique) de 1982 jusqu'à la signature des Accords de Paris.

8 L'appui international en faveur de l'un ou l'autre des antagonistes correspondait à la coupure idéologique de l'époque de la guerre froide. Le gouvernement de Phnom Penh était soutenu par l'Union soviétique et pouvait mobiliser des forces d'environ 50 000 hommes. La coalition conduite par le prince Sihanouk s'appuyait, entre autres, sur les Etats-Unis, la Chine et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) — qui regroupe le Brunéi Darussalam, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. Les forces armées combinées de la coalition, avec des effectifs estimés à 50 000 ou 60 000 hommes, opéraient à partir de la Thaïlande et du nord-ouest du Cambodge et, d'après les informations dont on disposait, contrôlaient entre 10 et 20 % du territoire cambodgien.

9 De longs et difficiles efforts diplomatiques ont été engagés pour trouver une solution au conflit cambodgien. En juillet 1981, l'Assemblée générale des Nations Unies a convoqué à New York la Conférence internationale sur le Kampuchea, qui s'est tenue avec la participation de 93 Etats Membres. Le Viet Nam a refusé d'y prendre part (de même que plusieurs autres Etats du bloc de l'Est), mais a néanmoins indiqué qu'il était prêt à accepter les bons offices du Secrétaire général. En conséquence, le Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est, M. Rafeeuddin Ahmed (Pakistan), s'est rendu à plusieurs reprises dans la région au cours des années suivantes, et, au début de 1985, mon prédécesseur, le secrétaire général Javier Pérez de Cuéllar, s'y est rendu personnellement. Dans le rapport qu'il a présenté cette année-là à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a énoncé pour la première fois les principaux éléments d'un règlement politique global. L'Assemblée générale, pour sa part, a adopté au cours des années une série de résolutions où elle réaffirmait son appel à un règlement pacifique.

10 En décembre 1987, le prince Sihanouk et M. Hun Sen, qui était devenu Premier Ministre du gouvernement de Phnom Penh en 1985, se sont rencontrés pour la première fois en France. Ils ont eu une deuxième série d'entretiens un mois plus tard. A la suite de ce début de dialogue, le Secrétaire général a présenté des propositions qui précisaient les objectifs qu'il avait énoncés en 1985 et il a suggéré d'en incorporer les divers éléments dans un plan global conduisant à l'établissement d'un Etat cambodgien indépendant, neutre et non aligné. Le processus de dialogue et de négociation a commencé à s'accélérer quand les quatre parties cambodgiennes ont eu leurs premiers entretiens face à face en juillet 1988 à la Réunion informelle de Djakarta. L'Indonésie a accueilli une deuxième réunion informelle en février 1989.

La Conférence de Paris

11 Sur l'initiative du Gouvernement français, la Conférence de Paris sur le Cambodge s'est tenue du 30 juillet au 30 août 1989. Dix-neuf pays et les quatre parties cambodgiennes y ont participé, la France et l'Indonésie exerçant les fonctions de coprésidents et le Secrétaire général de l'ONU participant à la Conférence à titre officiel. La Conférence a réussi à tracer les grands axes d'une stratégie d'ensemble pour la paix mais a suspendu ses travaux sans parvenir à un règlement global. Les deux principaux points d'achoppement étaient la formule de partage du pouvoir entre les quatre parties durant une période de transition où des élections seraient organisées et une nouvelle constitution élaborée, et la future participation de la partie du Kampuchea démocratique. Certains Etats membres étaient opposés à l'idée d'inclure la PKD dans un gouvernement intérimaire, étant donné la responsabilité de ce groupe dans les violations d'une extrême gravité perpétrées contre les droits de l'homme à la fin des années 70. En raison de cette impasse, aucun mécanisme international de vérification n'était en place quand le Viet Nam a annoncé que ses troupes allaient se retirer du Cambodge entre le 21 et le 26 septembre 1989.

12 Parmi les pays participant à la Conférence de Paris de 1989 sur le Cambodge, il y avait les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (« les Cinq »). Leur présence attestait une volonté commune de parvenir à une solution négociée, à la suite du rapprochement intervenu entre les Etats-Unis et l'Union soviétique au lendemain de la guerre froide et après l'amélioration des relations entre la Chine, l'ANASE et le Viet Nam. En janvier 1990, les Cinq ont inauguré une série sans précédent de consultations de haut niveau à New York et à Paris pour examiner la situation[1]. Leurs échanges de vues avaient pour base une proposition présentée par l'Australie en octobre 1989, qui recommandait de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le processus de règlement

[1] Document 1
Voir page 91

en plaçant l'Administration civile du Cambodge sous la supervision et le contrôle de l'ONU jusqu'à la formation d'un gouvernement issu d'élections.

13 Au cours de leurs délibérations, les Cinq ont également tenu compte des échanges de vues qui avaient eu lieu entre les quatre parties cambodgiennes à Djakarta en février 1990 et à Tokyo en juin 1990. Ils ont eu également des contacts réguliers avec le Cabinet du Secrétaire général et ils ont approuvé la décision de mon prédécesseur de créer une équipe spéciale chargée de préparer un plan d'intervention en vue d'une éventuelle opération de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge. Des missions d'enquête de l'ONU ont été envoyées au Cambodge pour étudier, notamment, les infrastructures de communication et de transport, de distribution d'eau, d'assainissement et de logement, les modalités de rapatriement et de réinsertion des réfugiés et des personnes déplacées et les structures administratives en place dans le pays.

14 A leur sixième réunion, les 27 et 28 août 1990, les Cinq ont annoncé une percée : un accord sur un cadre de règlement prévoyant un rôle majeur pour les Nations Unies, pendant une période de transition, dans la supervision et le contrôle des activités des structures administratives existantes du Cambodge[2]. Les quatre parties cambodgiennes ont accepté le document-cadre en septembre 1990 et donné leur accord en vue de la formation d'un conseil national suprême (CNS), qui serait l'organe légitime unique et incarnerait, pendant toute la période de transition, l'indépendance, la souveraineté nationale et l'unité du Cambodge[3]. Le 20 septembre 1990, dans sa résolution 668 (1990), le Conseil de sécurité a approuvé le document-cadre[4]. Les Cinq ont alors demandé à la France et à l'Indonésie, coprésidents de la Conférence de Paris, de transformer le document-cadre en un véritable accord de paix.

[2] Document 2
Voir page 92

[3] Document 3
Voir page 97

[4] Document 4
Voir page 98

Les Accords de paix

15 Le 26 novembre 1990, à la suite de consultations avec le Secrétaire général et son représentant spécial, les Coprésidents et les Cinq ont pu parvenir à une entente sur un texte en vue d'un accord de paix[5]. Après que le CNS eut donné son approbation sur la plupart des points fondamentaux, les projets d'accords ont été présentés à la Thaïlande et au Viet Nam en février 1991. Le 22 avril 1991, le Secrétaire général a lancé avec la France et l'Indonésie un appel conjoint en vue d'une cessation temporaire des hostilités entre les parties cambodgiennes, qui donneraient ainsi un témoignage de leur bonne volonté[6]. Les parties ont fait savoir qu'elles se rallieraient volontairement à cette initiative, et le premier cessez-le-feu intervenu en douze ans est entré en vigueur au Cam-

[5] Document 5
Voir page 99
Document 6
Voir page 100

[6] Document 8
Voir page 117

bodge. Des solutions de compromis ont été apportées aux principaux problèmes en suspens — le degré de démobilisation des forces armées et la nature du système électoral — lors d'une série de réunions qui se sont tenues au cours des mois suivants[7]. Couronnant plus de dix années d'efforts diplomatiques, les Accords ont été signés lors de la deuxième session de la Conférence de Paris sur le Cambodge, qui s'est tenue du 21 au 23 octobre 1991. L'Organisation des Nations Unies a signé les Accords en tant que témoin, et il y a eu 19 Etats signataires : le Cambodge (représenté par le Conseil national suprême), les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, les six membres de l'ANASE, les autres voisins du Cambodge (la République démocratique populaire lao et le Viet Nam), l'Australie, le Canada, l'Inde, le Japon et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (en sa qualité de président du Mouvement des pays non alignés; lors de la première session de la Conférence de Paris sur le Cambodge, le Mouvement était présidé par le Zimbabwe).

[7] Document 7
Voir page 116
Document 9
Voir page 118
Document 10
Voir page 119
Document 11
Voir page 121
Document 12
Voir page 122
Document 14
Voir page 124
Document 15
Voir page 126
Document 16
Voir page 128

16 Le plan de paix comprenait un Acte final et trois instruments : l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge; l'Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge; et la Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge[8]. Pour assurer la mise en œuvre des Accords, le CNS devait déléguer « tous les pouvoirs nécessaires » à l'Organisation des Nations Unies pour une période de transition allant de la signature des Accords à la formation d'un nouveau gouvernement à la suite des élections. Aux termes des Accords, les signataires invitaient le Conseil de sécurité à créer une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et à lui confier un très large mandat.

[8] Document 18
Voir page 135
Document 20
Voir page 153

17 Aux termes des Accords, l'Organisation des Nations Unies devait organiser et conduire des élections libres et équitables; coordonner le rapatriement des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens; coordonner un vaste programme de soutien économique et financier pour le relèvement et la reconstruction du Cambodge; superviser ou contrôler les structures administratives existantes au Cambodge; superviser, surveiller et vérifier le retrait des forces étrangères, le cessez-le-feu, la cessation de l'assistance militaire à toutes les parties cambodgiennes et la démobilisation d'au moins 70 % des forces militaires des parties; coordonner, avec le Comité international de la Croix-Rouge, la libération de tous les prisonniers de guerre et internés civils; et favoriser un climat de paix et de stabilité dans lequel tous les Cambodgiens pourraient exercer les droits et libertés inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

18 Le 31 octobre 1991, dans sa résolution 718 (1991), le Conseil de sécurité a exprimé son plein appui pour le plan de paix de Paris, demandé à toutes les parties cambodgiennes de se conformer pleinement au cessez-le-feu et demandé au Conseil national suprême du Cambodge et à tous les Cambodgiens de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies[9]. L'Assemblée générale a à son tour apporté son appui dans sa résolution 46/18 en date du 20 novembre 1991, dans laquelle elle invitait toutes les parties concernées à respecter les droits et les libertés du peuple cambodgien[10].

[9] Document 21
Voir page 153

[10] Document 23
Voir page 155

III De la MIPRENUC à l'APRONUC

19 Les quatre parties cambodgiennes — le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), la partie du Kampuchea démocratique (la PKD), le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) et le Gouvernement de l'Etat du Cambodge — avaient fait preuve d'une ferme volonté politique en signant les Accords de paix de Paris, mais la mise en œuvre du plan de paix allait poser un défi plus redoutable encore. Le processus de paix au Cambodge pouvait compter sur le solide soutien de la communauté internationale, et mon prédécesseur s'était engagé à ce que l'Organisation des Nations Unies continue d'aider toutes les parties au conflit cambodgien à régler la situation de manière pacifique et démocratique. Cela signifiait l'envoi rapide d'une mission préparatoire, puis la mise en œuvre soigneusement préparée de l'autorité provisoire elle-même.

Déploiement de la MIPRENUC

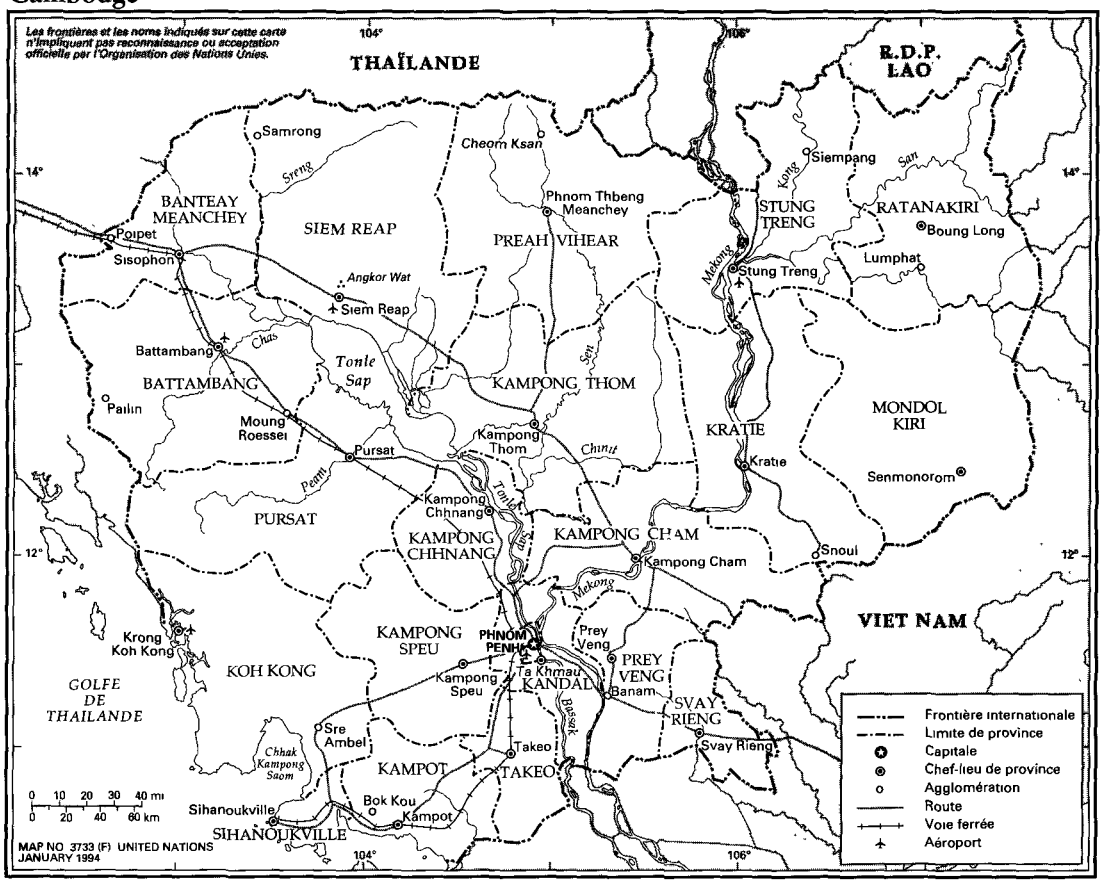
20 Le 26 août 1991, dans la phase finale des négociations qui avaient abouti aux Accords de Paris, le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS), avait demandé que l'Organisation des Nations Unies envoie le plus rapidement possible des observateurs au Cambodge afin de maintenir l'élan du processus de paix et de surveiller le fragile cessez-le-feu[11]. Le Secrétaire général a donc recommandé au Conseil de sécurité de créer la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC). Le Conseil de sécurité a approuvé cette proposition le 16 octobre 1991 en décidant, dans sa résolution 717 (1991), que la MIPRENUC serait envoyée au Cambodge immédiatement après la signature des Accords de Paris[12].

[11] Document 15
Voir page 126

[12] Document 13
Voir page 123
Document 17
Voir page 129
Document 18
Voir page 135

21 Le principal objectif de la MIPRENUC était d'aider au maintien du cessez-le-feu. Le plan recommandait la constitution d'une équipe de 50 officiers de liaison militaire qui, dans le cadre d'une mission de bons offices, s'efforcerait de faciliter les communications entre les commandements militaires des quatre parties cambodgiennes, par exemple en transmettant des messages, et en organisant des rencontres, entre les parties. La MIPRENUC devait aussi assurer la liaison avec le CNS dans la préparation du déploiement de l'APRONUC et sur toute autre question touchant le rôle des Nations Unies dans la mise en œuvre des Ac-

Cambodge



L'état de délabrement des infrastructures physiques au Cambodge a été l'un des grands défis auxquels la MIPRENUC et l'APRONUC ont dû faire face dès le début. Les opérations ont été également gênées par la présence d'environ 4 millions de mines terrestres disséminées sur tout le territoire du pays.

cords de Paris. De plus, un groupe d'une vingtaine de personnes, le groupe d'alerte au danger des mines, devait apprendre à des civils comment éviter les mines terrestres et les pièges. Toute la mission préparatoire devait être absorbée dans l'APRONUC dès que celle-ci serait déployée.

22 Les premiers éléments de la MIPRENUC sont arrivés au Cambodge le 9 novembre 1911[13]. Peu après, le mandat de la Mission a été élargi pour répondre aux préoccupations d'une opinion internationale de plus en plus consciente de l'urgente priorité du déminage. Le 30 décembre 1991, le Secrétaire général a recommandé que la MIPRENUC forme des Cambodgiens aux opérations de déminage et lance un programme de déminage avec le concours d'une unité militaire internationale spécialisée[14]. Cette nouvelle activité devait être conduite en liaison avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et une Commission de

[13] Document 22
Voir page 154

[14] Document 25
Voir page 156

déminage constituée par le CNS et devait porter principalement sur les itinéraires de rapatriement, les centres d'accueil et les zones de réinstallation. La MIPRENUC devait également entreprendre des travaux de réparation du réseau routier et des ponts pour permettre d'absorber le volume accru de circulation qu'allait entraîner l'arrivée attendue d'environ 8 000 véhicules de l'ONU. Le 8 janvier 1992, par sa résolution 728 (1992), le Conseil de sécurité a approuvé le plan, qui recommandait l'envoi d'environ 1 100 personnes supplémentaires, y compris un bataillon de 700 hommes du génie[15].

[15] Document 26
Voir page 159

Mise en place des structures de l'APRONUC

23 Le 19 février 1992, j'ai soumis au Conseil de sécurité mes propositions concernant le plan d'opérations de l'APRONUC[16]. Moyennant des dépenses estimées à 1,9 milliard de dollars des Etats-Unis — les efforts de rapatriement et de relèvement devaient être financés séparément au moyen de contributions volontaires —, j'ai recommandé qu'environ 15 900 militaires, 3 600 policiers civils exerçant des fonctions de supervision et 1 000 fonctionnaires internationaux soient envoyés au Cambodge. De plus 1 400 observateurs internationaux chargés de surveiller les élections et 56 000 Cambodgiens recrutés sur place pour travailler avec les équipes de scrutateurs devaient rejoindre l'APRONUC au moment des élections, prévues pour la fin mai 1993 au plus tard. Juste avant la présentation de mon plan, l'Assemblée générale avait approuvé, le 14 février, ma proposition concernant l'ouverture d'un crédit initial de 200 millions de dollars pour la première phase du déploiement de l'APRONUC, plus spécialement pour faire face à des mesures préliminaires aussi indispensables que l'achat et l'expédition d'équipement, le stationnement de groupes avancés et la commande et la mise en place de matériel et de réserves[17]. Pendant cette période, le prince Sihanouk avait réaffirmé son désir de voir accélérer dans toute la mesure possible le déploiement de l'APRONUC afin d'éviter toute érosion du processus de paix[18].

[16] Document 30
Voir page 162

[17] Document 27
Voir page 160

[18] Document 28
Voir page 161
Document 29
Voir page 162

24 Le plan s'articulait autour de sept composantes distinctes de l'APRONUC : droits de l'homme, élections, composante militaire, administration civile, police, rapatriement et relèvement. L'objectif de chacune de ces composantes est brièvement décrit dans les paragraphes qui suivent.

25 **Droits de l'homme.** Les Accords de Paris chargeaient l'APRONUC de promouvoir un environnement où le respect des droits fondamentaux était assuré. D'après le cadre de l'APRONUC, les activités relevant de la composante droits de l'homme devaient être concentrées

sur plusieurs grands objectifs : encourager le CNS à ratifier les instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme, conduire une vaste campagne d'éducation en matière de droits de l'homme, procéder à des enquêtes sur les allégations faisant état d'atteintes aux droits de l'homme, exercer une surveillance générale sur les aspects de chaque composante de l'APRONUC liés aux droits de l'homme.

26 **Composante électorale.** Des élections générales libres et équitables à une assemblée nationale constituante étaient la clef de voûte des Accords de paix de Paris. La composante électorale de l'APRONUC était chargée de la conception et de la mise en œuvre, pour chaque phase du processus électoral, d'un système comprenant un cadre juridique constitué d'une loi électorale et d'un code de conduite; un programme d'instruction civique sur les buts et l'importance des élections et, en particulier, sur le secret et l'intégrité du scrutin; la formation du personnel chargé de la conduite des élections; l'inscription des électeurs sur les listes électorales et l'enregistrement des partis politiques; et le déroulement du scrutin lui-même.

27 **Composante militaire.** Les objectifs assignés à la composante militaire au cours de la période de transition consistaient à stabiliser la situation en matière de sécurité et à instaurer la confiance entre les quatre parties cambodgiennes. Les contingents militaires comprenaient des observateurs, des unités d'infanterie et du génie, un groupe d'appui aérien, une unité de transmissions, une unité médicale, un groupe de police militaire, un bataillon logistique et un élément naval. Cette composante de l'APRONUC, sous les ordres du commandant de la Force, était chargée de plusieurs fonctions principales : contrôle du retrait et du non-retour de toutes les catégories de forces étrangères, et de leurs armes, munitions et équipements; supervision du cessez-le-feu et du cantonnement, du désarmement et de la démobilisation des forces des quatre parties cambodgiennes; contrôle des armes, y compris la vérification de la cessation de toute assistance militaire extérieure et la localisation et la confiscation des caches d'armes et des fournitures militaires sur tout le territoire cambodgien; et l'assistance au déminage. D'après les informations reçues des quatre parties cambodgiennes, les effectifs de leurs forces militaires régulières s'élevaient à plus de 200 000 soldats, répartis entre quelque 650 emplacements. De plus, des milices d'un effectif total d'environ 250 000 personnes opéraient sur tout le territoire du pays; elles étaient équipées de plus de 300 000 armes de tout type et d'environ 80 millions de cartouches. La composante militaire de l'APRONUC était également chargée de procéder à des enquêtes sur les plaintes faisant état de manquements aux dispositions militaires des accords, de faciliter la libération des prisonniers de guerre et de contribuer à l'effort de rapatriement, notamment, en escortant les convois de réfugiés ou en assurant la sécurité dans les centres d'accueil.

28 **Administration civile.** Les fonctions envisagées dans les Accords de Paris dans le domaine de l'administration civile équivalaient à confier à l'Organisation des Nations Unies un rôle sans précédent dans les activités officielles d'un pays au cours d'une opération de maintien de la paix. Afin d'assurer un environnement politique neutre propice à la conduite d'élections libres et équitables, l'ONU devait exercer une supervision ou un contrôle direct sur les institutions, organes et services administratifs du Gouvernement de l'Etat du Cambodge pouvant avoir une influence directe sur le résultat des élections, en particulier dans les ministères responsables des affaires étrangères, de la défense nationale, des finances, de la sécurité publique et de l'information. Un contrôle moins strict devait s'exercer à l'égard d'autres structures administratives, celles notamment qui s'occupaient de secteurs comme la santé publique, l'éducation, la pêche, le transport, l'énergie, le tourisme et les monuments historiques. Le Représentant spécial du Secrétaire général devait avoir accès sans restriction à toutes les opérations et informations administratives ainsi que le droit de modifier l'affectation de fonctionnaires ou de les révoquer si le besoin s'en faisait sentir.

29 **Police.** La composante de l'APRONUC qui avait trait aux fonctions de police visait à garantir le maintien effectif et impartial de l'ordre public dans la population civile et le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La gestion des forces de police du Cambodge continuait de relever de la compétence des parties cambodgiennes, mais les forces de police devaient fonctionner, pendant la période de transition, sous la supervision ou le contrôle de l'APRONUC. Les effectifs du personnel de police de l'APRONUC devaient lui assurer une proportion de 1 à 15 par rapport aux effectifs de la police civile, soit un officier de police de l'APRONUC pour 3 000 Cambodgiens.

30 **Rapatriement.** Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés avait été désigné comme institution chef de file dans l'exercice des fonctions de la composante rapatriement. Les Accords de Paris prévoyaient que tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens auraient le droit de retourner au Cambodge et de vivre en paix, dans la sécurité et la dignité, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de contrainte. A cette fin, il avait été décidé de lancer un effort interinstitutions auquel devaient participer le HCR, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et l'Organisation internationale du Travail (OIT).

31 **Relèvement.** D'après le plan de paix de Paris, les besoins les plus urgents auxquels devait répondre la composante relèvement étaient

les besoins humanitaires, notamment la sécurité alimentaire, la santé, le logement, l'éducation et autres secteurs essentiels, plus particulièrement pour les femmes, les enfants, les handicapés et les personnes défavorisées; les besoins en matière de réinstallation, notamment en ce qui concerne les intrants agricoles, l'eau potable et la formation professionnelle; et la restauration et l'entretien des infrastructures de base, des institutions, des services de distribution et autres services essentiels, notamment les grands axes routiers, les voies ferrées, les ports, les télécommunications et les banques.

32 Il devait également être constitué dans le cadre de l'APRONUC une division de l'information et de l'éducation qui aiderait à faire mieux connaître et comprendre des Cambodgiens les Accords de Paris, les fonctions de maintien de la paix exercées par l'ONU, l'APRONUC et les droits et devoirs du public et de chacun.

33 Le plan d'opérations proposé énonçait quatre conditions essentielles qui devraient être remplies pour que l'APRONUC s'acquitte de ses responsabilités efficacement et en toute impartialité : elle devait avoir l'appui sans réserve du Conseil de sécurité, la pleine coopération des quatre parties cambodgiennes et de tous les autres groupes concernés, une entière liberté de mouvement et de communication, et les ressources financières nécessaires mises à sa disposition par les Etats membres, en temps voulu et intégralement.

34 Le 28 février 1992, dans sa résolution 745 (1992), le Conseil de sécurité a approuvé le plan en autorisant la création de l'APRONUC pour une période n'excédant pas 18 mois[19]. Le Conseil s'est également félicité de la nomination, avec effet au 9 janvier 1992, de M. Yasushi Akashi, de nationalité japonaise, comme représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge. Dans une lettre adressée au Secrétaire général, le prince Sihanouk a exprimé sa gratitude pour la création de l'APRONUC et apporté son soutien, et le soutien du peuple cambodgien, à la mission de l'ONU[20].

[19] Document 31
Voir page 189

[20] Document 32
Voir page 190

IV La mise en place de l'APRONUC

35 C'est la situation « sur le terrain », autant que l'architecture des Accords de Paris, qui a décidé de l'issue de l'APRONUC. L'Autorité s'est en effet trouvée confrontée, dès sa création, à d'immenses problèmes pratiques. Le premier consistait tout simplement à établir une présence au Cambodge. Lorsque l'APRONUC a été créée, la signature des Accords de Paris datait déjà de quatre mois, pendant lesquels il s'était produit de nombreuses violations du cessez-le-feu, notamment une attaque contre un hélicoptère de la MIPRENUC. De plus, de violentes manifestations publiques avaient été organisées contre le retour de personnalités de la partie du Kampuchea démocratique (PKD) à Phnom Penh et contre les autorités de Phnom Penh, ce qui a conduit les cinq membres permanents du Conseil de sécurité à lancer un appel au calme[21]. Et, bien que le CNS eût à plusieurs reprises demandé avec insistance que le déploiement de l'APRONUC intervienne le plus vite possible, la saison des pluies, pendant laquelle le déploiement et les opérations risquaient fort de s'enliser, allait commencer au mois de mai. Ces obstacles, s'ajoutant à l'intransigeance de la PKD et à des difficultés imprévues liées au rapatriement des réfugiés, étaient trois des plus grands défis que l'Autorité avait à surmonter. La mise en place de l'APRONUC est décrite dans les paragraphes qui suivent, où ces difficultés et la recherche de solutions pour y répondre sont au centre de l'exposé.

[21] Document 24
Voir page 156

L'APRONUC s'efforce d'établir une présence

36 Mon représentant spécial et le commandant de la Force de l'APRONUC, le général de corps d'armée John M. Sanderson (Australie), sont arrivés à Phnom Penh le 15 mars 1992, et l'APRONUC a commencé à se mettre en place politiquement et militairement. Le 1er avril 1992, le projet de loi électoral élaboré par l'APRONUC a été présenté au CNS pour examen. L'effort de rapatriement a démarré le 30 mars 1992 et à la fin avril 5 763 personnes étaient retournées au Cambodge. A ce moment-là, 3 600 militaires de l'APRONUC étaient déployés sur place et la coopération avec les parties cambodgiennes s'était améliorée. Les membres du CNS ont également décidé, lorsque je me suis rendu au Cambodge en avril, que le Cambodge devrait adhérer à deux des principaux instruments de la législation internationale sur les droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels — décision qui cons-

tituait, de la part du CNS, un signe important de sa volonté de surmonter les graves erreurs du passé. Au cours de ma visite, j'ai lancé un appel international pour la mobilisation de 593 millions de dollars destinés à couvrir les coûts de l'effort de relèvement et de rapatriement.

37 Malgré ces solides progrès, de regrettables retards se sont produits. Les véhicules, les logements préfabriqués, le matériel de bureau et de communication, et autres équipements indispensables, arrivaient lentement au Cambodge. Il y a à cela plusieurs raisons, dont la principale est l'ampleur même des opérations de l'APRONUC. Un autre facteur qui a contribué à ces retards, c'est la complexité des procédures suivies par l'Organisation pour la passation des marchés et les autorisations de dépenses, et aussi les difficultés rencontrées pour recruter les personnels hautement spécialisés appelés à exercer les diverses fonctions civiles de l'APRONUC. Le déploiement de certains personnels militaires et civils est donc intervenu plus tard que prévu. De plus, le Conseil avait décidé, une semaine seulement avant la création de l'APRONUC, de créer la Force de protection des Nations Unies (FORPRONU) en réponse au conflit qui avait éclaté dans l'ex-Yougoslavie. En décidant d'entreprendre simultanément deux opérations de maintien de la paix d'une ampleur et d'une complexité considérables, les Etats Membres ont imposé à l'ONU des tâches exceptionnellement lourdes, et la capacité de réaction de l'Organisation a été poussée à l'extrême limite.

38 Dans mon rapport d'activité sur les opérations au Cambodge, le 1er mai 1992, j'ai indiqué que les retards « pourraient également empêcher l'APRONUC de tenir le calendrier serré »[22] qui lui était fixé. J'ai émis l'avis que les Etats membres voudraient peut-être « réexaminer la manière dont les règles de gestion administrative et financière actuellement en vigueur à l'ONU » étaient appliquées à des opérations aussi vastes et compliquées que l'était l'APRONUC. Ces problèmes et des problèmes connexes — et, de manière plus générale, la nécessité d'améliorer la capacité de l'Organisation des Nations Unies dans des domaines comme la diplomatie préventive, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits — ont fait l'objet d'intenses échanges de vues dans la communauté internationale. Voir, par exemple, « Un agenda pour la paix » (A/47/277-S/24111), et le « Rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation » (A/47/1, A/48/1, A/49/1), ainsi que le document intitulé « Financement de l'Organisation des Nations Unies — le prix de l'efficacité : rapport d'un Groupe consultatif indépendant sur le financement de l'ONU » (A/48/565).

[22] Document 33
Voir page 190

Le non-respect des Accords par la PKD

39 Le refus de la PKD d'appliquer le cessez-le-feu et les mesures de démobilisation est le deuxième grand défi. En acceptant les Accords de Paris, les quatre parties cambodgiennes avaient accepté d'engager un processus échelonné et équilibré de démobilisation touchant au moins 70 % de leurs forces militaires, processus qui devait être achevé avant que prenne fin l'établissement des listes électorales. Le 9 mai 1992. Le commandant de la Force de l'APRONUC a annoncé que la première phase du cessez-le-feu officiel, en vigueur depuis la signature des Accords de Paris, serait suivie de la deuxième phase — regroupement, cantonnement, désarmement et démobilisation des forces — qui débuterait le 13 juin. Le commandant de la Force a pris cette décision après avoir obtenu des quatre parties cambodgiennes l'assurance que chacune, entre autres choses, accorderait la liberté de mouvement au personnel, aux véhicules et aux aéronefs de l'APRONUC; communiquerait à l'APRONUC des informations sur ses effectifs, armes, munitions et matériels; et respecterait les Accords de Paris.

40 Toutefois, la partie du Kampuchea démocratique a décidé de ne pas donner suite à ces assurances. Elle a refusé de permettre aux forces de l'APRONUC de se déployer dans les zones qu'elle contrôlait, elle s'est abstenue de communiquer des informations sur le nombre de ses soldats et sur son matériel, elle n'a pas marqué ses champs de mine et elle était responsable, l'APRONUC en était convaincue, de nombreuses violations du cessez-le-feu. De plus, en une occasion, les forces armées de la PKD ont empêché de hauts fonctionnaires de l'APRONUC, notamment mon représentant spécial et le commandant de la Force, de traverser le territoire contrôlé par la PKD en direction de la frontière thaïlandaise. Un appel personnel que j'ai adressé à M. Khieu Samphan — président de la PKD et membre du CNS — pour demander que la PKD respecte les Accords de Paris, n'a reçu aucune suite. Le déploiement de l'APRONUC était encore tout récent, mais l'opération avait déjà atteint un stade critique. L'absence de coopération de la part de la PKD remettait en question les fondements mêmes des Accords de Paris et compromettait gravement la possibilité pour l'APRONUC de respecter son calendrier.

41 Les représentants de la partie du Kampuchea démocratique ont expliqué leur position en affirmant que des personnels militaires vietnamiens restaient au Cambodge et que, tant que leur retrait et leur non-retour n'auraient pas été vérifiés par l'APRONUC, des considérations de sécurité obligeaient la PKD à différer toute mesure allant dans le sens du désarmement. Tout en rejetant fermement cette manière de voir, l'APRONUC a tenté de répondre aux préoccupations de la PKD. Aux termes des Accords de Paris, toutes les forces étrangères et tous les con-

seillers et personnels militaires restant au Cambodge auraient dû être retirés du Cambodge à la date de l'entrée en vigueur des accords, le 23 octobre 1991. Pour vérifier la non-présence et le non-retour de ces forces, l'APRONUC avait établi des points de contrôle aux frontières du Cambodge avec le Viet Nam, la Thaïlande et la République populaire démocratique lao et stationné des observateurs dans les aéroports, au port de Kompong Som et sur les principaux axes routiers à l'intérieur du pays. A la suite plus spécialement des nouvelles allégations de la PKD, l'APRONUC a établi dix points de contrôle sur la frontière entre le Cambodge et le Viet Nam, un de plus qu'il n'était initialement prévu, et plus rapidement qu'il n'était spécifié dans le plan de paix. L'APRONUC a également invité des représentants des quatre parties à se joindre au personnel affecté aux postes de contrôle. Le Viet Nam, pour sa part, a réaffirmé le 10 juin 1992 qu'il avait retiré toutes ses troupes, armes et matériels du Cambodge en septembre 1989[23].

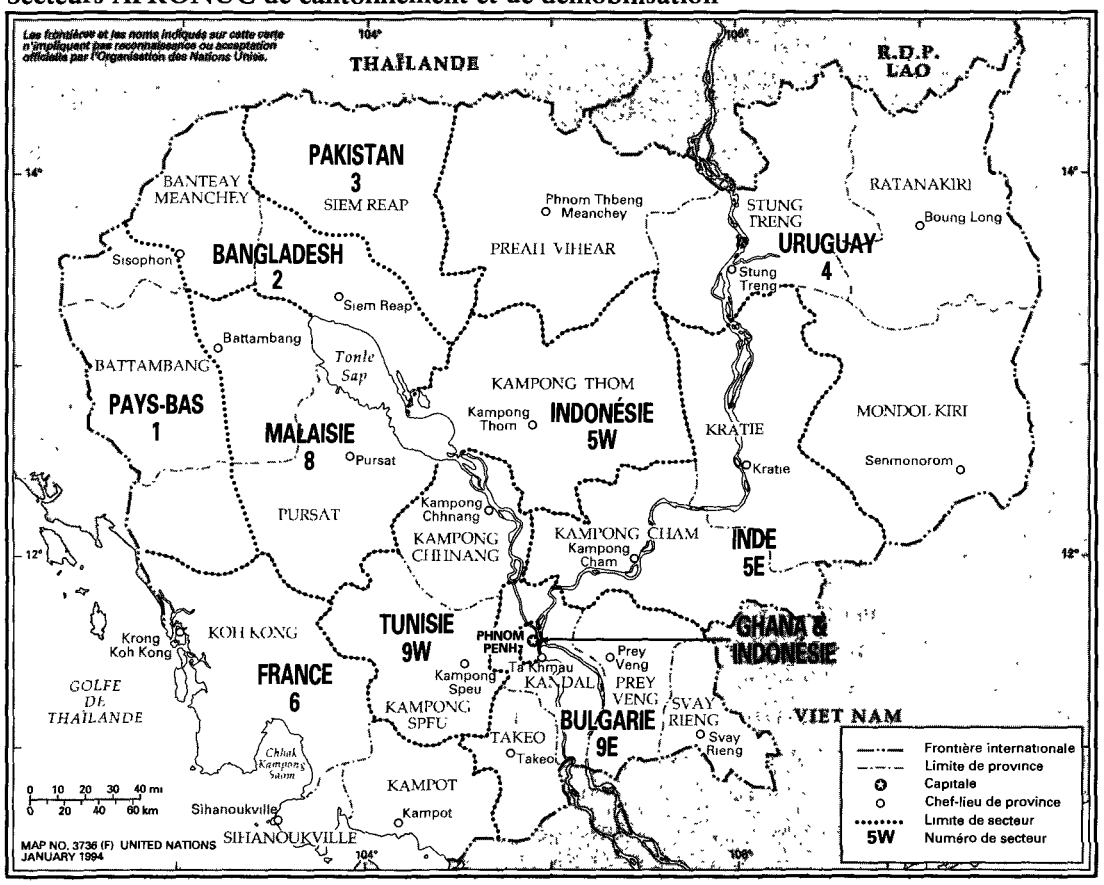
[23] Document 34
Voir page 195

42 Le refus de la PKD de coopérer avec l'APRONUC a placé le Conseil de sécurité devant une décision difficile. Certains membres de la communauté internationale étaient en faveur de mesures énergiques qui obligeraient la PKD à se conformer aux dispositions des Accords de Paris. D'autres préféraient tabler sur la persuasion, sur la présence militaire de plus en plus substantielle de l'APRONUC au Cambodge et sur l'action en cours des diverses composantes de l'Autorité. Ce débat — sur le point de savoir si arrivé un certain moment le maintien de la paix ne devrait pas s'accompagner d'un peu plus de fermeté — allait resurgir à plusieurs moments de l'opération. Il n'y avait dans les Accords de Paris aucune disposition spécifique sur des mesures de contrainte ou sur un type quelconque de sanction en cas de non-observation, sauf l'article 29 où il est dit que les deux Coprésidents de la Conférence de Paris pourraient, dans l'éventualité d'une violation ou d'une menace de violation, engager des consultations « en vue de prendre les dispositions appropriées pour assurer le respect » des engagements pris en vertu des accords. En réalité, les accords reposaient plutôt sur la « bonne foi » présumée des parties dans l'exécution de leurs obligations.

43 Nonobstant le refus de la PKD, le FUNCINPEC, le FNLPK et l'Etat du Cambodge se sont déclarés prêts à engager le processus de regroupement et de cantonnement, dans la mesure où cela pouvait se faire en réduisant au minimum tout désavantage militaire qui pourrait en résulter pour eux vis-à-vis de la PKD. Après un examen attentif, je suis arrivé à la conclusion que la deuxième phase devait démarrer le 13 juin 1992 nonobstant le refus de la PKD de coopérer[24]. Tout retard important compromettrait les élections et menacerait tout ce qui avait été réalisé au prix de tant d'efforts depuis l'arrivée de l'APRONUC en mars. Le 12 juin 1992, le Conseil de sécurité a approuvé ma position, demandé instam-

[24] Document 35
Voir page 196

Secteurs APRONUC de cantonnement et de démobilisation



Le déploiement initial de l'APRONUC était conçu pour la deuxième phase du cessez-le-feu, au cours de laquelle les forces armées des quatre parties devaient se regrouper séparément dans les zones de cantonnement, déposer leurs armes et commencer leur réintégration dans la société civile. Les noms des Etats membres sont ceux des pays ayant fourni des troupes qui ont été chargés du commandement des secteurs respectifs.

ment que le plein déploiement de l'APRONUC soit accéléré et invité les parties à apporter leur entière coopération[25].

[25] Document 36
Voir page 199

Le rapatriement des réfugiés

44 La composante rapatriement s'est elle aussi trouvée rapidement confrontée à des difficultés qu'il a fallu surmonter. Les deux tiers des réfugiés — plus de 360 000 personnes — qui vivaient dans des camps le long de la frontière thaïlandaise travaillaient dans l'agriculture avant de fuir le Cambodge à la fin des années 70. Le plan initial de rapatriement volontaire des réfugiés et des personnes déplacées prévoyait que chaque

famille rapatriée recevrait environ deux hectares de terres agricoles. Le plan devait être exécuté en trois étapes :

- Transport des réfugiés jusqu'à la destination finale de leur choix au Cambodge;
- Assistance immédiate (matériaux pour la construction d'un logement et ustensiles ménagers) et fourniture de vivres pendant une période de douze mois en moyenne;
- Programmes de réintégration, y compris des « projets à impact rapide » et des projets de développement à moyen et long terme administrés conjointement avec le PNUD.

45 Plus de la moitié des réfugiés vivant dans des camps ont choisi de retourner dans les régions nord-ouest du Cambodge, en dépit du fait que bon nombre d'entre eux n'étaient pas originaires de cette partie du pays. D'après des informations parues dans la presse, ce choix s'expliquait par la crainte d'une reprise des combats et par le désir des réfugiés de pouvoir se mettre rapidement à l'abri en repassant la frontière thaïlandaise. Les provinces du nord-ouest du Cambodge offrant peu de bonnes terres agricoles et étant truffées de mines, le HCR a dû revoir rapidement sa politique et diversifier les options de rapatriement pour éviter de compromettre le calendrier des élections. L'un des principaux objectifs des Accords de Paris était d'achever le processus de rapatriement pour que les réfugiés puissent s'inscrire sur les listes et participer pleinement à la campagne électorale.

46 Le 20 mai 1992, le HCR a décidé d'élargir la gamme des possibilités offertes aux réfugiés en y incluant les options suivantes :

- Option A (agriculture) : une parcelle de terrain (deux hectares par famille au maximum) et du bois pour la construction d'une maison;
- Option B (bâtiment) : une plus grande parcelle et du bois pour la construction d'une maison, plus un espace suffisant pour des cultures maraîchères et une basse-cour;
- Option C (somme d'argent) : 50 dollars par adulte et 25 dollars par enfant âgé de moins de 12 ans, sans aide matérielle supplémentaire mais avec l'éventualité d'une attribution de terres agricoles;
- Option E (emploi) : emploi (à l'APRONUC ou dans une autre organisation) et pécule de réinsertion comme dans l'option C;
- Option F (réunion des familles) : transport jusqu'au point de distribution le plus proche du lieu où séjournaient des parents immédiats et pécule de réinsertion comme dans l'option C.

47 Les réfugiés ont d'abord préféré l'option B, mais il en est résulté une pénurie de bois, et les vagues suivantes de rapatriés ont choisi l'option C. Cela ne signifiait pas que l'option « agricole » n'était plus une formule viable; au contraire, l'APRONUC a continué de faire tous ses

efforts pour trouver des terres qui n'avaient pas été minées, situées dans des zones épargnées par le paludisme. Mais comme le rapatriement ne dépendait plus de la possibilité de trouver des terres, le HCR a pu accélérer le processus global du retour. En avril 1992, 4 777 réfugiés étaient rentrés. En juillet, août et septembre 1992, la moyenne mensuelle a dépassé les 30 000. A la fin septembre, plus de 130 000 réfugiés et personnes déplacées étaient retournés au Cambodge.

V Les défis au plan de paix

48 C'est sans doute de juin à novembre 1992 que la mise en œuvre des Accords de Paris a rencontré les problèmes les plus critiques, dont la plupart résultaient d'un manque persistant de coopération de la part de la PKD. Les refus réitérés des Khmers rouges d'aider l'APRONUC dans le processus de désarmement et de cantonnement de leurs troupes semblaient constituer une flagrante tentative de faire déraper le processus de paix et ont été parfois dangereusement proches d'y réussir. Cependant, la poursuite de la coopération des autres parties, jointe aux efforts diplomatiques incessants de la communauté internationale qui appuyait la négociation par une détermination unanime d'aller de l'avant, a permis à l'APRONUC de contourner les obstacles érigés par la PKD et de poursuivre son œuvre de consolidation de la paix au Cambodge.

49 Une tentative de sortir de l'impasse avec la PKD a eu lieu lors de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo le 22 juin 1992. A cette conférence, 33 nations ont annoncé des contributions d'un montant de 880 millions de dollars pour l'aide au relèvement du Cambodge, donc un montant bien supérieur aux 593 millions de dollars que j'avais demandés en avril. Il a été en outre décidé de créer le Comité international pour la reconstruction du Cambodge. « Nous espérons », ont affirmé ces nations dans la Déclaration de Tokyo, « que le Cambodge pourra élargir et diversifier son commerce extérieur et ses relations dans le domaine des investissements de façon à pouvoir s'intégrer dans le développement économique dynamique de la région Asie-Pacifique et du monde entier »[26]. Le Japon était le principal contributeur, avec une offre de 200 millions de dollars; les Etats-Unis ont annoncé 135 millions de dollars. Des annonces de contributions ont également été faites par plusieurs organisations intergouvernementales; le PNUD, par exemple, s'est engagé à verser 54 millions de dollars.

[26] Document 37
Voir page 199

50 En plus des contributions annoncées, une proposition de discussion informelle comportant un certain nombre de mesures visant à répondre aux préoccupations exprimées par la PKD a été présentée aux parties cambodgiennes. Il y était notamment suggéré de confier au Conseil national suprême (où siégeaient des représentants de la PKD) un rôle plus actif dans les consultations de mon représentant spécial, d'accélérer le déploiement du personnel d'administration civile de l'APRONUC et d'associer des observateurs de chacune des quatre parties à la conduite des enquêtes de l'APRONUC sur les allégations concernant des forces étrangères et autres questions militaires.

51 Lors d'une réunion d'urgence du CNS convoquée le même jour à Tokyo, trois des parties cambodgiennes ont accepté la proposition. La partie du Kampuchea démocratique s'est engagée à donner sa réponse en temps voulu, mais ni les réunions ultérieures du CNS au Cambodge ni les rencontres entre mon représentant spécial et M. Khieu Samphan ne sont parvenues à obtenir un accord de la PKD. Dans plusieurs propositions, la PKD a affirmé que le CNS n'exerçait pas ses pouvoirs légitimes et que l'Etat du Cambodge continuait d'exercer un contrôle trop étroit sur les structures administratives du pays[27]. De plus, M. Khieu Samphan a réclamé la dissolution des principales structures et institutions mises en place par l'Etat du Cambodge. La position de l'Organisation des Nations Unies était que les Accords de Paris indiquaient clairement que la supervision de l'APRONUC devait s'exercer par l'intermédiaire des structures administratives existantes et que ces structures ne pouvaient donc être abolies ou démantelées. Dans une lettre à M. Khieu Samphan, j'ai souligné que l'APRONUC poursuivrait ses efforts pour appliquer, avec une entière impartialité, les dispositions des Accords de Paris[28].

[27] Document 38
Voir page 203
Document 40
Voir page 205

[28] Document 39
Voir page 204

L'APRONUC va de l'avant

52 Malgré ces écueils, l'APRONUC a poursuivi ses efforts pour arriver à son plein déploiement. Les effectifs de la composante militaire avaient atteint 14 300 hommes à la mi-juillet, et le reste était en route. Initialement, ce personnel a été affecté en priorité dans les zones où des réfugiés et des personnes déplacées étaient en cours de réinstallation et aux postes de contrôle frontaliers où la composante militaire de l'APRONUC s'efforçait de vérifier la non-présence et le non-retour de forces étrangères. A mesure que les éléments de la police civile de l'APRONUC étendaient leur présence, l'attention s'est focalisée sur le problème de plus en plus aigu du banditisme et sur la formation de la police locale dans des domaines comme les enquêtes criminelles, la prévention du crime et les interventions anti-émeute. Fin septembre 1992, l'APRONUC avait atteint pratiquement sur tout le territoire du Cambodge un niveau proche du plein déploiement et ses activités devenaient de plus en plus familières à tous les Cambodgiens. Le 15 juillet 1992, la composante administration civile avait installé des bureaux dans l'ensemble des 21 provinces du pays. Dans la pratique quotidienne, des contrôles étaient exercés de diverses manières — présence physique du personnel d'administration civile de l'APRONUC aux côtés du personnel national de contrepartie de haut niveau dans les structures administratives existantes, réunions hebdomadaires entre le personnel de l'APRONUC et ces fonctionnaires, efforts visant à délimiter clairement les compétences en matière de prise de décisions. Le personnel de la com-

posante s'occupant des affaires étrangères supervisait les pratiques suivies en matière de passeports et de visas, contrôlait les opérations aux frontières, par exemple les formalités d'immigration et les formalités douanières, et assumait le contrôle de la réception et de la distribution de l'aide étrangère. Dans le domaine des finances, le plein déploiement était réalisé au début septembre, et des contrôleurs financiers étaient présents dans chaque ministère, à la Banque nationale du Cambodge et dans les administrations provinciales de l'Etat du Cambodge.

53 Cependant, malgré sa présence au Cambodge, la possibilité pour l'APRONUC de respecter son calendrier était toujours gravement compromise du fait que la partie du Kampuchea démocratique empêchait le processus de désarmement et de démobilisation de se poursuivre effectivement. Après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, le 13 juin 1992, l'APRONUC devait achever le processus de regroupement et de cantonnement dans un délai de quatre semaines, c'est-à-dire le 11 juillet 1992 au plus tard. Or, le 10 juillet 1992, 13 500 soldats seulement avaient rejoint leur cantonnement, soit moins de 7 % du total des effectifs présents dans le pays, estimés à 200 000 soldats. La PKD refusant de participer, les trois autres parties cambodgiennes hésitaient de plus en plus à désarmer. Le Conseil de sécurité était de nouveau à la croisée des chemins.

54 J'ai présenté deux orientations possibles : suspendre l'opération jusqu'à ce que les quatre parties se conforment toutes aux Accords de Paris, ou aller de l'avant, démontrant ainsi la fermeté de l'engagement de la communauté internationale à l'égard du peuple cambodgien[29]. J'ai recommandé la seconde option et suggéré que l'APRONUC poursuive le processus de cantonnement en veillant à ce que les parties qui coopéreraient avec elle ne soient pas militairement désavantagées, par exemple en concentrant les efforts sur les zones où il n'y avait pas de confrontation militaire. Il s'agissait encore d'une solution provisoire. L'application intégrale des Accords de Paris était impossible dans les conditions qui régnaient sur place. Le 21 juillet 1992, par sa résolution 766 (1992), le Conseil de sécurité a de nouveau approuvé les efforts déployés pour continuer à mettre en œuvre les Accords en dépit des difficultés rencontrées[30]. Le Conseil a en outre demandé que l'assistance internationale au relèvement et à la reconstruction du Cambodge ne bénéficie dorénavant qu'aux seules parties qui remplissaient leurs obligations au titre des Accords et coopéraient pleinement avec l'APRONUC. Une question troublante restait sans réponse : serait-il possible de persuader la partie du Kampuchea démocratique de participer à la phase de cantonnement, de coopérer avec l'APRONUC et de respecter les engagements qu'elle avait acceptés à Paris ?

[29] Document 41
Voir page 206

[30] Document 42
Voir page 210

Etats Membres fournissant du personnel en uniforme

(Niveau d'effectifs maximaux, juin 1993)

Composante militaire		Composante police civile	
Allemagne	137	Allemagne	74
Algérie	16	Algérie	157
Argentine	2	Australie	11
Australie	685	Autriche	19
Autriche	17	Bangladesh	220
Bangladesh	942	Brunéi Darussalam	12
Belgique	5	Bulgarie	74
Brunéi Darussalam	3	Cameroun	73
Bulgarie	748	Colombie	144
Cameroun	14	Egypte	100
Canada	218	Fidji	50
Chili	52	France	141
Chine	444	Ghana	218
Etats-Unis	49	Hongrie	97
Fédération de Russie	52	Inde	421
France	1 350	Indonésie	224
Ghana	912	Irlande	40
Inde	1 336	Italie	75
Indonésie	1 779	Japon	66
Irlande	11	Jordanie	83
Japon	605	Kenya	100
Malaisie	1 090	Malaisie	224
Namibie	43	Maroc	98
Nouvelle-Zélande	67	Népal	85
Pakistan	1 106	Nigéria	150
Pays-Bas	809	Norvège	20
Philippines	127	Pakistan	197
Pologne	666	Pays-Bas	2
Royaume-Uni	130	Philippines	224
Sénégal	2	Singapour	75
Singapour	35	Suède	36
Thaïlande	716	Tunisie	29
Tunisie	883		
Uruguay	940		
Total	**15 991**	**Total**	**3 359**

Poursuite des efforts diplomatiques

55 Le mois de septembre a été marqué par de nouveaux efforts pour sortir de l'impasse où l'on se trouvait avec la PKD. L'Australie a fait distribuer un document où étaient énoncées un certain nombre de propositions destinées à démontrer la détermination de la communauté internationale de poursuivre la mise en œuvre du processus de paix[31]. L'Australie proposait, entre autres choses, que les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge engagent des consultations pour tenter de sortir de l'impasse, que le Conseil de sécurité fixe une date pour l'imposition de sanctions contre la PKD et, si ces mesures ne parvenaient pas à susciter une réaction positive de la part de la PKD, que le processus de paix, y compris les élections, se poursuive sans elle. Dans une lettre qu'il m'a adressée, M. Khieu Samphan a déclaré que les mesures exposées dans le document de l'Australie « menaceraient l'intégrité » des Accords de Paris[32]. Dans une lettre qui m'avait été adressée quelque temps plus tôt par mon représentant spécial, il était suggéré que l'adoption de vigoureuses mesures par le Conseil de sécurité pourrait être nécessaire, notamment de mesures mettant particulièrement l'accent sur des pressions économiques contre la PKD[33].

[31] Document 44 *Voir page 213*

[32] Document 47 *Voir page 227*

[33] Document 43 *Voir page 211*

56 Une autre contribution à la recherche d'une solution pour sortir de l'impasse est venue de M. Son Sann, président du FNLPK et membre du CNS, qui a formulé un certain nombre de conditions dont il estimait qu'elles ne laisseraient à la PKD, si elles étaient remplies, aucune raison acceptable de persister dans la non-observation des Accords de Paris[34]. Un appui supplémentaire en faveur de l'action de l'APRONUC est venu des cinq membres permanents du Conseil de sécurité qui m'ont donné l'assurance, à la suite d'un entretien que j'avais eu avec leurs représentants le 25 septembre 1992, de leur ferme détermination de ne pas tolérer que les difficultés puissent compromettre les principes des Accords de Paris ou en retarder la mise en œuvre[35].

[34] Document 48 *Voir page 229*

[35] Document 46 *Voir page 224*

57 Au milieu de cette incessante activité diplomatique, j'ai donné au Conseil de sécurité l'assurance que l'APRONUC persévérerait dans l'application de toutes les dispositions des Accords de Paris[36]. Le 13 octobre 1992, le Conseil de sécurité a confirmé dans sa résolution 783 (1992) que le processus électoral devrait se dérouler selon le calendrier prévu et a de nouveau exigé que la partie du Kampuchea démocratique coopère avec l'APRONUC[37]. Le Conseil a également invité les Gouvernements japonais et thaïlandais, qui s'étaient activement associés aux efforts entrepris pour trouver des solutions aux divers problèmes, à poursuivre leurs efforts diplomatiques et à faire rapport aux Coprésidents de la Conférence de Paris le 31 octobre 1992 au plus tard et m'a demandé

[36] Document 45 *Voir page 220*

[37] Document 49 *Voir page 230*

de présenter un rapport au Conseil avant le 15 novembre 1992. Le Conseil déciderait alors des mesures nécessaires.

58 Le 31 octobre 1992, les Gouvernements thaïlandais et japonais ont indiqué qu'ils n'étaient pas parvenus à surmonter les difficultés[38]. J'ai alors demandé aux Coprésidents de la Conférence de Paris (la France et l'Indonésie) d'entreprendre des consultations appropriées, comme il était prévu à l'article 29 des Accords de Paris et au titre du paragraphe 12 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité[39]. J'ai aussi fait savoir au prince Sihanouk que cette voie avait été choisie, et je me suis félicité de sa proposition de rencontrer à Beijing, les 7 et 8 novembre 1992, les Coprésidents de la Conférence de Paris et les membres du CNS[40].

[38] Document 54
Voir page 234

[39] Document 50
Voir page 232
Document 51
Voir page 232

[40] Document 52
Voir page 233

59 Malheureusement, malgré ces efforts intenses — et malgré la présence à Beijing des membres du CNS et de représentants de l'Allemagne, de l'Australie, du Japon, de la Thaïlande et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité —, je me suis vu dans l'obligation d'informer le Conseil, le 15 novembre 1992, que la PKD n'était toujours pas prête à appliquer les dispositions des Accords de Paris[41]. En conséquence, le processus de cantonnement, de désarmement et de démobilisation a été effectivement suspendu. En réalité, la PKD avait durci sa position à Beijing, affirmant qu'elle ne participerait ni au processus électoral ni aux élections tant qu'elle estimerait qu'un environnement politique neutre n'avait pas été créé. Dans une lettre qu'il m'a adressée, le prince Sihanouk m'a fait part de sa préoccupation devant la tournure des événements et a réaffirmé son soutien à la mission de l'APRONUC[42].

[41] Document 54
Voir page 234

[42] Document 53
Voir page 233

60 La nouvelle position de la PKD concernant sa participation au processus électoral représentait un élément inquiétant, étant donné l'évolution récente des événements en Angola. Là-bas, la démobilisation des troupes et la remise des armes n'avaient pu se réaliser dans toute la mesure envisagée dans les accords de paix, et un différend au sujet des résultats des élections avait entraîné une reprise des combats, plongeant le pays dans des abîmes de massacres et de destructions sans exemple même au cours de la longue guerre civile qu'avait connue le pays. Il n'était pas déraisonnable de penser qu'une explosion d'hostilités comparable risquait de se produire dans un Cambodge encore fragile et fortement armé. Déjà, des duels d'artillerie et d'autres violations du cessez-le-feu dans le centre et le nord du Cambodge faisaient craindre que la saison sèche ne donne dès le mois de novembre le signal d'une nouvelle série de combats entre les forces de la PKD et de l'Etat du Cambodge. Les attaques des forces de la PKD contre des villageois et des pêcheurs de langue vietnamienne semblaient avoir pour but d'exacerber les inquiétudes des Cambodgiens au sujet du problème des résidents et des immigrants étrangers

et faisaient surgir le spectre de violences d'inspiration ethnique et de nouveaux déplacements de populations.

61 Autre signe troublant de la tournure que prenaient les événements, du personnel et des hélicoptères de l'Autorité faisaient l'objet d'attaques dans des zones où l'on savait que se trouvaient des forces de la PKD. Face à cette situation tendue, le Conseil de sécurité avait deux décisions difficiles à prendre. Tout d'abord, il fallait décider quelles mesures adopter pour persuader la PKD de mettre fin à ses manquements aux Accords de Paris. Jusque-là, les efforts diplomatiques s'étaient révélés vains. Des informations parues dans la presse indiquaient que la partie de l'Etat du Cambodge, pour sa part, voulait lancer une campagne militaire contre la PKD et obtenir son expulsion du CNS. Mais, étant donné les solides progrès réalisés par l'APRONUC, j'ai indiqué au Conseil que je continuais de penser qu'une « diplomatie patiente » restait le meilleur moyen de faire redémarrer le processus de paix.

62 Le Conseil avait une fois de plus à décider si l'APRONUC devait persévérer dans l'application des Accords de Paris nonobstant la non-coopération de la PKD. Le retrait était une option inacceptable, étant donné tout ce qui avait été déjà accompli dans des domaines comme le rapatriement, les droits de l'homme et la préparation des élections. L'idée de suspendre le projet en attendant de pouvoir compter sur la coopération de la PKD était également irréaliste; ni la situation politique ni la situation économique du Cambodge ne permettraient au pays de supporter une période de transition prolongée. Au demeurant, une solution d'attente obligerait la communauté internationale à maintenir indéfiniment une opération de grande envergure qui coûtait près de 100 millions de dollars par mois. J'ai donc reconnu, avec les deux Coprésidents de la Conférence de Paris, que le processus de paix devait se poursuivre et que les élections devaient avoir lieu selon le calendrier prévu, même si une proportion substantielle des forces cambodgiennes restait sous les armes. j'ai en outre proposé de maintenir jusqu'aux élections le plein déploiement de la composante militaire de l'APRONUC en procédant aux ajustements nécessaires pour renforcer la protection des électeurs, des candidats et des agents électoraux et promouvoir un sentiment général de sécurité au Cambodge, plus particulièrement dans les zones éloignées ou peu sûres. Mon plan de mise en œuvre avait envisagé une réduction des effectifs militaires une fois atteinte cette phase de l'opération, mais une telle réduction n'était plus possible étant donné le refus persistant de la PKD de s'engager dans la deuxième phase du cessez-le-feu.

63 Le 30 novembre 1992, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 792 (1992), dans laquelle il confirmait que les élections à une assemblée constituante auraient lieu au plus tard en mai 1993 et donnait pour instruction à l'APRONUC de poursuivre les préparatifs des élec-

tions dans toutes les zones du pays auxquelles elle avait pleinement et librement accès au 31 janvier 1993[43]. Le Conseil a également condamné le manquement de la PKD à ses engagements et exigé qu'elle ne fasse pas obstacle à l'enregistrement des électeurs ou aux activités d'autres partis politiques.

[43] Document 55
Voir page 247

64 Dans une déclaration faite à la suite du vote, le Royaume-Uni a expliqué la raison d'être de cette résolution : « Le Conseil a été très patient et le demeurera. Mais il doit également être résolu... Nous ne disons pas que les Khmers rouges ne peuvent plus faire partie du processus de règlement. Au contraire, nous montrons clairement que nous voulons les voir s'associer à ce processus. S'ils décident, après tout, d'honorer leurs engagements, ils pourront prendre part aux élections de l'Assemblée constituante menant à la formation d'un nouveau gouvernement. Mais s'ils décident de s'exclure, la responsabilité en incombera aux Khmers rouges eux-mêmes. Ce qui ne doit pas arriver, et ce qui n'arrivera pas, c'est le renvoi des élections... Il y a assez longtemps que le peuple cambodgien attendait l'occasion de rédiger sa propre constitution et de choisir son propre gouvernement... »

65 Dans le même temps, le Conseil s'est aussi efforcé d'intensifier la pression économique sur la PKD. Tout d'abord, il a demandé que des mesures soient prises afin d'empêcher la livraison de produits pétroliers à destination des zones contrôlées par toute partie cambodgienne ne respectant pas les dispositions militaires des Accords de Paris. Le Conseil s'est également engagé à étudier d'autres mesures, notamment le gel des avoirs détenus par la PKD à l'extérieur du Cambodge, si la PKD continuait de faire obstacle à la mise en œuvre du plan de paix. De plus, le Conseil a fait état pour la première fois de la nécessité de protéger les ressources naturelles du Cambodge. Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement ainsi que les informations recueillies par l'APRONUC avaient donné des preuves du lourd tribut qu'imposait à l'environnement l'exploitation des ressources naturelles du pays par des ressortissants cambodgiens et des ressortissants de pays voisins du Cambodge (notamment la Thaïlande), plus particulièrement de ressources comme le bois, les minerais et les pierres précieuses, mais aussi les ressources de la pêche et le caoutchouc. Le Conseil a approuvé l'adoption en septembre 1992 d'un moratoire applicable à tout le pays sur les exportations de sciages, mesure prise par le CNS malgré les objections de la PKD. Il a en outre demandé au CNS d'envisager l'adoption d'un moratoire analogue sur les exportations de minerais et de pierres précieuses.

VI La préparation des élections

66 La phase préélectorale de la mission des Nations Unies au Cambodge a nécessité un arbitrage complexe et délicat entre les différentes composantes de l'APRONUC et entre les partis politiques eux-mêmes. Il fallait convaincre une population peu habituée à la démocratie que son vote compterait; il fallait créer une atmosphère de sécurité et de neutralité au milieu des violences ethniques, des actes d'intimidation politique et des violations du cessez-le-feu; et chacune des composantes de l'APRONUC devait soigneusement chorégraphier ses activités de façon à renforcer les buts et les missions de chacune des autres composantes à ce stade crucial. Malgré les violences intestines et malgré toutes sortes de manquements imputables à toutes les parties, le mandat de l'APRONUC — faire démarrer le processus démocratique — a été progressivement rempli grâce aux efforts du personnel de l'ONU tant au Cambodge qu'à l'extérieur, et surtout grâce aux Cambodgiens eux-mêmes.

Le processus électoral

67 La loi électorale a été adoptée par le CNS le *5* août *1992* et publiée une semaine plus tard. Elle a fait l'objet de deux amendements importants dans les quatre mois qui se sont écoulés entre sa présentation initiale au CNS et sa promulgation. Tout d'abord, il a été décidé que pour répondre au souci qu'avaient exprimé les parties de limiter le droit de vote aux « Cambodgiens » (c'est-à-dire aux non-Vietnamiens) le texte des Accords de Paris devait être interprété comme donnant le droit de s'inscrire sur les listes électorales à « chaque Cambodgien » qui avait atteint l'âge de 18 ans au moment de sa demande d'inscription sur les listes électorales ou qui atteindrait l'âge de 18 ans pendant la période d'inscription sur les listes, et qui pourrait satisfaire à l'une des définitions suivantes : *a)* toute personne née au Cambodge dont l'un des deux parents au moins était né au Cambodge; ou *b)* toute personne, où qu'elle soit née, dont l'un des deux parents au moins était ou avait été c ambodgien au sens de l'alinéa *a.* Deuxièmement, la loi électorale a été modifiée pour permettre aux Cambodgiens d'outre-mer d'exprimer leur suffrage dans des bureaux de vote situés l'un en Europe, un autre en Amérique du Nord et un autre en Australie. Plusieurs membres du CNS avaient cherché à obtenir que la loi fût modifiée de manière à permettre aux Cambodgiens habitant à l'étranger de s'inscrire sur des listes en dehors du Cambodge. Cependant, vu que cet amendement risquait d'entraîner des retards logis-

tiques qui rendraient pratiquement impossible la tenue des élections en mai 1993, j'ai décidé que, à moins que le Conseil de sécurité n'en décide autrement, l'idée d'une telle modification ne devrait pas être retenue[44].

[44] Document 63
Voir page 257

68 Le processus d'inscription des électeurs sur les listes électorales a montré que la population cambodgienne souhaitait profondément avoir une chance d'exprimer son opinion sur la question de l'avenir du Cambodge. Entre le 5 octobre 1992, premier jour du processus d'inscription sur les listes, et le 31 janvier 1993, environ 4,6 millions de Cambodgiens se sont inscrits pour pouvoir voter, c'est-à-dire la quasi-totalité du nombre estimatif d'électeurs remplissant les conditions requises et vivant dans des zones auxquelles l'APRONUC avait accès. La période des inscriptions sur les listes a été prolongée au-delà de la date de clôture initiale, qui avait été fixée au 31 décembre 1992, pour permettre l'inscription du plus grand nombre d'électeurs possible. Des dispositions spéciales ont été prises pour les réfugiés et les personnes déplacées qui n'auraient pas pu s'inscrire avant la date limite du 31 janvier 1993. Pour faciliter le processus d'inscription, l'APRONUC a mis en place un système informatique pouvant stocker jusqu'à 5,2 millions de fiches.

69 Vu les incertitudes quant aux intentions de la PKD, il était difficile de savoir si le programme d'instruction civique, de formation et d'inscription sur les listes pourrait être mené à bien dans les zones contrôlées par cette partie. En étroite coopération avec les composantes civile et militaire, des fonctionnaires de la composante électorale de l'APRONUC sont parvenus à pénétrer dans certaines zones dans lesquelles la PKD avait des opérations ou était présente. Ils ont signalé un vif intérêt de la part de la population locale et ils ont obtenu un modeste succès puisque quelques-uns des électeurs se sont fait inscrire sur les listes. Pour l'essentiel, cependant, l'APRONUC s'est vu refuser l'accès aux zones contrôlées par la PKD, dont la population était généralement estimée à 5 % environ de la population totale du Cambodge.

70 L'information a contribué de manière décisive à préparer les Cambodgiens aux élections et à leur faire connaître l'APRONUC, les Accords de Paris et les droits et les devoirs du public. Au Cambodge, la division de l'APRONUC responsable de l'information et de l'éducation s'est trouvée confrontée à des défis particuliers. Après deux décennies de lutte armée et d'isolement résultant d'un embargo international sur tous les échanges commerciaux et tous les contacts diplomatiques, beaucoup de Cambodgiens n'étaient guère informés des changements qui s'étaient produits dans le monde extérieur, ou de l'intérêt de la communauté internationale pour leur pays. Qui plus est, beaucoup doutaient de la possibilité d'appliquer au Cambodge les concepts fondamentaux des droits de la personne, et plus particulièrement d'y organiser des élections libres et équitables et une campagne politique multipartite. Ces doutes se sont ré-

vélés fondés, puisque tous les principaux partis cambodgiens se sont plus ou moins livrés à une propagande trompeuse et à des actes d'intimidation politique pendant la période des inscriptions sur les listes électorales et pendant la campagne proprement dite. Par un ironique retour des choses, c'est peut-être ce qui a incité un fort pourcentage de Cambodgiens remplissant les conditions requises à venir s'inscrire sur les listes électorales. Il y a des informations qui montrent que plusieurs partis cambodgiens ont obligé les populations locales sous leur contrôle à s'inscrire à la fois comme membres de leur parti et auprès de l'APRONUC, en partant à tort de l'idée que les gens seraient trop intimidés pour voter finalement selon leur conscience et non pour le parti auquel ils « appartenaient ».

71 En plus des obstacles que constituaient une population sceptique et une propagande partisane, la diffusion d'informations par l'APRONUC s'est heurtée à des problèmes matériels. L'écrit n'avait guère d'impact, étant donné le faible taux d'alphabétisation dans tout le pays, et les émetteurs de radiodiffusion et de télévision étaient anciens, en mauvais état et n'avaient qu'une portée limitée. La mesure la plus efficace prise par l'APRONUC pour faire entendre son message a consisté à créer sa propre station de radiodiffusion. Le 9 novembre 1992, Radio APRONUC a commencé ses émissions à partir d'un émetteur installé à Phnom Penh, proposant des programmes qui mettaient essentiellement l'accent sur le processus électoral mais parlaient aussi d'autres aspects du mandat de l'APRONUC comme la sensibilisation au danger des mines et les droits de l'homme. Les fonctionnaires de l'APRONUC chargés de l'information ont également produit des bandes vidéos, des affiches, des brochures, des tracts, de grandes banderoles et de grands panneaux destinés à être installés dans des lieux publics. Tout le matériel était produit en langue khmère et l'APRONUC a fait de gros efforts pour recruter des traducteurs qualifiés. Un centre d'information de l'APRONUC a ouvert à Phnom Penh en novembre 1992 pour permettre aux Cambodgiens de lire la documentation de l'APRONUC ou de voir ses productions vidéo. Le Centre a également servi de point de rencontre pour les journalistes cambodgiens et l'accueil de séminaires sur des problèmes intéressant les médias.

72 La composante de l'APRONUC responsable des droits de l'homme a elle aussi organisé une vaste campagne d'éducation du public. Des programmes de formation ont diffusé les principaux concepts des droits de l'homme dans des milieux et des groupes très divers — juges, personnel de police, avocats, moines, enseignants, défenseurs du public, superviseurs électoraux, associations de femmes, professionnels de la santé et représentants des partis politiques cambodgiens. Des groupes d'information mobiles équipés de hauts parleurs et d'écrans vidéo ont été créés dans chaque province pour projeter des films sur les concepts fondamentaux des droits de l'homme. Avec l'Unesco, l'APRONUC s'est as-

suré le concours d'une équipe de chanteurs traditionnels qui a fait des tournées dans les provinces avec un spectacle présentant des messages sur les droits de l'homme. Des affiches, des tracts et des autocollants ont été produits et distribués, un programme officiel de formation en matière de droits de l'homme a été introduit dans l'enseignement cambodgien et du matériel didactique a été distribué à des moniteurs de l'enseignement primaire et secondaire ainsi qu'à l'Université de Phnom Penh. Un colloque international sur les droits de l'homme au Cambodge — première réunion de ce genre organisée dans le pays — s'est tenu du 30 novembre au 2 décembre 1992 à Phnom Penh.

73 Parmi les autres activités dans le domaine des droits de l'homme, il convient de rappeler la formation d'une commission de contrôle des prisons, constituée sur une recommandation de l'APRONUC à la suite d'une étude qui a abouti à la libération de plus de 250 prisonniers détenus sans procès. En septembre 1992, le CNS a décidé que le Cambodge adhérerait à la Convention sur les droits de l'enfant, à la Convention et au Protocole relatifs au statut des réfugiés, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Dans le même temps, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies a adopté, le 19 février 1993, une résolution dans laquelle elle me demandait d'assurer au Cambodge le maintien d'une présence des Nations Unies au titre des droits de l'homme après l'expiration du mandat de l'APRONUC[45]. La résolution de la Commission était un événement sans précédent : c'était en effet la première fois qu'une présence du Centre pour les droits de l'homme était autorisée sur le terrain.

[45] Document 70
Voir page 282

74 L'enregistrement provisoire des partis politiques a débuté le 17 août 1992. Conformément aux Accords de Paris, l'élection des 120 membres de l'Assemblée constituante devait avoir lieu à l'échelon des provinces, sur la base d'un système de représentation proportionnelle. Les Accords prévoyaient un système électoral multipartite dans lequel les électeurs ne voteraient pas pour des individus, mais pour des partis politiques. La liste des candidats des partis qui se présentaient dans chaque province devait être publiée avant les élections. Le 27 janvier 1993, 20 des 22 partis politiques enregistrés à titre provisoire ont demandé leur enregistrement officiel, conformément à la loi électorale, en présentant une liste d'au moins 5 000 électeurs inscrits qui étaient membres de leur parti. Une fois la procédure d'enregistrement remplie, ils sont devenus les 20 partis participant aux élections. La PKD avait annoncé en novembre 1992 la formation d'un parti politique, le Parti d'unité nationale du Cambodge, mais elle a laissé passer la date limite de janvier 1993 sans accomplir les formalités requises pour participer aux élections.

75 Le 28 janvier 1993, le CNS a décidé que les élections se dérouleraient du 23 au 25 mai 1993. Pendant cette période, le scrutin devait avoir lieu dans des bureaux de vote fixes; j'ai ensuite recommandé de prévoir trois jours de scrutin supplémentaires pour permettre à des bureaux de vote mobiles de se rendre dans les zones éloignées. La campagne électorale devait durer du 7 avril au 19 mai 1993 inclus, et devait être suivie d'une période de réflexion de quatre jours. La composante électorale avait examiné une proposition présentée par le prince Sihanouk de tenir une élection présidentielle en même temps que les élections à l'Assemblée constituante. Cette idée avait été avancée par le prince Sihanouk qui estimait qu'une élection présidentielle serait un facteur de stabilité dans la période faisant suite aux élections, où l'Assemblée constituante aurait à rédiger le projet d'une nouvelle constitution. Toutefois, une élection présidentielle n'était pas prévue dans les Accords de Paris, et elle n'aurait pu avoir lieu sans l'autorisation du Conseil de sécurité et sans ressources additionnelles. Les préparatifs en vue de l'élection présidentielle ont été suspendus quand le prince Sihanouk a informé le CNS, à sa réunion du 28 janvier, qu'il avait décidé qu'une élection présidentielle devrait avoir lieu après l'adoption de la nouvelle Constitution cambodgienne par l'Assemblée constituante[46].

[46] Document 57
Voir page 250
Document 68
Voir page 274

76 Dans le domaine de la défense nationale, les chefs des Forces armées des trois parties appliquant les Accords de Paris ont signé, à la fin de janvier 1993, une directive élaborée par l'APRONUC imposant des limites à l'activité politique de leur personnel militaire. En ce qui concerne la sécurité publique, un ensemble de « dispositions pénales intérimaires » portant sur l'organisation judiciaire et la législation et la procédure pénales a été adopté par le CNS sur l'initiative de l'APRONUC. Pour en faciliter l'application, l'APRONUC a mis en place un programme de formation à l'intention des magistrats et des membres des forces de police. Conjuguant ses efforts avec le Comité international de la Croix-Rouge, l'APRONUC a obtenu de nets progrès en ce qui concerne l'approvisionnement en eau et l'hygiène dans les prisons à Phnom Penh et dans les provinces. L'Autorité a également institué des contrôles sur les opérations de la Banque centrale, sur des sources de revenu comme les impôts et les droits de douane, et sur les dépenses. En matière de contrôle financier, le CNS a adopté une directive élaborée par l'APRONUC sur le transfert des avoirs publics, afin d'introduire davantage d'ordre et de transparence dans le processus de privatisation des biens appartenant aux structures administratives existantes. L'APRONUC s'est également employée à stabiliser l'économie du pays de manière à réduire les causes possibles de troubles qui pourraient avoir des effets défavorables sur le climat des élections; ces efforts ont surtout porté sur les programmes d'assistance financière entrepris par des donateurs comme la Banque

Réfugiés cambodgiens : rapatriement et aide

Rapatriés : nombre mensuel et total cumulé

(Depuis le début du rapatriement en mars 1992 jusqu'à la fin de l'opération en avril 1993)

		Nombre de convois	Nombre de rapatriés	Nombre de rapatriés (total cumulé)
1992	Mars	2	928	928
	Avril	11	4 777	5 705
	Mai	23	13 068	18 773
	Juin	35	19 830	38 603
	Juillet	42	31 021	69 624
	Août	44	30 935	100 559
	Septembre	46	31 865	132 424
	Octobre	41	28 992	161 416
	Novembre	44	34 010	195 426
	Décembre	42	34 454	229 880
1993	Janvier	45	39 776	269 656
	Février	32	39 890	309 546
	Mars	31	32 038	341 584
	Avril	18	20 625	362 209

Source : HCR

Rapatriement et assistance aux rapatriés : options choisies par les rapatriés

Option	Nombre de personnes		Nombre de familles	
Terres agricoles	10 261	(2,8 %)	2 435	(3,0 %)
Matériaux de construction et parcelle	24 147	(6,7 %)	9 177	(11,1 %)
Pécule en espèces	317 442	(87,6 %)	69 080	(83,9 %)
Emploi auprès de l'APRONUC ou autres emplois	4 214	(1,2 %)	937	(1,2 %)
Réunion des familles (transport plus pécule en espèces)	462	(0,1 %)	112	(0,1 %)
Pas d'information	5 683	(1,6 %)	575	(0,7 %)
Total	362 209	(100,0 %)	82 316	(100,0 %)

Source : HCR

mondiale, le Fonds monétaire international et la Banque asiatique de développement, et aussi par des donateurs bilatéraux.

77 Un aspect du processus électoral où l'APRONUC n'a joué aucun rôle, c'est la mise en place de structures politiques et démocratiques à l'intention des partis en présence. Dans un pays comme le Cambodge, où l'Organisation des Nations Unies se proposait de superviser les premières élections libres qui avaient lieu depuis des décennies, il ne suffisait pas d'inscrire les électeurs sur des listes électorales et de fournir des urnes, il fallait aussi offrir une formation aux partis et aux candidats pour les initier aux meilleurs moyens de formuler leurs positions, de communiquer avec le public et d'engager un débat politique à la fois fécond et équitable. Lors des élections organisées au Cambodge sous l'égide des Nations Unies, l'initiation des partis à l'art de la politique est une tâche dont se sont essentiellement chargées deux organisations basées aux Etats-Unis — le National Democratic Institute et l'International Republican Institute. Bien que ce type d'activité n'entre pas dans le cadre du mandat de l'ONU, il faudrait d'une manière ou d'une autre que la formation des partis politiques, aspect essentiel de l'organisation d'élections libres et équitables, fasse partie intégrante des futures missions comportant un effort de démocratisation.

78 En ce qui concerne la composante rapatriement, près de 310 000 réfugiés et personnes déplacées étaient rentrés au Cambodge sans incident à la fin de février 1993, et tout semblait indiquer que le processus de rapatriement serait achevé à temps pour que tous les réfugiés remplissant les conditions voulues puissent participer aux élections. En décembre 1992, quatre des neuf camps frontaliers avaient été fermés. Sur plus de 9 millions de dollars affectés à des projets à impact rapide dans le programme du HCR, environ 3,4 millions de dollars avaient été distribués à la fin janvier 1993. Cependant, la pénurie de terres sûres et disponibles a continué de freiner la réintégration des rapatriés au Cambodge, et la reprise des combats a fait de certains rapatriés des personnes déplacées de l'intérieur. Trente-cinq autres projets de relèvement, d'un montant total de plus de 340 millions de dollars, avaient en outre été approuvés par le CNS depuis la Conférence ministérielle de Tokyo de juin 1992.

Violations du cessez-le-feu

79 Malgré les progrès de plus en plus rapides dans la préparation des élections, l'environnement politique envisagé dans les Accords de Paris n'existait pas encore et le sentiment d'insécurité parmi les Cambod-

giens s'est aggravé à la suite d'une série d'incidents violents au cours de la période qui a précédé les élections[47].

47 Document 65
Voir page 259
Document 69
Voir page 274

80 Les violations du cessez-le-feu se sont poursuivies. Une période prolongée de bombardements dans la zone de Bavel dans la province de Battambang, en décembre 1992, a contraint à elle seule quelque 15 000 personnes à fuir leurs foyers. Egalement en décembre 1992, les forces de la PKD ont à plusieurs reprises illégalement détenu du personnel de l'APRONUC, ce qui a suscité une ferme condamnation de la part du Conseil de sécurité. La PKD a répondu en disant que ces incidents avaient été provoqués par le fait que l'APRONUC avait pénétré sur un territoire contrôlé par la PKD sans que celle-ci en soit informée à l'avance, et a en outre déclaré que ces actes faisaient partie d'une « campagne calomnieuse... destinée à induire en erreur le Conseil de sécurité des Nations Unies pour qu'il adopte des sanctions » contre la PKD[48]. Au début de février 1993, à la suite de mesures prises par les forces armées de la PKD pour consolider son influence sur les zones du nord-ouest du pays, les forces de l'Etat du Cambodge ont lancé des attaques contre les forces armées de la PKD dans plusieurs districts, déclenchant ainsi les combats les plus violents survenus depuis la signature des Accords de Paris. L'APRONUC a fait observer que les mesures prises par l'Etat du Cambodge allaient au-delà de son droit de légitime défense contre les actes hostiles des forces de la PKD.

[48] Document 57
Voir page 250
Document 58
Voir page 251
Document 59
Voir page 253

81 Les meurtres de civils vietnamiens, attribués principalement à la PKD, ont poussé des milliers de personnes d'origine vietnamienne, essentiellement des pêcheurs et les membres de leurs familles vivant sur les rives du Tonle Sap (grand lac) au Cambodge à fuir leurs foyers et à partir vers le Viet Nam, plus en aval, pour trouver la sécurité. Le 30 décembre 1992, le Ministre vietnamien des affaires étrangères a fermement condamné ce qu'il a qualifié d'« actes barbares de terrorisme » commis par la PKD contre des personnes de souche vietnamienne[49]. Le Viet Nam a présenté une autre protestation à la suite d'un incident survenu le 10 mars 1993 où 33 personnes de souche vietnamienne, dont 12 enfants, avaient été massacrées[50]. Les enquêtes de l'APRONUC ont conduit à la conclusion que les assaillants étaient des soldats de la PKD.

[49] Document 60
Voir page 253

[50] Document 72
Voir page 285

82 Les meurtres aux motivations politiques, les enlèvements, les attentats à la bombe, les menaces et autres formes d'intimidation se sont également intensifiés, la plupart de ces actes étant commis par des soldats, des policiers ou des partisans de la partie de l'Etat du Cambodge contre le FUNCINPEC, le Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB), l'aile politique du FNLPK et d'autres partis politiques ayant des activités politiques légitimes. En réponse à ces actes, la composante police civile et la composante militaire de l'APRONUC ont décidé d'organiser des patrouilles intensives et un service de garde pour améliorer la sécurité des

bureaux des partis politiques qui semblaient courir les plus grands risques.

83 Il semblait également y avoir de plus en plus de réticences, de la part des structures administratives existantes des trois parties conformément au plan de paix, en particulier au sein des ministères de l'Etat du Cambodge chargés des affaires étrangères, de la sécurité publique, de la défense et de l'information, à accepter les diverses fonctions de contrôle et de supervision confiées à l'APRONUC. Cette attitude rendait plus difficile, entre autres choses, la conduite d'enquêtes par les composantes police civile et droits de l'homme de l'APRONUC à la suite d'informations faisant état d'atteintes aux droits de l'homme et de violations de ces droits. Ces nouvelles réticences semblaient être en partie une conséquence de l'obstruction et du non-respect manifestés par la PKD; et en l'occurrence, j'ai réaffirmé que le fait qu'une partie ne se conformait pas à ses obligations ne devait pas servir de prétexte à une autre partie pour justifier un manquement aux obligations qui lui incombaient en vertu des Accords de Paris[51].

[51] Document 65
Voir page 259

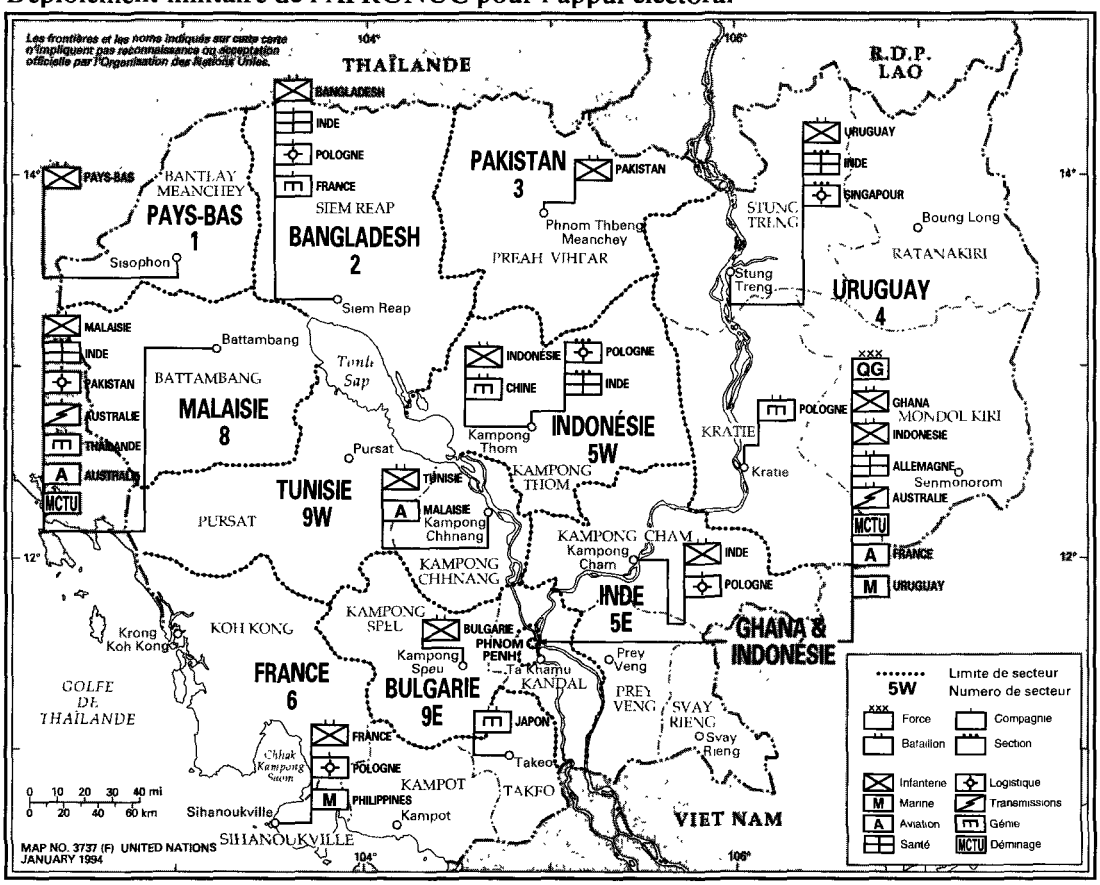
84 D'autres violations concernaient le moratoire imposé à l'exploitation des ressources forestières. Les équipes de l'APRONUC chargées du contrôle des frontières ont détecté de nombreuses et importantes violations commises par l'Etat du Cambodge, la PKD et le FUNCINPEC, mais les efforts qu'elles ont entrepris pour surveiller ces opérations n'ont pas vraiment abouti car elles s'étaient vues dans l'impossibilité d'installer des points de contrôle dans la zone tenue par la PKD le long de la frontière avec la Thaïlande. La Thaïlande, soucieuse de toute atteinte à sa souveraineté, insistait pour que ces postes soient situés en territoire cambodgien et la PKD refusait à l'APRONUC l'accès de cette zone[52]. Certes, le Gouvernement thaïlandais coopérait avec l'APRONUC, mais d'après des informations parues dans la presse, des éléments de l'armée thaïlandaise et certaines sociétés thaïlandaises participaient à l'exploitation de la forêt et des gisements de pierres précieuses dans les zones contrôlées par la PKD. En décembre 1992, l'APRONUC disposait de preuves convaincantes d'activités à grande échelle de la PKD dans les secteurs de la foresterie et des mines et a exprimé la crainte que les recettes provenant de ces opérations ne permettent à la PKD de maintenir plus facilement sa puissance militaire et son attitude de non-coopération politique. Le 10 février 1993, malgré les objections de la PKD, le CNS a adopté un moratoire sur les exportations de minerais et de pierres précieuses en provenance du Cambodge[53].

[52] Document 56
Voir page 250

[53] Document 65
Voir page 259
Document 69
Voir page 274

85 La dégradation des conditions de sécurité et le refus persistant de la PKD de participer à la démobilisation des forces ont rendu nécessaire le redéploiement de la composante militaire de l'APRONUC. Le plan initial de déploiement avait été conçu en fonction des impératifs

Déploiement militaire de l'APRONUC pour l'appui électoral



L'APRONUC a redéployé ses contingents militaires selon un dispositif correspondant aux limites des provinces cambodgiennes afin d'aider les équipes électorales de l'APRONUC au cours de l'établissement des listes électorales et d'assurer la sécurité pendant le déroulement du scrutin.

du regroupement et du cantonnement. Le nouveau dispositif, dont la mise en place a été achevée le 30 décembre 1992, suivait les limites des provinces cambodgiennes et correspondait au plan de déploiement des équipes électorales prévu pour la campagne et le scrutin, de manière à réduire le temps de réaction en cas de menaces potentielles dans ces secteurs.

86 Contraint une fois de plus de me demander s'il fallait aller de l'avant malgré cette situation où l'observation des Accords de Paris était loin d'être parfaite, je demeurais convaincu que le cadre existant offrait la meilleure chance de régler les problèmes du Cambodge et qu'il était essentiel, à cette fin, de maintenir le processus engagé en vue de l'organisation des élections.

87 Je savais fort bien, cependant, que certaines des parties cambodgiennes préféraient d'autres mesures, notamment des mesures officielles contre la PKD en raison des violations du cessez-le-feu et du processus de désarmement qu'elle avait commises. Le prince Sihanouk a informé mon représentant spécial, le 4 janvier 1993, que les actes de violence répétés commis contre les bureaux et le personnel du FUNCINPEC l'avaient contraint à mettre fin à sa coopération avec l'APRONUC. Le lendemain, son fils, le prince Norodom Ranariddh, président du FUNCIPEC, a déclaré qu'il suspendrait ses relations de travail avec l'APRONUC jusqu'à ce que des mesures efficaces aient été prises pour mettre fin au climat de violence[54]. M. Hun Sen, pour sa part, m'a écrit une lettre où il déclarait que la gravité exceptionnelle de la situation justifiait les « mesures appropriées » prévues à l'article 29 des Accords de Paris et peut-être des mesures coercitives en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies[55]. J'ai donné au Prince Ranariddh l'assurance que je partageais ses préoccupations et que l'APRONUC ferait tout ce qui était en son pouvoir pour améliorer la sécurité publique et s'emploierait à instaurer un environnement politique neutre en vue des élections[56]. Dans ma réponse à M. Hun Sen, je lui ai demandé d'apporter sa coopération pour mettre fin aux actes d'intimidation et de violence dans les zones contrôlées par l'Etat du Cambodge[57]. Le prince Sihanouk et le prince Ranariddh ont ensuite affirmé l'un et l'autre qu'ils continueraient d'apporter leur appui aux efforts de l'APRONUC.

[54] Document 62
Voir page 256

[55] Document 61
Voir page 254

[56] Document 66
Voir page 273

[57] Document 67
Voir page 273

88 Le 8 mars 1993, dans sa résolution 810 (1993), le Conseil de sécurité a maintenu sa position unitaire sur la question du Cambodge en approuvant les dates d'élection proposées et en se déclarant prêt à soutenir pleinement l'Assemblée constituante et le processus d'élaboration d'une constitution et de mise en place d'un nouveau gouvernement[58]. Tout était donc prêt pour la phase suivante du processus de paix. Comme le représentant permanent de la France l'a noté dans la déclaration qu'il a faite au Conseil (S/PV.3181) : « La campagne électorale va s'ouvrir dans quelques semaines, et nous restons gravement préoccupés par les actes de violence et d'intimidation commis dans le pays. Nous lançons donc un appel à la tolérance, à la modération et à la maturité politique du peuple et des dirigeants des partis cambodgiens afin que ces élections puissent se dérouler dans le climat politique neutre stipulé et requis par les Accords de Paris... C'est aux Cambodgiens eux-mêmes qu'incombe la responsabilité première de la restauration de la paix et de la stabilité au Cambodge. Cela est vrai aujourd'hui; cela sera vrai demain. L'ONU est intervenue à la demande des Cambodgiens eux-mêmes; elle ne peut, en aucun cas, se substituer à eux si leur volonté politique devait faire défaut. »

[58] Document 71
Voir page 283

VII Les élections

89 Au moment où le Cambodge allait engager le processus qui l'amènerait à choisir le premier gouvernement démocratiquement élu depuis les années 60, l'APRONUC pouvait déjà inscrire à son actif quelques réussites majeures. Des centaines de milliers de réfugiés cambodgiens étaient rentrés chez eux en paix depuis les camps situés en Thaïlande, et un échange d'idées plus libre qu'il n'était encore possible à peine quelques mois plus tôt était en cours d'un bout à l'autre du pays dans la presse écrite, à la radio et à la télévision et dans les conversations privées. Les mots « droits de l'homme » étaient désormais familiers de la plupart des Cambodgiens, et l'APRONUC s'était efficacement interposée entre l'Administration de Phnom Penh et ses adversaires. Assurément, les conditions n'étaient pas idéales pour envoyer les Cambodgiens aux urnes, mais il paraissait possible d'améliorer sensiblement la situation sur place sans compromettre ces gains précieux. Avec ou sans la coopération de la PKD, l'élection d'une assemblée constituante — pièce maîtresse des Accords de Paris — allait avoir lieu comme prévu. La dernière ligne droite avant les élections, la semaine du scrutin et la publication des résultats, étaient autant de défis que l'APRONUC se devait de relever.

La campagne électorale

90 Je me suis rendu au Cambodge le 7 avril 1993 pour marquer le début de la campagne électorale et j'ai rencontré à cette occasion les membres du Conseil national suprême et des représentants des 20 partis politiques. Au cours de ces discussions sérieuses et concrètes, j'ai annoncé que malgré les revers auxquels l'APRONUC avait eu à faire face pour préparer le pays aux élections les conditions essentielles d'une campagne électorale étaient selon moi réunies. Au demeurant, dans un important développement, le prince Sihanouk a accepté, au cours de ma visite, de rester à la tête du CNS dans la période qui suivrait immédiatement les élections, afin d'assurer direction et stabilité jusqu'à la réunion de l'assemblée constituante élue et jusqu'à la formation du gouvernement. Le prince Sihanouk avait précédemment indiqué son intention de démissionner le 28 mai. Juste avant ma visite, cependant, la PKD avait annoncé qu'elle ne participerait pas aux élections, affirmant que les « forces vietnamiennes d'agression continuaient d'occuper le pays. Le 13 avril 1993, la PKD a fermé ses bureaux à Phnom Penh et s'est retirée, faisant état de craintes pour sa sécurité. L'APRONUC a proposé d'assurer la sécurité de

la PKD si cette partie décidait de retourner à Phnom Penh[59]. Cette offre a été rejetée.

[59] Document 75
Voir page 287

91 La campagne électorale a débuté comme prévu le 7 avril 1993. Au cours de cette période de six semaines, des dizaines de réunions et de manifestations politiques ont eu lieu dans tout le pays sans incidents majeurs, avec la participation de dizaines de milliers de personnes. La police civile de l'APRONUC a assuré la surveillance de ces réunions et a également fourni une protection aux bureaux des partis politiques jugés les plus vulnérables. A la mi-mai, tout le matériel et toutes les fournitures nécessaires pour les élections, notamment les bulletins de vote et les urnes, étaient arrivés au Cambodge sous bonne escorte. Une formation était dispensée à quelque 900 scrutateurs internationaux venus de 44 pays et de l'Union interparlementaire, à 130 scrutateurs appartenant au secrétariat de l'ONU et à 370 membres du personnel de l'APRONUC, ainsi qu'à plus de 50 000 agents électoraux cambodgiens. Comme il était prévu dans la loi électorale, des bureaux de vote ont été mis en place à New York, à Paris et à Sydney. L'Etat cambodgien, par l'intermédiaire de son parti politique, le Parti du peuple cambodgien (PPC), a soulevé des questions au sujet de certains aspects des préparatifs techniques mais a affirmé sa confiance dans le travail accompli par l'APRONUC en vue des élections[60].

[60] Document 80
Voir page 307

92 Radio APRONUC a intensifié ses efforts pour atteindre le plus grand nombre possible de Cambodgiens. La station émettait désormais quinze heures par jour et des relais avaient été installés pour élargir le rayon d'écoute; de plus, des centaines de postes radio étaient distribués à la population dans tout le pays grâce à un don du Gouvernement japonais et d'organisations non gouvernementales japonaises. A ce stade, les messages diffusés par l'APRONUC pour l'information des électeurs mettaient essentiellement l'accent sur le secret du scrutin. Les programmes diffusés par la radio de la PKD tentaient d'aviver les craintes des Cambodgiens à ce sujet, en disant que leur vote ne serait pas confidentiel et pourrait être ensuite utilisé contre eux, menace qui ne rappelait que trop certaines tactiques employées autrefois par le régime de Pol Pot pour contrôler la population.

93 Afin de garantir l'accès aux médias dans des conditions équitables pendant la campagne, Radio APRONUC a proposé à chaque parti politique un temps d'antenne hebdomadaire pour la diffusion de matériel politique et autorisé un « droit de réponse » chaque fois qu'un parti politique ou son candidat ou son représentant estimait avoir été injustement attaqué ou considérait que ses déclarations publiques avaient été déformées. L'APRONUC a tout particulièrement reproché à l'Etat du Cambodge de chercher à limiter ou à nier le droit d'accès d'autres partis politiques aux médias sous son contrôle et leur droit à la liberté de circu-

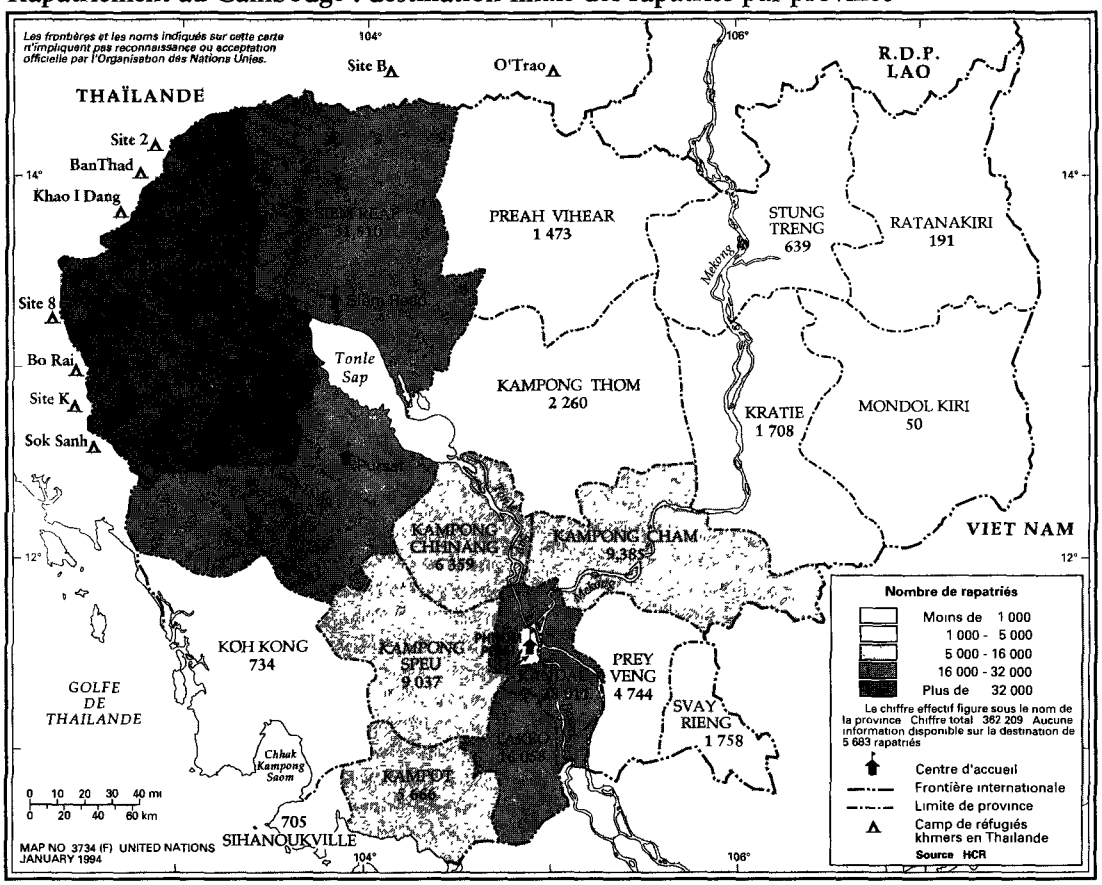
lation. A la suite d'une ferme intervention de l'APRONUC, le FUNCINPEC a pu obtenir que l'Etat du Cambodge débloque le matériel de télévision que le Front avait importé pour la campagne électorale. Tous les partis politiques ont eu accès aux moyens d'information de l'APRONUC et trois partis politiques ont reçu une aide de l'APRONUC qui a mis à leur disposition des moyens de transport aérien pour leur campagne. Des cassettes vidéo produites par l'APRONUC, notamment les débats d'une table ronde organisée avec la participation de représentants des 20 partis politiques prenant part aux élections, ont été présentées par la télévision de Phnom Penh et distribuées dans tout le pays. L'APRONUC a installé des panneaux destinés à recevoir les affiches de tous les partis politiques et elle a produit des banderoles et des affiches spéciales.

94 L'APRONUC a en outre nettement posé le problème de la séparation entre parti et Etat à l'occasion de plusieurs réunions publiques et privées qu'elle a eues avec les autorités de Phnom Penh à la suite d'indications d'où il ressortait que l'Etat du Cambodge mobilisait les agents des services publics — policiers, militaires et fonctionnaires — parfois contre leur gré, pour des activités politiques en faveur du PPC. Les « équipes de contrôle » de l'APRONUC, qui avaient été constituées par la composante administration civile, se sont attachées à vérifier que les tâches administratives, dans les provinces, les districts et les villages, étaient exécutées dans des conditions de stricte neutralité politique.

95 Regardant au-delà des élections, l'APRONUC s'est également efforcée de préparer les partis politiques cambodgiens à la tâche essentielle de l'Assemblée constituante nouvellement élue : la rédaction d'une constitution. La question des principes constitutionnels figurait régulièrement à l'ordre du jour des réunions du CNS depuis septembre 1992, et l'APRONUC a parrainé un certain nombre de séminaires spécialement consacrés à ce sujet. Un séminaire organisé du 29 mars au 3 avril 1993 a concentré ses travaux sur quatre aspects essentiels : constitutions et conflits, histoire constitutionnelle du Cambodge, principales questions auxquelles l'Assemblée constituante devra apporter une réponse et élaboration de procédures de discussion.

96 L'APRONUC a atteint l'un de ses objectifs fondamentaux quand le HCR, le 30 mars 1993, un an exactement après le début de l'opération de rapatriement, a annoncé la fermeture officielle du site 2, le dernier et le plus grand des neuf camps de réfugiés situés à la frontière de la Thaïlande et du Cambodge. Fin avril 1993, la phase « transport » de l'opération de rapatriement était terminée. Le nombre total de personnes que le HCR avait ramenées de Thaïlande au Cambodge était de 362 209. Le HCR a en outre rapatrié 1 129 Cambodgiens d'Indonésie, 633 du Viet Nam, 214 de Malaisie et un Cambodgien de Singapour et un

Rapatriement au Cambodge : destination finale des rapatriés par province



En raison surtout d'inquiétudes persistantes quant à la solidité du processus de paix, plus de la moitié des 362 209 Cambodgiens rapatriés de Thaïlande ont choisi de s'installer dans les régions nord-ouest du Cambodge malgré la présence de mines terrestres et la pénurie de terres cultivables.

autre de Hong-kong. Près de 23 000 autres Cambodgiens sont rentrés « spontanément » ou sous les auspices des autorités thaïlandaises.

97 Les quatre parties cambodgiennes ont toutes scrupuleusement respecté la liberté de choix des rapatriés. La plupart de ceux qui rentraient ont choisi de s'installer dans des zones contrôlées par les autorités de Phnom Penh et plus de la moitié d'entre eux ont opté pour les provinces de Banteay Meanchey et de Battambang dans le nord du pays. Avec l'aide d'une soixantaine d'organisations non gouvernementales internationales et locales et d'institutions des Nations Unies, plus de 60 projets à impact rapide ont été mis à exécution dans le cadre d'un programme de réintégration élaboré par le HCR et le PNUD qui a donné d'excellents résultats. Ces projets comportaient notamment des cours d'alphabétisa-

tion à l'intention de soldats démobilisés, la remise en état d'écoles et d'hôpitaux, la fourniture de puits et de latrines, des petits programmes de crédit, la fourniture d'animaux de trait et d'élevage et la réparation de routes et de ponts. La réintégration rapide a été en outre facilitée grâce à la distribution, par le Programme alimentaire mondial agissant par l'intermédiaire de la Croix-Rouge cambodgienne, d'une aide alimentaire pour une période de 400 jours à toutes les familles rapatriées.

Les violences dans la période qui a précédé les élections

98 La période qui a précédé les élections a été marquée par une vague regrettable d'actes de violence et d'intimidation. En ce qui concerne les violations du cessez-le-feu, des accrochages ou des échanges de coups de feu ont eu lieu entre les forces de la PKD et l'armée de l'Etat du Cambodge au centre et à l'ouest du pays. Il y a eu une aggravation des actes de banditisme, souvent commis par d'anciens soldats ou des soldats encore mobilisés mais insuffisamment payés. Entre le début d'avril et la mi-mai, d'après les enquêtes de l'APRONUC, 100 Cambodgiens ont été tués à la suite de violences et 179 autres blessés. Les victimes appartenaient aux quatre parties cambodgiennes — bien que les motifs de certains meurtres soient impossibles à discerner — ou étaient des membres du personnel de l'APRONUC[61].

99 Parmi les tués, beaucoup étaient de souche vietnamienne. Fin avril 1993, plus de 21 000 personnes d'origine vietnamienne, parmi lesquelles bon nombre de résidents cambodgiens de deuxième ou troisième génération, avaient fui pour se mettre à l'abri. Le problème du statut des résidents de souche vietnamienne au Cambodge n'a pas été pris en compte dans les Accords de Paris, et certains dirigeants de l'APRONUC avaient tendance à considérer que la situation constituait un problème de sécurité interne qu'il appartenait aux autorités cambodgiennes de régler. Il fallait aussi tenir compte de la manière dont la situation était perçue par la PKD; sa participation aux élections n'était pas encore exclue, mais si l'APRONUC donnait l'impression qu'elle admettait des exceptions à son mandat en faveur des personnes de souche vietnamienne, elle ne ferait que compromettre les chances de voir la partie du Kampuchea démocratique s'associer au processus électoral. L'APRONUC a finalement choisi une solution de compromis consistant à faire surveiller par ses unités navales et sa police civile les déplacements des Vietnamiens qui fuyaient le Cambodge, et elle a tenté d'obtenir des autorités locales l'assurance qu'elles s'acquitteraient de leur obligation de protéger ces personnes déplacées. Les représentants de l'Etat du Cambodge n'ont accepté

[61] Document 73
Voir page 286
Document 74
Voir page 286
Document 76
Voir page 287
Document 77
Voir page 288
Document 78
Voir page 289

qu'avec réticence d'affecter des forces de la police civile à la protection des réfugiés de souche vietnamienne qui bivouaquaient sur leurs bateaux à proximité des rives du Tonle Sap et du Tonle Bassac à Phnom Penh; les autres parties, quant à elles, ont déclaré publiquement que ces gens ne pouvaient aucunement prétendre à la nationalité cambodgienne et devraient être expulsés au Viet Nam.

100 Le harcèlement des opposants politiques s'est poursuivi, notamment des menaces verbales et un « petit vandalisme » visant les affiches politiques. Bon nombre de ces incidents étaient attribués à des partisans de l'Etat du Cambodge. Dans les derniers jours qui ont précédé les élections, la presse a publié des informations selon lesquelles des Cambodgiens faisaient des provisions de vivres et d'autres produits dans la crainte d'une aggravation du climat de violence pendant les élections. Pour mettre fin, en partie du moins, aux violences, l'APRONUC a publié le 17 mars 1993 une directive interdisant la détention et le port non autorisés d'armes à feu et d'explosifs. Les confiscations d'armes à feu effectuées en conséquence ont sensiblement réduit le nombre des crimes graves signalés à Phnom Penh.

101 Les actes de violence et d'intimidation encouragés par la partie du Kampuchea démocratique avec l'intention de perturber le scrutin étaient plus difficiles à contrôler. Outre que la PKD intensifiait sa propagande dans les campagnes afin de dissuader la population de voter, des mouvements de troupes de grande ampleur des forces de la PKD étaient également signalés à la périphérie de Phnom Penh, et les rapports de groupes de renseignements indiquaient que certaines localités stratégiques avaient été désignées comme objectifs au cours des semaines précédant le vote prévu. Dans les derniers jours qui ont précédé l'ouverture du scrutin, il régnait partout un climat d'incertitude et de tension.

102 Il était clair que les élections ne se dérouleraient pas dans un environnement aussi stable et aussi neutre qu'il avait été envisagé dans les Accords de Paris. Cette situation était due en grande partie à l'impossibilité où l'ONU se trouvait de s'acquitter intégralement de son mandat au Cambodge en raison du refus de la PKD de coopérer avec l'APRONUC. La question de savoir s'il fallait aller de l'avant et procéder aux élections continuait de se poser, même à cette heure tardive. D'importantes questions concernant la légitimité des résultats d'une élection conduite dans un tel climat ont été sérieusement examinées quand j'ai rédigé les deux derniers rapport présentés au Conseil de sécurité avant les élections[62]. Dans ces rapports, je déclarais que malgré les actes de violence qui continuaient d'être commis au Cambodge, l'Organisation des Nations Unies devait organiser les élections comme prévu. Je soulignais qu'agir autrement équivaudrait en fait à donner à un groupe armé un droit de veto sur la paix au Cambodge, à tromper l'attente du peuple

[62] Document 79
Voir page 290
Document 81
Voir page 307

cambodgien et de la communauté internationale qui avaient donné pour tâche à l'Organisation des Nations Unies de consolider la paix au Cambodge. Je faisais également observer que la communauté internationale avait peut-être fixé des normes déraisonnables en demandant l'instauration d'un climat de neutralité pour les élections au Cambodge, étant donné les divisions internes du pays et les traumatismes subis par la population. Certes, les conditions que connaissait le Cambodge n'étaient pas idéales, mais ce n'était pas une raison suffisante pour renoncer à organiser les élections; en fin de compte, les élections n'étaient que le début du renouveau du Cambodge, pas son aboutissement.

103 Tout en reconnaissant que les violences et les attaques allaient probablement se poursuivre, j'ai recommandé que les élections aient lieu comme prévu. Je me suis engagé à ce que l'APRONUC conduise les élections de manière aussi impartiale que possible dans des conditions imparfaites et à ce que toutes les mesures soient prises pour assurer une sécurité maximale. A cette fin, la sécurité de tous les bureaux de vote et du périmètre adjacent devait être assurée exclusivement par l'APRONUC. Les forces armées du FUNCINPEC, du FNLPK et de la partie de l'Etat du Cambodge aideraient l'APRONUC en lui communiquant les informations en leur possession sur toutes circonstances qui risquaient de compromettre ou mettaient en danger le processus électoral et assureraient la sécurité dans les zones sous leur contrôle.

104 Aucune opération de vote n'était prévue dans les zones contrôlées par la PKD dont l'APRONUC s'était vu interdire l'accès, ou dans certaines zones éloignées et peu peuplées où opéraient les forces de la PKD. Les autres régions du pays ont été réparties en zones à haut, moyen et faible risque, où les mesures de sécurité étaient modulées en conséquence. Dans les zones à haut risque, du personnel militaire armé de l'APRONUC devait être stationné dans les bureaux de vote et à proximité, les ouvrages de protection fortifiés ont été renforcés et du matériel individuel de protection a été distribué aux agents électoraux. Le personnel civil de l'APRONUC a été retiré de certaines localités et, la situation devenant de plus en plus menaçante dans la province de Kompong Thom, le nombre des bureaux de vote y a été ramené de 102 à 51[63]. Etant donné que les parties cambodgiennes devaient assumer la responsabilité principale du maintien de la sécurité dans les zones sous leur contrôle, l'APRONUC a accepté, comme le lui demandaient l'Etat du Cambodge, le FUNCINPEC et le FNLPK, de rendre à ces groupes une partie des armes qui lui avait été remise lors des opérations de cantonnement pendant la deuxième phase du cessez-le-feu.

[63] Document 86
Voir page 314

105 Le 20 mai 1993, dans sa résolution 826 (1993), le Conseil de sécurité a exprimé sa satisfaction au sujet des dispositions adoptées pour la conduite des élections, déploré tous les actes de non-coopération avec

les Accords de Paris et condamné tous les actes de violence commis pour des motifs politiques et ethniques, ainsi que les actes d'intimidation et les attaques visant le personnel de l'APRONUC. Il a exprimé son plein soutien aux mesures prises par l'APRONUC pour garantir la sécurité pendant les élections et rappelé à toutes les parties cambodgiennes qu'elles étaient tenues de respecter pleinement les résultats des élections[64]. Adoptée trois jours seulement avant l'événement qui constituait la pierre angulaire du processus enclenché par les Accords de Paris, la résolution donnait une expression claire de la détermination du Conseil de sécurité de faire en sorte que les élections aient lieu à la date prévue. Les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est ont publié une déclaration de soutien le 18 mai[65]. Le 22 mai, le Conseil de sécurité a lancé un nouvel appel invitant le peuple cambodgien à exercer son droit de vote[66]. Le 22 mai également, accomplissant un geste important de soutien aux élections, le prince Sihanouk est revenu de Beijing, où il suivait un traitement médical, à Phnom Penh et a instamment invité les Cambodgiens à voter pour les partis de leur choix. Après plusieurs mois d'efforts et d'exhortations, personne ne savait encore ce que les électeurs — ou la PKD — allaient faire.

[64] Document 83
Voir page 311

[65] Document 82
Voir page 311

[66] Document 84
Voir page 312

Les élections

106 Nonobstant les prédictions des médias et d'autres milieux, les élections cambodgiennes se sont généralement déroulées dans une atmosphère de paix et de liesse. Les électeurs ont fait montre d'un courage et d'une endurance peu communes, parcourant parfois plusieurs kilomètres à pied pour mettre leur bulletin dans l'urne, apparemment sans se laisser intimider par les menaces de violence ou le banditisme, un terrain difficilement praticable ou les fortes pluies qui s'abattaient sur la plus grande partie du pays. Plus de 4,2 millions d'électeurs sont allés voter, soit près de 90 % du total des électeurs inscrits. Environ 200 soldats de la partie du Kampuchea démocratique et plusieurs centaines de membres de leurs familles à Poipet, dans la province de Banteay Meanchey, ont pris part au scrutin, de même que des soldats et des civils dans certaines zones contrôlées par la PKD dans la province de Battambang. Cette nouvelle n'a pas tardé à être connue, grâce aux émissions de Radio APRONUC, ce qui a été pour les Cambodgiens un encouragement de plus à aller voter.

107 Malgré quelques actes de violence ici et là et le meurtre d'un civil cambodgien tué par un tir de mortier dans la province de Kompong Cham, les électeurs cambodgiens ont exercé sans crainte leur droit de vote dans un climat paisible presque totalement exempt de violence et d'actes d'intimidation. Plusieurs théories ont été avancées pour tenter d'expliquer que la PKD ne soit pas parvenue à perturber les élections :

elles vont, par exemple, d'une hypothétique intervention de dernière minute à des informations émanant de déserteurs des forces de la PKD selon lesquels ce groupe n'avait généralement ni l'envie ni les moyens de s'attaquer aux bureaux de vote. Quelle que soit la raison, le boycottage des élections par la PKD et ses plans de sabotage ultérieurs avaient échoué. Environ 46 % des électeurs inscrits, soit 2,2 millions de personnes, ont voté le premier jour, ce qui représente la plus forte participation enregistrée en une seule journée. Le scrutin a eu lieu tous les jours de 8 heures à 16 heures, mais il a été prolongé le dernier jour pour que les électeurs retardataires puissent aller voter. Il y a eu de légers incidents techniques, par exemple des ruptures de scellés en plastique et de plusieurs cadenas sur les urnes pendant le transport en raison du mauvais état des routes. Le processus a été suivi en totalité par des observateurs internationaux, par des représentants des partis politiques cambodgiens, par des représentants des groupes cambodgiens de défense des droits de l'homme et des membres des organes d'information locaux et internationaux.

108 Prenant la parole devant le Conseil national suprême le 29 mai 1993, pendant que les opérations de dépouillement se poursuivaient, mon représentant spécial a déclaré en mon nom que la conduite des élections avait été libre et équitable[67]. Le Conseil de sécurité a fait sienne cette déclaration le 2 juin 1993 dans sa résolution 835 (1993)[68]. Dans une lettre adressée au prince Sihanouk, j'ai exprimé la conviction que son retour à Phnom Penh avait beaucoup contribué à permettre à l'APRONUC de conduire des élections libres et équitables, et j'ai félicité le peuple cambodgien de sa participation massive au scrutin[69]. Dans sa réponse, le prince Sihanouk a affirmé sa satisfaction au sujet du processus électoral et remercié de leurs efforts mon représentant spécial, l'APRONUC et tous les observateurs internationaux[70].

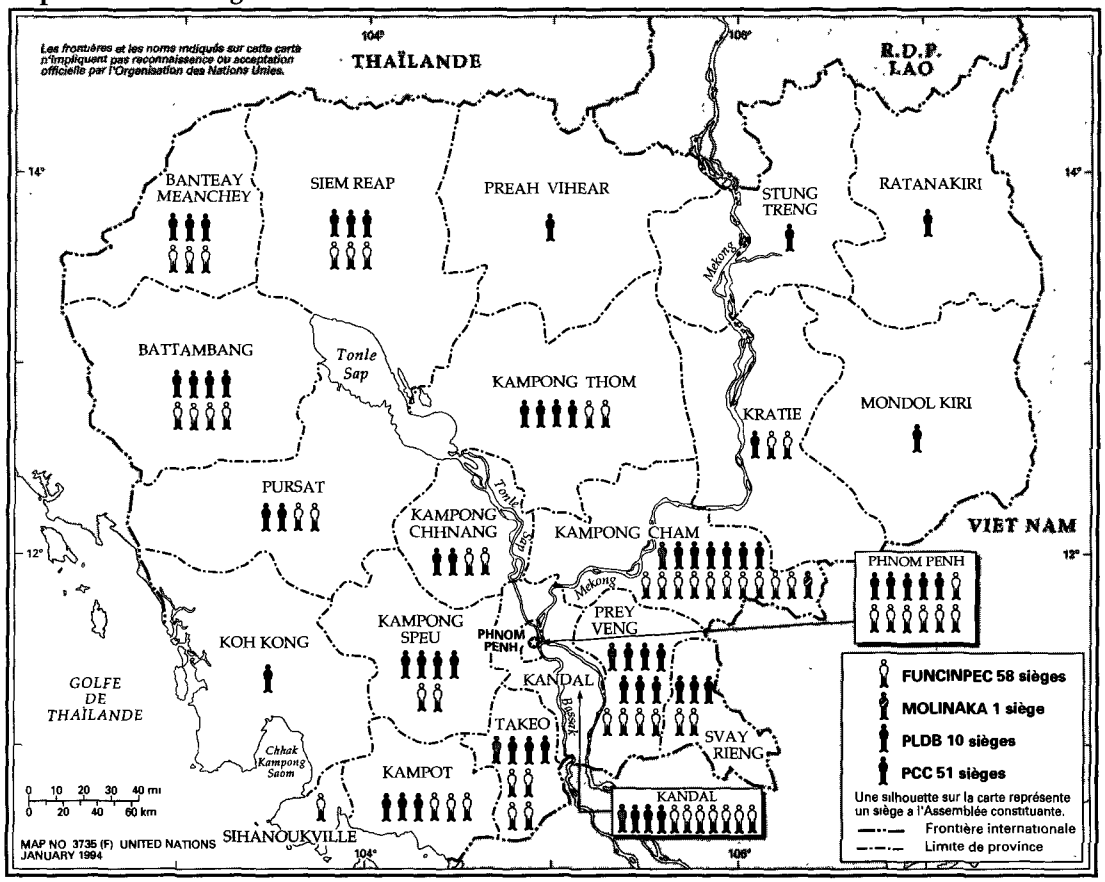
[67] Document 88
Voir page 315
[68] Document 89
Voir page 316

[69] Document 85
Voir page 313

[70] Document 87
Voir page 314

109 Il est impossible de comprendre le succès de l'élection sans rappeler les efforts de l'équipe électorale de l'APRONUC, constituée en majeure partie de jeunes volontaires venus du monde entier qui ont souvent risqué leur sécurité personnelle pour atteindre des électeurs potentiels dans des zones lointaines et contestées du Cambodge. Ces gens étaient considérés tant par le personnel de l'APRONUC que par la population cambodgienne locale comme un modèle inégalé de dévouement, d'intégrité et d'enthousiasme au service du processus démocratique. Non seulement ils sont parvenus à convaincre la population de l'importance de chaque voix et du caractère confidentiel de chaque bulletin, mais ils ont été l'exemple jamais démenti et hautement visible du rôle impartial de l'APRONUC dans les élections. Ce groupe de Volontaires des Nations Unies mérite d'être tout spécialement félicité pour avoir contribué à donner à la population cambodgienne l'image d'une APRONUC équitable et neutre.

Répartition des sièges à l'Assemblée constituante



Quatre partis se sont partagés les 120 sièges de la nouvelle assemblée constituante le FUNCINPEC, le PPC, le PLDB (la branche politique du FLNPK) et le MOLINAKA (Molinaka et Naktaorsou Khmère pour la liberté).

110 Pour assurer le maximum d'exactitude et de transparence, le dépouillement du scrutin a eu lieu plus lentement que prévu. L'APRONUC avait commencé à publier des résultats provisoires deux fois par jour, mais quand les premiers résultats du dépouillement ont montré que le FUNCINPEC arrivait en tête, cette méthode a donné lieu à des protestations de la part du Parti du peuple cambodgien. Il a été cependant rappelé, à cet égard, que les informations sur le dépouillement du scrutin étaient déjà dans le domaine public puisqu'elles étaient connues des représentants des partis politiques cambodgiens et des groupes de défense des droits de l'homme présents pendant que les responsables électoraux de l'APRONUC procédaient au décompte des voix.

111 Le PPC a ensuite affirmé que les élections avaient été entachées d'irrégularités et de fraudes. A l'appui de ses allégations, il a fait observer

que ses agents n'avaient pas pu inspecter les « lieux sûrs » où les urnes étaient placées pendant la nuit, que certains scellés en plastique utilisés pour fermer les urnes avaient été brisés, que l'encre indélébile n'était pas efficace, que certains scrutateurs cambodgiens recrutés sur place avaient fait preuve de partialité et que le nombre de bulletins dans les urnes n'était pas exact. Le PPC a en outre demandé à l'APRONUC de procéder à de nouvelles élections dans sept provinces, dont la capitale Phnom Penh. Dans les cas où des plaintes spécifiques avaient été présentées et où des précisions avaient été fournies, l'APRONUC a effectué des enquêtes sur place à l'entière satisfaction des représentants du parti.

112 Le résultat final a été publié le 10 juin 1993[71]. Sur 4 011 631 suffrages exprimés, le FUNCINPEC a obtenu 1 824 188 voix, soit 45,47 %. Le PPC est venu à la deuxième place, avec 1 533 471 voix, soit 38,23 %. Le PLDB (branche politique du FLNPK) a recueilli 152 764 voix, soit 3,80 % et les 17 autres partis politiques se sont partagés le reste des voix. Le même jour, j'ai autorisé mon représentant spécial à déclarer que les résultats « reflétaient de manière équitable et exacte la volonté du peuple cambodgien et devaient être respectés ». Il a également déclaré que les irrégularités présumées dont avait fait état le PPC n'étaient pas synonymes de fraude et qu'« aucune des allégations du PPC, même exacte, n'influerait sur le résultat »[72].

[71] Document 92
Voir page 318

[72] Document 92
Voir page 318

113 D'importants événements se sont ensuite rapidement succédé. Le 10 juin 1993, les dirigeants des forces armées du FUNCINPEC, du FLNPK et de l'Etat du Cambodge ont décidé de travailler ensemble à la création d'une armée unique — les Forces armées cambodgiennes — qui se conformerait loyalement aux décisions de l'Assemblée constituante. Le 14 juin, la nouvelle assemblée a prêté serment et a commencé de travailler à une nouvelle constitution. A sa séance inaugurale, elle a proclamé le prince Sihanouk chef de l'Etat investi de « pleins pouvoirs spéciaux ».

114 L'Assemblée constituante a été immédiatement confrontée à une crise : la « sécession » de la partie orientale du pays. Le 12 juin 1993, une « zone autonome » constituée de sept provinces orientales a été proclamée par le prince Norodom Chakrapong, l'un des fils du prince Sihanouk et demi-frère du prince Ranariddh, et par le Vice-Premier Ministre de l'Etat du Cambodge. D'autres personnalités de l'Etat du Cambodge auraient également participé, d'après certaines informations, à cette initiative sécessionniste. Le prince Chakrapong a rejeté les résultats des élections et demandé à l'APRONUC de se retirer des sept provinces, affirmant qu'il ne pouvait pas garantir la sécurité du personnel de l'Autorité. A la suite d'attaques dirigées contre des bureaux et des véhicules de l'APRONUC et à la suite de menaces contre certains membres du personnel civil chargé du maintien de la paix, l'APRONUC a ordonné un retrait temporaire des trois provinces et le prince Ranariddh a préparé ses trou-

pes à livrer bataille aux forces coalisées du prince Chakrapong. Les motifs du mouvement sécessionniste n'étaient pas clairs, et, d'après certaines informations parues dans la presse, d'autres membres du PPC y auraient participé. Dès le 15 juin, cette tentative éphémère avait échoué et le prince Chakrapong s'est enfui au Viet Nam.

115 Le Conseil de sécurité a approuvé le résultat des élections aux termes de sa résolution 840 (1993) du 15 juin 1993, où il apportait un total soutien à la nouvelle assemblée constituante[73]. Le 7 juin, le Conseil avait condamné les nouvelles attaques dirigées contre l'APRONUC et prévenu qu'il prendrait des « mesures appropriées » contre ceux qui tentaient d'inverser par la violence le processus démocratique au Cambodge[74]. La Communauté européenne, le 10 juin, et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le 18 juin, ont appelé toutes les parties cambodgiennes à respecter les résultats des élections[75]. Le Viet Nam s'est engagé, le 3 juin, à continuer d'appuyer les Accords de Paris[76]. Le 16 juin, le prince Sihanouk a annoncé la formation d'une administration conjointe intérimaire avec le prince Ranariddh et M. Hun Sen nommés coprésidents d'un Conseil des ministres. Cet arrangement n'avait pas été prévu dans les Accords de Paris, mais il semblait offrir un cadre de coopération de nature à favoriser la stabilité et la réconciliation dans le pays.

[73] Document 94
Voir page 323

[74] Document 91
Voir page 318
Document 96
Voir page 324
[75] Document 93
Voir page 322
Document 95
Voir page 323
[76] Document 90
Voir page 317

116 Le 21 juin 1993, alors que de nombreux représentants élus du PPC participaient déjà aux travaux de la nouvelle assemblée constituante, la partie de l'Etat du Cambodge a officiellement reconnu les résultats des élections. Le 22 juillet 1993, l'ANASE s'est félicitée de la formation de l'administration conjointe intérimaire et a réitéré son soutien au processus de réconciliation nationale au Cambodge[77]. Et, le 13 juin 1993, M. Khieu Samphan est rentré au Cambodge, mettant fin à trois mois d'absence de la PKD de la capitale. Lors d'une réunion du CNS qui s'est tenue le même jour, il a parlé de la nécessité de la réconciliation nationale et dit que la PKD pourrait accepter la fusion de ses forces dans une armée nationale et mettre fin à sa résistance. Ces ouvertures en vue d'une réconciliation se sont ensuite révélées dénuées de toute substance.

[77] Document 99
Voir page 330

117 Nonobstant les nombreuses difficultés qui restaient encore sur sa route, le peuple cambodgien, avec l'aide de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale, venait de remporter une grande victoire pour les principes de la démocratie et de l'autodétermination. Qui plus est, le Cambodge était ainsi devenu, spécialement pour d'autres pays déchirés ou victimes de catastrophes, le plus récent symbole d'espoir et de réussite possible.

VIII Vers un nouveau gouvernement

118 C'est dans cette atmosphère de victoire, mais non exempte de craintes pour l'avenir, que l'APRONUC allait déclarer que son mandat était rempli, retirer son personnel et engager une réflexion sur le rôle futur de l'ONU dans le relèvement, la reconstruction et l'action en faveur des droits de l'homme au Cambodge.

La période qui a suivi les élections

119 Les violations du cessez-le-feu se sont poursuivies après les élections, de même que le banditisme et les attaques contre les personnes de souche vietnamienne et le personnel de l'APRONUC. A la mi-août 1993, à la suite d'attaques des forces de la PKD contre des civils et contre une partie de l'antique complexe architectural d'Angkor Wat dans la province de Siem Riep, les forces armées cambodgiennes ont lancé une offensive contre la PKD. Ce conflit militaire interne avec les Khmers rouges se poursuit aujourd'hui encore et constitue la plus grave menace pour tous les acquis de la période de l'APRONUC.

120 Il y a eu d'autres développements, plus encourageants, dans les mois qui ont suivi l'élection, notamment et plus spécialement le fonctionnement de l'Assemblée constituante qui a concentré ses efforts sur la tâche primordiale de la période intérimaire : l'élaboration et l'adoption d'une nouvelle constitution cambodgienne. D'après les Accords de Paris, ce travail devait être achevé trois mois après la date des élections, et l'Assemblée devait alors se transformer en assemblée législative, base d'un nouveau gouvernement cambodgien. A la demande de l'Administration conjointe intérimaire, l'APRONUC a communiqué ses observations techniques sur le projet de constitution, insistant tout particulièrement sur le renforcement des dispositions relatives aux droits de l'homme.

121 Une importante mesure visant à réduire le banditisme, à renforcer la stabilité et à promouvoir un transfert harmonieux et ordonné au nouveau gouvernement a été prise à la mi-juillet 1993, quand le Conseil de sécurité a décidé que l'APRONUC fournirait 20 millions de dollars d'assistance financière d'urgence au Cambodge[78]. Ces ressources devaient servir à payer les traitements des fonctionnaires civils, de la police et des membres des forces armées, dont beaucoup n'avaient pas été payés depuis plusieurs mois, si ce n'est davantage, et fournir un appui budgétaire aux structures du gouvernement provisoire dans les secteurs de l'administration, de la police et de la défense. On espérait que cette aide en-

[78] Document 98
Voir page 330

courage rait les Cambodgiens à se détourner des factions d'hier et à se rallier à leur futur gouvernement.

L'APRONUC se retire

122 Les troupes de l'APRONUC ont commencé à se retirer du Cambodge le 2 août 1993[79]. A cette date, la composante rapatriement et la plupart du personnel électoral avaient déjà quitté le pays. Le personnel d'administration civile continuait de s'acquitter de ses tâches, de manière à assurer une transition ordonnée. Les membres de la Division information/éducation restant dans le pays ont réorienté leur activité en fonction des préoccupations de la période faisant suite à l'APRONUC, notamment en produisant des programmes de radio sur les droits de l'homme, la reconstruction et le développement à long terme. Des spécialistes des droits de l'homme ont préparé l'ouverture d'un bureau local du Centre pour les droits de l'homme (le bureau a ouvert le 1er octobre)[80]. Plusieurs ONG locales s'occupant des droits de l'homme s'étaient constituées au Cambodge et l'APRONUC leur a fourni de la documentation, une formation et des aides d'un montant minime pour les dépenses de bureau essentielles et la mise en place d'un centre d'information et d'une bibliothèque à utiliser en commun. Au moment des élections, les organisations non gouvernementales cambodgiennes s'occupant des droits de l'homme, y compris les groupes bouddhistes, les groupes d'étudiants et les groupes féminins comptaient environ 150 000 membres.

[79] Document 97
Voir page 325
Document 100
Voir page 331

[80] Document 109
Voir page 349

123 Le 27 août, dans sa résolution 860 (1993), le Conseil de sécurité, tout en confirmant que les fonctions de l'APRONUC prendraient fin dès la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien, a noté que l'Administration conjointe intérimaire avait demandé que le mandat de l'APRONUC soit maintenu jusqu'à ce que l'Assemblée constituante ait achevé ses travaux sur la nouvelle constitution et qu'un nouveau gouvernement ait été formé[81].

[81] Document 101
Voir page 335

124 Le succès historique du Cambodge a été conforté lors d'une cérémonie qui a eu lieu à Phnom Penh le 24 septembre 1993. Tout d'abord, la nouvelle constitution a été officiellement promulguée par le prince Sihanouk. Elle instituait une monarchie constitutionnelle, « le Royaume du Cambodge », Etat indépendant, souverain, pacifique, neutre et non aligné. En conséquence, le prince Sihanouk a alors été élu roi du Cambodge par le Conseil royal du Trône. En vertu de l'article 7 de la nouvelle constitution, le Roi règne mais ne gouverne pas. La première décision du roi Sihanouk a été de désigner le prince Raniriddh et M. Hun Sen, respectivement, comme premier et deuxième président du nouveau gouvernement du Cambodge. L'Assemblée constituante s'est alors trans-

formée en assemblée législative. S'adressant à la presse à la suite de la cérémonie, le roi Sihanouk a déclaré : « A partir de ce moment, les Cambodgiens sont maîtres de leur destin. »

Maintien d'une présence de l'ONU

125 Avec ces événements, le mandat de l'APRONUC arrivait à son terme[82]. Cependant, cela ne signifiait pas la fin de l'engagement de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge, ni dans l'immédiat ni dans l'avenir. En fait, il était prévu que bon nombre des composantes du système des Nations Unies allaient s'associer à l'effort en cours de reconstruction et de développement du Cambodge. Mais dans l'immédiat, le pays restait aux prises avec des problèmes de sécurité. C'est ce qui a conduit les deux présidents du Gouvernement, au début d'octobre 1993, à demander à l'ONU d'envisager d'envoyer au Cambodge, pour renforcer la confiance, des observateurs militaires non armés et de contribuer ainsi à la stabilité du pays et de son nouveau gouvernement.

[82] Document 102
Voir page 336
Document 103
Voir page 338
Document 104
Voir page 339

126 Le 4 novembre 1993, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 880 (1993), a décidé de prolonger jusqu'au 30 novembre la période de retrait du Groupe de déminage et de formation de l'APRONUC et jusqu'au 31 décembre le retrait de la composante militaire et de la composante médicale[83]. Le Conseil a en outre décidé de mettre en place pour une période de six mois non renouvelables une équipe de 20 officiers de liaison militaire chargés de faire rapport sur les questions ayant trait à la sécurité au Cambodge, d'assurer la liaison avec le Gouvernement cambodgien et d'aider celui-ci à régler les questions militaires en suspens liées aux Accords de Paris. Pendant son séjour au Cambodge, l'équipe de liaison a suivi l'intégration des forces des parties dans l'armée gouvernementale et, à la demande du Gouvernement, elle a effectué des missions d'observation à Pailin, à l'Académie militaire de formation des officiers de la province de Kompong Speu, à l'Ecole de formation de la police militaire de Phnom Penh et dans d'autres régions[84].

[83] Document 105
Voir page 340
Document 106
Voir page 341
Document 107
Voir page 342
Document 108
Voir page 343

[84] Document 110
Voir page 346
Document 112
Voir page 348
Document 115
Voir page 349

127 Même après la fin de la mission de l'APRONUC et l'expiration du mandat de l'équipe de liaison militaire, les Accords de Paris restaient en vigueur, avec une orientation nouvelle où le maintien de la paix cédait la place à la consolidation de la paix après le conflit. « La paix risque... de demeurer éphémère », avait dit mon prédécesseur, Javier Pérez de Cuéllar, lors de la cérémonie de signature des Accords de Paris le 23 octobre 1991, « si le peuple cambodgien et certains de ses voisins immédiats continuent de vivre dans le dénuement et la misère. La paix des armes devra être nourrie et consolidée par un effort concerté de reconstruction et de développement du Cambodge... ».

128 La Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, l'un des trois principaux instruments des Accords de Paris, assigne à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées un rôle important dans l'appui au relèvement et à la reconstruction du Cambodge. Les activités à entreprendre à la suite du départ de l'APRONUC devaient mettre l'accent sur le relèvement, le déminage, les droits de l'homme, la réforme de l'administration publique, la réintégration des rapatriés et personnes déplacées, l'action humanitaire et l'assistance technique dans des secteurs comme l'agriculture, les soins de santé, l'éducation, les services d'utilité publique et autres services sociaux. A la suite d'une demande du nouveau gouvernement et pour démontrer que l'Organisation maintenait son engagement à l'égard du Cambodge, j'ai nommé, en avril 1994, M. Benny Widyono (Indonésie) pour me représenter au Cambodge et coordonner la présence des Nations Unies dans le pays.

129 Lorsque les Cambodgiens s'interrogeaient sur les perspectives d'avenir de leur pays après les élections et après le retrait échelonné de l'APRONUC, ils éprouvaient des sentiments complexes faits de grands espoirs et d'incertitudes persistantes. D'une part, ils avaient pris un bon départ, eux et leurs dirigeants, en créant une société nouvelle fondée sur la justice, la liberté, la tolérance mutuelle et une vie meilleure pour tous. Mais deux questions importantes restaient sans réponse.

130 Tout d'abord, la PKD choisirait-elle de rester en dehors du processus de paix ? Au début de février 1994, environ 3 000 soldats de la PKD avaient fait défection et rejoint les forces gouvernementales, mais la PKD conservait une force importante et constituait encore une menace pour la paix. Lors d'une visite commune des Premier et Deuxième Présidents du Gouvernement au Siège de l'ONU à New York, les 4 et 5 octobre 1993, le prince Ranariddh a dit au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale que le nouveau gouvernement était « prêt à accueillir les Khmers rouges dans les Forces armées royales du Cambodge » et en tant que conseillers du Gouvernement, à condition qu'ils reconnaissent le Gouvernement et démantèlent leur armée et leur administration. A ce moment-là, il y avait des signes indiquant que la PKD cherchait en fait à réintégrer la communauté politique cambodgienne, mais la reprise ultérieure des affrontements armés entre la PKD et les forces gouvernementales a jeté des doutes sur les chances immédiates d'une paix véritable. Avec les combats qui se poursuivaient dans les régions nord et nord-ouest du pays, la sécurité intérieure devenait de plus en plus précaire. Le roi Sihanouk m'a écrit pour me faire part de sa préoccupation. J'ai donné au roi Sihanouk l'assurance que je partageais sa préoccupation, que j'appuyais les efforts qu'il déployait pour organiser des pourparlers sur la réconciliation nationale et que je ferais tout ce qui était en mon pouvoir pour aider le peuple du Cambodge à réaliser la paix et à reconstruire son pays[85]. Le 13 mai 1994, le Conseil de sécurité a décidé de ne pas proroger le mandat de

[85] Document 113
Voir page 348
Document 114
Voir page 349

l'équipe de liaison militaire de 20 membres mais a approuvé ma décision de nommer trois conseillers militaires pour aider mon représentant au Cambodge après l'expiration du mandat de l'équipe. Ces conseillers, un Belge, un Français et un Malaisien, ont pris leurs fonctions le même mois, pour maintenir au Cambodge une présence des Nations Unies qui, de l'avis du Gouvernement, contribuait à créer un sentiment de sécurité parmi les Cambodgiens[86].

[86] Document 115
Voir page 349

131 Deuxièmement, le sort du Cambodge pourrait-il continuer d'intéresser le monde extérieur en ces temps marqués par le manque de ressources et la « fatigue des donateurs » ? Le financement effectif des efforts de l'APRONUC en faveur de la reconstruction avait été considérablement retardé par les craintes qui s'étaient fait jour parmi les donateurs avant les élections au sujet de la solidité du processus de paix. Mais la réaction des donateurs après les élections a été relativement positive, et, au 31 octobre 1993, des contributions d'un montant de 290 millions de dollars avaient été versées pour des activités dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement rural. Malgré les intenses efforts déployés par l'APRONUC pour remettre le pays sur pied, une action massive de reconstruction était encore indispensable dans tout le pays.

132 Après l'expiration du mandat de l'APRONUC, la reconstruction devait être coordonnée et surveillée par le Comité international pour la reconstruction du Cambodge — organe consultatif qui serait ouvert à tous les pays et à toutes les organisations internationales apportant leur contribution à la reconstruction à long terme du Cambodge. Lors d'une réunion du Comité tenue en septembre 1993, de nouvelles contributions s'élevant à 120 millions de dollars ont été annoncées. A cette occasion, j'ai réaffirmé que l'avenir de la liberté et de la démocratie au Cambodge restait un problème d'une grande importance pour la communauté internationale. A la deuxième session du Comité, qui a eu lieu à Tokyo en mars 1994, j'ai renouvelé mon appel à la communauté internationale pour qu'elle réagisse rapidement et efficacement en appuyant les efforts du Cambodge dans sa tâche monumentale de reconstruction nationale[87]. Tout en tenant pleinement compte des vœux souverains du nouveau gouvernement cambodgien, l'Organisation des Nations Unies continuera d'apporter son total soutien au Gouvernement et au peuple du Cambodge.

[87] Document 111
Voir page 347

133 Le mandat de l'APRONUC a pris fin le 24 septembre 1994 avec la constitution du nouveau gouvernement cambodgien. La composante militaire de l'APRONUC a achevé son retrait à la mi-novembre et les quelques fonctionnaires d'administration et autres membres du personnel qui étaient restés au Cambodge sont partis à la fin du mois de mai 1994.

134 Le 1er octobre 1994, je me suis entretenu avec le Ministre cambodgien des affaires étrangères, le prince Norodom Sirivudh, à l'occasion de sa présence à New York dans le cadre de la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale. A la demande du Gouvernement cambodgien, j'ai écrit au Conseil de sécurité, le 10 octobre 1994, pour l'informer que j'avais décidé que le mandat de M. Widyono serait prolongé pour une nouvelle période de six mois, jusqu'en avril 1995, et que, pendant cette période, M. Widyono continuerait d'être secondé par trois conseillers militaires[88]. Le Conseil de sécurité s'est félicité de cette décision le 19 octobre 1994[89]. L'Organisation des Nations Unies continuera donc de coopérer avec le Gouvernement cambodgien en 1995 et reste prête à aider les Cambodgiens à œuvrer à la réconciliation nationale et à la reconstruction de leur pays.

[88] Document 116
Voir page 350
[89] Document 117
Voir page 351

IX Conclusions

135 L'Organisation des Nations Unies a été amenée à s'occuper de la situation au Cambodge bien avant que l'idée de l'APRONUC ne prenne corps. La montée du communisme en Indochine, les retombées des guerres du Viet Nam et les multiples et violents retournements intervenus depuis vingt-cinq ans dans les structures du pouvoir au Cambodge sont autant d'événements qui ont suscité les commentaires de la communauté internationale. La coupure Est-Ouest des années de la guerre froide se traduisait par l'engagement d'intérêts étrangers sur tous les fronts du champ de bataille cambodgien, et la paix semblait fuir le pays alors même que ses voisins entamaient leur reconstruction. L'Organisation des Nations Unies a toujours pris position sur la situation au Cambodge depuis la fin des années 70 jusque dans les années 80, mais ce n'est que lorsqu'une vision embryonnaire de la paix a commencé à poindre entre les parties cambodgiennes en 1988 et a finalement pris forme à Paris en 1989 que l'ampleur du rôle que l'Organisation des Nations Unies pourrait être appelée à jouer dans le processus de paix est apparue pleinement. Non seulement des unités internationales de maintien de la paix seraient chargées d'observer le respect d'un cessez-le-feu dans la guerre civile cambodgienne, mais l'ONU surveillerait le désarmement des parties antagonistes, fournirait des moyens de transport pour ramener chez eux plus de 360 000 réfugiés, organiserait et conduirait des élections libres et équitables et apporterait un soutien financier et logistique pour remettre en état l'infrastructure du pays. Pour la première fois dans l'histoire de l'Organisation, cette approche globale de l'assistance internationale allait bien au-delà de la résolution des conflits ou de la fourniture d'une aide humanitaire; en fait, l'objectif assigné à l'APRONUC était d'apporter un soutien actif aux institutions sociales, politiques et économiques du Cambodge, dans la phase de transition vers la paix.

136 L'APRONUC a amené au Cambodge 15 500 soldats et 6 000 civils affectés à un effort de 1,7 milliard de dollars qui a touché pratiquement tous les districts de toutes les provinces du pays. L'une des quatre parties cambodgiennes — les Khmers rouges — a décidé très tôt qu'elle n'entendait pas honorer l'engagement qu'elle avait pris d'appliquer le plan de paix ou de coopérer avec les forces de l'ONU. Ce défi et le refus d'œuvrer en faveur de la réconciliation ont perturbé le travail de l'APRONUC à pratiquement toutes les étapes, et l'ont contrainte à renoncer à une dimension essentielle du plan de paix : la démobilisation des quatre armées cambodgiennes. Au-delà de cet obstacle cependant, l'élan imprimé à la paix, à la démocratie et à la stabilité économique dans tout

le pays a été suffisant pour permettre à l'APRONUC d'obtenir de grandes réussites dans l'exécution des autres aspects de son mandat. Le fait qu'un nombre immense d'hommes et de femmes, dont certains vivaient dans des camps de réfugiés depuis quinze ans, aient pu retourner en paix et de leur plein gré dans leur pays, à temps pour participer à son renouveau démocratique, est un succès majeur. De plus, l'APRONUC a donné une impulsion à l'économie cambodgienne en mobilisant des fonds au niveau international pour le relèvement et l'expansion économique de tout le pays. La plus impressionnante réussite de la période de l'APRONUC au Cambodge a été l'élection démocratique qui a réuni le peuple cambodgien et la communauté internationale dans un intense et poignant instant de victoire partagée. Après l'élection, un nouveau gouvernement de coalition a été formé et le pays semblait faire siens la détermination et le courage politiques incarnés par sa nouvelle équipe dirigeante. Certains problèmes persistent au Cambodge, au lendemain de l'APRONUC; le plus grave est la poursuite de leur agression par les forces khmères rouges, mais l'APRONUC a démontré la possibilité et le potentiel d'une stratégie d'intervention qui aborde sur plusieurs fronts simultanément les processus de réconciliation politique et de relèvement socio-économique.

137 Un autre aspect notable de l'APRONUC, c'est la manière dont le personnel de l'ONU a réussi à passer des décisions diplomatiques aux actions concrètes. Les Accords de Paris indiquaient la voie à suivre pour parvenir à la paix au Cambodge, mais c'est aux décideurs « sur le terrain » et à chaque membre du personnel de l'APRONUC qu'était laissé le soin de préciser la plupart des détails. Les difficultés rencontrées par les administrateurs civils de l'APRONUC pour exercer un contrôle sur les organes de l'administration locale ne sont qu'un exemple. La disposition des Accords de Paris autorisant l'APRONUC à exercer une supervision directe sur certaines fonctions de l'Etat du Cambodge avait été initialement critiquée parce qu'elle semblait injustement contraignante pour le gouvernement de Phnom Penh, mais cette disposition s'est révélée pratiquement inapplicable en raison de problèmes linguistiques, de l'absence de mesures coercitives et du fait que le personnel de l'APRONUC n'avait guère l'expérience de structures et de procédures bureaucratiques comme celles qu'il rencontrait dans l'Etat du Cambodge.

138 La communauté internationale peut tirer satisfaction de l'opération de maintien de la paix qu'elle a lancée et appuyée au Cambodge. Au moment où le nouveau gouvernement s'efforce de maintenir les progrès accomplis pendant la période de l'APRONUC, on peut dire sans risque d'erreur que les dix-huit mois de présence de l'APRONUC au Cambodge ont laissé sur place un legs prometteur : confiance dans le processus démocratique, volonté de s'engager et de s'affirmer sur la scène

internationale et désir de trouver des solutions politiques plutôt que des solutions militaires aux conflits internes. Il est également clair que la situation du pays continuera d'apporter de nouveaux enseignements quant au rôle futur d'une action efficace de consolidation de la paix conduite par l'Organisation des Nations Unies.

BOUTROS BOUTROS-GHALI

Deuxième partie
Chronologie et documents

I Chronologie des événements

18 mars 1970
Lors d'une visite en Union soviétique, le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, est renversé à la suite d'un coup d'Etat dirigé par son premier ministre, le général Lon Nol. Le prince Sihanouk constitue un gouvernement en exil (le Gouvernement royal de l'Union nationale du Cambodge). La République khmère instituée par le général Lon Nol s'implique dans la guerre du Viet Nam.

17 avril 1975
Les forces des Khmers rouges, sous la conduite de Pol Pot, renversent le gouvernement du général Lon Nol.

1975-1978
Le régime du Kampuchea démocratique prend des mesures instituant le travail agraire forcé. On estime à un million le nombre de Cambodgiens morts de maladie, de faim ou de torture ou exécutés.

25 décembre 1978
Les forces vietnamiennes entrent en Cambodge, le Parti populaire révolutionnaire du Kampuchea, appuyé par le Viet Nam, s'empare de Phnom Penh et crée la République populaire du Kampuchea.

14 novembre 1979
L'Assemblée générale adopte la première d'une série de résolutions demandant le retrait de toutes les forces étrangères et l'exercice du droit du peuple cambodgien à l'autodétermination. Les résolutions demandent également au Secrétaire général d'exercer ses bons offices pour contribuer à une solution pacifique du problème.

22 juin 1982
Trois groupes d'opposition — le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) et les Khmers rouges (également appelés Parti du Kampuchea démocratique ou PKD) constituent un gouvernement de coalition en exil dirigé par le prince Sihanouk. La coalition occupe, sous le nom de Kampuchea démocratique, le siège réservé au Cambodge à l'Organisation des Nations Unies.

4-5 décembre 1987
Le prince Sihanouk et M. Hun Sen, premier ministre du gouvernement de Phnom Penh, ont des entretiens en France.

Juin-juillet 1988
Le Secrétaire général, Javier Pérez de Cuéllar, envoie son représentant spécial pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est, M. Rafeeuddin Ahmed, dans la région pour transmettre aux gouvernements intéressés et aux quatre parties cambodgiennes — les trois groupes d'opposition et les autorités de Phnom Penh — une série de propositions en vue d'un plan de règlement global.

25-28 juillet 1989
Les trois groupes d'opposition et le gouvernement de Phnom Penh ont des entretiens directs en Indonésie.

30 juillet-30 août 1989
La Conférence de Paris sur le Cambodge, qui se tient avec la participation des quatres parties cambodgiennes, de 19 pays (y compris la France et l'Indonésie en qualité de coprésidents de la Conférence), du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et de son représentant spécial pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est trace les grandes lignes d'une stratégie d'ensemble pour la paix mais suspend ses travaux sans parvenir à un accord sur un règlement politique global.

Octobre 1989
L'Australie propose une solution dont l'élément principal est le rôle qui serait confié à l'ONU dans l'administration du Cambodge au cours d'une période de transition.

15-16 janvier 1990
Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité entament des consultations sur la situation au Cambodge.
Voir document 1, p. 91

27-28 août 1990
Lors de consultations à New York, les cinq membres du Conseil de sécurité réalisent un progrès décisif en se mettant d'accord sur un cadre de règlement politique d'ensemble comportant, en particulier, un rôle majeur pour l'Organisation des Nations Unies.
Voir document 2, p. 92

9-10 septembre 1990
Lors d'entretiens à Djakarta, les quatre parties cambodgiennes acceptent le document-cadre et décident de constituer le Conseil national suprême (CNS).
Voir document 3, p. 97

20 septembre 1990
Le Conseil de sécurité approuve le document-cadre.
Voir document 4, p. 98

26 novembre 1990
A Paris, lors de délibérations auxquelles le Représentant du Secrétaire général participe activement, les Coprésidents de la Conférence de Paris (France et Indonésie) et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité approuvent le texte des projets d'accords sur un règlement politique global du conflit du Cambodge.
Voir document 5, p. 99, et document 6, p. 100

21-23 décembre 1990
Lors d'entretiens qui ont lieu à Paris, les Coprésidents de la Conférence de Paris présentent officiellement au CNS le texte des projets d'accords de règlement approuvé le 26 novembre. Le CNS donne son accord sur la plupart des points essentiels.
Voir document 6, p. 100

1er-2 février 1991
Les Coprésidents de la Conférence de Paris se rendent en Thaïlande et au Viet Nam pour présenter officiellement les projets d'accords.
Voir document 7, p. 116

22 avril 1991
Le Secrétaire général et les Coprésidents de la Conférence de Paris lancent un appel commun à un cessez-le-feu volontaire, en soulignant que ce geste de bonne volonté créerait un contexte favorable au succès du processus de paix. Les parties cambodgiennes informent le Secrétaire général de leur intention de répondre positivement à cet appel.
Voir document 8, p. 117

1er mai 1994
Un cessez-le-feu entre en vigueur.

24-26 juin 1991
Lors d'entretiens à Pattaya (Thaïlande), le CNS décide d'appeler à un cessez-le-feu volontaire immédiat et inconditionnel et de demander qu'il soit mis fin à toute aide militaire extérieure.
Voir document 9, p. 118

16-17 juillet 1991
Lors d'entretiens à Beijing, le CNS élit le prince Sihanouk à sa présidence et demande au Secrétaire général d'envoyer une mission d'enquête au Cambodge pour engager le processus préparatoire des aspects militaires d'une opération de maintien de la paix.
Voir document 10, p. 119

17-18 juillet 1991
A Beijing, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et le Représentant de l'Indonésie, en sa qualité de coprésident de la Conférence de Paris, rencontrent le prince Sihanouk pour procéder à des échanges de vues sur la situation et sur l'orientation que pourraient prendre les négociations.
Voir document 12, p. 122

19 juillet 1991
Les ministres des affaires étrangères de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (ANASE) réaffirment leur soutien au processus de paix.
Voir document 11, p. 121

8 août 1991
Le Secrétaire général informe le Conseil de sécurité de son intention d'envoyer aussitôt que possible une mission d'enquête au Cambodge.
Voir document 13, p. 123

26-29 août 1991
Lors d'entretiens à Pattaya, le CNS enregistre un important progrès en réussissant à dégager des solutions de compromis sur la plupart des problèmes en suspens.
Voir document 15, p. 126

29-30 août 1991
A Pattaya, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les Coprésidents de la Conférence de Paris et le CNS tiennent leur première réunion commune et expriment leur satisfaction au sujet des progrès accomplis sur la voie d'un règlement.
Voir document 14, p. 124

20-21 septembre 1991
A New York, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et le représentant du Coprésident indonésien de la Conférence de Paris tiennent une deuxième réunion commune avec les membres du CNS et notent que le processus de mise en place d'un accord de règlement du conflit semble être entré dans sa phase finale.
Voir document 16, p. 128

30 septembre 1991
Le Secrétaire général soumet au Conseil de sécurité ses propositions concernant une mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge.
Voir document 17, p. 129

16 octobre 1991
Le Conseil de sécurité crée la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) et demande que son déploiement commence immédiatement après la signature des accords de règlement.
Voir document 18, p. 135

23 octobre 1991
A Paris, les Accords sur un règlement politique global du conflit du Cambodge sont signés lors de la dernière séance de la Conférence de Paris sur le Cambodge. Cette signature marque le début de la période de transition au Cambodge.
Voir document 19, p. 136, et document 20, p. 153

31 octobre 1991
Le Conseil de sécurité exprime son plein appui aux Accords de Paris et demande que soit établi un plan de mise en œuvre détaillé.
Voir document 21, p. 153

9 novembre 1991
Le personnel de la MIPRENUC commence à arriver au Cambodge. Le 14 novembre, le Secrétaire général fait savoir au Conseil de sécurité que la MIPRENUC est opérationnelle et que le déploiement progressera rapidement.
Voir document 22, p. 154

20 novembre 1991
L'Assemblée générale exprime son plein appui aux Accords de Paris.
Voir document 23, p. 155

28 décembre 1991
Les cinq membres du Conseil de sécurité appellent toutes les parties cambodgiennes à respecter les Accords de Paris.
Voir document 24, p. 156

30 décembre 1991
Le Secrétaire général recommande que le mandat de la MIPRENUC soit élargi de manière à comporter une formation au déminage et la mise en route d'un programme de déminage.
Voir document 25, p. 156

8 janvier 1992
Le Conseil de sécurité approuve les recommandations du Secrétaire général et décide d'élargir en conséquence le mandat de la MIPRENUC.
Voir document 26, p. 159

9 janvier 1992
Le Secrétaire général récemment élu, Boutros Boutros-Ghali, nomme M. Yasushi Akashi (Japon) son représentant spécial pour le Cambodge.

18 janvier 1992
Afin de préparer la première phase du déploiement de l'Autorité transitoire de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et d'éviter toute érosion du processus de paix, le Secrétaire général demande à l'Assemblée générale d'approuver rapidement l'ouverture d'un crédit initial de 200 millions de dollars. L'Assemblée approuve la demande du Secrétaire général le 14 février.
Voir document 27, p. 160

20 janvier 1992
Dans une lettre au prince Sihanouk, le Secrétaire général déclare qu'il continuera de faire tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer le déploiement de l'APRONUC. Dans une réponse datée du 23 janvier, le prince Sihanouk s'engage à continuer d'apporter son soutien, ainsi que le soutien du CNS.
Voir document 28, p. 161, et document 29, p. 162

19 février 1992
Le Secrétaire général soumet au Conseil de sécurité ses propositions contenant le plan de mise en œuvre de l'APRONUC.
Voir document 30, p. 162

28 février 1992
Le Conseil de sécurité crée l'APRONUC.
Voir document 31, p. 189

8 mars 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, le prince Sihanouk exprime sa gratitude pour la création de l'APRONUC et s'engage à soutenir la mission.
Voir document 32, p. 190

15 mars 1992
Le Représentant spécial du Secrétaire général et le général de corps d'armée John M. Sanderson (Australie), commandant la Force de l'APRONUC, arrivent au Cambodge.
Voir document 33, p. 190

30 mars 1992
Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) commence le rapatriement de plus de 360 000 réfugiés et personnes déplacées cambodgiens depuis les camps situés en Thaïlande et le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.
Voir document 33, p. 190

1er avril 1992
Un projet de loi électorale élaboré par l'APRONUC est présenté au CNS pour examen.
Voir document 33, p. 190

20 avril 1992
Le Secrétaire général lance un appel humanitaire international afin de mobiliser un montant de 593 millions de dollars destiné à financer les efforts de rapatriement et de relèvement.
Voir document 33, p. 190

1er mai 1992
Dans son premier rapport d'activité sur l'APRONUC, le Secrétaire général indique que la mission a commencé à se mettre en place tant sur le plan politique que sur le plan militaire.
Voir document 33, p. 190

9 mai 1992
Le commandant de la Force de l'APRONUC annonce que, faisant suite au cessez-le-feu en vigueur depuis le 1er mai 1991, la deuxième phase du cessez-le-feu — regroupement, cantonnement, désarmement et démobilisation des forces — démarrera le 13 juin 1992.
Voir document 35, p. 196

30 mai 1992
Le Viet Nam déclare qu'il n'a ni forces militaires, ni armes, ni équipement sur le territoire cambodgien et qu'il n'y a sur le territoire vietnamien ni forces militaires, ni armes, ni munitions, ni aucun équipement militaire appartenant à l'une des parties cambodgiennes.
Voir document 34, p. 195

12 juin 1992
Dans un rapport spécial au Conseil de sécurité, le Secrétaire général déclare qu'il est parvenu à la conclusion que la deuxième phase du cessez-le-feu doit prendre effet comme prévu malgré l'intention déclarée de la PKD de ne pas participer au processus. Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité approuve la position du Secrétaire général.
Voir document 35, p. 196, et document 36, p. 199

13 juin 1992
Début de la deuxième phase du cessez-le-feu.

22 juin 1992
A la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo, les donateurs annoncent des contributions d'un montant de 880 millions de dollars et décident de créer le Comité international pour la reconstruction du Cambodge. Lors d'entretiens séparés, la PKD rejette une « proposition de discussion » informelle destinée à faciliter sa participation à la mise en œuvre des Accords de Paris.
Voir document 37, p. 199

27 juin 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, M. Khieu Samphan, de la PKD, présente une série de propositions concernant la coopération entre l'APRONUC et le CNS. Dans une réponse datée du **7 juillet**, le Secrétaire général déclare que l'APRONUC poursuivra ses efforts pour la mise en œuvre des Accords de Paris et demande à la partie du Kampuchea démocratique de respecter la seconde phase du cessez-le-feu.
Voir document 38, p. 203, et document 39, p. 204

12 juillet 1992
La PKD présente une proposition subordonnant son regroupement et son cantonnement à un démantèlement du gouvernement de Phnom Penh.
Voir document 40, p. 205

14 juillet 1992
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité des manquements persistants de la PKD et des efforts faits pour convaincre cette partie de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords.
Voir document 41, p. 206

21 juillet 1992
Le Conseil de sécurité approuve les efforts déployés par le Secrétaire général et l'APRONUC pour poursuivre la mise en œuvre des Accords de Paris et déclare que l'assistance internationale au relèvement et à la reconstruction du Cambodge ne devrait bénéficier dès à présent qu'aux parties qui remplissent leurs obligations au titre des accords.
Voir document 42, p. 210

27 juillet 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, le Représentant spécial passe en revue la situation au Cambodge et déclare qu'il poursuivra ses efforts pour obtenir la coopération de la PKD et mettre en œuvre les Accords de Paris.
Voir document 43, p. 210

12 août 1992
Promulgation de la loi électorale.
Voir document 45, p. 216

17 août 1992
Début de l'enregistrement des partis politiques.
Voir document 45, p. 216

16 septembre 1992
L'Australie formule une série d'idées pour les prochains mois du processus de paix au Cambodge, déclarant, notamment, que l'APRONUC devrait poursuivre vigoureusement la mise en œuvre aussi complète que possible des Accords avec ou sans la PKD, que les Coprésidents de la Conférence de Paris devraient entreprendre des consultations pour tenter de sortir de l'impasse et que le Conseil de sécurité devrait fixer une date pour l'imposition de sanctions contre la PKD.
Voir document 44, p. 213

21 septembre 1992
Dans son deuxième rapport d'activité sur l'APRONUC, le Secrétaire général déclare que le processus électoral devrait se poursuivre conformément au calendrier de mise en œuvre.
Voir document 45, p. 216

22 septembre 1992
Le CNS institue un moratoire sur les exportations de bois de sciage afin de protéger les ressources naturelles du Cambodge; cette décision est prise malgré l'opposition de la PKD.
Voir document 65, p. 259

25 septembre 1992
A la suite d'une réunion avec le Secrétaire général, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité lui donnent l'assurance de leur détermination d'appuyer les efforts qu'il déploie pour surmonter les difficultés auxquelles se heurte l'application intégrale des Accords de Paris.
Voir document 46, p. 224

29 septembre 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, M. Khieu Samphan déclare que plusieurs mesures énoncées dans le document australien du 16 septembre 1992 « compromettraient l'intégrité » des Accords de Paris.
Voir document 47, p. 227

30 septembre 1992
Afin de sortir le processus de paix de l'impasse, M. Son Sann, du FNLPK, expose ses vues sur plusieurs problèmes.
Voir document 48, p. 229

5 octobre 1992
Début de l'inscription des électeurs sur les listes électorales.

13 octobre 1992
Le Conseil de sécurité confirme que le processus électoral se déroulera conformément au calendrier.
Voir document 49, p. 230

31 octobre 1992
Les Gouvernements de la Thaïlande et du Japon font savoir au Secrétaire général que les entretiens qu'ils ont eus avec la PKD ne sont pas parvenus à surmonter certaines des objections de cette dernière à la mise en œuvre de l'Accord.
Voir document 54, p. 234

2 novembre 1992
Le Secrétaire général demande aux coprésidents de la Conférence de Paris (France et Indonésie) d'entreprendre des consultations pour la mise en œuvre intégrale du processus de paix, informe le prince Sihanouk que cette mesure a été prise et se félicite de l'intention du prince Sihanouk de rencontrer à Beijing, les 7 et 8 novembre 1992, les Coprésidents de la Conférence de Paris et les membres du CNS.
Voir document 50, p. 232, document 51, p. 232, et document 52, p. 233

7-8 novembre 1992
Les consultations de Beijing ne parviennent pas à trouver une issue à l'impasse avec la PKD, qui déclare qu'elle ne participera ni au processus électoral ni aux élections tant que n'aura pas été créé l'« environnement politique neutre » demandé dans les Accords de Paris.
Voir document 54, p. 234

9 novembre 1992
Radio APRONUC commence à émettre depuis Phnom Penh.

12 novembre 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, le prince Sihanouk déclare regretter qu'aucun progrès n'ait été réalisé à Beijing.
Voir document 53, p. 233

15 novembre 1992
Le Secrétaire général fait savoir que malgré les efforts des Coprésidents de la Conférence de Paris, la PKD n'est pas prête à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris et que le processus de cantonnement, de désarmement et de démobilisation a été en fait suspendu. Reconnaissant les préoccupations que suscite l'aggravation des tensions militaires dans le pays, le Secrétaire général exprime néanmoins l'avis qu'une « diplomatie patiente » demeure le meilleur moyen de remettre le processus de paix sur les rails.
Voir document 54, p. 234

30 novembre 1992
Le Conseil de sécurité confirme que les élections se tiendront en mai 1993 au plus tard et demande que des mesures soient prises afin d'empêcher la livraison de produits pétroliers à destination des zones occupées par toute partie cambodgienne ne respectant pas les dispositions militaires des Accords de Paris.
Voir document 55, p. 247

30 novembre 1992
La Thaïlande déclare que les points de contrôle frontaliers visés au paragraphe 12 de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité devraient être établis en conformité des Accords de Paris, du côté cambodgien de la frontière et à l'intérieur du Cambodge.
Voir document 56, p. 250

2 décembre 1992
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne les attaques contre le personnel de l'ONU affecté à l'APRONUC et à d'autres opérations de maintien de la paix de l'ONU.
Voir document 57, p. 250

20 décembre 1992
La PKD déclare que les récents incidents au cours desquels du personnel de l'APRONUC a été détenu par la PKD ont été provoqués par l'APRONUC et font partie d'une « campagne calomnieuse... visant à induire en erreur le Conseil de sécurité de l'ONU pour l'amener à imposer des sanctions » contre la PKD.
Voir document 58, p. 251

22 décembre 1992
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne fermement la détention illégale de personnels de l'APRONUC par des éléments de la PKD.
Voir document 59, p. 253

30 décembre 1992
Dans une lettre au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam exprime sa profonde préoccupation au sujet de meurtres de personnes d'origine vietnamienne par les forces de la PKD.
Voir document 60, p. 253

31 décembre 1992
Le personnel militaire de l'APRONUC achève son redéploiement de telle sorte que ses positions correspondent aux frontières des provinces cambodgiennes et au déploiement prévu des équipes électorales pour la campagne électorale et le scrutin; le plan initial de déploiement militaire impliquait que le processus de regroupement et de cantonnement serait mené à bien.
Voir document 65, p. 259

5 janvier 1993
Dans des lettres séparées adressées au Secrétaire général, M. Hun Sen et le prince Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk et président du FUNCINPEC, expriment leur préoccupation au sujet des difficultés persistantes, plus particulièrement de celles imputables à la PKD, rencontrées dans la mise en œuvre des Accords de Paris.
Voir document 61, p. 254, et document 62, p. 256

15 janvier 1993
Les ministres des affaires étrangères des pays de l'ASEAN expriment leur profonde préoccupation au sujet de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de paix au Cambodge.
Voir document 64, p. 258

19 janvier 1993
Dans une lettre au Secrétaire général, plusieurs membres du CNS expriment l'avis que les Cambodgiens habitant à l'étranger devraient être autorisés à s'inscrire pour voter à l'étranger.
Voir document 63, p. 257

25 janvier 1993
Dans son troisième rapport d'activité sur l'APRONUC, le Secrétaire général note que le processus d'inscription des électeurs sur les listes électorales a été « un succès remarquable », mais déclare que des éléments défavorables ont sérieusement entravé les efforts déployés par l'APRONUC pour créer et maintenir le climat politiquement neutre nécessaire pour les élections.
Voir document 65, p. 259

28 janvier 1993
Le CNS décide que les élections auront lieu du 23 au 25 mai 1985; pour des raisons logistiques, il est décidé d'ajouter trois jours de scrutin supplémentaires, ce qui fait que les élections auront lieu du 23 au 28 mai 1993.

28-29 janvier 1993
Répondant aux lettres qui lui ont été adressées le 5 janvier 1993 par M. Hun Sen et le prince Ranariddh, le Secrétaire général réaffirme la détermination de l'APRONUC d'améliorer la sécurité publique, de créer un climat politiquement neutre pour les élections et d'appliquer pleinement les Accords de Paris.
Voir document 66, p. 273, et document 67, p. 273

31 janvier 1993
La période d'inscription des électeurs sur les listes électorales prend fin.

1er février 1993
Le Secrétaire général informe le Conseil de sécurité de la décision du prince Sihanouk d'organiser l'élection présidentielle après l'adoption de la nouvelle Constitution du Cambodge par l'Assemblée constituante; le prince Sihanouk avait proposé d'organiser cette élection en même temps que les élections à l'Assemblée constituante.
Voir document 68, p. 274

10 février 1993
Le CNS impose un moratoire sur les exportations de minerais et de pierres précieuses; cette décision est prise malgré l'opposition de la PKD.
Voir document 69, p. 274

13 février 1993
Dans un rapport au Conseil de sécurité, le Secrétaire général examine les progrès réalisés et les difficultés

rencontrées au moment où l'APRONUC poursuit la préparation des élections.
Voir document 69, p. 274

19 février 1993
La Commission des droits de l'homme de l'ONU adopte une résolution dans laquelle elle prie le Secrétaire général d'assurer, après l'expiration du mandat de l'APRONUC, le maintien d'une présence des Nations Unies au Cambodge au titre des droits de l'homme, notamment par une présence opérationnelle du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme.
Voir document 70, p. 282

8 mars 1993
Le Conseil de sécurité approuve les dates proposées pour les élections et se déclare prêt à soutenir l'Assemblée constituante élue.
Voir document 71, p. 283

11 mars 1993
Le Viet Nam dénonce les agressions commises le 10 mars par les forces du Kampuchea démocratique contre des résidents vietnamiens du village de Chong Kneas au Cambodge.
Voir document 72, p. 285

30 mars 1993
Le HCR ferme le site 2, le dernier et le plus grand des neuf camps de réfugiés situés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge.

5 avril 1993
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne fermement les agressions contre l'APRONUC, qui ont entraîné la mort de membres de l'APRONUC — deux ressortissants du Bangladesh et deux ressortissants bulgares.
Voir document 73, p. 286

7 avril 1993
Ouverture de la campagne électorale.
Voir document 79, p. 290

7 avril 1993
La Communauté européenne exprime son ferme soutien à la mise en œuvre des Accords de Paris et sa préoccupation au sujet des violations persistantes du cessez-le-feu, en particulier au sujet des agressions commises contre des personnels militaires et civils de l'APRONUC et contre des personnes d'origine vietnamienne.
Voir document 74, p. 286

13 avril 1993
La PKD déclare qu'elle ne participera pas aux élections, ferme ses bureaux à Phnom Penh et se retire de la capitale. L'APRONUC propose d'assurer la sécurité si la PKD décide de revenir à Phnom Penh.
Voir document 75, p. 287

22 avril 1993
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne les meurtres de membres du personnel de maintien de la paix de l'ONU, y compris de membres de l'APRONUC.
Voir document 76, p. 287

23 avril 1993
Les Etats signataires des Accords de Paris condamnent tous les actes de violence, affirment leur ferme détermination de soutenir le processus électoral et appellent toutes les parties cambodgiennes à se conformer aux engagements qui leur incombent en vertu des Accords.
Voir document 77, p. 288

26 avril 1993
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité des résultats des enquêtes de l'APRONUC sur les récents incidents qui ont entraîné la mort de membres du personnel de l'APRONUC.
Voir document 78, p. 289

3 mai 1993
Dans son quatrième rapport d'activité sur l'APRONUC, le Secrétaire général déclare que, bien que de nouvelles violences soient probables, l'ONU doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour procéder aux élections le mieux possible dans des conditions moins qu'idéales.
Voir document 79, p. 290

7 mai 1993
Dans une lettre au Secrétaire général, M. Hun Sen formule diverses demandes au sujet du processus électoral.
Voir document 80, p. 307

15 mai 1993
Dans son dernier rapport présenté au Conseil de sécurité avant la tenue des élections, le Secrétaire général décrit les mesures prises pour protéger le scrutin.
Voir document 81, p. 307

18 mai 1993
Les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE expriment leur préoccupation au sujet des tentatives visant à perturber les élections, déclarent que les élections devraient avoir lieu comme prévu et appellent toutes les parties cambodgiennes à respecter les résultats du scrutin.
Voir document 82, p. 311

19 mai 1993
La campagne électorale prend fin.

20 mai 1993
Le Conseil de sécurité exprime sa satisfaction au sujet des arrangements adoptés par l'ONU pour la conduite des élections et appuie sans réserve la décision du Secrétaire général d'organiser les élections à la date prévue.
Voir document 83, p. 311

22 mai 1993
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne les tirs d'artillerie effectués le 21 mai contre l'APRONUC au cours desquels deux personnes ont été tuées, et appelle les Cambodgiens à exercer leur droit de vote.
Voir document 84, p. 312

23-28 mai 1993
Le scrutin se déroule dans le calme et sans incident majeur.
Voir document 88, p. 315, et document 92, p. 318

28 mai 1993
Dans une lettre au prince Sihanouk, le Secrétaire général félicite les Cambodgiens de leur participation massive aux élections et accueille avec satisfaction l'engagement pris par le prince Sihanouk d'appuyer les étapes suivantes du processus de paix. Dans sa réponse du 31 mai, le prince Sihanouk remercie l'APRONUC du travail qu'elle a accompli.
Voir document 85, p. 313, et document 87, p. 314

28 mai 1993
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité de l'enquête de l'APRONUC sur l'incident et les tirs d'artillerie du 21 mai.
Voir document 86, p. 314

29 mai 1993
Le Représentant spécial du Secrétaire général déclare que la conduite des élections a été libre et équitable.
Voir document 88, p. 315

2 juin 1993
Le Conseil de sécurité approuve la manière dont ont été conduites les élections.
Voir document 89, p. 316

4 juin 1993
Le Viet Nam réaffirme son engagement de respecter les Accords de Paris et se déclare prêt à reconnaître un nouveau gouvernement au Cambodge.
Voir document 90, p. 317

8 juin 1993
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité condamne fermement une attaque armée perpétrée le 7 juin contre des sections pakistanaises et malaisiennes de l'APRONUC.
Voir document 91, p. 318

10 juin 1993
Les résultats finals du scrutin sont rendus publics. Le FUNCINPEC obtient 45 % des voix, le Parti cambodgien — le PPC, qui est le parti politique du Gouvernement de l'Etat du Cambodge — obtient 38 %, et 18 autres partis politiques se partagent le reste des voix. Le Représentant spécial du Secrétaire général déclare que les résultats reflètent équitablement et exactement la volonté du peuple cambodgien et doivent être respectés. Le FUNCINPEC, l'Etat du Cambodge et le FNLPK acceptent de former une armée nationale unique.
Voir document 92, p. 318

10 juin 1993
La Communauté européenne félicite le peuple cambodgien de la réussite des élections, appelle toutes les parties cambodgiennes à respecter les résultats et s'engage à continuer de soutenir le processus de paix.
Voir document 93, p. 322

12 juin 1993
Un mouvement sécessionniste proclame une « zone autonome » dans la partie orientale du pays.

14 juin 1993
L'Assemblée constituante récemment élue entre en fonctions.
Voir document 97, p. 325

15 juin 1993
La tentative sécessionniste échoue.

15 juin 1993
Le Conseil de sécurité entérine les résultats des élections et déclare soutenir pleinement l'Assemblée constituante nouvellement élue.
Voir document 94, p. 323

16 juin 1993
Le prince Sihanouk annonce la formation d'une administration conjointe intérimaire où le prince Ranariddh, chef du FUNCINPEC, et M. Hun Sen, chef du PPC, occupent les postes de Premier et Deuxième Président du Conseil des ministres.
Voir document 97, p. 325

18 juin 1993
Les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE appellent toutes les parties cambodgiennes à respecter les résultats des élections et demandent instamment à la communauté internationale d'appuyer

l'Assemblée constituante et le nouveau Gouvernement cambodgien.
Voir document 95, p. 323

22 juin 1993
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité de l'enquête de l'APRONUC sur les attaques armées du 7 juin contre les contingents pakistanais et malaisien.
Voir document 96, p. 324

14 juillet 1993
Le Secrétaire général recommande 20 millions de dollars d'aide financière d'urgence pour appuyer les structures de l'administration intérimaire conjointe dans les secteurs de l'administration, de la police et de la défense. Le Conseil de sécurité approuve cette recommandation le 16 juillet.
Voir document 98, p. 330

16 juillet 1993
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité des événements survenus depuis les élections, expose les grandes lignes du plan de retrait de l'APRONUC et examine les mesures à prendre pour préparer la période qui suivra le retrait de l'APRONUC.
Voir document 97, p. 325

22 juillet 1993
Les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE se félicitent de la formation de l'administration conjointe intérimaire et appellent la communauté internationale à continuer d'aider le Cambodge dans son effort de reconstruction et de consolidation de la paix après le conflit.
Voir document 99, p. 330

2 août 1993
Les troupes de l'APRONUC commencent à se retirer.
Voir document 100, p. 331

26 août 1993
Le Secrétaire général adresse au Conseil de sécurité un rapport contenant de nouvelles précisions sur le retrait de l'APRONUC et les préparatifs en vue de la période faisant suite à l'APRONUC.
Voir document 100, p. 331

27 août 1993
Le Conseil de sécurité approuve le plan de retrait de l'APRONUC et décide que le retrait s'achèvera le 15 novembre 1993.
Voir document 101, p. 335

24 septembre 1993
Promulgation d'une nouvelle Constitution cambodgienne. Le prince Sihanouk est élu roi et nomme le prince Ranariddh et M. Hun Sen premier et deuxième président, respectivement, d'un nouveau gouvernement. L'Assemblée constituante se transforme en Assemblée législative. Le mandat de l'APRONUC prend fin.
Voir document 103, p. 338

30 septembre 1993
A la suite d'une réunion avec le Secrétaire général, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité notent que le mandat de l'APRONUC a été mené à bien et décident d'examiner, à la demande du Gouvernement cambodgien, comment une présence future des Nations Unies au Cambodge pourrait contribuer à la paix et à la stabilité après le départ de l'APRONUC.
Voir document 102, p. 336

1er octobre 1993
Le Centre pour les droits de l'homme crée à Phnom Penh un bureau opérationnel pour le Cambodge afin d'exécuter, en coopération avec le Gouvernement cambodgien et des ONG cambodgiennes, un vaste programme dans le domaine des droits de l'homme.

5 octobre 1993
Le Secrétaire général adresse un rapport au Conseil de sécurité sur la fin du mandat de l'APRONUC et sur le retrait de son personnel.
Voir document 103, p.

5 octobre 1993
Dans une déclaration du Président, le Conseil de sécurité souligne qu'il est important que la communauté internationale continue d'apporter son soutien à la consolidation de la paix et de la démocratie et à la promotion du développement au Cambodge.
Voir document 104, p. 339

7 octobre 1993
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité d'une demande du Gouvernement du Cambodge concernant l'envoi au Cambodge de 20 à 30 observateurs militaires de l'ONU non armés, pour une période de six mois après l'expiration du mandat de l'APRONUC.
Voir document 105, p. 340

27 octobre 1993
Le Secrétaire général adresse au Conseil de sécurité un rapport contenant des propositions sur les objectifs et le mandat d'une équipe de 20 officiers de liaison mili-

taire qui serait stationnée à Phnom Penh pour une période de six mois non renouvelable.
Voir document 106, p. 341

28 octobre 1993
Le Secrétaire général fait savoir au Conseil de sécurité que les délais prévus dans le plan de retrait de l'APRONUC doivent être prorogés pour une période limitée.
Voir document 107, p. 340

4 novembre 1993
Le Conseil de sécurité prolonge la période de retrait de l'APRONUC et crée pour une période de six mois non renouvelable une équipe de 20 officiers de liaison militaire chargée de faire rapport sur toute question ayant trait à la sécurité au Cambodge et d'aider le Gouvernement à régler les questions en suspens liées aux Accords de Paris.
Voir document 108, p. 343

20 décembre 1993
L'Assemblée générale adopte une résolution sur la situation des droits de l'homme au Cambodge. Dans cette résolution, elle se félicite de la mise en place au Cambodge d'une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme et indique les tâches dont il devra s'acquitter.
Voir document 109, p. 345

31 décembre 1993
Les troupes de l'APRONUC achèvent leur retrait du Cambodge.

14 février 1994
Le Secrétaire général fait rapport au Conseil de sécurité sur l'équipe de liaison militaire de l'ONU au Cambodge.
Voir document 110, p. 346

10-11 mars 1994
Lors d'une réunion du Comité international pour la reconstruction du Cambodge, le Secrétaire général souligne qu'il est nécessaire que la Communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies restent fermes dans leur engagement d'aider le peuple cambodgien dans sa tâche de reconstruction nationale.
Voir document 111, p. 347

29 mars 1994
Le Secrétaire général désigne M. Benny Widyono (Indonésie) pour le représenter au Cambodge et y coordonner la présence de l'ONU dans la période qui fait suite à l'APRONUC.

6 mai 1994
Le Secrétaire général fait savoir au Conseil de sécurité que, au cas où le mandat de l'équipe de liaison militaire serait prorogé au-delà du 15 mai 1994, il désignerait trois officiers militaires comme conseillers de son représentant au Cambodge.
Voir document 112, p. 348

7 mai 1994
Dans une lettre au Secrétaire général, le roi Sihanouk exprime sa préoccupation au sujet de la détérioration de la situation au Cambodge. Dans sa réponse, le 19 mai, le Secrétaire général déclare que l'ONU est résolue à aider le peuple cambodgien à réaliser la paix et à reconstruire son pays.
Voir document 113, p. 348, et document 114, p. 349

15 mai 1994
Le mandat de l'équipe de liaison militaire vient à expiration et l'équipe cesse ses opérations.
Voir document 115, p. 349

31 mai 1994
Le Secrétaire général rend compte au Conseil de sécurité des activités de l'équipe de liaison militaire et informe le Conseil que trois conseillers militaires ont été maintenus sur place pour aider son représentant au Cambodge.
Voir document 115, p. 349

10 octobre 1994
Le Secrétaire général proroge de six mois le mandat de son Représentant au Cambodge, secondé par trois conseillers militaires.
Voir document 116, p. 350

14 octobre 1994
Le Conseil de sécurité se félicite de la décision du Secrétaire général de proroger le mandat de son représentant au Cambodge.
Voir document 117, p. 351

II Liste des documents reproduits

Les documents reproduits aux pages 91 à 351 comprennent des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, des déclarations du Président du Conseil de sécurité, des rapports du Secrétaire général, des lettres reçues et adressées par le Secrétaire général, des déclarations et autres communications d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et de groupes régionaux, ainsi que d'autres communications.

1990

Document 1

Lettre datée du 16 janvier 1990, adressée au Secrétaire général par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant un résumé des conclusions de la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur la question du Cambodge.
S/21087, 18 janvier 1990
Voir p. 91

Document 2

Lettre datée du 30 août 1990, adressée par la Chine, la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant une déclaration et un document-cadre adoptés par leurs représentants lors d'une réunion tenue à New York les 27 et 28 août 1990.
A/45/472-S/21689, 31 août 1990
Voir p. 92

Document 3

Lettre datée du 11 septembre 1990, adressée par la France et l'Indonésie en tant que coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, transmettant la déclaration commune de la Réunion officieuse sur le Cambodge qui s'est tenue les 9 et 10 septembre 1990 à Jakarta.
A/45/490-S/21732, 17 septembre 1990
Voir p. 97

Document 4

Résolution du Conseil de sécurité sur le règlement de la situation au Cambodge.
S/RES/668, 20 septembre 1990
Voir p. 98

Document 5

Lettre datée du 29 novembre 1990, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué des cinq membres permanents du Conseil de sécurité concernant le règlement de la situation au Cambodge, publié à l'issue de la Conférence de Paris, 23-26 novembre 1990.
A/45/829-S/21985, 6 décembre 1990
Voir p. 99

1991

Document 6

Lettre datée du 8 janvier 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué final publié à l'issue d'une réunion entre les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et le Conseil national suprême du Cambodge, qui s'est tenue à Paris du 21 au 23 décembre 1990.
A/46/61-S/22059, 11 janvier 1991
Voir p. 100

Document 7

Lettre datée du 21 février 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué conjoint publié à l'issue des pourparlers tenus à Hanoi les 1er et 2 février 1991 entre les représentants de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des dirigeants vietnamiens.
A/46/112-S/22344, 8 mars 1991
Voir p. 116

Document 8

Lettre datée du 22 avril 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant un appel lancé le 22 avril 1991 par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu volontaire au Cambodge.
A/46/161-S/22552, 29 avril 1991
Voir p. 117

Document 9

Lettre datée du 26 juin 1991, adressée par le Cambodge, transmettant le communiqué final de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge qui s'est tenue à Pattaya (Thaïlande) du 24 au 26 juin 1991.
A/46/271-S/22740, 26 juin 1991
Voir p. 118

Document 10

Lettre datée du 18 juillet 1991, adressée par le Président du Conseil national suprême du Cambodge, transmettant le communiqué final publié à l'issue de la réunion officieuse du Conseil qui s'est tenue à Beijing les 16 et 17 juillet 1991.
A/46/310-S/22808, 18 juillet 1991
Voir p. 119

Document 11

Lettre datée du 29 juillet 1991, adressée par les Philippines, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la question cambodgienne, publiée le 19 juillet 1991 à Kuala Lumpur.
A/46/328-S/22850, 29 juillet 1991
Voir p. 121

Document 12

Lettre datée du 1er août 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à Beijing le 18 juillet 1991.
A/46/340-S/22889, 5 août 1991
Voir p. 122

Document 13

Lettre datée du 8 août 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, mentionnant la proposition faite par le Conseil national suprême que l'Organisation des Nations Unies envoie une mission d'enquête au Cambodge et mentionnant aussi la réunion à laquelle les Coprésidents de la Conférence de Paris et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité avaient assisté à Beijing, les 17 et 18 juillet 1991.
S/22945, 14 août 1991
Voir p. 123

Document 14

Lettre datée du 3 septembre 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à l'issue de leur réunion qui s'est tenue à Pattaya les 29 et 30 août 1991.
A/46/418-S/23011, 4 septembre 1991
Voir p. 124

Document 15

Lettre datée du 23 septembre 1991, adressée par le Président du Conseil national suprême, transmettant le communiqué final publié à l'issue de la réunion du Conseil qui s'est tenue à Pattaya du 26 au 29 août 1991.
A/46/494-S/23066, 24 septembre 1991
Voir p. 126

Document 16

Lettre datée du 24 septembre 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à l'issue de la réunion qui s'est tenue à New York les 20 et 21 septembre 1991.
A/46/508-S/23087, 27 septembre 1991
Voir p. 128

Document 17

Rapport du Secrétaire général sur la proposition d'envoi d'une mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC).
S/23097 et Additif, S/23097/Add.1, 30 septembre 1991
Voir p. 129

Document 18

Résolution du Conseil de sécurité sur la MIPRENUC et le règlement politique de la situation au Cambodge.
S/RES/717, 16 octobre 1991
Voir p. 135

Document 19

Lettre datée du 30 octobre 1991, adressée par la France et l'Indonésie en leur qualité de coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, transmettant le texte intégral des accords signés à Paris le 23 octobre 1991 par les Etats participant à la Conférence. Comprend l'Acte final de la Conférence de Paris, l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge (avec annexes), l'Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge et la Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.
A/46/608-S/23177, 30 octobre 1991
Voir p. 136

Document 20

Note du Secrétaire général concernant l'adoption des Accords de Paris par la Conférence de Paris sur le Cambodge.
S/23179, 30 octobre 1991
Voir p. 153

Document 21

Résolution du Conseil de sécurité sur le règlement politique du conflit du Cambodge.
S/RES/718, 31 octobre 1991
Voir p. 153

Document 22

Rapport du Secrétaire général sur la MIPRENUC.
S/23218, 14 novembre 1991
Voir p. 154

Document 23

Résolution de l'Assemblée générale sur la situation au Cambodge.
A/RES/46/18, 20 novembre 1991
Voir p. 155

Document 24

Lettre datée du 28 décembre 1991, adressée par la France, transmettant une déclaration des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le Cambodge publiée à New York le 28 décembre 1991.
A/47/163-S/23335, 28 décembre 1991
Voir p. 156

Document 25

Rapport du Secrétaire général sur l'élargissement du mandat de la MIPRENUC.
S/23331, 30 décembre 1991 et additif, S/23331/Add.1, 6 janvier 1992
Voir p. 156

1992

Document 26

Résolution du Conseil de sécurité sur la MIPRENUC.
S/RES/728, 8 janvier 1992
Voir p. 159

Document 27

Lettre datée du 18 janvier 1992, adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité au sujet de la résolution 718 (1991) du Conseil de sécurité concernant le financement de l'APRONUC.
S/23458, 24 janvier 1992
Voir p. 160

Document 28

Lettre datée du 20 janvier 1992, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général concernant le déploiement de l'APRONUC et l'élargissement du mandat de la MIPRENUC.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 161

Document 29

Lettre datée du 23 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant la mise en œuvre des Accords de Paris du 23 octobre 1991.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 162

Document 30

Rapport du Secrétaire général sur le Cambodge contenant son plan de mise en œuvre d'une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), y compris les aspects administratifs et financiers.
S/23613, 19 février 1992 et additif, S/23613/Add.1, 26 février 1992
Voir p. 162

Document 31

Résolution du Conseil de sécurité sur l'APRONUC et l'application des Accords de paix sur le Cambodge.
S/RES/745, 28 février 1992
Voir p. 189

Document 32

Lettre datée du 8 mars 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, dans laquelle celui-ci promet de soutenir la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité sur l'application des dispositions des Accords sur le Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 190

Document 33

Premier rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'APRONUC.
S/23870, 1er mai 1992
Voir p. 190

Document 34

Note verbale datée du 10 juin 1992, adressée par le Viet Nam, transmettant deux notes datées du 30 mai 1992 et adressées à l'APRONUC par le Ministère vietnamien des affaires étrangères.
S/24082, 10 juin 1992
Voir p. 195

Document 35

Rapport spécial du Secrétaire général sur l'APRONUC et la deuxième phase du cessez-le-feu.
S/24090, 12 juin 1992
Voir p. 196

Document 36

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant les difficultés qu'a l'APRONUC à mettre en œuvre les Accords de Paris.
S/24091, 12 juin 1992
Voir p. 199

Document 37

Lettre datée du 24 juin 1992, adressée par le Japon, transmettant la Déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge et la Déclaration de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, publiées

à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, le 22 juin 1992.
A/47/285-S/24183, 25 juin 1992
Voir p. 199

Document 38

Lettre datée du 27 juin 1992, adressée par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, transmettant une proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant la coopération entre l'APRONUC et le Conseil national suprême.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 203

Document 39

Lettre datée du 7 juillet 1992, adressée à M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, se référant à la lettre du 27 juin et concernant l'application par l'APRONUC des dispositions des Accords de Paris.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 204

Document 40

Proposition de la partie du Kampuchea démocratique en date du 12 juillet 1992 concernant la mise en œuvre de la deuxième phase du cessez-le-feu ainsi que le regroupement et le cantonnement des forces de la partie Kampuchea démocratique.
Cette proposition n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 205

Document 41

Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur l'APRONUC et la deuxième phase du cessez-le-feu.
S/24286, 14 juillet 1992
Voir p. 206

Document 42

Résolution du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre des Accords de Paris.
S/RES/766, 21 juillet 1992
Voir p. 210

Document 43

Lettre datée du 27 juillet 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, concernant la situation au Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir *p. 211*

Document 44

« Cambodge : Mesures à prendre », document australien daté du 16 septembre 1992.
Ce document n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 213

Document 45

Deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'APRONUC.
S/24578, 21 septembre 1992
Voir p. 216

Document 46

Déclaration datée du 25 septembre 1992, adressée par les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres du Conseil de sécurité à l'issue d'une réunion tenue avec le Secrétaire général le 25 septembre 1992.
S/24587, 25 septembre 1992
Voir p. 224

Document 47

Lettre datée du 29 septembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, qui se réfère au document australien intitulé « Cambodge : Mesures à prendre » et exprime son ferme attachement aux Accords de Paris.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 227

Document 48

Communication de M. Son Sann, membre du Conseil national suprême, en date du 30 septembre 1992, concernant la recherche d'une solution à l'impasse dans laquelle se trouve la mise en œuvre des Accords de Paris.
Cette communication n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 229

Document 49

Résolution du Conseil de sécurité sur le processus de paix au Cambodge.
S/RES/783. 13 octobre 1992
Voir p. 230

Document 50

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères de la France et coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge, par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci se réfère à la résolution du Conseil de sécurité 783 (1992) et demande au Ministre d'entreprendre des consultations en vue de mettre en œuvre le processus de paix.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 232

Document 51

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée à M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères de l'Indonésie et coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge, par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci se réfère à la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité et demande au Ministre d'entreprendre des consultations en vue de mettre en œuvre le processus de paix.

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 232

Document 52

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général, transmettant le rapport remis par les Gouvernements japonais et thaïlandais en application du paragraphe 12 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 233

Document 53

Lettre datée du 12 novembre 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant les consultations qui ont eu lieu à Beijing les 7 et 8 novembre 1992.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 233

Document 54

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité concernant le processus de paix au Cambodge; contient aussi un bref aperçu des principaux événements survenus depuis le deuxième rapport intérimaire daté du 21 septembre 1992, un rapport daté du 31 octobre 1992 présenté au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence de Paris par le Japon et la Thaïlande, ainsi qu'un rapport et une déclaration des Coprésidents.
S/24800, 15 novembre 1992
Voir p. 234

Document 55

Résolution du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre du processus de paix au Cambodge.
S/RES/792, 30 novembre 1992
Voir p. 247

Document 56

Lettre datée du 30 novembre 1992, adressée par la Thaïlande, exposant la position du Gouvernement royal thaïlandais au sujet de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité sur le Cambodge.
S/24873, 30 novembre 1992
Voir p. 250

Document 57

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant la multiplication des attaques contre le personnel des Nations Unies affecté aux opérations de maintien de la paix.
S/24884, 2 décembre 1992
Voir p. 250

Document 58

Lettre datée du 20 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, transmettant une déclaration de la partie du Kampuchea démocratique sur les violations des zones contrôlées par la PKD qui auraient été commises par l'APRONUC.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 251

Document 59

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant la détention illégale de personnel de l'APRONUC au Cambodge par des éléments de la partie du Kampuchea démocratique.
S/25003, 22 décembre 1992
Voir p. 253

Document 60

Lettre datée du 30 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Nguyen Manh Cam, ministre des affaires étrangères du Viet Nam, au sujet des actes de violence perpétrés contre des résidents vietnamiens au Cambodge.
S/25053, 5 janvier 1993
Voir p. 253

1993

Document 61

Lettre datée du 5 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, transmettant une déclaration de l'Etat du Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 254

Document 62

Lettre datée du 5 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Ranariddh, membre du Conseil national suprême, concernant la situation politique au Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 256

Document 63

Lettre datée du 19 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Ranariddh, M. Ieng Mouly, M. Sam Rainsy et M. Son Sann, membres du Conseil national suprême, concernant l'inscription sur les listes électorales des Cambodgiens résidant à l'étranger.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 257

Document 64

Lettre datée du 20 janvier 1993, adressée par Singapour, transmettant, au nom des représentants permanents de

l'ANASE, un communiqué publié le 15 janvier 1993 sur la tenue d'élections présidentielles au Cambodge.
S/25133, 21 janvier 1993
Voir p. 258

Document 65

Troisième rapport du Secrétaire général sur l'APRONUC.
S/25124, 25 janvier 1993
Voir p. 259

Document 66

Lettre datée du 28 janvier 1993, adressée au prince Norodom Ranariddh, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, concernant la situation au Cambodge et le rôle de l'APRONUC.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 273

Document 67

Lettre datée du 29 janvier 1993, adressée à M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, au sujet de la lettre du 5 janvier 1993 concernant la situation au Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 273

Document 68

Lettre datée du 1er février 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la tenue d'élections présidentielles au Cambodge.
S/25273, 10 février 1993
Voir p. 274

Document 69

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité.
S/25289, 13 février 1993
Voir p. 274

Document 70

Résolution de la Commission des droits de l'homme dans laquelle le Secrétaire général est prié d'assurer, après l'expiration du mandat de l'APRONUC, le maintien au Cambodge d'une présence des Nations Unies au titre des droits de l'homme, notamment par la présence opérationnelle du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme.
E/CN.4/RES/1993/6, 19 février 1993
Voir p. 282

Document 71

Résolution du Conseil de sécurité sur l'élection de l'Assemblée constituante au Cambodge.
S/RES/810, 8 mars 1993
Voir p. 283

Document 72

Lettre datée du 12 mars 1993, adressée par le Viet Nam, transmettant la déclaration du Ministère des affaires étrangères en date du 11 mars 1993 au sujet des attaques commises le 10 mars 1993 par les forces armées de la PKD contre des Vietnamiens habitant le village de Chong Kneas au Cambodge.
S/25409, 13 mars 1993
Voir p. 285

Document 73

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant les attaques contre l'APRONUC qui ont causé cinq morts le 2 avril 1993.
S/25530, 5 avril 1993
Voir p. 286

Document 74

Lettre datée du 7 avril 1993, adressée par le Danemark, transmettant une déclaration publiée par la Communauté européenne sur le processus de paix au Cambodge et les actes de violence commis contre le personnel de l'APRONUC et d'autres personnes.
S/25563, 8 avril 1993
Voir p. 286

Document 75

Lettre datée du 14 avril 1993, adressée à M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, dans laquelle le Représentant spécial regrette que M. Khieu Samphan ait décidé de quitter Phnom Penh pour des raisons de sécurité.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 287

Document 76

Déclaration du Président du Conseil de sécurité au sujet des attaques contre l'APRONUC.
Communiqué de presse de l'ONU SC/5597/Rev. 2, 22 avril 1993
Voir p. 287

Document 77

Lettre datée du 23 avril 1993, adressée par la France et l'Indonésie en tant que coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, transmettant la déclaration des Etats signataires des Accords de Paris au sujet de la mise en œuvre du processus de paix au Cambodge et des actes de violence.
S/25658, 23 avril 1993
Voir p. 288

Document 78

Lettre datée du 26 avril 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant des informations concernant de récents incidents

à la suite desquels des membres de l'APRONUC ont trouvé la mort.
S/25669, 27 avril 1993
Voir p. 289

Document 79

Quatrième rapport du Secrétaire général sur l'APRONUC.
S/25719, 3 mai 1993
Voir p. 290

Document 80

Lettre datée du 7 mai 1993, adressée au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, par M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, concernant le processus électoral.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 307

Document 81

Rapport du Secrétaire général établi en application du paragraphe 6 de la résolution 810 (1993) du Conseil de sécurité, sur les préparatifs en vue d'élections à l'Assemblée constituante au Cambodge.
S/25784, 15 mai 1993
Voir p. 307

Document 82

Lettre datée du 18 mai 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration publiée par les ministres des affaires étrangères de l'ANASE sur les élections au Cambodge.
S/25794, 18 mai 1993
Voir p. 311

Document 83

Résolution du Conseil de sécurité sur l'élection de l'Assemblée constituante au Cambodge.
S/RES/826, 20 mai 1993
Voir p. 311

Document 84

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant l'acte de violence commis contre l'APRONUC le 21 mai 1993.
S/25822, 22 mai 1993
Voir p. 312

Document 85

Lettre datée du 28 mai 1993, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général sur la tenue d'élections au Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 313

Document 86

Lettre datée du 28 mai 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la poursuite de l'enquête sur les bombardements qui ont eu lieu dans la province de Kompong Cham, au Cambodge, le 21 mai 1993.
S/25871, 1er juin 1993
Voir p. 314

Document 87

Lettre datée du 31 mai 1993, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant les élections au Cambodge, dans laquelle hommage est rendu à l'APRONUC.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 314

Document 88

Lettre datée du 2 juin 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une déclaration faite par le Représentant spécial pour le Cambodge devant le Conseil national suprême, le 29 mai 1993; le Secrétaire général appuie la déclaration du Représentant spécial selon laquelle les élections se sont déroulées librement et équitablement.
S/25879, 2 juin 1993
Voir p. 315

Document 89

Résolution du Conseil de sécurité sur les élections au Cambodge.
S/RES/835, 2 juin 1993
Voir p. 316

Document 90

Lettre datée du 4 juin 1993, adressée par le Viet Nam, transmettant une déclaration du Ministère des affaires étrangères concernant les élections au Cambodge.
S/25886, 5 juin 1993
Voir p. 317

Document 91

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant des attaques armées contre des sections pakistanaise et malaisienne de l'APRONUC.
S/25896, 8 juin 1993
Voir p. 318

Document 92

Rapport du Secrétaire général sur le déroulement et le résultat des élections au Cambodge.
S/25913, 10 juin 1993
Voir p. 318

Document 93

Lettre datée du 11 juin 1993, adressée par le Danemark, transmettant une déclaration sur les élections, publiée par la Communauté européenne le 10 juin 1993.
S/25940, 14 juin 1993
Voir p. 322

Document 94

Résolution du Conseil de sécurité sur les résultats des élections au Cambodge.
S/RES/840, 15 juin 1993
Voir p. 323

Document 95

Lettre datée du 18 juin 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères de l'ANASE qui souscrivent au résultat des élections et prient les parties cambodgiennes et la communauté internationale d'aider le nouveau gouvernement cambodgien.
S/25971, 18 juin 1993
Voir p. 323

Document 96

Lettre datée du 22 juin 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil des résultats d'une enquête menée par les équipes de l'APRONUC sur les attaques armées commises le 7 juin 1993 contre les contingents pakistanais et malaisien de l'APRONUC.
S/25988, 22 juin 1993
Voir p. 324

Document 97

Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993) sur le rôle éventuel que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes pourraient jouer au terme du mandat de l'APRONUC conformément aux Accords de Paris.
S/26090, 16 juillet 1993
Voir p. 325

Document 98

Lettre datée du 14 juillet 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant une assistance financière d'urgence, pendant la période de transition, à l'appui du processus de structuration et d'ajustement des structures administratives, policières et militaires de l'administration conjointe intérimaire au Cambodge.
S/26095, 16 juillet 1993
Voir p. 330

Document 99

Lettre datée du 22 juillet 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la réconciliation nationale, la reconstruction et la consolidation de la paix au Cambodge.
S/26138, 23 juillet 1993
Voir p. 330

Document 100

Nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993).
S/26360, 26 août 1993
Voir p. 331

Document 101

Résolution du Conseil de sécurité concernant le retrait de l'APRONUC.
S/RES/860, 27 août 1993
Voir p. 335

Document 102

Déclaration des ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, publiée à l'issue d'une réunion tenue avec le Secrétaire général le 30 septembre 1993.
S/26517, 30 septembre 1993
Voir p. 336

Document 103

Nouveau rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité qui portait création de l'APRONUC.
S/26529, 5 octobre 1993
Voir p. 338

Document 104

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant l'achèvement du mandat de l'APRONUC.
S/26531, 5 octobre 1993
Voir p. 339

Document 105

Nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993), dans lequel est mentionnée la demande faite par le Gouvernement cambodgien d'envoyer au Cambodge une vingtaine ou une trentaine d'observateurs militaires non armés des Nations Unies pour une période de six mois à l'expiration du mandat de l'APRONUC.
S/26546, 7 octobre 1993
Voir p. 340

Document 106

Nouveau rapport du Secrétaire général sur la mise en place à Phnom Penh d'une équipe de 20 officiers de liaison.
S/26649, 27 octobre 1993 et additif, S/26649/Add.1, 3 novembre 1993
Voir p. 341

Document 107

Lettre datée du 28 octobre 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la date du retrait complet du Cambodge de la composante militaire de l'APRONUC.
S/26675, 1er novembre 1993
Voir p. 342

Document 108

Résolution du Conseil de sécurité sur la période de transition au Cambodge faisant suite au retrait de l'APRONUC.
S/RES/880, 4 novembre 1993
Voir p. 343

Document 109

Résolution de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge.
A/RES/48/154, 20 décembre 1993
Voir p. 345

1994

Document 110

Rapport intérimaire du Secrétaire général concernant l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge.
S/1994/169, 14 février 1994
Voir p. 346

Document 111

Message du Secrétaire général à la deuxième réunion du Comité international pour la reconstruction du Cambodge qui s'est tenue à Tokyo, les 10 et 11 mars 1994. Ce message n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 347

Document 112

Lettre datée du 6 mai 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la nomination de trois conseillers militaires auprès du Représentant des Nations Unies au Cambodge.
S/1994/572, 14 mai 1994
Voir p. 348

Document 113

Lettre datée du 7 mai 1994, adressée au Secrétaire général par S. A. R. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, concernant la situation au Cambodge.
A/49/160-S/1994/570, 13 mai 1994
Voir p. 348

Document 114

Lettre datée du 19 mai 1994, adressée à S. A. R. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, par le Secrétaire général, concernant la situation au Cambodge.
Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies
Voir p. 349

Document 115

Rapport final du Secrétaire général concernant l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge.
S/1994/645, 31 mai 1994
Voir p. 349

Document 116

Lettre datée du 10 octobre 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci recommande de proroger de six mois le mandat de son représentant au Cambodge.
S/1994/1182, 19 octobre 1994
Voir p. 350

Document 117

Lettre datée du 19 octobre 1994, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci approuve la prorogation du mandat du Représentant du Secrétaire général au Cambodge.
S/1994/1183, 19 octobre 1994
Voir p. 351

On trouvera ci-dessous la liste, ventilée par catégorie, des documents reproduits ici.

Résolutions de l'Assemblée générale

Document 23 (A/RES/46/18)
Document 109 (A/RES/48/154)

Résolutions du Conseil de sécurité

Document 4 (S/RES/668)
Document 18 (S/RES/717)
Document 21 (S/RES/718)
Document 26 (S/RES/728)
Document 31 (S/RES/745)
Document 42 (S/RES/766)
Document 49 (S/RES/783)
Document 55 (S/RES/792)
Document 71 (S/RES/810)
Document 83 (S/RES/826)
Document 89 (S/RES/835)
Document 94 (S/RES/840)
Document 101 (S/RES/860)
Document 108 (S/RES/880)

Déclarations faites par le Président du Conseil de sécurité au nom du Conseil

Document 36 (S/24091)
Document 57 (S/24884)
Document 59 (S/25003)
Document 73 (S/25530)
Document 76 (SC/5597/Rev.2)
Document 84 (S/25822)

Document 91 (S/25896)
Document 104 (S/26531)

Résolution de la Commission des droits de l'homme

Document 70 (E/CN.4/RES/1993/6)

Communications d'Etats Membres

Document 1 (S/21087)
Document 2 (A/45/472-S/21689)
Document 3 (A/45/490-S/21732)
Document 5 (A/45/829-S/21985)
Document 6 (A/46/61-S/22059)
Document 7 (A/46/112-S/22344)
Document 8 (A/46/161-S/22552)
Document 9 (A/46/271-S/22740)
Document 10 (A/46/310-S/22808)
Document 11 (A/46/328/-S/22850)
Document 12 (A/46/340-S/22889)
Document 14 (A/46/418-S/23011)
Document 15 (A/46/494-S/23066)
Document 16 (A/46/508-S/23087)
Document 19 (A/46/608-S/23177)
Document 24 (A/47/63-S/23335)
Document 34 (S/24082)
Document 37 (A/47/285-S/24183)
Document 46 (S/24587)
Document 56 (S/24873)
Document 60 (S/25053)
Document 64 (S/25133)
Document 72 (S/25409)
Document 74 (S/25563)
Document 77 (S/25658)
Document 82 (S/25794)
Document 90 (S/25886)
Document 93 (S/25940)
Document 95 (S/25971)
Document 99 (S/26138)
Document 102 (S/26517)

Rapports et lettres du Secrétaire général au Conseil de sécurité

Document 13 (S/22945)
Document 17 (S/23097 et Add.1)
Document 20 (S/23179)
Document 22 (S/23218)
Document 25 (S/23331 et Add.1)
Document 27 (S/23458)
Document 30 (S/23613 et Add.1)
Document 33 (S/23870)
Document 35 (S/24090)
Document 41 (S/24286)
Document 45 (S/24578)
Document 54 (S/24800)
Document 65 (S/25124)
Document 68 (S/25273)
Document 69 (S/25289)
Document 78 (S/25669)
Document 79 (S/25719)
Document 81 (S/25784)
Document 86 (S/25871)
Document 88 (S/25879)
Document 92 (S/25913)
Document 96 (S/25988)
Document 97 (S/26090)
Document 98 (S/26095)
Document 100 (S/26360)
Document 103 (S/26529)
Document 105 (S/26546)
Document 106 (S/26649 et Add.1)
Document 107 (S/26675)
Document 110 (S/1994/169)
Document 112 (S/1994/572)
Document 115 (S/1994/645)
Document 116 (S/1994/1182)

Correspondance du Secrétaire général

Document 28*
Document 29*
Document 32*
Document 38*
Document 39*
Document 43*
Document 47*
Document 50*
Document 51*
Document 52*
Document 53*
Document 58*
Document 61*
Document 62*
Document 63*
Document 66*
Document 67*
Document 85*
Document 87*
Document 113 (A/49/160-S/1994/570)
Document 114*

Autres documents

Document 40*
Document 44*
Document 48*
Document 75*
Document 80*
Document 111*
Document 117 (S/1994/1183)

* Ces documents ne sont pas des documents officiels des Nations Unies

III Autres documents

Les lecteurs souhaitant avoir des renseignements complémentaires sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et sur la situation au Cambodge pourront consulter les documents ci-après, qui sont disponibles à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, dans les bibliothèques des organismes des Nations Unies et dans les bibliothèques réparties dans le monde entier qui ont été désignées comme dépositaires des documents des Nations Unies.

Résolutions de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale lance un appel pour que soit fournie une aide humanitaire à la population civile du Kampuchea et aux réfugiés et prie le Secrétaire général d'examiner la possibilité de convoquer une conférence internationale sur le Kampuchea.
A/RES/34/22, 14 novembre 1979

L'Assemblée générale décide de convoquer, au début de 1981, une conférence internationale sur le Kampuchea. Elle énumère sept éléments à négocier et prévoit un rôle pour l'Organisation des Nations Unies au cas où le conflit serait réglé.
A/RES/35/6, 22 octobre 1980

L'Assemblée générale approuve le rapport de la Conférence internationale sur le Kampuchea et adopte la Déclaration sur le Kampuchea ainsi que la résolution 1 (I) sur la création du Comité spécial de la Conférence internationale sur le Kampuchea.
A/RES/36/5, 21 octobre 1981

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/6) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/37/6, 29 octobre 1982

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/7) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/38/3, 27 octobre 1983

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/8) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/39/5, 30 octobre 1984

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/9) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/40/7, 5 novembre 1985

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/11 et Corr.1) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/41/6, 21 octobre 1986

L'Assemblée générale énumère quatre facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/12) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/42/3, 14 octobre 1987

L'Assemblée générale énumère six facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, y compris la réconciliation nationale sous la conduite du prince Norodom Sihanouk, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/13) et demande que le Comité poursuive ses travaux en attendant que la Conférence soit reconvoquée.
A/RES/43/19, 3 novembre 1988

L'Assemblée générale énumère six facteurs indispensables à la résolution du conflit au Kampuchea, y compris la réconciliation nationale sous la conduite du prince Norodom Sihanouk, prend acte du rapport du Comité spécial (A/CONF.109/15) et engage toutes les parties à redoubler d'efforts pour parvenir à un règlement politique.
A/RES/44/22, 16 novembre 1989

L'Assemblée générale se félicite de l'accord auquel les factions cambodgiennes sont parvenues à Jakarta touchant la constitution d'un conseil national suprême et demande que soient intensifiées les consultations afin

que reprenne la Conférence de Paris. Elle souligne le rôle que l'Organisation des Nations Unies est appelée à jouer dans des élections libres et régulières.
A/RES/45/3, 15 octobre 1990

L'Assemblée générale appuie sans réserve les accords pour un règlement politique global du conflit au Cambodge et appuie les efforts en vue de mettre en place une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge.
A/RES/46/18, 20 novembre 1991

Rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale

En application de la résolution 34/22 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, les activités d'assistance humanitaire des Nations Unies et les efforts en vue d'un règlement politique.
A/35/501, 30 septembre 1980

En application de la résolution 35/6 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, la Conférence internationale sur le Kampuchea et la poursuite des efforts visant à trouver une solution pacifique au problème.
A/36/583, 12 octobre 1981

En application de la résolution 36/5 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea et l'application du Programme de secours humanitaires en faveur du peuple kampuchéen.
A/37/496, 8 octobre 1982

En application de la résolution 37/6 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea et la poursuite des efforts en vue de rechercher une solution pacifique au problème.
A/38/513, 18 octobre 1983

En application de la résolution 38/3 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea et la poursuite des efforts en vue de rechercher une solution pacifique au problème.
A/39/576, 12 octobre 1984

En application de la résolution 39/5 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine son voyage en Asie du Sud-Est et indique qu'un degré raisonnable de convergence s'est dégagé au sujet des principaux éléments d'un règlement politique d'ensemble.
A/40/759, 17 octobre 1985

En application de la résolution 40/7 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, les programmes d'assistance humanitaire et le sort des réfugiés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea.
A/41/707, 14 octobre 1986

En application de la résolution 41/6 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, les programmes d'assistance humanitaire et le sort des réfugiés le long de la frontière entre la Thaïlande et le Kampuchea.
A/42/608, 6 octobre 1987

En application de la résolution 42/3 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, la sécurité et la protection de la population frontalière et la poursuite des efforts visant à élaborer un cadre en vue d'un règlement politique global.
A/43/730, 21 octobre 1988

En application de la résolution 43/19 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Kampuchea, la fourniture d'une assistance humanitaire, le sort des réfugiés et des personnes déplacées, la Conférence de Paris sur le Cambodge, ainsi que divers échanges et initiatives diplomatiques.
A/44/670, 24 octobre 1989

En application de la résolution 44/22 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général examine la situation au Cambodge, la fourniture d'une assistance humanitaire, le sort des réfugiés et des personnes déplacées et l'acceptation par les parties cambodgiennes et autres pays concernés du cadre en vue d'un règlement politique global.
A/45/605, 10 octobre 1990

En application de la résolution 45/3 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général présente un rapport sur les secours humanitaires au peuple cambodgien et les négociations à l'issue desquelles les Accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge ont été signés à Paris le 23 octobre 1991.
A/46/617, 7 novembre 1991

Autres déclarations et communications

Lettre datée du 2 août 1989, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, contenant des extraits d'une allocution prononcée le 30 juillet 1989 à la Conférence de Paris sur le Cambodge.
S/20768, 3 août 1989

Lettre datée du 9 novembre 1989, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant un communiqué de presse publié par les coprésidents de la Conférence internationale sur le Cambodge.
A/44/719-S/20958, 10 novembre 1989

Lettre datée du 9 novembre 1989, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant une déclaration du 30 août 1989 publiée à l'issue de la Conférence internationale sur le Cambodge qui s'est tenue à Paris du 30 juillet au 30 août 1989.
A/44/720-S/20959, 10 novembre 1989

Lettre datée du 13 février 1990, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué de presse publié à l'issue de consultations sur le Cambodge entre les cinq membres permanents du Conseil de sécurité.
A/45/127-S/21149, 15 février 1990

Lettre datée du 15 mars 1990, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant les modalités d'un règlement global du conflit cambodgien.
A/45/167-S/21196, 16 mars 1990

Lettre datée du 29 mai 1990, adressé par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques concernant les modalités d'un règlement global du conflit cambodgien.
A/45/293-S/21318, 29 mai 1990

Lettre datée du 19 juillet 1990, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le relevé des conclusions adoptées à la cinquième réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le Cambodge, qui s'est tenue à Paris les 16 et 17 juillet 1990.
A/45/353-S/21404, 23 juillet 1990

Lettre datée du 24 juillet 1990, adressée par l'Indonésie, transmettant une déclaration commune des ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est relative à la situation au Cambodge, publiée le 23 juillet 1990 à Jakarta.
A/45/355-S/21408, 25 juillet 1990

Lettre datée du 1er août 1990, adressée par la Malaisie, transmettant le communiqué commun de la vingt-troisième Réunion ministérielle de l'ASEAN, tenue à Jakarta les 24 et 25 juillet 1990.
A/45/389-S/21455, 7 août 1990

Lettre datée du 1er octobre 1990, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant la déclaration publiée à l'issue d'entretiens que les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont eus avec le Secrétaire général le 28 septembre 1990.
S/21835, 2 octobre 1990

Lettre datée du 18 octobre 1990, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant une déclaration concernant un règlement politique global du conflit cambodgien.
A/45/671-S/21908, 25 octobre 1990

Lettre datée du 12 novembre 1990, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué de presse publié à l'issue de la réunion du Groupe de travail de la Conférence de Paris sur le Cambodge, qui s'est tenue à Jakarta les 9 et 10 novembre 1990.
A/45/719-S/21940, 13 novembre 1990

Financement de la MIPRENUC, de l'APRONUC et de l'Equipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge : résolutions et décisions de l'Assemblée générale et rapports du Secrétaire général à l'Assemblée générale

MIPRENUC

A/46/723, 3 décembre 1991
A/46/763, 10 décembre 1991
A/46/823, 20 décembre 1991
A/RES/46/198 A, 20 décembre 1991
A/46/855, 31 janvier 1992
A/46/873, 11 février 1992
A/46/823/Add.1, 13 février 1992
A/RES/46/198 B, 14 février 1992
ST/ADM/SER.B/369, 21 avril 1992
A/46/903, 7 mai 1992
A/46/916, 15 mai 1992
A/46/879/Add.1, 21 mai 1992

APRONUC

A/46/235/Add.1, 31 janvier 1992
A/46/874, 11 février 1992
A/46/879, 13 février 1992
A/RES/46/222 A, 14 février 1992
ST/ADM/SER.B/372, 29 avril 1992
A/46/903, 7 mai 1992
A/46/916, 15 mai 1992
A/46/879/Add.1, 21 mai 1992
A/RES/46/222 B, 22 mai 1992
ST/ADM/SER.B/382, 25 juin 1992
A/47/733, 3 décembre 1992
A/47/763, 10 décembre 1992

A/47/824, 21 décembre 1992
A/RES/47/209 A, 22 décembre 1992
A/47/733/Add.1, 27 juillet 1993
A/47/982, 27 juillet 1993
A/47/824/Add.1, 9 septembre 1993
A/RES/47/209 B, 14 septembre 1993
A/48/701, 8 décembre 1993
A/48/775, 17 décembre 1993
A/48/818, 23 décembre 1993
A/DEC/48/469, 23 décembre 1993
A/48/701/Add.1, 17 janvier 1994
A/48/701/Corr.1, 19 janvier 1994
A/48/701/Corr.2, 22 mars 1994
A/48/917, 30 mars 1994
A/48/917/Corr.1, 7 avril 1994
A/48/818/Add.1, 10 mai 1994
A/RES/48/255, 26 mai 1994

Equipe de liaison militaire

A/48/786, 17 décembre 1993
A/48/800, 21 décembre 1993
A/48/829, 23 décembre 1993
A/DEC/48/480, 23 décembre 1993
A/48/800/Corr.1, 19 janvier 1994
ST/ADM/SER.B/429, 15 mars 1994
A/48/919, 30 mars 1994
A/48/829/Add.1, 10 mai 1994
A/RES/48/257, 26 mai 1994
A/49/521, 14 octobre 1994
ST/ADM/SER.B/440, 13 juillet 1994

Maintien d'une présence de l'ONU au Cambodge dans le domaine des droits de l'homme

Rapport du Représentant spécial des droits de l'homme au Cambodge à la Commission des droits de l'homme.
E/CN.4/1994/73, 24 février 1994, et Add.1, 21 février 1994

Rapport du Secrétaire général à l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge et les activités du Centre pour les droits de l'homme au Cambodge; contient le rapport et les recommandations du Représentant spécial pour les droits de l'homme au Cambodge.
A/49/635 et Add.1, 3 novembre 1994

IV Texte des documents

Les 117 documents dont la liste figure aux pages 77 à 86 sont reproduits ci après. On trouvera aux pages 352 à 357 un index de ces documents par sujet.

Document 1

Lettre datée du 16 janvier 1990, adressée au Secrétaire général par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant un résumé des conclusions de la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur la question du Cambodge

S/21087, 18 janvier 1990

Des représentants de nos gouvernements se sont réunis à Paris les 15 et 16 janvier pour étudier la situation au Cambodge.

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la déclaration adoptée à cette réunion et vous serions obligés de bien vouloir la faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(*Signé*) LI Luye

Le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(*Signé*) Thomas R. PICKERING

Le Chargé d'affaires par intérim
et Représentant permanent adjoint de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(*Signé*) Jean-Marc ROCHEREAU DE LA SABLIÈRE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(*Signé*) Sir Crispin TICKELL

Le Représentant permanent
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des Nations Unies,

(*Signé*) Aleksandr BELONOGOV

Annexe

Résumé des conclusions de la réunion des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur la question du Cambodge

Paris, 15-16 janvier 1990

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, réunis à Paris les 15 et 16 janvier 1990, sont convenus de suivre les principes ci-après en vue du règlement du problème cambodgien :

— Aucune solution acceptable ne peut être obtenue par la force des armes;

— Une paix durable ne peut être obtenue que par un règlement politique global, comprenant le retrait vérifié des forces étrangères, un cessez-le-feu, et la cessation de toute aide militaire extérieure;

— L'objectif devrait être l'autodétermination du peuple cambodgien par des élections libres, équitables et démocratiques;

— Les participants acceptent que les Nations Unies jouent un rôle accru dans le règlement du problème cambodgien;

— Il existe un besoin urgent d'accélérer les efforts diplomatiques en vue d'aboutir à un règlement;

— Le retrait complet des forces étrangères doit être vérifié par les Nations Unies;

— Les Cinq accueilleraient favorablement la reprise rapide d'un dialogue constructif entre les factions cambodgiennes qui est essentiel pour faciliter le processus de transition, lequel ne devrait être dominé par aucune d'entre elles;

— Une présence efficace des Nations Unies sera nécessaire durant la période de transition en vue d'assurer la sécurité intérieure;

— Un représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies devra être nommé au Cambodge pour superviser les activités des Nations Unies durant la période transitoire qui aboutira à la mise en place d'un gouvernement démocratiquement élu;

— L'ampleur de l'opération des Nations Unies devrait être compatible avec le succès du plan de règlement pour le Cambodge et sa programmation et sa mise en œuvre devraient tenir compte de la lourde charge financière qui pourrait être supportée par les Etats Membres;

— Des élections libres et équitables doivent être organisées sous l'administration directe des Nations Unies;

— Les élections doivent se tenir dans un environnement politique neutre dans lequel aucune partie ne devrait être avantagée;

— Les cinq membres permanents s'engagent à respecter les résultats des élections libres et équitables;

— Tous les Cambodgiens devraient jouir des mêmes droits, libertés et possibilités de participer au processus électoral;

— Un conseil national suprême pourrait être le dépositaire de la souveraineté du Cambodge pendant le processus de transition;

— Les questions touchant la souveraineté du Cambodge devront être résolues avec l'accord des parties cambodgiennes.

Les Cinq apportent leur soutien à tous les efforts responsables des parties régionales pour aboutir à un règlement politique global et entretiendront des contacts réguliers avec elles, en vue de convoquer à nouveau la Conférence de Paris en temps voulu.

Document 2

Lettre datée du 30 août 1990, adressée par la Chine, la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant une déclaration et un document-cadre adoptés par leurs représentants lors d'une réunion tenue à New York les 27 et 28 août 1990

A/45/472-S/21689, 31 août 1990

Des représentants de nos gouvernements se sont réunis à New York les 27 et 28 août 1990 pour un sixième échange de vues sur les modalités d'un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien.

Nous avons l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, la Déclaration ainsi que le document-cadre adoptés à cette réunion (en annexe) et vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer ces textes, ainsi que la présente lettre, comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 32 et 38 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Pierre-Louis BLANC

Le Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) LI Daoyu

Le Représentant permanent
des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Thomas R. PICKERING

Le Représentant permanent
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Yuliy M. VORONTSOV

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Crispin TICKELL

Annexe

Déclaration des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies sur le Cambodge

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies ont tenu en 1990 à Paris et à New York six réunions au niveau des vice-ministres en vue de définir les éléments clefs d'un règlement politique global du conflit du Cambodge, fondé sur un rôle étendu des Nations Unies.

Au terme de leur sixième réunion, qu'ils ont tenue à New York les 27 et 28 août 1990, les Cinq sont parvenus à un accord final quant au cadre d'un règlement. Le do-

cument-cadre ainsi défini est constitué de cinq chapitres contenant les éléments indispensables d'un tel règlement :

I. — Les arrangements transitoires relatifs à l'administration du Cambodge pendant la période préélectorale;

II. — Les arrangements militaires pendant la période de transition;

III. — Les élections sous les auspices des Nations Unies;

IV. — Protection des droits de l'homme;

V. — Garanties internationales.

Ce document sera rendu public après avoir été communiqué aux parties intéressées.

Les Cinq ont également rappelé les deux documents élaborés en 1989 par la Conférence de Paris sur le Cambodge sur le rapatriement des réfugiés et personnes déplacées ainsi que sur la reconstruction.

Considérés dans leur ensemble, ces documents exposent un processus de règlement fondé sur la réconciliation nationale et impliquant un rôle étendu des Nations Unies qui assurerait une solution juste et durable du conflit.

Le principe de base qui sous-tend la démarche des Cinq est de permettre au peuple cambodgien de déterminer son avenir politique par des élections libres et équitables organisées et conduites par les Nations Unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge.

La mise en œuvre de cette démarche nécessite le plein appui de toutes les parties au conflit du Cambodge. Aussi les Cinq demandent-ils instamment que ce document-cadre soit accepté dans sa totalité comme la base de règlement du conflit du Cambodge.

C'est pourquoi les Cinq lancent aujourd'hui un appel aux parties cambodgiennes au conflit pour qu'elles s'engagent à adhérer à ce processus et qu'elles forment le Conseil national suprême aussitôt que possible sur la base décrite dans le document-cadre.

A cette fin, les Cinq soutiennent les efforts de l'Indonésie tendant à convoquer à Jakarta une réunion avec les parties cambodgiennes. Ils demandent instamment aux deux Coprésidents de la Conférence de Paris de recommander ce cadre à l'approbation des parties cambodgiennes et de les persuader de former le Conseil national suprême conformément à ce cadre.

La formation rapide d'un conseil national suprême permettrait à cet organe de désigner un représentant pour occuper le siège du Cambodge aux Nations Unies et dans les autres organisations internationales.

Dès que les parties cambodgiennes auront accepté ce cadre et que le CNS aura été formé, la Conférence de Paris, qui réunit toutes les parties intéressées ainsi que le Secrétaire général des Nations Unies, devra être reconvoquée. Sa tâche devra être d'adopter les éléments du règlement politique global et de mettre au point un plan détaillé de mise en œuvre en conformité avec ce cadre.

La Conférence de Paris inviterait alors le Secrétaire général des Nations Unies à faire rapport au Conseil de sécurité et à lui transmettre la recommandation de la Conférence tendant à ce que le Conseil adopte une résolution faisant sien l'accord final sur le règlement politique global et habilitant le Secrétaire général à le mettre en œuvre.

A titre de première étape, les Cinq demandent à toutes les parties au conflit de faire preuve d'un maximum de retenue de manière à créer le climat pacifique requis pour faciliter la conclusion et la mise en œuvre d'un règlement politique d'ensemble.

Au cours de leur réunion, les cinq chefs de délégation ont rencontré le Secrétaire général des Nations Unies et M. Rafeeuddin AHMED pour les informer des résultats de leurs travaux. Ils ont également rencontré des représentants de plusieurs pays participant à la Conférence de Paris, notamment les Coprésidents des Commissions et les trois pays voisins du Cambodge, pour un échange de vues sur les prochaines étapes du processus de paix.

Pour soutenir la dynamique de ce processus, les Cinq continueront à travailler avec tous ceux qui sont concernés par le conflit du Cambodge et avec le Secrétaire général des Nations Unies. A cette fin, ils sont convenus de tenir une nouvelle réunion à Paris en temps opportun avant la mi-octobre.

Appendice

Cadre d'un accord politique global du conflit cambodgien

Chapitres :

I. — Arrangements transitoires relatifs à l'administration du Cambodge pendant la période préélectorale (paragraphes 1 à 12)

II. — Les arrangements militaires pendant la période de transition (paragraphes 13 à 19)

III. — Les élections sous les auspices des Nations Unies (paragraphes 20 à 23)

IV. — Protection des droits de l'homme (paragraphes 24 à 30)

V. — Garanties internationales (paragraphes 31 à 36)

Chapitre 1

Arrangements transitoires relatifs à l'administration du Cambodge pendant la période préélectorale

1. Afin de restaurer et de préserver la paix au Cambodge, d'empêcher la poursuite du conflit, de promouvoir la réconciliation nationale et d'assurer la réalisation de l'autodétermination nationale à travers des élections libres et équitables, il est essentiel d'établir un organe, unique et légitime, et source d'autorité incarnant la souveraineté et l'unité nationale pendant toute la période de transition.

2. A la lumière de leurs discussions au cours de leurs cinq premières réunions et en prenant en compte les vœux des parties intéressées, les Cinq estiment qu'il est approprié d'instituer, à une date rapprochée, un conseil national suprême du Cambodge (CNS).

3. La composition du CNS, y compris la sélection et le nombre de ses membres, devra être décidée par les parties cambodgiennes par le biais de consultations. Aucune partie n'occupera une position dominante dans ce processus.

4. Le CNS devra être composé de personnalités représentatives à l'autorité reconnue au sein du peuple cambodgien. Elles devront être mutuellement acceptables. Elles pourront comprendre des personnalités représentatives de tous les courants d'opinion au sein du peuple cambodgien. Les membres du CNS devront s'engager à la tenue d'élections libres et équitables comme base de la formation d'un gouvernement nouveau et légitime.

5. Si le prince Norodom SIHANOUK était élu par le CNS comme son président, les Cinq accueilleraient favorablement cette décision.

6. Tous les pays devront respecter un règlement obtenu par les parties cambodgiennes sur cette question.

7. Le CNS sera l'incarnation de l'indépendance, de la souveraineté et de l'unité du Cambodge. Il représentera le Cambodge à l'extérieur et occupera le siège du Cambodge aux Nations Unies dans les agences spécialisées des Nations Unies et dans d'autres institutions internationales et conférences internationales.

8. Organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge pendant la période de transition, le Conseil national suprême, dès que le règlement politique global sera signé, déléguera à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la mise en œuvre de l'accord global, y compris ceux relatifs à la conduite d'élections libres et équitables et aux aspects de l'administration du Cambodge qui y sont liés.

9. Le CNS donnera des avis à l'APRONUC qui s'y conformera à condition qu'il y ait consensus parmi les membres du CNS et que ces avis soient conformes aux objectifs du règlement global. Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies déterminera si de tels avis sont conformes avec le règlement politique global. Il assistera aux réunions du CNS et donnera à ses membres toute information nécessaire sur les décisions prises par l'APRONUC.

10. Afin d'assurer un environnement politique neutre permettant des élections générales libres et équitables, les agences, organes et bureaux administratifs qui pourraient influencer directement le résultat des élections devront être placés sous la supervision ou le contrôle direct des Nations Unies. Dans ce contexte une attention particulière sera accordée aux affaires étrangères, à la défense nationale, aux finances, à la sûreté publique et à l'information. Pour refléter l'importance de ces sujets, l'APRONUC doit exercer tout contrôle nécessaire pour assurer la stricte neutralité des organes qui en sont responsables. Les Nations Unies en consultation avec le CNS devraient identifier quels agences, organes et bureaux pourraient continuer à fonctionner afin d'assurer la vie quotidienne normale dans le pays.

11. Des dispositions pertinentes doivent être prises dans les termes du règlement politique global pour exercer les fonctions courantes d'application de la loi sous la supervision de l'APRONUC.

12. Le représentant spécial du Secrétaire général devra examiner les plaintes et les allégations concernant les actes des structures administratives existant au Cambodge qui ne correspondraient pas ou qui iraient à l'encontre des objectifs d'un règlement politique global.

Chapitre 2

Les arrangements militaires pendant la période de transition

13. Le rôle étendu des Nations Unies nécessite la création d'une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge comportant une composante militaire comme une composante civile.

14. Les fonctions de la composante militaire devraient être de mener à bien les aspects de maintien de la paix du règlement politique global.

15. Une fois un cessez-le-feu entré en vigueur, l'APRONUC supervisera, vérifiera et contrôlera le cessez-le-feu et les mesures connexes comportant :

a) La vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères, conseillers et personnels militaires et leurs armes, munitions et équipement, et leur non-retour dans le pays;

b) La liaison avec les gouvernements étrangers à propos de tout événement se produisant sur leur territoire ou à proximité qui pourrait mettre en danger la mise en œuvre du règlement politique global;

c) Le contrôle de la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les parties cambodgiennes;

d) La localisation et la confiscation des caches d'armes et fournitures militaires dans l'ensemble du pays;

e) Le lancement de programmes de formation en matière de déminage et de programmes de sensibilisation aux mines parmi la population cambodgienne.

16. La composante militaire devrait être formée d'un certain nombre de contingents fournis par les Etats Membres à la demande du Secrétaire général des Nations Unies. Ces contingents seront choisis en consultation avec les parties concernées et avec l'approbation du Conseil de sécurité.

17. Les Cinq considèrent qu'un cessez-le-feu est un élément indispensable d'un accord global. A titre de première étape, ils demandent à toutes les parties prenantes au conflit de faire preuve d'un maximum de retenue. Pour faciliter le déploiement des Nations Unies, nécessaire pour que l'accord entre en vigueur, une situation paisible devrait prévaloir au Cambodge. Au moment de

la signature de l'accord, toutes les forces devront immédiatement se désengager et s'abstenir de tout déploiement, mouvement ou action qui étendraient le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à la reprise des combats. Le cessez-le-feu formel envisagé devra entrer en vigueur lorsque l'accord sur le règlement global prendra effet.

18. Conformément à un calendrier opérationnel devant être agréé, toutes les forces commenceront à être regroupées et réinstallées dans des zones de cantonnement spécifiquement désignées à cet effet sous la supervision de l'APRONUC. Pendant que les forces seront dans les cantonnements, leurs armes seront stockées sur place sous la supervision de l'APRONUC.

19. L'APRONUC engagera alors, selon un calendrier déterminé, un processus de maîtrise et de réduction des armements de manière à stabiliser la situation en matière de sécurité et établir la confiance parmi les parties prenantes au conflit. La dissolution finale des forces des factions et leur désarmement seront traités de façon à renforcer les objectifs d'un règlement politique d'ensemble et minimiser les risques d'un retour à l'état de guerre.

Chapitre 3

Les élections sous les auspices des Nations Unies

20. Les Nations Unies devront être responsables de l'organisation et de la conduite d'élections libres et équitables en recourant à des listes électorales authentiques et vérifiées des citoyens cambodgiens. L'exercice du droit de vote, y compris les dispositions relatives aux conditions de résidence au Cambodge, sera défini par la réglementation électorale. Les principes relatifs aux critères de vote et d'éligibilité seront également établis dans le règlement politique global. Des arrangements électoraux particuliers devront être agréés pour garantir le droit de vote des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens.

21. Le processus électoral devra être mené selon les principes suivants :

a) Le système et les procédures adoptés devront être absolument impartiaux, et reconnus comme tels; de même les arrangements retenus devront être aussi simples administrativement et aussi efficaces que possible;

b) Tous les Cambodgiens participant au scrutin devront avoir les mêmes droits, libertés et possibilités de prendre part au processus électoral;

c) Toutes les parties devront s'engager à respecter le résultat des élections.

22. Les dispositions pour la tenue d'élections libres et équitables sous les auspices des Nations Unies, élément d'un règlement politique global, devront inclure entre autres :

a) Adoption d'un ensemble de lois, procédures et mesures administratives nécessaires à des élections libres et équitables et requises par le processus électoral;

b) Conception et mise en œuvre d'un programme d'éducation des électeurs (secret du scrutin, procédures de vote, etc.) pour accompagner le processus électoral et d'un processus d'inscription sur les listes électorales de manière à écarter toute fraude et à s'assurer que les électeurs autorisés à voter auront la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales;

c) Mesures pour surveiller et faciliter la participation des Cambodgiens aux élections, à la campagne électorale et aux procédures de vote;

d) Arrangements coordonnés par les Nations Unies en consultation avec le Conseil national suprême pour faciliter la présence d'observateurs étrangers souhaitant observer le déroulement de la campagne et du scrutin;

e) Identification et enquêtes concernant les plaintes relatives à des irrégularités électorales et mesures adéquates pour y mettre fin;

f) Accès équitable aux moyens d'information, y compris la presse, la télévision et la radio, pour tous les candidats;

g) Conduite générale du scrutin et du dépouillement;

h) Certification par les Nations Unies du caractère libre et équitable des élections et de la liste des personnes régulièrement élues;

i) Adoption d'un code de conduite réglementant la participation aux élections d'une manière compatible avec le respect des droits de l'homme, prévoyant l'interdiction de la coercition et de l'exercice de pressions financières de nature à influencer le choix des électeurs.

23. Un règlement politique global doit prévoir une période déterminée durant laquelle les élections auront lieu. La durée du processus électoral devra être compatible avec ce qui précède et aussi courte que possible. Elle devrait conduire à l'élection d'une assemblée constituante qui élaborerait et approuverait une constitution et se transformerait en une assemblée législative chargée de mettre en place le nouveau gouvernement. Les principes sur lesquels la nouvelle constitution du Cambodge devra être fondée seront partie intégrante d'un règlement politique global.

Chapitre 4

Protection des droits de l'homme

24. L'histoire tragique récente du Cambodge exige des mesures particulières pour assurer la protection des droits de l'homme. En conséquence, le règlement politique global devra engager le Cambodge à respecter les obligations contenues dans les instruments pertinents sur les droits de l'homme ainsi que les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les mesures nécessaires devront être prises pour assurer le respect des droits de l'homme et le non-retour aux politiques et pratiques du passé.

25. Les Articles 55 et 56 de la Charte des Nations Unies invitent tous les Etats Membres à prendre des mesures conjointes ou séparées pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés

fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion.

26. Tous les Cambodgiens et autres populations au Cambodge et tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens devront bénéficier des droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme. Les droits et les libertés fondamentaux devront être inclus dans les principes constitutionnels inscrits dans l'accord politique global.

27. Reconnaissant la nécessité de promouvoir le respect des droits de l'homme au Cambodge et pour tous les Cambodgiens, l'accord politique global devra inclure sous les auspices des Nations Unies des dispositions pour garantir les points suivants pendant la période de transition :

a) Développement et mise en œuvre d'un programme d'éducation sur les droits de l'homme en vue de promouvoir la notion et le respect des droits de l'homme;

b) Surveillance de l'application des droits de l'homme dans tous les domaines de l'administration transitoire;

c) Enquêtes sur les plaintes relatives à la violation des droits de l'homme et, en tant que de besoin, mesures destinées à y mettre fin.

28. Après les élections, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies devra continuer à surveiller de près la situation des droits de l'homme au Cambodge, et y compris si nécessaire par la nomination d'un rapporteur spécial qui ferait un rapport annuel à la Commission et à l'Assemblée générale.

29. Dans le cadre de l'accord politique global, les autres Etats participants devront s'engager à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge tels qu'ils sont inscrits dans les instruments internationaux pertinents afin d'empêcher de nouvelles violations des droits de l'homme.

30. En cas de graves violations des droits de l'homme au Cambodge dans l'avenir, les autres Etats devront, en conformité avec les dispositions du chapitre sur les garanties internationales, saisir les organes compétents des Nations Unies afin qu'ils prennent les mesures appropriées conformément aux instruments internationaux pertinents.

Chapitre 5

Garanties internationales

31. Le but des dispositions de cette section doit être : de sauvegarder l'indépendance et la neutralité du Cambodge, d'empêcher une agression étrangère contre le Cambodge ou l'ingérence dans les affaires de ce pays, de sauvegarder les droits de l'homme au Cambodge, et d'empêcher le retour aux politiques et pratiques du passé; de faciliter un règlement politique global et durable fondé sur l'autodétermination du peuple cambodgien et de s'assurer que le règlement agréé est appliqué dans son intégralité.

32. Le Cambodge s'engagera solennellement à maintenir, préserver et défendre son indépendance, sa souveraineté, son intégrité et son inviolabilité territoriales, son unité nationale, ainsi que sa neutralité perpétuelle proclamée et inscrite dans la constitution cambodgienne qui sera adoptée après des élections libres et équitables.

33. Les Etats participants à la Conférence de Paris concluront un accord multilatéral qui sera partie intégrante du règlement politique global, pour reconnaître et respecter l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité, l'unité nationale du Cambodge. Cet accord sera ouvert à l'adhésion de tous les Etats Membres des Nations Unies.

34. Les détails des obligations respectives du Cambodge et des autres Etats participants seront fondés sur le consensus réalisé au sein de la Deuxième Commission de la Conférence de Paris sur le Cambodge en incluant en particulier les engagements concernant les points suivants :

a) S'abstenir d'entrer dans des alliances militaires ou d'autres accords militaires entre le Cambodge et d'autres Etats qui seraient incompatibles avec la neutralité du Cambodge, sans préjudice de son droit de recevoir ou d'acquérir l'équipement militaire nécessaire, les armes, les munitions et l'assistance qui lui permettent d'exercer son droit de légitime défense et de maintien de l'ordre;

b) S'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge;

c) Mettre un terme aux traités et accords qui sont incompatibles avec l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;

d) Régler tous les différends entre le Cambodge et les autres Etats par des moyens pacifiques;

e) S'abstenir, conformément à la Charte des Nations Unies, de l'emploi ou de la menace d'emploi de la force, de l'utilisation de son territoire ou du territoire des autres Etats, pour porter atteinte à l'indépendance, à la souveraineté, à l'intégrité et à l'inviolabilité territoriales, à la neutralité et à l'unité nationale du Cambodge;

f) S'abstenir de l'utilisation du territoire cambodgien pour porter atteinte à l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale d'autres Etats;

g) S'abstenir d'introduire ou de maintenir des forces étrangères ou d'établir des bases ou des facilités militaires au Cambodge, à l'exception de ce qui sera autorisé par les Nations Unies pour l'application du règlement politique global;

b) Assurer le respect des droits de l'homme au Cambodge, y compris l'observation des dispositions des instruments internationaux pertinents.

35. Les Etats participants demanderont à tous les autres Etats de reconnaître et de respecter pleinement l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge et de s'abstenir de toute action incompatible avec ces principes.

36. En cas de violation ou de menace de violation de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la neutralité et de l'unité nationale du Cambodge, ou de l'un des autres engagements ci-inclus, y compris ceux qui se rapportent aux droits de l'homme, les Etats participants entreprendront immédiatement des consultations appropriées en vue de prendre toute mesure de nature à assurer le respect de ces engagements. Ces mesures peuvent comprendre, entre autres, la saisine du Conseil de sécurité des Nations Unies ou le recours aux moyens de règlement pacifique des différends auxquels se réfère l'Article 33 de la Charte des Nations Unies. Les Etats participants peuvent aussi recourir aux bons offices des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge.

Document 3

Lettre datée du 11 septembre 1990, adressée par la France et l'Indonésie en tant que coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, transmettant la déclaration commune de la Réunion officieuse sur le Cambodge qui s'est tenue les 9 et 10 septembre 1990 à Jakarta

A/45/490-S/21732, 17 septembre 1990

En tant que coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la déclaration commune de la Réunion officieuse sur le Cambodge (9 et 10 septembre 1990) publiée à Jakarta le 10 septembre 1990 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 32 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Pierre-Louis BLANC

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de l'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nana S. SUTRESNA

Annexe

Déclaration commune de la Réunion officieuse sur le Cambodge, publiée à Jakarta le 10 septembre 1990

Dans l'exercice du mandat que leur a confié la Conférence internationale sur le Cambodge tenue à Paris du 30 juillet au 30 août 1989, les deux Coprésidents ont convoqué à Jakarta les 9 et 10 septembre 1990 une réunion officieuse des parties cambodgiennes. L'objectif de la Réunion était de connaître les vues des parties cambodgiennes pour ce qui est d'accepter et d'appuyer le cadre de règlement global adopté par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU à New York le 28 août 1990 ainsi que de mettre la dernière main à la formation du Conseil national suprême (CNS).

Les parties cambodgiennes ont accepté dans sa totalité le document-cadre formulé par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité comme base du règlement du conflit cambodgien et elles se sont engagées, en pleine coopération avec tous les autres participants à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, à étoffer ce cadre en vue d'un règlement politique global selon le processus fixé par la Conférence de Paris.

Dans ce contexte, les parties cambodgiennes ont étudié la question de la formation du Conseil national suprême du Cambodge et ont accepté la nature et les fonctions de ce conseil stipulées dans le document des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Elles ont en particulier décidé de ce qui suit :

a) Le CNS est l'unique organe légitime et la seule source d'autorité incarnant pendant toute la période de transition l'indépendance, la souveraineté et l'unité du Cambodge;

b) Le CNS est composé de personnalités représentatives de l'autorité reconnue au sein du peuple cambodgien et reflétant tous les courants d'opinion qui s'y manifestent;

c) Le CNS représentera le Cambodge à l'extérieur et occupera le siège du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies, dans les institutions spécialisées des Na-

tions Unies et dans les autres institutions et conférences internationales;

d) Au moment de la signature du règlement global le CNS déléguera à l'Organisation des Nations Unies tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la mise en œuvre dudit règlement, y compris ceux ayant trait à la conduite d'élections libres et régulières et aux aspects de l'administration du Cambodge qui y sont liées;

e) Le CNS prendra toutes ses décisions par consensus.

En conséquence, les parties cambodgiennes acceptent de former le CNS, qui sera composé comme suit* :

1. M. Chau Sen Coosal
2. M. Chem Snguon
3. M. Hor Namhong
4. M. Hun Sen
5. M. Leng Mouly
6. M. Khieu Samphan
7. M. Kong Som Ol
8. M. Prince Norodom Ranariddh
9. M. Sin Song
10. M. Son Sann
11. M. Son Sen
12. M. Tea Banh

Les parties cambodgiennes acceptent en outre la proposition de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk telle qu'il l'a formulée dans sa déclaration du 8 septembre 1990, à savoir que si les douze membres du CNS le désirent, ils peuvent élire un président du CNS, qui en serait alors le treizième membre.

Le CNS tiendra sa première session dès que possible.

Les deux Coprésidents ont décidé de tenir des consultations avec tous les autres participants à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge en vue de reconvoquer celle-ci à une date aussi proche que possible.

* Par décision des deux Coprésidents et pour des raisons pratiques, cette liste a été établie dans l'ordre alphabétique et non par âge, comme ce fut le cas à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge.

Document 4

Résolution du Conseil de sécurité sur le règlement de la situation au Cambodge

S/RES/668, 20 septembre 1990

Le Conseil de sécurité,

Convaincu qu'il importe de trouver une solution pacifique, rapide, juste et durable au conflit cambodgien,

Notant que la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, qui s'est réunie du 30 juillet au 30 août 1989, a progressé dans l'élaboration de nombre des éléments nécessaires à un règlement politique d'ensemble,

Prenant note avec satisfaction des efforts que poursuivent la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, efforts qui ont abouti à l'établissement du cadre de règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien, dont le texte est reproduit dans le document S/21689 du Conseil de sécurité[1],

Prenant note avec satisfaction également des efforts déployés par les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les autres pays associés à la recherche d'un règlement politique d'ensemble,

Prenant note en outre avec satisfaction des efforts déployés par l'Indonésie et par la France, en tant que coprésidents de la Conférence de Paris, ainsi que par tous les participants à cette conférence, en vue de faciliter le rétablissement de la paix au Cambodge,

Notant que ces efforts visent à permettre au peuple cambodgien d'exercer son droit inaliénable à disposer de lui-même par le biais d'élections libres et équitables organisées et menées à bien par l'Organisation des Nations Unies, dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge,

1. *Approuve* le cadre de règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien[1] et encourage les efforts que la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques poursuivent à cet égard;

2. *Se félicite* que toutes les parties cambodgiennes aient accepté ce cadre dans son intégralité comme base de règlement du conflit cambodgien, lors de la réunion officieuse qu'elles ont tenue à Jakarta le 10 septembre 1990, et qu'elles aient déclaré leur intention d'y adhérer;

3. *Se félicite en outre* que les parties cambodgiennes se soient engagées à transformer ce cadre en un règlement politique d'ensemble, en pleine coopération avec tous les autres participants à la Conférence de Paris et au moyen des mécanismes de la Conférence;

4. *Se félicite en particulier* de l'accord auquel les parties cambodgiennes sont parvenues à Jakarta[2], touchant la constitution d'un Conseil national suprême en

[1] S/21689 (Document 2).
[2] S/21732 (Document 3).

tant qu'organe légitime unique et seule source d'autorité incarnant l'indépendance, la souveraineté nationale et l'unité du Cambodge pendant toute la période de transition;

5. *Prie instamment* les membres du Conseil national suprême, agissant en pleine conformité avec le cadre de règlement politique d'ensemble, d'élire le Président du Conseil dans les meilleurs délais, en vue d'assurer l'application de l'accord visé au paragraphe 4 ci-dessus;

6. *Note* que le Conseil national suprême représentera donc le Cambodge sur le plan extérieur et qu'il désignera les représentants qui occuperont le siège du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies, dans les institutions spécialisées des Nations Unies, dans les autres institutions internationales et dans les conférences internationales;

7. *Demande instamment* à toutes les parties au conflit de faire preuve de la plus grande retenue de façon que puisse s'instaurer le climat de paix nécessaire pour faciliter l'élaboration et la mise en œuvre d'un règlement politique d'ensemble;

8. *Demande* aux Coprésidents de la Conférence de Paris d'intensifier leurs consultations en vue de convoquer de nouveau la conférence, afin qu'elle élabore et adopte le règlement politique d'ensemble et qu'elle établisse un plan de mise en oeuvre détaillé, conformément au cadre susmentionné;

9. *Prie instamment* le Conseil national suprême, tous les Cambodgiens, ainsi que toutes les parties au conflit de coopérer pleinement à ce processus;

10. *Encourage* le Secrétaire général, agissant dans le contexte des préparatifs en vue d'une nouvelle réunion de la Conférence de Paris et sur la base de la présente résolution, à continuer de mener des études préparatoires afin de déterminer les ressources nécessaires pour permettre à l'ONU de jouer son rôle, ainsi que le calendrier et autres considérations ayant un rapport avec ce rôle;

11. *Demande* à tous les Etats d'apporter leur soutien à la réalisation du règlement politique d'ensemble dont les éléments sont exposés dans le cadre susmentionné.

Document 5

Lettre datée du 29 novembre 1990, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué des cinq membres permanents du Conseil de sécurité concernant le règlement de la situation au Cambodge, publié à l'issue de la Conférence de Paris, 23-26 novembre 1990

A/45/829-S/21985, 6 décembre 1990

En tant que coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le Communiqué publié à Paris le 26 novembre 1990 par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire publier cette lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 32 de son ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Pierre-Louis BLANC

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Nana S. SUTRESNA

Annexe

Communiqué

1. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies se sont réunis à Paris du 23 au 26 novembre 1990 en vue de contribuer aux efforts des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge visant à élaborer un règlement politique global du conflit cambodgien. L'ambassadeur Nana Sutresna, représentant permanent de l'Indonésie auprès des Nations Unies, en tant que représentant de M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères d'Indonésie, coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge, et M. Rafeeuddin Ahmed, secrétaire général adjoint des Nations Unies, se sont joints à eux.

2. La réunion a permis d'examiner les résultats positifs de la réunion du groupe de travail qui s'est tenue à Jakarta les 9 et 10 novembre sous la présidence des deux Coprésidents de la Conférence de Paris. S'appuyant sur les travaux des consultations de Jakarta, et prenant en compte les contributions écrites de plusieurs pays membres de la CPC, les deux Coprésidents et les Cinq sont

parvenus à un consensus sur un projet de règlement politique global, à partir de l'accord-cadre du 28 août 1990, tel qu'approuvé par le Conseil de sécurité des Nations Unies dans sa résolution 668 et par l'Assemblée générale, le 15 octobre, par acclamation.

Ce document contient un projet d'accord couvrant les principaux aspects du règlement ainsi que des annexes traitant respectivement : des propositions de mandat de l'APRONUC; du retrait, du cessez-le-feu et des mesures connexes; des élections; du rapatriement des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens; et des principes pour une nouvelle Constitution du Cambodge. Un projet d'accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge, ainsi qu'un projet de déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge ont également été élaborés.

3. Les deux Coprésidents et les Cinq ont ainsi satisfait à la première condition nécessaire à une reconvocation fructueuse de la Conférence de Paris sur le Cambodge.

Les deux Coprésidents sont maintenant à même de présenter au Comité de coordination de la CPC un projet d'accord qui pourrait, après examen par le Comité, être soumis à la Conférence en vue de son adoption au niveau ministériel.

4. A la lumière des résultats positifs auxquels est parvenue la présente réunion, il est à présent urgent que les Cambodgiens eux-mêmes apportent leur contribution à ce processus à travers le canal du CNS. En conséquence, les Coprésidents et les Cinq demandent très instamment aux Cambodgiens de faire en sorte que le CNS fonctionne pleinement, pour permettre la reconvocation de la Conférence de Paris.

5. Les deux Coprésidents et les Cinq ont pris note de la présence à Paris du prince Sihanouk et ont exprimé leur ferme espoir que les membres du CNS résolvent rapidement avec lui les principales questions qui ont jusqu'ici empêché le CNS de jouer le rôle qui lui revient dans le processus de règlement. Les Cinq se sont félicités de la disposition des deux Coprésidents à rencontrer à Paris un CNS en mesure de fonctionner pour expliquer le contenu du projet d'accord et rechercher le soutien de ses membres à ce projet et à sa mise en œuvre.

6. Les deux Coprésidents et les Cinq estiment qu'il est maintenant urgent de résoudre le problème de la direction du Conseil national suprême. Les Cinq ont réaffirmé que si le prince Sihanouk était élu président, ils se féliciteraient de cette décision. Ils considèrent que les questions connexes, y compris celle de l'éventuel élargissement du CNS et celle de la vice-présidence, devraient être réglées par les Cambodgiens eux-mêmes grâce à des consultations au cours desquelles ils feraient preuve de souplesse et d'esprit de réconciliation nationale. Ils s'attendent à ce que, si le prince Sihanouk était élu président, lui-même et les autres membres du Conseil national suprême abordent ces questions dans un tel esprit.

7. Les Coprésidents, les Cinq et le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies demandent à toutes les parties au conflit de faire preuve d'un maximum de retenue de manière à ce que la Conférence de Paris sur le Cambodge puisse être reconvoquée dans un climat pacifique.

Paris, le 26 novembre 1990

Document 6

Lettre datée du 8 janvier 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué final publié à l'issue d'une réunion entre les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et le Conseil national suprême du Cambodge, qui s'est tenue à Paris du 21 au 23 décembre 1990

A/46/61-S/22059, 11 janvier 1991

Comme vous le savez, M. Roland Dumas et M. Ali Alatas, coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, ont tenu à Paris, du 21 au 23 décembre 1990, une réunion avec les 12 membres du Conseil national suprême du Cambodge (CNS), à laquelle participait également votre représentant, M. Rafeeuddin Ahmed.

En tant que représentants des deux Coprésidents, nous avons l'honneur de vous transmettre sous ce pli le communiqué final qui a été publié à l'issue de cette rencontre (voir annexe I). Nous vous adressons également ci-joint les projets d'accord sur un règlement politique d'ensemble élaborés par les deux Coprésidents et les membres permanents du Conseil de sécurité, qui ont été présentés formellement aux membres du Conseil national suprême lors de la réunion précitée des 21 au 23 décembre (voir annexe II). Ces projets seront examinés par le Comité de coordination de la Conférence de Paris sur le Cambodge, qui sera reconvoqué dès que les conditions permettant d'escompter un succès seront réunies.

Nous vous transmettons enfin une note explicative informelle portant sur certaines dispositions de ces textes, qui a été fournie lors de la réunion de décembre (voir annexe III).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire publier le texte de cette lettre et ses annexes comme document de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé « La situation au Cambodge », et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Pierre-Louis BLANC

L'Ambassadeur
Représentant permanent de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) NANA S. SUTRESNA

Annexe I

Communiqué final

Les deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge (CPC), M. Roland Dumas et M. Ali Alatas, ont convoqué une réunion à Paris du 21 au 23 décembre 1990, en vue de tenir des consultations avec les douze membres du Conseil national suprême (CNS)*. M. Rafeeuddin Ahmed, représentant du Secrétaire général des Nations Unies, était présent. Les Coprésidents ont présenté formellement aux membres du Conseil national suprême les projets d'accord sur un règlement politique d'ensemble élaborés par les deux Coprésidents et les membres permanents du Conseil de sécurité le 26 novembre dernier. Les membres du Conseil national suprême ont ensuite exprimé leurs points de vue sur ces textes.

A la demande de membres du CNS, une note explicative informelle portant sur certaines dispositions des textes a été fournie.

Durant la discussion, les membres du Conseil national suprême ont réitéré leur acceptation du document-cadre des Cinq dans sa totalité comme la base du règlement du conflit au Cambodge.

S'agissant des projets d'accord du 26 novembre dernier, un accord s'est dégagé sur la plupart des points fondamentaux. Les questions restantes seront discutées plus avant au Comité de coordination et parmi les membres du CNS, en tenant compte des points de vue exprimés par les membres du CNS. Il a été convenu que ces textes seraient transmis, avec la note explicative au Comité de coordination de la CPC, qui devrait être reconvoqué à une date prochaine.

Les deux Coprésidents, les douze membres du Conseil national suprême et le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies sont convenus qu'une condition importante pour la reconvocation de la Conférence de Paris sur le Cambodge dans un climat propice à la réconciliation nationale, était que l'ensemble des parties au conflit fasse preuve d'une réelle retenue sur le champ de bataille.

Annexe II

Proposition de structure pour les Accords sur un règlement politique global du conflit cambodgien

I. ACTE FINAL

II. ACCORD SUR UN RÈGLEMENT POLITIQUE GLOBAL DU CONFLIT CAMBODGIEN

ANNEXES

1) Mandat proposé pour l'APRONUC
   a) Administration civile
   b) Fonctions militaires
   c) Elections
   d) Droits de l'homme
2) Retrait, cessez-le-feu et mesures connexes
3) Elections
4) Rapatriement des réfugiés cambodgiens et des personnes déplacées
5) Principes pour une nouvelle Constitution du Cambodge

III. ACCORD RELATIF À LA SOUVERAINETÉ, L'INDÉPENDANCE, L'INTÉGRITE ET L'INVIOLABILITÉ TERRITORIALES, LA NEUTRALITÉ ET L'UNITÉ NATIONALE DU CAMBODGE

IV. DÉCLARATION SUR LE RELÈVEMENT ET LA RECONSTRUCTION DU CAMBODGE

II. ACCORD SUR UN RÈGLEMENT POLITIQUE GLOBAL DU CONFLIT CAMBODGIEN

Les Etats participants à la Conférence de Paris sur le Cambodge, à savoir l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, la République de l'Inde, la République d'Indonésie,

*Composition du CNS (Par ordre alphabétique)
M. CHAU SEN COOSAL
M. CHEM SNGUON
M. HOR NAM HONG
M. HUN SEN
M. IENG MOULY
M. KHIEU SAMPHAN
M. KONG SOM OL
Prince NORODOM RANARIDDH
M. SIN SONG
M. SON SANN
M. SON SEN
M. TEA BANH

le Japon, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la République des Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Singapour, le Royaume de Thaïlande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste du Viet Nam et la République fédérale socialiste de Yougoslavie,

En présence du Secrétaire général des Nations Unies,

Afin de maintenir, préserver et défendre la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge,

Désireux de restaurer et de maintenir la paix au Cambodge, de promouvoir la réconciliation nationale et d'assurer au peuple cambodgien l'exercice de son droit à l'autodétermination par la voie d'élections libres et équitables,

Convaincus que seul un règlement politique global du conflit cambodgien sera juste et durable et contribuera à la paix et la sécurité régionales et internationales,

Notant la formation du Conseil national suprême du Cambodge comme organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge, dans lequel, pendant la période de transition, la souveraineté et l'unité nationale sont incarnées et qui représente le Cambodge à l'extérieur,

Reconnaissant qu'un rôle étendu des Nations Unies nécessite l'établissement d'une autorité provisoire des Nations Unies pour le Cambodge (APRONUC) disposant d'une composante militaire et d'une composante civile qui agira dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge,

Accueillant favorablement la déclaration publiée à l'issue de la réunion tenue à Jakarta le 10 septembre 1990,

Accueillant favorablement la résolution 668 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies du 20 septembre 1990 et la résolution 45/3 de l'Assemblée générale du 15 octobre 1990 sur le Cambodge,

Reconnaissant que l'histoire tragique récente du Cambodge appelle des mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme et le non-retour à la politique et aux pratiques du passé,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

Arrangements durant la période de transition

Chapitre I

Période de transition

Article 1

Aux fins du présent Accord, la période de transition commence avec l'entrée en vigueur du présent Accord et prendra fin lorsque l'Assemblée constituante élue par la voie d'élections libres et équitables, organisées et certifiées par les Nations Unies, aura approuvé la Constitution, se sera transformée en Assemblée législative, et qu'un nouveau gouvernement aura ensuite été formé.

Chapitre II

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

Article 2

1. Les Signataires invitent le Conseil de sécurité des Nations Unies à créer une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (ci-après dénommée « APRONUC ») disposant de composantes militaire et civile sous la responsabilité directe du Secrétaire général des Nations Unies. A cet effet, le Secrétaire général pourra désigner un représentant spécial pour agir en son nom.

2. Les Signataires invitent en outre le Conseil de sécurité des Nations Unies à doter l'APRONUC du mandat défini à l'annexe I et d'en contrôler de manière continue la mise en œuvre grâce à des rapports réguliers soumis par le Secrétaire général.

Chapitre III

Conseil national suprême

Article 3

Le Conseil national suprême (ci-après dénommé « le CNS ») est l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge : il incarne pendant la période de transition l'indépendance, la souveraineté et l'unité du Cambodge.

Article 4

Les membres du CNS s'engagent à ce que se tiennent des élections libres et équitables organisées et conduites par les Nations Unies, qui permettront la formation d'un nouveau gouvernement légitime.

Article 5

Pendant la période de transition, le CNS représente le Cambodge à l'extérieur et occupe le siège du Cambodge aux Nations Unies, dans les institutions spécialisées des Nations Unies et dans les autres institutions et conférences internationales.

Article 6

Le CNS délègue par le présent Accord aux Nations Unies tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de cet Accord, dans les conditions prévues à l'annexe I.

Afin d'assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections générales libres et équitables, les institutions, organismes et services administratifs qui pourraient influer directement sur le résultat des élections seront placés sous la supervision ou le contrôle direct des Nations Unies. Dans ce contexte une attention particulière sera accordée aux affaires étrangères, à la défense nationale, aux finances, à la sécurité publique et à l'information. Pour refléter l'importance de ces sujets, l'APRONUC exercera tout le contrôle nécessaire pour

assurer la stricte neutralité des organismes qui en sont responsables. Les Nations Unies, en consultation avec le CNS, identifieront quels institutions, organismes et services pourraient continuer à fonctionner afin d'assurer la vie quotidienne normale dans le pays.

Article 7

Les relations entre le CNS, l'APRONUC et les structures administratives existantes sont décrites dans l'annexe I.

Chapitre IV

Retrait des forces étrangères et sa vérification

Article 8

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, toutes les catégories de forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers demeurant au Cambodge ainsi que leurs armes, munitions et équipements seront immédiatement retirés du Cambodge et n'y seront pas renvoyés. Ce retrait et ce non-retour seront soumis à la vérification de l'APRONUC, conformément à l'annexe 2.

Chapitre V

Cessez-le-feu et arrêt des fournitures d'armes

Article 9

Le cessez-le-feu prendra effet au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord. Toutes les forces se désengageront et s'abstiendront immédiatement de tout acte d'hostilité et de tout déploiement, mouvement ou action susceptible d'étendre le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourrait conduire à une reprise des combats.

Les Signataires invitent par le présent traité le Conseil de sécurité des Nations Unies à demander au Secrétaire général d'apporter ses bons offices pour prêter assistance à ce processus jusqu'au moment où la composante militaire de l'APRONUC sera en mesure de le surveiller, de le contrôler et de le vérifier.

Article 10

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, tout soutien militaire extérieur aux Parties cambodgiennes prendra fin immédiatement.

Article 11

Les arrangements militaires pendant la période de transition visent à établir la sécurité de manière stable et à instaurer la confiance entre les parties au conflit afin de renforcer les objectifs du présent Accord et d'empêcher les risques d'un retour à l'état de guerre.

Des dispositions détaillées concernant la surveillance, le contrôle et la vérification par l'APRONUC du cessez-le-feu et des arrangements connexes comprenant la vérification du retrait des forces étrangères, le regroupement, le cantonnement et le sort final de toutes les forces cambodgiennes et de leurs armes pendant la période transitoire sont prévues à l'annexe 1, section B, et à l'annexe 2.

PARTIE II

Elections

Article 12

Le peuple cambodgien a le droit de déterminer son propre avenir politique par la voie de l'élection libre et équitable d'une Assemblée constituante qui élaborera et approuvera une nouvelle constitution cambodgienne en conformité avec l'article 23, puis se transformera en Assemblée législative qui formera un nouveau gouvernement cambodgien. Ces élections se tiendront sous les auspices des Nations Unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge.

Article 13

L'APRONUC sera responsable de l'organisation et de la conduite de ces élections conformément aux dispositions de l'annexe 1, section C, et de l'annexe 3.

Article 14

Tous les Signataires s'engagent à respecter le résultat de ces élections dès lors qu'elles auront été certifiées libres et équitables par les Nations Unies.

PARTIE III

Droits de l'homme

Article 15

1. Toutes les personnes se trouvant au Cambodge et tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens jouiront des droits et des libertés formulés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

2. A cette fin,

a) Le Cambodge s'engage à :

— Assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge;

— Soutenir le droit de tous les citoyens cambodgiens d'entreprendre des activités visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

— Prendre des mesures efficaces pour assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé;

— Adhérer aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

b) Les autres Signataires du présent Accord s'engagent à promouvoir et encourager au Cambodge le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales formulés par les instruments internationaux pertinents afin, en particulier, d'empêcher que de nouvelles atteintes aux droits de l'homme se produisent.

Article 16

L'APRONUC aura pour mission pendant la période de transition de favoriser un environnement où le respect des droits de l'homme sera assuré, conformément aux dispositions de l'annexe 1, section D.

Article 17

Après la fin de la période de transition, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait continuer à superviser étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris, si cela est nécessaire, en nommant un rapporteur spécial qui présenterait dans un rapport annuel ses conclusions à la Commission et à l'Assemblée générale.

PARTIE IV

Garanties internationales

Article 18

Le Cambodge s'engage à maintenir, préserver et défendre, et les autres Signataires s'engagent à reconnaître et à respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge ainsi que le prévoit un accord séparé.

PARTIE V

Réfugiés et personnes déplacées

Article 19

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, tous les efforts seront faits pour créer au Cambodge des conditions politiques, économiques et sociales conduisant au retour volontaire et à l'intégration harmonieuse des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens.

Article 20

1) Les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens, situés en dehors du Cambodge, auront le droit de retourner au Cambodge et d'y vivre en sécurité et dans la dignité, libres de toute forme d'intimidation ou de contrainte.

2) Les Signataires demandent au Secrétaire général des Nations Unies de faciliter le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens dans la sécurité et la dignité. Ce rapatriement constitue une partie intégrante de l'Accord global et se déroulera sous la complète autorité du Représentant spécial du Secrétaire général, en conformité avec les orientations et les principes relatifs au rapatriement des réfugiés et personnes déplacées énoncés à l'annexe 4.

PARTIE VI

Libération des prisonniers de guerre et des internés civils

Article 21

La libération de tous les prisonniers de guerre et internés civils sera menée à bien dans les délais les plus brefs sous la direction du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en coordination avec l'APRONUC, et avec, en tant que de besoin, l'assistance d'autres organisations humanitaires internationales compétentes et des Signataires.

Article 22

L'expression « interné civil » désigne toute personne n'étant pas prisonnier de guerre et qui, ayant participé sous une forme ou sous une autre à la lutte armée ou politique, a été arrêtée et détenue par l'une quelconque des Parties en raison de cette participation.

PARTIE VII

Principes pour une nouvelle constitution du Cambodge

Article 23

Les principes fondamentaux contenus dans la nouvelle Constitution du Cambodge, y compris ceux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'au statut de neutralité du Cambodge, sont énoncés à l'annexe 5.

PARTIE VIII

Relèvement et reconstruction

Article 24

Les Signataires demandent instamment à la communauté internationale d'approter le soutien économique et financier nécessaire au relèvement et à la reconstruction du Cambodge dans les conditions prévues dans une déclaration séparée.

PARTIE IX

Dispositions finales

Article 25

Les Signataires, de bonne foi et dans un esprit de coopération, résoudront par des moyens pacifiques tout différend relatif à l'application du présent Accord.

Article 26

Les Signataires demandent aux autres Etats, aux organisations internationales et autres organismes de coopérer et d'aider à la mise en oeuvre du présent Accord et à l'accomplissement par l'APRONUC de son mandat.

Article 27

Les Signataires apporteront leur entière coopération à l'Organisation des Nations Unies pour assurer la mise en œuvre de son mandat y compris en lui accordant des privilèges et immunités et en assurant et en facilitant la liberté de mouvement et de communication dans et à travers leur territoire.

Article 28

1) Les Signataires se conformeront de bonne foi à tous les engagements pris dans le présent Accord. Ils apporteront leur entière coopération à l'APRONUC, notamment en fournissant toutes les informations dont elle aura besoin pour l'accomplissement de son mandat.

2) Il est entendu que la signature des membres du CNS au nom du Cambodge vaut engagement de toutes les Parties cambodgiennes et forces armées cambodgiennes de respecter les dispositions du présent Accord.

Article 29

Sans préjudice des prérogatives du Conseil de sécurité des Nations Unies, et sur demande du Secrétaire général, les deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, dans l'éventualité d'une violation ou d'une

menace de violation du présent Accord, engageront immédiatement les consultations nécessaires en vue de prendre les dispositions appropriées pour assurer le respect de ces engagements.

Article 30

Cet Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 31

Cet Accord restera ouvert à l'adhésion de tout autre Etat qui souhaiterait y adhérer. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie. Pour tout Etat qui y adhérera, l'Accord entrera en vigueur à la date du dépôt de ses instruments d'adhésion. Les Etats qui adhéreront seront liés par les mêmes obligations que les Signataires.

Article 32

Les originaux de cet Accord, dont les textes en langues anglaise, chinoise, française, khmère et russe font également foi, seront déposés auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie, qui transmettront des copies certifiées aux gouvernements des autres Etats participant à la Conférence de Paris sur le Cambodge ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT le _____ .

Annexe 1

Projet de mandat de l'APRONUC

Section a) *Administration civile*

1. Conformément à l'article 6 du présent Accord, l'APRONUC exercera tous les pouvoirs nécessaires pour assurer la mise en œuvre du présent accord, y compris ceux relatifs à l'organisation et à la conduite d'élections libres et équitables et aux aspects de l'administration du Cambodge qui y sont liés.

2. Le Conseil national suprême (CNS) donnera des avis à l'APRONUC, qui s'y conformera à condition qu'il y ait consensus entre les membres du CNS et que ces avis soient conformes aux objectifs du présent Accord. Le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera si lesdits avis sont conformes au présent Accord.

En l'absence d'un consensus sur un sujet donné entre les membres du CNS, le Représentant spécial du Secrétaire général devrait faire tout son possible pour parvenir à un consensus sur ce sujet. Au cas où un consensus ne pourrait être trouvé, il appartiendra au Représentant spécial du Secrétaire général de prendre une décision finale, en tenant pleinement compte des vues exprimées par le CNS.

Cette procédure sera utilisée pour résoudre toutes les questions relatives à l'application du présent Accord qui pourraient apparaître entre le Représentant spécial du Secrétaire général et le CNS.

3. Le Représentant spécial du Secrétaire général ou son délégué assistera aux réunions du CNS et de tout organe subsidiaire que celui-ci pourrait établir et donnera à ses membres toutes informations nécessaires sur les décisions prises par l'APRONUC.

4. Conformément à l'article 6 du présent Accord, les institutions, organes et services administratifs traitant des affaires étrangères, de la défense nationale, des finances, de la sécurité publique et de l'information seront tous placés sous le contrôle direct de l'APRONUC qui exercera ce contrôle dans la mesure nécessaire pour en assurer la stricte neutralité. A cet égard, le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera ce qui est nécessaire et pourra émettre, à l'intention des institutions, organes et services administratifs susmentionnés, des directives que ceux-ci seront tenus de respecter. Ces directives seront émises à l'attention de toutes les Parties cambodgiennes qui seront tenues de s'y soumettre.

5. Conformément à l'article 6 du présent Accord, le Représentant spécial du Secrétaire général, en consultation avec le CNS, déterminera quels autres institutions, organes et services administratifs pourraient avoir une influence directe sur le résultat des élections. Ces institutions, organes et services administratifs seront placés sous la supervision ou le contrôle direct de l'APRONUC et se conformeront aux orientations que celle-ci leur donnera.

6. Conformément à l'article 6 du présent Accord, le Représentant spécial du Secrétaire général, en consultation avec le CNS identifiera quels institutions, organes et services administratifs pourraient continuer à fonctionner afin d'assurer une vie quotidienne normale dans le pays sous la supervision de l'APRONUC dans la mesure jugée nécessaire par cette dernière.

7. Conformément à l'article 6 du présent Accord, l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général comprendra le pouvoir de :

a) Installer dans les institutions, organes et services administratifs du personnel des Nations Unies qui aura un accès sans restriction à toutes les activités et informations administratives;

b) Exiger la réaffectation ou la révocation de membres du personnel de ces institutions, organes et services administratifs.

8. En consultation avec le CNS, l'APRONUC supervisera l'application des lois au Cambodge dans toute la mesure où cela sera nécessaire pour garantir le maintien effectif et impartial de l'ordre public et le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

9. Si le Représentant spécial du Secrétaire général le juge nécessaire, l'APRONUC, en consultation avec le CNS, enquêtera sur les plaintes et les allégations concernant les mesures prises par les structures administratives existantes au Cambodge, qui sont incompatibles avec les objectifs du règlement politique global ou qui nuisent à leur réalisation. L'APRONUC sera également habilitée à

entreprendre de telles enquêtes de sa propre initiative. L'APRONUC prendra, si nécesaire, des dispositions correctives appropriées.

Section b) *Fonctions militaires*

1. L'APRONUC supervisera, contrôlera et vérifiera le retrait des troupes étrangères, le cessez-le-feu et les mesures connexes conformément à l'annexe 2, notamment :

a) Le contrôle du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères, conseillers et personnels militaires et leurs armes, munitions et équipements, et leur non-retour au Cambodge;

b) La liaison avec les gouvernements étrangers à propos de tout événement se produisant sur leur territoire ou à proximité qui pourrait mettre en danger la mise en œuvre du présent Accord;

c) Le contrôle de la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes;

d) La localisation et la confiscation des caches d'armes et fournitures militaires dans l'ensemble du pays;

e) L'assistance en matière de déminage et le lancement de programmes de formation en matière de déminage et de programmes de sensibilisation aux mines parmi la population cambodgienne.

2. L'APRONUC supervisera le regroupement et la réinstallation de toutes les forces dans des zones de cantonnement spécifiquement désignées, conformément à un calendrier opérationnel devant être agréé. Pendant que les forces seront dans les cantonnements, l'APRONUC supervisera le stockage de leurs armes sur place.

3. L'APRONUC engagera alors, selon un calendrier déterminé, un processus de maîtrise et de réduction des armements de manière à stabiliser la situation en matière de sécurité et à établir la confiance parmi les parties au conflit.

4. L'APRONUC prendra les dispositions nécessaires concernant le processus de retour à la vie civile de toutes les catégories de forces militaires des Parties, conformément à l'annexe 2.

5. L'APRONUC prêtera, en tant que de besoin, assistance au Comité international de la Croix-Rouge pour la libération de tous les prisonniers de guerre et de tous les internés civils.

Section c) *Elections*

1. L'APRONUC organisera et conduira les élections visées dans la partie II du présent Accord conformément à la présente section et à l'annexe 3.

2. L'APRONUC pourra consulter le CNS à propos de l'organisation et de la conduite du processus électoral.

3. Dans l'exercice de ses responsabilités concernant le processus électoral, l'APRONUC sera notamment chargée de :

a) La mise en place, en consultation avec le CNS, d'un ensemble de lois, procédures et mesures administratives nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables au Cambodge, y compris l'adoption d'une loi électorale et d'un code de conduite réglementant la participation aux élections d'une manière compatible avec le respect des droits de l'homme et interdisant la contrainte ou l'exercice de pressions financières de nature à influencer le choix des électeurs;

b) La suspension ou l'abrogation, en consultation avec le CNS, des dispositions des lois actuelles qui pourraient aller à l'encontre des buts et objectifs du présent Accord;

c) La conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation des électeurs, couvrant tous les aspects des élections, pour appuyer le processus électoral;

d) La conception et la mise en œuvre d'un système d'inscription sur les listes électorales, en tant que première phase du processus électoral, de manière à garantir que les électeurs autorisés à voter auront la possibilité de s'inscrire sur lesdites listes, et par la suite de l'établissement de listes électorales vérifiées;

e) La conception et la mise en œuvre d'un système d'enregistrement des partis politiques et des listes de candidats;

f) La garantie d'un accès équitable aux moyens d'information, y compris la presse, la télévision et la radio, pour tous les partis politiques présentant des candidats aux élections;

g) L'adoption et l'application des mesures pour surveiller et faciliter la participation des Cambodgiens aux élections, à la campagne électorale et aux procédures de vote;

h) La conception et la mise en œuvre d'un système de vote qui garantisse que les électeurs inscrits sur les listes électorales auront la possibilité de voter;

i) La mise en place de dispositions coordonnées, en consultation avec le CNS, pour faciliter la présence d'observateurs étrangers souhaitant observer la campagne et le déroulement du scrutin;

j) La conduite générale du scrutin et du dépouillement;

k) L'identification des plaintes faisant état d'irrégularités électorales, l'instruction desdites plaintes, et la prise de mesures adéquates pour mettre fin à ces irrégularités;

l) La détermination du caractère libre et équitable ou non des élections et, en cas de conclusion positive, la certification de la liste des personnes régulièrement élues.

4. Dans l'exercice de ses responsabilités au titre de la présente section, l'APRONUC établira un système de garanties pour l'aider à assurer l'absence de fraude durant le processus électoral, notamment en prenant des dispositions pour permettre à des représentants cambodgiens d'observer les procédures d'inscription sur les listes électorales et de scrutin, et en mettant en place un mécanisme de l'APRONUC pour recevoir les plaintes et statuer sur celles-ci.

5. Le calendrier du processus électoral sera fixé par l'APRONUC, en consultation avec le CNS, comme le

prévoit le paragraphe 2 de la présente section. La durée du processus électoral sera de ... mois.

6. A l'occasion de l'organisation et de la conduite du processus électoral, l'APRONUC n'épargnera aucun effort pour garantir que le système et les procédures adoptés soient absolument impartiaux et que les arrangements opérationnels retenus soient aussi simples administrativement et aussi efficaces que possible.

Section d) *Droits de l'homme*

Conformément à l'article 16 du présent Accord, l'APRONUC prendra des dispositions pour :

a) La mise au point et l'application d'un programme d'éducation en matière de droits de l'homme afin de promouvoir le respect et la compréhension des droits de l'homme;

b) La surveillance générale, en matière des droits de l'homme, de tous les aspects de l'administration transitoire;

c) L'instruction des plaintes faisant état de violations des droits de l'homme, et, le cas échéant, la prise de mesures pour mettre fin à ces violations.

Annexe 2

*Retrait, cessez-le-feu et mesures connexes**

Article I

Cessez-le-feu

1. Toutes les Parties cambodgiennes (ci-après dénommées « les Parties ») s'engagent à respecter un cessez-le-feu général sur terre, sur l'eau et dans les airs. Ce cessez-le-feu sera appliqué en deux phases. Durant une première phase, le cessez-le-feu sera observé avec l'aide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moyen de ses bons offices. Durant une deuxième phase, qui devrait commencer aussitôt que possible, le cessez-le-feu sera surveillé, contrôlé et vérifié par l'APRONUC. Le commandant de la composante militaire de l'APRONUC, en consultation avec les Parties, déterminera l'heure et la date exactes d'entrée en vigueur de la deuxième phase. Cette date sera arrêtée quatre semaines au moins avant l'entrée en vigueur de cette deuxième phase.

2. Les Parties s'engagent, dès la signature du présent Accord, à observer un cessez-le-feu et à donner ordre à leurs forces armées de se désengager et de s'abstenir de tout déploiement, mouvement ou action qui étendraient le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à une reprise des combats; ordre qu'elles devront exécuter immédiatement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Il est entendu que le terme « forces » englobe toutes les forces régulières, forces provinciales, forces de district, forces paramilitaires et autres forces auxiliaires. Durant la première phase, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies offrira ses bons offices aux Parties pour les aider à observer le cessez-le-feu. Les Parties s'engagent à coopérer à cet égard avec le Secrétaire général ou avec les représentants qu'il désignera à cet effet dans l'exercice de ses bons offices.

3. Les Parties conviennent de fournir à l'Organisation des Nations Unies, dès la signature du présent Accord, les renseignements suivants :

a) Effectif total de leurs forces, organisation de celles-ci, indication précise du nombre et de la localisation de leurs lieux de déploiement à l'intérieur et à l'extérieur du territoire cambodgien. Le déploiement sera représenté sur une carte où seront marqués tous les emplacements de positions militaires, occupées ou non, y compris les camps de stationnement, les bases et les routes de ravitaillement;

b) Liste complète des armes, munitions et matériel détenus par leurs forces et emplacements exacts où sont déployés ces armes, munitions et équipement;

c) Etat détaillé de leurs champs de mines, avec mention notamment des catégories de mines posées et de leurs caractéristiques et indication des pièges utilisés par elles ainsi que tous renseignements dont elles disposeraient sur les champs de mines posées ou les pièges utilisés par les autres Parties.

4. Dès son arrivée au Cambodge, et au plus tard quatre semaines avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC mettra au point, en consultation avec les Parties, un plan définitif de l'APRONUC pour le regroupement et le cantonnement des forces des Parties et le stockage de leurs armes, munitions et équipement sous la surveillance de l'APRONUC. Le plan précisera l'emplacement des zones de regroupement et de cantonnement ainsi qu'un calendrier agréé. Les zones de cantonnement seront prévues pour accueillir des effectifs de la taille d'un bataillon ou plus.

5. Les Parties s'engagent à prendre des dispositions pour informer leurs forces, par tous les moyens de communication possibles, deux semaines au moins avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase, de la date et de l'heure convenues pour l'entrée en vigueur de la deuxième phase, et pour les informer du plan convenu pour leur regroupement et leur cantonnement et le stockage de leurs armes, munitions et équipement et en particulier de l'emplacement exact des zones de regroupement où les forces doivent se présenter. Ces renseignements continueront d'être diffusés pendant une période de quatre semaines après l'entrée en vigueur de la deuxième phase.

6. Les Parties observeront scrupuleusement le cessez-le-feu et s'abstiendront de reprendre quelque hostilité que ce soit sur terre, sur l'eau ou dans les airs. Les commandants de leurs forces armées veilleront à ce que toutes les troupes qu'ils commandent restent sur leurs positions

* Tous les délais mentionnés dans cette annexe sont donnés à titre indicatif, tels que fournis par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

respectives, en attendant de se rendre dans les zones de regroupement désignées, et s'abstiennent de tout déploiement, mouvement ou action qui étendraient le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à une reprise des combats.

Article II

Dispositif de liaison et groupe de travail militaire mixte

Afin de résoudre les problèmes que pourrait soulever éventuellement le respect du cessez-le-feu, un groupe de travail militaire mixte (GTMM), qui aura à sa tête le commandant de la composante militaire de l'APRONUC ou son représentant, sera constitué. Chacune des Parties s'engage à désigner, au plus tard une semaine avant la date d'entrée en vigueur de la deuxième phase, un officier ayant au moins le grade de général de brigade pour siéger au GTMM. La composition, le mode de fonctionnement et les lieux de réunion du groupe seront déterminés par le commandant de la composante militaire de l'APRONUC, en consultation avec les Parties, avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Des dispositifs de liaison analogues seront mis en place à des niveaux hiérarchiques militaires inférieurs pour résoudre les problèmes concrets qui se poseraient sur le terrain.

Article III

Regroupement et cantonnement des forces des Parties et stockage de leurs armes, munitions et équipement

1. Conformément au calendrier opérationnel mentionné au paragraphe 4 de l'article I, toutes les forces des Parties qui ne se trouveraient pas déjà dans des zones de cantonnement désignées se rendront dans des zones de regroupement désignées, qui seront établies et dirigées par la composante militaire de l'APRONUC. Ces zones de regroupement seront établies et seront en état de fonctionner au plus tard une semaine avant la date d'entrée en vigueur de la deuxième phase. Les Parties s'engagent à faire en sorte que toutes leurs forces, avec toutes leurs armes, munitions et équipement, se rendent dans les zones de regroupement dans les deux semaines qui suivront l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Tous les membres des forces qui se seront présentés dans les zones de regroupement seront ultérieurement conduits sous escorte par le personnel de la composante militaire de l'APRONUC, avec leurs armes, munitions et équipement, dans les zones de cantonnement désignées. Toutes les Parties conviennent de veiller à ce que les membres des différentes forces qui se rendront dans les zones de regroupement aient la possibilité de le faire en toute sécurité et sans encombre.

2. Sur la base des renseignements fournis aux dispositions du paragraphe 3 de l'article I de la présente annexe, l'APRONUC confirmera que les processus de regroupement et de cantonnement ont été menés à bien conformément au plan mentionné au paragraphe 4 de l'article I de la présente annexe. L'APRONUC s'efforcera de mener ces processus à leur terme dans les quatre semaines qui suivront l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Une fois achevés d'abord le regroupement de toutes les forces, puis leur transfert dans les zones de cantonnement, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC portera ces faits à la connaissance des quatre Parties.

3. Les Parties conviennent qu'une fois arrivés dans les zones de cantonnement désignées, les membres de leurs forces recevront ordre de leur commandant de remettre la totalité de leurs armes, munitions et équipement pour être stockés sur place sous leur propre garde. Dès la confirmation donnée par l'APRONUC de l'achèvement de l'opération de cantonnement de toutes les forces, ces armes, munitions et équipement seront remis à l'APRONUC pour être stockés sur place sous sa garde.

4. L'APRONUC contrôlera les armes, munitions et matériel qui lui auront été remis au regard des listes mentionnées au paragraphe 3, *b* de l'article I de la présente annexe, pour s'assurer que la totalité des armes, des munitions et de l'équipement détenus par les Parties ont bien été mis sous sa garde.

Article IV

Ravitaillement des forces pendant la durée du cantonnement

La composante militaire de l'APRONUC surveillera le ravitaillement de toutes les forces des Parties pendant la mise en œuvre des processus de regroupement et de cantonnement. Ce ravitaillement sera limité aux articles de caractère non militaire, tels que vivres, eau, vêtements et fournitures médicales, et comprendra également la fourniture de soins médicaux.

Article V

Décision finale relative au sort réservé aux forces des factions et à leurs armes, munitions et équipement

1. En vue de conforter les objectifs d'un règlement politique d'ensemble, minimiser les risques d'un retour à l'état de guerre, stabiliser la situation en matière de sécurité et instaurer la confiance entre les parties au conflit, toutes les Parties conviennent d'engager un processus de retour progressif à la vie civile de leurs forces militaires de toutes catégories et de le faire dans un délai raisonnable, conformément au plan détaillé que l'APRONUC établira en consultation avec les Parties.

2. L'APRONUC continuera à conserver toutes les armes, munitions et équipement des Parties pendant toute la période de transition. La décision finale quant au sort réservé à ces armes, munitions et équipement sera prise par le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections libres et équitables tenues conformément à l'article 12 du présent Accord.

Article VI

Vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et du non-retour de ces forces dans le pays

1. Des renseignements détaillés sur le retrait des forces étrangères seront fournis par écrit à l'APRONUC au plus tard deux semaines avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Ces renseignements porteront sur les points suivants :

a) Effectif total, organisation et déploiement de ces forces;

b) Liste complète et localisation exacte des armes, munitions et équipement de ces forces;

c) Plan de retrait (déjà mis en œuvre ou à mettre en œuvre) précisant les routes de retrait, les points de passages frontaliers et le moment du départ du Cambodge.

2. Sur la base des renseignements fournis conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'APRONUC mènera une enquête de la manière qu'elle jugera appropriée. La Partie fournissant les renseignements en question devra mettre à la disposition des enquêteurs de l'APRONUC le personnel nécessaire pour les accompagner.

3. Dès qu'elle aura confirmation de la présence de forces étrangères, l'APRONUC affectera immédiatement du personnel militaire auprès desdites forces et les accompagnera jusqu'à ce qu'elles aient quitté le territoire cambodgien. L'APRONUC établira également des postes de contrôle sur les routes par lesquelles ces forces se retireront, aux points où elles franchiront la frontière et dans les aéroports afin de vérifier le retrait et assurer le non-retour de toutes les catégories de forces étrangères.

4. Le groupe de travail militaire mixte prévu à l'article II de la présente annexe assistera l'APRONUC dans l'accomplissement des missions mentionnées ci-dessus.

Article VII

Cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes

1. Toutes les Parties s'engagent, dès la signature du présent Accord, à ne pas obtenir ni chercher à obtenir une assistance militaire quelconque y compris sous forme d'armes, de munitions et d'équipement militaire, auprès de sources extérieures.

2. Les Signataires dont le territoire est limitrophe de celui du Cambodge, à savoir les Gouvernements de la République démocratique populaire lao, du Royaume de Thaïlande et de la République socialiste du Viet Nam, s'engagent à :

a) Empêcher que leur territoire, y compris le territoire terrestre, la mer territoriale et l'espace aérien, soit utilisé par des tiers, qu'ils appartiennent ou non à la région, pour fournir une assistance militaire sous quelque forme que ce soit à l'une quelconque des Parties cambodgiennes. Le passage par leur territoire du ravitaillement, en ce qui concerne des articles tels que vivres, eau, vêtements et fournitures médicales, sera autorisé, mais devra s'effectuer sous la surveillance de l'APRONUC;

b) Confirmer par écrit au commandant de la composante militaire de l'APRONUC, quatre semaines au plus tard après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, qu'aucune force, arme, munition ou aucun équipement matériel militaire de l'une quelconque des Parties cambodgiennes ne se trouve sur leur territoire;

c) Accueillir un officier de liaison de l'APRONUC dans leurs capitales respectives et à désigner un officier ayant grade de colonel ou un grade équivalent, quatre semaines au plus tard après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, afin d'aider l'APRONUC à enquêter au sujet de toutes plaintes concernant des activités menées sur son territoire et qui seraient contraires aux dispositions du règlement politique global.

3. Pour mettre l'APRONUC en mesure de contrôler la cessation de l'assistance extérieure à toutes les Parties cambodgiennes, les Parties conviennent de communiquer à l'APRONUC, à la signature du présent Accord, tous les renseignements dont elles disposent au sujet des itinéraires et des moyens par lesquels une assistance militaire, y compris sous forme d'armes, de munitions et de matériel militaire, a été fournie à l'une quelconque des Parties. Immédiatement après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, l'APRONUC prendra les mesures concrètes suivantes :

a) Etablissement de points de contrôle le long des routes et à des endroits choisis à proximité de la frontière et dans les aéroports;

b) Organisation de patrouilles le long des côtes et sur les voies d'eau intérieures du Cambodge;

c) Affectation d'équipes mobiles en des points stratégiques à l'intérieur du Cambodge, lesdites équipes devant effectuer des patrouilles et enquêter au sujet de la fourniture présumée d'armes à l'une quelconque des Parties.

Article VIII

Caches d'armes et de fournitures militaires

1. Afin de stabiliser la situation en matière de sécurité, d'instaurer la confiance et de réduire les stocks d'armes et de fournitures militaires dans tout le Cambodge, chacune des Parties convient de communiquer au commandant de la composante militaire de l'APRONUC, avant une date qu'il fixera, tous les éléments d'information dont elle disposera, cartes marquées comprises, concernant l'existence avérée ou soupçonnée de caches d'armes et de fournitures militaires sur l'ensemble du territoire cambodgien.

2. Se fondant sur les éléments d'information qui lui auront été communiqués, la composante militaire de l'APRONUC enverra des équipes de vérification pour enquêter sur chaque rapport et détruira chacune des caches découvertes.

Article IX

Munitions explosives non explosées

1. Peu après son arrivée au Cambodge, la composante militaire de l'APRONUC veillera pour commencer à ce que tous les champs de mines connus soient clairement marqués.

2. Les Parties conviennent de fournir, à l'issue des processus de regroupement et de cantonnement visés à

l'article III de la présente annexe, des équipes de déminage qui, agissant sous la surveillance et la direction de l'APRONUC, quitteront les zones de cantonnement afin d'aider l'APRONUC à retirer ou à neutraliser les munitions explosives non explosées qui resteraient. Les mines ou dispositifs qui ne pourront pas être retirés ou neutralisés seront clairement marqués suivant un système qu'établira la composante militaire de l'APRONUC.

3. Dans le même temps, l'APRONUC se chargera :

a) D'appliquer un grand programme d'initiation ayant pour objet d'apprendre à la population à reconnaître et à éviter les dispositifs explosifs;

b) De former les volontaires cambodgiens appelés à assurer l'élimination des munitions explosives non explosées;

c) De former les volontaires cambodgiens appelés à dispenser des soins de premier secours.

Article X

Enquêtes sur les violations

1. Dès qu'elle recevra une information ou une plainte émanant de l'une des Parties et se rapportant à un cas de non-respect éventuel de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe ou des dispositions connexes, l'APRONUC mènera une enquête suivant les modalités qu'elle estimera convenir. Lorsque l'enquête fera suite à une plainte de l'une des Parties, celle-ci sera tenue de mettre à la disposition de l'APRONUC du personnel qui accompagnera ses enquêteurs. L'APRONUC communiquera les résultats de l'enquête à la Partie dont émanait la plainte et à celle contre laquelle cette plainte a été portée ainsi que, si besoin est, à l'APRONUC.

2. L'APRONUC mènera également des enquêtes de sa propre initiative dans les autres cas où elle sera fondée à croire ou à soupçonner qu'une violation de la présente annexe ou des dispositions connexes est commise.

Article XI

Libération des prisonniers de guerre

La composante militaire de l'APRONUC apportera au Comité international de la Croix-Rouge l'assistance qui lui sera nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions afférentes à la libération des prisonniers de guerre.

Article XII

Rapatriement et réinstallation des Cambodgiens déplacés

La composante militaire de l'APRONUC apportera l'assistance nécessaire au rapatriement des Cambodgiens réfugiés ou déplacés qui sera assuré conformément aux articles 19 et 20 du présent Accord, s'agissant en particulier du déminage des routes de rapatriement et des centres de réception, ainsi que de la protection de ces centres.

Annexe 3

Elections

1. L'assemblée constituante visée à l'article 12 du présent Accord comprendra ... membres. Dans les (trois) mois à compter de la date des élections, elle achèvera sa tâche consistant à élaborer et à adopter une nouvelle constitution cambodgienne et se transformera en assemblée législative pour former un nouveau gouvernement cambodgien.

2. Les élections visées à l'article 12 du présent Accord se tiendront au Cambodge, à l'échelon national, sur la base de listes de candidats présentées par les partis politiques, suivant un système de représentation proportionnelle.

3. Tous les Cambodgiens, y compris ceux qui sont réfugiés ou personnes déplacées au moment de la signature du présent Accord, se verront accorder les mêmes droits, les mêmes libertés et la même possibilité de prendre part au processus électoral.

4. Toute personne qui aura atteint l'âge de 18 ans lors de la présentation des demandes d'inscription sur les listes électorales ou qui l'atteindra au cours de la période d'inscription, qui est née au Cambodge ou dont l'un des deux parents est né au Cambodge, aura le droit de prendre part aux élections.

5. Tout groupe de ... électeurs inscrits peut constituer un parti politique. Les programmes des partis devront être conformes aux principes et objectifs des Accords sur un règlement politique d'ensemble.

6. L'affiliation à un parti sera nécessaire pour être candidat aux élections à l'assemblée constituante. Les partis politiques présenteront des listes de candidats, devant être inscrits sur les listes électorales, qui se présenteront aux élections au nom de ces partis.

7. Les partis politiques et les candidats devront être enregistrés pour pouvoir participer aux élections. L'APRONUC sera chargée de confirmer que les partis politiques et les candidats satisfont aux critères régissant la participation aux élections. L'adhésion à un code de conduite établi par l'APRONUC, en consultation avec le CNS, sera l'une des conditions de cette participation.

8. Le vote se tiendra à scrutin secret, une assistance sera prévue pour les personnes handicapées et ceux qui ne savent pas lire ou écrire.

9. Les libertés d'expression, de réunion et de déplacement seront pleinement respectées. Tous les partis politiques enregistrés bénéficieront d'un accès équitable aux moyens d'information, y compris la presse, la télévision et la radio.

Annexe 4

Rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées

PARTIE I

Introduction

1. Dans le cadre du règlement politique global, toute assistance devra être accordée aux réfugiés et personnes déplacées cambodgiens ainsi qu'aux pays d'asile temporaire et au pays d'origine, afin de faciliter le retour volontaire de tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens dans la tranquillité et en bon ordre. Il doit être également garanti qu'il ne reste plus aucun problème résiduel pour les pays d'asile temporaire. Le pays d'origine, ayant une responsabilité à l'égard de son propre peuple, acceptera leur retour quand les conditions deviendront propices.

PARTIE II

Conditions propices au retour des réfugiés et des personnes déplacées

2. La tâche de reconstruction de la nation cambodgienne exigera une mobilisation de toutes les ressources humaines et naturelles. A cette fin, le retour vers le lieu de leur choix des Cambodgiens revenant de leur asile temporaire et d'où que ce soit hors de leur pays d'origine, constituera une contribution importante.

3. Tous les efforts doivent être faits pour garantir que les conditions qui ont conduit un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées cambodgiens à chercher refuge dans d'autres pays ne puissent plus réapparaître. Toutefois, certains réfugiés et personnes déplacées cambodgiens souhaiteront et seront à même de retourner spontanément dans leurs patrie.

4. Les Cambodgiens, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, doivent jouir du plein respect des droits de l'homme fondamentaux dans la reconnaissance de leur droit à vivre en paix et en sécurité, à l'abri de toute intimidation et de toute contrainte de quelque nature que ce soit. Ces droits comprennent, entre autres, la liberté de mouvement à l'intérieur du Cambodge, le choix du domicile et de l'emploi et le droit à la propriété.

5. Conformément au règlement politique global, tout effort devrait être fait pour créer simultanément au Cambodge les conditions politiques, économiques et sociales propices au retour et à l'intégration harmonieuse des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens.

6. En vue de garantir la participation des réfugiés et personnes déplacées à des élections libres et équitables, le rapatriement massif devrait commencer et être terminé dès que possible, en prenant en compte tous les facteurs politiques, humanitaires, logistiques, techniques et socio-économiques en jeu et avec le concours du CNS.

7. Le rapatriement des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens devrait être volontaire et entrepris en pleine connaissance de cause. Chaque personne devra pouvoir choisir sa destination au Cambodge. L'unité de la famille doit être préservée.

PARTIE III

Facteurs opérationnels

8. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le CICR et les autres organismes internationaux compétents, dans la respect des principes de souveraineté nationale des pays d'asile temporaire et du pays d'origine, et en collaboration étroite avec les pays d'asile temporaire et le pays d'origine, devront se voir garantir l'accès sans restriction à tous les réfugiés et à toutes les personnes déplacées afin que les organismes entreprennent le recensement, la recherche des personnes, l'aide médicale, la distribution de produits alimentaires et autres activités essentielles pour l'acquittement de leur mandat et de leurs responsabilités opérationnelles : un tel accès devrait être également assuré à l'intérieur du Cambodge pour permettre aux organisations internationales compétentes d'exécuter leurs activités traditionnelles de contrôle ainsi que leur mission opérationnelle.

9. Dans le contexte d'un règlement politique global, les Signataires notent avec satisfaction que le Secrétaire général des Nations Unies a confié au HCR le rôle de direction et de coordination au sein des organismes intergouvernementaux qui participent au rapatriement et à l'aide à apporter aux réfugiés et personnes déplacées cambodgiens. Les Signataires attendent de toutes les organisations non gouvernementales qu'elles coordonnent le plus possible leurs travaux sur les réfugiés et les personnes déplacées avec ceux du HCR.

10. Le CNS, les gouvernements des pays dans lesquels les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens ont trouvé un asile temporaire et les pays qui contribuent aux mesures de rapatriement et d'intégration, désireront contrôler étroitement et faciliter le rapatriement des personnes qui reviennent. A cette fin, un organisme consultatif ad hoc devra être mis en place pour une période de temps limitée. Le HCR, le CICR et les autres organismes internationaux appropriés, de même que l'APRONUC, seront invités à s'associer à cet effort en tant que membres de plein droit.

11. L'aide à court terme au rapatriement, convenablement contrôlé, devra être fournie, de manière impartiale, aux familles et aux individus retournant au Cambodge pour leur permettre de s'insérer harmonieusement dans leur société et d'y assurer leurs moyens de subsistance. Ces mesures provisoires seraient graduellement supprimées et ultérieurement remplacées par le programme de reconstruction.

12. Les responsables de l'organisation et de la supervision de l'opération de rapatriement devront s'assurer que les conditions de sécurité seront réunies pour la circulation des réfugiés et des personnes déplacées. A cet égard, il est impératif que des points de passage frontalier et des routes appropriés soient désignés, qu'ils soient déminés et ne présentent plus aucun autre danger.

13. La communauté internationale devrait répondre aux besoins financiers liés au déroulement du rapatriement en apportant une contribution généreuse.

Annexe 5

Principes d'une nouvelle constitution pour le Cambodge

1. La constitution sera la loi suprême du pays. Elle ne pourra être amendée que selon un processus déterminé impliquant l'accord du Parlement, un référendum populaire ou l'un et l'autre.

2. La constitution comportera une déclaration des droits fondamentaux, y compris le droit à la vie, la liberté et la sécurité personnelle, les libertés de mouvement, de religion, d'assemblée et d'association (y compris pour les partis politiques et les syndicats), le droit à un procès équitable et l'égalité devant la loi, la protection contre la dépossession arbitraire ou non assortie d'une juste indemnisation, la non-discrimination raciale, ethnique, religieuse ou sexuelle. Elle interdira également l'application rétroactive des lois pénales. Cette déclaration sera en accord avec les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents. Les personnes lésées auront le droit de recourir aux tribunaux pour qu'ils statuent et fassent appliquer ces droits.

3. La constitution déclarera le statut du Cambodge en tant qu'Etat souverain, indépendant et neutre, et l'unité nationale du peuple cambodgien.

4. La constitution prévoira la tenue d'élections périodiques et authentiques ainsi que le droit de voter et d'être élu par le suffrage universel et égal. Elle spécifiera que le vote se déroulera à bulletin secret, avec l'exigence que les procédures électorales permettent, pleinement et de manière équitable, de s'organiser et de participer au processus électoral.

5. Il sera établi une instance judiciaire indépendante ayant le pouvoir de faire respecter les droits garantis par la Constitution.

III. ACCORD RELATIF À LA SOUVERAINETÉ, L'INDÉPENDANCE, L'INTÉGRITÉ ET L'INVIOLABILITÉ TERRITORIALES, LA NEUTRALITÉ ET L'UNITÉ NATIONALE DU CAMBODGE

L'Australie, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, la République de l'Inde, la République d'Indonésie, le Japon, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la République des Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Singapour, le Royaume de Thaïlande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste du Viet Nam et la Yougoslavie,

En présence du Secrétaire général des Nations Unies,

Convaincus qu'un règlement politique global pour le Cambodge est essentiel pour atteindre l'objectif à long terme du maintien de la paix et de la sécurité en Asie du Sud-Est,

Rappelant leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et des autres règles du droit international,

Considérant que le plein respect des principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures des Etats est de la plus haute importance pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant le droit inaliénable des Etats à déterminer librement leurs propres systèmes politiques, économiques, culturels et sociaux conformément à la volonté de leur peuple, sans intervention, subversion, contrainte ou menace extérieure sous quelque forme que ce soit,

Désireux de promouvoir le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Charte des Nations Unies et aux autres instruments internationaux pertinents,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Le Cambodge s'engage solennellement, par le présent Accord, à maintenir, préserver et défendre sa souveraineté, son indépendance, son intégrité et son inviolabilité territoriales, sa neutralité et son unité nationale; la neutralité perpétuelle du Cambodge sera proclamée et consacrée par la constitution cambodgienne qui sera adoptée après la tenue d'élections libres et équitables.

2. A cette fin, le Cambodge s'engage à :

a) S'abstenir de toute action pouvant porter atteinte à la souveraineté, à l'indépendance et l'intégrité et l'inviolabilité territoriales d'autres Etats;

b) S'abstenir de conclure avec d'autres Etats toute alliance militaire ou tous autres accords militaires qui seraient incompatibles avec sa neutralité, sans préjudice du droit du Cambodge de se procurer l'équipement militaire, les armes et les munitions ainsi que l'assistance nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit naturel de légitime défense et de maintenir l'ordre public;

c) S'abstenir de toute ingérence sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures d'autres Etats;

d) Mettre fin aux traités et accords qui sont incompatibles avec sa souveraineté, son indépendance, son intégrité et son inviolabilité territoriales, sa neutralité et son unité nationale;

e) S'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

f) Régler par des moyens pacifiques tout différend avec d'autres Etats;

g) S'abstenir d'utiliser son territoire ou le territoire d'autres Etats pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales d'autres Etats;

h) Ne pas permettre l'introduction ou le stationnement au Cambodge de forces étrangères, y compris de

personnel militaire, sous quelque forme que ce soit, et à empêcher l'établissement ou le maintien de bases, de points d'appui ou d'installations militaires étrangers au Cambodge, sauf en vertu de l'autorisation donnée aux Nations Unies pour la mise en œuvre du règlement politique global.

Article 2

1. Les autres Parties au présent Accord s'engagent solennellement par cet Accord à reconnaître et à respecter à tous égards la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge.

2. A cette fin, elles s'engagent à :

a) S'abstenir de conclure avec le Cambodge toute alliance militaire ou autre accord militaire qui serait incompatible avec la neutralité du Cambodge, sans préjudice du droit du Cambodge de se procurer l'équipement militaire, les armes, les munitions et l'assistance nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit naturel de légitime défense et de maintenir l'ordre public;

b) S'abstenir de toute ingérence, sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures du Cambodge;

c) S'abstenir de recourir à l'emploi ou à l'usage de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique du Cambodge ou de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

d) Régler par des moyens pacifiques tout différend avec le Cambodge;

e) S'abstenir d'utiliser leur territoire ou le territoire d'autres Etats pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;

f) S'abstenir d'utiliser le territoire du Cambodge pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale d'autres Etats;

g) S'abstenir d'introduire ou de faire stationner au Cambodge des forces étrangères, y compris des personnels militaires sous quelque forme que ce soit, et d'établir ou de maintenir au Cambodge des bases, des points d'appui ou des installations militaires, sauf en vertu de l'autorisation donnée aux Nations Unies pour la mise en œuvre du règlement politique global.

Article 3

1. Toutes les personnes se trouvant au Cambodge jouiront des droits et libertés formulés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

2. A cette fin,

a) Le Cambodge s'engage à :

— Assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge;

— Soutenir le droit de tous les citoyens cambodgiens d'entreprendre des activités visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

— Prendre des mesures efficaces en vue d'assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé;

— Adhérer aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

b) Les autres Parties au présent Accord s'engagent à promouvoir et encourager au Cambodge le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales formulés par les instruments internationaux pertinents en vue, en particulier, d'empêcher que de nouvelles atteintes aux droits de l'homme se produisent.

3. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait continuer à surveiller étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris en désignant si nécessaire un rapporteur spécial qui ferait un rapport annuel à la Commission et à l'Assemblée générale.

Article 4

Les Parties au présent Accord demandent à tous les autres Etats de reconnaître et de respecter à tous égards la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge et à s'abstenir de toute action incompatible avec ces principes ou avec d'autres dispositions du présent Accord.

Article 5

1. En cas de violation ou de menace de violation de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité et de l'inviolabilité territoriales, de la neutralité ou de l'unité nationale du Cambodge ou de l'un quelconque des engagements pris en vertu du présent Accord, les Parties à cet Accord s'engagent à procéder immédiatement à des consultations en vue de prendre toutes les dispositions appropriées pour assurer le respect desdits engagements.

2. Ces dispositions peuvent comporter, entres autres, la saisine du Conseil de sécurité des Nations Unies ou le recours à des moyens de règlement pacifique des différends, mentionnés à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies.

3. Les Parties au présent Accord peuvent également demander l'assistance des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge.

4. En cas de graves violations des droits de l'homme au Cambodge, elles demanderont aux organes compétents des Nations Unies de prendre toute autre mesure appropriée en vue d'empêcher et de mettre fin à ces violations conformément aux instruments internationaux pertinents.

Article 6

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 7

Le présent Accord restera ouvert à l'adhésion de tous les Etats qui ne l'ont pas signé. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française. Pour chaque Etat adhérant à l'Accord, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 8

L'original du présent Accord, dont les textes en langues anglaise, chinoise, française, khmère et russe font également foi, sera déposé auprès du Gouvernement de la République française, qui en transmettra des copies certifiées conformes aux gouvernements des autres Etats participants à la Conférence de Paris sur le Cambodge ainsi qu'au Secrétaire général des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le ... 1990.

IV. DÉCLARATION SUR LE RELÈVEMENT ET LA RECONSTRUCTION DU CAMBODGE

1. Le premier objectif de la reconstruction du Cambodge devra être le développement de la nation et du peuple cambodgien sans discrimination ni préjugé et en respectant pleinement les droits de l'homme fondamentaux. La réalisation de cet objectif nécessite la mise en œuvre complète de l'accord politique global.

2. C'est au peuple cambodgien et à son gouvernement issu d'élections libres et équitables sous contrôle international que doit incomber principalement la responsabilité de décider des besoins et des projets concernant la reconstruction du Cambodge. Aucune tentative ne devrait être faite, de la part d'une source extérieure, quelle qu'elle soit, pour imposer au Cambodge une stratégie de développement ou pour dissuader les éventuels donateurs de participer à la reconstruction du Cambodge.

3. L'aide internationale, régionale et bilatérale, destinée au Cambodge, devrait être coordonnée autant que possible; elle devrait s'ajouter aux ressources locales et les compléter, et être fournie de manière impartiale, en tenant pleinement compte de la souveraineté, des priorités, des moyens institutionnels et de la capacité d'absorption du Cambodge.

4. Dans le cadre de l'effort de reconstruction, l'aide économique devrait profiter à toutes les régions du Cambodge, en particulier aux plus défavorisées, et toucher toutes les couches de la population.

5. La mise en œuvre d'un effort international d'aide devrait se dérouler sur une période déterminée de manière réaliste, compte tenu des impératifs tant politiques que techniques. Cela nécessiterait également un degré élevé de coordination entre les autorités cambodgiennes futures et les contributeurs bilatéraux, régionaux et internationaux.

6. Le système des Nations Unies sera appelé à jouer un rôle important dans le relèvement et la reconstruction. La mise en place d'un plan international de reconstruction et d'un appel de contributions devrait intervenir à une date appropriée après le règlement politique global afin que son succès soit assuré.

7. Aucun programme efficace de reconstruction nationale ne peut être entrepris sans une évaluation détaillée du capital humain, naturel, et des autres potentiels économiques du Cambodge. Il sera nécessaire de procéder à un recensement, d'identifier les priorités du développement, et de déterminer les ressources disponibles, internes et externes.

A cette fin, il conviendrait d'envoyer au Cambodge des missions d'évaluation du système des Nations Unies, d'institutions financières internationales et d'autres organisations après le règlement politique global et avec l'accord du futur gouvernement cambodgien.

8. Avec la mise en œuvre du règlement politique global, il est désormais possible et souhaitable d'entreprendre un processus de relèvement du pays en s'attachant aux besoins immédiats, et de préparer le terrain pour l'élaboration de plans de reconstruction à moyen et à long terme.

9. Pour cette période de redressement, il est demandé au Secrétaire général d'apporter son aide à la coordination du proramme, dirigée par une personne nommée à cet effet.

10. Lors de cette phase de relèvement, il sera nécessaire d'accorder une attention particulière à la sécurité alimentaire, à la santé, au logement, à la formation, à l'enseignement, au réseau de transport et à la restauration des installations publiques et de l'infrastructure de base existantes au Calmbodge.

11. Pour la mise en œuvre d'un plan de développement à moyen et à long terme en vue de la reconstruction, il faudrait attendre que soit constitué un gouvernement cambodgien issu d'élections libres et équitables sous contrôle international et que ce dernier détermine et adopte ses propres politiques et ses propres priorités.

12. Cette phase de reconstruction devrait promouvoir l'esprit d'entreprise cambodgien et faire appel, entre autres secteurs de l'économie, au secteur privé, pour favoriser le déroulement d'un processus autonome de développement. Elle devrait aussi tirer parti des approches régionales, faisant intervenir, entre autres, des institutions comme la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Comité du Mékong, et les gouvernements de la région et de la participation d'organisations non gouvernementales.

13. Afin d'harmoniser et de contrôler les contributions qui seront apportées par la communauté internationale en vue de la reconstruction du Cambodge, après la formation du gouvernement issu d'élections, il conviendrait de créer à une date appropriée un organe consultatif qui serait appelé le Comité international pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), et qui serait ouvert aux donateurs potentiels et aux autres parties pertinentes. Il est demandé au Secrétaire général des Nations Unies de prendre des dispositions spéciales pour que le système des

Nations Unies aide le CIRC dans son travail, notamment pour assurer une transition harmonieuse de la phase de relèvement à celle de reconstruction.

Annexe III

Note explicative

Le rôle des Nations Unies, tel qu'il est envisagé dans le projet d'accord, se fonde sur le respect total de la souveraineté de la nation cambodgienne et couvre tous les aspects d'un règlement politique global. Il prévoit des tâches portant sur le retrait, le cessez-le-feu et les mesures militaires connexes, l'administration civile pendant la période de transition, la protection des droits de l'homme, l'organisation et la conduite d'élections libres et équitables, le rapatriement des réfugiés cambodgiens et des personnes déplacées, le relèvement et la reconstruction du Cambodge.

S'agissant de l'administration civile pendant la période de transition, le projet d'accord prévoit qu'il y aura trois catégories d'entités exerçant des pouvoirs. La première c'est le Conseil national suprême qui, aux termes de l'article 3 de l'Accord principal, est l'unique organe légitime et source d'autorité incarnant la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge pendant la période de transition.

La deuxième c'est l'APRONUC, à laquelle, aux termes de l'article 6 de l'Accord principal, le Conseil national suprême déléguera les pouvoirs nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord afin d'assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables. L'annexe 1 du projet d'accord stipule certaines tâches de l'APRONUC en la matière et prévoit un mécanisme régissant les rapports entre le Conseil national suprême et l'APRONUC. Ce mécanisme, prévu au paragraphe 2 de la section *a*), a été conçu pour s'assurer que l'APRONUC bénéficiera autant que possible des avis du Conseil national suprême sur la base du consensus. Il prévoit, en outre, si le Conseil national suprême n'était pas en mesure de donner son avis, que le Représentant spécial du Secrétaire général pourra prendre en dernier ressort des décisions justes et équilibrées, en tenant pleinement compte des vues exprimées par les membres du Conseil national suprême.

La troisième catégorie comprend les structures administratives existantes. A cet égard, la section *a*) de l'annexe 1 prévoit trois niveaux différents d'interaction entre l'APRONUC et les institutions, organes et services des structures administratives en place : 1) contrôle; 2) contrôle ou supervision; 3) ni contrôle ni supervision, mais instruction des plaintes. Cette interaction se limitera aux fonctions et activités des structures administratives en place, qu'il s'agisse du niveau national, provincial, de district ou de village, susceptibles d'exercer une influence directe sur l'organisation d'élections libres et équitables dans un environnement politique neutre. Les autres activités et fonctions administratives ne seront pas concernées. Pour s'acquitter de son mandat d'une manière efficace et qui tienne compte des contraintes économiques, l'APRONUC devra adopter une attitude réaliste, pragmatique et pratique en pleine consultation et coopération avec le Conseil national suprême et les structures administratives en place.

Le premier niveau d'interaction, à savoir le contrôle, est prévu au paragraphe 4 de la section *a*) de l'annexe 1, qui prévoit que l'APRONUC exercera autant que cela sera nécessaire un contrôle direct pour assurer la stricte neutralité dans les cinq domaines identifiés dans le document cadre du 28 août comme susceptibles d'influencer directement les élections. A cet égard, l'APRONUC devra coopérer étroitement avec les structures administratives existantes afin de s'assurer qu'elle pourra exécuter correctement ses tâches.

Le deuxième niveau d'interaction est prévu au paragraphe 5. L'APRONUC y exercera à un moindre degré, une fonction « de supervision ou de contrôle » sur les autres institutions, organes ou services administratifs devant être identifiés, en consultation avec le Conseil national suprême, comme susceptibles, le cas échéant, d'influencer directement le résultat des élections. A cet égard, le rôle de l'APRONUC se limitera à fixer les orientations et à exercer une surveillance afin de s'assurer qu'un environnement politique neutre soit préservé.

Le troisième niveau d'interaction est prévu au paragraphe 6. Dans ce cas également, l'APRONUC consultera le Conseil national suprême afin d'identifier les institutions administratives, organes et services qui continueront à fonctionner sans supervision ni contrôle afin d'assurer dans le pays une vie quotidienne normale. Le rôle de l'APRONUC se limitera à enquêter sur les plaintes concernant toute action ou inaction, pouvant affecter le processus électoral. Ces enquêtes se feront selon la procédure indiquée au paragraphe 9 de la section *a*) de l'annexe 1. De telles enquêtes seront également conduites à la suite de plaintes concernant les actions ou les inactions attribuables aux institutions, organes et services des structures administratives existantes qui se trouvent sous le contrôle ou la supervision de l'APRONUC, comme il est indiqué ci-dessus.

Pour ce qui est du rôle de l'APRONUC en matière d'administration civile, le paragraphe 7 de l'annexe 1 lui attribue certains pouvoirs en matière de personnel. Cependant, l'APRONUC n'exercera ces pouvoirs que s'il s'avère que certains individus ont agi d'une manière non conforme aux objectifs de l'Accord.

Le paragraphe 8 de la section *a*) de l'annexe 1 attribue un rôle de supervision à l'APRONUC sur l'application des lois au Cambodge, en consultation avec le Conseil national suprême. Ceci se rapporte directement aux fonctions qui concernent la sécurité publique et comprend la surveillance du maintien de l'ordre et des procédures judiciaires connexes. Il est prévu que la composante civile de l'APRONUC comprendra des policiers de contrôle. Le rôle de ces policiers sera de superviser la police existante afin de s'assurer du maintien effectif et impar-

tial de l'ordre public et de la pleine protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Il est clair que l'APRONUC, dans l'exercice de ses tâches en matière d'administration civile, devra travailler en étroite coopération avec le Conseil national suprême et les structures administratives existantes. Sans une telle coopération, l'APRONUC ne serait pas en mesure d'établir et de maintenir l'environnement politique neutre nécessaire à la tenue d'élections libres et équitables, pierre angulaire du rôle des Nations Unies.

Le rôle de la composante militaire de l'APRONUC est décrit dans la section *b* de l'annexe 1 et dans l'annexe 2. Etant donné que, pendant la première phase du cessez-le-feu, les Nations Unies ne seront pas encore en mesure de s'acquitter de toutes les tâches prévues par le paragraphe 1 de la section *b*, il est prévu à l'article 9 de l'Accord principal et à l'article 1 de l'annexe 2, que les Nations Unies offriront leurs « bons offices » pendant cette période. A cet égard, il peut être envisagé que les Nations Unies apportent une aide aux Parties en assurant des liaisons et des moyens de communications, pour contribuer au maintien du cessez-le-feu.

Une fois qu'elle aura achevé son déploiement, la composante militaire de l'APRONUC, se chargera des tâches lui incombant pendant la « deuxième phase » du cessez-le-feu. Dans l'accomplissement de ses fonctions, l'APRONUC devra pouvoir compter sur la pleine coopération de toutes les parties concernées et sur la mise en œuvre de bonne foi des obligations auxquelles elles ont souscrit dans l'Accord de règlement global. Ceci sera particulièrement important pour ce qui est des activités prévues portant sur la vérification du retrait de toutes les catégories de forces militaires étrangères, leur non-retour au Cambodge et la cessation de toute aide militaire.

En ce qui concerne les forces armées cambodgiennes, le projet d'accord prévoit un processus de regroupement, cantonnement, désarmement et retour final à la vie civile. Là encore, une totale coopération des Parties est essentielle. Chaque étape ne peut et ne doit être entreprise qu'une fois l'étape précédente achevée. A cet égard, l'article 10 de l'annexe 2 prévoit que, à chaque étape du processus, si l'une des Parties soupçonnait une autre Partie de ne pas avoir pleinement respecté ses engagements, l'APRONUC pourrait entreprendre une enquête avec l'aide de la Partie plaignante. Le mécanisme de l'article 10 s'appliquera également à tous les autres aspects des obligations militaires des Parties aux Accords de règlement.

Il est prévu à l'article 5 de l'annexe 2 qu'un plan détaillé pour le retour graduel à la vie civile, dans un laps de temps raisonnable, des forces cantonnées, sera élaboré en consultation avec les Parties. Un tel retour à la vie civile est essentiel afin de minimiser le risque de reprise des hostilités, de stabiliser la situation en matière de sécurité, d'établir la confiance entre les Parties, afin d'assurer les meilleures perspectives possibles pour un règlement durable. Il est également essentiel de permettre aux Cambodgiens qui ont été cantonnés, d'être en mesure de participer librement au processus électoral, et par là, d'exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination, à l'abri de toute possibilité d'intimidation ou d'ingérence. La mise en œuvre du plan détaillé pour le retour à la vie civile tiendra compte, à l'instar des autres aspects militaires du règlement, de la nécessité de fournir des garanties à toutes les Parties à chaque étape du processus. A cet égard, il est certain que toute activité ne pourra être entreprise sans la pleine coopération de toutes les Parties cambodgiennes.

Document 7

Lettre datée du 21 février 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant le communiqué conjoint publié à l'issue des pourparlers tenus à Hanoi les 1er et 2 février 1991 entre les représentants de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des dirigeants vietnamiens

A/46/112-S/22344, 8 mars 1991

Sur instructions de nos gouvernements, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte du communiqué conjoint publié à l'issue des conversations tenues à Hanoi les 1er et 2 février 1991 entre M. Ali Alatas et Mme Edwige Avice, coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, et M. Nguyen Co Thach, vice-président du Conseil des ministres et Ministre des affaires étrangères du Viet Nam (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire diffuser cette lettre ainsi que son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès des Nations Unies
(*Signé*) Pierre-Louis BLANC

L'Ambassadeur,
Chargé d'affaires, Représentant permanent adjoint
de la République d'Indonésie auprès des Nations Unies
(*Signé*) Nugroho WISNUMURTI

Annexe

Communiqué conjoint publié à l'issue des entretiens tenus à Hanoi les 1er et 2 février 1991 entre les deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les dirigeants vietnamiens

Les deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, M. Ali Alatas et Mme Edwige Avice, accompagnés de M. Rafeeuddin Ahmed, représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, ont eu des entretiens avec M. Nguyen Co Thach, vice-président du Conseil des ministres et Ministre vietnamien des affaires étrangères, à Hanoi les 1er et 2 février 1991. Ils ont également été reçus par M. Vo Chi Cong, président du Conseil d'Etat (et par M. Nguyen Van Linh, secrétaire général du Parti communiste vietnamien).

Ces entretiens ont permis une discussion approfondie du projet de plan de règlement politique global au Cambodge. La partie vietnamienne a réitéré son approbation du document-cadre des Cinq, en date du 28 août 1990, comme la base du règlement du conflit du Cambodge. Toutes les parties sont convenues qu'il devait y avoir un plein respect de la souveraineté de la nation cambodgienne.

Les deux Coprésidents et le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont présenté un commentaire et apporté des précisions concernant les projets d'accords du 26 novembre dernier. La partie vietnamienne s'est félicitée des résultats de la réunion tenue à Paris du 21 au 23 décembre entre les douze membres du Conseil national suprême, les Coprésidents et le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La partie vietnamienne a exprimé son appréciation concernant les précisions fournies par les deux Coprésidents et le Représentant spécial du Secrétaire général; elle a réaffirmé sa volonté de soutenir les efforts des deux Coprésidents afin de trouver une solution aux problèmes restants. A cette fin, un accord s'est dégagé pour considérer qu'il pouvait être utile que les deux Coprésidents convoquent une nouvelle réunion avec les membres du Conseil national suprême, pour ouvrir la voie à la convocation du Comité de coordination de la Conférence de Paris. Pour permettre à la Conférence de Paris de se réunir à nouveau dans une atmosphère favorable à la réconciliation nationale, il est essentiel que toutes les parties au conflit fassent preuve d'une réelle retenue.

Les deux Coprésidents et la partie vietnamienne sont convenus de l'urgence d'un règlement politique global du conflit du Cambodge. Ils ne ménageront aucun effort dans ce sens.

Document 8

Lettre datée du 22 avril 1991, adressée par la France et l'Indonésie, transmettant un appel lancé le 22 avril 1991 par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu volontaire au Cambodge

A/46/161-S/22552, 29 avril 1991

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire diffuser comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité, le texte de l'appel que Votre Excellence ainsi que les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge ont lancé le 22 avril 1991 en faveur d'un cessez-le-feu volontaire au Cambodge (voir annexe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

L'Ambassadeur,
Représentant permanent de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Nana S. SUTRESNA

Annexe

Appel des Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge et du Secrétaire général de l'ONU en faveur d'un cessez-le-feu volontaire au Cambodge, publié le 22 avril 1991

Nous avons suivi avec préoccupation les informations récentes relatives à l'intensification des combats au Cambodge. A cet égard, nous souhaitons rappeler que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies ont unanimement demandé à toutes les parties au conflit de faire preuve de la plus grande retenue, afin de créer un climat propice à l'élaboration d'un règlement politique d'ensemble.

Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge espèrent pouvoir convoquer une réunion avec les membres du Conseil national suprême d'ici à la fin du printemps à Jakarta, dans le but de poursuivre la discus-

sion des projets d'accord du 26 novembre 1990 et de rechercher les moyens de résoudre les questions en suspens. Nous lançons un appel pressant à toutes les parties au conflit en faveur d'une cessation temporaire des hostilités, à compter du 1er mai, et ce, au moins jusqu'à la fin de la réunion de Jakarta. Ce geste de bonne volonté créerait un contexte favorable au succès de cette réunion. Nous espérons sincèrement que cet appel sera étudié avec sérieux et qu'il recevra une suite favorable.

Document 9

Lettre datée du 26 juin 1991, adressée par le Cambodge, transmettant le communiqué final de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge qui s'est tenue à Pattaya (Thaïlande) du 24 au 26 juin 1991

A/46/271-S/22740, 26 juin 1991

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour information, le texte du communiqué final de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge qui s'est tenue à Pattaya (Thaïlande) du 24 au 26 juin 1991 (voir annexe).

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) SISOWATH Sirirath

Annexe

Communiqué final de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge à Pattaya (Thaïlande)

24-26 juin 1991

I. — Le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge s'est réuni à Pattaya (Thaïlande) du 24 au 26 juin 1991 sous la très haute présidence de S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, avec la participation des représentants des deux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge et du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, et est parvenu à l'unanimité à des accords sur les points suivants, comme indiqué dans ses communiqués successifs déjà publiés :

1. Confier à S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk la tâche de convoquer le CNS du Cambodge et de présider ses futures réunions.

2. Adopter le drapeau et l'hymne du CNS du Cambodge, comme indiqué dans la proposition de S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk en date du 22 juin 1991. Les drapeaux et les hymnes des différentes parties sont maintenus jusqu'à la tenue des élections générales.

3. Mettre en œuvre un cessez-le-feu illimité et s'engager à ne plus recevoir d'aide militaire étrangère à compter du 24 juin 1991. Les modalités du contrôle de l'ONU seront examinées au cours de réunions futures du CNS.

4. Envoyer une délégation du CNS, dirigée par S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies.

5. Prier S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk d'écrire au nom du CNS :

a) Au Secrétaire général de l'ONU pour demander l'inscription des monuments d'Angkor sur la Liste du patrimoine mondial de l'Unesco;

b) A l'Agent exécutif du Comité du Mékong pour demander que le Cambodge recouvre sa qualité de membre du Comité du Mékong;

c) A la Banque mondiale et au Fonds monétaire international pour qu'une délégation du CNS participe à la prochaine réunion de la Banque mondiale et du FMI à Bangkok (Thaïlande);

d) Au Secrétaire général de l'ONU pour demander qu'une assistance de caractère humanitaire et en matière de formation professionnelle soit donnée aux Cambodgiens.

6. Créer un secrétariat du CNS.

7. Etablir le siège du CNS à Phnom Penh, les installations et garanties suivantes étant prévues :

— Les membres de chaque partie siégeant au CNS ont leur propre résidence protégée par les forces de cette partie. Lesdites forces assurent la sécurité dans l'enceinte de la résidence tandis que les forces de la partie hôte assurent la sécurité à l'extérieur;

— Les représentants des deux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge ont leurs missions permanentes accréditées auprès du CNS;

— Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, ou son représentant, a sa propre mission permanente auprès du CNS;

— Les représentants des pays participant à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge ou les représentants des cinq membres permanents du Conseil

de sécurité ainsi que ceux des pays membres de l'ANASE ont leurs missions permanentes accréditées auprès du CNS.

8. En attendant l'établissement du siège du CNS à Phnom Penh, tenir la prochaine réunion du CNS à l'ancienne Ambassade du Cambodge à Bangkok (Thaïlande).

9. Prier S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk d'informer par écrit le Secrétaire général de l'ONU du drapeau et de l'hymne du CNS du Cambodge.

10. Créer des groupes de travail chargés d'étudier les points suivants :

— Règlement intérieur du CNS;

— Lois électorales;

— Principes de la nouvelle Constitution du Cambodge.

II. — Ces résultats de la plus haute importance n'auraient pu être obtenus sans la sagesse, le tact et l'influence morale dont S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk a de nouveau si brillamment fait preuve au cours des délibérations du CNS ni sans son plan de paix du 22 juin 1991. Ce fait confirme clairement et indéniablement l'existence d'un esprit de réconciliation nationale entre tous les Cambodgiens dans le cadre d'un Cambodge indépendant, neutre et souverain.

III. — Les questions en suspens seront examinées au cours des prochaines réunions du CNS.

IV. — Le CNS tient à saisir cette heureuse occasion pour exprimer sa plus profonde gratitude à Leurs Majestés le Roi et la Reine du Royaume de Thaïlande, à S. E. M. Anand Panyarachun, premier ministre du Gouvernement royal thaï, et à tous les autres responsables thaïs dont l'aide et l'hospitalité généreuses ont permis le succès de cette réunion. La nation et le peuple cambodgiens doivent beaucoup au Royaume de Thaïlande pour sa générosité, sa compassion et les efforts considérables qu'il a déployés au service de la cause nationale cambodgienne.

V. — Le CNS exprime également sa gratitude à tous les pays et à tous les gouvernements amis du monde entier qui ont inlassablement contribué à la recherche d'une solution au conflit cambodgien pendant les douze dernières années. Les résultats obtenus à cette réunion du CNS ne peuvent être dissociés de leurs longs et constants efforts.

Le CNS tient aussi à exprimer sa reconnaissance aux deux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge et au Secrétaire général de l'ONU ainsi qu'à leurs représentants pour leur coopération.

Le CNS remercie les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU pour leurs efforts et leurs initiatives ainsi que tous les pays participant à la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge qui ont eu constamment à cœur le sort de la nation et du peuple cambodgiens.

Fait à Pattaya (Thaïlande), le 26 juin 1991

Les 12 membres du Conseil national suprême du Cambodge :

S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK
S. E. M. DITH MUNTY
S. E. M. HOR NAM HONG
S. E. M. HUN SEN
S. E. M. IENG MOULY
S. E. M. IM CHHUN LIM
S. E. M. KHIEU SAMPHAN
S. A. R. le Prince NORODOM RANARIDDH
S. E. M. SIN SEN
S. E. M. SON SANN
S. E. M. SON SEN
S. E. M. TEA BANH

Document 10

Lettre datée du 18 juillet 1991, adressée par le Président du Conseil national suprême du Cambodge, transmettant le communiqué final publié à l'issue de la réunion officieuse du Conseil qui s'est tenue à Beijing les 16 et 17 juillet 1991

A/46/310-S/22808, 18 juillet 1991

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint, pour information, le texte du communiqué final que le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge a rendu public le 17 juillet 1991 (voir annexe), à l'issue de sa réunion officieuse.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil national
suprême du Cambodge

(*Signé*) Samdech NORODOM SIHANOUK

Annexe

Communiqué final de la réunion officieuse du Conseil national suprême du Cambodge

(Beijing, le 17 juillet 1991)

I. — Le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge a tenu une réunion officieuse à Beijing (République populaire de Chine) les 16 et 17 juillet 1991 sous la très haute présidence de S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK. A cette réunion étaient présents (par ordre alphabétique) Leurs Excellences HOR NAM HONG, HUN SEN, IENG MOULY, IM CHHUN LIM et KHIEU SAMPHAN, S. A. R. le prince NORODOM RANARIDDH et Leurs Excellences SON SANN et SON SEN.

Les représentants des deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont participé à cette réunion en qualité d'observateurs.

Le représentant de la République populaire de Chine y a également pris part en qualité d'observateur.

II. — Le Conseil national suprême du Cambodge (CNS) a décidé à l'unanimité :

1. D'élire S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK à la présidence du CNS.

Cette importante décision est une manière de rendre l'hommage qu'il mérite à S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK qui, par sa sagesse et son expérience et parce qu'il a su rester au-dessus des partis, est le seul homme d'Etat cambodgien qui soit en mesure d'assurer la réconciliation nationale de tous les Cambodgiens et d'accélérer la conclusion d'un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien et le rétablissement d'un Cambodge indépendant, souverain, pacifique, neutre, non aligné et uni, jouissant de son intégrité territoriale.

A cet égard, afin de pouvoir pleinement s'acquitter de son rôle de Président du Conseil national suprême et de jouer le rôle de conciliateur, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK a décidé de se démettre de toutes les fonctions qu'il occupe actuellement en qualité de Président de la résistance nationale cambodgienne (RNC) et du Gouvernement national du Cambodge (GNC) et d'assumer dorénavant une position neutre, en dehors de toute faction ou de tout parti politique.

2. De tenir sa prochaine réunion officielle à Bangkok (Thaïlande) les 26, 27 et 28 août 1991.

3. D'envoyer à l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa quarante-sixième session, une délégation composée des personnalités ci-après :

— Chef de délégation :
S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK
— Membres (par ordre alphabétique) :
— *Représentants* :
S. E. HOR NAM HONG
S. E. HUN SEN
S. E. KHIEU SAMPHAN
S. E. SON SANN
— *Représentants suppléants* :
S. E. DITH MUNTY
S. E. IENG MOULY
S. E. IM CHHUN LIM
S. A. R. le prince NORODOM RANARIDDH
— *Un certain nombre d'assistants.*

4. D'envoyer au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une lettre signée par S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, pour lui faire savoir que le CNS, « réitérant une fois de plus l'acceptation dans son intégralité du document-cadre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité en date du 28 août 1990, avait décidé de prier l'Organisation des Nations Unies d'envoyer au Cambodge une mission d'enquête pour évaluer les modalités de contrôle et un nombre approprié de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour contrôler, en coopération avec le Groupe de travail militaire du CNS, le cessez-le-feu et la cessation de toute l'aide militaire étrangère ».

5. D'envoyer une délégation à la réunion spéciale du Comité du Mékong prévue pour la mi-août 1991, ainsi qu'à sa session plénière qui se tiendra du 4 au 6 novembre 1991.

6. De nommer au Secrétariat du CNS les six responsables dont les noms suivent :

CHUM BUN RONG
MAK BEN
PENN THOL
SAR SAMBATH
SOK AN
VENG SEREYVUTH

Le Secrétariat commencera ses travaux une semaine avant la prochaine réunion que le CNS tiendra à Bangkok (Thaïlande) en août 1991, à l'ancienne ambassade du Cambodge en Thaïlande, en attendant l'installation du siège du CNS à Phnom Penh.

7. De créer un groupe de travail opérationnel du CNS chargé d'établir le règlement intérieur du CNS, les principes d'une nouvelle Constitution du Cambodge et les lois électorales et d'examiner les modalités de l'installation du siège du CNS à Phnom Penh et en particulier :

— La situation du siège à la Maison des hôtes du gouvernement;

— L'envoi d'équipes représentant les parties cambodgiennes à Phnom Penh pour préparer leur installation;

— Le règlement de questions touchant l'immunité et les privilèges des membres et du personnel du CNS.

8. De solliciter l'assistance du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en vue de :

— Faciliter le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées du Cambodge;

— Mettre en place, au Cambodge et dans les camps de réfugiés qui longent la frontière cambodgienne, un programme de mise en garde contre les mines qui comprendrait :

— L'organisation de cours publics destinés à l'ensemble de la population visant à permettre à celle-ci de reconnaître et d'éviter les engins non explosés;

— La formation de volontaires cambodgiens chargés de désamorcer les engins non explosés;

— La formation de volontaires cambodgiens dans le domaine des premiers secours d'urgence.

9. De mettre en place un groupe de travail du rapatriement qui mènera, en coopération étroite avec le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, des activités préliminaires au rapatriement telles que la création de centres de transit pour les réfugiés, la mise en place d'entrepôts, de routes d'accès, etc.

III. — Le Président du CNS, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, et tous les membres du CNS qui ont pris part à la réunion tiennent à exprimer leur gratitude la plus profonde et la plus cordiale au Gouvernement et au peuple de la République populaire de Chine, à S. E. le président YANG SHANG KUN et à S. E. le premier ministre LI PENG ainsi qu'à tous les hauts responsables chinois pour leur assistance généreuse et leur hospitalité qui ont contribué au succès de la réunion.

Document 11

Lettre datée du 29 juillet 1991, adressée par les Philippines, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la question cambodgienne, publiée le 19 juillet 1991 à Kuala Lumpur

A/46/328-S/22850, 29 juillet 1991

Au nom des Missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la question cambodgienne, publiée le 19 juillet 1991 à Kuala Lumpur (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Sedfrey A. ORDONEZ

Annexe

Déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la question cambodgienne, publiée le 19 juillet 1991 à Kuala Lumpur

1. Les ministres des affaires étrangères, en examinant la situation au Cambodge, ont constaté que la convocation de la réunion du Conseil national suprême à Jakarta du 2 au 4 juin 1991 a été l'occasion d'événements marquants. Ils ont noté avec satisfaction que la réunion du CNS à Pattaya du 24 au 26 juin 1991, convoquée et présidée par S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, avait créé une dynamique favorable au processus de paix devant déboucher sur un règlement politique d'ensemble.

2. Ils se sont félicités de la réunion officieuse du CNS à Beijing le 17 juillet 1991, à laquelle étaient invités des représentants du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les deux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge. Ils ont été vivement encouragés par les nouveaux progrès faits lors de cette réunion, qui a notamment permis d'élire à l'unanimité S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk président du CNS dans un esprit de compromis et de réconciliation nationale.

3. Ils estiment que la décision prise par le CNS de s'installer à Phnom Penh devrait lui permettre de fonctionner, pendant toute la période de transition, comme l'unique organe légitime et la seule source d'autorité incarnant l'indépendance, la souveraineté et l'unité du Cambodge, comme le stipulait la Déclaration commune de la Réunion officieuse tenue à Jakarta sur le Cambodge, datée du 10 septembre 1990.

4. Les ministres des affaires étrangères ont réitéré leur appui aux efforts faits par les deux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et les ont encouragés à continuer à aider les parties cambodgiennes à parvenir à un accord sur les questions non résolues dans les projets d'accord basés sur le document-cadre des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Ils ont exprimé l'espoir que les deux Coprésidents pourraient convoquer à nouveau, dès que possible, la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge.

5. Les ministres des affaires étrangères ont vivement insisté sur la nécessité d'une réconciliation nationale entre les parties cambodgiennes et ont appelé celles-ci à intensifier les efforts qu'elles faisaient pour rechercher un compromis qui leur permette de résoudre les problèmes laissés en suspens lors des consultations entre les coprésidents et les membres du CNS qui ont eu lieu à Jakarta entre le 2 et le 4 juin 1991.

6. Les ministres des affaires étrangères se réjouissent à la perspective de voir le CNS occuper le siège du Cambodge à la quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et se félicitent de la décision prise par le CNS d'y envoyer une délégation dirigée par S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk.

7. Les ministres des affaires étrangères ont souligné que, à l'étape cruciale à laquelle on était parvenu, il fallait tout faire pour maintenir la dynamique du processus de paix. Ils ont noté en particulier qu'il convenait de reconnaître le CNS en tant qu'organe constitué et opérationnel et de lui fournir l'appui international dont il avait besoin. A cette fin, les ministres des affaires étrangères ont décidé que tous les pays membres de l'ANASE répondraient favorablement à l'invitation que leur avait faite le CNS d'accréditer des représentants auprès du Conseil.

Document 12

Lettre datée du 1er août 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à Beijing le 18 juillet 1991

A/46/340-S/22889, 5 août 1991

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, publié à Beijing le 18 juillet 1991 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge :

Le Chargé d'affaires par intérim
et Représentant permanent adjoint de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Marc ROCHEREAU DE LA SABLIÈRE

Le Représentant permanent
de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nana SUTRESNA

Les membres permanents du Conseil de sécurité :

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) LI Daoyu

Le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Thomas PICKERING

Le Chargé d'affaires par intérim
et Représentant permanent adjoint de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Marc ROCHEREAU DE LA SABLIÈRE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) David HANNAY

Le Représentant permanent par intérim
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Valentin V. LOZINSKIY

Annexe

Communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, publié à Beijing le 18 juillet 1991

Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité se sont réunis à Beijing les 17 et 18 juillet 1991. Le représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était également présent.

Les Cinq et l'Indonésie prennent note des assurances répétées de toutes les parties cambodgiennes quant à leur acceptation du document-cadre des Nations Unies, en date du 28 août 1990, dans sa totalité, tel qu'entériné par la résolution 668 (1990) du Conseil de sécurité et adopté

par acclamation par l'Assemblée générale le 15 octobre 1990, comme base du règlement du conflit cambodgien. Ils observent avec satisfaction que, sur la base de cet engagement, le Conseil national suprême (CNS) a effectué des progrès significatifs vers un règlement politique global lors de ses réunions tenues récemment à Jakarta, Pattaya et Beijing.

Ils se félicitent de l'élection du prince Sihanouk comme président du Conseil national suprême.

Ces développements ont créé une situation nouvelle et de nouvelles possibilités d'instaurer une paix durable au Cambodge. Aussi, les Cinq et l'Indonésie demandent instamment au CNS à présent opérationnel d'accélérer ses efforts pour surmonter les difficultés subsistantes et pour parvenir, dans le même esprit de réconciliation nationale, à un consensus sur un règlement politique global — fondé sur les projets d'accord du 26 novembre 1990 — lors de sa prochaine réunion de Bangkok du 26 au 28 août 1991. Un tel consensus permettrait de rapidement réunir à nouveau la Conférence de Paris sur le Cambodge pour adopter et entériner un règlement politique global qui serait ensuite adressé à l'Organisation des Nations Unies pour approbation et application.

Les Cinq et l'Indonésie se félicitent de la décision du CNS de mettre en œuvre un cessez-le-feu illimité. Ils se félicitent également de sa décision de cesser de recevoir des aides militaires étrangères, s'engagent à respecter pour leur part cette décision, et demandent à tous les pays concernés de faire de même. Les Cinq et l'Indonésie expriment également l'espoir que les pays voisins du Cambodge interdiront toute livraison de matériel militaire à partir de leur territoire à l'une quelconque des parties cambodgiennes. De même, ils réaffirment que le retrait des forces militaires étrangères, le cessez-le-feu et la cessation de l'assistance militaire extérieure doivent être efficacement vérifiés et supervisés par les Nations Unies.

A cette fin, ils accueillent favorablement la proposition du Conseil national suprême préconisant l'envoi d'une mission de reconnaissance des Nations Unies au Cambodge. Ils sont convenus de recommander l'envoi d'une telle mission. Celle-ci engagerait le processus de préparation des aspects militaires de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et pourrait examiner comment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut faire usage de ses bons offices pour contribuer à maintenir le cessez-le-feu officieux illimité actuellement en vigueur.

Les Cinq et l'Indonésie se félicitent de la décision prise à l'initiative du prince Sihanouk d'établir le CNS à Phnom Penh dans le courant de cette année. Ils envisagent de manière positive l'envoi de représentants diplomatiques auprès du CNS après que le Conseil se sera établi à Phnom Penh. De tels représentants seraient nommés dans la perspective de la tenue d'élections libres et équitables sous les auspices des Nations Unies, ces élections faisant partie du règlement politique global, conformément au document-cadre du 28 août 1990 et aux projets d'accords du 26 novembre 1990.

Les Cinq et l'Indonésie sont convenus de se réunir de nouveau à Bangkok les 29 et 30 août; à cette occasion ils auront également des discussions avec le CNS à la suite de la réunion que ce dernier aura tenue les jours précédents.

Les participants ont exprimé leurs remerciements au Gouvernement de la République populaire de Chine pour l'excellence de son accueil et des dispositions adoptées pour l'organisation de la présente réunion.

Document 13

Lettre datée du 8 août 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, mentionnant la proposition faite par le Conseil national suprême que l'Organisation des Nations Unies envoie une mission d'enquête au Cambodge et mentionnant aussi la réunion à laquelle les Coprésidents de la Conférence de Paris et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité avaient assisté à Beijing, les 17 et 18 juillet 1991

S/22945, 14 août 1991

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur les derniers développements relatifs à la situation au Cambodge.

Permettez-moi de vous rappeler que S. A. R. le prince Norodom Sihanouk avait convoqué une réunion du Conseil national suprême du Cambodge (CNS) à Pattaya (Thaïlande), du 24 au 26 juin 1991 (A/46/271-S/22740). Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge ainsi que mon représentant spécial, M. Rafeeuddin Ahmed, avaient été invités à y participer en qualité d'observateurs. Parmi les importantes décisions prises à cette réunion, il est à noter que le CNS a décidé à l'unanimité de mettre en œuvre immédiatement un cessez-le-feu illimité et de s'engager à ne plus recevoir d'aide militaire étrangère.

Vous vous souviendrez en outre que le prince Sihanouk a convoqué une réunion officieuse du CNS, qui s'est tenue à Beijing les 16 et 17 juillet (A/46/310-S/22808), à laquelle les Coprésidents de la Conférence de Paris et mon représentant spécial ont aussi participé en qualité d'observateurs. A cette réunion, le CNS a décidé à l'unanimité d'élire le prince Sihanouk à sa présidence et a réitéré son acceptation du document-cadre en date du 28 août 1990 relatif à l'accord politique global du conflit cambodgien (A/45/472-S/21689), dans son intégralité. Il a en outre décidé à l'unanimité de prier l'Organisation des Nations Unies d'envoyer au Cambodge une mission d'enquête.

Dans la lettre datée du 16 juillet qu'il m'a adressée au nom du CNS, le prince Sihanouk indique que le CNS a

> « décidé de prier l'Organisation des Nations Unies d'envoyer une mission d'enquête pour évaluer les modalités de contrôle et un nombre approprié de fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour contrôler, en coopération avec le Groupe de travail militaire du CNS, le cessez-le-feu et la cessation de toute aide militaire étrangère. »

Les 17 et 18 juillet, les Coprésidents de la Conférence de Paris et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont tenu une réunion à Beijing en présence de mon représentant spécial (A/46/340-S/22889). Le communiqué final publié à l'issue de cette réunion, qui fait état des résultats des deux dernières réunions du CNS, précise ce qui suit :

> « Les Cinq et l'Indonésie se félicitent de la décision du CNS de mettre en œuvre un cessez-le-feu illimité. Ils se félicitent également de sa décision de cesser de recevoir des aides militaires étrangères, s'engagent à respecter pour leur part cette décision, et demandent à tous les pays concernés de faire de même. Les Cinq et l'Indonésie expriment également l'espoir que les pays voisins du Cambodge interdiront toute livraison de matériel militaire à partir de leur territoire à l'une quelconque des parties cambodgiennes. De même, ils réaffirment que le retrait des forces militaires étrangères, le cessez-le-feu et la cessation de l'assistance militaire extérieure doivent être efficacement vérifiés et supervisés par les Nations Unies.
>
> « A cette fin, ils accueillent favorablement la proposition du Conseil national suprême préconisant l'envoi d'une mission de reconnaissance des Nations Unies au Cambodge. Ils sont convenus de recommander l'envoi d'une telle mission. Celle-ci engagerait le processus de préparation des aspects militaires de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et pourrait examiner comment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies peut faire usage de ses bons offices pour contribuer à maintenir le cessez-le-feu officieux illimité actuellement en vigueur. »

J'ai donc le plaisir de vous informer qu'il est de mon intention de prendre les dispositions nécessaires pour envoyer le plus rapidement possible une mission d'enquête au Cambodge.

Le Secrétaire général

(*Signé*) Javier PÉREZ DE CUÉLLAR

Document 14

Lettre datée du 3 septembre 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à l'issue de leur réunion qui s'est tenue à Pattaya les 29 et 30 août 1991

A/46/418-S/23011, 4 septembre 1991

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (auquel est joint un appendice), publié à l'issue de la réunion qui s'est tenue à Pattaya les 29 et 30 août 1991.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge :

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Chargé d'affaires par intérim
et Représentant permanent adjoint de la République
d'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nugroho WISNUMURTI

Les membres permanents du Conseil de sécurité :

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) M. LI Daoyu

Le Chargé d'affaires par intérim et Représentant
permanent adjoint des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Alexander F. WATSON

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) David HANNAY

Le Représentant permanent de l'Union
des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Yuliy M. VORONTSOV

Annexe

Communiqué publié le 30 août 1991 par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les cinq membres permanents du Conseil de sécurité

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et l'Indonésie se sont réunis à Pattaya les 29 et 30 août 1991. Le Représentant du Secrétaire général de l'ONU était également présent.

Les Cinq et l'Indonésie ont également tenu pour la première fois une réunion conjointe avec le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge.

Les Cinq et l'Indonésie expriment leur satisfaction devant les progrès vers un accord politique global réalisés à la réunion du CNS tenue du 26 au 29 août 1991 à Pattaya, sur la base de l'accord-cadre du 28 août 1990 et du projet d'accord du 26 novembre 1990 reconnaissant le rôle majeur des Nations Unies inscrit dans ces documents. Les résultats de cette réunion démontrent les progrès significatifs qui ont été réalisés dans la voie de la réconciliation nationale.

Ils prennent note avec satisfaction du consensus atteint par le CNS sur la façon de résoudre certaines difficultés restantes très importantes.

Les Cinq et l'Indonésie rappellent qu'ils ont uniformément envisagé un plan détaillé pour le retour à la vie civile par étapes de toutes les catégories de forces des parties cambodgiennes. Ils considèrent comme essentiel, afin de limiter le risque d'une reprise des combats, de conforter la sécurité et de développer la confiance entre les parties, assurant les meilleures perspectives possibles d'accord durable. Une telle disposition demeure leur engagement fondamental.

Sur cette base, et en tenant compte des progrès réalisés au sein du CNS et l'esprit de compromis qui s'y développe, les Cinq et l'Indonésie sont disposés à soutenir la formule mise au point par le CNS qui permet la démobilisation, avant les élections, de 70 % de toutes les forces et de leurs armes, sous réserve des considérations contenues dans l'appendice ci-joint (voir appendice).

Ils demandent au CNS de réfléchir plus avant à la question de la démobilisation totale, de préférence avant les élections.

Ils estiment d'une grande importance la décision du CNS de laisser au prince Sihanouk la décision finale pour déterminer les avis donnés à l'APRONUC concernant l'application de l'accord global, lorsqu'un consensus ne peut être atteint au sein du CNS, et ils examineront plus avant les incidences de cette décision sur les relations entre l'APRONUC et le CNS.

Ils ont également pris note avec satisfaction de la déclaration du CNS selon laquelle le Cambodge adoptera un système de démocratie libérale et pluraliste et de la décision de promouvoir et d'encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge.

Ils demandent instamment au CNS de prendre une décision aussi rapide que possible sur la question du système électoral.

Ils sont d'accord pour un avis favorable à la proposition faite par le CNS de demander au Secrétaire général de l'ONU d'envoyer au Cambodge du personnel des Nations Unies en tant qu'observateurs. A cet égard, ils demandent au CNS de faire tous les efforts possibles afin de résoudre les problèmes restants, ce qui est nécessaire à la conclusion de l'accord politique global et ce qui faciliterait une décision du Conseil de sécurité de l'ONU concernant l'envoi de la force d'observateurs.

A la lumière des progrès très positifs réalisés à Pattaya, les Cinq et l'Indonésie estiment que le moment est venu d'intensifier les efforts pour finaliser le projet d'accord afin de le soumettre au Comité de coordination de la Conférence de Paris sur le Cambodge (CPC).

Ils estiment fort souhaitable que la CPC soit reconvoquée au niveau ministériel à la fin du mois d'octobre pour que soit signé l'accord politique global avant que le CNS, sous la présidence du prince Sihanouk, ne s'établisse à Phnom Penh à la mi-novembre.

Ils ont décidé de se réunir à nouveau à New York en septembre.

Les Cinq et l'Indonésie expriment leur profonde reconnaissance au Gouvernement du Royaume de Thaïlande pour les excellentes dispositions prises afin de faciliter le déroulement de cette réunion.

Appendice

Arrangements militaires

Les Cinq et l'Indonésie rappellent qu'ils ont uniformément envisagé un plan détaillé pour le retour à la vie civile par étapes de toutes les catégories de forces des parties cambodgiennes. Ils considèrent comme une disposition essentielle, afin de limiter le risque d'une reprise des combats, de conforter la sécurité et de développer la confiance entre les parties, assurant les meilleures perspectives possibles d'accord durable. Une telle disposition demeure leur engagement fondamental.

Sur cette base, et en tenant compte des progrès réalisés au sein du CNS et l'esprit de compromis qui s'y développe, les Cinq et l'Indonésie sont disposés à soutenir la formule mise au point par le CNS qui permet la démobilisation, avant les élections, de 70 % de toutes les forces et de leurs armes, sous réserve des considérations suivantes :

1. Il est essentiel de clarifier, comme faisant partie de l'accord politique global, les arrangements concernant les 30 % des forces restantes. Si ces forces ne sont pas démobilisées avant les élections, comme le préféreraient fortement les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, elles seront soit démobilisées peu après les élections, soit incorporées dans une armée nationale créée par le nouveau gouvernement élu.

2. Il est bien compris que la définition des « forces » est celle contenue au paragraphe 2 de l'article premier de l'annexe 2 du projet d'accord. Il est agréé que les forces comprennent toutes les forces régulières, provinciales, de district, paramilitaires et autres forces auxiliaires. Les Cinq et l'Indonésie invitent les parties cambodgiennes à fournir de façon urgente au représentant du Secrétaire général de l'ONU toutes les informations dont il a besoin pour lui permettre d'identifier les différentes catégories de forces répondant à cette définition.

3. Toutes les armes, munitions et équipements militaires des forces visées au paragraphe 2 ci-dessus seront remises à l'APRONUC quand ces forces entreront dans les lieux de cantonnements. Quant aux forces non encore démobilisées, l'accès à leurs armes ne pourra se faire que sur la base d'une autorisation explicite de l'APRONUC.

4. L'APRONUC identifiera la police civile nécessaire pour assurer le maintien de l'ordre. La police civile opérera sous la supervision ou le contrôle de l'APRONUC.

Document 15

Lettre datée du 23 septembre 1991, adressée par le Président du Conseil national suprême, transmettant le communiqué final publié à l'issue de la réunion du Conseil qui s'est tenue à Pattaya du 26 au 29 août 1991

A/46/494-S/23066, 24 septembre 1991

J'ai l'honneur de demander à Votre Excellence de bien vouloir faire distribuer le texte du Communiqué final publié à l'issue de la réunion du Conseil national suprême du Cambodge qui s'est tenue du 26 au 29 août 1991 à Pattaya comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Président du Conseil national suprême du Cambodge
(*Signé*) Norodom SIHANOUK

Annexe

Communiqué final du Conseil national suprême du Cambodge

I. — Le Conseil national suprême (CNS) du Cambodge s'est réuni du 26 au 29 août 1991 à Pattaya (Thaïlande) sous la présidence très éclairée de S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS. Les représentants des deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ont également participé à la réunion en qualité d'observateurs.

Les membres du Conseil national suprême sont convenus à l'unanimité de ce qui suit :

1. *A propos du contrôle du cessez-le-feu et de la cessation de l'aide militaire étrangère*

S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, a adressé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies une lettre datée du 26 août 1991 dans laquelle on peut notamment lire ce qui suit : « Le CNS du Cambodge, soucieux de faire intégralement appliquer par toutes les parties au conflit la décision du Conseil concernant la cessation des hostilités et de l'aide militaire étrangère, et d'accélérer le processus de paix de l'ONU, vous prie instamment de bien vouloir n'épargner aucun effort pour envoyer au mois de septembre 1991 au moins 200 fonctionnaires de l'ONU au Cambodge en qualité d'"observateurs" afin d'aider le CNS à contrôler le cessez-le-feu et la cessation de l'aide militaire étrangère,

ce qui constituerait une première étape dans le cadre d'un règlement politique d'ensemble. »

2. *A propos des dispositions à prendre concernant l'ensemble des forces des parties cambodgiennes*

Sur la proposition de S. E. M. JEAN DAVID LEVITTE, représentant de la France et coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge :

— Les forces de toutes les parties cambodgiennes seront réduites de 70 %. Les armes, munitions et matériels de ces forces seront également réduits de 70 %.

— Les 30 % restants de ces forces seront regroupés dans des zones de cantonnement spécialement désignées à cette fin sous la supervision de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge. Pendant que ces forces se trouvent dans ces cantonnements, leurs armes, munitions et matériels seront stockés sur place sous la supervision de l'Autorité provisoire. Ces armes, munitions et matériels restants ne devront pas sortir des zones de cantonnement.

3. *A propos des rapports entre l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et le CNS*

Le Conseil national suprême (CNS) fournira des avis à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, qui les suivra à condition qu'un consensus se soit dégagé entre les membres du CNS et que ces avis soient compatibles avec les objectifs de l'Accord sur un règlement politique d'ensemble. Le Représentant spécial du Secrétaire général décidera de la compatibilité de ces avis avec l'Accord.

Si les membres du CNS ne parviennent pas à se mettre d'accord sur un sujet donné, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, devra n'épargner aucun effort pour contribuer à un consensus. Au cas où elle n'y parviendrait pas, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, sera habilitée à se prononcer en dernier ressort, compte pleinement tenu des opinions exprimées au sein du CNS.

Ce mécanisme sera utilisé pour résoudre tous les problèmes ayant trait à l'application du présent Accord qui pourraient survenir entre le Représentant spécial du Secrétaire général et le CNS.

4. *A propos du système politique*

— A l'avenir, le Cambodge adoptera un système de démocratie libérale et pluripartite. Chaque citoyen cambodgien jouira du droit d'association et de création de partis politiques.

— Pour pouvoir participer aux élections, chaque parti politique devra réunir au moins 5 000 membres.

5. A propos des droits de l'homme et des principes devant régir une nouvelle constitution pour le Cambodge

— L'alinéa *b* du paragraphe 2 de l'article 15 de la partie III du projet d'accord du 26 novembre 1990 est ainsi libellé : « Les autres signataires du présent Accord s'engagent à promouvoir et à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge tels qu'ils sont énoncés dans les instruments internationaux pertinents et les résolutions correspondantes de l'Assemblée générale des Nations Unies afin, en particulier, de prévenir de nouveaux abus dans le domaine des droits de l'homme. »

— Le paragraphe 2 de l'annexe 5 du projet d'accord du 26 novembre 1990 est ainsi libellé : « La tragique histoire récente du Cambodge exige que l'on prenne des mesures particulières pour garantir la protection des droits de l'homme. C'est pourquoi la constitution contiendra une déclaration des droits fondamentaux, y compris les droits à la vie, à la liberté individuelle et à la sécurité, les libertés de mouvement, de religion, de réunion et d'association (y compris la création de partis politiques et de syndicats), les garanties prévues par la loi et l'égalité devant la loi, la protection contre la privation arbitraire de la propriété ou la privation de la propriété privée sans juste indemnisation, et des garanties contre la discrimination de caractère racial, ethnique, religieux ou sexuel. Elle interdira l'application rétroactive du droit pénal. La Déclaration sera compatible avec les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents. Les particuliers dont les droits auront été lésés pourront faire appel aux tribunaux pour les faire respecter. »

6. A propos de la question du relèvement et de la reconstruction

Le CNS a demandé à S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, d'adresser une lettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Cette lettre, datée du 29 août 1991, est ainsi libellée :

> « Le CNS a décidé de demander à Votre Excellence de bien vouloir envisager de fournir à une date aussi rapprochée que possible une assistance en vue du relèvement et de la reconstruction du Cambodge. Cette assistance de l'ONU revêt un caractère tout à fait urgent pour ce qui est de la réparation et de la remise en état des routes, des ponts, des installations aéroportuaires et portuaires et des lignes de chemin de fer. »

7. Le CNS a décidé de délivrer des passeports du CNS. Les modalités en seront fixées par le Secrétariat

II. — Le Conseil national suprême du Cambodge a adressé ses vifs remerciements à Sa Majesté le Roi et à Sa Majesté la Reine du Royaume de Thaïlande, à S. E. M. ANAND PANYARACHUN, premier ministre du Gouvernement royal thaïlandais, et à tous les autres représentants thaïlandais dont l'assistance et l'hospitalité généreuses ont permis à cette réunion du CNS d'être couronnée de succès. La nation et le peuple cambodgiens ont contracté une dette immense envers le Royaume de Thaïlande, dont la générosité, la compassion et les efforts énergiques ont été si précieux pour la cause nationale cambodgienne.

III. — Le CNS a exprimé sa profonde gratitude à tous les peuples et gouvernements amis à travers le monde pour les efforts qu'ils ont déployés en vue d'un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien.

IV. — Le CNS a remercié le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies d'avoir envoyé une mission d'enquête au Cambodge en réponse à la lettre que S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, lui avait adressée le 16 juillet 1991, et a exprimé sa gratitude de leur coopération aux deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et à leurs représentants.

V. — Le CNS a également remercié de leur assistance S. E. M. RAFEEUDDIN AHMED, représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. JEAN DAVID LEVITTE, S. E. M. S. WIRYONO, les représentants des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et leurs collaborateurs.

VI. — Le CNS a exprimé sa gratitude aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies pour le temps et les efforts qu'ils ont consacrés en vue de parvenir dans les meilleurs délais à un règlement politique d'ensemble durable du conflit cambodgien.

FAIT à Pattaya (Thaïlande) le 29 août 1991

— Le Président du CNS :
S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK

— Les membres du CNS :
S. E. M. DITH MUNTY
S. E. M. HOR NAMHONG
S. E. M. HUN SEN
S. E. M. IENG MOULY
S. E. M. IM CHHUN LIM
S. E. M. KHIEU SAMPHAN
S. A. R. le prince NORODOM RANARIDDH
S. E. M. SIN SEN
S. E. M. SON SANN
S. E. M. SON SEN
S. E. M. TEA BANH

Document 16

Lettre datée du 24 septembre 1991, adressée par la Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Indonésie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et l'Union des Républiques socialistes soviétiques, transmettant le communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité publié à l'issue de la réunion qui s'est tenue à New York les 20 et 21 septembre 1991

A/46/508-S/23087, 27 septembre 1991

Nous avons l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, le texte du communiqué des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, publié à l'issue de la réunion qui s'est tenue à New York les 20 et 21 septembre 1991 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge :

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Représentant permanent
de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Nana SUTRESNA

Les membres permanents du Conseil de sécurité :

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) LI Daoyu

Le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Thomas R. PICKERING

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) David HANNAY

Le Représentant permanent
de l'Union des Républiques socialistes soviétiques
auprès de l'Organisationdes Nations Unies
(*Signé*) Yuliy M. VORONTSOV

Annexe

Communiqué

(New York, le 21 septembre 1991)

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et l'Indonésie se sont réunis à New York les 20 et 21 septembre 1991. Le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies était également présent.

Le 20 septembre, les Cinq et l'Indonésie ont tenu leur deuxième réunion avec des membres du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge sous la présidence du prince Norodom Sihanouk.

Les Cinq et l'Indonésie se sont félicités de la tenue le 21 septembre d'une réunion informelle de tous les membres de la Conférence de Paris sur le Cambodge (CPC) pour procéder à un échange de vues sur les développements récents intervenus dans le processus de paix.

Les Cinq et l'Indonésie ont pris note avec satisfaction de la décision prise par le CNS sur la question du système électoral, qui prévoit que les élections nationales au Cambodge se dérouleront selon un système de représentation proportionnelle sur une base provinciale.

Ils se sont également félicités de la lettre adressée le 20 septembre par le Président du CNS au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies apportant des éclaircissements supplémentaires sur le processus de prise de décision.

Ils accueillent favorablement, comme une nouvelle preuve de l'esprit croissant de coopération au sein du CNS, la décision de toutes les parties cambodgiennes de fournir à une date rapprochée au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies des informations détaillées sur leurs forces militaires, pour faciliter le processus de préparation des aspects militaires du Groupe d'assistance des Nations Unies pour la période de transition (l'APRONUC).

Ils espèrent que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sera rapidement en mesure de soumettre à l'examen du Conseil de sécurité de l'Organisation un plan pour l'envoi au Cambodge d'une mission de bons offices des Nations Unies peu après la signature de l'accord sur le règlement global.

Les Cinq et l'Indonésie notent avec une particulière satisfaction que le processus de mise au point d'un accord de règlement global pour le Cambodge semble être entré dans sa phase finale. Ainsi, la réalisation de l'objectif de la réconciliation nationale et d'une paix durable dans ce pays devient plus proche. Dans cet esprit, ils forment le vœu que la CPC puisse être reconvoquée avant la fin octobre.

Document 17

Rapport du Secrétaire général sur la proposition d'envoi d'une mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC)

S/23097, et additif, S/23097/Add.1, 30 septembre 1991

Introduction

1. Dans ma lettre du 8 août 1991, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/22945), je manifestais mon intention de prendre les dispositions nécessaires pour l'envoi dans les plus brefs délais d'une mission d'enquête au Cambodge. Dans sa réponse datée du 14 août 1991 (S/22946), le Président du Conseil de sécurité m'informait que les membres du Conseil avaient donné leur assentiment à la proposition que j'avais faite dans ma lettre.

2. L'objet du présent rapport, qui a été rédigé à la lumière du rapport de la mission d'enquête, est de recommander au Conseil de sécurité d'autoriser l'établissement d'une mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (UNAMIC) qui prendrait ses fonctions dès que l'accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien aura été signé. Les négociations relatives au projet d'accord, dont le texte a été communiqué au Secrétaire général par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge le 8 janvier 1991 (S/22059), en sont à un stade avancé, et l'on compte que l'accord sera signé vers la fin d'octobre 1991.

I. Rapport de la mission d'enquête

3. Le mandat de la mission d'enquête était de préciser les modalités de contrôle du cessez-le-feu et de la cessation de toute aide militaire extérieure, de déterminer le nombre des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui seraient chargés d'assurer ce contrôle et de présenter des recommandations en vue de la mise en

place, au Cambodge, d'un programme d'alerte au danger des mines, conformément aux demandes formulées par le Conseil national suprême du Cambodge, que S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, m'a fait parvenir les 16 et 17 juillet 1991. La mission était également chargée de tenir compte du communiqué publié le 18 juillet 1991 par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les membres permanents du Conseil de sécurité (S/22889, annexe).

4. La mission était dirigée par mon conseiller militaire, le général de division Timothy Dibuama, et comprenait six officiers détachés par des Etats Membres et six fonctionnaires du Secrétariat. La mission a séjourné dans la région du 19 août au 4 septembre 1991, après quoi elle est rentrée à New York pour établir son rapport.

5. Les principaux points du rapport de la mission sont les suivants :

a) Les modalités de contrôle du cessez-le-feu et de la cessation de l'aide militaire extérieure ont déjà été mises au point et sont exposées à l'annexe 2 du projet d'accord sur un règlement politique global rédigé par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les membres permanents du Conseil de sécurité (S/22059);

b) Afin de déterminer le nombre des fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies qui seraient chargés d'appliquer lesdites modalités, il faudrait obtenir les informations dont il est question au paragraphe 3 de l'article I et au paragraphe 3 de l'article VII de ladite annexe;

c) Certaines des parties cambodgiennes ont informé la mission qu'elles n'étaient pas encore, pour l'instant, en mesure de communiquer à l'Organisation certaines des informations nécessaires, et la mission n'a pas pu en obtenir certains autres;

d) En conséquence, la mission n'a pas pu préciser les modalités de contrôle du cessez-le-feu et de la cessation de l'aide militaire extérieure. La mission n'a pas non plus pu commencer à prendre de dispositions pratiques en vue de l'application des aspects militaires du mandat qui serait confié à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) dès qu'un accord global aura été conclu;

e) En ce qui concerne le programme d'alerte au danger des mines, la mission a conclu que les activités seraient initialement concentrées dans le nord-ouest du Cambodge et dans les zones où seraient probablement réinstallés les réfugiés rapatriés;

f) Idéalement, l'exécution de ce programme devrait être assurée par une petite équipe de militaires, qui feraient partie de la mission préparatoire envisagée.

II. Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge

6. Lors des consultations sur le Cambodge qui ont eu lieu à New York les 20 et 21 septembre 1991, j'ai informé les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et les membres permanents du Conseil de sécurité que, dans un premier temps, l'Organisation pourrait aider les parties cambodgiennes à faire observer le cessez-le-feu en déployant au Cambodge une mission préparatoire restreinte, composée essentiellement d'officiers de liaison, et ce afin d'aider les parties en question à examiner et faire cesser toute violation ou violation présumée du cessez-le-feu. La mise sur pied d'une mission préparatoire ainsi composée pourrait être la première étape du processus de bons offices visé au second paragraphe de l'article 9 du projet d'accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien.

7. Cette information a été accueillie avec satisfaction lors des consultations de New York et j'ai été encouragé à élaborer un plan dans ce sens. Je recommande donc au Conseil de sécurité de décider maintenant d'autoriser la création de l'UNAMIC comme indiqué dans les paragraphes ci-après.

8. L'UNAMIC serait placée sous le commandement de l'Organisation des Nations Unies, exercé par le Secrétaire général sous l'autorité du Conseil de sécurité. Elle serait dirigée sur le terrain par un agent de liaison principal civil, désigné par le Secrétaire général, qui aurait autorité sur ses divers éléments. Le commandement de ses éléments militaires serait confié à un officier de liaison principal militaire, désigné par le Secrétaire général, avec l'assentiment du Conseil de sécurité. L'officier de liaison principal relèverait du Secrétaire général, par l'intermédiaire de l'agent de liaison principal. Le Secrétaire général ferait régulièrement rapport au Conseil de sécurité sur les opérations de la mission. Toutes les questions pouvant avoir une incidence sur la nature de la mission ou la poursuite de son bon fonctionnement seraient renvoyées, pour décision, au Conseil de sécurité.

9. La mission serait composée d'agents de liaison civils, d'officiers de liaison militaires, d'une unité militaire chargée du programme d'alerte au danger des mines et du personnel d'appui nécessaire, principalement des civils, mais peut-être aussi quelques militaires. Le personnel militaire de la mission qui ne serait pas armé serait détaché par des Etats Membres à la demande du Secrétaire général. Ces Etats seraient choisis en consultation avec les parties et avec l'assentiment du Conseil de sécurité, compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable.

10. La mission deviendrait opérationnelle immédiatement après la signature de l'accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien. Son mandat commencerait à courir à la signature de l'accord et expirerait une fois que l'APRONUC aurait été créée par le Conseil de sécurité et que le budget de cette dernière aurait été adopté par l'Assemblée générale. L'UNAMIC serait alors absorbée par l'APRONUC qui poursuivrait et développerait ses fonctions de bons offices durant la première phase du cessez-le-feu visée au paragraphe 1 de l'article I de l'annexe 2 du projet d'accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien. Il est prévu que l'UNAMIC serait absorbée par l'APRONUC moins

de six mois après la signature de l'accord; en cas de retard, il pourrait être nécessaire de prolonger le mandat de l'UNAMIC au-delà des six mois prévus, sous réserve de l'examen auquel le Conseil procédera alors.

11. Outre les responsabilités qui lui seraient confiées dans le cadre de l'UNAMIC, l'agent de liaison principal serait chargé d'assurer, avec l'aide du personnel de liaison civil, la liaison avec le Conseil national suprême pour les préparatifs de la mise en place de l'APRONUC et d'autres questions liées au rôle de l'Organisation des Nations Unies dans l'application de l'accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien.

12. La mission de bons offices de la composante militaire de l'UNAMIC consisterait à faciliter les communications entre les quartiers généraux militaires des quatre parties cambodgiennes pour ce qui a trait au cessez-le-feu. A cette fin, l'UNAMIC établirait son quartier général à Phnom Penh et déploierait des équipes de liaison auprès des quartiers généraux militaires de chacune des parties cambodgiennes. Elle aurait son propre réseau de communications entre son quartier général et les cinq équipes de liaison. Elle prêterait ses bons offices — notamment en transmettant leurs messages aux parties et en prenant des dispositions pour leur permettre de se rencontrer — en vue de résoudre les difficultés, de rétablir le statu quo et de décider des mesures à prendre pour éviter toute nouvelle violation du cessez-le-feu.

13. Outre ses responsabilités touchant les éléments militaires de l'UNAMIC, l'officier de liaison principal exécuterait les tâches prévues à l'article II de l'annexe 2 de l'accord sur un règlement politique global. Il serait, le cas échéant, fait appel au groupe de travail militaire mixte visé dans cet article, pour faciliter l'accomplissement des tâches de l'élément militaire de l'UNAMIC.

14. Dans le cadre du programme d'alerte au danger des mines, la mission déploierait deux petites équipes composées de militaires ayant déjà eu à enseigner à des populations civiles comment éviter les mines et les pièges explosifs. Initialement, ces équipes donneraient la priorité aux populations vivant dans des zones où des combats ont eu lieu récemment ou à priorité de telles zones. Par la suite, ce programme initial serait élargi aux tâches prévues dans l'accord sur un règlement politique global, la priorité étant donnée, en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), aux itinéraires utilisés pour le rapatriement, aux centres d'accueil et aux zones de réinstallation. Les activités de la mission dans ce domaine devraient être soigneusement coordonnées avec le programme d'alerte au danger des mines lancé au début de l'année au bénéfice des réfugiés cambodgiens et personnes déplacées vivant dans les camps le long de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande et avec un programme d'information que l'Unesco doit lancer sous peu à l'intérieur du Cambodge.

15. Pour mener à bien les tâches ci-dessus, l'UNAMIC devrait pouvoir compter en permanence sur le concours de toutes les parties cambodgiennes. Elle jouirait de la liberté de mouvement et de communication et de tous autres droits et facilités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. La mission et son personnel devraient aussi bénéficier de tous les privilèges et immunités pertinents prévus par la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies. Afin d'obtenir confirmation de l'engagement de toutes les parties cambodgiennes de prendre des mesures nécessaires pour permettre à la mission d'exercer ses fonctions, j'engagerais des consultations sur un projet d'accord avec le Conseil national suprême dès que le Conseil de sécurité aura pris la décision d'autoriser la création de l'UNAMIC. Il serait aussi nécessaire de conclure avec le Gouvernement thaïlandais un accord sur le statut des membres de la mission que leurs fonctions pourraient amener à entrer en Thaïlande.

16. On estime que, pour l'exécution du mandat recommandé dans le présent rapport, l'UNAMIC aurait besoin de huit agents de liaison civils, de 50 officiers de liaison militaires et de 20 autres militaires pour constituer l'unité chargée du programme d'alerte au danger des mines, et d'environ 150 fonctionnaires civils d'appui (75 recrutés sur le plan international et 75 recrutés sur le plan local). En outre, l'Australie fournirait, à titre de contribution volontaire, une unité militaire de transmissions, composée d'une quarantaine de personnes. Une unité aérienne comprenant quatre hélicoptères et un avion serait aussi nécessaire.

17. La mission pourrait être déployée progressivement et par étapes. Dans un premier temps, l'agent principal de liaison, l'officier principal de liaison et son personnel, certains fonctionnaires chargés de tâches consultatives et administratives et les éléments d'appui et logistiques nécessaires seraient envoyés à Phnom Penh dans les 10 jours suivant la signature de l'accord sur un règlement politique global. La deuxième phase commencerait dès que les véhicules, groupes électrogènes, abris et autres matériels nécessaires auraient été achetés et livrés au quartier général de chacune des parties cambodgiennes, et consisterait à déployer les équipes militaires de liaison avec les éléments d'appui et administratifs nécessaires. L'unité chargée du programme d'alerte au danger des mines serait ensuite déployée aussi tôt que possible.

18. Je présenterai dès que possible un état des incidences financières et administratives de la présente recommandation, sous la forme d'un additif au présent rapport. Dans l'intervalle, il est de mon devoir d'informer le Conseil de sécurité qu'étant donné l'état de délabrement de l'économie et de l'infrastructure cambodgienne, il ne serait possible d'obtenir au Cambodge presque aucun des matériels, fournitures et services dont la mission aurait besoin. Les éléments d'appui devant être fournis par l'Organisation des Nations Unies seraient donc inévitablement importants. Il faudrait aussi expédier par avion au Cambodge une partie des véhicules, appareils de communications, abris, groupes électrogènes et autres matériels nécessaires pour les premières phases du développement.

III. Conclusion

19. Il y a eu ces dernières semaines des progrès encourageants dans les négociations en cours pour aboutir à un règlement politique global du long et cruel conflit cambodgien. La communauté internationale est unanime à vouloir que ce processus de négociation aboutisse rapidement. Je suis convaincu que le déploiement de la mission préparatoire recommandé dans le présent rapport contribuerait à maintenir l'élan acquis et réduirait le risque de voir des événements fâcheux au Cambodge venir perturber le processus en cours. Il montrerait aussi la volonté de l'Organisation des Nations Unies d'aider les parties et le peuple cambodgiens à régler leurs différends de manière pacifique et démocratique.

Additif (*S/23097/Add.1*)

1. Au paragraphe 18 de mon rapport au Conseil de sécurité (S/23097), je signalais que je présenterais dans un additif au rapport l'état des incidences financières et administratives de la mise sur pied d'une mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (UNAMIC).

2. Le mandat de l'UNAMIC est présenté dans le document susmentionné. On trouvera ci-après un aperçu du plan des opérations, des hypothèses générales et des prévisions de dépenses. En ce qui concerne le financement de la mission, je recommande que, si le Conseil de sécurité décide de mettre sur pied la mission, toutes les dépenses y afférentes soient considérées comme des dépenses de l'Organisation devant être supportées par les Etats Membres conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte. Je compte recommander à l'Assemblée générale que les contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres soient créditées à un fonds spécial ouvert à cette fin.

Plan des opérations

3. L'ONAMIC établirait son siège à Phnom Penh et détacherait des équipes de liaison auprès du quartier général de chacune des parties cambodgiennes. En outre, la mission déploierait des équipes dans deux localités avancées, à savoir Battambang et Siem Reap. C'est à partir de ces deux localités que seraient menées les activités prévues dans le cadre du programme d'alerte au danger des mines. En conséquence, l'UNAMIC mènerait ses opérations à partir de six localités du pays et serait en mesure de répondre rapidement aux besoins qui se feraient sentir ailleurs, conformément à son mandat.

4. L'UNAMIC devrait disposer d'un système de communication efficace et indépendant qui fonctionnerait 24 heures sur 24 et qui, en outre, serait accessible aux parties cambodgiennes concernées afin qu'elles puissent, le cas échéant, plus facilement communiquer entre elles afin de résoudre toutes difficultés susceptibles d'entraver l'application du cessez-le-feu.

5. L'UNAMIC fonctionnerait comme une opération intégrée qui, sur le terrain, serait placée sous la responsabilité générale de l'agent de liaison principal. On trouvera résumés ci-après les principaux éléments opérationnels de la mission :

a) Le bureau de l'agent de liaison principal sis au siège de la mission à Phnom Penh, comprenant huit fonctionnaires internationaux;

b) L'unité militaire dirigée par l'officier de liaison principal, dotée d'un effectif de 70 hommes, à savoir 50 officiers de liaison et 20 autres militaires appartenant à l'unité chargée du programme d'alerte au danger des mines. En outre, une unité de 40 militaires serait chargée des communications sur le théâtre d'opérations. Cette unité serait fournie par le Gouvernement australien à titre de contribution volontaire. Cette offre généreuse du Gouvernement australien permettrait de déployer plus rapidement le personnel et d'acheminer par voie de surface, plutôt que par voie aérienne (solution plus onéreuse), le gros du matériel de communication et de l'équipement lourd nécessaires pour l'opération;

c) Une unité civile comprenant environ 75 fonctionnaires internationaux et 75 agents locaux chargés de fournir des services d'appui et des services techniques, notamment des services de sécurité, d'interprétation et de traduction et des services médicaux. On trouvera à l'annexe A au présent document un tableau d'effectifs détaillé;

d) Compte tenu de l'état de l'infrastructure du pays, la mise en place, dans les meilleurs délais, d'une unité aérienne permettrait de déployer rapidement et en toute sécurité le personnel de la mission, de mettre en place les mécanismes d'approvisionnement nécessaires et d'organiser les évacuations médicales.

Hypothèses générales

6. J'ai déjà informé le Conseil de sécurité, dans le rapport que je lui ai adressé (S/23097) qu'étant donné l'état de délabrement de l'économie et de l'infrastructure du pays, il serait pratiquement impossible de se procurer au Cambodge le matériel, les fournitures et les services dont la mission aura besoin. En conséquence, il est tenu compte dans les incidences financières de la nécessité de se procurer à l'extérieur du Cambodge d'importantes quantités de matériel et de services.

7. L'UNAMIC serait déployée en deux étapes. Le premier groupe serait déployé immédiatement après la signature de l'Accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien (qui devrait intervenir d'ici la fin d'octobre 1991), mais avant le 14 novembre 1991. Au cours de la deuxième étape, l'UNAMIC sera pleinement déployée entre la mi-novembre et la mi-décembre 1991.

Prévisions de dépenses

8. Compte tenu du plan des opérations et des hypothèses générales présentés ci-dessus, on estime qu'il faudra disposer d'un montant de 19,9 millions de dollars (chiffre brut) pour une période de six mois. Ce montant engloberait les frais de démarrage et le coût d'acquisition du matériel. Les prévisions de dépenses ventilées par principal objet de dépense sont présentées à l'annexe II du présent document.

Annexe I

Tableau d'effectifs provisoires[a]

	Personnel militaire		*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*		*Agents du Service mobile et agents des services généraux*		*Agents locaux*		*Total*	
Personnel des services organiques										
Chef de mission			(1)	1					(1)	1
Spécialiste des questions politiques (hors classe)			(1)	1					(1)	1
Spécialiste des questions politiques/juriste			(1)	1					(1)	1
Fonctionnaire de l'information			(1)	1					(1)	1
Assistant de recherche					(1)	1			(1)	1
Secrétaires					(3)	3			(3)	3
Total, personnel des services organiques	0	0	(4)	4	(4)	4	0	0	(8)	8
Personnel militaire										
Officiers de liaison	(17)	50							(17)	50
Personnel chargé du programme d'alerte au danger des mines		20								20
Personnel médical	(3)	6							(3)	6
Personnel d'appui[b]	(40)	40							(40)	40
Total, personnel militaire	(60)	116	0	0	0	0	0	0	(60)	116
Personnel d'appui										
Fonctionnaires d'administration (hors classe)			(1)		1				(1)	1
Fonctionnaires d'administration				(1)	1				(1)	1
Personnel				(1)	1	(1)	1		(2)	2
Finances			(1)	1	(1)	2			(2)	3
Transports				(3)	10				(3)	10
Communications					(10)	12			(10)	12
Contrôle du matériel					(2)	4			(2)	4
Achats et services généraux			(2)	2	(13)	19			(15)	21
Sécurité					(2)	2			(2)	2
Secrétaires					(8)	8			(8)	8
Secrétaires (du personnel militaire)					(5)	5			(5)	5
Interprètes (recrutés localement)							(10)	15	(10)	15
Autres agents locaux							(35)	60	(35)	60
Total, personnel d'appui	0	0	(6)	6	(45)	63	(45)	75	(96)	144
Total, effectifs de la Mission	(60)	116	(10)	10	(49)	67	(45)	75	(164)	268

[a] Les chiffres entre parenthèses correspondent aux effectifs qui devront être déployés au cours de la phase initiale de la mission, c'est-à-dire le 14 novembre 1991 au plus tard; les autres chiffres correspondent aux effectifs totaux.

[b] Contribution volontaire du Gouvernement australien.

Annexe II

Prévisions de dépenses

N° de rubrique	*Principaux objets de dépenses*	*Nov.-déc. 91 (2 mois)*[a]	*Jan-avril 92 (4 mois)*	*Total (6 mois)*
		(En milliers de dollars E.-U.)		
1	*Personnel militaire* Les montants prévus comprennent les frais de voyage jusqu'au lieu de la mission ($ 259 200) et l'indemnité de subsistance (mission) ($ 855 100) de 76 hommes, soit 50 officiers de liaison, 20 spécialistes chargés du programme d'alerte au danger des mines et les 6 membres de l'équipe médicale, ainsi que les indemnités payables en cas d'accident imputable au service ($ 50 000)[b]	431,1	733,2	1 164,3
2	*Personnel civil* Les montants prévus comprennent les traitements bruts et les dépenses communes de personnel ($ 3 491 400), l'indemnité de subsistance [missions] ($ 1 272 000), les frais de voyage jusqu'au lieu de la mission ($ 202 500) et les autres frais de voyage autorisés ($ 45 000) de 77 fonctionnaires recrutés sur le plan international et 75 agents recrutés sur le plan local	1 667,9	3 343,7	5 011,6
3	*Travaux de construction et entretien des locaux (y compris l'éclairage, l'énergie, l'eau, etc.)* Cette catégorie de dépense comprend les loyers ($ 165 000), les dépenses d'éclairage, d'énergie, d'eau, etc. ($ 45 000), les frais d'achat et d'assemblage de trois unités préfabriquées devant servir de bureaux et de logements ($ 293 000), et les frais généraux d'entretien ($ 54 000)	389,0	168,0	557,0
4	*Opérations terrestres* Les montants prévus serviront à l'achat des véhicules, du matériel et des services suivants : 18 berlines, 27 véhicules 4 x 4, 8 minibus, 2 ambulances, 7 camions, 10 véhicules à l'épreuve des mines, 7 remorques, 2 élévateurs à fourche et 1 chariot pour la manutention de conteneurs ($ 2 269 000), matériel de réparation et d'entretien ($ 50 000), carburant, huiles, lubrifiants et pièces détachées ($ 235 000) et assurance des véhicules ($ 12 000)	2 406,0	160,0	2 566,0
5	*Opérations aériennes* Les montants prévus couvrent l'affrètement de quatre hélicoptères utilitaires pendant cinq mois ($ 4 350 600) y compris les frais de transport aller, la location d'un hélicoptère ou, selon le cas, d'un avion, pendant 55 heures environ au cours de la période de démarrage ($ 110 000) et l'affrètement d'un avion cargo de moyen tonnage pendant cinq mois pour le transport du personnel et le réapprovisionnement ($ 1 750 000). Cette catégorie de dépenses comprend aussi les achats de carburant-avion ($ 565 500), les frais de manutention au sol et les assurances ($ 45 000)	1 650,7	5 170,4	6 821,1
6	*Communications* Les montants indiqués couvriront le coût du matériel de communications et du matériel d'essai ($ 1 916 000), les achats de pièces de rechange et de fournitures ($ 80 000) et le coût des communications par le réseau commercial ($ 83 000), y compris les redevances d'utilisation des servi-	1 999,0	80,0	2 079,0

N° de rubrique	*Principaux objets de dépenses*	*Nov.-déc. 91 (2 mois)*[a]	*Jan-avril 92 (4 mois)*	*Total (6 mois)*
		(En milliers de dollars E.-U.)		
	ces de communication par satellite et de la valise diplomatique. (Ils ne tiennent pas compte de la contribution volontaire du Gouvernement australien)			
7	*Matériel divers*	831,2	56,0	887,2
	Les montants prévus couvriront l'achat de groupes électrogènes ($ 198 200), de mobilier et de matériel de bureau, y compris du matériel informatique ($ 238 000), des citernes et pompes pour les carburants ($ 140 000), du matériel d'observation ($ 70 000) et de divers équipements ($ 165 000), y compris du matériel médical, du matériel de purification de l'eau, des équipements pour le logement du personnel de la Mission dans les postes avancés et des réfrigérateurs			
8	*Fournitures et services*	149,4	76,0	225,4
	Les montants indiqués représentent le coût des services contractuels, des fournitures et services médicaux, des articles de papeterie et autres fournitures de bureau, des abonnements à des journaux et périodiques, du matériel de nettoyage et de désinfection, des uniformes, des drapeaux et plaques d'inventaire de l'ONU, des fournitures électriques, des jerricanes pour l'eau et l'essence et divers autres services et fournitures			
9	*Fret et dépenses connexes*	80,0	60,0	140,0
	La plupart des dépenses de fret sont comprises dans les rubriques relatives aux véhicules et au matériel. Les sommes complémentaires prévues à la présente rubrique couvriront les frais de transport de fournitures et articles divers non inclus ailleurs			
10	*Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix*	141,8	284,2	426,0
	Le montant indiqué est égal à 8,5 % des dépenses de personnel indiquées à la rubrique 2			
	Montant total des dépenses prévues (montant brut)	9 746,1	10 131,5	19 877,6

[a] Comprend les dépenses initiales, soit 6 230 900 dollars, représentant le coût des véhicules et du matériel nécessaire, les frais de voyage du personnel civil et militaire se rendant pour la première fois sur le lieu de la mission et les frais de transport aller des quatre hélicoptères qu'il est prévu d'affréter.

[b] Dans le rapport du Secrétaire général S/23097 (par. 16), les six membres de l'équipe médicale font partie des 75 fonctionnaires recrutés sur le plan international.

Document 18

Résolution du Conseil de sécurité sur la MIPRENUC et le règlement politique de la situation au Cambodge

S/RES/717 (1991), 16 octobre 1991

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 668 (1990) du 20 septembre 1990, dans laquelle il a approuvé le document-cadre pour un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien du 28 août 1990[1],

[1] Voir S/21689 (document 2).

Prenant note des projets d'accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien[2],

Se félicitant des progrès très significatifs intervenus, sur la base de ces projets d'accords, sur la voie d'un règlement politique d'ensemble qui permettrait au peuple cambodgien d'exercer son droit inaliénable à disposer de lui-même par des élections libres et équitables organisées et menées à bien par l'Organisation des Nations Unies,

Se félicitant en particulier de l'élection de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk comme Président du Conseil national suprême du Cambodge,

Prenant note avec satisfaction des autres décisions prises par le Conseil national suprême, concernant notamment la mise en œuvre d'un cessez-le-feu volontaire et la renonciation à l'assistance militaire extérieure, et soulignant la nécessité de la pleine coopération des parties cambodgiennes,

Considérant que ces progrès ont ouvert la voie à une reconvocation rapide de la Conférence de Paris sur le Cambodge au niveau ministériel et à la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble fondé sur le document-cadre du 28 août 1990 et se félicitant des préparatifs effectués par les coprésidents de la Conférence à cet égard,

Convaincu qu'un tel règlement politique d'ensemble est de nature à offrir enfin une solution pacifique, juste et durable au conflit cambodgien,

Notant que Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, a demandé que des fonctionnaires de l'ONU soient envoyés au Cambodge dans les meilleurs délais[3],

Soulignant la nécessité d'une présence de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge aussitôt après la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble, dans l'attente de la mise en œuvre des arrangements définis dans lesdits accords,

Ayant examiné, à cette fin, le rapport du Secrétaire général proposant la création d'une Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge[4],

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général[4];

2. *Décide* de créer sous son autorité une Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge aussitôt après la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble et conformément au rapport du Secrétaire général[4], l'envoi au Cambodge de membres de la Mission intervenant immédiatement après la signature des accords;

3. *Demande* au Conseil national suprême, et aux parties cambodgiennes pour ce qui les concerne, d'apporter leur pleine coopération à la Mission et aux préparatifs réalisés en vue de la mise en œuvre des arrangements définis dans les accords pour un règlement politique d'ensemble;

4. *Se félicite* de la proposition des coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge de reconvoquer à une date prochaine la Conférence au niveau ministériel en vue de la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien;

5. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, avant le 15 novembre 1991, un rapport sur l'application de la présente résolution, et de le tenir pleinement informé de l'évolution ultérieure de la situation.

[2] Voir S/22059 (document 6).
[3] Voir S/23066 (document 15).
[4] S/23097 et Add.1 (document 16).

Document 19

Lettre datée du 30 octobre 1991, adressée par la France et l'Indonésie en leur qualité de coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, transmettant le texte intégral des accords signés à Paris le 23 octobre 1991 par les Etats participant à la Conférence. Comprend l'Acte final de la Conférence de Paris, l'Accord pour un règlement politique global du conflit au Cambodge (avec annexes), l'Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge et la Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge

A/46/608-S/23177, 30 octobre 1991

En notre qualité de représentants des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge (CPC), nous avons l'honneur de vous faire tenir, ci-joint, les textes des accords signés à Paris le 23 octobre 1991 par les Etats participant à la CPC (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 24 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Chargé d'affaires par intérim,
Représentant permanent adjoint
de la République d'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Nugroho WISNUMURTI

Annexe

I. *Acte final de la conférence de Paris sur le Cambodge*

1. La Conférence de Paris sur le Cambodge à été réunie, à l' invitation du Gouvernement de la République française, dans le but de parvenir à un règlement global, bénéficiant de garanties internationales, qui rétablirait la paix dans ce pays, marqué par un conflit tragique et sanglant. La Conférence a tenu deux sessions, la première du 30 juillet au 30 août 1989 et la deuxième du 21 au 23 octobre 1991.

2. Les Coprésidents de la Conférence ont été S. E. M. Roland DUMAS, ministre des affaires étrangères de la République française, et S. E. M. Ali ALATAS, ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie.

3. Les Etats suivants ont participé à la Conférence : l'Australie, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, la République de l'Inde, la République d'Indonésie, le Japon, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la République des Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Singapour, le Royaume de Thaïlande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République socialiste du Vietnam.

En outre, le Mouvement des non-alignés a été représenté par l'Etat qui en assurait la présidence à chaque session de la Conférence. Il s'agissait du Zimbabwe à la première session et de la Yougoslavie à la deuxième session.

4. Lors de la première session de la Conférence, le Cambodge a été représenté par les quatre Parties cambodgiennes. Lors de la deuxième session de la Conférence, le Cambodge a été représenté par le Conseil national suprême sous la direction de son président, S. A. R. le prince NORODOM SIHANOUK.

5. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Javier PÉREZ DE CUÉLLAR, et son représentant spécial, N. Rafeeuddin AHMED, ont également participé à la Conférence.

6. La Conférence a organisé ses travaux en créant trois commissions de travail, auxquelles l'ensemble des participants étaient représentés, qui se sont réunies pendant la première session de la Conférence. La Première Commission a traité des questions militaires, la Deuxième Commission a traité des garanties internationales et la Troisième Commission a traité du rapatriement des réfugiés et personnes déplacées et de la reconstruction du Cambodge.

Les présidents et rapporteurs de chaque commission étaient :

Première Commission

Coprésidents : M. C. R. GHAREKHAN (Inde)
M. Allan SULLIVAN (Canada)
Rapporteur : Mme Victoria SISANTE-BATACLAN (Philippines)

Deuxième Commission :

Coprésidents : M. Soulivong PHRASITHIDETH (Laos)
Dato' ZAINAL ABIDIN IBRAHIM (Malaisie)
Rapporteur : M. Hervé DEJEAN de la BATIE (France)

Troisième Commission :

Coprésidents: M. Yukio IMAGAWA (Japon)
M. Robert MERRILLEES (Australie)
Rapporteur : Colonel Ronachuck SWASDIKIAT (Thaïlande)

La Conférence a également créé une Commission ad hoc, composée des représentants des quatre Parties cambodgiennes et présidée par les représentants des deux Coprésidents de la Conférence. Le mandat de cette commission comportait des questions relatives à la réconciliation nationale entre les Parties cambodgiennes. La Commission ad hoc a tenu plusieurs réunions pendant la première session de la Conférence.

Le Comité de coordination de la Conférence, présidé par les représentants des deux Coprésidents, a été créé et la responsabilité de la coordination générale des travaux des quatre autres commissions lui a été confiée. Le Comité de coordination s'est réuni lors de chaque session de la Conférence. Une réunion informelle du Comité de coordination a également eu lieu à New York le 21 septembre 1991.

7. A l'issue de la première session, la Conférence avait progressé dans l'élaboration d'éléments très variés et nécessaires pour parvenir à un règlement global du conflit du Cambodge. La Conférence a cependant noté qu'il n'était pas encore possible de parvenir à un règlement global. Il a été décidé en conséquence de suspendre la Conférence le 30 août 1989. Ce faisant, la Conférence a appelé toutefois toutes les parties intéressées à intensifier leurs efforts pour parvenir à un règlement global et a demandé aux Coprésidents d'offrir leurs bons offices pour faciliter ces efforts.

8. A la suite de la suspension de la première session de la Conférence, les Coprésidents et le Secrétaire général

de l'Organisation des Nations Unies ont entrepris des consultations étendues, en particulier avec les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, avec le Conseil national suprême du Cambodge et avec les autres participants à la Conférence de Paris. L'objet de ces consultations a été de préparer un accord sur tous les aspects d'un règlement, d'assurer la cohérence de toutes les initiatives prises à cette fin et de renforcer les chances pour que le conflit qui ensanglantait le Cambodge prenne fin le plus rapidement possible. Les efforts des Coprésidents et du Secrétaire général ont permis de réunir à nouveau la Conférence de Paris sur le Cambodge.

9. Lors de la phase inaugurale de la séance finale de la Conférence de Paris, le 23 octobre 1991, S. E. M. François MITTERRAND, président de la République française, S. A. R. le prince NORODOM SIHANOUK, président du Conseil national suprême du Cambodge, et S. E. M. Javier PÉREZ DE CUÉLLAR, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, se sont adressés à la Conférence.

10. Lors de la deuxième session, la Conférence a adopté les instruments suivants :

1. *Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge,* accompagné d'annexes sur le mandat de l'APRONUC, les questions militaires, les élection, le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens et les principes pour une nouvelle constitution du Cambodge;
2. *Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;* et
3. *Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.*

Ces instruments ont été élaborés à partir de « l'accord-cadre pour un règlement politique global du conflit du Cambodge » adopté par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies le 28 août 1990 et des documents de travail préparés lors de la première session de la Conférence. Ils prévoient un processus permanent de réconciliation nationale et un rôle accru pour l'Organisation des Nations Unies, permettant ainsi au peuple cambodgien de déterminer son propre avenir politique par le moyen d'élections libres et équitables organisées et conduites par l'Organisation des Nations Unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge.

11. Ces instruments, dont l'ensemble constitue le règlement global auquel la Conférence de Paris avait pour objectif de parvenir, sont ouverts à la signature des Etats participant à la Conférence de Paris. Ils seront signés, pour le Cambodge, par les douze membres du Conseil national suprême du Cambodge, organe légitime unique et source de l'autorité incarnant la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge.

12. Les Etats participant à la Conférence prient les Coprésidents de la Conférence de transmettre un exemplaire authentique de ces instruments sur le règlement politique global au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Les Etats participant à la Conférence invitent le Secrétaire général à prendre les dispositions appropriées pour que le règlement global puisse être examiné par le Conseil de sécurité des Nations Unies dès que possible. Ils s'engagent à apporter leur entière coopération pour que ce règlement global soit mené à bien et à apporter leur aide à sa mise en œuvre.

Avant tout, au vu de la tragique histoire récente du Cambodge, les Etats participant à la Conférence s'engagent à promouvoir et à encourager le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge formulés dans les instruments internationaux pertinents auxquels ils sont parties.

13. Les Etats participant à la Conférence prient le Comité international de la Croix-Rouge de faciliter, conformément à ses principes, la libération des prisonniers de guerre et des internés civils. Ils se déclarent prêts à aider le CICR dans cette tâche.

14. Les Etats participant à la Conférence invitent les autres Etats à adhérer à l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge et à l'Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge.

15. Reconnaissant de plus le besoin d'un effort international concerté pour aider au relèvement et à la reconstruction du Cambodge, les Etats participant à la Conférence appellent avec insistance la communauté internationale à fournir un soutien économique et financier généreux aux mesures énoncées dans la Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.

EN FOI DE QUOI, les représentants ont signé le présent Acte final.

FAIT à Paris le vingt-trois octobre mil neuf cent quatre-vingt-onze, en deux exemplaires, en langues anglaise, chinoise, française, khmère et russe, chaque version faisant également foi. Les originaux de cet Acte final seront déposés auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie.

II. *Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge*

Les Etats participant à la Conférence de Paris sur le Cambodge, à savoir l'Australie, Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, la République de l'Inde, la République d'Indonésie, le Japon, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la République des Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Singapour, le Royaume de Thaïlande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste du Viet Nam et la République fédérale socialiste de Yougoslavie,

En présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Afin de maintenir, préserver et défendre la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge,

Désireux de restaurer et de maintenir la paix au Cambodge, de promouvoir la réconciliation nationale et d'assurer au peuple cambodgien l'exercice de son droit à l'autodétermination par la voie d'élections libres et équitables,

Convaincus que seul un règlement politique global du conflit du Cambodge sera juste et durable et contribuera à la paix et la sécurité régionales et internationales,

Se félicitant du document-cadre du 28 août 1990, qui a été accepté par les parties cambodgiennes dans son intégralité comme cadre de règlement du conflit du Cambodge, et qui a par la suite été approuvé à l'unanimité par le Conseil de sécurité dans sa résolution 668 (1990) du 20 septembre 1990 et par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/3 du 15 octobre 1990,

Notant la formation à Jakarta, le 10 septembre 1990, du Conseil national suprême du Cambodge comme organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge, dans lequel, pendant la période de transition, la souveraineté et l'unité nationale sont incarnées et qui représente le Cambodge à l'extérieur,

Se félicitant de l'élection unanime, à Pékin le 17 juillet 1991, de S. A. R. le prince NORODOM SIHANOUK comme président du Conseil national suprême,

Reconnaissant qu'un rôle étendu de l'Organisation des Nations Unies nécessite l'établissement d'une autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) disposant d'une composante militaire et d'une composante civile qui agira dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge,

Notant les déclarations faites à l'issue des réunions tenues à Jakarta les 9 et 10 septembre 1990, à Paris du 21 au 23 décembre 1990, à Pattaya du 24 au 26 juin 1991, à Pékin les 16 et 17 juillet 1991 et à Pattaya du 26 au 29 août 1991, et aussi les réunions tenues à Jakarta du 4 au 6 juin 1991 et à New York le 19 septembre 1991,

Se félicitant de la résolution 717 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 16 octobre 1991, relative au Cambodge,

Reconnaissant que l'histoire tragique récente du Cambodge appelle des mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme et le non-retour à la politique et aux pratiques du passé,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

Arrangements durant la période de transition

Chapitre I

Période de transition

Article 1

Aux fins du présent Accord, la période de transition commence avec l'entrée en vigueur du présent Accord et prendra fin lorsque l'Assemblée constituante élue par la voie d'élections libres et équitables, organisées et certifiées par les Nations Unies, aura approuvé la constitution, se sera transformée en assemblée législative, et qu'un nouveau gouvernement aura ensuite été formé.

Chapitre II

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

Article 2

1. Les Signataires invitent le Conseil de sécurité des Nations Unies à créer une autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (ci-après dénommée « APRONUC ») disposant de composantes militaire et civile sous la responsabilité directe du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. A cet effet, le Secrétaire général désignera un représentant spécial chargé d'agir en son nom.

2. Les Signataires invitent en outre le Conseil de sécurité des Nations Unies à doter l'APRONUC du mandat défini dans le présent Accord et d'en contrôler de manière continue la mise en œuvre grâce à des rapports réguliers soumis par le Secrétaire général.

Chapitre III

Conseil national suprême

Article 3

Le Conseil national suprême (ci-après dénommé « le CNS ») est l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge; il incarne pendant la période de transition la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge.

Article 4

Les membres du CNS s'engagent à ce que se tiennent des élections libres et équitables organisées et conduites par l'Organisation des Nations Unies, qui permettront la formation d'un nouveau gouvernement légitime.

Article 5

Pendant la période de transition, le CNS représente le Cambodge à l'extérieur et occupe le siège du Cambodge à l'Organisation des Nations Unies, dans les institutions spécialisées des Nations Unies et dans les autres institutions et conférences internationales.

Article 6

Le CNS délègue par le présent Accord à l'Organisation des Nations Unies tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de cet Accord, dans les conditions prévues à l'annexe 1.

Afin d'assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections générales libres et équitables, les institutions, organismes et services administratifs qui pourraient influer directement sur le résultat des élections seront placés sous la supervision ou le contrôle direct de l'Organisation des Nations Unies. Dans ce contexte, une attention particulière sera accordée aux

affaires étrangères, à la défense nationale, aux finances, á la sécurité publique et à l' information. Pour refléter l'importance de ces sujets, l'APRONUC exercera tout le contrôle nécessaire pour assurer la stricte neutralité des organismes qui en sont responsables. L'Organisation des Nations Unies, en consultation avec le CNS, identifiera quels institutions, organismes et services pourraient continuer à fonctionner afin d'assurer la vie quotidienne normale dans le pays.

Article 7

Les relations entre le CNS, l'APRONUC et les structures administratives existantes sont décrites dans l'annexe 1.

Chapitre IV

Retrait des forces étrangères et sa vérification

Article 8

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, toutes les catégories de forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers demeurant au Cambodge, ainsi que leurs armes, munitions et équipements, seront immédiatement retirés du Cambodge et n'y seront pas renvoyés. Ce retrait et ce non-retour seront soumis à la vérification de l'APRONUC conformément à l'annexe 2.

Chapitre V

Cessez-le-feu et cessation du soutien militaire extérieur

Article 9

Le cessez-le-feu prendra effet au moment de l'entrée en vigueur du présent Accord. Toutes les forces se désengageront et s'abstiendront immédiatement de tout acte d'hostilité et de tout déploiement, mouvement ou action susceptibles d'étendre le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à une reprise des combats.

Les Signataires invitent par le présent Accord le Conseil de sécurité des Nations Unies à demander au Secrétaire général d'apporter ses bons offices pour prêter assistance à ce processus jusqu'au moment où la composante militaire de l'APRONUC sera en mesure de le surveiller, de le contrôler et de le vérifier.

Article 10

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, tout soutien militaire extérieur aux Parties cambodgiennes, prendra fin immédiatement.

Article 11

Les arrangements militaires pendant la période de transition visent à stabiliser la situation en matière de sécurité et à instaurer la confiance entre les parties au conflit afin de renforcer les objectifs du présent Accord et d'empêcher les risques d'un retour à l'état de guerre.

Des dispositions détaillées concernant la surveillance, le contrôle et la vérification par l'APRONUC du cessez-le-feu et des arrangements connexes comprenant la vérification du retrait des forces étrangères, le regroupement, le cantonnement et le sort final de toutes les forces cambodgiennes et de leurs armes pendant la période de transition sont prévus à l'annexe 1 section C de l'annexe 1 et à l'annexe 2.

PARTIE II

Elections

Article 12

Le peuple cambodgien a le droit de déterminer son propre avenir politique par la voie de l'élection libre et équitable d'une assemblée constituante qui élaborera et approuvera une nouvelle constitution cambodgienne en conformité avec l'article 23, puis se transformera en assemblée législative qui formera le nouveau gouvernement cambodgien. Ces élections se tiendront sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies dans un environnement politique neutre et dans le plein respect de la souveraineté nationale du Cambodge.

Article 13

L'APRONUC sera responsable de l'organisation et de la conduite de ces élections conformément aux dispositions de la section D de l'annexe 1 et de l'annexe 3.

Article 14

Tous les Signataires s'engagent à respecter le résultat de ces élections dès lors qu'elles auront été certifiées libres et équitables par l'Organisation des Nations Unies.

PARTIE III

Droits de l'homme

Article 15

1. Toutes les personnes se trouvant au Cambodge et tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens jouiront des droits et des libertés formulés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

2. A cette fin,

a) Le Cambodge s'engage à :

— Assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge;

— Soutenir le droit de tous les citoyens cambodgiens d'entreprendre des activités visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;

— Prendre des mesures efficaces pour assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé;

— Adhérer aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme;

b) Les autres Signataires du présent Accord s'engagent à promouvoir et encourager au Cambodge le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales formulés dans les instruments internationaux pertinents et dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, afin, en particulier, d'empêcher que de nouvelles atteintes aux droits de l'homme se produisent.

Article 16

L'APRONUC aura pour mission pendant la période de transition de favoriser un environnement où le respect des droits de l'homme sera assuré, conformément aux dispositions de la section E de l'annexe 1.

Article 17

Après la fin de la période de transition, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait continuer à superviser étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris, si cela est nécessaire, en nommant un rapporteur spécial qui présenterait dans un rapport annuel ses conclusions à la Commission et à l'Assemblée générale.

PARTIE IV

Garanties internationales

Article 18

Le Cambodge s'engage à maintenir, préserver et défendre, et les autres Signataires s'engagent à reconnaître et à respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge, ainsi que le prévoit un accord séparé.

PARTIE V

Réfugiés et personnes déplacées

Article 19

Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, tous les efforts seront faits pour créer au Cambodge des conditions politiques, économiques et sociales conduisant au retour volontaire et à l'intégration harmonieuse des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens.

Article 20

1. Les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens, situés en dehors du Cambodge, auront le droit de retourner au Cambodge et d'y vivre en sécurité et dans la dignité, libres de toute forme d'intimidation ou de contrainte.

2. Les Signataires prient le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de faciliter le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens dans la sécurité et la dignité. Ce rapatriement constitue une partie intégrante du règlement politique global et se déroulera sous la complète autorité du Représentant spécial du Secrétaire général, en conformité avec les orientations et les principes relatifs au rapatriement des réfugiés et personnes déplacées énoncés à l'annexe 4.

PARTIE VI

Libération des prisonniers de guerre et des internés civils

Article 21

La libération de tous les prisonniers de guerre et internés civils sera menée à bien dans les délais les plus brefs sous la direction du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en coordination avec le Représentant spécial du Secrétaire général, avec, en tant que de besoin, l'assistance d'autres organisations humanitaires internationales compétentes et des Signataires.

Article 22

L'expression « interné civil » désigne toute personne n'étant pas prisonnier de guerre et qui, ayant participé sous une forme ou sous une autre à la lutte armée ou politique, a été arrêtée et détenue par l'une quelconque des Parties en raison de cette participation.

PARTIE VII

Principes pour une nouvelle constitution du Cambodge

Article 23

Les principes fondamentaux qui seront contenus dans la nouvelle constitution du Cambodge, y compris ceux relatifs aux droits de l'homme et aux libertés fondamentales ainsi qu'au statut de neutralité du Cambodge, sont énoncés à l'annexe 5.

PARTIE VIII

Relèvement et reconstruction

Article 24

Les Signataires demandent instamment à la communauté internationale d'apporter le soutien économique et financier nécessaire au relèvement et à la reconstruction du Cambodge dans les conditions prévues dans une déclaration séparée.

PARTIE IX

Dispositions finales

Article 25

Les Signataires de bonne foi et dans un esprit de coopération, résoudront par des moyens pacifiques tout différend relatif à l'application du présent Accord.

Article 26

Les Signataires demandent aux autres Etats, aux organisations internationales et autres organismes de coo-

pérer et d'aider à la mise en œuvre du présent Accord et à l'accomplissement par l'APRONUC de son mandat.

Article 27

Les Signataires apporteront leur entière coopération á l'Organisation des Nations Unies pour assurer la mise en œuvre de son mandat, y compris en lui accordant des privilèges et immunités et en assurant et en facilitant la liberté de mouvement et de communication dans et à travers leur territoire.

En s'acquittant de son mandat, l'APRONUC respectera dûment la souveraineté de tous les Etats voisins du Cambodge.

Article 28

1. Les Signataires se conformeront de bonne foi à tous les engagements pris dans le présent Accord. Ils apporteront leur entière coopération à l'Organisation des Nations Unies, notamment en fournissant toutes les informations dont l'APRONUC aura besoin pour l'accomplissement de son mandat.

2. Il est entendu que la signature des membres du CNS au nom du Cambodge vaut engagement de toutes les Parties et forces armées cambodgiennes de respecter les dispositions du présent Accord.

Article 29

Sans préjudice des prérogatives du Conseil de sécurité des Nations Unies, et sur demande du Secrétaire général, les deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, dans l'éventualité d'une violation ou d'une menace de violation du présent Accord, engageront immédiatement les consultations nécessaires, y compris avec les membres de la Conférence, en vue de prendre les dispositions appropriées pour assurer le respect de ces engagements.

Article 30

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 31

Le présent Accord restera ouvert à l'adhésion de tous les Etats. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie. Pour tout Etat qui y adhérera, l'Accord entrera en vigueur à la date du dépôt de ses instruments d'adhésion. Les Etats qui adhéreront seront liés par les mêmes obligations que les Signataires.

Article 32

Les originaux du présent Accord, dont les textes en langues anglaise, chinoise, française, khmère et russe font également foi, seront déposés auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie, qui en transmettront des copies certifiées conformes aux gouvernements des autres Etats participant à la Conférence de Paris sur le Cambodge ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris le vingt-trois octobre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

Annexe 1

Mandat de l'APRONUC

Section A. *Procédures générales*

1. Conformément à l'article 6 du présent Accord, l'APRONUC exercera les pouvoirs nécessaires pour assurer la mise en œuvre du présent Accord, y compris ceux relatifs à l'organisation et à la conduite d'élections libres et équitables et aux aspects de l'administration du Cambodge qui y sont liés.

2. La procédure ci-après sera utilisée pour régler toutes les questions liées á l'application du présent Accord qui pourraient survenir entre le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Conseil national suprême (CNS) :

a) Le CNS donnera des avis à l'APRONUC, qui s'y conformera à condition qu'il y ait consensus entre les membres du CNS et que ces avis soient conformes aux objectifs du présent Accord;

b) S'il n'y a pas consensus entre les membres du CNS malgré tous les efforts de son Président, S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, il appartiendra au Président de décider de l'avis à donner à l'APRONUC, en tenant pleinement compte des vues exprimées au sein du CNS. L'APRONUC se conformera à cet avis, à condition qu'il soit conforme aux objectifs du présent Accord;

c) Si S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUK, président du CNS, représentant légitime de la souveraineté cambodgienne, n'est pas en mesure, pour quelque raison que ce soit, de prendre cette décision, son pouvoir de décision sera transféré au Représentant spécial du Secrétaire général. Le Représentant spécial prendra la décision finale, en tenant pleinement compte des vues exprimées au sein du CNS;

d) Tout pouvoir d'action concernant l'application du présent Accord qui est conféré au CNS par l'Accord sera exercé par consensus ou, s'il n'y a pas consensus, il sera exercé par le Président du CNS conformément à la procédure indiquée ci-dessus. Si S. A. R. Samdech NORODOM SIHANOUR, président du CNS, représentant légitime de la souveraineté cambodgienne, n'est pas en mesure d'agir pour quelque raison que ce soit, son pouvoir d'action sera transféré au Représentant spécial du Secrétaire général qui pourra prendre les mesures nécessaires;

e) Dans tous les cas, le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera si l'avis ou l'action du CNS est conforme au présent Accord.

3. Le Représentant spécial du Secrétaire général ou son délégué assistera aux réunions du CNS et de tout organe subsidiaire que celui-ci pourrait établir et donnera à ses membres toutes informations nécessaires sur les décisions prises par l'APRONUC.

Section B. *Administration civile*

1. Conformément à l'article 6 du présent Accord, les institutions, organes et services administratifs traitant des affaires étrangères, de la défense nationale, des finances, de la sécurité publique et de l'information seront tous placés sous le contrôle direct de l'APRONUC, qui exercera ce contrôle dans la mesure nécessaire pour en assurer la stricte neutralité. A cet égard, le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera ce qui est nécessaire et pourra émettre des directives à l'intention des institutions, organes et services administratifs susmentionnés. Ces directives pourront être émises à l' intention de toutes les Parties cambodgiennes, qui seront tenues de s'y conformer.

2. Conformément à l'article 6 du présent Accord, le Représentant spécial du Secrétaire général, en consultation avec le CNS, déterminera quels institutions, organes et services administratifs pourraient avoir une influence directe sur le résultat des élections. Ces institutions, organes et services administratifs seront placés sous la supervision ou le contrôle direct de l'APRONUC et se conformeront aux orientations que celle-ci leur donnera.

3. Conformément à l'article 6 du présent Accord, le Représentant spécial du Secrétaire général, en consultation avec le CNS, identifiera quels institutions, organes et services administratifs pourraient continuer à fonctionner afin d'assurer une vie quotidienne normale dans le pays sous la supervision de l'APRONUC dans la mesure jugée nécessaire par cette dernière.

4. Conformément à l'article 6 du présent Accord, l'autorité du Représentant spécial du Secrétaire général comprendra le pouvoir :

a) D' installer, dans les institutions, organes et services administratifs de toutes les Parties cambodgiennes, du personnel des Nations Unies qui aura un accès sans restriction à toutes les activités et informations administratives;

b) D'exiger la réaffectation ou la révocation de tout membre du personnel de ces institutions, organes et services administratifs.

5. *a*) Sur la base des renseignements prévus au paragraphe 3 de l'article I de l'annexe 2, le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera, après consultation avec les Parties cambodgiennes, les forces de police civile qui seront nécessaires pour assurer l'application des lois au Cambodge. Toutes les parties cambodgiennes s'engagent par les présentes à respecter la décision prise à cet égard par le Représentant spécial.

b) Toutes les forces de police civile fonctionneront sous la supervision ou le contrôle de l'APRONUC, pour garantir le maintien effectif et impartial de l'ordre public et le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En consultation avec 1e CNS, l'APRONUC supervisera d'autres processus d'application des lois et processus judiciaires au Cambodge dans toute la mesure où cela sera nécessaire pour garantir la réalisation de ces objectifs.

6. Si le Représentant spécial du Secrétaire général le juge nécessaire, l'APRONUC, en consultation avec le CNS, enquêtera sur les plaintes et les allégations concernant les mesures prises par les structures administratives existantes au Cambodge, gui sont incompatibles avec les objectifs du règlement politique global ou qui nuisent à leur réalisation. L'APRONUC sera également habilitée à entreprendre de telles enquêtes de sa propre initiative. L'APRONUC prendra, si nécessaire, des dispositions correctives appropriées.

Section C. *Fonctions militaires*

1. L'APRONUC supervisera, contrôlera et vérifiera le retrait des troupes étrangères, le cessez-le-feu et les mesures connexes conformément à l'annexe 2, notamment :

a) Le contrôle du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères, conseillers et personnels militaires et de leurs armes, munitions et équipements, et leur non-retour au Cambodge;

b) La liaison avec les gouvernements voisins à propos de tout événement se produisant sur leur territoire ou à proximité qui pourrait mettre en danger la mise en œuvre du présent Accord;

c) Le contrôle de la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes;

d) La localisation et la confiscation des caches d'armes et fournitures militaires dans l'ensemble du pays;

e) L'assistance en matière de déminage et le lancement de programmes de formation en matière de déminage et de programmes de sensibilisation aux mines parmi la population cambodgienne.

2. L'APRONUC supervisera le regroupement et la réinstallation de toutes les forces dans des zones de cantonnement spécifiquement désignées, sur la base d'un calendrier opérationnel devant être agréé, conformément à l'annexe 2.

3. Lorsque les forces arriveront dans les cantonnements, l'APRONUC engagera le processus de contrôle et de réduction des armements prévu à l'annexe 2.

4. L'APRONUC prendra les dispositions nécessaires concernant le processus de démobilisation par étapes des forces militaires des Parties, conformément à l'annexe 2.

5. L'APRONUC prêtera, en tant que de besoin, assistance au Comité international de la Croix-Rouge pour la libération de tous les prisonniers de guerre et de tous les internés civils.

Section D. *Elections*

1. L'APRONUC organisera et conduira les élections visées dans la partie II du présent Accord conformément à la présente section et à l'annexe 3.

2. L'APRONUC pourra consulter le CNS à propos de l'organisation et de la conduite du processus électoral.

3. Dans l'exercice de ses responsabilités concernant le processus électoral, l'APRONUC sera notamment chargée de :

a) La mise en place, en consultation avec le CNS, d'un ensemble de lois, procédures et mesures administratives nécessaires à la tenue d'élections libres et équitables au Cambodge, y compris l'adoption d'une loi électorale et d'un code de conduite réglementant la participation aux élections d'une manière compatible avec le respect des droits de l'homme et interdisant la contrainte ou l'exercice de pressions financières de nature à influencer le choix des électeurs;

b) La suspension ou l'abrogation, en consultation avec le CNS, des dispositions des lois actuelles qui pourraient aller à l'encontre des buts et objectifs du présent Accord;

c) La conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation des électeurs, couvrant tous les aspects des élections, pour appuyer le processus électoral;

d) La conception et la mise en œuvre d'un système d'inscription sur les listes électorales, en tant que première phase du processus électoral, de manière à garantir que les électeurs autorisés à voter auront la possibilité de s'inscrire sur lesdites listes, et par la suite de l'établissement de listes électorales vérifiées;

e) La conception et la mise en œuvre d'un système d'enregistrement des partis politiques et des listes de candidats;

f) La garantie d'un accès équitable aux moyens d'information, y compris la presse, la télévision et la radio, pour tous les partis politiques présentant des candidats aux élections;

g) L'adoption et l'application de mesures pour surveiller et faciliter la participation des Cambodgiens aux élections, à la campagne électorale et aux procédures de vote;

h) La conception et la mise en œuvre d'un système de vote qui garantisse que les électeurs inscrits sur les listes électorales auront la possibilité de voter;

i) La mise en place de dispositions coordonnées, en consultation avec le CNS, pour faciliter la présence d'observateurs étrangers souhaitant observer la campagne et le déroulement du scrutin;

j) La conduite générale du scrutin et du dépouillement;

k) L'identification des plaintes faisant état d'irrégularités électorales, l' instruction desdites plaintes, et la prise de mesures adéquates pour mettre fin aux irrégularités;

l) La détermination du caractère libre et équitable ou non des élections et, en cas de conclusion positive, la certification de la liste des personnes régulièrement élues.

4. Dans l'exercice de ses responsabilités au titre de la présente section, 'APRONUC établira un système de garanties pour l'aider à assurer l'absence de fraude durant le processus électoral, notamment en prenant des dispositions pour permettre à des représentants cambodgiens d'observer les procédures d'inscription sur les listes électorales et de scrutin, et en mettant en place un mécanisme de l'APRONUC pour recevoir les plaintes et statuer sur celles-ci.

5. Le calendrier des diverses étapes du processus électoral sera fixé par l'APRONUC, en consultation avec le CNS, comme le prévoit le paragraphe 2 de la présente section. La durée du processus électoral ne dépassera pas neuf mois à compter du commencement de l'inscription des électeurs.

6. A l'occasion de l'organisation et de la conduite du processus électoral, l'APRONUC n'épargnera aucun effort pour garantir que le système et les procédures adoptés soient absolument impartiaux et que les arrangements opérationnels retenus soient aussi simples administrativement et aussi efficaces que possible.

Section E. *Droits de l'homme*

Conformément à l'article 16 du présent Accord, l'APRONUC prendra des dispositions pour :

a) La mise au point et l'application d'un programme d'éducation en matière de droits de l'homme afin de promouvoir le respect et la compréhension des droits de l'homme;

b) La surveillance générale, en matière de droits de l'homme, pendant la période de transition;

c) L' instruction des plaintes faisant état de violations des droits de l'homme et, le cas échéant, la prise de mesures pour mettre fin à ces violations.

Annexe 2

Retrait, cessez-le-feu et mesures connexes

Article I

Cessez-le-feu

1. Toutes les Parties cambodgiennes (ci-après dénommées « les Parties ») s'engagent à respecter un cessez-le-feu général sur terre, sur l'eau et dans les airs. Ce cessez-le-feu sera appliqué en deux phases. Durant une première phase, le cessez-le-feu sera observé avec l'aide du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au moyen de ses bons offices. Durant une deuxième phase, qui devrait commencer aussitôt que possible, le cessez-le-feu sera surveillé, contrôlé et vérifié par l'APRONUC. Le commandant de la composante militaire de l'APRONUC, en consultation avec les Parties, déterminera l'heure et la date exactes d'entrée en vigueur

de la deuxième phase. Cette date sera arrêtée quatre semaines au moins avant l'entrée en vigueur de cette deuxième phase.

2. Les Parties s'engagent, dès la signature du présent Accord, à observer un cessez-le-feu et à donner ordre à leurs forces armées de se désengager immédiatement et de s'abstenir de tout acte d'hostilité et de tout déploiement, mouvement ou action qui étendraient le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à une reprise des combats, ordre qu'elles devront exécuter immédiatement et jusqu'à l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Il est entendu que le terme « forces » englobe toutes les forces régulières, forces provinciales, forces de district, forces paramilitaires et autres forces auxiliaires. Durant la première phase, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies offrira ses bons offices aux Parties pour les aider à observer le cessez-le-feu. Les Parties s'engagent à coopérer à cet égard avec le Secrétaire général ou ses représentants dans l'exercice de ses bons offices.

3. Les Parties conviennent de fournir à l'Organisation des Nations Unies, dès la signature du présent Accord, les renseignements suivants :

a) Effectif total de leurs forces, organisation de celles-ci, indication précise du nombre et de la localisation de leurs lieux de déploiement à l'intérieur et à l'extérieur du territoire cambodgien. Le déploiement sera représenté sur une carte où seront marqués tous les emplacements de positions militaires, occupées ou non, y compris les camps de stationnement, les bases et les routes de ravitaillement;

b) Liste complète des armes, munitions et matériel détenus par leurs forces et emplacements exacts où sont déployés ces armes, munitions et équipement;

c) Etat détaillé de leurs champs de mines, avec mention notamment des catégories de mines posées et de leurs caractéristiques et indication des pièges utilisés par elles, ainsi que tous renseignements dont elles disposeraient sur les champs de mines posées ou les pièges utilisés par les autres Parties;

d) Effectif total de leurs forces de police, organisation de celles-ci, indication précise du nombre et de la localisation de leurs lieux de déploiement, ainsi que la liste complète des armes, munitions et équipement détenus par celles-ci, et emplacements exacts où sont déployés ces armes, munitions et équipement.

4. Dès son arrivée au Cambodge, et au plus tard quatre semaines avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC mettra au point, en consultation avec les Parties, un plan définitif de l'APRONUC pour le regroupement et le cantonnement des forces des Parties et le stockage de leurs armes, munitions et équipement, conformément à l'article III de la présente annexe. Le plan précisera l'emplacement des zones de regroupement et de cantonnement ainsi qu'un calendrier agréé. Les zones de cantonnement seront prévues pour accueillir des effectifs de la taille d'un bataillon ou plus.

5. Les Parties s'engagent à prendre des dispositions pour informer leurs forces, par tous les moyens de communication possibles, deux semaines au moins avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase, de la date et de l'heure convenues pour l'entrée en vigueur de la deuxième phase, et pour les informer du plan convenu pour leur regroupement et leur cantonnement et le stockage de leurs armes, munitions et équipement et, en particulier, de l'emplacement exact des zones de regroupement où les forces doivent se présenter. Ces renseignements continueront d'être diffusés pendant une période de quatre semaines après l'entrée en vigueur de la deuxième phase.

6. Les Parties observeront scrupuleusement le cessez-le-feu et s'abstiendront de reprendre quelque hostilité que ce soit sur terre, sur l'eau ou dans les airs. Les commandants de leurs forces armées veilleront à ce que toutes les troupes qu'ils commandent restent sur leurs positions respectives, en attendant de se rendre dans les zones de regroupement désignées, et s'abstiennent de tout acte d'hostilité et de tout déploiement, mouvement ou action qui étendraient le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourraient conduire à une reprise des combats.

Article II

Dispositif de liaison et Groupe de travail militaire mixte

Afin de résoudre les problèmes que pourrait soulever éventuellement le respect du cessez-le-feu, il sera constitué un Groupe de travail militaire mixte (GTMM), qui aura à sa tête l'officier de l'Organisation des Nations Unies le plus élevé en grade au Cambodge ou son représentant. Chacun des Parties s'engage à désigner un officier ayant le grade de général de brigade ou un grade équivalent pour siéger au GTMM. La composition, le mode de fonctionnement et les lieux de réunion du Groupe seront déterminés par l'officier de l'Organisation des Nations Unies le plus élevé en grade, en consultation avec les Parties. Des dispositifs de liaison analogues seront mis en place à des niveaux hiérarchiques militaires inférieurs pour résoudre les problèmes concrets gui se poseraient sur le terrain.

Article III

Regroupement et cantonnement des forces des Parties et stockage de leurs armes, munitions et équipement

1. Conformément au calendrier opérationnel mentionné au paragraphe 4 de l'article I de la présente annexe, toutes les forces des Parties gui ne se trouveraient pas déjà dans des zones de cantonnement désignées se rendront dans des zones de regroupement désignées, qui seront établies et dirigées par la composante militaire de l'APRONUC. Ces zones de regroupement seront établies et seront en état de fonctionner au plus tard une semaine avant la date d'entrée en vigueur de la deuxième phase. Les Parties s'engagent à faire en sorte que toutes leurs for-

ces, avec toutes leurs armes, munitions et équipement, se rendent dans les zones de regroupement dans les deux semaines qui suivront l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Tous les membres des forces qui se seront présentés dans les zones de regroupement seront ultérieurement conduits sous escorte par le personnel de la composante militaire de l'APRONUC, avec leurs armes, munitions et équipement, dans les zones de cantonnement désignées. Toutes les Parties conviennent de veiller à ce que les membres des différences forces qui se rendront dans les zones de regroupement aient la possibilité de le faire en toute sécurité et sans encombre.

2. Sur la base des renseignements fournis selon les dispositions du paragraphe 3 de l'article I de la présente annexe, l'APRONUC confirmera que les processus de regroupement et de cantonnement ont été menés à bien conformément au plan mentionné au paragraphe 4 de l'article I de la présente annexe. L'APRONUC s'efforcera de mener ces processus à leur terme dans les quatre semaines qui suivront l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Une fois achevés le regroupement de toutes les forces, puis leur transfert dans les zones de cantonnement, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC portera ces faits à la connaissance des quatre Parties.

3. Les Parties conviennent que, lorsque leurs forces arriveront dans les zones de cantonnement désignées, les membres de celles-ci recevront ordre de leur commandant de remettre immédiatement à l'APRONUC la totalité de leurs armes, munitions et équipement pour être stockés sur place sous la garde de l'APRONUC.

4. L'APRONUC contrôlera les armes, munitions et matériel qui lui auront été remis au regard des listes mentionnées au paragraphe 3, *b* de l'article I de la présente annexe, pour s'assurer que la totalité des armes, des munitions et de l'équipement détenus par les Parties ont bien été mis sous sa garde.

Article IV

Ravitaillement des forces pendant la durée du cantonnement

La composante militaire de l'APRONUC surveillera le ravitaillement de toutes les forces des Parties pendant la mise en œuvre des processus de regroupement et de cantonnement. Ce ravitaillement sera limité aux articles de caractère non militaire, tels que vivres, eau, vêtements et fournitures médicales, et comprendra également la fourniture de soins médicaux.

Article V

Décision finale relative au sort réservé aux forces des Parties et à leurs armes. munitions et équipement

1. En vue de conforter les objectifs d'un règlement politique d'ensemble, minimiser les risques d'un retour à l'état de guerre, stabiliser la situation en matière de sécurité et instaurer la confiance entre les parties au conflit, toutes les parties conviennent d'engager un processus progressif et équilibré de démobilisation d'au moins 70 % de leurs forces militaires. Ce processus sera entrepris conformément à un plan détaillé que l'APRONUC établira sur la base des renseignements fournis en application de l'article I de la présente annexe et en consultation avec les Parties. Il devrait être terminé avant la fin du processus d'inscription des électeurs, à une date devant être déterminée par le Représentant spécial du Secrétaire général.

2. Les Parties cambodgiennes s'engagent par les présentes à démobiliser toutes leurs forces restantes avant les élections ou peu de temps après celles-ci et, à supposer qu'une démobilisation totale ne puisse être réaliste, à respecter et suivre toute décision que pourra prendre le gouvernement nouvellement élu qui sera formé conformément à l'article 12 du présent Accord en ce qui concerne l'incorporation de tout ou partie de ces forces dans une nouvelle armée nationale. Une fois terminée la démobilisation mentionnée au paragraphe 1, les Parties cambodgiennes et le Représentant spécial du Secrétaire général étudieront ce qu'il conviendra de faire des forces qui resteront dans les cantonnements, en vue de déterminer laquelle des formules ci-après sera appliquée :

a) Si les Parties acceptent de procéder à la démobilisation de tout ou partie des forces restant dans les cantonnements, de préférence immédiatement avant les élections ou, sinon, peu de temps après, le Représentant spécial préparera un calendrier pour ce faire, en consultation avec les Parties.

b) S'il n'est pas possible de réaliser la démobilisation totale de toutes les forces restantes avant les élections ou peu de temps après, les parties s'engagent par les présentes à mettre toutes les forces restant dans les cantonnements à la disposition du gouvernement nouvellement élu qui sera formé conformément à l'article 12 du présent Accord pour que celui-ci envisage de les incorporer dans une nouvelle armée nationale. Les Parties conviennent également que les forces qui ne seront pas incorporées dans la nouvelle armée nationale seront immédiatement démobilisées, selon un plan qui sera établi par le Représentant spécial. En ce qui concerne le sort à réserver en fin de compte aux forces restantes et à toutes les armes, munitions et équipement, l'APRONUC, lorsqu'elle se retirera du Cambodge, gardera l'autorité nécessaire pour garantir que les responsabilités qu'elle aura exercées pendant la période de transition seront transférées sans heurts au gouvernement nouvellement élu.

3. L'APRONUC aidera, selon les besoins, à la réintégration dans la vie civile des forces démobilisées avant les élections.

4. *a*) L'APRONUC contrôlera et tiendra sous sa garde toutes les armes, munitions et équipement des parties pendant toute la période de transition;

b) A mesure que les forces cantonnées seront démobilisées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'APRONUC réduira parallèlement les armes, munitions et équipement entreposés sur place dans les zones de cantonnement. Les forces restant dans ces zones n'auront ac-

cès à leurs armes, munitions et équipement qu'avec l'autorisation expresse du Représentant spécial du Secrétaire général;

c) S'il y a une nouvelle démobilisation des forces militaires conformément au paragraphe 2, *a* ci-dessus, l'APRONUC réduira proportionnellement les armes, munitions et équipement entreposés sur place dans les zones de cantonnement;

d) La décision finale quant au sort réservé à toutes les armes, munitions et équipement sera prise par le gouvernement qui sera formé à l'issue des élections libres et équitables tenues conformément à l'article 12 du présent Accord.

Article VI

Vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et du non-retour de ces forces dans le pays

1. Des renseignements détaillés sur le retrait des forces étrangères seront fournis par écrit à l'APRONUC, au plus tard deux semaines avant l'entrée en vigueur de la deuxième phase. Ces renseignements porteront sur les points suivants :

a) Effectif total, organisation et déploiement de ces forces;

b) Liste complète et localisation exacte des armes, munitions et équipement de ces forces;

c) Plan de retrait (déjà mis en œuvre ou à mettre en œuvre) précisant les routes de retrait, les points de passage frontaliers et le moment du départ du Cambodge.

2. Sur la base des renseignements fournis conformément au paragraphe 1 ci-dessus, l'APRONUC mènera une enquête de la manière qu'elle jugera appropriée. La Partie fournissant les renseignements en question devra mettre à la disposition des enquêteurs de l'APRONUC le personnel nécessaire pour les accompagner.

3. Dès qu'elle aura confirmation de la présence de forces étrangères, l'APRONUC affectera immédiatement du personnel militaire auprès desdites forces et les accompagnera jusqu'à ce qu'elles aient quitté le territoire cambodgien. L'APRONUC établira également des postes de contrôle sur les routes par lesquelles ces forces se retireront, aux points où elles franchiront la frontière et dans les aéroports afin de vérifier le retrait et assurer le non-retour de toutes les catégories de forces étrangères.

4. Le Groupe de travail militaire mixte (GTMM), prévu à l'article II de la présente annexe, assistera l'APRONUC dans l'accomplissement des missions mentionnées ci-dessus.

Article VII

Cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes

1. Toutes les Parties s'engagent, dès la signature du présent Accord, à ne pas obtenir ni chercher à obtenir une assistance militaire quelconque, y compris sous forme d'armes, de munitions et d'équipement militaire, auprès de sources extérieures.

2. Les Signataires dont le territoire est limitrophe de celui du Cambodge, à savoir les gouvernements de la République démocratique populaire lao, du Royaume de Thaïlande et de la République socialiste du Viet Nam, s'engagent à :

a) Empêcher que leur territoire, y compris le territoire terrestre, la mer territoriale et l'espace aérien, soit utilisé pour fournir une assistance militaire, sous quelque forme que ce soit, à l'une quelconque des Parties cambodgiennes. Le passage par leur territoire du ravitaillement, en ce qui concerne des articles tels que vivres, eau, vêtements et fournitures médicales, sera autorisé, mais sans préjudice des dispositions de l'alinéa *c* ci-après; ce ravitaillement sera soumis à la surveillance de l'APRONUC lors de son entrée au Cambodge;

b) Confirmer par écrit au commandant de la composante militaire de l'APRONUC, quatre semaines au plus tard après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, qu'aucune force, arme, munition ou aucun équipement militaire de l'une quelconque des Parties cambodgiennes ne se trouve sur leur territoire;

c) Accueillir un officier de liaison de l'APRONUC dans leurs capitales respectives et désigner un officier ayant grade de colonel ou un grade équivalent, quatre semaines au plus tard après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, afin d'aider l'APRONUC à enquêter, en respectant dûment leur souveraineté, au sujet de toutes plaintes concernant des activités menées sur leur territoire et qui seraient contraires aux dispositions du règlement politique global.

3. Pour mettre l'APRONUC en mesure de contrôler la cessation de l'assistance extérieure à toutes les Parties cambodgiennes, les Parties conviennent de communiquer à l'APRONUC, à la signature du présent Accord, tous les renseignements dont elles disposent au sujet des itinéraires et des moyens par lesquels une assistance militaire, y compris sous forme d'armes, de munitions et d'équipement militaire, a été fournie à l'une quelconque des Parties. Immédiatement après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, l'APRONUC prendra les mesures concrètes suivantes :

a) Etablissement de points de contrôle le long des routes et à des endroits choisis du côté cambodgien de la frontière et dans les aéroports à l'intérieur du Cambodge;

b) Organisation de patrouilles le long des côtes et sur les voies d'eau intérieures du Cambodge;

c) Affectation d'équipes mobiles en des points stratégiques à l'intérieur du Cambodge, lesdites équipes devant effectuer des patrouilles et enquêter au sujet de la fourniture présumée d'armes à l'une quelconque des Parties.

Article VIII

Caches d'armes et de fournitures militaires

1. Afin de stabiliser la situation en matière de sécurité, d'instaurer la confiance et de réduire les stocks d'ar-

mes et de fournitures militaires dans tout le Cambodge, chacune des Parties convient de communiquer au commandant de la composante militaire de l'APRONUC, avant une date qu'il fixera, tous les éléments d'information dont elle disposera, cartes marquées comprises, concernant l'existence avérée ou soupçonnée de caches d'armes et de fournitures militaires sur l'ensemble du territoire cambodgien.

2. Se fondant sur les éléments d' information qui lui auront été communiqués, la composante militaire de l'APRONUC enverra, après la date mentionnée au paragraphe 1, des équipes de vérification pour enquêter sur chaque rapport et détruira chacune des caches découvertes.

Article IX

Munitions explosives non explosées

1. Peu après son arrivée au Cambodge, la composante militaire de l'APRONUC veillera, pour commencer, à ce que tous les champs de mines connus soient clairement marqués.

2 . Les Parties conviennent de fournir, à l'issue des processus de regroupement et de cantonnement visés à l'article III de la présente annexe, des équipes de déminage qui, agissant sous la surveillance et la direction du personnel militaire de l'APRONUC, quitteront les zones de cantonnement afin d'aider l'APRONUC à retirer, à désarmorcer ou à neutraliser les munitions explosives non explosées qui resteraient. Les mines ou dispositifs qui ne pourront pas être retirés, désarmorcés ou neutralisés seront clairement marqués suivant un système qu'établira la composante militaire de l'APRONUC.

3. L'APRONUC se chargera :

a) D'appliquer un programme d'éducation de masse ayant pour objet d'apprendre à la population à reconnaître et à éviter les dispositifs explosifs;

b) De former des volontaires cambodgiens appelés à assurer l'élimination des munitions explosives non explosées;

c) De former les volontaires cambodgiens appelés à dispenser des soins de premier secours.

Article X

Enquêtes sur les violations

1. Après le début de la deuxième phase, dès qu'elle recevra une information ou une plainte émanant de l'une des Parties et se rapportant à un cas de non-respect éventuel de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe ou des dispositions connexes, l'APRONUC mènera une enquête suivant les modalités qu'elle estimera convenir. Lorsque l'enquête fera suite à une plainte de l'une des Parties, celle-ci sera tenue de mettre à la disposition de l'APRONUC du personnel qui accompagnera ses enquêteurs. L'APRONUC communiquera les résultats de l'enquête à la Partie dont émanait la plainte et à celle contre laquelle cette plainte a été portée ainsi que, si besoin est, au CNS.

2. L'APRONUC mènera également des enquêtes de sa propre initiative dans les autres cas où elle sera fondée à croire ou à soupçonner qu'une violation de la présente annexe ou des dispositions connexes est commise.

Article XI

Libération des prisonniers de guerre

La composante militaire de l'APRONUC apportera au Comité international} de la Croix-Rouge l'assistance qui lui sera nécessaire pour s'acquitter de ses fonctions afférentes à la libération des prisonniers de guerre.

Article XII

Rapatriement et réinstallation des Cambodgiens déplacés

La composante militaire de l'APRONUC apportera l'assistance nécessaire au rapatriement des Cambodgiens réfugiés ou déplacés qui sera assuré conformément aux articles 19 et 20 du présent Accord, s'agissant en particulier du déminage des routes de rapatriement, des centres d'accueil et des zones de réinstallation, ainsi que de la protection des centres d'accueil.

Annexe 3

Elections

1. L'assemblée constituante visée à l'article 12 du présent Accord comprendra 120 membres. Dans les trois mois à compter de la date des élections, elle achèvera sa tâche consistant à élaborer et à adopter une nouvelle constitution cambodgienne et se transformera en assemblée législative pour former un nouveau gouvernement cambodgien.

2. Les élections visées à l'article 12 du présent Accord se tiendront dans tout le Cambodge, à l'échelon des provinces, sur la base de listes de candidats présentées par les partis politiques, suivant un système de représentation proportionnelle.

3. Tous les Cambodgiens, y compris ceux qui sont réfugiés ou personnes déplacées au moment de la signature du présent Accord, se verront accorder les mêmes droits, les mêmes libertés et la même possibilité de prendre part au processus électoral.

4. Toute personne qui aura atteint l'age de 18 ans lors de la présentation des demandes d' inscription sur les listes électorales ou qui l'atteindra au cours de la période d'inscription, qui est née au Cambodge ou dont l'un des deux parents est né au Cambodge, aura le droit de prendre part aux élections.

5. Tout groupe de 5 000 électeurs inscrits peut constituer un parti politique. Les programmes des partis devront être conformes aux principes et objectifs de l'Accord sur un règlement politique d'ensemble.

6. L'affiliation à un parti sera nécessaire pour être candidat aux élections à l'assemblée constituante. Les partis politiques présenteront des listes de candidats, devant être inscrits sur les listes électorales, qui se présenteront aux élections au nom de ces partis.

7. Les partis politiques et les candidats devront être enregistrés pour pouvoir participer aux élections. L'APRONUC sera chargé de confirmer que les partis politiques et les candidats satisfont aux critères régissant la participation aux élections. L'adhésion à un code de conduite établi par l'APRONUC, en consultation avec le CNS, sera l'une des conditions de cette participation.

8. Le vote aura lieu au scrutin secret, une assistance étant prévue pour les personnes handicapées ou qui ne savent pas lire ou écrire.

9. Les libertés d'expression, de réunion et de déplacement seront pleinement respectées. Tous les partis politiques enregistrés bénéficierons d'un accès équitable aux moyens d'information, y compris la presse, la télévision et la radio.

Annexe 4

Rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens

PARTIE I

Introduction

1. Dans le cadre du règlement politique global, toute assistance devra être accordée aux réfugiés et personnes déplacées cambodgiens ainsi qu'aux pays d'asile temporaire et au pays d'origine, afin de faciliter le retour volontaire de tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens dans la tranquillité et en bon ordre. Il doit être également garanti qu'il ne reste plus aucun problème résiduel pour les pays d'asile temporaire. Le pays d'origine, ayant une responsabilité à l'égard de son propre peuple, acceptera leur retour quand les conditions deviendront propices.

PARTIE II

Conditions propices au retour des réfugiés et des personnes déplacées

2. La tâche de reconstruction de la nation cambodgienne exigera une mobilisation de toutes les ressources humaines et naturelles. A cette fin, le retour vers le lieu de leur choix des Cambodgiens revenant de leur asile temporaire et d'où que ce soit hors de leur pays d'origine constituera une contribution importante.

3. Tous les efforts doivent être faits pour garantir que les conditions qui ont conduit un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées cambodgiens à chercher refuge dans d'autres pays ne puissent plus réapparaître. Toutefois, certains réfugiés et personnes déplacées cambodgiens souhaiteront et seront à même de retourner spontanément dans leur patrie.

4. Tous les Cambodgiens, y compris les réfugiés et les personnes déplacées, doivent jouir du plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la reconnaissance de leur droit à vivre en paix et en sécurité, à l'abri de toute intimidation et de toute contrainte de quelque nature que ce soit. Ces droits comprennent, entre autres, la liberté de mouvement à l'intérieur du Cambodge, le choix du domicile et de l'emploi et le droit à la propriété.

5. Conformément au règlement politique global, tout effort devrait être fait pour créer simultanément au Cambodge les conditions politiques, économiques et sociales propices au retour et à l'intégration harmonieuse des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens.

6. En vue de garantir la participation des réfugiés et personnes déplacées à des élections libres et équitables, le rapatriement massif devrait commencer et être terminé dès que possible, en prenant en compte tous les facteurs politiques, humanitaires, logistiques, techniques et socio-économiques en jeu et avec le concours du CNS.

7. Le rapatriement des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens devrait être volontaire et entrepris en pleine connaissance de cause. Chaque personne devra pouvoir choisir sa destination au Cambodge. L'unité de la famille doit être préservée.

PARTIE III

Facteurs opérationnels

8. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les autres organismes internationaux compétents, dans le respect des principes de souveraineté nationale des pays d'asile temporaire et du pays d'origine, et en collaboration étroite avec les pays d'asile temporaire et le pays d'origine, devront se voir garantir l'accès sans restriction à tous les réfugiés et à toutes les personnes déplacées afin que les organismes entreprennent le recensement, la recherche des personnes, l'aide médicale, la distribution de produits alimentaires et autres activités essentielles pour l'acquittement de leur mandat et de leurs responsabilités opérationnelles; un tel accès devrait être également assuré à l'intérieur du Cambodge pour permettre aux organisations internationales compétentes d'exécuter leurs activités traditionnelles de contrôle ainsi que leur mission opérationnelle.

9. Dans le contexte d'un règlement politique global, les Signataires notent avec satisfaction que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a confié au HCR le rôle de direction et de coordination au sein des organismes intergouvernementaux qui participent au rapatriement et à l'aide à apporter aux réfugiés et personnes déplacées cambodgiens. Les Signataires attendent de toutes les organisations non gouvernementales qu'elles coor-

donnent le plus possible leurs travaux en faveur des réfugiés et des personnes déplacées avec ceux du HCR.

10. Le CNS, les gouvernements des pays dans lesquels les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens ont trouvé un asile temporaire et les pays qui contribuent aux mesures de rapatriement et d'intégration désireront contrôler étroitement et faciliter le rapatriement des personnes qui reviennent. A cette fin, un organisme consultatif ad hoc devra être mis en place pour une période de temps limitée. Le HCR, le CICR et les autres organismes internationaux appropriés, de même que l'APRONUC, seront invités à s'associer à cet effort en tant que membres de plein droit.

Annexe 5

Principes pour une nouvelle constitution du Cambodge

1. La constitution sera la loi suprême du pays. Elle ne pourra être amendée que selon un processus déterminé impliquant l'accord du Parlement, un référendum populaire, ou l'un et l'autre.

2. La tragédie que le Cambodge a vécue récemment exige que des mesures spéciales soient prises pour assurer la protection des droits de l'homme. Par conséquent, la constitution comportera une déclaration des droits fondamentaux, y compris le droit à la vie, la liberté personnelle, la sécurité, les libertés de mouvement, de religion, d'assemblée et d'association, y compris pour les partis politiques et les syndicats, le droit à un procès équitable et l'égalité devant la loi, la protection contre la dépossession arbitraire ou non assortie d'une juste indemnisation, la non-discrimination raciale, ethnique, religieuse ou sexuelle. Elle interdira également l'application rétroactive des lois pénales. Cette déclaration sera en accord avec les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme et les autres instruments internationaux pertinents. Les personnes lésées auront le droit de recourir aux tribunaux pour qu'ils statuent et fassent appliquer ces droits.

3. La constitution déclarera que le Cambodge a le statut d'Etat souverain, indépendant et neutre, ainsi que l'unité nationale du peuple cambodgien.

4. La constitution déclarera que le Cambodge appliquera un système de démocratie libérale, fondé sur le pluralisme. Elle prévoira la tenue d'élections périodiques et authentiques ainsi que le droit de voter et d'être élu par le suffrage universel et égal. Elle spécifiera que le vote se déroulera au scrutin secret, avec l'exigence que les procédures électorales permettent, pleinement et de manière équitable, de s'organiser et de participer au processus électoral.

5. Il sera établi un pouvoir judiciaire indépendant, habilité à faire respecter les droits garantis par la constitution.

6. La constitution sera adoptée à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée constituante.

III. *Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du cambodge*

L'Australie, le Brunéi Darussalam, le Cambodge, le Canada, la République populaire de Chine, les Etats-Unis d'Amérique, la République française, la République de l'Inde, la République d'Indonésie, le Japon, la République démocratique populaire lao, la Malaisie, la République des Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République de Singapour, le Royaume de Thailande, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste du Vietnam et la République fédérale socialiste de Yougoslavie,

En présence du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

Convaincus qu'un règlement politique global pour le Cambodge est essentiel pour atteindre l'objectif à long terme du maintien de la paix et de la sécurité en Asie du Sud-Est,

Rappelant leurs obligations aux termes de la Charte des Nations Unies et des autres règles du droit international,

Considérant que le plein respect des principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures des Etats est de la plus haute importance pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant le droit inaliénable des Etats à déterminer librement leur propre système politique, économique, culturel et social conformément à la volonté de leur peuple, sans intervention, subversion, contrainte ou menace extérieure sous quelque forme que ce soit,

Désireux de promouvoir le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales conformément à la Charte des Nations Unies et aux autres instruments internationaux pertinents,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

1. Le Cambodge s'engage solennellement, par le présent Accord, à maintenir, préserver et défendre sa souveraineté, son indépendance, son intégrité et son inviolabilité territoriales, sa neutralité et son unité nationale; la neutralité perpétuelle du Cambodge sera proclamée et consacrée par la constitution cambodgienne qui sera adoptée après la tenue d'élections libres et équitables.

2. A cette fin, le Cambodge s'engage à :

a) S'abstenir de toute action pouvant porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité et l'inviolabilité territoriales d'autres Etats;

b) S'abstenir de conclure avec d'autres Etats toute alliance militaire ou tous autres accords militaires qui seraient incompatibles avec sa neutralité, sans préjudice du droit du Cambodge de se procurer l'équipement militaire, les armes et les munitions ainsi que l'assistance né-

cessaires pour lui permettre d'exercer son droit naturel de légitime défense et de maintenir l'ordre public;

c) S'abstenir de toute ingérence sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures d'autres Etats;

d) Mettre fin aux traités et accords qui sont incompatibles avec sa souveraineté, son indépendance, son intégrité et son inviolabilité territoriales, sa neutralité et son unité nationale;

e) S 'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

f) Régler par des moyens pacifiques tout différend avec d'autres Etats;

g) S'abstenir d'utiliser son territoire ou le territoire d'autres Etats pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance, et l'intégrité et l'inviolabilité territoriales d'autres Etats;

h) Ne pas permettre l'introduction ou le stationnement au Cambodge de forces étrangères, y compris de personnel militaire, sous quelque forme que ce soit, et empêcher l'établissement ou le maintien de bases, de points d'appui ou d'installations militaires étrangers au Cambodge, sauf en vertu de l'autorisation donnée à l'Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre du règlement politique global

Article 2

1. Les autres Parties au présent Accord s'engagent solennellement par cet Accord à reconnaître et à respecter à tous égards la souveraineté, l' indépendance, l' intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge

2. A cette fin, elles s'engagent à :

a) S'abstenir de conclure avec le Cambodge toute alliance militaire ou autre accord militaire qui serait incompatible avec la neutralité du Cambodge, sans préjudice du droit du Cambodge de se procurer l'équipement militaire, les armes, les munitions et l'assistance nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit naturel de légitime défense et de maintenir l'ordre public;

b) S'abstenir de toute ingérence, sous quelque forme que ce soit, directe ou indirecte, dans les affaires intérieures du Cambodge;

c) S'abstenir de recourir à la menace ou à l'usage de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique du Cambodge ou de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies;

d) Régler par des moyens pacifiques tout différend avec le Cambodge;

e) S'abstenir d'utiliser leur territoire ou le territoire d'autres Etats pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;

f) S'abstenir d'utiliser le territoire du Cambodge pour porter atteinte à la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité et l'inviolabilité territoriales d'autres Etats;

g) S'abstenir d'introduire ou de faire stationner au Cambodge des forces étrangères, y compris des personnels militaires sous quelque forme que ce soit, et d'établir ou de maintenir au Cambodge des bases, des points d'appui ou des installations militaires, sauf en vertu de l'autorisation donnée à l'Organisation des Nations Unies pour la mise en œuvre du règlement politique global

Article 3

1. Toutes les personnes se trouvant au Cambodge jouiront des droits et libertés formulés par la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

2. A cette fin,

a) Le Cambodge s'engage à :

- — Assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge;
- — Soutenir le droit de tous les citoyens cambodgiens d'entreprendre des activites visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales;
- — Prendre des mesures efficaces pour assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé;
- — Adhérer aux instruments internationaux p-rtinents relatifs aux droits de l'homme;

b) Les autres Parties au présent Accord s'engagent á promouvoir et encourager au Cambodge le respect et l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales formulés par les instruments internationaux pertinents, en vue, en particulier, d'empêcher que de nouvelles atteintes aux droits de l'homme se produisent

3. La Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait continuer à surveiller étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris en désignant si nécessaire un rapporteur spécial qui ferait un rapport annuel à la Commission et à l'Assemblée générale

Article 4

Les Parties au présent Accord demandent à tous les autres Etats de reconnaître et de respecter à tous égards la souveraineté, l'indépendance, l' intégrité et l' inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge et de s'abstenir de toute action incompatible avec ces principes ou avec d'autres dispositions du présent Accord.

Article 5

1. En cas de violation ou de menace de violation de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité et de l'inviolabilité territoriales, de la neutralité ou de l'unité

nationale du Cambodge ou de l'un quelconque des engagements pris en vertu du présent Accord, les Parties à cet Accord s'engagent à procéder immédiatement à des consultations en vue de prendre toutes les dispositions appropriées pour assurer le respect desdits engagements et régler ces cas de violation par des moyens pacifiques

2. Ces dispositions peuvent comporter, entre autres, la saisine du Conseil de sécurité des Nations Unies ou le recours aux moyens de règlement pacifique des différends mentionnés à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies

3. Les Parties au présent Accord peuvent également demander l'assistance des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge.

4. En cas de graves violations des droits de l'homme au Cambodge, elles demanderont aux organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de prendre toute autre mesure appropriée en vue d'empêcher et de mettre fin à ces violations conformement aux instruments Internationaux pertinents.

Article ó

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature.

Article 7

Le présent Accord restera ouvert à l'adhésion de tous les Etats. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie. Pour chaque Etat adhérant à l'Accord, celui-ci entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument d'adhésion.

Article 8

L'original du présent Accord, dont les textes en langues anglaise, chinoise, française, khmère et russe font également foi, sera déposé auprès des Gouvernements de la République française et de la République d'Indonésie, qui en transmettront des copies certifiées conformes aux gouvernements des autres Etats participants à la Conférence de Paris sur le Cambodge ainsi qu'au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le 23 octobre mil neuf cent quatre-vingt-onze.

IV. *Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge*

1. Le premier objectif de la reconstruction du Cambodge devra être le développement de la nation et du peuple cambodgiens sans discrimination ni préjugé et en respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales pour tous. La réalisation de cet objectif nécessite la mise en œuvre complète du règlement politique global.

2. C'est au peuple cambodgien et à son gouvernement issu d'élections libres et équitables que doit incomber principalerent la responsabilité de décider des besoins et des projets concernant la reconstruction du Cambodge. Aucune tentative ne devrait être faite, de la part d'une source extérieure quelle qu'elle soit, pour imposer au Cambodge une stratégie de développement ou pour dissuader les éventuels donateurs de participer à la reconstruction du Cambodge

3. L'aide internationale, régionale et bilatérale, destinée au Cambodge devrait être coordonnée autant que possible; elle devrait s'ajouter aux ressources locales et les compléter, et être fournie de manière impartiale, en tenant pleinement compte de la souveraineté, des priorités, des moyens institutionnels et de la capacité d'absorption du Cambodge.

4. Dans le cadre de l'effort de reconstruction, l'aide économique devrait profiter à toutes les régions du Cambodge, en particulier aux plus défavorisées, et toucher toutes les couches de la population.

5. La mise en œuvre d'un effort international d'aide devrait se dérouler sur une période déterminée de manière réaliste, compte tenu des impératifs tant politiques que techniques. Cela nécessiterait également un degré élevé de coopération entre les autorités cambodgiennes futures et les contributeurs bilatéraux, régionaux et internationaux.

6. Le système des Nations Unies sera appelé à jouer un rôle important dans le relèvement et la reconstruction. La mise en place d'un plan international de reconstruction et d'un appel de contributions devraient intervenir à une date appropriée afin que son succès soit assuré.

7. Aucun programme efficace de reconstruction nationale ne peut être entrepris sans une évaluation détaillée du capital humain, naturel et des autres potentiels économiques du Cambodge. Il sera nécessaire de procéder à un recensement, d'identifier les priorités du développement et de déterminer les ressources disponibles, internes et externes.

A cette fin, il conviendrait d'envoyer au Cambodge des missions d'évaluation du système des Nations Unies, d'institutions financières internationales et d'autres organisations, avec l'accord du futur gouvernement cambodgien.

8. Avec la mise en œuvre du règlement politique global, il est désormais possible et souhaitable d'entreprendre un processus de relèvement du pays, en s'attachant aux besoins immédiats, et de préparer le terrain pour l'élaboration de plans de reconstruction à moyen et long terme.

9. Pour cette période de relèvement, il est demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Natione Unies d'apporter son aide à la coordination du programme, dirigée par une personne nommée à cet effet.

10. Lors de cette phase de relèvement, il sera nécessaire d'accorder une attention particulière à la sécurité alimentaire, à la santé, au logement, à la formation, à l'enseignement, au réseau de transport et à la restauration des installations publiques et de l'intrastructure de base existantes du Cambodge.

11. Pour la mise en œuvre d'un plan de développement à moyen et à long terme en vue de la reconstruction, il faudrait attendre que soit constitué un gouvernement cambodgien issu d'élections et que ce dernier détermine et adopte ses propres politiques et priorités

12. Cette phase de reconstruction devrait promouvoir l'esprit d'entreprise cambodgien et faire appel, entre autres secteurs de l'économie, au secteur privé, pour favoriser le déroulement d'un processus autonome de développement. Elle devrait aussi tirer parti des approches régionales, faisant intervenir, entre autres, des institutions comme la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et le Comité du Mékong, et les gouvernements de la région, et tirer parti de la participation d'organisations non gouvernementales.

13. Afin d'harmoniser et de contrôler les contributions qui seront apportées par la communauté internationale en vue de la reconstruction du Cambodge après la formation du gouvernement issu d'élections, il conviendrait de créer à une date appropriée un organe consultatif qui serait appelé le Comité international pour la reconstruction du Cambodge (CIRC), et qui serait ouvert aux donateurs potentiels et aux autres parties pertinentes. Il est demandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de prendre des dispositions spéciales pour que le système des Nations Unies aide le CIRC dans son travail, notamment pour assurer une transition harmonieuse de la phase de relèvement à celle de reconstruction.

Document 20

Note du Secrétaire général concernant l'adoption des Accords de Paris par la Conférence de Paris sur le Cambodge

S/23179, 30 octobre 1991

1. Le 23 octobre 1991, la Conférence de Paris sur le Cambodge a adopté les instruments suivants :

— Acte final de la Conférence de Paris sur le Cambodge;

— Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, accompagné d'annexes sur le mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), les questions militaires, les élections, le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens et les principes pour une nouvelle constitution du Cambodge;

— Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge; et

— Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.

2. Par lettre datée du 30 octobre 1991, le Représentant permanent de la France et le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Organisation des Nations Unies ont, au nom des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, demandé que le texte de ces instruments soit distribué (S/23177).

3. Conformément à la demande qui m'est adressée au paragraphe 12 de l'Acte final de la Conférence de Paris, j'attire l'attention du Conseil de sécurité sur cette question, pour lui permettre d'examiner dès que possible le règlement politique global du conflit du Cambodge.

Document 21

Résolution du Conseil de sécurité sur le règlement politique du conflit du Cambodge.

S/RES/718 (1991), 31 octobre 1991

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990 et 717 (1991) du 16 octobre 1991,

Se félicitant de la réunion à Paris le 23 octobre 1991, au niveau ministériel, de la Conférence de Paris sur le Cambodge (CPC), lors de laquelle ont été signés les ac-

cords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge[1],

Ayant examiné les accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge (S/23177),

Notant que ces accords prévoient entre autres la désignation d'un représentant spécial du Secrétaire général, et la création d'une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC),

Notant également l'intention du Secrétaire général d'envoyer au Cambodge le plus tôt possible une mission d'évaluation pour préparer, en vue de sa soumission au Conseil de sécurité, un plan de mise en œuvre du mandat envisagé par les accords,

Soulignant la nécessité d'une pleine coopération du Conseil national suprême du Cambodge, et de tous les Cambodgiens pour ce qui les concerne, dans la mise en œuvre des accords,

1. *Exprime* son plein appui aux accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991 (S/23177);

2. *Autorise* le Secrétaire général à désigner un représentant spécial pour le Cambodge pour agir en son nom;

3. *Accueille* favorablement l'intention du Secrétaire général d'envoyer au Cambodge, dans les meilleurs délais, une mission d'évaluation pour préparer un plan de mise en œuvre du mandat envisagé par les accords;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui soumettre le plus rapidement possible un rapport contenant son plan de mise en œuvre, comportant notamment une estimation détaillée du coût de l'APRONUC, étant entendu que ce rapport serait la base sur laquelle le Conseil autoriserait la création de l'APRONUC, le budget de l'APRONUC étant ensuite examiné et approuvé conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies;

5. *Demande* à toutes les parties cambodgiennes de se conformer pleinement au cessez-le-feu qui est entré en vigueur au moment de la signature des accords;

6. *Demande* au Conseil national suprême du Cambodge, et à tous les Cambodgiens pour ce qui les concerne, de coopérer pleinement avec l'Organisation des Nations Unies dans la mise en œuvre des accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge.

[1] S/23177 (document 19).

Document 22

Rapport du Secrétaire général sur la MIPRENUC

S/23218, 14 novembre 1991

1. Le 16 octobre 1991, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 717 (1991), dont le dispositif se lit comme suit :

« 1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général;

« 2. *Décide* de créer sous son autorité une Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge aussitôt après la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble et conformément au rapport du Secrétaire général, l'envoi au Cambodge de membres de la Mission intervenant immédiatement après la signature des accords;

« 3. *Demande* au Conseil national suprême, et aux parties cambodgiennes pour ce qui les concerne, d'apporter leur pleine coopération à la Mission et aux préparatifs réalisés en vue de la mise en œuvre des arrangements définis dans les accords pour un règlement politique d'ensemble;

« 4. *Se félicite* de la proposition des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge de reconvoquer à une date prochaine la Conférence au niveau ministériel en vue de la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit cambodgien;

« 5. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, avant le 15 novembre 1991, un rapport sur l'application de la présente résolution, et de le tenir pleinement informé de l'évolution ultérieure de la situation. »

2. Les Accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge mentionnés au paragraphe 2 de la résolution précitée ont été signés à Paris le 23 octobre, lors de la dernière séance de la Conférence de Paris sur le Cambodge. Les arrangements relatifs à la mise en place de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) sont donc entrés en vigueur.

3. Conformément au plan exposé dans mon rapport du 30 septembre 1991 (S/23097 et Add.1), j'ai nommé M. A. H. S. Ataul Karim (Bangladesh) agent de liaison principal de la MIPRENUC. Avec l'assentiment du Conseil (voir S/23206), le général de brigade Michel Loridon (France) a été nommé officier de liaison supérieur.

4. Le 9 novembre, M. Karim, accompagné de trois officiers de liaison, a pris ses fonctions à Phnom Penh, où étaient déjà arrivés un certain nombre de fonctionnaires civils d'appui. Le 12 novembre, le général de brigade Loridon a pris le commandement des éléments militaires de la MIPRENUC. Le même jour, l'unité d'opérations aé-

riennes fournie par la France est également arrivée à Phnom Penh, où elle s'est jointe à l'unité militaire de transmissions fournie par l'Australie, qui était arrivée le 10 novembre.

5. J'ai le plaisir d'annoncer que la MIPRENUC est maintenant opérationnelle. Le déploiement du reste du personnel civil et militaire progressera rapidement et devrait être achevé dans les délais prévus, soit à la mi-décembre 1991.

Document 23

Résolution de l'Assemblée générale sur la situation au Cambodge

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée « La situation au Cambodge »,

Rappelant sa résolution 45/3 du 15 octobre 1990 et les résolutions du Conseil de sécurité 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991 et 718 (1991) du 31 octobre 1991,

Rappelant également l'appui et l'assistance fournis par la communauté internationale, les participants à la Conférence de Paris sur le Cambodge et tous les Etats et parties intéressés, et plus particulièrement l'aide humanitaire apportée au peuple cambodgien depuis 1978,

Se félicitant des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à la Conférence de Paris sur le Cambodge le 23 octobre 1991[1],

Prenant acte du rapport du Secrétaire général[2],

Constatant avec satisfaction les efforts soutenus du Secrétaire général et de son personnel en vue de l'application des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge,

1. *Appuie sans réserve* les accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, ci-après dénommés les « Accords de Paris », qui visent notamment à maintenir, préserver et garantir la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;

2. *Appuie* les efforts du Secrétaire général en vue de mettre en place dans les plus brefs délais une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, afin de ramener la paix et la stabilité dans le pays et d'appliquer les Accords de Paris;

3. *Se félicite* du fait que, dans les dispositions dudit règlement, figure l'engagement de garantir l'autodétermination du peuple cambodgien par la voie d'élections libres et équitables, organisées et conduites par l'Organisation des Nations Unies, et de respecter pleinement les droits de l'homme;

4. *Engage* toutes les parties intéressées à assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous les Cambodgiens et à les aider à exercer leur droit à l'autodétermination dans le cadre d'élections libres et équitables, conformément aux dispositions des Accords de Paris;

5. *Engage également* toutes les parties intéressées à observer intégralement le cessez-le-feu qui est entré en vigueur au moment de la signature des Accords de Paris;

6. *Prie instamment* toutes les parties intéressées de se conformer pleinement aux dispositions des Accords de Paris, en étroite coopération avec l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge;

7. *Exprime sa profonde satisfaction* à la communauté internationale, aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, aux membres permanents du Conseil de sécurité, aux Etats de la région et autres Etats ainsi qu'aux parties cambodgiennes elles-mêmes, notamment Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, pour le précieux concours qu'ils ont apporté durant les dix dernières années à la restauration et au maintien de la paix et de l'unité au Cambodge ainsi qu'à l'œuvre de réconciliation nationale;

8. *Exprime également sa profonde gratitude* aux pays donateurs, aux organismes des Nations Unies et aux autres organisations humanitaires nationales et internationales qui sont venus en aide au peuple cambodgien et les engage à maintenir leur appui au processus de rapatriement des personnes déplacées et réfugiés cambodgiens dirigé et coordonné par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, ainsi qu'aux efforts de relèvement et de reconstruction du Cambodge;

9. *Exprime à nouveau sa profonde satisfaction* au Secrétaire général et à son personnel pour les efforts qu'ils ne cessent de déployer afin d'aider à l'application des Accords de Paris;

10. *Exprime une fois encore sa profonde satisfaction* au Secrétaire général pour les efforts qu'il a faits afin de coordonner l'assistance humanitaire et d'en contrôler la répartition et le prie de poursuivre ces efforts autant qu'il sera nécessaire.

[1] A/46/608-S/23177 (document 19).
[2] A/46/617.

Document 24

Lettre datée du 28 décembre 1991, adressée par la France, transmettant une déclaration des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le Cambodge publiée à New York le 28 décembre 1991

A/47/63-S/23335, 28 décembre 1991

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'une déclaration des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sur le Cambodge, publiée à New York le samedi 28 décembre 1991 (voir annexe). Au nom de mes collègues membres permanents, je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire diffuser ce texte comme document de la quarante-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point intitulé « La situation au Cambodge », et du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Annexe

Déclaration des Cinq sur le Cambodge, publiée le 28 décembre 1991

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité apprécient hautement les efforts déployés par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du Conseil national suprême du Cambodge, pour assurer la réalisation de progrès vers la paix au Cambodge. En particulier, ils ont noté avec satisfaction que le secrétariat du CNS a commencé ses travaux sous la direction personnelle de S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, et que la constitution du Groupe de travail militaire mixte a commencé.

Les Cinq accueillent favorablement et soutiennent la déclaration faite par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk au sujet de la convocation d'une réunion du CNS avant la fin de l'année en cours, ainsi que sa déclaration en date du 27 décembre 1991 sur les mesures à prendre afin de consolider et d'accélérer l'application du processus de paix au Cambodge.

Ils appellent toutes les parties cambodgiennes à contribuer au développement du processus de réconciliation nationale et au maintien de la paix en respectant strictement tous les accords, y compris ceux ayant trait à la réalisation de toutes les conditions nécessaires pour le fonctionnement normal du CNS à Phnom Penh.

Document 25

Rapport du Secrétaire général sur l'élargissement du mandat de la MIPRENUC

S/23331, 30 décembre 1991, et additif S/23331/Add.1, 6 janvier 1992

1. Dans sa résolution 717 (1991), adoptée le 16 octobre 1991, le Conseil de sécurité a décidé de créer sous son autorité une Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC). Il a décidé en outre que la MIPRENUC serait déployée immédiatement après la signature des accords sur un règlement politique d'ensemble, conformément aux recommandations contenues dans mon rapport S/23097 du 30 septembre 1991.

2. Les Accords sur un règlement politique d'ensemble ont été signés à Paris le 23 octobre 1991. Dans sa résolution 718 (1991), adoptée le 31 octobre, le Conseil de sécurité a noté que ces accords prévoyaient la création d'une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Il a exprimé son plein appui aux Accords et a prié le Secrétaire général de lui soumettre le plus rapidement possible un rapport contenant son plan de mise en œuvre, étant entendu que ce rapport serait la base sur laquelle le Conseil autoriserait la création de l'APRONUC.

3. Le 14 novembre 1991, j'ai fait rapport au Conseil de sécurité que la MIPRENUC avait commencé à s'acquitter de ses fonctions et que le déploiement du reste du personnel devait être achevé à la mi-décembre. Le mandat de la MIPRENUC prévoit notamment la mise en place d'un programme d'alerte au danger des mines, qui serait exécuté par de petites équipes de militaires ayant déjà eu à enseigner à des populations civiles comment éviter les mines et les pièges explosifs. Initialement, ces équipes donneraient la priorité aux populations vivant dans des zones où des combats ont eu lieu récemment ou à proximité de telles zones. Par la suite, ce programme initial serait élargi aux tâches prévues dans les Accords de Paris, la priorité étant donnée, en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), aux itinéraires utilisés pour le rapatriement, aux centres d'accueil et aux zones de réinstallation.

4. Dans ce contexte, il est prévu dans les Accords de Paris (annexe 1, sect. c, par. 1, *e* que les fonctions de

l'APRONUC comprennent « l'assistance en matière de déminage et le lancement de programmes de formation en matière de déminage et de programmes de sensibilisation aux mines parmi la population cambodgienne »[1].

5. L'article IX de l'annexe 2 des mêmes accords stipule ceci :

« 1. Peu après son arrivée au Cambodge, la composante militaire de l'APRONUC veillera, pour commencer, à ce que tous les champs de mines connus soient clairement marqués.

« 2. Les Parties conviennent de fournir, à l'issue des processus de regroupement et de cantonnement visés à l'article III de la présente annexe, des équipes de déminage qui, agissant sous la surveillance et la direction du personnel militaire de l'APRONUC, quitteront les zones de cantonnement afin d'aider l'APRONUC à retirer, à désamorcer ou à neutraliser les munitions explosives non explosées qui resteraient. Les mines ou dispositifs qui ne pourront pas être retirés, désamorcés ou neutralisés seront clairement marqués suivant un système qu'établira la composante militaire de l'APRONUC.

« 3. L'APRONUC se chargera :

« *a*) D'appliquer un programme d'éducation de masse ayant pour objet d'apprendre à la population à reconnaître et à éviter les dispositifs explosifs;

« *b*) De former des volontaires cambodgiens appelés à assurer l'élimination des munitions explosives non explosées;

« *c*) De former les volontaires cambodgiens appelés à dispenser des soins de premier secours[2]. »

6. Depuis l'adoption des Accords de Paris et l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu officiel, la communauté internationale est de plus en plus consciente de la nécessité d'entreprendre d'urgence un vaste travail de déminage au Cambodge. Il a été dit que ce travail devrait commencer dès avant la création de l'APRONUC, de manière à tirer parti de la saison sèche actuelle et à préparer le terrain pour le rapatriement au Cambodge des réfugiés et des personnes déplacées, dans la sécurité et l'ordre, sous les auspices de l'ONU.

7. J'ai décidé en conséquence de recommander au Conseil de sécurité l'extension du mandat de la MIPRENUC, qui comprendrait aussi la formation au déminage et le début d'un programme de déminage. Ces activités seraient entreprises sur la base suivante : le programme existant d'alerte au danger des mines serait élargi immédiatement, de manière à inclure la formation de Cambodgiens à la détection des mines et au déminage; à cette fin, les Etats Membres fourniraient des spécialistes supplémentaires pour renforcer les équipes existantes. En même temps, un programme de déminage serait lancé par une unité militaire spécialisée, qui serait fournie d'urgence par un Etat Membre en vue de profiter au maximum de la saison sèche actuelle. Ce programme serait concentré dans le nord-ouest du Cambodge, la priorité étant donnée, en consultation avec le HCR, aux itinéraires utilisés pour le rapatriement, aux centres d'accueil et aux zones de réinstallation. Ce programme comporterait également un élément génie (construction), chargé de réparer les routes qui auraient été déminées et de veiller à ce que les routes et les ponts utilisés par les rapatriés soient sûrs et capables de supporter l'accroissement prévu du trafic.

8. Ainsi que le savent les membres du Conseil de sécurité, j'ai dépêché récemment une mission d'enquête militaire au Cambodge pour préparer un plan pour l'exécution du mandat confié à l'élément militaire de l'APRONUC dans les Accords de Paris. Cette mission, dirigée par mon conseiller militaire, le général de division Timothy K. Dibuama, m'a fait savoir, compte tenu de l'information communiquée par les parties cambodgiennes et de ses discussions avec une mission du HCR qui se trouvait alors au Cambodge pour déterminer les zones de réinstallation possibles, que, pour s'acquitter des tâches de formation et de déminage décrites ci-dessus, la MIPRENUC aurait besoin des éléments suivants :

a) Une unité de planification et de liaison au siège, à Phnom Penh. Cette unité serait en rapport avec la Commission nationale du déminage, récemment constituée par le Conseil national suprême du Cambodge, ainsi qu'avec le HCR et d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés, en vue de rassembler tous les renseignements disponibles sur les mines terrestres au Cambodge et faciliter la démarcation, d'urgence, de tous les champs de mines connus. Cette unité mettrait sur pied, à l'intention des Cambodgiens, un programme de formation à la détection de mines et au déminage. Elle établirait en outre les plans pour les activités de déminage, déterminerait l'ordre de priorité pour leur exécution et répartirait le travail entre les différentes équipes de déminage;

b) Un bataillon du génie, qui commencerait le déminage des itinéraires utilisés pour le rapatriement, des centres d'accueil et des zones de réinstallation et qui effectuerait les travaux urgents de réparation et de remise en état des routes et des ponts qui auraient été déminés. La priorité serait donnée aux routes qu'emprunterait le premier groupe de rapatriés;

c) Des équipes spécialisées de formation, chargées de former les militaires cambodgiens qui seraient fournis par les quatre parties cambodgiennes pour participer, sous la supervision de la MIPRENUC, au déminage des itinéraires utilisés pour le rapatriement, des centres d'accueil et des zones de réinstallation;

d) Du personnel d'appui logistique, pour répondre aux besoins de transport et de carburant de l'unité du génie et des équipes de formation au déminage et pour apporter le soutien nécessaire dans le domaine des communications.

[1] Voir A/46/608 (document 19).

[2] Ibid.

9. On estime qu'il faudrait environ 40 militaires pour l'unité de planification et de liaison au siège de la MIPRENUC. L'unité du génie devrait compter environ 700 hommes au total. Quant aux équipes de formation et de supervision, il faudrait environ 200 hommes tous rangs confondus. Il faudrait environ 150 personnes pour le soutien logistique. Ce personnel militaire, environ 1 000 hommes au total, serait fourni par les Etats Membres. L'unité du génie devrait être une unité intégrée et avoir tout le matériel nécessaire pour ses activités. Il convient de souligner toutefois que dans l'état de dévastation actuel du Cambodge, il sera extrêmement difficile à l'unité du génie d'arriver, avec son matériel au lieu d'opération au Cambodge. Il faudrait en outre que cette unité soit extrêmement autonome au niveau de l'approvisionnement, de l'abri, du transport et des communications.

10. Je présenterai dès que possible, en additif au présent rapport, un état des incidences administratives et financières de l'expansion proposée du mandat de la MIPRENUC. En attendant, il est de mon devoir d'informer le Conseil de sécurité que, compte tenu de la situation financière actuelle de l'Organisation, les activités proposées dans le présent rapport ne pourront pas être entreprises tant que les ressources nécessaires en espèces ne sont pas disponibles.

11. Il est généralement reconnu qu'un vaste travail de déminage est nécessaire au Cambodge. Si l'élimination complète des mines est nécessairement une entreprise de longue haleine, le programme initial recommandé dans le présent rapport devrait être entrepris d'urgence, ce qui permettrait de s'attaquer rapidement à ce problème, avant le début de la saison des pluies en mai. La MIPRENUC pourrait alors réduire la menace que représentent les mines pour la population civile et commencer à préparer le terrain pour le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées, dans l'ordre et la sécurité, sous les auspices de l'ONU. En outre, l'APRONUC pourrait alors être déployée en temps opportun et s'acquitter de ses responsabilités dans tout le Cambodge.

Additif

1. Au paragraphe 10 de mon rapport au Conseil de sécurité (S/23331), j'ai indiqué que je présenterais dès que possible, en additif à ce rapport, un état des incidences administratives et financières de l'expansion proposée du mandat de la MIPRONUC en y incluant le lancement d'un programme de déminage et la formation à de telles opérations.

2. Comme indiqué aux paragraphes 8 et 9 du rapport, la MIPRONUC aurait besoin pour s'acquitter de ces tâches supplémentaires de 1 090 militaires de plus, soit : une unité de planification et de liaison (40), un bataillon du génie (700), des équipes spécialisées de formation et de supervision (200) et du personnel d'appui logistique (150). En outre, il faudrait 34 civils pour apporter à la MIPRONUC un appui supplémentaire pour l'administration, les transports, les communications, les achats, la sécurité et l'interprétation. Il y aurait également de nouveaux besoins en locaux et logements, transports, services de communications et matériel, fournitures et services divers.

3. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait d'élargir le mandat de la MIPRONUC comme je le recommande dans le corps de mon rapport, le coût de cette expansion d'ici l'expiration du mandat actuel de la MIPRONUC, le 30 avril 1992, est évalué à environ 24,7 millions de dollars, dans l'hypothèse d'un déploiement progressif du personnel militaire et civil à partir de la mi-janvier 1992. On trouvera en annexe, à titre d'information, une ventilation des dépenses prévues, par grand objet de dépense.

4. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait d'élargir le mandat de la MIPRONUC, je recommanderais à l'Assemblée générale que le coût additionnel correspondant soit considéré comme une dépense de l'Organisation devant être supportée par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, et que ces contributions des Etats Membres soient versées au compte spécial de la MIPRONUC.

Annexe

Montant estimatif des dépenses par objet de dépense

Objets de dépense		*Total (En milliers de dollars E.-U.)*
1	Elément militaire	
a)	Unité de planification et de liaison et équipes spécialisées de formation et de supervision	3 663,8
b)	Bataillon du génie et personnel d'appui logistique	4 702,2

	Objets de dépense	*Total (En milliers de dollars E.-U.)*
	c) Equipement propre du contingent	437,5
	d) Décès et invalidité	400,0
2	Personnel civil, y compris frais de voyage jusqu'au lieu de la mission	1 049,9
3	Construction et entretien des locaux, y compris éléments d'habitabilité essentiels (éclairage, etc.)	2 573,5
4	Fonctionnement des véhicules	2 401,6
5	Fonctionnement des aéronefs, y compris frais de location et carburant	3 671,0
6	Communications	2 127,5
7	Equipements divers	2 202,1
8	Fournitures, services, fret et coûts d'appui divers	1 499,2
	Montant estimatif total (brut)	24 728,3

Document 26

Résolution du Conseil de sécurité sur la MIPRENUC

S/RES/728 (1992), 8 janvier 1992

Le Conseil de sécurité,

Rappelant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991 et 718 (1991) du 31 octobre 1991,

Se félicitant de ce que la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) est maintenant opérationnelle, comme le Secrétaire général l'a indiqué dans son rapport du 14 novembre 1991[1],

Se félicitant aussi des progrès réalisés dans l'application des dispositions des Accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge[2] relatives au fonctionnement du Conseil national suprême du Cambodge sous la présidence de S. A. Royale Samdech Norodom Sihanouk et au maintien du cessez-le feu,

Notant avec préoccupation que l'existence de mines et de champs de mines au Cambodge représente un grave danger pour la sécurité des personnes au Cambodge et fait obstacle à l'application sans heurts et dans les délais des Accords sur un règlement politique d'ensemble, y compris au prompt retour des Cambodgiens réfugiés et déplacés,

Notant que le mandat de la MIPRENUC, tel qu'approuvé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 717 (1991), prévoit notamment la mise en place d'un programme d'alerte au danger des mines, et que les Accords prévoient que l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) entreprendra notamment un programme d'assistance en matière de déminage ainsi que le lancement de programmes de formation en matière de déminage et d'un programme d'alerte au danger des mines parmi la population cambodgienne,

Considérant que la mise en place de programmes de formation en matière de déminage, s'ajoutant au programme d'alerte au danger des mines déjà entrepris par la MIPRENUC, ainsi que le lancement rapide d'activités de déminage sont nécessaires pour assurer l'application effective des Accords sur un règlement politique d'ensemble,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général dans lequel celui-ci a proposé que le mandat de la MIPRENUC soit élargi de façon à inclure la formation en matière de déminage et le lancement d'un programme de déminage,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général[3], en particulier pour ce qui a trait à l'octroi d'une assistance en vue du déminage par les Cambodgiens;

2. *Demande* au Conseil national suprême du Cambodge et à toutes les parties cambodgiennes de continuer à coopérer pleinement avec la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge, y compris pour l'exécution de son mandat élargi;

[1] S/23218 (document 22).
[2] S/23177 (document 19).
[3] S/23331 et Add.1 (document 25).

3. *Demande de nouveau* à toutes les parties cambodgiennes de respecter scrupuleusement le cessez-le-feu et d'apporter toute l'assistance voulue à la MIPRENUC;

4. *Prie* le Secrétaire général de le tenir au courant de l'évolution de la situation.

Document 27

Lettre datée du 18 janvier 1992, adressée par le Secrétaire général au Président du Conseil de sécurité au sujet de la résolution 718 (1991) du Conseil de sécurité concernant le financement de l'APRONUC

S/23458, 24 janvier 1992

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 718 (1991) du Conseil de sécurité, en date du 31 octobre 1991, dans laquelle le Conseil a exprimé, entre autres, son plein appui aux accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge, et a prié le Secrétaire général de lui soumettre le plus rapidement possible un rapport contenant son plan de mise en œuvre, comportant notamment une estimation détaillée du coût de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), étant entendu que ce rapport serait la base sur laquelle le Conseil autoriserait la création de l'APRONUC, dont le budget devrait ultérieurement être examiné et approuvé conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies.

Conformément à la résolution 718 (1991), des missions d'évaluation ont été envoyées au Cambodge pour recueillir les informations nécessaires à l'élaboration du plan de mise en œuvre du mandat de l'APRONUC. Le rapport demandé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 718 (1991) est en cours d'élaboration sur la base des informations ainsi recueillies et sera présenté au Conseil dès que possible.

Le Président du Conseil national suprême, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, les parties cambodgiennes et la communauté internationale ont insisté à maintes reprises sur la nécessité de créer et de mettre en place d'urgence l'APRONUC afin d'éviter un effritement du processus de paix. Je partage pleinement ces préoccupations.

Les membres du Conseil de sécurité n'ignorent pas que les procédures de l'Organisation des Nations Unies relatives à la mise en place de nouvelles opérations et les mesures qui doivent être prises avant que des fonds soient engagés et alloués constituent un processus de longue haleine. L'expérience montre que le lancement d'une opération efficace exige que des fonds soient engagés plusieurs mois avant la date prévue pour sa mise en œuvre afin que puissent être prises des mesures préliminaires telles que la passation de contrats de services, l'achat et la livraison de matériel, l'organisation de missions préparatoires ainsi que la commande de matériel et d'approvisionnements et leur installation. Dans le cas de l'APRONUC, l'ampleur et la portée de l'opération telle qu'elle est prévue, l'état de détérioration des infrastructures cambodgiennes et les conditions climatiques sont susceptibles de compliquer le problème du délai d'exécution à prévoir qui, à moins d'être résolu, risquerait de susciter de graves difficultés logistiques et de retarder la mise en place de l'Autorité.

Bien que le coût intégral de la mise en place de l'APRONUC n'ait pas encore été déterminé avec précision, il ne fait aucun doute que le montant actuel des fonds que le Secrétaire général serait habilité à engager — soit avec l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, soit de sa propre autorité — avant que le budget soit établi de façon définitive serait très inférieur au montant qui serait nécessaire pour entamer les préparatifs en vue de la mise en place de l'Autorité dans les meilleurs délais une fois que le Conseil de sécurité en aurait autorisé la création.

Pour qu'il me soit possible de prendre des dispositions en vue de la première phase de la mise en place de l'Autorité, j'ai décidé de soumettre à l'Assemblée générale une proposition prévoyant l'ouverture d'un crédit initial de 200 millions de dollars des Etats-Unis qui, lorsque le Conseil de sécurité aura approuvé mon rapport sur le plan de mise en œuvre, devrait être immédiatement disponible pour faire face aux besoins en matière d'hébergement, de transports, de communications ainsi que d'autres matériels et services d'appui. Ce montant représenterait les ressources nécessaires pour couvrir les dépenses initiales et viendrait en déduction des contributions qui seraient mises en recouvrement auprès des Etats Membres une fois que le budget de l'APRONUC aura été approuvé par l'Assemblée générale.

Je suis convaincu que cette façon de procéder facilitera la mise en place de l'Autorité dans les meilleurs délais, améliorant ainsi les perspectives de rétablissement d'une paix durable au Cambodge.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter cette question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Boutros Boutros-Ghali

Document 28

Lettre datée du 20 janvier 1992, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général concernant le déploiement de l'APRONUC et l'élargissement du mandat de la MIPRENUC

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Ayant pris connaissance du communiqué publié par le Conseil national suprême du Cambodge (CNS) à l'issue de sa réunion du 11 janvier, je tiens à vous remercier de l'accueil que le CNS a réservé à ma décision de nommer M. Yasushi Akashi mon représentant spécial pour le Cambodge. A ce titre, M. Akashi sera chargé de mettre en place et de diriger l'Autorité provisioire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

Je partage avec vous et le CNS le souci de voir l'APRONUC s'installer au Cambodge dans les meilleurs délais et assumer pleinement les responsabilités prévues par les Accords de Paris. Un plan de mise en œuvre du mandat de l'APRONUC est actuellement en cours de préparation, compte tenu des recommandations formulées par les missions d'évaluation qui ont récemment visité le Cambodge. Ce plan sera soumis dès que possible au Conseil de sécurité qui devra alors autoriser la création de l'APRONUC. Le budget de l'opération sera ensuite examiné et approuvé par l'Assemblée générale, conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies.

En attendant, les efforts entrepris par mon prédécesseur pour renforcer la présence des Nations Unies sur le terrain seront activement poursuivis. L'élargissement du mandat de la MIPRENUC, ratifié par la résolution 718 (1992) du Conseil de sécurité, s'inscrit dans ce cadre. Cette résolution, adoptée le 8 janvier, prévoit, en effet, le déploiement d'un millier d'experts militaires chargés d'engager un programme de déminage et de formation de spécialistes cambodgiens dans ce domaine. Le déploiement de ce personnel devrait commencer incessamment.

Il est prévu, par ailleurs, de mettre en place une unité préparatoire qui aura pour tâche de recueillir les informations techniques nécessaires à la planification des élections. Les premiers éléments responsables de cette unité, qui sera rattachée à la MIPRENUC, devraient également commencer à arriver à Phnom Penh au cours du mois prochain. Une équipe de juristes a, en outre, été chargée d'élaborer un projet de loi électorale et un code de conduite, qui feront l'objet de consultations avec le CNS, conformément aux dispositions des Accords de Paris qui confient aux Nations Unies la responsabilité d'organiser et de conduire les élections.

Par ailleurs, je viens d'informer le Conseil de sécurité de mon intention de demander à l'Assemblée générale d'approuver l'affectation d'une somme de 200 millions de dollars à l'acquisition du matériel et de l'équipement logistique nécessaires à l'exécution de la première phase du déploiement de l'APRONUC.

Je continuerai à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour accélérer, autant que possible, le déploiement de l'APRONUC, dès que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale auront pris les décisions nécessaires.

La mission de l'APRONUC au Cambodge ne pourra, cependant, être menée à bien que dans la mesure où le CNS jouera pleinement le rôle qui lui incombe en vertu des Accords de Paris. Depuis votre retour historique à Phnom Penh le 14 novembre 1991, la communauté internationale a suivi avec admiration le travail remarquable que vous avez accompli pour permettre au CNS de commencer à fonctionner et le doter de structures adéquates. En dépit des difficultés qui ont surgi à cet égard, je suis convaincu que la poursuite de ce travail, sous votre sage direction est indispensable. Le Président du Conseil national suprême est, en effet, au coeur du dispositif institutionnel prévu par les Accords de Paris. Il a un rôle crucial à jouer dans le mécanisme de prise de décision au sein du CNS, dans les rapports de ce dernier avec l'APRONUC et dans la promotion d'une réconciliation nationale authentique, sans laquelle la paix au Cambodge risquerait de rester éphémère.

Je tiens à vous assurer que vous pouvez compter sur mon soutien et ma coopération. J'ai demandé à M. Akashi d'examiner avec vous les mesures qui pourraient être prises, en attendant le déploiement de l'APRONUC, pour appuyer vos efforts et faciliter votre tâche.

Je prie Votre Altesse Royale de croire à l'assurance de ma très haute considération et de ma cordiale estime.

(*Signé*) Boutros Boutros-Ghali

Document 29

Lettre datée du 23 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant la mise en œuvre des Accords de Paris du 23 octobre 1991

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Son Excellence Monsieur Yasushi Akashi, représentant spécial de Votre Excellence, a eu l'amabilité de me remettre, hier après-midi, Votre noble et très importante lettre en date du 20 janvier 1992. Je vous en remercie infiniment.

Au nom du peuple cambodgien, de son Conseil national suprême et en mon propre nom, j'exprime à Votre Excellence ma plus profonde et admirative gratitude pour les importantes et nombreuses mesures que vous avez déjà prises et celles que vous allez prendre afin que des progrès se réalisent chaque mois davantage dans la résolution des difficiles problèmes auxquels nous avons eu ou avons à faire face dans le processus d'applications à 100 % des Accords de Paix de Paris en date du 23 octobre 1991.

Au Cambodge, l'UNAMIC et son chef de Mission, S. E. M. Ataul Karim ont effectué et effectuent un énorme travail avec d'excellents résultats. Il en est de même du travail remarquable des Hauts Représentants au Cambodge des cinq Pays membres permanents du Conseil de sécurité et de l'Indonésie, du CICR et d'autres organismes internationaux.

S. E. Monsieur Yasushi Akashi apportera à coup sûr, au nom de Votre Excellence, une contribution inestimable et historique au sauvetage du peuple et du pays cambodgiens.

Le CNS et moi-même soutenons à 100 % votre représentant spécial et coopérerons loyalement et de tout cœur avec lui.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma plus haute considération et de ma très fidèle amitié.

(*Signé*) NORODOM SIHANOUK

Document 30

Rapport du Secrétaire général sur le Cambodge contenant son plan de mise en œuvre d'une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), y compris les aspects administratifs et financiers

S/23613, 19 février 1992 et additif, S/23613/Add.1, 26 février 1992

1. Par sa résolution 718 (1991) du 31 octobre 1991, le Conseil de sécurité a notamment exprimé son plein appui à l'accord sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991[1] (ci-après dénommé l'Accord), et a prié le Secrétaire général de lui soumettre le plus rapidement possible un rapport contenant son plan de mise en œuvre, comportant notamment une estimation détaillée du coût de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), dont la création était prévue dans l'Accord. Il était entendu à cet égard que le présent rapport serait la base sur laquelle le Conseil de sécurité autoriserait la création de l'APRONUC, dont le budget serait ensuite examiné et approuvé conformément aux dispositions de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Le Conseil de sécurité a également autorisé le Secrétaire général à désigner un représentant spécial pour le Cambodge.

2. Le présent rapport, qui contient le plan de mise en œuvre proposé par le Secrétaire général, est présenté en application de la résolution 718 (1991) du Conseil de sécurité. Un additif, donnant des indications sur les aspects administratifs et financiers du plan proposé, sera publié dès que possible.

3. En formulant ces propositions, le Secrétaire général s'est fondé sur les informations recueillies par un certain nombre de missions d'enquête envoyées au Cambodge, notamment les trois missions les plus récentes qui se sont rendues au Cambodge d'octobre à décembre 1991 et qui étaient consacrées respectivement aux élections, aux arrangements militaires et à l'administration civile, à la police et aux droits de l'homme. Il convient toutefois de noter que, malgré les efforts ainsi déployés, les informations obtenues ne sauraient être considérées comme

[1] S/23177 (document 19, annexe, sect.II].

complètes et les évaluations actuelles concernant les priorités et le déploiement risquent de ne pas être exactes étant donné l'évolution de la situation au Cambodge. Il se peut donc que les recommandations spécifiques figurant dans le présent rapport soient à revoir en fonction de l'expérience acquise lorsque l'APRONUC sera mise en place.

I. Introduction

4. Le Conseil de sécurité est invité, aux termes de l'Accord, à créer une Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge disposant d'une composante militaire et d'une composante civile sous la responsabilité directe du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et à doter l'APRONUC du mandat défini dans l'Accord. Le cadre général de ce mandat est indiqué à l'annexe 1 de l'Accord, les éléments spécifiques étant prévus dans les autres annexes. Des éléments figurent également dans la Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, adoptée par la Conférence de Paris, le 23 octobre 1991, dans le cadre du règlement politique global du conflit du Cambodge[2].

5. Le mandat prévu pour l'APRONUC au titre de l'Accord comporte des éléments concernant les droits de l'homme, l'organisation et la conduite d'élections générales libres et régulières, l'administration civile, le maintien de l'ordre, le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens, et la restauration des infrastructures essentielles du pays durant la période de transition. Selon la définition donnée à l'article premier de l'Accord, la période de transition commence avec l'entrée en vigueur de l'Accord et prendra fin lorsque l'assemblée constituante élue conformément à l'Accord aura approuvé la nouvelle constitution du Cambodge et se sera transformée en assemblée législative, et qu'un nouveau gouvernement cambodgien aura ensuite été formé. L'Accord est entré en vigueur à la signature, le 23 octobre 1991.

6. Le point central de liaison pour l'Organisation des Nations Unies au Cambodge est le Conseil national suprême, qui, aux termes de l'Accord, est « l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge; il incarne pendant la période de transition la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge ». En vertu de l'article 6 de l'Accord, le Conseil national suprême du Cambodge a délégué à l'Organisation des Nations Unies « tous pouvoirs nécessaires » pour assurer l'application de l'Accord. Le Représentant spécial du Secrétaire général dirige l'APRONUC et doit assurer un dialogue permanent avec le Conseil national suprême en ce qui concerne les activités effectuées par l'APRONUC pour mettre en œuvre son mandat.

7. L'APRONUC comprendra sept composantes distinctes : les droits de l'homme, les élections, les fonctions militaires, l'administration civile, la police, le rapatriement et le relèvement. Les activités effectuées par l'APRONUC au titre de ces divers volets varieront quant à leur niveau durant la période de transition et seront coordonnées suivant les besoins afin de pouvoir utiliser les ressources avec le maximum d'efficacité et de rentabilité.

II. Les composantes

A. *Droits de l'homme*

1. *Fonctions*

8. L'article 15 de l'Accord énonce le cadre dans lequel seront entreprises les activités visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme au Cambodge. En particulier, il y est stipulé que les autorités cambodgiennes devront assurer le respect effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales, soutenir le droit de tous les citoyens d'entreprendre des activités dans le domaine des droits de l'homme, prendre des mesures efficaces pour assurer que ne soit jamais permis un retour à la politique et aux pratiques du passé, et adhérer aux instruments internationaux pertinents relatifs aux droits de l'homme.

9. C'est donc aux Cambodgiens eux-mêmes qu'il incombe clairement de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales dans leur pays. Il appartient à d'autres aussi d'encourager le respect à l'exercice de ces droits et de ces libertés afin d'empêcher que de nouvelles atteintes aux droits de l'homme se produisent. A cet égard, l'APRONUC est chargée, aux termes de l'article 16 de l'Accord, de favoriser durant la période de transition un environnement où le respect des droits de l'homme soit assuré.

10. Une mesure propre à favoriser un tel environnement consisterait à ce que le Conseil national suprême, au nom du Cambodge, ratifie les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme ou y adhère. La législation cambodgienne disposerait ainsi d'un cadre dans lequel les Cambodgiens pourraient entreprendre des activités en vue de protéger et de promouvoir leurs droits et leurs libertés. De même, les efforts de l'APRONUC visant à faire prévaloir le respect de l'état de droit seraient ainsi grandement facilités.

11. D'autres mesures de nature à encourager l'environnement approprié sont stipulées à la section E de l'annexe 1 de l'Accord. Y sont prévues des dispositions pour la mise au point et l'application d'un programme d'éducation concernant les droits de l'homme afin de promouvoir le respect et la compréhension de ces droits, la surveillance générale en matière de droits de l'homme et l'instruction des plaintes faisant état de violations dans ce domaine et, le cas échéant, l'adoption de mesures correctives.

12. L'élaboration et la diffusion d'un programme d'éducation en matière de droits de l'homme doivent constituer la pierre angulaire de l'action de l'APRONUC visant à encourager le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, car il est nécessaire que les Cambodgiens comprennent parfaitement la teneur et la

[2] S/23177 (document 19, annexe, sect.IV).

portée de leurs droits et de leurs libertés afin de savoir quand et comment les protéger comme il convient. Cette mesure est particulièrement importante alors que l'élaboration d'une nouvelle constitution pour le Cambodge, contenant des garanties en matière de droits de l'homme, constituera un objectif national.

13. Un programme d'éducation civique de ce genre devrait être élaboré de manière à correspondre aux conditions culturelles du pays et à être généralement « accessible » aux Cambodgiens. Sa diffusion serait assurée par tous les moyens de communication existant sur place, y compris l'imprimé (textes et images), les manifestations culturelles, la radiotélévision, la vidéo, les unités d'enseignement mobiles, etc. Il est prévu que l'APRONUC collabore aussi étroitement avec les responsables de l'administration de l'enseignement au Cambodge afin de veiller à ce que l'éducation en matière de droits de l'homme trouve la place qui lui revient dans les programmes d'études à tous les niveaux, y compris à l'intention des enfants, des adultes et des groupes spéciaux. Parmi ces derniers figureraient les personnes les mieux placées pour diffuser l'information, tels que les enseignants et les notables. L'APRONUC devrait également collaborer avec les organisations non gouvernementales (ONG) travaillant au Cambodge, aussi bien pour atteindre l'objectif précité que pour encourager la création d'associations locales des droits de l'homme.

14. La teneur du programme d'éducation civique devra varier en fonction de l'actualité, l'accent étant mis sur tel ou tel « faisceau » de droits selon les circonstances. Cependant, certains thèmes resteront constamment au premier plan, notamment en ce qui concerne l'exercice des droits en période d'élections, l'existence de mécanismes d'action corrective, les droits relatifs à la protection de la personne et les autres droits formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Des moyens d'appui seraient assurés pour la formation complémentaire et le contrôle des initiatives.

15. Une tâche prioritaire consistera à coordonner le contenu du programme des droits de l'homme avec celui des autres programmes d'éducation civique diffusés, en particulier en ce qui concerne les élections et le rapatriement. Les programmes seront dans la mesure du possible produits à l'intérieur même du Cambodge, ce qui permettra de serrer au plus près la réalité, et notamment d'évaluer leur impact ainsi que les modifications éventuelles à apporter dans l'immédiat. De cette manière, la viabilité et l'efficacité des programmes pourraient être portées au maximum

16. Le deuxième volet de l'action de l'APRONUC visant à favoriser un environnement où le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales serait assuré consiste à exercer une surveillance générale des droits de l'homme dans toutes les structures administratives existant au Cambodge. A cet égard, des directives et des matériaux d'information spéciaux seraient produits à l'intention des fonctionnaires afin de les sensibiliser aux droits de l'homme et de les encourager à s'initier dans ce domaine. Il serait également possible de prévoir certaines activités de formation à l'emploi de ces matériaux, dans le cadre des cours de formation et d'orientation envisagés au titre du mandat relatif à l'administration civile.

17. Certaines des structures existantes sont plus susceptibles que d'autres de donner lieu à des préoccupations quant aux droits de l'homme. Il en va ainsi, entre autres, des organismes, agences et bureaux chargés d'appliquer les lois et investis de fonctions judiciaires. Une attention particulière sera accordée aux groupes pour lesquels un contrôle ou une supervision est de toute manière prévu dans l'Accord. Des codes de conduite à l'intention des fonctionnaires responsables de l'application des lois et de l'appareil judiciaire seraient mis au point, adaptés et appliqués; un appui serait fourni à cet égard sous la forme d'une formation complémentaire, en particulier pour ce qui concerne la procédure pénale fondamentale. Il est déjà prévu ailleurs dans le plan que l'effectif de l'APRONUC par rapport au personnel administratif local serait plus élevé dans ce domaine. Il est également recommandé d'accorder une formation parallèle au personnel de l'APRONUC travaillant dans ce secteur afin d'accroître son efficacité.

18. Le troisième volet du mandat de l'APRONUC en matière de droits de l'homme est la mise en place d'un mécanisme d'enquête sur les allégations de violations des droits de l'homme durant la période de transition au Cambodge. A cet égard, l'APRONUC entreprendrait de son propre chef des enquêtes lorsque le Représentant spécial aurait des raisons de croire que de telles violations se sont produites ou peuvent se produire.

19. En pareil cas, l'APRONUC s'appuierait sur le mécanisme d'enquête établi conformément au paragraphe 6 de la section B de l'annexe 1 de l'Accord. La mise en œuvre de ce dispositif serait contrôlée par les agents de liaison de l'APRONUC chargés des droits de l'homme, qui accompagneraient au besoin les enquêteurs. Une attention particulière serait accordée aux secteurs « sensibles », pour lesquels des mesures efficaces devraient être élaborées. L'APRONUC conserverait naturellement le droit de prendre ou de faire prendre des mesures correctives appropriées. A cet égard, elle pourra choisir de faire participer le Conseil national suprême à ses travaux, si cela est nécessaire, afin de pouvoir remédier efficacement à la situation. Elle pourra aussi associer à son action les groupes locaux de surveillance des droits de l'homme, avec l'accord des parties intéressées.

20. Dans le cadre de son mandat relatif à l'organisation et à la conduite des élections, l'APRONUC adoptera des dispositions spéciales afin de remédier immédiatement aux violations concernant la participation au processus électoral.

2. *Structure*

21. Un bureau des droits de l'homme établi au quartier général constituera l'organe central de décision et de coordination dans ce domaine. Ses effectifs com-

prendront des spécialistes de la promotion des droits de l'homme, de l'éducation civique et des enquêtes, ainsi qu'un agent chargé de la liaison avec les ONG s'occupant des droits de l'homme. Les effectifs nécessaires dans ce domaine seront sans doute modestes étant donné que tout le personnel de l'APRONUC affecté aux divers volets du mandat sera chargé de fonctions se rapportant aux droits de l'homme dans le cadre même de ses tâches essentielles. A cet égard, des matériaux d'information et des activités de formation spéciaux en matière de droits de l'homme sont envisagés pour l'ensemble du personnel de l'APRONUC. En outre, des rapports périodiques sur les droits de l'homme seront présentés au bureau central des droits de l'homme afin que celui-ci puisse avoir un aperçu global de la situation dans le pays.

22. Aucun agent affecté exclusivement aux droits de l'homme n'est prévu à l'échelle de la province ou à un niveau inférieur, bien que le personnel du quartier général puisse être appelé à effectuer des missions sur le terrain dans les cas justifiés. Par ailleurs, le personnel organique chargé à l'échelle de la province et au niveau inférieur de l'administration civile, de l'information et de la surveillance de la police locale sera spécifiquement appelé à exercer aussi à titre principal des fonctions en matière de droits de l'homme.

B. *Elections*

1. *Fonctions*

23. Aux termes de l'article 13 de l'Accord, l'APRONUC est responsable de l'organisation et de la conduite d'élections générales libres et équitables au Cambodge. Sa mission consisterait à assurer la participation la plus large possible des Cambodgiens à l'élection de leurs représentants. La moitié environ de la population cambodgienne estimée à 8,7 millions d'habitants aura le droit de prendre part aux élections conformément aux critères définis au paragraphe 4 de l'annexe 3 de l'Accord.

24. Pour planifier le processus électoral, l'APRONUC se guidera sur les dispositions de la section D de l'annexe 1 et de l'annexe 3 de l'Accord aux termes desquelles elle est chargée de concevoir et de mettre en œuvre un système pour chaque étape dans l'élection des 120 membres de l'assemblée constituante. Aux termes du paragraphe 2 de l'annexe 3, toutes les opérations électorales se dérouleront sur le seul territoire cambodgien, et ce, par souci de simplicité, d'efficacité et d'économie. Les candidats brigueront les sièges provinciaux à l'assemblée constituante et les résultats seront comptabilisés par province, suivant une formule de répartition à la proportionnelle.

a) Cadre juridique

25. L'APRONUC a pour tâche première d'établir, en consultation avec le Conseil national suprême, un cadre juridique, qui consisterait en une loi et une réglementation électorales destinées à régir le processus électoral. Le code de conduite électoral institué par l'APRONUC fait partie intégrante de ce cadre juridique.

26. Aux termes de l'Accord, les élections seront organisées par province. Du fait des changements démographiques importants survenus depuis le dernier recensement systématique et complet, on ne dispose pas de statistiques fiables concernant la taille et l'emplacement de l'électorat cambodgien. En conséquence, il ne faudrait procéder à la répartition par province des sièges à l'assemblée constituante qu'une fois terminée l'opération d'inscription des électeurs; il reste entendu que chaque province se verrait attribué au moins un siège. Ce faisant, on parviendrait à un rapport plus rationnel d'électeurs par représentant à l'assemblée constituante. La loi électorale définirait donc le système à utiliser pour déterminer le nombre de sièges le moment venu, ce système devant également servir pour déterminer les résultats du scrutin, à savoir la proportionnelle suivant la formule du plus grand nombre de votes restant.

b) Instruction civique et formation

27. Un élément important du volet électoral sera l'organisation d'une campagne de grande envergure destinée à informer les populations des buts et de l'importance des élections et, en particulier, à les convaincre de l'intégrité du scrutin. Des informations générales et détaillées seraient données en temps voulu sur chaque étape du processus électoral. La campagne serait menée à l'aide de documents vidéo et audiovisuels, sur les ondes et dans la presse écrite. La mise en place d'installations de radiodiffusion et d'impression et de réseaux de distribution, y compris l'utilisation des services de radiodiffusion et/ou de télévision et des unités de vidéo mobiles communautaires est envisageable.

28. L'efficacité du processus électoral dépendra en définitive du talent et des compétences des personnes chargées de le mettre en œuvre. A cet égard, on prévoit qu'il faudrait organiser des séances d'orientation et/ou de formation en vue de familiariser le personnel recruté sur le plan international, les agents recrutés sur le plan local et les représentants des partis politiques avec les tâches qu'ils seraient appelés à exécuter et avec les procédures à suivre à chacune des étapes du processus électoral. Cette formation peut revêtir un caractère tout à fait simple (par exemple, tâches de commis) ou complexe (par exemple, gestion des élections). Il convient de noter que ce besoin de formation ne se limite pas au seul processus électoral encore que l'échelle en soit la plus grande en l'occurrence.

c) Inscription des électeurs

29. Les critères relatifs à l'éligibilité et au droit de vote sont définis aux paragraphes 3 et 4 de l'annexe 3 de l'Accord. Toute personne âgée de 18 ans et née au Cambodge ou dont l'un des deux parents est né au Cambodge, aura le droit de prendre part aux élections.

30. L'opération d'inscription des électeurs durera trois mois, étant entendu que ce délai pourrait devoir être

assoupli afin de permettre aux 4,3 millions de Cambodgiens remplissant les conditions requises de se faire inscrire sur les listes électorales. Toute personne devra être inscrite pour pouvoir voter. Des bureaux d'inscription (fixes, temporaires et mobiles) seraient ouverts sur toute l'étendue du Cambodge compte tenu des densités de population et de l'accessibilité des différentes localités. Les partis politiques cambodgiens sont censés affecter des agents à chaque bureau pour observer le déroulement de l'opération. L'APRONUC délivrerait des cartes d'électeur aux personnes inscrites. Il pourrait être fait appel ou opposition concernant telle ou telle inscription devant chaque bureau d'inscription ainsi qu'au niveau provincial. Il serait procédé à l'inscription des militaires non démobilisés dans les cantonnements.

31. On estime qu'il faudrait environ 800 équipes de responsables des inscriptions composées de cinq personnes, secondées par des agents locaux dans la mesure du possible. On estime par ailleurs qu'il faudrait 200 équipes de supervision de deux fonctionnaires recrutés sur le plan international ou plus si nécessaire chacune, pour couvrir tous les districts du pays. Les activités des équipes seraient coordonnées à l'échelon provincial. L'élément militaire ou de police de l'APRONUC pourrait devoir assurer la sécurité des bureaux d'inscription dans certains cas.

d) Partis politiques et candidats

32. L'Accord prévoit un système électoral pluripartite. Les paragraphes 5, 6, 7 et 9 de l'annexe 3 de l'Accord définissent les conditions de constitution des partis politiques et les droits de ces partis et des candidats. Les partis politiques sont tenus de fournir des listes vérifiables de membres d'au moins 5 000 électeurs inscrits. Conformément à la loi et aux procédures électorales devant être instituées, les partis politiques désigneraient des agents dont la participation en qualité d'observateurs aux opérations d'inscription des électeurs et au scrutin donnerait aux élections un caractère plus libre et plus équitable.

33. Les partis politiques devraient être officiellement enregistrés auprès de l'APRONUC pour pouvoir participer aux élections; celle-ci définira les critères à satisfaire aux fins de leur enregistrement. Entre autres critères, le programme de tout parti devra être conforme aux objectifs et aux principes de l'Accord et respecter scrupuleusement le code de conduite des élections. On arrêtera de même les conditions à remplir pour être candidat; tout candidat devra notamment être inscrit comme électeur.

34. Afin de permettre aux partis politiques de participer activement aux opérations d'inscription des électeurs, on envisagerait d'instituer un système d'enregistrement provisoire ou temporaire des partis préalablement aux opérations d'inscription des électeurs. L'APRONUC établirait des procédures d'enregistrement provisoire des partis. Une fois enregistré à titre provisoire, tout parti pourrait être admis à prendre part aux séances spéciales de formation et d'orientation aux fins de la participation au processus électoral. L'enregistrement provisoire serait confirmé par la suite (c'est-à-dire que le parti serait officiellement enregistré) une fois que l'APRONUC se serait assurée qu'il a été satisfait à tous les critères prévus. Seuls les partis officiellement enregistrés seraient autorisés à faire activement campagne. La campagne électorale pourrait durer de six à huit semaines. Tout parti politique serait tenu d'être officiellement enregistré pour que son emblème puisse figurer sur le bulletin de vote.

35. Le code de conduite électoral établi par l'APRONUC serait conçu de manière à garantir notamment que les libertés d'expression, de réunion et de mouvement soient pleinement respectées. En outre, l'APRONUC s'appliquerait à mettre en place un système qui permette à tous les partis politiques enregistrés d'avoir accès aux moyens d'information, y compris la presse, la radio et la télévision sur un pied d'égalité.

e) Déroulement du scrutin

36. Le scrutin serait conçu de manière à permettre à tous les électeurs inscrits d'exercer leur droit de vote en toute commodité et sérénité et à l'abri de toute fraude.

37. Les bureaux de vote seraient ouverts dans la mesure du possible aux mêmes endroits que les bureaux d'inscription. Il ne sera possible de déterminer le nombre des bureaux de vote que lorsque l'on aura bouclé l'opération d'inscription des électeurs et que l'on connaîtra la taille et la répartition de l'électorat. On estime néanmoins qu'il faudrait environ 8 000 équipes de scrutateurs de sept personnes environ chacune. Ces équipes seraient placées sous la supervision d'environ 1 400 scrutateurs recrutés sur le plan international. Dans les régions densément peuplées, on pourrait affecter plus d'une équipe de scrutateurs à chaque bureau de vote. S'il s'avérait que plus de 1 400 bureaux de vote soient nécessaires, il faudrait alors recruter d'autres superviseurs de scrutin. Les partis politiques prenant part aux élections pourraient désigner des agents scrutateurs pour observer le déroulement du scrutin. La présence d'observateurs étrangers est également envisagée, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa *i*, paragraphe 3, de la section D de l'annexe 1 de l'Accord.

38. Compte dûment tenu d'un grand nombre de facteurs, dont les cycles agricole et migratoire qui obéissent aux conditions climatiques du pays, on estime que le scrutin devrait avoir lieu fin avril ou début mai 1993, immédiatement après le Nouvel An cambodgien, période pendant laquelle la majorité des cambodgiens regagnent leur foyer. Le scrutin devrait durer pendant trois jours au maximum, étant entendu qu'il ne devrait être organisé que pendant un seul jour seulement dans toute localité et qu'il ne serait procédé à aucun dépouillement avant la clôture du scrutin dans toutes les localités.

39. On voterait pour un parti politique, non pour des individus, autrement dit seuls les nom et emblème des partis figureraient sur le bulletin de vote. Toutefois, la liste des candidats des partis dans chaque province serait largement publiée avant le jour du scrutin et serait affichée de manière visible dans les bureaux de vote. Le scru-

tin serait secret. Des « bulletins provisoires » seraient prévus. Un électeur ne recevrait un bulletin provisoire que s'il votait dans une province autre que celle où il était enregistré ou s'il y a des doutes concernant son droit de vote. Dans les deux cas, il serait procédé à une vérification avant de comptabiliser son vote. Des mesures de garantie, dont l'utilisation d'encre indélébile pour identifier les électeurs ayant déjà voté, seraient adoptées pour préserver l'intégrité du scrutin.

40. Les urnes seraient scellées et acheminées vers les centres de rassemblement/dépouillement. L'APRONUC instituerait les dispositifs de sécurité appropriés pour l'acheminement, le rassemblement et le dépouillement des urnes. On prévoit d'instituer des procédures de contestation et d'appel pour chaque étape du scrutin et du dépouillement des votes. L'APRONUC devrait comptabiliser, vérifier et rassembler les suffrages et proclamer officiellement les résultats de l'élection aussi rapidement que possible après la clôture du scrutin.

2. *Organisation structurelle et besoins en services informatiques*

41. Le Représentant spécial serait chargé d'organiser et de conduire les élections. Il serait assisté dans cette tâche par un responsable en chef des élections. Ce dernier serait affecté à Phnom Penh où serait également établi le siège de la Commission consultative électoral du Représentant spécial. Cette commission qui serait composée de trois fonctionnaires recrutés sur le plan international désignés par le Représentant spécial, aurait pour mission de veiller à prévenir les irrégularités dans le déroulement des élections. Au total, 72 responsables des élections recrutés sur le plan international seraient affectés au quartier général, où ils seraient déployés en mars et avril 1992.

42. Les services d'instruction civique, de formation et de traitement informatique seraient également établis à Phnom Penh. Toutefois, l'essentiel des tâches qu'impliquent la conduite et la coordination des diverses étapes du processus électoral seraient confiées aux 21 bureaux provinciaux. Dans chacun de ces bureaux, le responsable des élections serait épaulé par des fonctionnaires préposés aux opérations électorales, à l'information, à la formation, aux communications, à la surveillance du respect des procédures prévues, aux plaintes et à la coordination. Au total, 126 responsables des élections recrutés sur le plan international seraient affectés aux bureaux provinciaux, où ils seraient déployés en mars et avril 1992.

43. Il est prévu d'établir environ 200 bureaux de district placés sous la direction de 400 superviseurs des élections à l'échelon des districts et sous la tutelle des bureaux provinciaux. Les 400 responsables des élections recrutés sur le plan international seraient déployés en mai 1992. Les bureaux de district seraient notamment chargés de superviser les travaux des 800 équipes de responsables des inscriptions et des 8 000 équipes de scrutateurs. A cette fin, leurs personnels doivent être très mobiles. Lors du déroulement du scrutin, les 400 superviseurs des élections à l'échelon des districts feraient office de superviseurs de scrutin. Environ 1 000 fonctionnaires recrutés sur le plan international détachés par leurs gouvernements viendraient se joindre à eux pendant deux ou trois semaines en avril 1993. Leur présence pendant le scrutin permettrait d'affecter un superviseur de scrutin à chaque bureau de vote. Par la suite, le nombre requis d'interprètes pour la durée du scrutin devrait être augmenté.

44. Pour que les opérations soient aussi efficaces et peu coûteuses que possible, le processus électoral devrait être informatisé. Les opérations qui s'y prêtent sont l'inscription des électeurs, la logistique, le rassemblement des résultats du scrutin et les activités administratives afférentes à la planification et à la conduite des opérations d'inscription, de vote et de dépouillement du scrutin. Douze responsables de l'appui informatique figurent parmi les 72 responsables des élections recrutés sur le plan international affectés au quartier général dont il est question au paragraphe 41 ci-dessus.

45. Le système informatique d'inscription des électeurs devrait s'articuler en deux sous-systèmes reliés entre eux. Le premier devrait servir à suivre et à contrôler le mouvement des cartes d'électeurs et autres pièces connexes, permettant ainsi de veiller à ce que ces cartes et pièces ne se retrouvent pas entre les mains d'individus qui n'auraient pas le droit de vote. Le second système enregistrerait les renseignements personnels concernant les inscrits, de manière à permettre de dresser des listes d'électeurs inscrits et des cartes d'inscription annulées, et de contrôler les stocks de pièces d'inscription. Le système devrait permettre l'exploitation de données en caractères romains et khmers.

46. Etant donné l'ampleur des tâches qu'implique la dotation en effectifs et en matériel des équipes de responsables des inscriptions et des bureaux de vote, il faudrait également informatiser les opérations d'appui logistique. Il faudrait établir des systèmes de base de données distincts pour l'inscription et le scrutin proprement dit. Il faudrait tenir la comptabilité des effectifs et matériels affectés à chaque bureau de vote, y compris des renseignements tels que les numéros de série des urnes, des emblèmes et des bulletins de vote proprement dits, de manière à pouvoir établir les statistiques nationales, par province et par localité concernant la ventilation des effectifs et matériels. La saisie des données globales concernant les inscriptions grâce à la liaison des différents systèmes permettrait de ventiler le personnel recruté sur le plan international et sur le plan local et les matériels et véhicules de la manière la plus rationnelle. L'informatisation permettrait également d'améliorer les communications.

47. En informatisant les opérations de dépouillement, on gagnerait largement en rapidité d'exécution et en fiabilité. Les systèmes pourraient être programmés de manière à appliquer la formule de répartition proportionnelle voulue pour déterminer les candidats victorieux dans chaque province. Toutefois, un tel système devrait être testé soigneusement avant d'être appliqué.

48. Il faudrait entreprendre de mettre en place ces systèmes le plus rapidement possible. Les besoins en informatique ne se limitent pas aux seules opérations électorales encore que celles-ci soient susceptibles de mettre le système à plus rude épreuve que toute autre opération. Les ordinateurs devraient être mis à la disposition des fonctionnaires affectés aux opérations électorales pour la durée du processus électoral, y compris à ceux qui sont affectés dans les districts.

3. *Calendrier*

49. Les élections sont la clef de voûte du règlement global du conflit cambodgien. Elles doivent être conduites d'une manière absolument impartiale et être considérées comme l'ayant été. Le souci d'efficacité commanderait de ménager suffisamment de temps pour la mise en œuvre de chaque phase du processus. Cela supposerait bien entendu que les autres activités de l'APRONUC soient menées dans les délais impartis afin que les conditions propices à la tenue d'élections libres et équitables puissent être réunies.

50. L'inscription des électeurs doit être aussi complète que possible de manière à permettre au maximum d'électeurs de voter. De ce fait, il faudrait organiser les opérations d'inscription et le scrutin à une époque de l'année qui ne coïncide pas avec d'importantes activités agricoles ou festivités, soit à une époque où les Cambodgiens sont le plus susceptibles de se trouver dans leur lieu de résidence habituel et n'auraient donc pas à effectuer de longs déplacements pour participer au processus électoral. En outre, par souci de stabilité, il importe au plus haut point que les opérations électorales se déroulent selon un plan ininterrompu, et suivant un calendrier bien précis. Ce calendrier devrait tenir compte des besoins en information et en formation de manière que chaque étape du processus électoral puisse être menée dans les meilleures conditions d'efficacité et de productivité.

51. Compte tenu de l'ensemble de ces facteurs, il est recommandé de lancer l'opération d'inscription des électeurs en octobre 1992 et de l'étaler sur trois mois, le Représentant spécial pouvant, si nécessaire, en prolonger la durée de sorte que la liste des électeurs soit aussi complète que possible. On devrait prévoir d'organiser les élections entre fin avril et début mai 1993. On trouvera à l'annexe I du présent document un projet de calendrier détaillé à cet effet.

C. *Aspects militaires*

1. *Fonctions*

52. Les aspects militaires du mandat de l'APRONUC font l'objet de trois séries de dispositions de l'Accord. L'article 11 de l'Accord définit le cadre général; la section C de l'annexe 1 de l'Accord énumère les principales fonctions à exercer; et l'annexe 2 contient des dispositions détaillées concernant les engagements à prendre par les parties cambodgiennes et les Etats voisins, ainsi que le rôle et les activités de la composante militaire de l'APRONUC.

53. Les objectifs des arrangements militaires pendant la période de transition sont de stabiliser la situation en matière de sécurité et d'instaurer la confiance entre les parties au conflit. La réalisation de ces objectifs est une condition préalable à la bonne exécution des autres élémlents de l'Accord, en particulier du programme de rapatriement.

54. Les principales fonctions de la composante militaire de l'APRONUC peuvent être réparties selon les quatre catégories ci-après :

a) Contrôle du retrait et du non-retour de toutes les catégories de forces étrangères et de leurs armes et équipements;

b) Supervision du cessez-le-feu et mesures connexes, y compris regroupement, cantonnement, désarmement et démobilisation;

c) Contrôle des armes, y compris vérification de la cessation de l'assistance militaire extérieure, localisation et confiscation des caches d'armes et fournitures militaires dans l'ensemble du pays, stockage des armes et du matériel des forces militaires cantonnées et démobilisées;

d) Assistance en matière de déminage, y compris programmes de formation et programmes d'alerte au danger des mines.

55. En outre, en vertu de l'Accord, la composante militaire est chargée de mener des enquêtes — à la suite de la plainte de l'une des parties ou de sa propre initiative —sur les cas présumés de non-respect des dispositions relatives aux arrangements militaires (art. X de l'annexe 2 de l'Accord). Elle est aussi chargée d'aider à la libération des prisonniers de guerre (art. XI de l'annexe 2 de l'Accord) et au rapatriement des Cambodgiens réfugiés et déplacés (art. XII de l'annexe 2 de l'Accord).

56. Pour faciliter l'exécution des responsabilités de la composante militaire, l'Accord prévoit la mise en place d'un groupe de travail militaire mixte, auquel siégeront les représentants militaires de toutes les parties cambodgiennes. Le Groupe de travail a déjà été constitué et fonctionne pour le moment sous la présidence de l'officier de liaison principal militaire de la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC). Une fois que l'APRONUC aura été constituée, le commandant de sa composante militaire ou un représentant désigné par lui présidera le Groupe de travail. A mesure que se développeront les activités de l'APRONUC, des arrangements de liaison analogues seront mis en place à d'autres niveaux hiérarchiques.

a) Vérification du retrait et du non-retour des forces étrangères

57. A la date de l'entrée en vigueur de l'Accord, le 23 octobre 1991, toutes les catégories de forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers demeurant au Cambodge, ainsi que leurs armes, munitions et équipements, devaient être retirés du Cambodge. Une fois que la composante militaire de l'APRONUC sera déployée, elle aura pour tâche de véri-

fier constamment la non-présence et le non-retour de toutes les forces étrangères.

58. Cette tâche sera accomplie de deux façons. Tout d'abord, l'APRONUC postera des observateurs militaires dans des positions fixes, là où des forces étrangères seraient susceptibles de pénétrer au Cambodge. Vingt-quatre points d'entrée ou de sortie de ce genre ont été identifiés et, sous réserve d'évaluations ultérieures, seraient ainsi répartis : sept le long de la frontière thaïlandaise, neuf le long de la frontière vietnamienne, deux le long de la frontière de la République démocratique populaire lao, un chacun aux ports de Kompong Som et Phnom Penh, et un chacun aux aéroports de Phnom Penh, Battambang, Siem Reap et Stung Treng. Les observateurs militaires en poste à ces positions fixes auraient aussi la responsabilité de surveiller la cessation de l'assistance militaire extérieure aux parties cambodgiennes (voir par. 76 ci-après). Ces équipes signaleraient au quartier général de l'APRONUC à Phnom Penh tout mouvement de combattants ou d'armes pénétrant au Cambodge.

59. En deuxième lieu, l'APRONUC déploierait des équipes mobiles d'observateurs militaires chargées de faire des enquêtes sur toute allégation concernant la présence de forces étrangères. Ces équipes mobiles seraient aussi chargées d'enquêter sur d'autres violations présumées des dispositions militaires de l'Accord.

60. Pour faciliter l'exécution de son mandat dans ce domaine, l'APRONUC posterait des agents de liaison dans les capitales des pays voisins du Cambodge. Ces agents seraient chargés de maintenir les contacts voulus entre l'APRONUC et les Etats voisins, en vue d'aider l'Autorité à s'acquitter de son mandat à l'intérieur du Cambodge. Ils exerceraient leurs fonctions en respectant dûment la souveraineté de l'Etat où ils se trouvent.

b) Cessez-le-feu et mesures connexes

61. La première phase du cessez-le-feu est entrée en vigueur à la date de la signature des accords, le 23 octobre 1991, et le mécanisme de bons offices prévu dans l'Accord existe depuis le 9 novembre 1991, date à laquelle la MIPRENUC a été déployée. Lors du déploiement de l'APRONUC, la MIPRENUC sera absorbée dans celle-ci et les fonctions de bons offices se poursuivront et seront élargies.

62. L'heure et la date exactes de l'entrée en vigueur de la deuxième phase du cessez-le-feu seront déterminées par le commandant de la composante militaire de l'APRONUC, en consultation avec les parties. L'APRONUC supervisera, contrôlera et vérifiera la deuxième phase du cessez-le-feu.

63. Le regroupement, le cantonnement, le désarmement et la démobilisation des forces militaires des parties cambodgiennes sont des éléments essentiels en vue tant du cessez-le-feu que de la réalisation des autres objectifs de l'APRONUC. De plus, il est indispensable que ces éléments soient exécutés selon les délais prévus si l'on veut que l'APRONUC puisse s'acquitter de son mandat de façon efficace et rentable. A cet égard, il convient de noter que le paragraphe 1 de l'article V de l'annexe 2 de l'Accord prévoit un processus équilibré de démobilisation d'au moins 70 % des forces militaires des parties avant la fin du processus d'inscription des électeurs, et, par la suite, la démobilisation totale des forces.

64. Compte tenu du paragraphe 2 de l'article V de l'annexe 2 de l'Accord, le Secrétaire général continue de penser qu'une démobilisation totale des forces militaires des parties cambodgiennes avant la fin du processus d'enregistrement et d'inscription en vue des élections améliorerait les perspectives de la tenue d'élections libres et régulières et de l'instauration d'une paix durable. De plus, une démobilisation totale renforcerait sensiblement l'efficience de l'opération et permettrait de réaliser des économies considérables dans les opérations de l'APRONUC, puisque l'on pourrait fermer des cantonnements, réduire du même coup les effectifs militaires de l'APRONUC et utiliser à d'autres fins les ressources qui auraient servi à l'administration des forces cantonnées. En outre, comme prévu au paragraphe 3 de l'article V de l'annexe 2 de l'Accord, les forcesdémobilisées bénéficieraient d'une formation professionnelle (voir par. 154 ci-après) et recevraient une aide qui leur permettrait d'être intégrées dans la vie civile cambodgienne en tant que citoyens productifs et de participer au processus électoral. Le Secrétaire général prie donc instamment les parties cambodgiennes d'accepter que leurs forces militaires soient entièrement démobilisées avant la fin du processus d'enregistrement et d'inscription en vue des élections et il demande au Conseil de sécurité de se joindre à cet appel.

65. Lorsque la mission militaire d'enquête s'est rendue au Cambodge en novembre-décembre 1991, les informations fournies par les quatre parties cambodgiennes ont permis de déterminer que, au total, l'effectif de leurs forces militaires régulières était de plus de 200 000 hommes déployés à 650 endroits différents. En outre, des milices, composées au total de 250 000 personnes environ, fonctionnent dans presque tous les villages du pays. Ces forces sont équipées de plus de 300 000 armes de tous types et de 80 millions de cartouches.

66. L'Accord prévoit que toutes les forces des parties, avec leurs armes, seront regroupées et cantonnées : l'ampleur des effectifs indiqués ci-dessus signifie que le regroupement et le cantonnement de toutes les forces, y compris des milices, exigeraient un déploiement massif de personnel militaire de l'APRONUC pendant une longue période. Cela entraînerait aussi un profond bouleversement de la vie sociale et économique du Cambodge, dans la mesure où la plupart des membres des milices continuent d'exercer une activité civile, agricole et autre, pendant qu'ils sont organisés et armés pour défendre leurs communautés. Dans un souci d'économie et pour éviter de paralyser l'économie du Cambodge, des arrangements pratiques ont été mis au point et acceptés par les parties, selon lesquels les milices ne seraient pas physiquement cantonnées, mais seraient désarmées de la façon sui-

vante : : les membres des milices se présenteraient au quartier général local le plus proche (qui serait désigné par l'APRONUC) afin de remettre leurs armes à l'APRONUC. Cette dernière rassemblerait toutes les armes et les regrouperait dans des emplacements centraux plus sûrs.

67. En vue du regroupement et du cantonnement des forces régulières des quatre parties cambodgiennes, la mission militaire d'enquête a obtenu que leurs commandants en chef respectifs ramènent de 325, comme ils le souhaitaient initialement, à 95 le nombre de zones de regroupement, et de 317 à 52 celui des cantonnements. Cette réduction devrait permettre à la composante militaire de l'APRONUC d'accomplir sa mission de façon plus efficace et rentable. Les 95 zones de regroupement et les 52 cantonnements se répartiraient comme suit :

a) 48 zones de regroupement et 33 cantonnements aux Forces armées populaires cambodgiennes;

b) 30 zones de regroupement et 10 cantonnements à l'Armée nationale du Kampuchea démocratique;

c) 8 zones de regroupement et 6 cantonnements aux Forces armées nationales de libération du peuple khmer;

d) 9 zones de regroupement et 3 cantonnements à l'Armée nationale du Kampuchea indépendant.

68. Peu après le début de la deuxième phase du cessez-le-feu, le regroupement des forces débuterait et, comme convenu par les parties cambodgiennes et conformément au calendrier arrêté par le commandant de la Force de la composante militaire de l'APRONUC, progresserait simultanément dans tout le pays. Les forces regroupées rejoindraient avec leurs commandants les cantonnements désignés. Les forces des quatre parties cambodgiennes utiliseraient pour cela des zones de regroupement et des cantonnements séparés. Il est prévu que les quatre parties présentent la totalité des troupes, armes, munitions et équipement déclarés par elles. Toute démobilisation de forces régulières, par l'une quelconque des parties, se ferait sous la supervision de l'APRONUC. Une fois que le commandant de la composante militaire de l'APRONUC aurait constaté que toutes les parties auraient dûment rendu compte des effectifs de leurs forces, le processus de démobilisation commencerait et serait mené selon le calendrier que l'APRONUC établirait en consultation avec les parties.

69. Les forces navales des Forces armées populaires cambodgiennes comprennent un élément maritime (18 navires) et un élément fluvial (38 embarcations) et des effectifs de 4 000 hommes environ. Ces forces navales seront regroupées et cantonnées dans les mêmes conditions que les forces terrestres régulières, un nombre limité d'embarcations seulement restant affectées à des patrouilles sur les côtes et sur les fleuves sous la supervision et le contrôle vigilants de l'APRONUC (voir par. 76 ci-après).

70. En outre, les unités de génie militaire et de logistique, bien que regroupées et cantonnées comme les autres forces régulières, feraient l'objet d'arrangements spéciaux, étant donné leur rôle dans le déminage du Cambodge, de même que dans le ravitaillement des forces cantonnées.

71. Ces arrangements spéciaux relatifs au maintien de certaines unités navales, ainsi que de certaines unités du génie et unités logistiques, permettront de réduire les effectifs de l'APRONUC. Les effectifs de ces unités seront à imputer sur la fraction de 30 % des forces qui pourront être conservées à la fin de la démobilisation, qui doit coïncider avec la fin du processus d'enregistrement et d'inscription en vue des élections.

72. Il faut également prévoir des arrangements spéciaux en matière de regroupement et de cantonnement pour le Ministère de la défense et son personnel basé à Phnom Penh. La capitale sera le centre de l'activité politique au Cambodge, et aucun effort ne devra donc être épargné pour que le Ministère de la défense et son personnel militaire ne constituent pas une menace, réelle ou apparente, pour l'une quelconque des parties. En même temps, il faudra permettre au Ministère de la défense ainsi qu'aux états-majors des forces des trois autres parties de continuer à commander et à ravitailler les troupes regroupées et cantonnées sur le terrain sous la supervision de l'APRONUC.

73. Afin de concilier ces diverses exigences concernant le personnel militaire à Phnom Penh, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC devra choisir, avant le début de la seconde phase du cessez-le-feu et en consultation avec les autorités militaires appropriées, un certain nombre d'emplacements, à Phnom Penh et dans les environs, et arrêter un calendrier du regroupement et du cantonnement du personnel militaire déployé dans la zone de Phnom Penh. Tous ces militaires devraient alors se rendre dans l'un des emplacements choisis conformément au calendrier. Les chefs des divers départements et unités du Ministère de la défense devraient alors rendre compte de tous les effectifs, armes, munitions et équipements placés sous leur commandement. Conformément aux dispositions de l'Accord, la totalité des armes, des munitions et de l'équipement serait placée sous la garde de l'APRONUC. Une fois achevé le processus de contrôle, tout le personnel de commandement ou fournissant des services logistiques et auxiliaires essentiels aux troupes cantonnées sur le terrain serait autorisé à reprendre ses fonctions sous le contrôle et la supervision de l'APRONUC.

74. S'agissant du regroupement et du cantonnement, la composante militaire de l'APRONUC aurait à accomplir les tâches bien précises ci-après :

a) Assurer au besoin le déminage des zones de regroupement et des cantonnnements envisagés;

b) Etablir les zones de regroupement et les cantonnements et en superviser le fonctionnement;

c) Inscrire et vérifier les effectifs des forces militaires des parties cambodgiennes, et escorter ces forces de-

puis les zones de regroupement jusqu'aux cantonnements;

d) S'assurer que toutes les forces militaires sont cantonnées et désarmées;

e) Surveiller et superviser les cantonnements;

f) Démobiliser progressivement 70 % (ou plus, si possible) des forces cantonnées avant la fin du processus d'enregistrement et d'inscription en vue des élections, et poursuivre ensuite la démobilisation conformément au calendrier convenu.

75. Dans les opérations de regroupement et de cantonnement, il faudra examiner avec attention l'éventuelle nécessité d'aider les parties à transporter leurs hommes jusqu'aux zones de regroupement, construire des quartiers pour les troupes cantonnées, et organiser l'intendance et le ravitaillement. L'APRONUC, en particulier, devra peut-être s'occuper du ravitaillement. La composante « relèvement et reconstruction » de l'APRONUC jouerait aussi un rôle dans le recyclage et la réinsertion professionnelle des soldats démobilisés (voir par. 154 ci-après).

c) Contrôle des armes

76. La composante militaire de l'APRONUC devra en permanence veiller à ce que l'assistance militaire extérieure cesse complètement. Il faudra pour cela poster des hommes dans des positions fixes, aux points d'entrée et de sortie du pays, comme on l'a indiqué plus haut, et confier des activités de surveillance et d'enquête aux équipes mobiles dont on a également parlé plus haut. L'élément naval de la composante militaire de l'APRONUC patrouillerait les côtes et les cours d'eau, avec l'aide des forces navales conservées (voir par. 69 et 71 ci-dessus). En outre, les officiers de liaison de l'APRONUC stationnés dans les Etats voisins apporteraient leur concours aux activités relevant du mandat de l'APRONUC dans ce domaine (voir par. 60).

77. Les équipes mobiles d'officiers du génie de l'APRONUC seraient chargées de procéder rapidement à des enquêtes au sujet des rapports faisant état de la découverte de caches d'armes et de fournitures militaires en territoire cambodgien. Les armes trouvées dans ces caches seraient confisquées et détruites.

78. Contrôler et réduire les stocks d'armes se trouvant au Cambodge est un aspect majeur du cessez-le-feu et des mesures qui s'y rapportent. La composante militaire entreprendrait la séquence suivante d'activités :

a) Désarmer la milice;

b) Veiller à ce que toutes les forces militaires cantonnées soient désarmées et qu'aucune arme, munition ni équipement ne soient ultérieurement introduits dans les cantonnements;

c) Veiller à ce que toutes les armes, les munitions et l'équipement soient placés sous la garde de l'APRONUC;

d) Une fois qu'ils seront placés sous cette garde, veiller à ce que les armes, munitions et équipement soient constamment surveillés;

e) Réaliser une réduction progressive des stocks d'armes, de munitions et d'équipement gardés dans les cantonnements, et progressivement transférés dans les zones désignées, au rythme de la démobilisation des forces, et les surveiller pendant leur transfert.

79. Pour accomplir ces tâches, il faudra établir, dans les 52 zones de cantonnement, des installations sûres où les armes, munitions et équipement des forces seraient déposés sous la garde de l'APRONUC. Ce chiffre pourrait être réduit avec le temps, au fur et à mesure de la démobilisation, et les cantonnements pourraient être regroupés ou fermés.

d) Opérations de déminage

80. En application du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité le 16 octobre 1991, et qu'il a élargi le 8 janvier 1992 [voir résolution 728 (1992)], la MIPRENUC s'emploie déjà à sensibiliser la population à la présence des mines, à en faire le recensement et le marquage, à assurer la formation de démineurs, et à apporter son concours aux opérations mêmes de déminage. Une fois l'APRONUC établie et déployée, ces opérations seront assurées par sa composante militaire, puis étendues. La gestion et la poursuite de ces opérations seraient confiées à une unité du génie de la composante militaire. L'ampleur du problème des mines au Cambodge suppose que des opérations de déminage importantes et intenses soient entreprises dès le début, pour faciliter le déploiement de l'APRONUC et de ses diverses activités.

2. *Facteurs susceptibles d'influer sur l'exécution des tâches de la composante militaire*

81. Afin de mener à bien les tâches ci-dessus, la composante militaire de l'APRONUC devra avoir l'assurance que toutes les Parties cambodgiennes respecteront scrupuleusement les engagements qu'elles ont pris en signant les Accords et coopéreront pleinement et à tout moment avec l'APRONUC. La composante militaire devra jouir d'une complète liberté de mouvement et de communication ainsi que des autres droits et facilités qui lui seront nécessaires dans l'exécution de ses tâches.

82. Vu l'ampleur et la complexité de ses tâches et la méfiance que les belligérants continuent d'éprouver à l'égard de leurs intentions respectives, il est indispensable que la composante militaire de l'APRONUC dispose du personnel et des ressources qui lui permettront de s'imposer immédiatement comme une présence efficace et respectée.

83. En gros, la composante militaire de l'APRONUC devra cantonner quelque 200 000 hommes, en désarmer environ 450 000 (y compris la milice), assurer la remise et la garde de plus de 300 000 armes de divers types et veiller à la sécurité des frontières et des eaux territoriales cambodgiennes. Dans le même temps,

elle devra mettre en place dans tout le pays un programme de formation au déminage d'une ampleur sans précédent et participer aux opérations de déminage. Ses éléments logistiques devraient en outre assurer un appui aux autres éléments de l'APRONUC, dans le cadre d'un système d'appui coordonné.

84. L'exécution efficace de ces immenses tâches ainsi que le rythme auquel elles pourront se dérouler sont subordonnés à la disponibilité en temps voulu des ressources nécessaires et dépendent de la capacité des infrastructures (routes, aérodromes, ports, ravitaillement en carburant, approvisionnement en énergie, communications, aires d'entreposage, logements du personnel et services connexes de réparation et d'entretien). Vu l'état actuel des infrastructures au Cambodge, il serait indispensable de déployer un vaste effort concerté et d'entreprendre d'urgence des travaux de grande envergure pour remettre en état les infrastructures essentielles avant le début de la saison des pluies, c'est-à-dire avant le mois de mai.

3. *Structure, fonctionnement et calendrier*

85. Compte tenu de la mission de reconnaissance effectuée récemment sur le terrain et des informations fournies par les Parties, on considère que la composante militaire de l'APRONUC devrait avoir un effectif d'environ 15 900 hommes, tous grades confondus, pour mener à bien les tâches qui lui sont assignées. Ces effectifs se répartiraient comme suit :

a) Personnel du quartier général de la Force et des postes de commandement de secteur : 204 hommes;

b) Groupe des observateurs militaires : 485 hommes;

c) Une unité d'infanterie : 10 200 hommes, soit 12 bataillons renforcés de 850 hommes chacun (tous grades confondus);

d) Une unité du génie : 2 230 hommes (tous grades confondus);

e) Un groupe d'appui aérien : 326 hommes (tous grades confondus), y compris les équipages et le personnel d'entretien de 10 avions (2 avions de communication et de liaison, 4 avions à décollage et atterrissage courts et 4 avions-cargos gros porteurs) et 26 hélicoptères (2 hélicoptères de transport lourds, 6 hélicoptères de moyen tonnage et 18 hélicoptères de manœuvre);

f) Une unité des transmissions : 582 hommes (tous grades confondus);

g) Une unité médicale : 541 hommes (tous grades confondus);

h) Une compagnie mixte de police militaire : 160 hommes (tous grades confondus);

i) Un bataillon logistique : 872 hommes (tous grades confondus);

j) Une unité navale : 376 hommes (tous grades confondus) représentant les effectifs de 6 patrouilleurs en mer, 9 patrouilleurs fluviaux, 3 engins de débarquement et 12 vedettes rapides. Tous ces bâtiments, à l'exception des 12 vedettes, seront fournis par le Cambodge.

Les chiffres indiqués représentent la totalité des besoins de l'APRONUC et comprennent le personnel et le matériel déjà déployé ou prévu pour la MIPRENUC.

86. Pour établir cette évaluation des ressources nécessaires, il a été tenu compte des particularités géographiques et de la situation économique actuelle du Cambodge, en particulier de la diversité de la topographie et de la végétation, des conditions climatiques, de la nature particulière de la guerre que se sont livrées les Parties et du dispositif de leurs forces et, surtout, de l'état de dégradation, voire de la non-existence des infrastructures. Tous ces facteurs, séparément ou ensemble, influent sur le volume des ressources nécessaires pour permettre la composante militaire de l'APRONUC de s'acquitter efficacement des tâches qui lui sont assignées aux termes de l'Accord. L'APRONUC, avec ses composantes civile et militaire, bénéficierait d'un système d'appui logistique intégré. L'unité des transmissions et l'unité médicale telles que décrites plus haut seraient probablement suffisantes pour appuyer l'ensemble de l'APRONUC, mais il est possible que le groupe d'appui aérien, les éléments logistiques et l'unité du génie aient besoin d'être renforcés pour répondre aux besoins des diverses composantes civiles.

4. *Plan des opérations*

87. L'annexe 2 de l'Accord contient une description assez détaillée du mode d'opération de la composante militaire de l'APRONUC et une indication et des délais dans lesquels certains aspects importants de ses tâches devraient être accomplis. Le plan d'opération de la composante militaire de l'APRONUC a été élaboré compte tenu des quatre principales fonctions examinées aux paragraphes 57 à 80. D'autres considérations qui s'appliquent aux opérations de la composante militaire sont exposées ci-dessous.

88. Il a déjà été indiqué que la MIPRENUC sera absorbée par l'APRONUC dès que celle-ci sera déployée. Certains officiers en poste au quartier général de la Mission procèdent sur place à la planification détaillée du déploiement de l'APRONUC. Il est prévu de mettre en place la composante militaire de l'APRONUC progressivement (voir annexe II du présent rapport), en commençant dès que possible par le déploiement des unités du génie indispensables pour poursuivre et élargir les opérations de déminage et pour remettre en état les infrastructures essentielles, qui serait suivi par l'arrivée des unités logistiques chargées d'établir une solide base logistique pour l'APRONUC. Ce processus s'achèverait par le déploiement de presque tous les autres effectifs militaires, une semaine au moins avant le début de la deuxième phase du cessez-le-feu. Le plus gros de ces effectifs serait déployé dans les zones de regroupement et les cantonnements des forces des Parties. Dans le même temps, d'autres effectifs militaires de l'APRONUC seraient déployés dans d'autres localités, principalement aux points d'entrée et de sortie, afin :

a) De vérifier le retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et le non-retour de ces forces dans le pays;

b) De surveiller la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes;

c) D'exécuter toutes les autres tâches prévues dans l'Accord.

Les effectifs de la composante militaire atteindraient leur maximum avant l'opération de regroupement et de cantonnement et s'y maintiendraient pendant une période de six mois au maximum.

89. A mesure que se déroulera le processus de démobilisation des forces, on peut prévoir une réduction progressive des effectifs militaires de l'APRONUC chargés des opérations de regroupement et de cantonnement, les effectifs du Groupe d'observateurs militaires et des unités d'infanterie étant ramenés à environ 330 et 5 100, respectivement, aussitôt que possible après la fin du processus de démobilisation. Toutefois, les effectifs de l'unité des transmissions, du Groupe d'appui aérien, de l'unité du génie et des unités logistique et médicale ne changeront probablement pas de façon décisive car leurs services continueront d'être nécessaires pour les autres composantes de l'APRONUC tout au long de cette période. Après le jour des élections, il sera sans doute possible de réduire considérablement les effectifs de tous les éléments de la composante militaire. Un déploiement échelonné en fonction des tâches à exécuter permettrait de réaliser le maximum d'économies pour cet aspect de l'opération.

5. Projet d'organisation et de déploiement

90. Pour permettre à l'APRONUC d'exécuter efficacement les tâches qui lui sont assignées, on envisage de procéder comme suit à l'organisation et au déploiement de sa composante militaire. Le quartier général de la Force serait situé à Phnom Penh. A des fins opérationnelles, le Cambodge serait divisé en neuf secteurs. Chaque secteur se verrait affecter son contingent d'infanterie et d'observateurs militaires et bénéficierait de l'appui d'unités subsidiaires du génie, de l'aviation, des transmissions et des services médicaux et logistiques. Dans sept secteurs, un bataillon serait déployé par secteur. Deux bataillons seraient déployés dans chacun des deux autres secteurs, et il serait nécessaire d'y mettre en place des postes de commandement séparés. On trouvera ci-dessous le plan envisagé pour le déploiement et une récapitulation des tâches incombant à chaque élément de la Force.

a) Quartier général. — Un effectif total de 204 officiers, sélectionnés parmi les contingents fournis à l'APRONUC, serait nécessaire pour constituer le personnel du quartier général de la Force et des deux postes de commandement de secteur. Le quartier général de la Force se composerait des catégories habituelles de personnel militaire pour un quartier général opérationnel;

b) Bataillons d'infanterie — Douze bataillons autonomes (de 850 hommes chacun, tous grades confondus), capables de se suffire à eux-mêmes pendant au moins 60 jours sans réapprovisionnement, seraient mis en position. Ces bataillons, qui doivent bénéficier à tous égards d'un appui intégral en première et en seconde ligne, seraient chargés, entre autres :

i) D'aménager 95 zones de regroupement et 52 zones de cantonnement sur l'ensemble du territoire et de les doter du personnel nécessaire;

ii) De convoyer environ 200 000 hommes de troupe, des zones de regroupement aux zones de cantonnement;

iii) De désarmer environ 450 000 soldats (y compris la milice);

iv) De convoyer environ 92 000 armes et de grandes quantités de munitions appartenant aux milices, depuis les postes de commandement de district vers des installations plus sûres et plus centralisées, à l'échelon provincial;

v) D'assurer, pendant toute la période de transition, la garde d'environ 300 000 armes et de quelque 80 millions de cartouches de différents types et de différents calibres et une grande quantité de matériel appartenant aux Parties, dans quelque 52 centres répartis sur tout le territoire;

vi) De surveiller la cessation de l'assistance militaire extérieure aux forces regroupées dans les zones de cantonnement;

vii) D'assurer la protection des centres d'accueil pour les personnes déplacées et les réfugiés cambodgiens;

viii) De superviser le ravitaillement de toutes les forces des Parties pendant le processus de regroupement et de cantonnement;

c) Observateurs militaires — Les 485 observateurs militaires seraient chargés notamment :

i) De contrôler matériellement le nombre d'hommes ayant rallié chaque zone de cantonnement et toutes les armes remises dans chaque zone de cantonnement, afin de vérifier que les chiffres concordent avec les données préalablement fournies par les Parties pour chaque unité;

ii) De superviser le processus de démobilisation;

iii) De constituer des équipes de vérification chargées de mener des enquêtes, de leur propre initiative ou comme suite à des plaintes émanant des Parties, concernant des violations présumées de l'une quelconque des dispositions de l'annexe 2 de l'Accord;

iv) D'établir des postes de contrôle le long des voies d'accès et dans certaines localités situées du côté cambodgien de la frontière ainsi que sur les terrains d'aviation et les ports de l'intérieur du Cambodge, afin de surveiller la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes et de vérifier le retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et le non-retour de ces forces dans le pays;

v) De mettre en place un bureau de liaison dans chacune des capitales des Etats voisins du Cambodge, à savoir la Thaïlande, la République démocratique populaire lao, et le Viet Nam (voir plus haut, par. 60);

d) Unité des transmissions — Un effectif total de 582 hommes (tous grades confondus) serait déployé dans toute la zone de la mission. Cette unité serait chargée de mettre en place le réseau de communications de la Force, y compris les communications sol-air. De plus, en coordination avec le personnel civil des communications, cette unité aiderait à fournir des services de communications aux composantes civiles de l'APRONUC;

e) Unité du génie — Une unité du génie de 2 230 hommes (tous grades confondus) serait chargée notamment :

i) De poursuivre et d'élargir le programme de déminage déjà mis en place par la MIPRENUC, et notamment :

a. D'appliquer un programme d'éducation de masse ayant pour objet d'apprendre à la population à reconnaître et à éviter les dispositifs explosifs;

b. De former des volontaires cambodgiens aux techniques d'élimination des munitions explosives non explosées;

c. De fournir une assistance en matière de déminage;

ii) D'éliminer les munitions explosives non explosées et de détruire les caches d'armes;

iii) De fournir une assistance aux bataillons d'infanterie pour toutes les tâches qui excèdent la capacité des spécialistes du génie attachés au bataillon; ces tâches, pour l'unité organique et l'unité du génie, comprendraient la purification de l'eau, la préparation du terrain puis la construction et la réparation des locaux et logements, et l'entretien courant des pistes et des routes. De plus, l'unité du génie pourrait être appelée à réparer et réaménager les terrains d'aviation, les aires d'atterrissage des hélicoptères, les ports, etc.;

f) Groupe d'appui aérien — Un effectif total de 326 hommes (tous grades confondus) constituerait les équipages et le personnel d'entretien de 10 avions et de 26 hélicoptères (voir plus haut, par. 85). Le Groupe d'appui aérien serait chargé d'assurer un appui à toutes les composantes de l'APRONUC, notamment missions de reconnaissance, appui technique aux unités militaires, appui logistique et appui aérien à la composante civile;

g) Unité navale — Un effectif total de 376 matelots et gradés serait chargé :

i) De patrouiller dans les eaux côtières et les cours d'eau du Cambodge pour surveiller la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les Parties cambodgiennes;

ii) D'exécuter toutes les tâches relatives au regroupement, au cantonnement et à la démobilisation des forces navales;

h) Bataillon logistique — Un effectif total de 872 hommes (tous grades confondus) assurerait l'appui logistique à la composante militaire et fournirait une assistance, si nécessaire, à la composante civile;

i) Unité médicale — Un effectif total de 541 hommes (tous grades confondus) assurerait l'appui médical à toutes les composantes de l'APRONUC;

j) Compagnie de police militaire — Cette unité mixte comprendrait un effectif total de 160 hommes (tous grades confondus), originaires des Etats Membres fournissant à l'APRONUC des unités constituées.

6. *Calendrier*

91. Afin de garantir que la composante militaire s'acquittera en temps voulu de tous les aspects de son mandat et compte tenu des autres tâches assignées à l'APRONUC, il est souhaitable que le déploiement complet de la composante militaire soit achevé avant la fin de mai 1992, et que les processus de regroupement et de cantonnement, ainsi que la démobilisation d'au moins 70 % des forces cantonnées soient achevés avant la fin de septembre 1992. L'annexe II du présent document contient un projet de calendrier pour le déploiement de la composante militaire de l'APRONUC.

D. *Administration civile*

1. *Fonctions*

92. L'article 6 de l'Accord contient les dispositions générales régissant le mandat de l'APRONUC en ce qui concerne l'administration civile. Il stipule que l'objectif consiste à « assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections générales libres et équitables ». On trouve à la section B de l'annexe 1 de l'Accord le cadre spécifique prévu pour l'exécution par l'APRONUC de son mandat en ce qui concerne l'administration civile.

93. Conformément à l'Accord, l'APRONUC aura trois niveaux d'interaction avec les institutions, organes et services administratifs existants dans toutes les régions du Cambodge. Il convient toutefois de noter qu'il sera difficile d'adapter une approche strictement segmentée, car il n'est guère possible dans la pratique, sinon arbitrairement, de décider si tel ou tel acte administratif ressortit exclusivement à un niveau donné d'activité. Il s'agira plutôt de déterminer le niveau d'interaction requis pour assurer la réalisation des objectifs de l'article 6, sans contrevenir aux termes de l'Accord. Il faudra donc faire preuve de flexibilité et réserver à l'APRONUC la possibilité de trancher, après avoir consulté le Conseil national suprême si les circonstances le justifient. On part à ces fins du principe que toutes les fonctions administratives au Cambodge seront exercées à l'intérieur du pays tant que l'APRONUC s'y trouvera. Si tel ne devait pas être le

cas, l'APRONUC devra prendre les mesures nécessaires pour s'acquitter pleinement de son mandat.

94. Le premier niveau d'interaction consiste en un « contrôle direct » qui sera exercé, comme le stipule le paragraphe 1 de la section B de l'annexe 1 de l'Accord, « dans la mesure nécessaire pour [...] assurer la stricte neutralité ». Il portera sur cinq domaines d'activité, à savoir les affaires étrangères, la défense nationale, les finances, la sécurité publique et l'information. Seule l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité de déterminer ce qui sera nécessaire en l'occurrence, tant pour identifier les institutions, organes et services visés que pour assurer l'exécution de son mandat. A cet égard, une analyse des fonctions devra permettre d'identifier les structures administratives à considérer. Toutefois, l'application de cette démarche fonctionnelle montre que les cinq domaines d'activité indiqués dans l'Accord se recoupent parfois. Il faudra donc maintenir un certain degré de flexibilité.

95. Sur le plan de l'application pratique, l'APRONUC devra s'en rapporter à des codes de conduite et directives de gestion, en particulier pour ce qui est de la déontologie, des mesures de nature à éviter les malversations et la discrimination ainsi que de l'application d'autres règles de responsabilité. Des directives spécifiques d'ordre disciplinaire seront émises au besoin. En outre, l'APRONUC est habilitée à émettre s'il y a lieu, sur une base ad hoc, des directives ayant force obligatoire.

96. S'agissant des affaires étrangères, on surveillera principalement : *a*) la délivrance de passeports et visas, *b*) la réception et distribution de l'assistance extérieure et *c*) d'autres aspects importants de la politique étrangère. Dans le premier cas, chacune des parties cambodgiennes délivre ou a délivré des titres de voyage et/ou des visas cambodgiens. En outre, le Conseil national suprême a annoncé qu'il fera de même. Des attachés de liaison de l'APRONUC pour les affaires étrangères devront être présents aux endroits où sont prises les décisions concernant la délivrance et l'acceptation de passeports et visas; ils pourront ainsi veiller à la formulation adéquate (non discriminatoire) et à la bonne application des politiques et procédures. Dans le deuxième cas, le mandat de l'APRONUC relatif aux affaires étrangères sera appliqué en étroite collaboration avec le personnel de liaison de l'APRONUC qui exerce un contrôle direct sur les finances. Dans le troisième cas, l'APRONUC veillera à ce que, dans la conduite de la politique étrangère, les structures administratives existantes ne transgressent en rien les buts et objectifs de l'Accord, et elle s'en remettra largement à cette fin à son propre mécanisme d'enquête en cas de plaintes.

97. En ce qui concerne la défense nationale, l'APRONUC s'acquittera du rôle que lui impartit son mandat pour l'administration civile en collaborant étroitement avec son personnel affecté aux fonctions militaires. Toutefois, en vertu de son mandat énoncé dans la section B de l'annexe 1 de l'Accord, l'APRONUC devra exercer un contrôle d'ordre administratif sur les structures militaires des parties cambodgiennes. A cet égard, ses fonctions en matière de finances et d'affaires étrangères entreront également en jeu, dans le premier cas au titre des dépenses militaires, et dans le second selon l'esprit de l'Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge[3].

98. Pour ce qui est des finances, la politique budgétaire et l'allocation ou utilisation de fonds ont d'importants aspects politiques, en ce sens que des changements motivés par la politique ou des irrégularités dans leur application pourraient avoir des incidences défavorables sur le processus électoral. Une analyse des fonctions indique la nécessité d'un contrôle sur la procédure de planification, y compris l'allocation de ressources et la budgétisation. Celle-ci présente un aspect politique d'importance, étant donné que le budget est la source du financement des divers services administratifs. La formulation des priorités budgétaires comportera donc des décisions qui pourront affecter directement le processus électoral. De même, les systèmes de comptabilisation des dépenses devront indiquer une corrélation avec les priorités établies.

99. Les domaines d'ordre financier qui seront à surveiller également sont les transactions bancaires, les douanes, la libération et l'utilisation de fonds et de produits de base, la fiscalité, les entreprises publiques et la politique salariale, autant de domaines où toute manipulation pourrait aller à l'encontre du principe de stricte neutralité. Des orientations opérationnelles en matière de finances seront données aux services administratifs existants, à tous les échelons. La présence d'attachés de liaison de l'APRONUC pour les finances sera nécessaire aux niveaux de l'administration centrale et provinciale. En outre, comme dans les autres domaines à superviser, on se fiera, en cas de plaintes, au mécanisme d'enquête pour déceler les infractions qui auraient pu se produire à des niveaux inférieurs.

100. En ce qui concerne la sécurité publique, il sera essentiel de maintenir l'ordre, non seulement pour créer un environnement politique neutre permettant à tous les Cambodgiens d'exercer leur droit politique de participer au processus électoral, mais aussi pour assurer l'application effective par l'APRONUC de tous les aspects de son mandat. En d'autres termes, pour assurer le succès des arrangements convenus durant la période de transition, l'APRONUC devra pouvoir fonctionner en partenaire de tous les services administratifs actuels qui sont chargés de la sécurité publique.

101. Outre les activités du personnel de police civile de l'APRONUC à l'égard des forces de police locale à tous les niveaux, la présence d'un personnel administratif de liaison de l'APRONUC sera nécessaire au plus haut niveau des institutions, organes et services administratifs qui s'occupent des questions de sécurité publique. Comme c'est aux forces de police cambodgiennes qu'in-

[3] S/23177 (document 19, annexe, sect. III).

combe la responsabilité de maintenir l'ordre, l'APRONUC aura aussi pour fonction de veiller à ce que la politique de sécurité publique soit formulée d'une manière qui réponde aux besoins et soit conforme aux buts et objectifs de l'Accord. De même, le personnel de l'APRONUC devra suivre de près la coordination, l'administration et l'exécution des politiques convenues.

102. Malgré l'importance essentielle du maintien effectif de l'ordre, au sens étroit du terme, il faut concevoir les fonctions relatives à la sécurité publique dans une optique plus large couvrant aussi la protection d'autres libertés fondamentales. Il ressort d'une interprétation logique et globale de l'Accord que la responsabilité de surveillance de l'APRONUC vise aussi à assurer le respect des droits de l'homme et la réparation effective de torts. Cet aspect du mandat de l'APRONUC est renforcé au paragraphe 5, *b* de la section B de l'annexe 1 de l'Accord, qui prévoit la supervision par l'APRONUC de tous les processus d'application des lois et processus judiciaires. Elle consistera principalement en codes de conduite, directives et activités de formation, bien qu'on envisage aussi une présence d'attachés de liaison de l'APRONUC.

103. En outre, l'application adéquate et effective des lois présuppose qu'elles existent déjà et qu'on en ait connaissance. Il faudra donc en premier lieu que l'APRONUC procède à un examen de la législation pour déterminer tout d'abord en quoi elle consiste, et ensuite si elle est compatible dans tous les cas non seulement avec la lettre mais aussi avec les buts et objectifs de l'Accord. Cette activité va dans le sens du paragraphe 3, *b* de la section D de l'annexe 1 de l'Accord, qui prévoit l'étude des lois cambodgiennes actuelles.

104. Dans le domaine de l'information, il existe une corrélation très étroite entre les responsabilités de contrôle direct de l'APRONUC et ses activités en ce qui concerne la diffusion de l'information, l'instruction civique et les élections. Le contrôle direct consistera notamment à surveiller le secteur de l'information, y compris son libre accès, et portera aussi sur l'utilisation de ce secteur et sur l'adjonction éventuelle de nouveaux moyens d'information. Les fonctions de supervision et de surveillance comporteront l'examen des textes imprimés et diffusés (radio et télévision), le contrôle des déclarations publiques et, en général, la responsabilité de faire en sorte que la publicité ou la diffusion de l'information par les parties soit conforme aux stipulations de l'Accord et aux directives et codes de conduite correspondants (y compris le Code de conduite électorale). On envisage une présence d'attachés de liaison de l'APRONUC dans tous les services d'information, aux niveaux central, provincial et local.

105. Il sera essentiel pour l'APRONUC de suivre de fort près le secteur cambodgien de l'information, tâche qui s'annonce très difficile du fait des problèmes de langue ainsi que des moyens limités et de l'infrastructure insuffisante d'appui dans le pays. A cet égard, il convient de noter que la supervision exercée par l'APRONUC devra s'étendre à toutes les sources de l'information, étant donné que l'origine et la diffusion de celle-ci ne sauraient être limitées au seul territoire. En raison de l'importance cruciale de l'information pour le maintien de l'ordre, la protection des droits de l'homme et la conduite d'élections libres et équitables, il importe d'accorder un rang de priorité très élevé aux besoins de l'APRONUC dans ce secteur.

106. En ce qui concerne les domaines non identifiés à l'article 6 de l'Accord, les paragraphes 2 et 3 de la section B de l'annexe 1 de l'Accord prescrivent à l'APRONUC de consulter le Conseil national suprême pour déterminer quelles sont les structures administratives qui pourraient avoir une influence sur le résultat des élections mais faire l'objet d'un contrôle moins strict. Par exemple, les secteurs de l'enseignement, des communications et de la santé pourront entrer dans cette catégorie. On notera que, dans certains cas, le personnel de liaison de l'APRONUC chargé des questions de droits de l'homme ou des problèmes du relèvement pourra déjà s'occuper de ces secteurs, auquel cas il sera appelé à exercer également un contrôle en vertu du mandat concernant l'administration civile.

107. Si une présence d'attachés de liaison de l'APRONUC peut se justifier dans certains secteurs, sous réserve des résultats des consultations avec le Conseil national suprême, on s'en remettra généralement à l'utilisation de directives et codes de conduite, ainsi qu'au mécanisme d'enquête en cas de plaintes qui est prévu au paragraphe 6 de la section B de l'annexe 1 de l'Accord. En ce qui concerne les directives et codes de conduite, le personnel administratif cambodgien recevra une formation de nature à assurer que ces instruments sont bien compris et appliqués, ce qui réduira la nécessité d'une intervention ultérieure de l'APRONUC.

108. Pour ce qui est du mécanisme d'enquête en cas de plaintes, l'Accord autorise l'APRONUC à prendre, s'il y a lieu, des mesures correctives. La procédure d'enquête devra être entamée au niveau administratif (local) pertinent où le personnel de liaison compétent de l'APRONUC essaiera de résoudre le problème. Si, pour une raison ou une autre, il n'y parvient pas, le personnel enquêteur au siège de l'APRONUC sera saisi de la question. Il lui appartiendra aussi de suivre le progrès et le règlement de toutes les questions en litige, ce qui lui permettra d'assurer la surveillance continue du climat politique et de déceler toute forme d'infractions qui pourrait se manifester.

2. *Structure*

109. L'application générale et l'exécution du mandat de l'APRONUC concernant l'administration civile seront du ressort du Représentant spécial du Secrétaire général. Des services seront mis en place pour chacun des cinq secteurs où un contrôle direct est prévu; il y aura aussi un service pour les secteurs nécessitant un moindre degré de contrôle, un autre pour la formation, et un autre chargé d'instruire sur les plaintes reçues. La corrélation étroite existant entre certaines des responsabilités de

l'APRONUC en matière d'administration civile et ses autres activités, notamment celles qui ont trait aux droits de l'homme, à la police civile, au processus électoral et aux problèmes liés au relèvement du pays, de même que les autres activités d'information de l'APRONUC, astreindront ses fonctionnaires opérationnels à travailler dans un esprit de coopération et de collaboration sans réserve.

110. Vingt et un bureaux provinciaux seront ouverts dans les centres provinciaux et municipaux, correspondant ainsi à la structure administrative actuelle du pays. Dans chaque bureau provincial, cinq à sept fonctionnaires internationaux devront s'acquitter de fonctions relevant du mandat relatif à l'administration civile, mais ils pourront aussi être chargés au besoin d'autres tâches. Ainsi, tel fonctionnaire affecté à la supervision ou au contrôle de l'information pourra aussi avoir des responsabilités en rapport avec la diffusion d'informations de l'APRONUC ou avec les droits de l'homme.

111. On prévoit également l'ouverture d'environ 200 bureaux locaux, principalement au niveau des districts; leurs fonctions concerneront essentiellement la sécurité publique (police civile) et l'information, mais ils pourront en avoir d'autres si la situation le justifie. Dans les domaines autres que la sécurité publique, ces services utiliseront principalement, mais non exclusivement, un personnel recruté sur le plan local.

E. *Police*

1. *Maintien de l'ordre*

112. Il est stipulé au paragraphe 5, *a* de la section B de l'annexe 1 de l'Accord que le Représentant spécial du Secrétaire général déterminera, après consultation avec les Parties cambodgiennes, les forces de police civile qui seront nécessaires pour assurer l'application des lois au Cambodge. La gestion des forces de police continuera de relever des Parties cambodgiennes. Il est néanmoins précisé au paragraphe 5, *b* que les forces de police civile fonctionneront sous la supervision ou le contrôle de l'APRONUC, pour garantir le maintien effectif et impartial de l'ordre public et le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

113. La dimension des effectifs de la police civile cambodgienne, son déploiement et le degré de supervision et de contrôle nécessaires seront fonction des difficultés que pourra susciter le maintien de l'ordre au cours de la période de transition. Un certain nombre de facteurs doivent être pris en considération à cet égard. Aucun contrôle n'aurait jusqu'à présent été exercé sur les armes, et il semblerait que des détenteurs d'armes « non autorisés » se trouvent en grand nombre dans tout le pays. Qui plus est, la démobilisation des forces armées libérera quantité d'individus dont le maniement des armes constitue l'unique aptitude. L'ordre pourra s'avérer de plus en plus difficile à maintenir, le vol, le pillage et la violence augmentant, encore que le programme de recyclage professionnel recommandé conformément au paragraphe 3 de l'article V de l'annexe 2 de l'Accord permettra vraisemblablement, en tout état de cause, d'atténuer les risques pour la société. On notera en l'espèce que les processus électoraux revêtent un caractère intrinsèquement antagonique qui pourrait mettre les dispositifs de maintien de l'ordre existants à rude épreuve.

114. Il ressort d'une évaluation préliminaire de la dimension des effectifs de police civile existants que la police du Parti populaire cambodgien (PPC) compte plus de 47 000 hommes. Les forces de police du PPC comprennent la police frontalière, la police de la circulation, la police maritime et fluviale, la police douanière, les gardes de sécurité et d'autres éléments de police spécialisés. Le PPC ne fait pas de distinction entre le personnel administratif des organismes de sécurité publique et les agents chargés d'assurer le maintien de l'ordre sur le terrain, l'un et les autres étant comptés dans les états relatifs aux effectifs des forces de police. Le premier sera cependant soumis à un contrôle direct exercé par les officiers de liaison de la sécurité publique de l'APRONUC agissant dans le cadre du mandat d'administration civile, les derniers devant être supervisés ou contrôlés par les contrôleurs de police civile de l'APRONUC.

115. A l'échelon de la province et aux échelons inférieurs, les forces de police du PPC comptent environ 40 000 hommes, dont à peu près un tiers à l'échelon de la province et deux tiers aux échelons du district et de la commune. Le PPC tient 1 147 « postes de police administrative », dont la juridiction s'étend d'ordinaire à une commune ou à un groupe de villages, auxquels s'ajoutent 84 postes frontaliers : 83 sur la frontière avec le Viet Nam et 1 sur la frontière avec la Thaïlande.

116. Les forces « A-3 » du PPC auraient été dissoutes et les éléments les constituant affectés aux postes de police administrative. Il semblerait cependant qu'elles puissent être reconstituées à bref délai. Il faudra donc assurer une surveillance continue de la structure des forces de sécurité intérieure.

117. Les forces de police civile de la partie du Kampuchea démocratique (PKD) compteraient plus de 9 000 hommes, dont la plupart se trouvent évidemment sur le terrain, chacune des unités se composant de 12 à 60 hommes, suivant l'importance du village où elle se trouve. Les forces de police de la PKD contrôlent également 4 points sur la frontière avec la Thaïlande. Il n'est guère aisé de les distinguer des forces militaires.

118. Bien que le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) ne soit officiellement doté d'aucune structure de police civile, il semblerait qu'une force de police militaire comptant quelque 150 hommes opère dans les zones que contrôle ce parti. Toutes choses égales d'ailleurs, les Forces de libération nationale du peuple khmer (FNLPK) comporteraient une police militaire constituée d'environ 400 hommes.

119. La dimension des effectifs de police civile que chaque Partie pourra conserver au cours de la période de transition devra être déterminée en gardant à l'esprit la situation à laquelle il faudra faire face sur le plan du

maintien de l'ordre, la nécessité d'assurer la sécurité locale au cours des élections, le fait qu'il serait contre-indiqué de démobiliser trop des forces de police existantes et la mesure dans laquelle les contrôleurs de police civile de l'APRONUC pourront superviser et contrôler une vaste force répartie dans tout le pays. Des estimations même grossières concernant la dimension de la population permettraient de fixer une proportion raisonnable entre les effectifs de la police cambodgienne appelés à assurer le maintien de l'ordre et le nombre des habitants du pays. Le Cambodge présente certaines particularités, telles que le manque de routes et de moyens de communication, ainsi que la nécessité de maintenir l'ordre tout au long de la période de transition.

120. On estime à ce stade, et sous réserve de vérifications ultérieures, que les forces de police civile devraient compter environ 1 700 hommes dans la zone du FUNCINPEC et un millier dans celle des FNLPK. Par comparaison, un effectif de plus de 9 000 hommes pour les forces de police de la PDK paraîtrait excessif; il semblerait, sous réserve de vérifications ultérieures, que 5 000 hommes environ doivent suffire. Des estimations plus précises nepourront être établies qu'après de nouvelles enquêtes sur le terrain portant, entre autres choses, sur l'emplacement et l'accessibilité des villages, la densité et la répartition de la population, les lieux d'affectation à retenir pour le personnel de supervision et la situation sur le plan du maintien de l'ordre.

121. Le FUNCINPEC et les FNLPK devront constituer des forces de police, la PKD ayant pour sa part à réorganiser sa force pour en faire une force de police civile. Les contrôleurs de police civile de l'APRONUC déployés dans les zones que contrôlent ces Parties pourront être activement associés au processus. Des principes directeurs concernant le recrutement, la réorganisation et l'instruction des forces pourront être établis en consultation avec l'APRONUC, les Parties elles-mêmes devant cependant prendre les dépenses de recrutement à leur charge.

122. Sous réserve de vérifications ultérieures, les effectifs de la police civile cambodgienne que les contrôleurs de police civile de l'APRONUC sont appelés à superviser compteraient quelque 50 000 hommes. On estime à 1 500 environ le nombre total de postes ou de commissariats de police à prévoir sur le terrain. Il faudrait envisager de constituer des forces de police chargées de la côte et des cours d'eau. Le renforcement éventuel de la police côtière locale devrait également être étudié de façon plus détaillée, en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer un contrôle douanier sur la côte.

123. Une étude plus détaillée sera effectuée lors du déploiement des cadres de la police civile de l'APRONUC, qui portera notamment sur les structures, l'effectif, les armes et le matériel, ainsi que le déploiement des forces de police civile de toutes les Parties. Cette étude aura pour objet de faire en sorte que le maintien de l'ordre et la supervision des opérations à mener à ce titre soient assurés comme il convient au cours de la période de transition.

2. *Fonctions*

124. Telle qu'elle est définie au paragraphe 5, *b* de la section B de l'annexe 1 de l'Accord, la principale fonction des contrôleurs de police civile de l'APRONUC sera de superviser ou de contrôler la police civile locale afin de garantir le maintien effectif et impartial de l'ordre public et le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Afin de s'acquitter efficacement de cette tâche, les contrôleurs devront être déployés jusqu'à l'échelon du district. Il faudra leur assurer la mobilité voulue pour qu'ils puissent se déplacer dans tout le district. Ils s'intéresseront principalement aux activités de la police civile locale opérant à partir des postes ou commissariats de police nouvellement établis ou existant de plus longue date.

125. Qu'ils opèrent à l'échelon de la province ou à celui du district, les contrôleurs de police civile devront constamment parcourir le périmètre dans lequel s'exercent leurs attributions, de façon à s'assurer que la police locale se comporte comme il convient. La supervision ainsi exercée aidera par ailleurs à accroître la confiance de la population et à créer le climat nécessaire pour que puissent se tenir des élections libres et régulières. Elle permettra aussi de recueillir des éléments d'information concernant la situation aux échelons de la commune et du village. Les notables des villages étant actuellement considérés comme les principaux agents du maintien de l'ordre sur le plan local, des contacts fréquents avec eux seraient utiles à cet égard.

126. L'ONU établira les codes de conduite et principes directeurs nécessaires pour aider les contrôleurs de l'APRONUC à s'acquitter de leurs fonctions. Certaines des attributions précédemment assignées à la police locale ayant pu revêtir un caractère politique qui ne sera plus de mise pendant la période de transition, des stages de réorientation et de formation à l'intention de la hiérarchie existante devront être organisés à tous les niveaux, afin de faire clairement comprendre à chacun le rôle de l'APRONUC et les fonctions dont la police locale sera appelée à s'acquitter. Il faudra notamment que celle-ci soit familiarisée avec les notions de droits de l'homme et de libertés fondamentales, aussi bien qu'avec les dispositions des codes de conduite applicables et la manière dont ceux-ci devraient être respectés et appliqués.

127. Bien que les contrôleurs de police civile de l'APRONUC doivent avoir pour principale fonction de contrôler et de superviser les forces de police cambodgiennes, ils seront également appelés à assumer d'autres responsabilités relatives aux élections et à la sécurité de l'Autorité elle-même. A moins qu'elles ne soient intégralement confiées à des spécialistes de l'APRONUC, certaines des fonctions de sécurité reviendront peut-être aux contrôleurs de police civile qui auront alors un double rôle à jouer, en particulier en ce qui concerne les processus électoraux.

3. *Structure*

128. L'élément de police civile de l'APRONUC comprendra une unité de direction et de gestion au quartier général, 21 unités à l'échelon de la province et 200 unités à l'échelon du district.

129. Il y aura au total 3 600 contrôleurs de police civile de l'APRONUC. Le quartier général comprendra une unité de supervision chargée de mener les enquêtes nécessaires, ainsi que d'assurer la liaison avec les unités de l'Autorité se trouvant sur le terrain en cas d'urgence, et de s'acquitter des tâches similaires qui pourront lui être assignées. Il ne pourra être pris de décision précise concernant le déploiement sur le terrain, en particulier aux échelons inférieurs à celui de la province, que sur la base d'évaluations locales des besoins en matière de maintien de l'ordre. Les considérations dont il faudra tenir compte à cet égard pourraient ne pas porter seulement sur l'aptitude de l'APRONUC à s'acquitter de ses responsabilités de façon efficace, mais aussi sur certains facteurs liés à la nécessité de gagner la confiance de la population. La priorité sera néanmoins accordée aux zones dans lesquelles réfugiés ou personnes déplacées ont été réinstallés.

130. A l'échelon de la province, le personnel de police civile de l'Autorité sera appelé à guider et à superviser les contrôleurs opérant à l'échelon du district et aux échelons inférieurs, à contrôler et à superviser la police civile locale à l'échelon de la province, et à faire face aux situations d'urgence. Il lui incombera également d'assurer la surveillance continue de la situation en matière de maintien de l'ordre et d'en rendre compte.

131. Les contrôleurs de police civile de l'APRONUC opérant aux échelons inférieurs à celui de la province seront appelés à superviser et à coordonner les activités de la police civile locale sur le terrain. Les 200 unités de l'Autorité qui seront établies à l'échelon du district consisteront en équipes mobiles. Celles-ci auront notamment pour tâches de parcourir le district sur une base régulière et de procéder périodiquement à des visites des postes et commissariats de police afin de s'assurer que l'ordre est maintenu de façon impartiale et efficace. Il faudrait pour ce faire qu'une équipe constituée de deux hommes de l'APRONUC soit affectée à chacun des postes ou commissariats de police. Etant donné qu'on estime à 1 500 le nombre des postes ou commissariats, il faudrait déployer 3 000 contrôleurs de police civile sur le terrain. Suivant les estimations dont on dispose, on compterait ainsi un contrôleur pour une quinzaine d'agents de la police civile locale, soit un contrôleur pour quelque 3 000 Cambodgiens.

F. *Rapatriement*

132. L'article 20 de l'Accord stipule que tous les réfugiés et personnes déplacées cambodgiens auront le droit de retourner au Cambodge et d'y vivre en sécurité et dans la dignité, libres de toute forme d'intimidation ou de contrainte, et que leur rapatriement dans la sécurité et la dignité, constituant une partie intégrante de l'APRONUC, devra être facilité sous la complète autorité du Représentant spécial. Il est indiqué, à l'annexe 4 de l'Accord, que les processus de rapatriement et de réinstallation exigeront la coordination des efforts des organismes compétents. Le paragraphe 9 de cette annexe réaffirme que le Secrétaire général a chargé le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) de la direction des opérations dans ce domaine.

133. L'annexe 4 de l'Accord décrit le cadre des processus de rapatriement et de réinstallation. Il y est notamment stipulé que le rapatriement des Cambodgiens doit être volontaire, qu'ils doivent pouvoir choisir leur destination et jouir du plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. La réalisation de ces conditions a des incidences importantes sur les programmes d'information de l'APRONUC.

134. Il est noté, au paragraphe 12 de l'annexe 4, qu'il faudra s'assurer que les conditions de sécurité sont réunies pour la circulation des réfugiés et des personnes déplacées et qu'il est impératif à cet égard que des points de passage frontalier et des routes appropriées soient désignés, qu'ils soient déminés et ne présentent plus aucun autre danger.

135. Suivant les directives énoncées dans la présente annexe, le HCR a signé, le 21 novembre 1991, un mémorandum d'accord avec le Gouvernement royal thaïlandais et le Conseil national suprême, qui définit les modalités de la coopération concernant tous les aspects de l'opération du rapatriement.

136. Le HCR a établi qu'il y avait plus de 360 000 rapatriés potentiels, dont plus de 90 % sont âgés de moins de 45 ans et près de la moitié de moins de 15 ans. La population se répartit presque également par sexe et la cellule familiale comprend en moyenne 4,4 personnes. Le taux d'analphabétisme est élevé et la plupart des rapatriés potentiels exerçaient auparavant une activité agricole; 60 % d'entre eux sont originaires des provinces cambodgiennes situées le long de la frontière avec la Thaïlande. Plus des deux tiers de la population vivent depuis plus de dix ans dans des camps situés à la frontière avec la Thaïlande. Environ 90 % de la population totale choisiront sans doute de rentrer au Cambodge sous les auspices des Nations Unies, les 10 % restants y retournant spontanément.

137. Les objectifs ci-après ont été fixés pour le rapatriement et la réinstallation des réfugiés et personnes déplacées vivant dans les camps situés le long de la frontière thaïlandaise :

a) Rapatriement organisé des réfugiés et personnes déplacées sur une période de neuf mois;

b) Sélection et attribution de terres agricoles et de terrains d'installation, fourniture d'une assistance et de vivres, pendant une période d'un an en moyenne, à 360 000 rapatriés au maximum. En fonction de l'expérience acquise, cette période pourra être prolongée jusqu'à dix-huit mois, notamment par l'introduction de projets « vivres contre travail »;

c) Fourniture d'une assistance d'installation et de vivres pendant une période allant jusqu'à douze mois à 30 000 rapatriés « spontanés » au maximum; et

d) Fourniture d'une assistance limitée de réintégration à 360 000 rapatriés au maximum et amélioration des services fournis dans les zones où sont concentrés de nombreux rapatriés par le biais de projets à impact rapide. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) envisage d'améliorer les infrastructures à l'aide de crédits extrabudgétaires.

138. Les objectifs spécifiés au paragraphe 137 devraient être atteints sous réserve de l'ouverture de crédits suffisants et du règlement des problèmes de déminage. Aux fins de leur réalisation, il est prévu que le plan de rapatriement de l'APRONUC, sous la direction du HCR, comprendra les trois phases ci-après :

a) Transfert des rapatriés des camps frontaliers jusqu'à la destination finale de leur choix au Cambodge :

i) Transfert des camps frontaliers jusqu'aux zones de transit pour enregistrement final et départ par autobus et camions;

ii) Transfert par autobus et camion par un ou plusieurs points de passage jusqu'aux centres d'accueil cambodgiens;

iii) Bref transit d'une semaine au maximum dans les centres d'accueil;

iv) Poursuite du transfert, par camion, des centres d'accueil jusqu'à la destination finale;

b) Fourniture d'une assistance d'urgence (abris, matériels, trousses ménagères), et de vivres pour une période de douze mois en moyenne (sous réserve de modification);

c) Programme de réintégration comprenant l'exécution de projets à impact rapide et de projets de développement sectoriel à moyen terme et à long terme. Les modalités de la mise au point, de la coordination et du déroulement de la phase de réintégration ont été définies dans un mémorandum d'accord signé par le PNUD et le HCR à la réunion qu'ils ont tenue du 10 au 14 janvier 1992.

139. L'enregistrement préalable est maintenant terminé et les échanges d'informations avec la population des camps se sont intensifiés. Les données préliminaires indiquent que la majorité (57,3 %) des rapatriés éventuels souhaitent s'installer dans la province de Battambang. Le second groupe (14 %) souhaite s'installer dans la province de Banteay Meanchey et dans d'autres provinces, tandis qu'environ 11 % des rapatriés potentiels ont indiqué qu'ils souhaitaient laisser le choix de leur destination à l'Organisation des Nations Unies.

140. Il est prévu que les rapatriés des camps frontaliers en Thaïlande se rendant à leur destination au Cambodge, sous les auspices des Nations Unies, franchiront la frontière à Poipet en direction de six centres d'accueil situés au Cambodge. Toutefois, de nouveaux points de passage de la frontière par le biais de structures d'accueil supplémentaires pourraient être établis dans le cadre des garanties et conditions convenues. Le départ de 8 500 à 10 000 personnes en moyenne par semaine devrait être envisagé. Le nombre des départs des camps frontaliers serait déterminé par la capacité d'absorption aux lieux de destination au Cambodge.

141. Compte tenu du fait qu'une famille compte en moyenne 4,4 personnes, chaque famille devrait disposer d'environ deux hectares de terres pour être autosuffisante. Il faudrait donc recenser et allouer quelque 150 000 hectares de terres au Cambodge à des fins de réinstallation. Il doit être établi que les terres ainsi attribuées ne sont pas minées, d'où la nécessité de procéder à une vérification détaillée dans ce domaine avant que la terre ne soit désignée comme appropriée pour la réinstallation. Une mission du HCR utilisant les techniques de télédétection identifie actuellement 240 000 hectares de terres non revendiquées et pouvant convenir à cette fin dans les provinces où les rapatriés souhaitent s'installer. Soixante-dix mille hectares ont fait l'objet de levés aux fins de déminage, et quelque 30 000 hectares ont été classés comme n'ayant probablement pas été minés. On procède maintenant à des vérifications plus systématiques afin de déterminer si ces terres conviennent pour l'utilisation prévue.

142. On notera qu'un déminage effectif est un processus exigeant plusieurs années d'efforts, à l'issue desquelles il n'est pas toujours possible d'établir avec certitude que les zones en question ont été entièrement déminées. Toutefois, les secteurs situés à proximité des centres d'accueil et les routes d'accès doivent être déminés en priorité. En outre, il faut constituer des équipes de vérification dotées de certains moyens de déminage afin de pouvoir identifier assez rapidement les sites de réinstallation appropriés qui n'ont probablement pas été minés.

143. Tandis que l'identification des terres agricoles convenant à la réinstallation se poursuit, on peut déterminer et proposer aux rapatriés prospectifs de choisir entre trois solutions :

a) Organiser le retour volontaire vers des lieux de destination choisis par les rapatriés qui préfèrent s'occuper eux-mêmes de la question des terres. Ces derniers recevraient des vivres et des trousses de réinstallation normalisées et, si possible, tireraient profit de l'exécution de projets à impact rapide dans leur zone de réinstallation;

b) Reloger temporairement un certain nombre de rapatriés dans des villages situés à proximité des terres potentiellement disponibles en attendant qu'elles aient été préparées pour la culture ou déminées;

c) Mettre en place un mécanisme, par le biais d'ONG participantes, permettant d'aider les familles qui choisissent des activités génératrices de revenus de caractère non agricole.

144. Les colis de fournitures distribués aux familles rapatriées lors de leur réinstallation comprendraient différents outils et matériels de base à utiliser sur le lieu de la destination finale (bois de sciage, piquets, bambous, bâches de plastique), de même que du matériel servant

pour la contruction (clous, fil métallique, scies à main, limes, truelles et pinces). Les familles rentrant au Cambodge devront se procurer du chaume supplémentaire ou du matériel analogue pour la finition des murs et pour remplacer les bâches en plastique.

145. Chaque famille recevra également une pochette d'articles ménagers et des outils agricoles, y compris des seaux à eau, des moustiquaires, des haches, des machettes, des houes, des pelles, des couteaux, des faucilles et des cordes. Chaque ménage recevrait 15 dollars supplémentaires pour compléter les pochettes de réinstallation avec d'autres articles achetés sur place.

146. Il est prévu de fournir une assistance alimentaire pendant une période de douze mois en moyenne aux points de distribution proches du lieu de destination finale des rapatriés. Les colis comprendront de l'huile (50 g/jour) et du sel (10 g/jour). La durée de l'assistance alimentaire sera réexaminée après six mois, à la lumière de l'expérience acquise.

147. Des moyens de transport et des aires d'entreposage devront être prévus sur l'ensemble du territoire cambodgien pour permettre le prépositionnement de matériaux de construction, de vivres et de trousses ménagères à des fins de rapatriement et de réinstallation.

148. Les opérations de rapatriement et de réinstallation des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens seront coordonnées par un directeur du rapatriement qui sera désigné par le Secrétaire général sur la recommandation du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Le Directeur fera rapport au Représentant spécial ainsi qu'au Haut Commissaire pour les réfugiés.

149. Le rapatriement et la réinstallation seraient financés à l'aide de contributions volontaires. Etant donné que le déroulement comme l'intégrité du processus électoral sont liés au rapatriement préalable des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens, l'exécution du plan d'opérations de l'APRONUC risquerait d'être compromise si des fonds suffisants n'étaient fournis dans leur intégralité et dans les délais voulus.

G. *Relèvement*

1. *Fonctions*

150. La Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge[2] est l'un des trois instruments constituant le règlement politique global du conflit du Cambodge signé à Paris le 23 octobre 1991. Aux termes du paragraphe 8 de la Déclaration, avec la mise en œuvre du règlement global, il est souhaitable d'entreprendre un processus de relèvement du pays, en s'attachant aux besoins immédiats, et de préparer le terrain pour l'élaboration de plans pour l'avenir. Aux termes du paragraphe 10, une attention particulière devrait être accordée, pendant la phase de relèvement, à la sécurité alimentaire, à la santé, au logement, à la formation, à l'enseignement, au réseau de transport et à la restauration des installations publiques et de l'infrastructure de base existantes du Cambodge.

151. La phase de relèvement ira de la signature de l'Accord et de la mise en place de l'APRONUC jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien à l'issue d'élections libres et régulières. Le paragraphe 2 de la Déclaration reconnaît que c'est à ce nouveau gouvernement cambodgien qu'incombera principalement la responsabilité de décider des besoins et des projets concernant la reconstruction du Cambodge.

152. La nécessité d'une coordination aussi poussée que possible de l'aide internationale, régionale et bilatérale au Cambodge est soulignée au paragraphe 3 de la Déclaration. A cette fin, le Secrétaire général est prié, au paragraphe 9, de nommer un coordonnateur du programme de relèvement. Celui-ci dirigera la composante « relèvement » de l'APRONUC. Au Cambodge, où il y a pénurie de ressources, les conditions devraient évoluer rapidement, et l'on s'attend à ce que l'APRONUC soit présente dans pratiquement tous les domaines. Il sera donc essentiel de coordonner les efforts de relèvement déployés dans le cadre des activités menées par l'APRONUC conformément à son mandat.

153. Parmi les besoins pressants à satisfaire pendant la phase de relèvement on peut citer :

a) Les besoins humanitaires (nourriture, soins de santé, logement et autres besoins essentiels) de tous les Cambodgiens et en particulier des couches défavorisées de la population, des handicapés, et des femmes et des enfants;

b) Les besoins (facteurs de production agricoles essentiels, meilleur accès à l'eau potable, installations sanitaires et d'enseignement, formation professionnelle et sécurité alimentaire, etc.) à satisfaire pour :

i) Permettre la réinstallation et la réintégration des 350 000 Cambodgiens rentrant sur leurs lieux d'origine ou sur les lieux de leur choix, des 170 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, et des 150 000 militaires cambodgiens ou plus qui devraient être démobilisés par la composante militaire de l'APRONUC;

ii) Répondre aux besoins essentiels des populations dans toutes les communautés cambodgiennes, en particulier les communautés rurales, l'accent étant mis en particulier sur les zones où il sera procédé à des réinstallations;

c) La restauration et l'entretien des infrastructures de base, institutions, services de distribution et autres services essentiels, tels que les grands réseaux routiers et ferroviaires, ports maritimes et fluviaux, aéroports, réseaux de télécommunications, installations sanitaires et d'enseignement, l'infrastructure bancaire, etc., ainsi que la formation nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des divers secteurs.

154. Le paragraphe 3 de l'article V de l'annexe 2 de l'Accord prévoit que l'APRONUC aidera, selon les besoins, à la réintégration dans la vie civile des forces militaires démobilisées des parties cambodgiennes. Cette aide prendra essentiellement la forme de programmes de formation à la mise sur pied de petites entreprises (formation

en matière notamment de production à petite échelle, de finances de base, de comptabilité et de commercialisation, et de mise en place de facilités de crédit à petite échelle). Une formation professionnelle et une formation à la gestion seront en outre fournies notamment dans les domaines suivants : entretien et réparation des véhicules, ébénisterie, menuiserie et traitement des aliments. On estime que cette aide à la réinsertion nécessitera au total entre 9 et 14 millions de dollars des Etats-Unis qui seront en partie prélevés sur le budget de fonctionnement ordinaire de l'APRONUC.

155. Pour ce qui est des autres activités devant être entreprises durant la phase de relèvement, il faudra, selon les estimations, environ 800 millions de dollars des Etats-Unis qui proviendront de contributions volontaires.

2. *Structure*

156. Le programme de relèvement sera dirigé par un coordonnateur qui sera nommé par le Secrétaire général et relèvera du Représentant spécial. Il incombera à ce coordonnateur d'évaluer les besoins en permanence, de veiller à ce que ceux-ci soient satisfaits et à ce que les chevauchements et les doubles emplois soient évités et, de manière générale, d'assurer une coordination efficace. Le Coordonnateur sera en outre chargé de réunir des fonds en procédant à des consultations avec les donateurs afin de satisfaire les besoins qui auront été inventoriés.

157. Pour s'acquitter de ses fonctions, le Coordonnateur créera les organes de coordination et de consultation nécessaires. Ceux-ci seront composés de représentants des organismes des Nations Unies, des gouvernements donateurs et d'ONG et regrouperont et compléteront les mécanismes de coordination déjà établis au Cambodge. Des fonctionnaires cambodgiens pourront en outre participer à leurs travaux.

III. Besoins en matière d'informatisation, d'information, de formation et de recrutement

158. Vu l'ampleur du mandat de l'APRONUC et afin d'assurer le bon fonctionnement de cette dernière, il faudra que toutes ses composantes soient informatisées. La composante « élections » a été mentionnée aux paragraphes 44 à 48. Pour ce qui est de la composante militaire, il lui faudra procéder à des inventaires détaillés du personnel, des armes et du matériel des forces cambodgiennes tout au long des phases de regroupement, de cantonnement, de désarmement et de démobilisation. Il faudra en outre veiller à faciliter le déploiement de l'APRONUC dont les besoins logistiques seront très importants. Tous ces éléments devraient être intégrés de façon à faciliter l'affectation la plus judicieuse et le contrôle des ressources pendant toute la période de transition.

159. Des besoins particuliers se feront sentir dans le secteur de l'information au Cambodge. Il est essentiel au succès de l'APRONUC que celle-ci puisse rapidement et efficacement faire passer l'information au niveau local. La radio semble être le meilleur moyen de diffusion de la parole, mais les installations de radiodiffusion à l'intérieur du Cambodge sont vieilles et en mauvais état, et elles ne permettent actuellement d'atteindre qu'environ la moitié du territoire. Le moyen de diffusion le plus efficace serait normalement la télévision, mais les installations ne permettent d'émettre que dans un rayon d'environ 75 kilomètres autour de Phnom Penh. Les salles de projection de cassettes vidéo sont toutefois très courantes dans les campagnes. Les supports imprimés existent, mais les installations, les fournitures et les réseaux de distribution laissent à désirer. De plus, l'écrit n'a qu'un impact limité étant donné le faible taux d'alphabétisation. Les supports imprimés seront donc surtout efficaces dans les zones urbaines et auprès des enfants des écoles.

160. Toutes les composantes de l'APRONUC auront des besoins en matière d'information qui leur seront propres et qui ne pourraient être satisfaits dans les conditions actuelles. Il est possible d'identifier dès à présent certains des besoins de l'APRONUC en matière d'information. Celle-ci devra notamment mener des campagnes massives d'éducation des citoyens concernant les droits de l'homme, la sensibilisation au danger des mines et les questions électorales. Des programmes devront également être mis au point pour familiariser les Cambodgiens avec l'Accord ainsi qu'avec les buts et objectifs, les activités (en général et à tel ou tel stade du processus), la structure et le personnel, etc., de l'APRONUC. Ces programmes auront pour objet d'assurer et de maintenir la crédibilité de l'APRONUC de façon à renforcer son efficacité et à lui donner les moyens de s'acquitter de son mandat. L'expérience prouve que c'est là un élément indispensable au succès des missions de ce type.

161. Les infrastructures et les facilités existantes étant tout à fait insuffisantes pour répondre aux besoins considérables de l'APRONUC en matière d'information, on prévoit que le Bureau de l'information de l'APRONUC occupera une place importante dans la structure de cette dernière.

162. Toute l'information devant être diffusée par l'APRONUC auprès des populations cambodgiennes émanera du Bureau de l'information du siège de cette dernière. Une telle centralisation devrait renforcer l'efficacité. Outre ses services chargés d'examiner et de coordonner les programmes, le Bureau de l'information comprendra une section de la production, une section de l'audio-visuel et une section de traduction. On prévoit également la centralisation de la traduction en langue khmère de toute l'information à diffuser, de façon à assurer la cohérence de la terminologie et des messages.

163. On prévoit que l'APRONUC aura recours à divers moyens — production et distribution/diffusion de programmes de radio et de télévision, de vidéocassettes, de revues, d'affiches, de prospectus, de manuels et d'autres matériels d'éducation, organisation de manifestations culturelles et de simulations, et déploiement d'unités mobiles d'information (haut-parleurs, écrans vidéo, etc.) — pour faire en sorte que le message atteigne les Cambodgiens à tous les niveaux de la société et dans toutes les parties du pays. En utilisant dans une large mesure les installations logistiques qui devront être fournies à

l'APRONUC de manière générale pour qu'elle puisse fonctionner, il est possible de mettre en place un mécanisme d'information réaliste, efficace et rentable pour la mission.

164. L'APRONUC aura également des besoins spéciaux en matière de formation. Il convient à cet égard d'établir une distinction entre les activités de formation qui entreront dans le cadre du programme de relèvement de l'APRONUC en général, et les activités essentielles pour permettre à l'APRONUC de s'acquitter de son mandat. C'est en raison de l'ampleur des activités à entreprendre dans ce dernier domaine que la formation constitue un besoin spécial. De fait, comme on l'a noté dans différentes parties du présent rapport, une formation devra être assurée à tous les niveaux pour permettre à l'APRONUC de s'acquitter efficacement de son mandat.

165. Le personnel international aura besoin d'une orientation générale concernant le mandat, la structure et les méthodes de l'APRONUC, ainsi que d'une formation spécifique, le cas échéant, aux diverses tâches qu'il sera appelé à accomplir. Une attention particulière sera accordée aux procédures et aux techniques à appliquer pour la supervision du respect des droits de l'homme. Il faudra également un programme d'alerte au danger des mines et de formation aux secours d'urgence. On prévoit par ailleurs d'organiser un programme de formation à la langue khmère à l'intention du personnel international.

166. Des programmes analogues seront nécessaires pour le personnel recruté localement, mais ceux-ci devront être organisés sur une échelle beaucoup plus grande et leur orientation sera peut-être légèrement différente. Une formation linguistique sera essentielle pour le personnel local, en particulier pour améliorer les techiques d'interprétation. Une formation aux travaux de secrétariat, notamment à l'utilisation d'ordinateurs, devra également être assurée. Il se peut aussi que des programmes de formation à la gestion et d'autres programmes de formation professionnelle soient nécessaires pour certaines catégories de personnel local, en particulier pour l'exécution des tâches concernant l'administration civile et les élections. De fait, comme on l'a indiqué plus haut, des activités de formation de grande envergure devront être organisées dans le cadre du processus électoral.

167. On prévoit en outre des activités de formation à l'intention de personnel ne relevant pas de l'APRONUC. La formation au déminage sera assurée par la composante militaire. Du côté civil, il faudra assurer la formation d'agents des partis politiques en ce qui concerne leur rôle dans le processus électoral. Dans le domaine de l'administration civile, on prévoit quelques activités de formation concernant le contenu et l'application des codes de conduite et des directives à fournir, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Il faudra former les forces de police civile aux techniques de maintien de l'ordre public et aux normes relatives aux droits de l'homme, ainsi qu'en ce qui concerne l'application des réglementations relatives aux élections que doit établir l'APRONUC.

168. On prévoit qu'un service de formation serait établi au siège de l'APRONUC et chargé de la mise au point, de l'exécution et de la coordination de toutes les activités de formation. Dans la mesure du possible, on s'efforcerait d'organiser des programmes de « formation de formateurs ». Toutes sortes de matériels de formation, notamment des manuels et divers types de matériels écrits et audio-visuels, seraient utilisés. On envisage à la fois un enseignement théorique et une formation sur le terrain.

169. Un autre besoin spécial a trait au recrutement. Dans ce domaine, il s'avèrera peut-être nécessaire de recourir à des moyens novateurs pour doter l'APRONUC de tout le personnel voulu. Eu égard à la nécessité de réduire les coûts au minimum, on fera appel dans une large mesure au personnel disponible sur le plan local. Les considérations relatives aux connaissances linguistiques entreront en jeu dans ce domaine, compte tenu en particulier du fait que très peu de Cambodgiens parlent une langue autre que le khmer.

170. Les procédures habituelles seront suivies pour recruter les membres de la composante militaire de l'APRONUC et les contrôleurs de la police. Du côté civil, on n'épargnera aucun effort pour fournir à l'APRONUC du personnel de l'Organisation. Compte tenu toutefois du nombre de fonctionnaires nécessaires, des compétences requises, de la nature de la mission et de la durée prévue pour ses opérations, il ne sera peut-être pas possible de doter l'APRONUC des effectifs voulus en faisant seulement appel au personnel de l'Organisation. On pourra peut-être trouver certains fonctionnaires ayant les qualifications requises auprès des institutions spécialisées du système des Nations Unies, avec lesquelles des dispositions pourraient être prises en vue du détachement de personnel. Dans d'autres cas, les Etats Membres pourront peut-être fournir du personnel à l'APRONUC.

171. On aurait également recours au programme des Volontaires des Nations Unies pour couvrir une partie des besoins. Selon les plans, le programme fournirait 400 volontaires qui rempliraient les fonctions de superviseurs électoraux au niveau des districts visés au paragraphe 43 ci-dessus. Le coût de ces volontaires est pris en compte dans les informations fournies dans l'additif au présent rapport.

IV. Conclusions

172. Quatre conditions indispensables doivent être remplies si l'on veut que l'APRONUC puisse s'acquitter de ses responsabilités de manière efficace et en toute impartialité :

a) Premièrement, l'APRONUC doit bénéficier à tout moment de l'entier appui du Conseil de sécurité;

b) Deuxièmement, l'APRONUC doit bénéficier de l'entière coopération, à tout moment, des parties cambodgiennes et de toutes les autres parties concernées;

c) Troisièmement, l'APRONUC doit jouir d'une entière liberté de mouvement et de communications. Des dispositions à cet effet devraient être prévues dans des ac-

cords séparés sur le statut de la mission conclus avec le Conseil national suprême et les gouvernements des Etats voisins où pourraient se trouver certains éléments de l'APRONUC;

d) Quatrièmement, les ressources financières nécessaires doivent être fournies par les Etats Membres en totalité et en temps voulu.

A cet égard, le Secrétaire général recommande que, au cas où le Conseil déciderait de créer l'APRONUC, et sous réserve des exceptions notées dans le présent rapport, les dépenses de la mission soient considérées comme des dépenses de l'Organisation devant être supportées par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies. Le Secrétaire général recommandait donc à l'Assemblée générale que les contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres soient créditées à un compte spécial ouvert à cette fin.

Additif (*S/23613/Add.1*)

Introduction

1. Au paragraphe 2 de mon rapport au Conseil de sécurité sur le Cambodge[1], j'ai souligné mon intention de publier dès que possible un additif au rapport donnant des indications sur les aspects administratifs et financiers du plan proposé. Etant donné la complexité, la dimension et la portée de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), l'établissement d'une estimation détaillée des coûts, comme l'a demandé le Conseil dans sa résolution 718 (1991) du 31 octobre 1991, prendrait nécessairement beaucoup de temps. C'est pour cette raison, notamment, que j'ai informé le Conseil de mon intention de chercher à obtenir une ouverture de crédit initiale d'environ 200 millions de dollars des Etats-Unis — que l'Assemblée générale a approuvée le 14 février 1992 — de manière à faciliter le déploiement de l'APRONUC en temps voulu.

2. Les estimations fournies dans le présent document sont préliminaires et indiquent uniquement l'ordre de grandeur du budget ultérieur de l'APRONUC. Les chiffres sont susceptibles de varier en fonction du rassemblement et de l'analyse en cours des données pertinentes. J'espère que ces estimations préliminaires permettront au Conseil de sécurité de procéder à l'examen du plan de mise en œuvre proposé et d'autoriser la mise en place de l'APRONUC dès que possible.

I. *Estimations de coûts préliminaires*

3. Les coûts indicatifs préliminaires de l'APRONUC, y compris l'ouverture de crédit initiale de 200 millions de dollars des Etats-Unis, sont estimés à environ 1,9 milliard de dollars en chiffres bruts (1 milliard 876 millions en chiffres nets). Le coût du programme de rapatriement est exclu de ces estimations. J'ai l'intention de lancer séparément un appel pour le financement ultérieur de cette opération. Je pourrais toutefois recommander d'autres arrangements si tous les fonds voulus pour la composante « rapatriement » ne pouvaient être obtenus. On trouvera à l'annexe du présent document une ventilation par principaux objets de dépenses.

Considérations et hypothèses générales

4. La période de transition est définie à l'article premier de l'Accord[2]. Il est envisagé au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord de créer un nouveau gouvernement cambodgien dans les trois mois à compter des élections prévues pour la fin d'avril et le début de mai 1993, c'est-à-dire avant le 31 juillet 1993. En conséquence, les estimations portent sur une période d'environ 15 mois.

5. Sur la base du plan de mise en œuvre et des rapports des missions d'enquête, la structure et les besoins en personnel de l'APRONUC sont les suivants :

a) L'APRONUC sera dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général, assisté par un adjoint, une équipe exécutive de gestion, de coordination et de liaison, des conseillers en matière de droits de l'homme et de questions politiques, juridiques et économiques, et un service d'information. L'effectif requis pour le personnel international est estimé à 76 personnes, y compris le personnel d'appui. En outre, l'APRONUC aura une division d'appui administratif dotée d'environ 450 fonctionnaires internationaux;

b) Les composantes « droits de l'homme » et « administration civile », comprenant environ 224 spécialistes assistés par 84 fonctionnaires d'appui internationaux, exerceront les fonctions énoncées dans les parties A et D de la section II du plan de mise en œuvre. Ces composantes opéreront au niveau central, à partir des bureaux établis dans les 21 centres provinciaux et municipaux et, plus particulièrement en ce qui concerne la diffusion de l'information et l'instruction civique, à partir des bureaux situés dans l'ensemble des quelque 200 districts du pays;

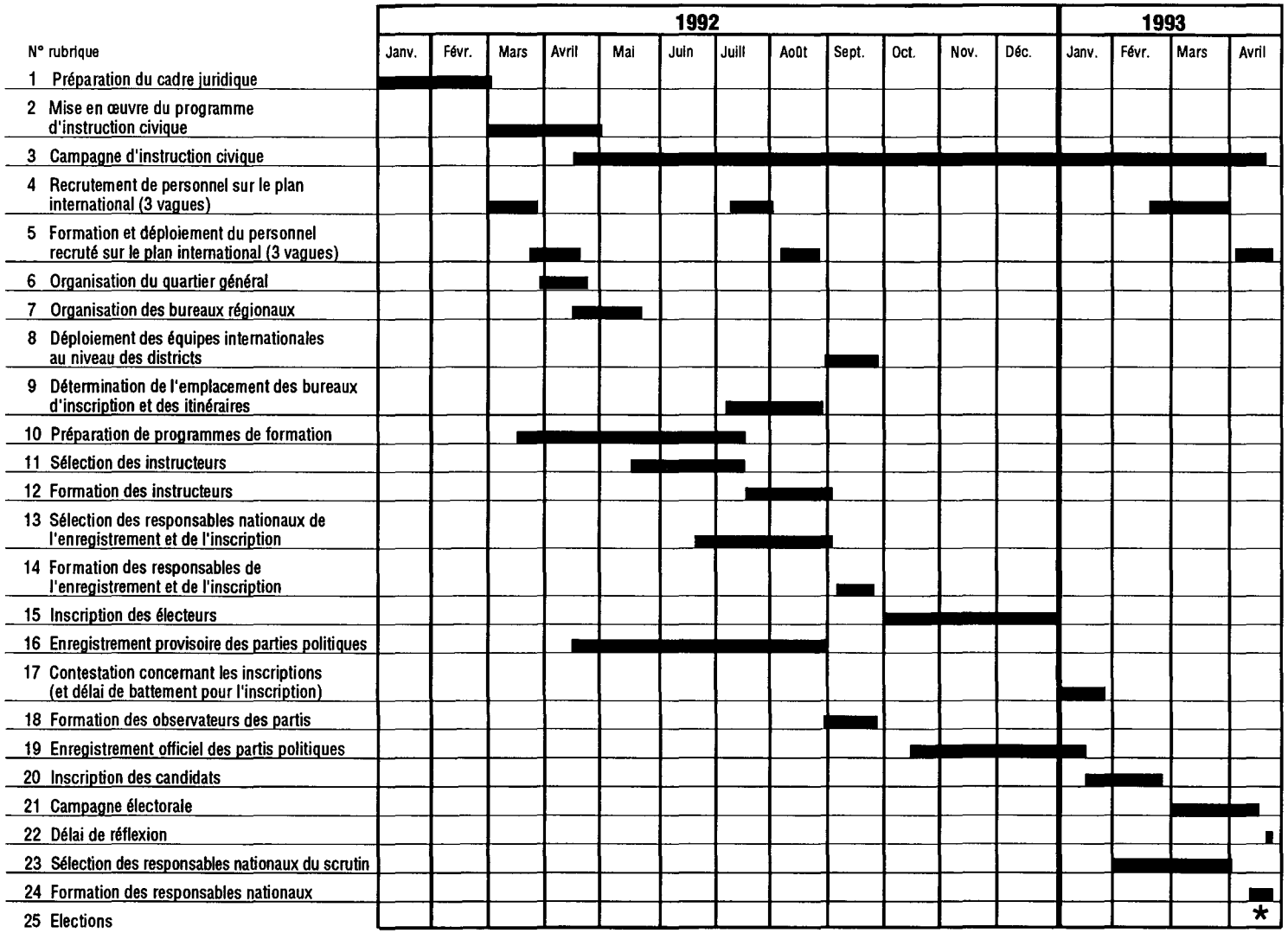
c) La composante militaire, dirigée par un commandant de la Force, aura un effectif d'environ 15 900 militaires, tous grades confondus, comprenant du personnel pour le quartier général de la Force et pour les quartiers généraux des secteurs, un groupe d'observateurs militaires de 480 personnes, un élément d'infanterie de 10 200 hommes, tous grades confondus, un élément naval de 376 hommes et des éléments de logistique et d'appui spécialisés d'environ 4 500 personnes. L'élément d'infanterie et le groupe d'observateurs seront ramenés de 10 200 et de 485 personnes à 5 100 et à 300 personnes respectivement avant le 30 septembre 1992 (voir le paragraphe 89 du plan de mise en œuvre). Une nouvelle réduction progressive se produirait peu après les élections;

d) La composante « police » comprendra quelque 3 600 contrôleurs de police civile opérant dans l'ensemble du territoire à partir des bureaux qui seront établis dans 21 centres provinciaux et municipaux et dans quelque 200 districts;

[1] S/23613 (document 30)

[2] S/23177 (document 19, annexe, sect. II).

Annexe I Calendrier des élections mis en œuvre par l'APRONUC



Annexe II Projet de calendrier concernant le déploiement de la composante militaire de l'APRONUC

	ÉTAPE PRÉPARATOIRE							ÉTAPE DE CANTONNEMENT ET DE DÉMOBILISATION				ÉTAPE ÉLECTORALE							ÉTAPE POSTÉLECTORALE		
	Nov. 91	Déc. 91	Janv. 92	Févr. 92	Mars 92	Avril 92	Mai 92	Juin 92	Juill. 92	Août 92	Sept. 92	Oct. 92	Nov. 92	Déc. 92	Janv. 93	Févr. 93	Mars 93	Avril 93	Mai 93	Juin 93	Juill. 93
				J-12		J-8 J-4	Jour-J					INSCRIPTION						Jour-E			
Quartier général									204												
Bataillons d'infanterie									10 200	or 12 bat.				5 100	or 6 bat.					2,550	or 3 bat.
Observateurs militaires			50						485					330						50	
Unité de transmissions		38		63					582											38	
Groupe d'appui aérien		80							326											111	
Unité du génie		20		940					2 230											20	
Bataillon logistique				125					872											125	
Unité médicale		6		15					541											6	
Unité navale									376												
Compagnie de police militaire									160					120						60	
TOTAL			MIPRENUC 1 273						15 873					10 578						3 164	

Jour-J Phase 2 : début du cessez-le-feu (31 mai 1992)
JD + 20 : démobilisation achevée à 70% (30 sept. 1992)
Jour-E : jour des élections (fin avril 1993)

e) La composante « élections » comprendra 72 fonctionnaires internationaux opérant à partir du quartier général et 126 agents opérant dans les 21 centres provinciaux et municipaux. Sous la supervision du quartier général et du personnel électoral provincial, 400 volontaires des Nations Unies opéreront dans chacun des 200 districts. Le personnel électoral sera complété par 800 équipes cambodgiennes (4 000 personnes) durant la période de trois ou quatre mois que durera l'inscription des électeurs et, durant le déroulement du scrutin, par 1 000 contrôleurs internationaux et 8 000 équipes de scrutateurs cambodgiens (56 000 personnes). La composante « élections » sera progressivement supprimée peu après l'homologation des résultats des élections qui doivent avoir lieu à la fin d'avril et au début mai 1993.

6. Toutes les composantes de l'APRONUC seront assistées par un personnel d'appui local estimé à 7 000 personnes, y compris 2 500 interprètes environ, et par du personnel temporaire supplémentaire qui pourrait être nécessaire pour la conduite du processus électoral et pour d'autres tâches.

II. *Observations finales*

7. J'ai l'intention de veiller à ce que les ressources soient utilisées le plus efficacement possible. En conséquence, les activités des éléments d'appui de l'APRONUC seront coordonnées et intégrées dans toute la mesure du possible. Un mécanisme de coordination sera créé afin d'assurer le regroupement approprié des ressources ainsi que la planification des tâches, en fonction des besoins prioritaires de l'ensemble de la mission.

Annexe I

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC)
Estimations provisoires des incidences financières
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

Etat récapitulatif

N° de rubrique	*Principaux postes de dépenses*	
1	Personnel militaire	
	a) Traitements, indemnités et frais de voyage	
	i) Remboursement aux gouvernements des traitements et indemnités, aux coûts standard	200 650
	ii) Indemnité journalière des contingents	7 040
	iii) Indemnité de subsistance des observateurs militaires, y compris les frais de voyage	24 190
	iv) Déduction pour fourniture de moyens d'hébergement	(1 580)
	v) Déploiement, relève et rapatriement des contingents	24 300
	vi) Bien-être et permissions des contingents	4 300
		258 900
	b) Autres dépenses relatives au personnel militaire	
	i) Rations destinées aux contingents	41 200
	ii) Amortissement du matériel appartenant aux contingents	50 700
	iii) Demandes d'indemnisation en cas de décès ou d'invalidité	15 000
		106 900
	Total partiel 1	365 800
2	Personnel civil	
	a) Contrôleurs de police civile	
	i) Indemnités de subsistance, y compris les frais de voyage	195 750
	ii) Déduction pour fourniture de moyens d'hébergement	(40 000)
		155 750
	b) Fonctionnaires (et volontaires)	
	i) Traitements nets — personnel international	60 600
	ii) Traitements nets — personnel local	38 090
	iii) Indemnisation — Volontaires des Nations Unies	24 480
	iv) Dépenses communes de personnel, y compris les frais de voyage à destination et en provenance de la zone	52 430
	v) Autres frais de voyage en mission	550
	vi) Indemnités de subsistance	64 010
	vii) Déduction pour fourniture de moyens d'hébergement	(14 300)
	viii) Contributions du personnel	23 540
	ix) Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, à raison de 8,5 % du total des rubriques i à viii	21 200
		270 600
	Total partiel 2	426 350
3	Opérations aériennes	
	Sont prévus 18 aéronefs à voilure fixe (8 avions cargos lourds, 8 appareils de type ADAC et 2 appareils de commandement et de liaison) et 32 hélicoptères (26 hélicoptères de manœuvre et 6 hélicoptères de transport moyens) plus 12 hélicoptères de manœuvre durant la période des élections	
	a) Affrètement des hélicoptères et des aéronefs à voilure fixe	186 500
	b) Carburant d'aviation	14 910

N° de rubrique	Principaux postes de dépenses	
	c) Contrôle de la circulation aérienne et matériel de navigation, divers services d'aéroport et manutention au sol	15 500
	d) Appui aérien supplémentaire durant la période des élections	2 690
	Total partiel 3	219 600
4	Transports	
	a) Acquisition de véhicules, y compris le fret	153 200
	b) Location de véhicules	2 160
	c) Pièces détachées, réparation et entretien pour l'ensemble des véhicules, y compris ceux qui appartiennent aux contingents	25 000
	d) Essence, huile et lubrifiants	15 270
	e) Assurance automobile	1 500
	f) Matériel d'atelier	6 000
	g) Transport par eau	
	i) Acquisition de patrouilleurs	6 000
	ii) Acquisition d'embarcations	5 000
	iii) Entretien et fonctionnement des embarcations	1 500
	iv) Matériel de dragage de navigation	1 000
	v) Carburant pour le fonctionnement des embarcations	1 200
		14 700
	Total partiel 4	217 830
5	Aménagement et entretien des locaux	
	a) Acquisition de bâtiments préfabriqués à usage de bureaux et d'habitation — y compris les installations sanitaires et cantines, mobilier, groupes électrogènes et matériel de purification de l'eau, plus fret et installation	354 800
	b) Réparation des infrastructures essentielles, y compris le remplacement des ponts	36 500
	c) Matériel de génie	17 740
	d) Location des locaux	2 250
	e) Fournitures et services de réparation et d'entretien	4 500
	f) Eau et électricité, y compris le carburant pour les groupes électrogènes	2 250
	Total partiel 5	418 040
6	Transmissions	
	a) Matériel de transmissions	44 460
	b) Pièces détachées et fournitures, y compris les services contractuels pour les installations	19 150
	c) Matériel d'essai et d'atelier	1 500
	d) Fournitures et matériel électriques	3 150
	e) Communications commerciales, y compris la valise diplomatique	5 940
	Total partiel 6	74 200
7	Matériels divers	
	a) Fournitures et matériel de bureau	5 820
	b) Matériel de traitement des données	10 505
	c) Matériel d'observation	860
	d) Matériel médical et dentaire	400
	e) Matériel pour la défense du terrain	300
	f) Citernes à essence, pompes et appareils de mesure	2 400
	g) Groupes électrogènes pour les équipes chargées de l'inscription sur les listes électorales	160
	h) Autre matériel divers	2 400
	i) Pièces détachées pour la réparation et l'entretien du matériel	2 010
	j) Matériel d'information	3 145
	Total partiel 7	28 000
8	Fournitures et services	
	a) Services contractuels	7 740
	b) Demandes d'indemnisation et ajustements	1 000
	c) Approvisionnements généraux	15 660
	d) Vêtements, uniformes et équipements	1 800
	e) Fournitures médicales et dentaires	1 900
	f) Approvisionnements pour la défense du terrain	4 000
	Total partiel 8	32 100
9	Assistance aux factions[a]	
	a) Aide à la réintégration des forces militaires démobilisées	14 000
	b) Ravitaillement des forces des parties cambodgiennes, y compris le transport et la distribution	27 340
	Total partiel 9	41 340
10	Besoins en matière de formation	
	a) Pour le personnel de l'APRONUC (voir par. 164 du plan de mise en œuvre)	5 350
11	Dépenses préalables à la mise en œuvre	
	a) Besoins concernant la Mission préliminaire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC), allocation pour la période allant jusqu'au 30 avril 1992	33 640
12	Fret aérien et de surface	
	a) Affrètement de navires pour le déploiement et le redéploiement des véhicules, du matériel et des fournitures des contingents militaires	17 250

[a] L'alinéa *a* se rapporte au paragraphe 154 du plan de mise en œuvre et l'alinéa *b* au paragraphe 75.

N° de rubrique	*Principaux postes de dépenses*	
	b) Pont aérien pour le déploiement (autre que celui du personnel)	12 600
	c) Fret aérien et de surface plus les frais de dédouanement, non compris ailleurs dans les estimations	3 000
	Total partiel 12	32 850
	Total partiel 1 à 12	1 894 800
13	Dépenses pour imprévus	
	a) Environ 0,3 % des estimations brutes	5 200
	Total général (montant brut)	1 900 000
14	A déduire : recettes provenant des contributions du personnel	(24 000)
	Total général (montant net)	1 876 000

Document 31

Résolution du Conseil de sécurité sur l'APRONUC et l'application des Accords de paix sur le Cambodge

S/RES/745, 28 février 1992

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991, 718 (1991) du 31 octobre 1991 et 728 (1992) du 8 janvier 1992,

Réaffirmant également son plein appui aux accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[1],

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur le Cambodge, en date des 19 et 26 février 1992[2], présenté en application de la résolution 718 (1991),

Désireux de contribuer au rétablissement et au maintien de la paix au Cambodge, à la promotion de la réconciliation nationale, à la protection des droits de l'homme et à la garantie du droit du peuple cambodgien à disposer de lui-même grâce à des élections libres et équitables,

Convaincu que des élections libres et équitables sont essentielles pour un règlement juste et durable du conflit du Cambodge, contribuant ainsi à la paix et à la sécurité régionales et internationales,

Conscient de l'histoire tragique récente du Cambodge et résolu à ce que la politique et les pratiques du passé ne se reproduisent pas,

Exprimant sa satisfaction pour le travail accompli par la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge quant au maintien du cessez-le-feu, à la sensibilisation au danger des mines et au déminage ainsi qu'à la préparation de la mise en place de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge,

Notant avec satisfaction les efforts déployés par Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk et le Conseil national suprême du Cambodge placé sous sa présidence en ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions des accords,

Se félicitant de la nomination par le Secrétaire général d'un représentant spécial pour le Cambodge chargé d'agir en son nom,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général sur le Cambodge, en date des 19 et 26 février 1992[2], contenant son plan, sujet à réexamen en fonction de l'expérience, pour la mise en œuvre du mandat envisagé dans les accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[1];

2. *Décide* de créer sous son autorité, conformément au rapport susmentionné et pour une période n'excédant pas dix-huit mois, l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge;

3. *Décide également* qu'il est vital que les élections au Cambodge se tiennent en mai 1993 au plus tard, comme le recommande le Secrétaire général au paragraphe 38 de son rapport;

4. *Prie* le Secrétaire général de déployer l'Autorité aussi rapidement que possible de manière à appliquer la décision susmentionnée, lui demande instamment que ce déploiement comme la mise en œuvre ultérieure de son plan soient menés de la manière la plus efficace et la moins coûteuse possible et l'invite à cette fin à maintenir l'opération sous examen constant en gardant à l'esprit les objectifs fondamentaux des accords;

5. *Demande* au Conseil national suprême du Cambodge d'exercer les responsabilités spéciales qui lui incombent selon les accords;

[1] S/23177 (document 19).
[2] S/23613 (document 30).

6. *Demande également* à toutes les parties concernées de se conformer scrupuleusement aux termes des accords, de coopérer pleinement avec l'Autorité dans l'accomplissement de son mandat et de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de tous les personnels des Nations Unies;

7. *Demande en outre* au Conseil national suprême du Cambodge et à tous les Cambodgiens de fournir, au nom du pays hôte, toute l'assistance et toutes les facilités nécessaires à l'Autorité;

8. *Demande très instamment* aux parties cambodgiennes de donner leur accord à la démobilisation totale de leurs forces militaires avant la fin du processus d'inscription sur les listes électorales ainsi qu'à la destruction des armes et munitions confiées à la garde de l'Autorité et excédant celles que l'Autorité pourrait éventuellement juger nécessaires au maintien de l'ordre public et de la défense nationale ou dont le nouveau gouvernement cambodgien pourrait avoir besoin;

9. *Lance un appel* à tous les Etats pour qu'ils fournissent à titre volontaire toute l'assistance et tout le soutien nécessaires à l'Organisation des Nations Unies, ses programmes et ses institutions spécialisées dans leurs préparatifs et leurs opérations en vue de la mise en œuvre des accords, y compris s'agissant du relèvement et du rapatriement des réfugiés et personnes déplacées;

10. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité le 1er juin 1992 au plus tard, puis en septembre 1992 et janvier et avril 1993 sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution et sur les tâches restant à accomplir dans le cadre de l'opération, en mettant un accent particulier sur l'utilisation la plus efficace et la plus efficiente possible des ressources;

11. *Décide* de rester saisi de la question.

Document 32

Lettre datée du 8 mars 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, dans laquelle celui-ci promet de soutenir la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité sur l'application des dispositions des Accords sur le Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Au nom du Conseil national suprême du Cambodge, du peuple Cambodgien et en mon nom personnel, j'exprime à Votre Excellence et au Conseil de sécurité de l'ONU notre plus profonde gratitude pour la résolution 745 (1992) adoptée à l'unanimité par le Conseil de sécurité à sa 3057e séance, le 28 février 1992.

Pour ce qui nous concerne, nous, Cambodgiens, ferons tout notre possible pour soutenir d'une façon concrète et appliquer pleinement ladite résolution si importante et bénéfique tant pour le présent que pour l'avenir de notre pays et notre nation.

Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

(*Signé*) NORODOM SIHANOUK

Document 33

Premier rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'APRONUC

S/23870, 1er mai 1992

Introduction

1. Aux paragraphes 1 et 2 de sa résolution 745 (1992), le Conseil de sécurité a approuvé le rapport du Secrétaire général en date du 19 février 1992 (S/23613) contenant le plan que je proposais pour la mise en œuvre du mandat envisagé dans l'accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, et il a créé sous son autorité l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) afin d'exécuter ce plan.

2. Par le paragraphe 10 de la même résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à certaines dates sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la résolution et sur les tâches restant à effectuer dans le cadre de l'opération, en mettant un accent particulier sur l'utilisation la plus efficace et la plus efficiente des ressources.

3. Le premier rapport du Secrétaire général devait être présenté avant le 1er juin 1992. Cependant, comme je me suis rendu au Cambodge du 18 au 20 avril 1992, il

me paraît bon de présenter dès à présent mon premier rapport.

I. Progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre de la résolution 745 (1992) et tâches restant à effectuer

A. *Généralités*

4. D'une manière générale, l'APRONUC a pris un bon départ au Cambodge. Une relation de travail constructive a été établie avec le Conseil national suprême (CNS) et son Président, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk; le rapatriement des réfugiés des camps frontaliers a commencé le 30 mars 1992 et se poursuit sans obstacles majeurs; le cessez-le-feu a été rétabli dans la province de Kompong Thom, où avaient eu lieu récemment des affrontements armés, et des forces des Nations Unies y ont été déployées pour superviser la séparation des forces; on s'est efforcé de convaincre les Cambodgiens que la protection de leurs droits individuels serait considérée comme hautement prioritaire; une enquête nationale a été lancée en vue de rassembler les informations nécessaires à la planification du processus électoral; enfin, au cours de ma visite au Cambodge, j'ai lancé un appel pour que soient versées les contributions volontaires nécessaires aux besoins de relèvement du pays. A cette même occasion, j'ai aussi invité les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à adhérer aux Accords de Paris.

5. L'arrivée à Phnom Penh, le 15 mars 1992, de mon représentant spécial pour le Cambodge a marqué le début du déploiement de l'APRONUC, qui a alors absorbé la Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC). Des unités et du personnel militaires originaires d'un certain nombre d'Etats fournissant des contingents sont déjà arrivés dans le pays et d'autres sont en cours de déploiement. L'APRONUC s'emploie donc à faire démarrer rapidement la deuxième phase du processus de cessez-le-feu (phase de cantonnement et de démobilisation). La date effective du lancement de cette phase dépendra des progrès du déploiement militaire et de la coopération des parties cambodgiennes.

6. Les autorités de Phnom Penh ont accepté de mettre certaines installations d'hébergement à la disposition de la composante militaire; la partie du Kampuchea démocratique a commencé à supprimer les restrictions qui limitaient l'accès de l'APRONUC aux zones qu'il contrôle et il autorise actuellement l'APRONUC à procéder à la reconnaissance et à l'identification de sites de regroupement et de cantonnement des forces.

B. *Relations avec le Conseil national suprême*

7. Aux termes de l'article 3 de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signé à Paris le 23 octobre 1991[1], le CNS est l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge et incarne pendant la période de transition la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge. En vertu de l'article 6 dudit accord, le CNS a délégué à l'Organisation des Nations Unies tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de l'Accord, dans les conditions prévues en son annexe I.

8. Se fondant sur les dispositions pertinentes de l'Accord, mon représentant spécial a pris l'initiative d'élaborer les ordres du jour des réunions du CNS, en consultation étroite avec le prince Norodom Sihanouk, président du CNS, et de formuler des propositions à soumettre au CNS pour examen et adoption. Le CNS a aussi accepté, sur la proposition de mon représentant spécial, de créer dans un certain nombre de domaines de responsabilité de l'APRONUC des comités consultatifs techniques qui seraient des organes subsidiaires du CNS et seraient chargés de lui recommander des lignes d'action. Chaque comité consultatif technique sera présidé par un haut fonctionnaire de l'APRONUC.

9. Depuis que l'APRONUC a commencé son déploiement au Cambodge le 15 mars 1992, le CNS a tenu au total cinq réunions (le 16 mars, les 1er et 6 avril et deux réunions le 20 avril). Par suite d'initiatives prises par l'APRONUC à ces réunions, les membres du CNS se sont entendus sur un certain nombre de questions nécessaires à l'exécution du plan. En outre, comme mesure propre à accroître la confiance, l'APRONUC a installé le 1er avril 1992, sur la demande du CNS, une ligne téléphonique directe reliant le Représentant spécial et le commandant de la Force à un représentant de chacune des quatre parties cambodgiennes.

10. On trouvera ci-après de plus amples renseignements sur les progrès réalisés jusqu'à présent et les tâches qui restent à accomplir par chacune des composantes de l'APRONUC.

C. *Droits de l'homme*

11. De violents incidents mettant en cause des personnalités politiques ayant été signalés, mon représentant spécial a publié le 19 mars 1992 une déclaration soulignant que l'APRONUC était résolue, conformément à l'article 16 de l'Accord de Paris, à favoriser un environnement où le respect des droits de l'homme serait assuré de manière à permettre l'exercice des libertés fondamentales, notamment le droit de participer à des élections libres et équitables. Il a souligné en particulier que l'une des tâches prioritaires des autorités locales relevant de la supervision et du contrôle de l'APRONUC devait être d'empêcher les attaques contre les particuliers, surtout si elles avaient des motifs politiques, et de punir les responsables des attaques qui avaient quand même lieu.

12. L'APRONUC a institué un mécanisme de réaction rapide chargé d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme, composé selon les cas de membres des composantes droits de l'homme, administration civile ou police. Certaines enquêtes sont achevées; d'autres sont en cours ou pendantes.

13. La composante droits de l'homme a commencé à appliquer ses premiers programmes de formation de

[1] Voir S/23177 (document 19, annexe).

contrôleurs de police civile en avril et mettra en œuvre dans les prochains mois des programmes analogues, adaptés selon les besoins, à l'intention de fonctionnaires locaux.

14. Le 20 avril 1992, j'ai assisté à une réunion du CNS à laquelle ses membres, y compris le prince Norodom Sihanouk, ont signé des instruments d'adhésion au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Cet engagement juridique formel est la première d'une série de mesures destinées à créer un climat politique de liberté et de neutralité au Cambodge. J'ai souligné à la réunion qu'il incombait maintenant aux parties cambodgiennes de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application concrète des principes consignés dans les Pactes.

D. *La composante électorale*

15. Mon représentant spécial a présenté au CNS, à sa réunion du 1er avril, le projet de loi électorale élaboré par l'APRONUC. Conformément à l'Accord de Paris, le projet traite expressément des questions qui, en vertu de la section D de l'annexe 1 dudit accord, doivent être régies par la loi.

16. Le 6 avril, les membres du CNS ont examiné le projet et fait des observations auxquelles mon représentant spécial a répondu par écrit le 13 avril 1992. De nouvelles observations ont été faites lors de la 2e séance du CNS, le 20 avril 1992. Ce processus de consultation sera achevé dès que possible, et le projet de loi sera alors promulgué par l'APRONUC conformément à l'alinéa *a* du paragraphe 3 de la section D de l'annexe 1 de l'Accord de Paris.

17. Les travaux initiaux de compilation des données socio-démographiques et cartographiques nécessaires pour la planification dans le détail du processus électoral sont actuellement réalisés par le Groupe de planification initiale des élections, qui a été mis en place à la fin de 1991 et qui fait désormais partie intégrante de la composante électorale de l'APRONUC. Le Groupe a maintenant accompli une visite initiale de 19 des 21 provinces du Cambodge, et à la fin du mois d'avril, il aura visité les deux autres provinces (Koh Kong et Kompong Thom).

18. D'ici au 1er mai 1992, 10 coordonnateurs régionaux auront été déployés pour assurer le prolongement de ces activités et commencer à collecter les données nécessaires pour l'inscription des électeurs sur les listes électorales.

19. La planification et la préparation de l'opération d'inscription des électeurs et du scrutin sont également en cours. Toutefois, les achats de gros matériel sont entravés par la nécessité de respecter les règles actuellement en vigueur en la matière, ce qui pourrait retarder de quelques semaines le démarrage de l'opération d'inscription des électeurs.

E. *La composante militaire*

20. A la fin d'avril 1992, les effectifs militaires déployés au Cambodge s'élevaient à 3 694 personnes. Les fonctions de la composante militaire sont récapitulées au paragraphe 54 de mon rapport au Conseil de sécurité sur le plan de mise en œuvre proposé (S/23613). Ses activités à ce jour sont décrites ci-après :

1. *Contrôle du retrait et du non-retour de toutes les catégories de forces étrangères et de leurs armes et équipements*

21. A la date de l'entrée en vigueur de l'Accord, le 23 octobre 1991, toutes les catégories de forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers demeurant au Cambodge, ainsi que leurs armes, munitions et équipements, devaient avoir été retirés. L'APRONUC a à cet égard un double rôle à jouer : mettre en place un certain nombre de postes de contrôle le long des frontières du Cambodge, et notamment assurer la surveillance des eaux côtières et fluviables, et déployer des équipes mobiles d'observateurs militaires chargées d'enquêter sur les allégations concernant la présence de forces étrangères.

22. Il était prévu dans le document S/23613, sous réserve d'évaluations ultérieures, d'établir 24 postes de contrôle et de les répartir comme suit : 7 le long de la frontière avec la Thaïlande, 9 le long de la frontière avec le Viet Nam, 2 le long de la frontière avec la République démocratique populaire lao, 1 aux ports de Kompong Som et de Phnom Penh, et 1 aux aéroports de Phnom Penh, de Battambang, de Siem Reap et de Stung Treng. Il sera néanmoins peut-être nécessaire de modifier soit le nombre total de postes de contrôle à établir soit leur répartition le long des diverses frontières. Cette question sera tranchée une fois que l'opération de reconnaissance de tous les sites proposés actuellement en cours aura été achevée. Dans l'intervalle, trois postes de contrôle ont déjà été établis le long de la frontière avec le Viet Nam. Conformément au plan de mise en œuvre, les observateurs militaires déployés à ces postes seront chargés de contrôler la cessation de toute assistance militaire extérieure aux parties cambodgiennes et le non-retour des forces étrangères.

2. *Supervision du cessez-le-feu et mesures connexes, y compris regroupement, cantonnement, désarmement et démobilisation*

23. Le cessez-le-feu a généralement tenu, sauf dans la province de Kompong Thom, où se trouvent des forces des quatre parties cambodgiennes et où un certain nombre d'accrochages ont eu lieu depuis la mi-janvier 1992. Le 28 février, un hélicoptère de l'APRONUC en mission de reconnaissance dans cette zone a essuyé des tirs et un officier du contingent australien a été blessé. D'après l'enquête menée par l'APRONUC, les responsables de l'incident étaient des membres de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD), ce que celle-ci a démenti.

L'APRONUC a par la suite restauré le cessez-le-feu dans la province de Kompong Thom, et 200 soldats de l'ONU ont été déployés dans la ville de Kompong Thom pour vérifier le respect du cessez-le-feu pendant le retrait des forces adverses. Depuis lors, la situation est dans l'ensemble demeurée calme. La présence de l'ONU dans cette province a été renforcée, et les effectifs militaires s'élèvent désormais au total à 244 personnes.

24. Des progrès ont également été accomplis dans la mise en place de zones de regroupement et de cantonnement. Cinquante-deux cantonnements au total étaient prévus dans le document S/23613, mais à l'issue de pourparlers avec les parties cambodgiennes, il a été décidé d'en établir 55 répartis comme suit :

— 33 pour les Forces armées populaires cambodgiennes;

— 14 pour l'Armée nationale du Kampuchea démocratique;

— 5 pour les Forces armées nationales de libération du peuple khmer;

— 3 pour l'Armée nationale du Kampuchea indépendant.

Le Parti du Kampuchea démocratique a commencé à lever certaines des restrictions qu'il imposait à la liberté de mouvement de l'APRONUC dans les zones sous son contrôle. On ne sait néanmoins pas encore très bien si l'APRONUC disposera de l'entière liberté de mouvement dont elle a besoin dans ces zones pour reconnaître et identifier des zones de regroupement et de cantonnement.

3. *Opérations de déminage*

25. Ainsi qu'il est dit dans le document S/23613, « l'ampleur du problème des mines au Cambodge suppose que des opérations de déminage importantes et intenses soient entreprises dès le début, pour faciliter le déploiement de l'APRONUC et ses diverses activités » (par. 80). Il convient de souligner que la présence de très nombreuses mines non explosées au Cambodge continuera de poser un problème pendant bien des années encore et que, de plus en plus, il appartiendra aux Cambodgiens eux-mêmes d'y faire face.

26. Cela étant,le Conseil national suprême a accepté, à sa réunion du 20 avril 1992, la création d'un centre cambodgien de déminage, placé sous la présidence du prince Norodom Sihanouk, et la vice-présidence de mon représentant spécial. Ce centre entreprendra notamment des programmes à long terme de sensibilisation à la présence de mines, de marquage des mines et de déminage. Il sera géré par un conseil d'administration de 10 membres, qui a été constitué à la fin d'avril 1992; il sera composé de cinq membres cambodgiens nommés par le prince Norodom Sihanouk, et de cinq membres nommés par mon représentant spécial.

27. Par ailleurs, l'APRONUC a déployé dans le nord-ouest du Cambodge six équipes de formation au déminage et quatre autres équipes se préparent à commencer la formation. Des Cambodgiens formés par ces équipes ont déjà commencé les opérations de déminage et on estime que 5 000 Cambodgiens auront reçu une formation à la fin de l'année. Conformément au plan de mise en œuvre, beaucoup d'entre eux seront d'anciens soldats des quatre parties cambodgiennes. La formation et le déploiement de ces soldats démobilisés seront un élément important du relèvement et de la création d'emplois ainsi que de la prévention du banditisme.

28. Il est devenu manifeste que l'ONU devra rémunérer et équiper ce personnel de déminage nouvellement formé. Des fonds seront nécessaires non seulement pour les salaires, mais aussi pour l'indemnisation des familles en cas de mort ou d'invalidité.

4. *Autres activités*

29. En outre, la composante militaire de l'APRONUC a aidé à assurer la sécurité lors du rapatriement de réfugiés des camps de la frontière thaïlandaise, en escortant les convois et en maintenant une présence dans les différents centres d'accueil. Cette fonction devrait devenir moins nécessaire à mesure que le déploiement des éléments militaires et de police de l'APRONUC progressera.

30. La réfection des routes et des ponts dans les provinces du nord-ouest a bien commencé, les priorités étant fonction de la nécessité d'assurer l'accès de toutes les composantes de l'APRONUC pendant toute la saison des pluies, qui est imminente. Les travaux ont commencé dans l'autre secteur hautement prioritaire, à savoir l'aménagement des aéroports de Phnom Penh et des provinces du centre et du nord pour qu'ils servent à l'APRONUC.

F. *Administration civile*

31. L'article 6 de l'Accord contient les dispositions générales régissant le mandat de l'APRONUC dans le domaine de l'administration civile. Selon cet article, l'objectif est « d'assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections générales libres et équitables ». Le cadre spécifique dans lequel l'APRONUC doit s'acquitter de ce mandat est défini dans la section B de l'annexe 1 à l'Accord.

32. La composante administration civile a pris contact avec les autorités administratives existantes en vue de préparer les fonctions de contrôle prévues à l'article 6 de l'Accord et à la section B de l'annexe 1 et pour déterminer quelles autres institutions devraient être placées sous la supervision ou le contrôle de l'APRONUC.

33. Le recrutement du personnel requis a commencé mais il progresse assez lentement, étant donné le haut niveau de spécialisation des tâches à accomplir. En attendant, le CNS a approuvé pour l'essentiel les procédures relatives à l'exercice du droit de réunion et de la liberté d'association, formulées par la composante administration civile et proposées au Conseil par le Représentant spécial.

34. Le contrôle des institutions, organismes et services administratifs s'occupant des médias cambodgiens a commencé à la fin du mois d'avril, lorsque les moyens techniques permettant de surveiller la radio et la télévision cambodgiennes ont été en place. Les moyens de surveiller les autres médias cambodgiens devraient être disponibles en juin. En attendant, l'APRONUC prévoit de créer au mois de mai, sous sa présidence et avec la participation des groupes politiques cambodgiens, un comité des médias cambodgiens. En mai également, l'Autorité compte promulguer un code de conduite des médias, pour assurer que la liberté de la presse et l'accès aux médias sont pleinement respectés au Cambodge et qu'il n'y a pas d'abus.

G. *Police*

35. A la fin avril, 193 contrôleurs de police civile étaient arrivés au Cambodge et, conformément aux recommandations contenues dans mon plan de mise en œuvre (S/23613), ils ont été déployés en priorité à Sisophon et Battambang, où l'on réinstalle des Cambodgiens réfugiés et déplacés. Ils continueront d'être déployés en consultation avec le Haut Commissariat des Nations Unis pour les réfugiés (HCR), en fonction des progrès du processus de rapatriement. En outre, des contrôleurs de police civile ont été affectés aux trois points de contrôle frontaliers créés par la composante militaire de l'APRONUC (voir par. 22 ci-dessus), et les autres ont été déployés dans la région de Phnom Penh. Le déploiement pourra se poursuivre dès que l'appui logistique nécessaire sera assuré.

36. Comme indiqué au paragraphe 113 du document S/23613, un certain nombre de facteurs pourraient influer sur les conditions de sécurité précaires au Cambodge pendant la période de transition. La présence de moniteurs de police civile de l'ONU devrait cependant contribuer à stabiliser la situation. A ce jour, les Etats Membres ont accepté de fournir au total 1 903 contrôleurs de police. J'espère vivement qu'avec la coopération des Etats Membres, il sera possible d'obtenir tout l'effectif prévu pour la composante de police — 3 600 personnes — étant donné le rôle crucial qui incombe à celle-ci en vue de la création d'un climat propice à la tenue d'élections libres et régulières.

H. *Rapatriement*

37. Comme on l'a indiqué plus haut, le rapatriement a débuté le 30 mars 1992, lors du retour au Cambodge de 526 hommes, femmes et enfants. Le prince Norodom Sihanouk, mon représentant spécial et des fonctionnaires du HCR, qui organise l'opération, se trouvaient au centre d'accueil de Sisophon, dans le nord-ouest du Cambodge, pour souhaiter la bienvenue aux intéressés.

38. Pendant les dix premiers jours d'avril, le rapatriement s'est poursuivi à un rythme ralenti, de façon que l'efficacité des arrangements logistiques et la capacité d'absorption du Cambodge puissent être évalués. Après une brève interruption lors du nouvel an cambodgien, les opérations de rapatriement ont repris le 21 avril 1992, et le nombre des arrivées ira en augmentant. A la fin d'avril, 5 763 personnes étaient rentrées.

39. La pénurie de terrains non minés pouvant être attribués aux rapatriés, la surpopulation dans les zones urbaines, une situation sanitaire laissant généralement à désirer et les retards qu'entraînera vraisemblablement l'arrivée de la saison des pluies donnent cependant à craindre qu'un certain nombre de réfugiés et de personnes déplacées ne pourront regagner leurs foyers à temps pour prendre part au processus électoral. Etant donné, comme on le constate au paragraphe 149 du document S/23613, que « le déroulement comme l'intégrité du processus électoral sont liés au rapatriement préalable des réfugiés et personnes déplacées cambodgiens », il est clair que la plus grande souplesse s'imposera dans la recherche de modalités viables de réintégration si les réfugiés et les personnes déplacées doivent rentrer à temps pour se faire inscrire sur les listes électorales. On s'emploie dès à présent à élargir le champ géographique des possibilités de réinstallation dans le secteur agricole et à diversifier les autres solutions offertes aux rapatriés.

I. *Relèvement*

40. Les Accords de Paris comprennent une Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, ainsi que des principes directeurs concernant la reprise de l'assistance internationale à l'appui du processus de paix et de mise en place d'un gouvernement démocratique.

41. Le 20 avril 1992, à Phnom Penh, j'ai officiellement lancé un appel à la communauté internationale des donateurs pour que 593 millions de dollars soient versés en faveur du Cambodge. Ces fonds doivent permettre d'assurer l'approvisionnement en denrées alimentaires, la prestation de services de santé, la construction de logements, l'organisation d'activités d'enseignement et de formation et la remise en état de l'infrastructure, des équipements collectifs et des institutions clefs du pays qui sont nécessaires pour mettre en train le processus de relève au cours de la période de transition. Il faudra également financer le rapatriement des réfugiés se trouvant en Thaïlande, au titre duquel un appel visant à recueillir 116 millions de dollars a précédemment été lancé.

42. Les ressources nécessaires pour la période de relève comprennent 81 millions de dollars pour la réinstallation et la réintégration des réfugiés rapatriés et des personnes déplacées à l'intérieur du pays et soldats démobilisés. Dans la catégorie des services essentiels, 44 millions de dollars sont nécessaires au titre de la sécurité alimentaire et des besoins en semences, animaux de trait et matériel agricole, 40 millions au titre de la santé, de la nutrition, de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement et 33 millions au titre de l'enseignement et de la formation. Il faudra en outre 150 millions de dollars pour remettre en état les équipements collectifs, routes, ports, voies ferrées et autres infrastructures. En vue, en-

fin, d'éviter une inflation galopante et la désintégration de la fonction publique, une aide en nature et un appui à la balance des paiements d'un montant total de 111 millions de dollars sont demandés pour aider à stabiliser la situation économique et sociale du pays.

43. Afin d'amplifier le rôle de coordination des activités de relève revenant au CNS, un comité consultatif technique sur la relève a été établi. Organismes coopérants et donateurs bilatéraux seront encouragés à adresser leurs propositions à ce comité, qui fera des recommandations au Conseil plénier.

J. *Information*

44. Pour ce qui a trait à la diffusion de l'information, l'APRONUC commencera à publier un bulletin en mai et aura accès aux installations de radiotransmission existant en Asie du Sud-Est, qui lui permettront de diffuser des programmes d'information et d'enseignement. On continuera parallèlement de s'attacher à déterminer les meilleurs moyens de diffuser le message de l'APRONUC à l'ensemble de la population cambodgienne et de faire en sorte que le public soit pleinement informé de ses droits et responsabilités touchant les droits de l'homme et le processus électoral. Les programmes radiodiffusés seront produits par le service d'information de l'APRONUC, en coopération avec d'autres unités intéressées de l'Autorité.

45. Le recrutement du personnel des services d'information de l'APRONUC a commencé et l'on compte qu'il s'accélérera de façon marquée à compter de la fin d'avril.

II. Conclusions

46. Ce premier rapport offre l'occasion de constater que l'APRONUC a commencé de s'établir sur les plans tant politique que militaire au Cambodge. Les activités de la mission progressent à des rythmes divers et des succès ont été enregistrés par chacune des composantes. Lors de ma visite au Cambodge, j'ai été impressionné par le haut niveau et l'efficacité des troupes qui se trouvaient déjà dans le pays. Je tiens à ce sujet à exprimer ma gratitude aux gouvernements qui ont fourni des contingents avec une telle célérité. En même temps, difficultés et retards ont entravé le déploiement de l'APRONUC qui, s'il n'y est pas porté remède, pourraient avoir un effet préjudiciable sur le déroulement de l'opération.

47. Depuis l'arrivée au Cambodge de mon représentant spécial le 15 mars 1992, tous les fonctionnaires supérieurs de l'APRONUC ont pris leurs fonctions. La lenteur du recrutement et du déploiement du personnel civil aux deuxième et troisième échelons, s'agissant en particulier de l'administration civile, pourrait cependant empêcher l'APRONUC d'exercer comme il convient la supervision et le contrôle voulus. On notera, en tout état de cause, que le recrutement a maintenant pris un rythme plus rapide.

48. L'arrivée plus lente qu'on ne le prévoyait des contingents militaires, de même que les difficultés considérables auxquelles il a fallu faire face pour réunir le matériel qui leur est nécessaire et en assurer l'acheminement, pourraient également empêcher l'APRONUC de tenir le calendrier serré de ses opérations. Pareil contretemps serait d'autant plus regrettable que des progrès considérables ont été faits s'agissant d'obtenir la coopération des parties.

49. Tout est mis en œuvre pour surmonter les difficultés mentionnées plus haut et faire en sorte que l'APRONUC puisse s'acquitter de ses tâches complexes dans les délais prévus aux termes du plan de mise en œuvre. Je n'en tiens pas moins à faire observer que les impératifs auxquels doit répondre l'organisation d'opérations complexes et de grande ampleur telles que l'APRONUC donnent à penser qu'il y aurait peut-être lieu de réexaminer la manière dont les règles de gestion administrative et financière actuellement en vigueur à l'ONU sont appliquées à ces opérations.

Document 34

Note verbale datée du 10 juin 1992, adressée par le Viet Nam, transmettant deux notes datées du 30 mai 1992 et adressées à l'APRONUC par le Ministère vietnamien des affaires étrangères

S/24082, 10 juin 1992

Le Représentant permanent de la République socialiste du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et a l'honneur de lui demander de faire distribuer comme document du Conseil de sécurité deux notes datées du 30 mai 1992 et adressées à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam.

Le texte intégral des deux notes figure ci-joint.

Annexe I

Note verbale datée du 30 mai 1992, adressée à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge par le Ministère des affaires étrangères du Viet Nam

Le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam présente ses compliments à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

Dès 1982, le Viet Nam avait commencé à retirer du Cambodge une partie des volontaires de son armée; à la date du 26 septembre 1989, le retrait de la totalité des volontaires, des armes et de l'équipement militaire vietnamiens hors du Cambodge était terminé. Depuis cette date, le Viet Nam n'a plus eu de forces militaires, d'armes ni d'équipement militaire sur le territoire cambodgien, et il n'a pas non plus réintroduit de forces, d'armes ou d'équipement militaire, sous quelque forme que ce soit, au Cambodge.

Cet acte de bonne volonté de la part du Viet Nam a contribué de façon importante à rendre possible la signature à Paris, le 23 octobre 1991, de l'Accord international sur un règlement politique global du conflit cambodgien.

Lors de la réunion du Comité de coordination de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge qui s'est tenue le 21 octobre 1991, M. Rafeeuddin Ahmed, secrétaire général adjoint à l'Organisation des Nations Unies, a expliqué que l'article VI de l'Annexe 2 de l'Accord, qui a trait aux renseignements qui doivent être fournis à l'APRONUC, ne concerne que les forces étrangères présentes au Cambodge au moment de la signature de cet accord, ce que le Coprésident de la Conférence internationale sur le Cambodge, M. Roland Dumas, ministre français des affaires étrangères, a réaffirmé lui aussi dans son discours de clôture. En conséquence, l'article VI de l'Annexe 2 de l'Accord ne s'applique pas au Viet Nam.

Le Ministère des affaires étangères de la République socialiste du Viet Nam tient à informer l'APRONUC de ces faits afin que l'Autorité puisse compléter ses documents en vue de l'entrée en vigueur de la deuxième phase du cessez-le-feu.

Le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam saisit cette occasion pour rejeter une nouvelle fois énergiquement toutes les allégations faisant état de la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge, allégations qui ont pour but de masquer les tentatives faites pour saboter l'application de l'Accord de Paris.

Annexe II

Note verbale datée du 30 mai 1992, adressée à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge par le Ministère des affaires étrangères du Viet Nam

Le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam présente ses compliments à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et a l'honneur de lui faire savoir ce qui suit :

En ce qui concerne l'application du paragraphe 2, *b* de l'article VII de l'Annexe 2 de l'Accord sur un règlement politique global du conflit cambodgien, signé à Paris le 23 octobre 1991, le Viet Nam, en tant que signataire de cet accord et en tant que pays voisin limitrophe du Cambodge, souhaite réaffirmer que :

Le Viet Nam a cessé son assistance militaire au Cambodge depuis septembre 1989 et n'a permis à aucun pays d'utiliser son territoire pour fournir une assistance militaire aux Parties cambodgiennes.

Il n'y a sur le territoire vietnamien aucune force, arme, munition, ni aucun équipement militaire de l'une quelconque des Parties cambodgiennes.

Document 35

Rapport spécial du Secrétaire général sur l'APRONUC et la deuxième phase du cessez-le-feu

S/24090, 12 juin 1992

1. Dans mon premier rapport sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), en date du 1er mai 1992 (S/23870), je déclarais que, sous la direction de mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, l'APRONUC avait pris un bon départ au Cambodge. Je mentionnais notamment le fait que le cessez-le-feu avait été rétabli dans la province de Kompong Thom, où avaient eu lieu récemment des affrontements armés, et que la partie du Kampuchea démocratique avait commencé à lever certaines des restrictions qu'il imposait à la liberté de mouvement de l'APRONUC dans les zones sous son contrôle. J'ajoutais, cependant, qu'on ne savait néanmoins pas encore très bien si l'APRONUC disposerait de l'entière liberté de mouvement dont elle avait besoin dans ces zones pour reconnaître toutes les zones retenues pour le regroupement et le cantonnement des forces de la partie du Kampuchea démocratique, l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD).

2. Par la suite, le 9 mai, le commandant de la composante militaire de l'APRONUC, le général de corps d'armée John Sanderson, a annoncé que la deuxième phase du cessez-le-feu entrerait en vigueur le 13 juin 1992

à 8 heures. Le général Sanderson a fait cette déclaration après avoir consulté les quatre parties cambodgiennes et après avoir obtenu de chacune d'elles l'assurance qu'elle :

a) Accorderait la liberté de mouvement au personnel, aux véhicules et aux aéronefs de l'APRONUC;

b) Marquerait les champs de mines dans les zones sous son contrôle;

c) Communiquerait à l'APRONUC, au plus tard le 20 mai 1992, des informations sur ses effectifs, armes, munitions et matériel;

d) Adhérerait aux Accords de Paris (S/23177, annexe), et en particulier :

i) N'entraverait pas le mouvement des forces se dirigeant vers les zones de regroupement et de cantonnement;

ii) Informerait ses forces du plan de regroupement et de cantonnement et des dates et heures qui y sont précisées.

3. Toutefois, au cours des jours qui ont suivi l'annonce faite par le général Sanderson, il est devenu de plus en plus évident que la partie du Kampuchea démocratique ne prenait pas les mesures nécessaires pour lui permettre de donner suite aux assurances qu'il avait données. En particulier, il n'a cessé d'entraver la liberté de mouvement de l'APRONUC, gênant notamment le déploiement du bataillon néerlandais dans les zones contrôlées par l'ANKD. Lors de la réunion du Conseil national suprême (CNS) du Cambodge, tenue le 26 mai 1992, mon représentant spécial a de nouveau souligné combien il importait que toutes les parties cambodgiennes s'acquittent scrupuleusement de leurs obligations, telles qu'elles étaient définies dans les Accords de Paris, afin de permettre le bon déroulement de la deuxième phase. Il a invité les quatre parties, et en particulier la partiedu Kampuchea démocratique, à montrer qu'elles étaient prêtes à mettre en œuvre la deuxième phase en prenant les mesures suivantes :

a) N'imposer aucune restriction à l'entière liberté de mouvement de l'APRONUC dans les zones sous leur contrôle;

b) S'abstenir de toute nouvelle violation du cessez-le-feu dans les provinces de Kompong Thom et de Kompong Cham ou ailleurs;

c) Marquer les champs de mines comme elles sont tenues de le faire et ne poser aucune nouvelle mine;

d) Abandonner leurs positions agressives dans la province de Kampot;

e) Coopérer pleinement avec l'APRONUC pour reconnaître les sites de cantonnement restants;

f) Fournir sur-le-champ des informations détaillées sur les effectifs, les armes et les munitions devant être regroupés et cantonnés;

g) S'abstenir de diffuser dans leurs émissions radiophoniques des informations fausses sur les activités et les intentions de l'APRONUC;

h) Etablir à la demande de l'APRONUC des relations appropriées entre commandants;

i) Faire savoir à leurs forces, à l'aide de tous les moyens de communication possibles, que la deuxième phase commencera à 8 heures le 13 juin, et leur dire ce qu'il faut faire pour répondre aux exigences de la situation;

j) Veiller à ce que toutes leurs forces restent sur leurs positions actuelles en attendant de se diriger vers les zones de regroupement désignées;

k) Prendre les dispositions nécessaires pour que toutes leurs forces, munies de leurs armes, munitions et équipements, se présentent dans les zones de regroupement avant le 27 juin, c'est-à-dire dans les deux semaines suivant le début de la deuxième phase;

l) Procéder ensuite à la démobilisation progressive et équilibrée d'au moins 70 % de leurs effectifs.

M. Akashi a demandé aux représentants des parties de fournir à la prochaine réunion du CNS, le 5 juin, sinon avant, des assurances quant à leur respect rigoureux des dispositions des Accords de Paris relatives à la deuxième phase du cessez-le-feu, ainsi que des renseignements détaillés sur les mesures prises pour appliquer les 12 points.

4. La réponse de la partie du Kampuchea démocratique à cet appel n'a pas été rassurante. En particulier, lors d'un incident qui s'est déroulé le 30 mai 1992, alors que mon représentant spécial, le Commandant de la Force et d'autres hauts fonctionnaires de l'APRONUC s'étaient rendus à Pailin, dans l'ouest du pays, des soldats de l'ANKD les ont empêchés d'aller de Pailin à la frontière thaïlandaise. Le 3 juin, j'ai adressé un appel personnel à S. E. M. Khieu Samphan, membre du CNS, en lui demandant instamment que la partie du Kampuchea démocratique prenne les mesures nécessaires pour permettre à l'APRONUC de commencer à mettre en œuvre la deuxième phase le 13 juin. J'ai bien entendu informé S. A. R. le prince Norodom Sihanouk de cette démarche. Une réponse de M. Khieu Samphan a été reçue le 5 juin, mais elle ne contenait pas, à mon regret, les assurances demandées à la partie du Kampuchea démocratique.

5. A la réunion du CNS tenue le 5 juin 1992, mon représentant spécial a de nouveau demandé aux parties, dans les termes les plus pressants, de se conformer pleinement aux dispositions des Accords de Paris et de lui faire connaître les mesures qu'elles avaient prises pour appliquer les 12 points. Des réponses positives étaient attendues de trois des parties, mais la partie du Kampuchea démocratique n'a pas fourni les renseignements demandés.

6. Le 9 juin, mon représentant spécial a reçu une lettre de la partie du Kampuchea démocratique déclarant que celui-ci n'était pas en mesure de permettre aux forces de l'APRONUC de se déployer dans les zones qu'il contrôlait.

7. A la dernière réunion du Conseil national suprême, le 10 juin 1992, mon représentant spécial a réaffirmé la nécessité pour les parties de se conformer aux

obligations qu'elles avaient acceptées lorsqu'elles ont signé les Accords de Paris. Il a également rappelé l'importance que la communauté internationale attachait à ces accords et à leur application intégrale et rigoureuse et souligné l'importance des ressources que fournit cette communauté en vue du rétablissement de la paix et de la stabilité au Cambodge. Il a engagé une fois de plus la partie du Kampuchea démocratique à s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent aux termes des Accords de Paris, à respecter les 12 points qu'il a énumérés lors de la réunion tenue le 26 mai par le CNS et d'aborder la deuxième phase du cessez-le-feu le 13 juin, comme convenu. Une fois de plus, le représentant de la partie du Kampuchea démocratique n'a pas réagi de façon positive.

8. J'ai profité de la présence à Rio de Janeiro de nombreux dirigeants mondiaux qui assistent à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement pour faire part à un certain nombre d'entre eux de ma profonde préoccupation du fait des problèmes qui ont surgi au sujet de l'exécution de la deuxième phase du cessez-le-feu et je leur ai demandé d'appuyer les efforts que je fais pour obtenir que le calendrier soit strictement respecté par toutes les parties cambodgiennes.

9. La mise en œuvre des Accords de Paris est donc entrée dans une phase critique. J'estime qu'il est nécessaire de porter ce fait à l'attention du Conseil de sécurité pour qu'il puisse envisager l'adoption de mesures appropriées pour faire en sorte que l'APRONUC bénéficie de la coopération nécessaire, et en particulier pour que le calendrier de mise en œuvre soit respecté.

10. On ne saurait trop souligner la nécessité cruciale de commencer la deuxième phase le 13 juin, comme cela a été annoncé. Cela est vital pour permettre que les différents processus étroitement liés entre eux — cantonnement, désarmement et démobilisation, rapatriement et élections — se déroulent selon le calendrier envisagé dans le plan de mise en œuvre (S/23613) et que des élections libres et équitables aient lieu aux dates prévues, en avril/mai 1993. A cette fin, tous les efforts possibles ont été faits pour surmonter les principales difficultés logistiques et déployer le plus gros de la composante militaire de l'APRONUC au Cambodge avant le 13 juin. Au 12 juin, plus de 10 000 hommes de troupe étaient arrivés au Cambodge, 1 000 hommes supplémentaires devaient arriver avant le 13 juin, et de nouveaux effectifs étaient attendus d'ici la fin du mois de juin.

11. Toutefois, la possibilité pour l'APRONUC de respecter le calendrier fixé est gravement compromise par l'absence de coopération de la part de la partie du Kampuchea démocratique. Deux des autres parties ont fourni en temps voulu, comme elles y étaient invitées, des indications chiffrées sur leurs effectifs, armes, munitions et équipements, aux fins du processus de cantonnement, et la troisième a fait un effort de bonne foi pour s'acquitter de manière substantielle de ses obligations à cet égard. En revanche, la partie du Kampuchea démocratique n'a pas communiqué à l'APRONUC les informations demandées. L'ANKD a en outre continué de refuser à l'APRONUC le plein accès et la liberté de mouvement nécessaires, ce qui a empêchée celle-ci d'opérer la reconnaissance de 6 des 16 zones de cantonnement envisagées pour l'ANKD. De plus, elle n'a pas procédé au marquage des champs de mines dans des zones placées sous son contrôle et elle a posé de nouvelles mines dans certaines zones. L'APRONUC pense que l'ANKD est responsable d'un grand nombre des violations du cessez-le-feu qui ont continué de se produire dans les provinces de Kompong Thom, Kompong Cham et ailleurs.

12. La raison que la partie du Kampuchea démocratique a invoquée pour n'avoir pas satisfait aux conditions fixées par l'APRONUC est que du personnel militaire étranger demeure au Cambodge et que jusqu'à ce que le retrait et le non-retour en aient été vérifiés par l'Autorité, il ne saurait se conformer aux obligations susmentionnées sans compromettre sa propre sécurité. Bien qu'elle rejette fermement cette assertion, l'APRONUC a pris un certain nombre de dispositions ayant pour objet d'aider à dissiper toutes préoccupations légitimes touchant la sécurité. Agissant plus rapidement que l'Accord ne l'exigeait, elle a établi 10 points de contrôle sur la frontière entre le Cambodge et le Viet Nam, soit un de plus qu'il n'en était prévu dans le plan de mise en œuvre. Elle a invité les représentants des quatre parties à participer à la tenue des points de contrôle. Le 30 mai, elle a déployé des équipes militaires mobiles habilitées à enquêter sur les plaintes relatives à des violations éventuelles des dispositions de l'annexe 2 aux Accords de Paris, touchant notamment la présence de forces étrangères, et elle a invité les parties à lui faire connaître les doléances qu'elles pourraient avoir à formuler à ce sujet. Le 1er juin, la partie du Kampuchea démocratique a présenté par écrit une liste de plaintes concernant la présence de forces étrangères au Cambodge. Conformément au paragraphe 2 de l'article VI de l'annexe 2 aux Accords de Paris, l'APRONUC a demandé à la partie du Kampuchea démocratique de mettre à la disposition de ses enquêteurs le personnel nécessaire pour les accompagner. Le Parti n'a pas encore donné suite à cette demande.

13. Les réunions que le Conseil national suprême a tenues les 5 et 10 juin 1992 n'ayant pas donné les résultats souhaités, la question s'est posée de savoir si le 13 juin devrait être maintenu comme date de lancement de la deuxième phase du cessez-le-feu, vu que celui-ci est étroitement subordonné à la coopération de toutes les parties, sans laquelle il ne saurait être maintenu bien longtemps. Ayant examiné la question avec soin, je suis parvenu à la conclusion que la deuxième phase du cessez-le-feu devra débuter le 13 juin, comme prévu. Tout retard important dans la mise en application des aspects militaires du plan se traduirait par une perte de l'élan acquis au prix de tant d'efforts ces dernières semaines, et compromettrait la capacité de l'APRONUC à organiser et conduire les élections en avril ou mai 1993. Mon représentant spécial consulte donc les trois parties qui se sont déclarées disposées à commencer de regrouper et cantonner leurs forces, afin de s'assurer que ce processus sera

mené de façon que tout désavantage militaire qui en résulterait pour elles vis-à-vis de la quatrième partie soit minimal.

14. Il ne peut cependant s'agir là que d'une solution à court terme, et il importe au plus haut point que tout soit fait maintenant pour convaincre la partie du Kampuchea démocratique de collaborer de bonne foi avec les autres parties à la mise en œuvre du règlement politique global auquel la communauté internationale a consacré tant d'efforts diplomatiques et de ressources humaines et matérielles. Le Conseil de sécurité voudra peut-être s'interroger lui-même sur ce qu'il pourrait faire pour contribuer à la réalisation de cet objectif.

Document 36

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant les difficultés qu'a l'APRONUC à mettre en œuvre les Accords de Paris

S/24091, 12 juin 1992

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général (S/24090), le Conseil de sécurité est profondément préoccupé par les difficultés que rencontre l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) dans la mise en œuvre des Accords de Paris[1], à la veille du passage à la seconde phase du cessez-le-feu. En particulier, il note que durant la réunion du Conseil national suprême du 10 juin 1992, une partie n'a pas été en mesure d'autoriser le nécessaire déploiement de l'APRONUC dans les zones se trouvant sous son contrôle. Il estime que tout retard pourrait mettre en danger l'ensemble du processus de paix que toutes les parties cambodgiennes ont agréé, sous les auspices des Nations Unies et de la Conférence de Paris.

Le Conseil réaffirme l'importance de la pleine mise en œuvre des Accords de Paris conforme au calendrier prévu. Le Conseil félicite le Représentant spécial du Secrétaire général et l'APRONUC pour leurs efforts à cet égard. Il réaffirme que le Conseil national suprême, sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, est l'organe légitime unique et source de l'autorité qui incarne, tout au long de la période de transition, la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge. A cet égard, le chapitre III de la partie I des Accords de Paris devrait être mis en œuvre aussitôt que possible.

Le Conseil souligne qu'il est nécessaire que la seconde phase des arrangements militaires commence le 13 juin 1992, comme il a été décidé conformément aux Accords. Dans ce contexte, le Conseil demande instamment au Secrétaire général d'accélérer le plein déploiement de la force de maintien de la paix que constitue l'APRONUC au Cambodge et à l'intérieur du pays.

Le Conseil demande à toutes les parties de se conformer strictement aux engagements qu'elles ont acceptés, y compris la coopération avec l'APRONUC. Il demande spécifiquement à toutes les parties de répondre affirmativement aux récentes exigences de coopération dans la mise en œuvre des Accords qui leur ont été présentées par l'APRONUC.

[1] S/23177, annexe.

Document 37

Lettre datée du 24 juin 1992, adressée par le Japon, transmettant la Déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge et la Déclaration de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, publiées à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, le 22 juin 1992

A/47/285-S/24183, 25 juin 1992

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge (annexe I) et de la Déclaration de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (annexe II), publiées à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, le 22 juin 1992.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme do-

cument de l'Assemblée générale, au titre du point 126 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies,
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

(*Signé*) Yoshio HATANO

Annexe I

Déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge, publiée à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge le 22 juin 1992

Nous, les représentants des pays ci-après : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brunéi Darussalam, Cambodge, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande et Viet Nam ainsi que de la Communauté européenne et le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour le Cambodge,

Réunis les 20 et 22 juin 1992 pour la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, accueillie par le Gouvernement japonais et coprésidée par celui-ci et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD),

Avons adopté la déclaration suivante :

1. Nous avons échangé des vues sur l'application des Accords de Paris (« les Accords ») et en avons évalué l'état d'avancement.

Nous constatons que, malgré toutes les difficultés rencontrées, des progrès substantiels ont été réalisés dans la mise en œuvre des Accords. A cet égard, nous rendons hommage au rôle éminent joué par Son Altesse Royale le prince Norodom Sihanouk en tant que président du Conseil national suprême du Cambodge (CNS) et nous saluons les efforts déployés par M. Yasushi Akashi, représentant permanent du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour le Cambodge et chef de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), et par son personnel.

2. Nous soulignons qu'il est impératif que les parties cambodgiennes réaffirment leur attachement au cessez-le-feu et aux mesures connexes en vertu des Accords et nous engageons toutes les parties cambodgiennes en cause de ne pas engager d'hostilités et de résoudre tout différend par des moyens pacifiques, en bonne foi et dans un esprit de coopération.

3. Nous nous félicitons de l'adhésion du CNS, signée par toutes ses composantes, au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et nous réaffirmons qu'il est important d'assurer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales au Cambodge.

4. *a*) Nous réaffirmons qu'il est vital que des élections libres et régulières aient lieu, comme prévu, au printemps de 1993, et nous nous félicitons des progrès réalisés par l'APRONUC, en coopération avec le CNS, dans l'élaboration d'une nouvelle loi électorale et dans l'adoption de toutes les autres mesures nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières;

b) Nous soulignons l'importance du rapatriement et de la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens en particulier dans le contexte des élections prévues pour le printemps prochain. A cet égard, nous notons avec satisfaction les efforts déployés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) en tant qu'organisme chef de file, en étroite coopération avec d'autres organisations internationales, les pays en cause et les organisations non gouvernementales compétentes en vue du rapatriement et de la réinstallation des réfugiés et des personnes déplacées cambodgiens. Nous sommes conscients que ces opérations se déroulent dans des circonstances extrêmement difficiles et nous nous engageons à continuer à appuyer les efforts déployés;

5. *a*) Ayant à l'esprit la déclaration faite le 12 juin 1992 par le Président du Conseil de sécurité de l'ONU, nous soulignons qu'il est important que les Accords soient pleinement mis en œuvre selon le calendrier prévu et que tous les signataires doivent se conformer aux dispositions des Accords pour permettre à l'APRONUC d'exercer, en consultation avec le CNS, tous les pouvoirs que lui confèrent les Accords, compte tenu des mécanismes et des calendriers qui y sont définis;

b) Nous notons avec satisfaction que la deuxième phase du cessez-le-feu a commencé le 13 juin. Nous exprimons cependant notre profonde préoccupation devant les difficultés que rencontre l'APRONUC dans la mise en œuvre des Accords, s'agissant en particulier du refus de l'une des parties avant et depuis le commencement de la deuxième phase du cessez-le-feu, d'autoriser le nécessaire déploiement de l'APRONUC dans les zones se trouvant sous son contrôle. Nous engageons cette partie à coopérer avec l'APRONUC à la mise en œuvre intégrale, selon le calendrier prévu, de la deuxième phase du cessez-le-feu et à s'acquitter sans délai des obligations qui lui incombent en vertu des Accords;

c) Nous soulignons que le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies doit accélérer le plein déploiement de la Force de maintien de la paix que constitue l'APRONUC au Cambodge et à l'intérieur du pays.

6. Il est important que l'APRONUC s'acquitte de son mandat aux termes des articles 6 et 7 de l'Accord pour un règlement politique du conflit du Cambodge et des sections A et B, notamment de l'annexe I à cet accord, en vue de créer un climat politique neutre.

A cette fin, nous prions instamment le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de recruter et déployer au Cambodge aussi rapidement que possible tout le personnel essentiel d'administration civile de l'ONU.

7. Nous réaffirmons que nous apporterons, conformément aux Accords, tout le soutien et la coopération nécessaires pour que l'APRONUC puisse s'acquitter de son mandat et que la deuxième phase se déroule comme prévu. A cet égard, nous soulignons l'importance de contributions financières en temps opportun et de la fourniture de personnel.

8. Nous engageons le Conseil de sécurité, le Secrétaire général de l'ONU et les deux coprésidents de la Conférence de Paris à continuer de suivre attentivement la mise en œuvre des Accords, conformément auxdits Accords.

9. Par la présente déclaration, nous tenons à manifester clairement le plein appui de la communauté internationale au processus de paix et réaffirmer l'importance que nous attachons à sa mise en œuvre rapide et effective.

Annexe II

Déclaration de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, publiée à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge le 22 juin 1992

Nous, les représentants des Etats et entités ci-après : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brunéi Darussalam, Cambodge, Canada, Chine, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Malaisie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, République démocratique populaire lao, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Singapour, Suède, Suisse, Thaïlande, Viet Nam, Communauté européenne, Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Programme alimentaire mondial (PAM), Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI) et Banque asiatique de développement (BAsD),

Réunis les 20 et 22 juin 1992 pour la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, accueillie par le Gouvernement japonais et coprésidée par celui-ci et le PNUD,

Avons adopté la déclaration suivante :

La situation socio-économique au Cambodge

1. Nous sommes conscients que le Cambodge a été dévasté par une guerre de vingt ans, qui a entraîné la destruction de l'infrastructure de base, la dégradation du niveau de vie, l'amenuisement du capital humain et un grave déficit financier. Pour le relèvement et la reconstruction véritable du pays, qui créeraient une stabilité économique et sociale au Cambodge, une assistance extérieure, aussi bien technique que financière est indispensable.

Principes directeurs de l'assistance au Cambodge

2. Il convient, à notre avis, de prendre en considération les points ci-après en entreprenant une assistance au relèvement et à la reconstruction du Cambodge :

a) Le succès de cette assistance dans son ensemble dépend, dans une large mesure, du strict respect des Accords conclus à la Conférence de Paris le 23 octobre 1991;

b) La responsabilité principale du relèvement et de la reconstruction du Cambodge incombe au peuple cambodgien et l'assistance internationale dans ce domaine devrait viser à encourager les efforts d'auto-assistance des Cambodgiens eux-mêmes;

c) L'assistance au relèvement et à la reconstruction devrait être fournie de manière impartiale, dans le plein respect de la souveraineté du Cambodge et bénéficier à toutes les régions du Cambodge et à tous les secteurs de la société et aux couches les plus défavorisées de la population;

d) Pendant la période de transition, ainsi qu'il est indiqué dans les Accords, il faudra non seulement fournir une aide humanitaire d'urgence — y compris le déminage — et une aide au relèvement à effet rapide, mais aussi préparer le terrain pour une assistance à plus long terme répondant aux besoins prioritaires;

e) Les donateurs devraient tenir compte des domaines prioritaires énumérés au paragraphe 10 de la Déclaration de Paris sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (sécurité alimentaire, santé, logement, formation, enseignement, réseau de transport et restauration des installations publiques et de l'infrastructure de base existant au Cambodge) et précisés dans le rapport sur la situation socio-économique et les besoins immédiats du Cambodge, établi conjointement par le PNUD, la Banque mondiale, le FMI et la BAsD à partir des résultats des missions spéciales effectuées par ces quatre organisations et d'autres organismes et l'appel récapitulatif lancé le 20 avril 1992 par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies concernant le relèvement du Cambodge;

f) Dans l'exécution des programmes d'assistance, il faudrait tenir dûment compte d'éventuels effets négatifs sur l'environnement; il faudra aussi envisager des mesures visant à améliorer les conditions sociales et culturelles

du peuple cambodgien, notamment celles des groupes défavorisés, et le rôle des femmes.

Les résultats à ce jour

3. *a*) Nous nous félicitons des contributions substantielles et généreuses annoncées pendant la Conférence sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge. Nous notons que dans l'appel récapitulatif lancé en avril 1992 le Secrétaire général décrivait les besoins les plus pressants à satisfaire pendant la période de relèvement. Les contributions annoncées lors de la Conférence, y compris les dépenses déjà engagées, s'élèvent à 880 millions de dollars des Etats-Unis, notamment pour répondre aux besoins à moyen terme. Ceci démontre clairement la volonté de la communauté internationale d'aider au relèvement du Cambodge. Nous proclamons notre détermination à tenir sans délai les engagements déjà pris et nous espérons sincèrement que le relèvement et la reconstruction du Cambodge se dérouleront de façon satisfaisante et selon le calendrier prévu;

b) Nous attachons un très grand prix au rôle joué par les organisations non gouvernementales, qui ont largement contribué aux activités visant à répondre aux besoins humanitaires au Cambodge et nous formulons l'espoir que l'on continuera à faire appel à leur expérience et à leurs connaissances spécialisées dans le processus de relèvement et de reconstruction.

Mécanisme international d'appui

4. Pendant la période de transition, en matière d'aide internationale, le Cambodge est représenté par le Conseil national suprême du Cambodge (CNS), conformément aux Accords de Paris. Nous nous félicitons de la déclaration faite par l'APRONUC à la réunion que le CNS a tenue le 10 juin 1992, à propos de la procédure d'approbation des projets de relèvement où la nécessité de maintenir le dialogue le plus étroit avec toutes les parties cambodgiennes pour aider à coordonner l'assistance a également été soulignée. Nous encourageons les pays et organismes intéressés à fournir l'information nécessaire au Directeur de l'APRONUC chargé du relèvement à Phnom Penh et à le consulter de manière à ce que l'assistance des organismes bilatéraux et internationaux soit fournie efficacement et sans double emploi pendant la période de transition. Le Directeur suivra la fourniture de cette assistance afin d'informer les donateurs de l'état d'avancement du programme de relèvement.

5. Nous décidons d'établir un organe consultatif dénommé « Comité international pour la reconstruction du Cambodge » (CIRC), qui sera un mécanisme international chargé de coordonner, en consultation avec le Gouvernement cambodgien lorsque celui-ci sera constitué après des élections libres et régulières, l'assistance à moyen et à long terme pour la reconstruction du Cambodge, et dont la structure générale est décrite dans l'appendice à la présente déclaration. Pourront en faire partie les pays et les organisations internationales qui contribuent à la reconstruction à moyen et à long terme du Cambodge, bilatéralement, multilatéralement ou dans le cadre d'arrangements tripartites ou autres. Le CIRC sera présidé par le Japon et se réunira en principe tous les ans, normalement en alternant entre Tokyo et Paris. Il tiendra sa première session au moment voulu avant la tenue des élections dans le pays qui en assurera la présidence.

6. Nous nous félicitons de l'initiative récemment prise par la communauté financière internationale en faveur de l'harmonisation des relations du Cambodge avec les institutions financières internationales.

Nous nous félicitons également de la déclaration faite par le représentant du Cambodge à la Conférence selon laquelle les mesures nécessaires seraient prises pour faciliter la normalisation de ces relations.

Questions relatives au développement futur de l'économie cambodgienne

7. Les institutions financières internationales ont souligné l'importance de réformes axées sur le marché au Cambodge de manière à accroître la production des principaux secteurs de l'économie, qui n'a pas encore retrouvé les niveaux d'il y a près d'un quart de siècle. Il demeure au Cambodge des entraves fondamentales, liées aux institutions et à la politique, à tout progrès économique et il convient de les éliminer rapidement. Nous soulignons notre volonté d'apporter au Cambodge l'assistance voulue, y compris l'assistance technique pendant la période de relèvement ainsi que pendant la phase de reconstruction, par des moyens appropriés susceptibles de promouvoir la capacité du Cambodge de soutenir son développement.

8. Nous espérons qu'avec l'assistance maintenant prévue pour la période de relèvement ainsi que pour la phase de reconstruction, le Cambodge pourra élargir et diversifier son commerce extérieur et ses relations dans le domaine des investissements de façon à pouvoir s'intégrer dans le développement économique dynamique de la région Asie-Pacifique et du monde entier.

Appendice

Structure générale du Comité international pour la reconstruction du Cambodge

1. Le Comité international pour la reconstruction du Cambodge (CIRC) sera un organe consultatif à long terme qui permettra aux donateurs d'échanger des vues et des informations avec les autorités cambodgiennes en vue d'une meilleure coordination de l'assistance internationale à la reconstruction du Cambodge.

2. Le CIRC devra aider le Gouvernement cambodgien qui sera constitué après des élections libres et régulières à exposer ses vues aux donateurs et à lui faciliter la planification en l'informant à l'avance du volume de l'assistance qui sera fournie par les donateurs ainsi que des priorités. Il devra aussi aider les donateurs dans leurs relations de consultation et de conseils en matière de besoins du développement avec les autorités cambodgiennes, afin de leur permettre de fixer le volume et les priorités de leur assistance dans l'intérêt du Cambodge.

3. Un élément important du rôle du CIRC sera de permettre que, pour coordonner l'assistance au Cambodge, on dispose de moyens institutionnels de planification économique et sociale et de gestion d'assistance propres à assurer le succès du programme de reconstruction.

4. Pourront faire partie du CIRC tous les pays et les organisations internationales qui contribuent à la reconstruction à long terme du Cambodge.

5. Une fois constitué, le Gouvernement cambodgien sera représenté à toutes les réunions du CIRC.

6. Pendant la période de transition, le Cambodge sera représenté par une délégation du Conseil national suprême du Cambodge. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour le Cambodge sera également représenté.

7. Les représentants d'organisations non gouvernementales actives au Cambodge et assignés par le Comité de coordination des ONG pour le Cambodge pourront présenter leurs vues en tant qu'observateurs aux réunions du CIRC.

8. Le Japon convoquera et présidera les réunions du CIRC qui seront annuelles à moins que le convocateur, en consultation avec les pays et organismes internationaux participants n'en décide autrement.

9. Pendant la période de transition, le PNUD, en coopération avec l'APRONUC et d'autres organismes internationaux compétents, fournira au CIRC appui technique et services de secrétariat. Ultérieurement, ce rôle sera confié à une ou plusieurs organisations internationales, à la demande du Gouvernement cambodgien qui sera constitué après des élections libres et régulières.

10. Le CIRC se réunira normalement à Tokyo et Paris alternativement. En consultation avec les pays et les organismes internationaux participants, le convocateur peut décider de tenir des réunions ailleurs, par exemple à Phnom Penh.

Document 38

Lettre datée du 27 juin 1992, adressée par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, transmettant une proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant la coopération entre l'APRONUC et le Conseil national suprême

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Les entretiens et délibérations à Tokyo, en marge de la Conférence ministérielle sur le Relèvement et la reconstruction du Cambodge, ont permis de dégager un certain nombre de points communs dans les efforts déployés pour une application loyale et impartiale de l'Accord de Paris.

La partie du Kampuchea Démocratique apprécie sincèrement ce développement.

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à vtore considération les propositions de la partie du Kampuchea démocratique concernant les mesures à prendre pour une coopération étroite et efficace entre l'APRONUC et le Conseil national suprême du Cambodge dans l'application de l'Accord de Paris.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

Le Président de la partie
du Kampuchea démocratique,

Membre du CNS

(*Signé*) Khieu SAMPHAN,

Proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant la coopération entre l'APRONUC et le CNS

27 juin 1992

I. *Points communs dégagés à Tokyo*

Les parties cambodgiennes et autres parties concernées se sont entretenues les 21 et 22 juin 1992 à Tokyo, en marge de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge.

1. Un consensus s'est dégagé selon lequel l'Accord de Paris est notre loi à tous. Les trois objectifs fondamentaux de l'Accord sont la paix, l'indépendance et la réconciliation nationale. Toutes mesures pour favoriser son application loyale et impartiale doivent être prises conformément aux dispositions, à la lettre et à l'esprit de cet Accord.

2. Il a été admis que les préoccupations concernant l'application de l'Accord, dont notamment celle de ses deux dispositions clés, sont légitimes. Ces deux dispositions clés concernent:

i) La vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et de leur non-retour dans le pays;

ii) Les mesures à prendre pour que le CNS puisse remplir son mandat de « organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » pendant la période transitoire.

Concernant la première disposition clé, il a été admis que les représentants de toutes les parties cambodgiennes participeront aux activités des postes de contrôle et également aux équipes mobiles pour la vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et de leur non-retour dans le pays, du cessez-le-feu et de la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les parties cambodgiennes.

Concernant la deuxième disposition clé, il a été admis que le CNS assumera un rôle plus actif dans sa coopération étroite avec l'APRONUC pour l'application de l'Accord. A cet effet, des mécanismes consultatifs seront examinés et créés selon les nécessités.

La partie du Kampuchea démocratique accueille favorablement ces points de vue.

II. *Proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant la coopération entre l'APRONUC et le CNS*

1. *Il n'y a pas de gouvernement au Cambodge pendant la période transitoire*

a) L'Accord de Paris stipule clairement ce qui suit :

i) Le CNS est l'unique organe légitime et source de l'autorité au Cambodge. Il représente la souveraineté, l'indépendance et l'unité du Cambodge. Il représente le Cambodge à l'extérieur; (par. 5 du Préambule, et art. 3 et 5)

ii) Le CNS délègue à l'ONU tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application de l'Accord. (Art. 6)

b) Conformément à la lettre et à l'esprit de l'Accord :

i) L'autorité au Cambodge pendant la période transitoire relève de la coopération entre l'APRONUC et le CNS;

ii) Le CNS n'est pas un gouvernement;

iii) Il n'y a pas de gouvernement au Cambodge pendant la période transitoire;

iv) Les structures administratives existantes continuent à fonctionner sous le contrôle et/ou la supervision de l'APRONUC.

2. *Création des Commissions consultatives du CNS au sein des structures administratives existantes*

La mise en application loyale et impartiale de toutes les dispositions de l'Accord de Paris exige une coopération étroite et effective entre l'APRONUC et le CNS. Dans son rapport du 19 février 1992, le Secrétaire général de l'ONU souligne ce qui suit:

> « Le point central de liaison pour l'ONU au Cambodge est le Conseil national suprême... Le Représentant spécial du Secrétaire général dirige l'APRONUC et doit assurer un dialogue permanent avec le CNS en ce qui concerne les activités effectuées par l'APRONUC pour mettre en œuvre son mandat. »

Les structures administratives existantes des quatre parties cambodgiennes sont maintenues et continuent à opérer conformément aux dispositions de l'Accord. Cet Accord prévoit également les conditions dans lesquelles fonctionnent les forces de police civile des quatre parties cambodgiennes.

Pour assurer une coopération étroite et efficace dans ces domaines entre l'APRONUC et le CNS, pour créer et maintenir la transparence et la confiance réciproque entre toutes les parties cambodgiennes et avoir une véritable réconciliation nationale en vue de la création d'un environnement politique neutre indispensable à l'organisation et à la tenue des élections générales, libres, démocratiques et équitables: Il est nécessaire que, au sein des structures administratives existantes et des forces de police de toutes les parties cambodgiennes, soient créées des Commissions consultatives du CNS. Il est entendu que le contrôle et/ou la supervision de ces structures administratives existantes relèvent du mandat de l'APRONUC conformément aux dispositions de l'Accord de Paris.

Document 39

Lettre datée du 7 juillet 1992, adressée à M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, se référant à la lettre du 27 juin et concernant l'application par l'APRONUC des dispositions des Accords de Paris

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Je vous remercie de votre lettre du 27 juin 1992, relative aux consultations tenues en marge de la Conférence ministérielle de Tokyo sur le Relèvement et la Reconstruction du Cambodge. Je pense que le résultat de ces consultations est encourageant et que le « non-papier » élaboré à cette occasion offre la base d'une solution équitable des difficultés qui sont apparues dans la mise en œuvre de la deuxième phase du cessez-le-feu prévue par les Accords de Paris. Il devrait être possible, à la faveur de vos discussions avec mon représentant spécial, de parvenir à un ac-

cord sur la relance du processus de paix, dans le respect des engagements pris par toutes les parties le 23 octobre 1991, à Paris. Je compte sur votre compréhension, sur votre appui ainsi que sur votre coopération pour réaliser cet objectif dans un proche avenir.

Je tiens à vous assurer que, pour sa part, l'APRONUC mettra tout en œuvre pour exécuter, en toute impartialité, les dispositions des Accords de Paris, y compris la vérification du retrait des troupes étrangères et leur non-retour au Cambodge. Mon représentant spécial prendra également les mesures nécessaires pour accélérer le déploiement du personnel de l'APRONUC chargé de l'administration civile et lui permettre d'accomplir l'ensemble des tâches de contrôle ou de supervision des structures administratives existantes. Il veillera, par ailleurs, au renforcement de la coopération entre l'APRONUC et le Conseil national suprême, afin que ce dernier puisse assumer pleinement le rôle qui lui revient dans le rétablissement de la paix, la promotion de la réconciliation nationale et la création d'un environnement politique neutre permettant au peuple cambodgien de choisir son destin, dans la liberté et l'indépendance.

Le temps dont nous disposons pour mener à bien cette tâche exaltante est cependant limité. Nous devons donc conjuguer nos efforts pour nous en tenir au calendrier de mise en œuvre des Accords de Paris fixé par le Conseil de sécurité et répondre ainsi à l'attente de la communauté internationale et du peuple cambodgien.

En espérant pouvoir compter sur votre coopération, je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération et mon fidèle souvenir.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 40

Proposition de la partie du Kampuchea démocratique en date du 12 juillet 1992 concernant la mise en œuvre de la deuxième phase du cessez-le-feu ainsi que le regroupement et le cantonnement des forces de la partie du Kampuchea démocratique

Cette proposition n'est pas un document officiel des Nations Unies

1. L'objectif fondamental des Accords de Paris signés le 23 octobre 1991 est de restaurer la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale au Cambodge grâce à la mise en œuvre intégrale et loyale des Accords par tous les signataires.

Cet objectif ne peut être atteint que par l'application de deux clauses essentielles : premièrement le retrait de toutes les catégories de forces du Cambodge et leur non-retour, sous le contrôle et la supervision de l'APRONUC, et deuxièmement les dispositions à prendre pour permettre au Conseil national suprême (CNS) de s'acquitter de son mandat conformément aux Accords de Paris, en tant qu'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » pendant la période de transition.

La partie du Kampuchea démocratique soutient fermement cet objectif ainsi que toutes les mesures énoncées dans les Accords en vue de faire pleinement appliquer les deux clauses fondamentales précitées.

2. Inspirée par cette intention sincère, la partie du Kampuchea démocratique, en tant que signataire des Accords de Paris, a toujours affirmé qu'il ne devait pas y avoir de « gouvernement » au Cambodge pendant la période de transition.

La partie du Kampuchea démocratique juge nécessaire que des mesures soient prises sans tarder pour permettre aux structures administratives existantes des quatre parties cambodgiennes de fonctionner indépendamment des directives et politiques de tout « gouvernement », qui ne doit plus exister depuis la signature des Accords de Paris.

Dans cet esprit, et afin de faciliter la mise en œuvre de la deuxième phase du cessez-le-feu supervisé ainsi que le regroupement et le cantonnement des forces des quatre parties cambodgiennes, la partie du Kampuchea démocratique aimerait proposer les mesures suivantes, qui seraient prises par elle-même et par la partie de Phnom Penh :

Première semaine : La partie du Kampuchea démocratique acceptera le regroupement et le cantonnement de 10 % de ses troupes une fois que

la partie de Phnom Penh aura accepté de dépolitiser les Ministères de la défense nationale et de la sécurité publique. Il n'y aura donc ni ministre ni vice-ministre dans ces deux domaines.

Deuxième semaine : La partie du Kampuchea démocratique acceptera le regroupement et le cantonnement de 20 % de plus de ses forces armées une fois que

la partie de Phnom Penh aura accepté de dépolitiser les Ministères des affaires étrangères et des finances. Il n'y aura donc ni ministre ni vice-ministre dans ces deux domaines.

Troisième semaine : La partie du Kampuchea démocratique acceptera le regroupement et le cantonnement de 30 % de plus de ses forces armées une fois que

la partie de Phnom Penh aura accepté de dépolitiser le Ministère de l'information. Il n'y aura donc ni ministre ni vice-ministre dans ce domaine.

Quatrième semaine : La partie du Kampuchea démocratique acceptera le regroupement et le cantonnement des 40 % restants de ses forces armées une fois que

la partie de Phnom Penh aura accepté de dépolitiser « l'Assemblée populaire », la présidence du Conseil des ministres de l'« Etat du Cambodge » et les autres ministères. Il n'y aura donc plus de Premier Ministre, de vice-premiers ministres, de ministres, de vice-ministres, de Président ni d'autres attributs d'un Etat ou d'un gouvernement.

Outre ces mesures, il est indispensable de créer des *comités consultatifs du CNS* au sein des structures administratives existantes et des forces de police de toutes les parties cambodgiennes.

Il est entendu que l'APRONUC serait chargée du contrôle et/ou de la supervision des structures administratives existantes, conformément aux dispositions des Accords de Paris.

Il est également nécessaire que les représentants agréés des quatre parties cambodgiennes soient associés au processus de regroupement et de cantonnement des forces armées.

La partie du Kampuchea démocratique espère vivement que toutes les parties concernées prendront sérieusement en considération les mesures ci-dessus.

Document 41

Deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur l'APRONUC et la deuxième phase du cessez-le-feu

S/24286, 14 juillet 1992

1. Dans mon rapport spécial en date du 12 juin 1992 (S/24090), j'ai indiqué que, conformément aux Accords de Paris, le commandant de la composante militaire de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) avait annoncé que la deuxième phase du cessez-le-feu devait entrer en vigueur le 13 juin. Afin de se conformer aux dispositions des Accords, les quatre parties cambodgiennes devaient prendre un certain nombre de mesures, concernant notamment le regroupement et le cantonnement de leurs forces armées.

2. J'ai également noté dans mon rapport, toutefois, qu'il devenait de plus en plus évident qu'une partie, la partie du Kampuchea démocratique (PKD), ne prenait pas les mesures nécessaires pour lui permettre de donner suite aux assurances qu'elle avait données. Cette partie ne s'est toujours pas conformée aux Accords et a refusé de cantonner ses forces.

3. Au 10 juillet, les effectifs militaires cantonnés par chacune des quatre parties cambodgiennes se répartissaient comme suit :

Forces armées populaires cambodgiennes	9 003
Armée nationale du Kampuchea indépendant (ANKI)	3 187
Forces armées nationales de libération du peuple khmer	1 322
Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD)	0
Total	13 512

4. La PKD a également manqué à un certain nombre d'autres obligations qu'elle aurait dû assumer afin d'assurer la bonne exécution des Accords de Paris; on mentionnera notamment à ce sujet le refus d'autoriser l'APRONUC à accéder librement et sans restriction aux zones placées sous son contrôle et de marquer les champs de mines dans ces zones, ainsi que de s'abstenir de commettre de nouvelles violations du cessez-le-feu.

5. Expliquant sa position, la PKD a donné sa propre interprétation des dispositions des Accords de Paris relatives à la vérification du retrait et du non-retour des forces étrangères, ainsi qu'au rôle et aux pouvoirs du Conseil national suprême. Elle affirme que ces dispositions n'ont pas été appliquées et que, tant qu'elles ne l'auront pas été, elle ne sera pas en mesure de mettre en œuvre les autres dispositions.

6. A la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, qui s'est tenue à Tokyo le 22 juin 1992, les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, les Coprésidents de la Conférence de Paris et d'autres participants à la Conférence, y compris mon représentant spécial, ont mis au point une proposition officieuse à examiner. Celle-ci, dont le texte est reproduit à l'annexe du présent rapport, énonce diverses mesures visant à dissiper certaines des préoccupations exprimées par la PKD et, partant, à faciliter sa participation à la pleine application des Accords de Paris, sans plus de retard.

7. Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil national suprême, convoquée à Tokyo le même jour, il a été demandé aux quatre parties cambodgiennes de donner leur avis sur la proposition en question. Trois d'entre elles l'ont acceptée. La PKD ne l'a pas rejetée mais a promis de l'examiner et de faire connaître ses vues à un stade ultérieur.

8. Le 2 juillet 1992, en l'absence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, le Conseil national suprême a tenu une réunion de travail au siège de l'APRONUC, à Phnom Penh. La proposition de Tokyo y a été examinée et trois des parties cambodgiennes ont réaffirmé qu'elles l'approuvaient. La PKD quant à elle n'a pas exprimé d'opinion à ce sujet; elle a, en revanche, présenté ses propres propositions concernant le rôle et les pouvoirs du Conseil national suprême, ainsi que les structures administratives dans la zone contrôlée par le Parti populaire cambodgien.

9. Le 8 juillet 1992, une nouvelle réunion du Conseil national suprême a eu lieu sous la présidence du prince Sihanouk, à laquelle mon représentant spécial a de nouveau insisté auprès de la PKD, représenté par M. Khieu Samphan, président de la partie, pour qu'il donne une réponse claire et positive à la proposition de Tokyo. M. Khieu Samphan n'a pas répondu à cette demande, réaffirmant ses propres propositions. Il a, en outre, dans une lettre qu'il m'a adressée le 9 juillet, exposé la même position.

10. Outre qu'il a participé aux réunions du Conseil national suprême, mon représentant spécial s'est entretenu trois fois avec M. Khieu Samphan au cours des deux dernières semaines, en vue d'obtenir l'agrément de la PKD au sujet de la proposition de Tokyo et de persuader la partie de prendre les mesures requises pour se conformer aux Accords de Paris.

11. L'APRONUC a également pris un certain nombre de mesures visant à répondre aux préoccupations de la PKD. Elle a notamment renforcé ses mécanismes de vérification — points de contrôle frontaliers et équipes militaires mobiles chargées de mener des enquêtes — afin de vérifier comme prévu tout élément de preuve qui pourrait lui être présenté au sujet de la présence de forces étrangères ou de la fourniture d'une assistance militaire extérieure. Il est à espérer qu'avec l'assistance et la coopération des pays voisins, l'APRONUC sera bientôt en mesure d'achever la mise en place des points de contrôle frontaliers, afin de pouvoir appliquer pleinement les dispositions des articles VI et VII de l'annexe 2 des Accords. L'APRONUC accorde en outre la plus haute priorité au recrutement et au déploiement de son personnel administratif et civil dans les meilleurs délais, opération qui lui permettra de s'acquitter de son mandat, conformément aux Accords, en exerçant un contrôle direct sur les structures administratives existantes dans les domaines des affaires étrangères, de la défense nationale, des finances, de la sécurité publique et de l'information, et en s'acquittant de ses fonctions de supervision dans d'autres domaines.

12. L'APRONUC a également déployé des efforts énergiques afin de parvenir à un accord avec la PKD sur la mise en place d'un mécanisme permettant de tenir les quatre parties cambodgiennes informées des activités liées à l'exercice d'un contrôle direct sur les cinq zones susmentionnées par l'APRONUC et de les y associer. On examine notamment la possibilité de créer des groupes de travail sous la présidence de l'Autorité ou d'autres mécanismes consultatifs appropriés.

13. A ces réunions, M. Khieu Samphan a exposé la position de sa partie concernant les relations entre le Conseil national suprême et l'APRONUC, ainsi que la question de l'exercice de son mandat au Cambodge par cette dernière, et demandé la dissolution des principales institutions et structures établies par le parti populaire cambodgien dans la zone placée sous son contrôle. Toutefois, il ressort clairement des Accords de Paris que l'APRONUC doit exercer son contrôle par le biais des « structures administratives existantes » de chacune des quatre parties cambodgiennes. Comme mon représentant spécial l'a expliqué à M. Khieu Samphan, les autorités de Phom Penh font partie intégrante de ces structures et ne peuvent donc être ni révoquées ni démantelées.

14. La phase II a commencé le 13 juin 1992. Conformément aux Accords de Paris, l'APRONUC aurait dû s'efforcer d'achever le processus de regroupement et de cantonnement dans les quatre semaines suivant cette date, c'est-à-dire avant le 11 juillet. En fait, comme une partie a refusé de participer à cette opération et compte tenu de la nécessité de maintenir l'équilibre militaire entre les quatre parties lors du déroulement de ce processus, à peine 5 % de 200 000 soldats prévus avaient été réinstallés dans des zones de cantonnement à cette date.

15. Depuis le dernier rapport spécial que j'ai présenté au Conseil de sécurité, le déploiement militaire de l'APRONUC s'est poursuivi et est maintenant presque achevé, avec quelque 14 300 soldats dans le pays, les autres étant déjà en route. Les autres aspects de l'opération de l'APRONUC progressent également dans toute la mesure possible, compte tenu des circonstances. Au total, 50 000 réfugiés et personnes déplacées ont été rapatriés; 1 780 contrôleurs de police civile de l'APRONUC ont été déployés sur l'ensemble du territoire afin de superviser le maintien équitable et impartial de l'ordre public; plus de 100 enquêtes sur les droits de l'homme ont été effectuées au cours des dernières semaines dans les zones placées sous le contrôle de le parti populaire cambodgien et d'autres seront bientôt ouvertes, si nécessaire, dans les zones contrôlées par le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et les Forces armées nationales de libération du peuple khmer; des négociations approfondies ont eu lieu au sujet de la loi électorale soumise au Conseil national suprême le 1er avril; la Conférence ministérielle de Tokyo a permis d'obtenir des annonces de contribution d'un montant de 880 millions de dollars, somme nettement supérieure à celle que j'avais demandée dans mon appel. Dans tous ces domaines toutefois, la PKD a refusé que l'APRONUC ait accès aux zones contrôlées par lui.

16. En ce qui concerne l'administration civile, mon représentant spécial a annoncé le 26 juin l'élaboration de plans détaillés visant à établir, sur l'ensemble du territoire cambodgien, le contrôle par les Nations Unies des structures administratives de chacune des quatre parties. Si trois d'entre elles ont, comme suite à sa demande, com-

muniqué une liste de leurs lois à l'APRONUC, pour examen, la PKD ne l'a pas fait. Les textes législatifs des trois parties en question sont actuellement à l'examen.

17. Dans les cinq domaines d'activité dont le contrôle direct a été confié à l'APRONUC, les efforts se sont accélérés en vue de recruter et de déployer du personnel ayant les qualifications et l'expérience voulues. L'appareil administratif de le parti populaire cambodgien chargé des affaires étrangères et de la défense nationale a été pris en charge le 1er juillet 1992. Dans le secteur des finances, la responsabilité sera progressivement assumée entre le 1er juillet et le 1er septembre; en ce qui concerne la sécurité publique, tout le personnel compétent sera en place le 15 juillet, à la suite de quoi le service sera entièrement opérationnel; quant à l'information, l'APRONUC a créé le 10 juin 1992 un groupe de travail des médias composé de représentants des quatre parties, et le Directeur de la Division de l'information a maintenant visité les installations de radiodiffusion de trois des parties.

18. Dans mon rapport spécial du 12 juin, j'ai déclaré que le succès de la deuxième phase du cessez-le-feu dépendait de la coopération de toutes les parties et serait de brève durée en l'absence d'une telle coopération. J'ai noté également que la mise en œuvre des Accords de Paris était entrée dans une phase critique. J'ai estimé nécessaire d'appeler à ce sujet l'attention du Conseil de sécurité afin qu'il puisse envisager d'adopter des mesures appropriées pour faire en sorte que l'APRONUC bénéficie de la coopération nécessaire et, en particulier, pour que le calendrier de mise en œuvre soit respecté.

19. Depuis lors, la deuxième phase du cessez-le-feu a débuté comme prévu, et trois des parties se sont montrées disposées à participer au processus de regroupement et de cantonnement — mais la PKD s'y est refusée. Cette dernière n'a pas non plus répondu aux demandes réitérées que lui a adressées mon représentant spécial afin qu'il se conforme aux 12 points énumérés le 26 mai 1992 pour assurer l'application des Accords de Paris; de même, elle n'a pas accepté la proposition à examiner qu'ont élaborée les participants à la Conférence ministérielle de Tokyo. En conséquence, l'APRONUC a vu sérieusement compromise sa capacité de suivre le calendrier fixé par le Conseil de sécurité. Dans ces conditions, deux démarches sont possibles : la première consiste à suspendre l'opération jusqu'à ce que toutes les parties puissent être persuadées de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu des Accords de Paris; la seconde est de poursuivre le processus et de montrer ainsi que, malgré le manque de coopération d'une partie, la communauté internationale demeure résolue à aider le peuple cambodgien dans sa recherche de la paix et de la stabilité. Je suis convaincu que cette dernière démarche est la plus appropriée.

20. J'ai demandé en conséquence à mon représentant spécial d'accélérer, partout où cela est possible, le processus de regroupement et de cantonnement. Ce faisant, l'APRONUC agira de manière prudente et sélective, en veillant soigneusement à ce que la sécurité soit maintenue dans les campagnes et à ce que les parties coopérant avec elle ne soient pas militairement désavantagées par rapport à la partie qui ne coopère pas. Elle se concentrera par exemple sur les zones où il n'y a pas d'affrontement militaire. Certains effectifs cantonnés pourront être également autorisés à conserver leurs armes jusqu'à ce que la situation se soit éclaircie. Cependant, l'APRONUC ne peut pas persévérer indéfiniment dans ses efforts en vue de poursuivre le processus de regroupement et de cantonnement avec la seule coopération de trois des parties. En réalité, je suis convaincu que tout nouveau retard subi dans la mise en œuvre intégrale, par toutes les parties de cet élément essentiel des Accords de Paris compromettrait la capacité de l'APRONUC d'organiser et de conduire les élections dans les délais prévus et risquerait en fin de compte de mettre en péril l'ensemble du processus de paix.

21. Je crois donc qu'il est nécessaire de continuer à s'efforcer par tous les moyens de persuader la PKD de se joindre à la deuxième phase et de coopérer avec l'APRONUC et les trois autres parties. Le 7 juillet, j'ai adressé à cet effet une lettre à M. Khieu Samphan. Je lui ai assuré que mon représentant spécial poursuivrait ses efforts afin de tenir compte, sur la base de la proposition de Tokyo, des préoccupations légitimes exprimées par la PKD ainsi que par les trois autres parties. J'ai également mis à profit mes visites dans certaines capitales, y compris tout récemment Paris et Londres, pour faire part aux dirigeants de mon inquiétude quant à la mise en œuvre des Accords de Paris et pour mobiliser leur appui.

22. En conclusion, les principales questions qui doivent être abordées à ce stade sont, à mon avis, les suivantes : *a*) les mesures qui pourraient être prises pour persuader la PKD de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris; *b*) les initiatives qui devraient être adoptées pour souligner le fait que la communauté internationale est résolue à appliquer les Accords, suivant le calendrier fixé dans mon plan de mise en œuvre (S/23613); enfin, *c*) le moyen d'obtenir l'appui total et actif des signataires des Accords de Paris à l'égard des efforts de l'APRONUC visant à mettre en œuvre les divers éléments du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité.

Annexe

Proposition à examiner

1. Les principes énoncés dans les Accords de Paris, auxquels ont souscrit tous les signataires, y compris les parties cambodgiennes, constituent le seul moyen viable de rétablir la paix et la prospérité dans l'intérêt du peuple cambodgien tout entier.

2. Au stade actuel, il faut tout d'abord que les Accords de Paris soient appliqués dans leur intégralité et en temps voulu et, en particulier, que les parties cambodgiennes se conforment immédiatement aux obligations concernant la deuxième phase du cessez-le-feu, ainsi que le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge les a énoncées le 26 mai 1992.

3. Les mesures qui suivent exigent qu'à compter de ce jour toutes les parties cambodgiennes s'engagent impérativement à coopérer pleinement et efficacement avec l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et à assurer à tout le personnel militaire et civil de l'APRONUC l'accès à leurs zones respectives ainsi que la liberté de se déplacer dans l'ensemble de ces zones.

4. Compte dûment tenu des vues exprimées par S. A. R. le prince Norodom Sihanouk et les hauts représentants des quatre parties cambodgiennes, les mesures suivantes, qui répondent à la lettre et à l'esprit des Accords de Paris et qui en préservent l'intégrité, peuvent contribuer à ce que le règlement global soit mis en œuvre dans son intégralité et sans plus de retard.

5. Le Conseil national suprême assumera un rôle plus actif pour ce qui est de donner des avis au Représentant spécial quant à l'application des Accords, y compris l'exécution de la deuxième phase. Il assurera une coopération plus étroite à l'égard des divers aspects des activités de mise en œuvre de l'APRONUC. Il tiendra des réunions fréquentes. D'autres mécanismes consultatifs pourront être également envisagés.

6. Chacune des parties cambodgiennes coopérera activement avec l'APRONUC afin que celle-ci s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en vertu des Accords pour ce qui est d'effectuer des activités d'enquête, de vérification et d'information concernant les allégations relatives à la présence de forces étrangères au Cambodge et à des violations du cessez-le-feu, et de confirmer officiellement la cessation de l'assistance militaire extérieure non autorisée par les Accords. A cet effet, le Conseil national suprême donnera à l'APRONUC des avis quant à d'autres activités de vérification. Des observateurs de chacune des parties cambodgiennes se joindront également aux équipes mobiles d'enquête créées par l'APRONUC. A titre de principe fondamental, chacune des équipes mobiles de vérification, y compris les observateurs de chacune des parties cambodgiennes, devra pouvoir accéder librement et sans restriction à toutes les zones contrôlées par chaque partie cambodgienne.

7. Afin d'assurer un environnement politique neutre, l'APRONUC devra accélérer le recrutement de son personnel d'administration civile et le déploiement de celui-ci dans toutes les administrations existantes. Une attention particulière sera accordée aux cinq domaines d'activité essentiels définis dans les Accords. De même, toutes les parties acceptent sans plus de retard le déploiement de ce personnel, y compris les membres de la police de l'APRONUC. En consultation avec le Conseil national suprême, l'APRONUC veillera à ce que le contrôle qu'il exerce sur chacun des cinq domaines d'activité essentiels soit appliqué avec la même rigueur aux administrations des quatre parties.

8. Le Conseil national suprême examinera toutes les visites de hauts dignitaires étrangers au Cambodge. L'accueil de ces personnalités devrait être organisé au nom du Conseil national suprême, en étroite coopération avec les administrations existantes.

9. Tous les accords de commerce et d'investissement avec l'étranger conclus par toutes les parties cambodgiennes seront notifiés au secrétariat du Conseil national suprême et soumis au contrôle de l'APRONUC en consultation avec le Conseil national suprême.

10. Après avoir consulté le Conseil national suprême en ce qui concerne les procédures à suivre et les conditions à remplir, l'APRONUC, par le contrôle qu'elle exerce sur l'administration civile, surveillera la délivrance de visas à tous les étrangers cherchant à entrer dans une partie quelconque du territoire cambodgien. Le Conseil national suprême examinera la question d'une marque uniforme apposée en son nom afin de valider sur demande les passeports, les titres de voyage et les cartes d'identité des Cambodgiens.

11. A titre de principe fondamental, les activités concernant l'assistance multilatérale et l'appui budgétaire coordonnées par l'APRONUC durant la période de relèvement seront attribuées au Conseil national suprême et seront effectuées lorsque l'APRONUC pourra surveiller l'utilisation de l'aide ou des fonds. Dans tout document de l'Organisation des Nations Unies mentionnant l'assistance ou l'appui budgétaire destiné au « Cambodge » ou aux « autorités cambodgiennes », il est clairement entendu que ces termes s'entendent de l'ensemble du territoire cambodgien ou des administrations de toutes les parties cambodgiennes. Il est aussi clairement entendu que l'appui budgétaire visant à payer ou subventionner les traitements des enseignants, administrateurs, fonctionnaires, agents des services de santé, etc. au « Cambodge » est applicable suivant les besoins au territoire ou à l'administration contrôlé par chaque partie cambodgienne.

Document 42

Résolution du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre des Accords de Paris

S/RES/766, 21 juillet 1992

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991, 718 (1991) du 31 octobre 1991, 728 (1992) du 8 janvier 1992 et 745 (1992) du 28 février 1992,

Rappelant la déclaration faite par le Président le 12 juin 1992[1],

Rappelant également que toute difficulté liée à la mise en œuvre des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[2], devrait être réglée par la voie de consultations étroites entre le Conseil national suprême du Cambodge et l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge et ne peut avoir pour effet de remettre en cause les principes de ces accords ni de retarder le calendrier de leur application,

Prenant acte du deuxième rapport spécial du Secrétaire général sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, en date du 14 juillet 1992[3], en particulier du fait que le parti populaire cambodgien, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif et le Front de libération nationale du peuple khmer ont accepté l'application de la seconde phase du cessez-le-feu telle que stipulée dans l'annexe 2 à l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge et que la partie du Kampuchea démocratique a jusqu'à présent refusé de le faire,

Prenant note de la déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge, publiée le 22 juin 1992[4] à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, et des autres efforts entrepris par les pays et parties concernés par la mise en œuvre des accords de Paris,

1. *Exprime sa vive préoccupation* devant les difficultés que rencontre l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge dans la mise en œuvre des accords pour un règlement global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[2];

2. *Souligne* que tous les signataires des accords de Paris sont tenus par toutes leurs obligations à ce titre;

3. *Déplore* les violations persistantes du cessez-le-feu et appelle instamment toutes les parties à cesser dès maintenant toutes les hostilités, à coopérer pleinement avec l'Autorité dans la délimitation de tous les champs de mines et à s'abstenir de tout déploiement, de tout mouvement ou de toute autre action visant à élargir le territoire qu'elles contrôlent ou qui seraient susceptibles de provoquer une reprise des combats;

4. *Réaffirme* le ferme engagement de la communauté internationale à l'égard d'un processus aux termes duquel l'Autorité, opérant librement dans tout le Cambodge comme l'autorisent les accords de Paris, puisse vérifier le départ de toutes les forces étrangères et assurer la pleine mise en œuvre des accords;

5. *Exige* que toutes les parties respectent le caractère pacifique de la mission de l'Autorité et prennent les mesures nécessaires pour assurer la sûreté et la sécurité de tous les personnels des Nations Unies;

6. *Appelle* toutes les parties à coopérer avec l'Autorité en diffusant des informations contribuant à la mise en œuvre des accords de Paris;

7. *Déplore vivement* le refus persistant par l'une des parties d'autoriser le nécessaire déploiement de toutes les composantes de l'Autorité dans les zones se trouvant sous son contrôle pour lui permettre de mener pleinement à bien ses fonctions dans la mise en œuvre des accords de Paris;

8. *Demande instamment* à tous les Etats, en particulier aux Etats voisins, d'apporter leur assistance à l'Autorité pour assurer la mise en œuvre effective des accords de Paris;

9. *Approuve* les efforts déployés par le Secrétaire général et son représentant spécial pour le Cambodge en vue de continuer à mettre en œuvre les accords de Paris en dépit des difficultés rencontrées;

10. *Invite* en particulier le Secrétaire général et son représentant spécial à accélérer le déploiement des composantes civiles de l'Autorité, tout particulièrement la composante dont le mandat est de superviser ou de contrôler les structures administratives existantes;

11. *Exige* que la partie qui jusqu'à présent s'y est refusée autorise sans délai le déploiement de l'Autorité dans les zones se trouvant sous son contrôle, et qu'elle mette pleinement en œuvre la seconde phase du plan de même que tous les autres aspects des accords de Paris;

12. *Demande* au Secrétaire général et à son représentant spécial de s'assurer que l'assistance internationale au relèvement et à la reconstruction du Cambodge bénéficie dès à présent aux seules parties qui remplissent leurs obligations au titre des accords de Paris et coopèrent pleinement avec l'Autorité;

13. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[1] S/24091 (document 36).
[2] S/23177 (document 19).
[3] S/24286 (document 41).
[4] S/24183 (document 37).

Document 43

Lettre datée du 27 juillet 1992, adressée au Secrétaire général par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, concernant la situation au Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Sachant que la situation au Cambodge est l'une de vos grandes préoccupations, j'aimerais vous tenir au courant de son évolution. Je suis très heureux que la résolution 766 du Conseil de sécurité ait été adoptée la semaine dernière à l'unanimité et je vais voir dans quelle mesure elle pourrait avoir un effet visible sur la partie du Kampuchea démocratique. Toutefois, comme vous le savez, seules trois des quatre parties cambodgiennes ont déclaré respecter la résolution 766 et à mon avis, il faudra attendre que le Conseil adopte une résolution plus forte pour que la partie du Kampuchea démocratique (les Khmers rouges) en ressentent l'effet.

La situation militaire a quelque peu empiré, la partie du Kampuchea démocratique (PKD) commettant des agressions au nord du pays ainsi que dans certaines régions du centre et du sud. Le fait que les trois autres parties ont accepté le cantonnement sous la supervision de l'APRONUC a créé un vide que la partie du Kampuchea démocratique exploite. Nous avons donc été forcés de faire preuve de sélectivité et de souplesse en ce qui concerne le rythme de cantonnement des autres troupes. Certains soldats de la PKD souhaiteraient être cantonnés et rejoindre leur famille, mais leurs chefs ont réussi à maintenir un contrôle serré et ont tout simplement refusé de coopérer avec l'APRONUC. Une intensification des activités d'information devrait nous permettre d'encourager les défections parmi les soldats de la PKD.

Le CNS continue à fonctionner aussi bien que l'on peut s'y attendre dans les circonstances, principalement à notre initiative. Le prince Sihanouk nous accorde sa pleine coopération. Il est cependant parfois découragé et démoralisé. Je me félicite qu'à ma demande, il ait, le 16 juillet, pris pour la première fois une décision pour sortir de l'impasse dans laquelle étaient entrés les programmes de relèvement, sans me demander de le faire comme autrefois. J'ai encouragé les consultations entre Khmers mais ces réunions ne semblent pas se dérouler aussi bien qu'en présence de l'APRONUC. J'ai également essayé d'organiser des entretiens plus officieux avec les parties, mais ces efforts n'ont guère abouti.

Au Conseil national suprême, Khieu Samphan fait des déclarations pour qu'il en soit pris acte et non pour élargir le champ des accords. J'ai essayé d'aborder des questions qui préoccupent sincèrement la PKD en tenant, à cinq reprises déjà depuis la Conférence ministérielle de Tokyo, des réunions bilatérales avec Khieu Samphan, dont certaines ont duré un certain temps.

En ce qui concerne la première des deux préoccupations de la PKD, à savoir la prétendue présence de forces vietnamiennes, nous avons essayé d'établir rapidement des points de contrôle aux frontières et d'organiser des équipes mobiles d'enquête et avons à de nombreuses reprises demandé à la PKD de nous fournir des renseignements vérifiables, mais n'avons rien vu venir. Pendant ce temps, la radio de la PKD se livre à une propagande haineuse, liant l'APRONUC à l'Etat du Cambodge et au Viet Nam.

Pour ce qui est de la deuxième préoccupation de la PKD, nous avons sans cesse souligné l'importance du CNS en tant qu'interlocuteur valable et partenaire de l'APRONUC. La déclaration que j'ai récemment faite dans la province de Kandal et le soin que nous avons mis à présenter un nouveau protocole soulignant l'importance du CNS semblent avoir plu à la PKD. Nous travaillons actuellement à l'élaboration d'un nouveau passeport qui serait délivré par le CNS. En même temps, nous avons fermement insisté pour que personne ne touche aux Accords de Paris et pour que les « structures administratives existantes », y compris l'administration de Phnom Penh, fonctionnent si l'on veut éviter le chaos intégral.

En interrogeant Khieu Samphan, j'ai découvert qu'il ne suffirait pas de changer le nom des ministères ou des ministres de l'administration de Hun Sen pour satisfaire la PKD, qui souhaite une « dépolitisation » radicale portant un coup mortel au régime de Phnom Penh. Je suis également convaincu que la PKD ne deviendrait pas plus coopérative si nous remplacions le bataillon néerlandais par un bataillon de l'ANASE dans les zones qu'elle contrôle. Je suis donc forcé de conclure que la PKD essaie d'obtenir ce qu'elle n'a pas pu gagner sur le champ de bataille ni à la table des négociations de Paris, c'est-à-dire d'accroître sa puissance politique et militaire dans une mesure telle que les autres parties seront très désavantagées lorsque l'APRONUC quittera le pays.

Tant que nous nous en tiendrons fermement à la mise en œuvre des Accords de Paris, nous ne pourrons pas faire grand-chose pour donner satisfaction à la PKD, à part renforcer notre contrôle de l'administration civile, améliorer le protocole et prendre quelques autres dispositions. C'est ce que nous faisons et nous continuerons de faire. Tout en professant sa fidélité aux Accords de Paris, la PKD les trahit ouvertement et constamment en ne tenant pas compte du cessez-le-feu, en refusant le cantonnement et l'accès à ses zones et en boycottant le Groupe de travail militaire mixte, qui est un organe statutaire.

Pendant que nous continuons à parlementer avec Khieu Samphan, la PKD semble déterminée à renforcer son influence dans le plus grand nombre possible de régions afin d'y élargir les superficies cultivées par ses par-

tisans et d'accroître le nombre d'électeurs qui pourraient voter pour elle aux prochaines élections. C'est pour cette raison qu'elle est disposée à accepter des réfugiés qui lui sont favorables dans les zones qu'elle contrôle.

Certains observateurs bien informés estiment que la PKD se moque de l'opinion publique internationale mais commencera à coopérer avec l'APRONUC à la fin de la saison des pluies en septembre-octobre après avoir atteint les objectifs susmentionnés. La question est de savoir si, dans ce cas, nous pourrons respecter le calendrier initial établi dans le plan de février du Secrétaire général ou si nous devrons le réviser et, dans l'affirmative, dans quelle mesure. A cet égard, nous ne devrons pas donner prise à la critique selon laquelle nous faisons semblant d'organiser des élections libres et équitables. Nous examinerons aussi la possibilité de tenir des élections en dehors des zones de la PKD. Je reviendrai dans quelques jours sur ces points de manière plus détaillée.

J'ai décidé — et je crois que vous souscrirez à cette démarche — de faire preuve de patience et de persuasion tout en exerçant une pression soutenue. Nous continuerons à travailler avec le CNS, où nous pouvons compter sur le soutien régulier du prince Sihanouk et des trois factions. En même temps, nous ferons de notre mieux pour ne pas aliéner la PKD comme minorité sans cesse mécontente. Nous resterons impartiaux tout en critiquant toute violation des Accords de Paris.

L'insécurité s'accroît dans le pays à mesure qu'augmentent les actes de banditisme et les meurtres de paysans et de résidents vietnamiens. La situation économique est précaire, une hyperinflation étant imminente. L'APRONUC s'attaque à la tâche monumentale consistant à empêcher le pays de sombrer et à encourager les Cambodgiens à se concentrer sur leurs priorités nationales communes plutôt que sur leurs différences sectaires ou leur haine ethnique des Vietnamiens.

Il est de plus en plus évident que Khieu Samphan n'est guère plus qu'un porte-parole de la PKD, répétant les arguments qui lui sont dictés par « le mystérieux Pol Pot » (termes utilisés par le Premier Ministre thaïlandais Anand au cours d'une conversation que j'ai eue avec lui) et son petit « comité ». Pol Pot semble acquis à l'idée de se battre tout en négociant. Nous ne fermons toutefois pas la porte à la PKD de façon à pouvoir saisir rapidement une nouvelle occasion lorsque sa politique ou sa tactique changera.

Plusieurs Etats Membres peuvent nous aider à cet égard. La Thaïlande a visiblement un rôle essentiel à jouer. Elle pourrait rompre ses liens avec la PKD. Mais je doute que le gouvernement civil de Bangkok soit capable d'imposer sa volonté à l'armée thaïlandaise postée dans les zones frontalières, même s'il a manifestement l'intention de coopérer avec l'APRONUC. La Chine jouit toujours de la confiance de la PKD, bien que cette confiance soit sans doute en baisse depuis qu'elle n'accorde plus d'assistance militaire à la PKD.

D'autres pays sont importants pour nous : l'Indonésie, en tant que Coprésident de la Conférence de Paris, le Japon, à cause de son énorme puissance économique, les Etats-Unis, de par leur poids militaire et politique, et enfin, la France, en raison de ses liens historiques avec le Cambodge et de sa présidence de la Conférence de Paris. (La France a toutefois éveillé l'hostilité de la PKD en plaidant vigoureusement en faveur de sanctions à son encontre). Pour soutenir la pression sur la PKD, nous devons œuvrer avec tous ces pays. Il est particulièrement important que les pays membres de l'ASEAN se joignent à nous, plutôt que de plaider en faveur d'une « approche asiatique » non spécifiée.

Enfin et surtout, le Conseil de sécurité doit être tenu au courant de nos efforts par votre intermédiaire et par M. Goulding au Siège. Je fais ce que je peux pour ma part à Phnom Penh en organisant fréquemment des réunions des cinq membres permanents du Conseil, auxquels se joignent l'Allemagne, l'Australie, l'Indonésie, le Japon et maintenant la Thaïlande.

Au cas probable où la PKD continuerait de refuser de coopérer avec l'APRONUC, vous voudrez peut-être envisager de présenter un autre rapport au Conseil de sécurité, dans un mois environ. A cette date, nous aurions besoin d'une résolution plus forte envisageant notamment des pressions économiques à l'encontre de la PKD. Il ne s'agirait toutefois pas de mener une action spectaculaire, mais plutôt de renforcer régulièrement nos points de contrôle à la frontière le long des zones de la PKD afin de contrôler l'entrée d'armes et d'essence et la sortie de pierres précieuses et de grumes qui constituent une source importante de revenu pour la PKD. La Thaïlande a promis de coopérer à l'établissement et au fonctionnement de nos points de contrôle, dont plusieurs ne peuvent être approvisionnés que du côté thaïlandais. Nos militaires travaillent aux détails de ces points de contrôle dans le cadre d'un mandat élargi. Il est certain que la Thaïlande devra faire davantage que dans le passé. Jusqu'à présent, elle n'a même pas signé avec nous d'accord sur le statut des forces. Le général Sanderson se rendra prochainement à Bangkok pour donner suite aux entretiens que j'y ai tenus le 17 juillet.

En exerçant régulièrement ces pressions extérieures et en conjuguant une approche impartiale de l'APRONUC et un front commun solide des trois factions, il est possible que nous amenions la PKD à virer de bord dans deux mois environ et à accepter que nous entrions dans ses zones et commencions à cantonner ses troupes. Dans ce cas, elle essaiera de cacher des armes dans la forêt et de transformer certains de ses meilleurs soldats en civils temporaires. Nous serons peut-être alors obligés de comprimer ou de raccourcir certaines des mesures prévues en vue d'élections libres tout en respectant les Accords de Paris.

Je suis très conscient des répercussions financières qu'aurait tout retard pris sur le calendrier fixé dans votre plan d'exécution de février. Il importe toutefois que nous ne puissions pas être accusés de faire semblant d'organiser des élections libres, et que nous ne donnions pas à la PKD ou à d'autres éléments anti-démocratiques la possi-

bilité de faire surface aussitôt après les élections ou après le départ de l'APRONUC.

La tâche sera rude mais je reste fondamentalement optimiste. Je pense que l'Organisation des Nations Unies a une réserve appréciable de ressources et de bonne volonté à sa disposition, sans parler du soutien unanime de la communauté internationale. La grande majorité des Cambodgiens souhaitent construire une nation nouvelle et pacifique avant que ne se dissipent la sympathie et la générosité dont le monde fait preuve à l'égard de leur pays. Entre-temps, nous essaierons de convaincre la PKD de poursuivre ses ambitions par les moyens parlementaires prévus dans les Accords de Paris plutôt qu'en ayant recours à la violence.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Représentant spécial du Secrétaire général
au Cambodge

(*Signé*) Yasushi AKASHI

Document 44

« Cambodge : Mesures à prendre », document australien daté du 16 septembre 1992.

Ce document n'est pas un document officiel des Nations Unies

1. L'Australie reste convaincue que les Accords de Paris signés en octobre dernier constituent toujours la meilleure base pour une paix durable au Cambodge parce qu'ils représentent un accord global mettant en jeu toutes les parties cambodgiennes et qu'ils sont soutenus par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité et par les principaux pays de la région. La reconstruction socio-économique lancée dans le cadre des accords prend de l'élan et la réalisation de ses objectifs est essentielle à l'avenir du Cambodge.

2. Malgré les efforts concertés et bienveillants que la communauté internationale a déployés à l'égard des Khmers rouges (la PKD), y compris la production du document officieux à la réunion de Tokyo et les récentes initiatives de la Thaïlande, du Japon et de la Chine, la PKD continue délibérément à refuser de participer à la deuxième phase du processus de paix.

Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité, le groupe de base et les pays de l'ASEAN sont convenus que les exigences de la PKD ne correspondaient pas véritablement aux dispositions des Accords de Paris.

3. Du fait que la mise en œuvre du règlement du conflit a pris un retard préjudiciable sur le calendrier établi, il est devenu urgent d'établir pour les mois à venir une stratégie qui tienne compte de la nécessité de faire avancer autant que possible la réalisation des objectifs du processus de paix.

4. Pour s'attaquer aux problèmes actuels, la communauté internationale devrait, à notre avis, s'efforcer de :

— Préserver l'intégrité fondamentale du règlement global;

— Maintenir la pression sur la PKD en démontrant que la communauté internationale est résolue à appliquer les accords conformément au calendrier arrêté par les Nations Unies, avec ou sans la participation de la PKD;

— Laisser la porte ouverte pour que la PKD puisse revenir au processus de paix, si possible avant la date limite proposée du 1er décembre;

— Veiller à ce que la sécurité interne soit aussi solide que possible;

— Maintenir un consensus international à l'égard du problème que pose la PKD;

— Maintenir l'élan du relèvement socio-économique en augmentant l'apport de fonds étrangers aux zones non contrôlées par la PKD (surtout pour protéger l'économie cambodgienne d'un effondrement total qui saperait le processus : cet aspect des accords a avancé trop lentement et un soutien budgétaire est indispensable d'urgence).

5. La communauté internationale encouragera fortement la PKD à réintégrer le processus si elle reste déterminée à ce que l'APRONUC mette en œuvre les accords, y compris les élections, de manière aussi complète que possible et conformément au calendrier établi par l'ONU, avec ou sans la PKD.

6. Il est essentiel d'établir un calendrier clair pour la réalisation de cet objectif afin de mettre un terme à la dérive actuelle du processus de paix :

— Un calendrier de ce type est proposé à la fin du présent document.

7. De l'avis de l'Australie, pour réaliser au mieux les principaux objectifs du processus de paix, la méthode qui a le plus de chances de réussir consisterait à prendre les dispositions suivantes :

— Appliquer l'article 29 de l'Accord 1, qui est ainsi libellé :

« Sans préjudice des prérogatives du Conseil de sécurité des Nations Unies, et sur demande du Secrétaire général, les deux coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, dans l'éventualité d'une violation ou d'une menace de violation du présent Accord, engageront immédiatement les consultations nécessaires, y compris avec les membres de la Conférence, en vue de prendre les dispositions appropriées pour assurer le respect de ces engagements. »

— De la part du Conseil de sécurité, prendre en même temps des mesures plus fermes à l'égard de la PKD, notamment en fixant une date pour l'imposition de sanctions;

— Si ces mesures ne donnaient pas lieu à une réaction positive de la part de la PKD, mettre en œuvre les Accords de Paris, y compris les élections, sans la PKD et conformément au calendrier approuvé.

8. L'application de l'article 29, qui prévoit l'intervention des Coprésidents de la Conférence de Paris à ce stade crucial, pourrait être utile à plusieurs égards :

— L'article 29 prévoit un mécanisme qui pourrait servir à sortir de l'impasse et à faire rentrer la PKD dans le rang à ce moment crucial;

— Si les consultations prévues par l'article 29 avaient lieu selon le calendrier fermement établi mentionné ci-dessous, elles ne pourraient pas offrir à la PKD une nouvelle occasion de retarder la mise en œuvre du processus de paix;

— Si la PKD ne saisissait pas l'occasion de ces consultations pour rentrer dans le rang, le libellé de l'article 29 serait, à notre avis, assez large pour permettre la poursuite du processus en dépit des violations de la PKD : en effet, l'expression « dispositions appropriées » pourrait inclure la décision de poursuivre l'application des accords, dans la mesure du possible, sans la PKD.

9. Compte tenu du temps dont on dispose, il serait préférable que les Coprésidents de la Conférence de Paris consultent les pays ayant participé à la CIPC par les voies diplomatiques normales. Puisqu'il se trouve dans la région, M. Alatas pourrait être chargé de consulter directement les factions cambodgiennes.

10. Les principaux problèmes associés à ce plan d'action tiennent à la sécurité :

— Les forces armées des trois autres factions (Forces armées populaires cambodgiennes, Armée nationale du Kampuchea indépendant et Front de libération nationale du peuple khmer) devront être maintenues intactes dans la mesure du possible car il serait nécessaire qu'elle tiennent le front et empêchent la PKD de continuer à gagner du terrain. Toutefois, comme il est impératif d'établir un climat politique neutre à la veille des élections, les trois forces armées devront être supervisées par l'APRONUC, sous une forme ou sous une autre.

— Le prince Sihanouk, notamment, juge improbable que la PKD organise une campagne de violence pour perturber les élections en dehors de son propre territoire, mais, à titre de précaution, il faudrait redéployer les bataillons d'infanterie de l'APRONUC pour qu'ils coopèrent avec les forces des trois factions afin de protéger l'inscription de la population sur les listes électorales et le processus électoral sur l'ensemble du territoire non contrôlé par la PKD. Il faudrait peut-être à cette fin accroître le budget militaire de l'APRONUC puisqu'il ne serait pas possible de réduire le nombre de bataillons de l'APRONUC à partir de décembre comme il était prévu.

11. Si, contre toute attente, la PKD organisait une offensive militaire soutenue contre les forces de l'APRONUC à la suite de son exclusion du processus, la situation dépasserait manifestement le mandat actuel de maintien de la paix de l'APRONUC.

— Il appartiendrait alors au Conseil de sécurité de décider s'il y a lieu de passer d'un mandat relevant du Chapitre VI à un mandat relevant du Chapitre VII (ce qui est très peu probable) ou de se retirer complètement du Cambodge, en laissant les pays concernés convenir d'une action commune en dehors des Accords de Paris, probablement à l'appui d'une administration Sihanouk-Hun Sen à laquelle le FUNCINPEC et le FNLPK coopéreraient.

— Toutefois, même dans le pire des cas, celui d'un retrait de l'ONU (et compte tenu de l'enjeu qu'a l'ONU au Cambodge, cette option est à éviter dans toute la mesure du possible), les Accords de Paris auront eu un effet très important sur la situation politique et militaire au Cambodge. La PKD se trouvera isolée sur la scène internationale, sans soutien matériel et diplomatique, ses adversaires étant désormais reconnus et soutenus à la quasi-unanimité.

12. Si les Accords doivent être mis en œuvre sans la PKD, il reste tout aussi important que l'APRONUC crée un cadre politique neutre en préparation des élections. A cet égard, les questions exigeant une attention urgente sont les suivantes :

— Il faudra voir si le nombre total prévu de 157 administrateurs de rang élevé sera suffisant pour que l'APRONUC s'acquitte de manière crédible de son mandat en matière d'administration civile.

— L'APRONUC devra assumer la responsabilité de mesures de contrôle de l'entrée des étrangers (y compris des Vietnamiens et des Thaïlandais) en établissant un système de postes frontaliers. C'est à un gouvernement cambodgien élu qu'il appartiendra de régler la question des colons vietnamiens, mais il existe des dangers, y compris le risque d'actes de violence à l'encontre des Vietnamiens pendant la période de transition, si les Vietnamiens continuent d'entrer en grand nombre au Cambodge, situation que l'APRONUC devrait maîtriser en vertu de son mandat.

— Les activités d'information et de sensibilisation de l'opinion publique de l'APRONUC seront encore plus importantes si le processus de mise en œuvre des Accords se poursuit sans la PKD. Il est urgent d'établir une radio de l'APRONUC comprenant un service de programma-

tion, des sources d'électricité et des relais pour diffuser le message de l'APRONUC dans l'ensemble du Cambodge 24 heures sur 24. Pour contrer la propagande anti-APRONUC de la radio de la PKD, il ne suffit pas d'utiliser de temps à autre du temps d'antenne de la Voix de l'Amérique ou de certaines stations thaïlandaises.

Calendrier proposé :

I. D'ici à fin septembre

A la suite du rapport que le Représentant spécial du Secrétaire général doit présenter, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte une résolution dans laquelle :

1) Il prie le Secrétaire général, conformément à l'article 29 de l'Accord 1, de demander aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge « d'engager immédiatement les consultations nécessaires, y compris avec les membres de la Conférence, en vue de prendre les dispositions appropriées pour assurer le respect » des engagements des parties.

2) Il demande aux coprésidents de la Conférence de Paris de l'informer de leurs conclusions d'ici à la mi-octobre, c'est-à-dire juste avant la date prévue pour l'examen par l'Assemblée générale de la deuxième tranche du financement de l'APRONUC.

3) Il fixe une date (troisième semaine d'octobre) à l'imposition de sanctions et décrit le type de sanctions (qui consisteraient sans doute principalement à contrôler l'accès routier au territoire de la PKD) à appliquer si la PKD continue à refuser de respecter les termes des Accords.

II. Troisième semaine d'octobre

Sur la base du rapport des Coprésidents de la CIPC, à supposer qu'il ne signale aucun changement de position de la PKD, le Conseil de sécurité se réunit de nouveau pour imposer des sanctions et adopter une résolution dans laquelle :

1) Il décrète officiellement ces sanctions en tant que décision du Conseil de sécurité ayant force exécutoire;

2) Il avertit que, si la PKD ne s'exécute pas au plus tard le 1er décembre, la mise en œuvre des Accords, y compris les élections organisées par les Nations Unies, se poursuivra sans elle;

— Sous réserve de l'avis d'autres parties, la résolution pourrait aller jusqu'à exclure officiellement la PKD de la mise en œuvre des Accords.

3) Il prévient que, dans ce cas, il serait aussi obligé, le 1er décembre, de déclarer officiellement la suspension des dispositions militaires de la phase II (cantonnement, désarmement, suspension des opérations, démilitarisation) pour les trois autres factions.

III. Fin octobre

L'Assemblée générale approuve la deuxième tranche de financement de l'APRONUC pour la période allant du 1er novembre au 14 décembre, l'expiration cette tranche à la mi-décembre allant au delà de la date limite fixée pour la participation de la PKD.

IV. Début décembre

Au cas où la PKD continuerait à ne pas respecter les Accords, le Conseil de sécurité, après avoir consulté toutes les parties concernées, conviendrait d'un plan révisé découlant de la non-participation de la PKD aux Accords; ce plan pourrait comprendre les éléments suivants :

— Un budget révisé;

— La suspension officielle du cantonnement, du désarmement et de la démobilisation des forces armées des trois factions coopérant aux Accords;

— La suspension officielle de la participation de la PKD au Groupe de travail militaire mixte et autres organes de liaison APRONUC-CNS (et éventuellement au CNS lui-même bien que cela ne soit peut-être pas souhaitable).

Entre-temps, l'APRONUC mettrait en œuvre les Accords sur l'ensemble du territoire du Cambodge qui n'est pas directement contrôlé par la PKD, conformément au calendrier approuvé, y compris :

— L'inscription sur les listes électorales, à partir d'octobre, et

— Le décaissement des fonds de relèvement des Nations Unies destinés aux zones non contrôlées par la PKD.

V. Avril-mai 1993

Tenue d'élections d'une assemblée constituante et (très probablement) d'un Président du Cambodge, organisées et supervisées par l'ONU.

Document 45

Deuxième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'APRONUC.

S/24578, 21 septembre 1992

Introduction

1. Le 1er mai 1992, j'ai soumis au Conseil de sécurité mon premier rapport sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) (S/23870). J'ai ensuite présenté deux rapports spéciaux (S/24090, en date du 12 juin 1992, et S/24286, en date du 14 juillet 1992). Le premier de ceux-ci a amené le Président du Conseil de sécurité à faire une déclaration le 12 juin 1992 (S/24091) et le deuxième a servi de base aux délibérations du Conseil qui ont conduit à l'adoption de la résolution 766 (1992) du 21 juillet 1992. Le deuxième rapport de situation que je présente ici a été établi en application du paragraphe 10 de la résolution 745 (1992).

I. Progrès accomplis à ce jour dans la mise en œuvre des résolutions 745 (1992) et 766 (1992) et tâches restant à effectuer

A. *Généralités*

2. L'APRONUC est maintenant presque entièrement déployée sur l'ensemble du territoire cambodgien. Le fait que la partie du Kampuchea démocratique (PKD) continue de refuser l'accès des zones qu'elle contrôle au personnel de l'APRONUC et de cantonner ses forces comme elle est censée le faire en application du plan de mise en œuvre (S/23613) constitue cependant un sujet de vive préoccupation. Comme je l'expliquais dans mon deuxième rapport spécial, la PKD a donné sa propre interprétration des dispositions des Accords de Paris relatives à la vérification du retrait et du non-retour des forces étrangères, ainsi qu'au rôle et aux pouvoirs du Conseil national suprême. Elle affirme que ces dispositions n'ont pas été appliquées et que, tant qu'elles ne l'auront pas été, elle ne sera pas en mesure de mettre en œuvre les autres dispositions. Dans la logique de cette assertion, elle a publié une série de propositions définissant les conditions auxquelles elle serait disposée à participer pleinement au processus de paix. Bien que mon représentant spécial ait soigneusement étudié toutes ces propositions en vue de composer avec la PKD, il n'a pas été possible de les accepter du fait qu'elles ne concordent pas avec les Accords de Paris.

3. Sur d'autres plans, la mission va néanmoins bon train. La loi électorale a été adoptée le 5 août 1992. L'enregistrement provisoire des partis politiques a débuté et les dispositions voulues ont été prises en préparation de l'inscription des Kampuchéens sur les listes électorales. Il demeure prévu que les élections se tiennent avant juin 1993. Le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées se poursuit de façon régulière; plus de 115 000 retours au Cambodge avaient été enregistrés au 15 septembre dernier, sans qu'il se soit produit d'incident grave. L'incorporation progressive de personnel civil de l'ONU dans les structures administratives des trois parties cambodgiennes qui se conforment aux dispositions régissant le processus de paix a permis à l'APRONUC de commencer à exercer les activités de supervision et de contrôle prévues dans son mandat. Les travaux des composantes droits de l'homme et police civile ont été étendus à chacune des provinces. Un certain nombre de programmes d'aide au relèvement ont été approuvés par le Conseil national suprême.

B. *Relations avec le Conseil national suprême (CNS)*

4. L'APRONUC continue de bénéficier de la coopération et de l'appui pleins et entiers du Président du CNS, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk. Depuis mon premier rapport de situation, le Conseil a tenu 12 réunions à l'occasion desquelles il a adopté, sur l'initiative de l'APRONUC, un certain nombre de mesures portant sur différents aspects des travaux de l'Autorité, dont on trouvera un exposé ci-après.

5. Le CNS continue de fonctionner suivant les modalités fixées dans l'accord pour un règlement politique global et ses rapports avec l'APRONUC ont généralement été harmonieux et productifs, en dépit des difficultés découlant du fait que la PKD se refuse à participer pleinement au processus de paix. Lors de la réunion du Conseil tenue le 7 mai dernier, le prince Sihanouk et les autres membres présents ont signé l'accord sur le statut juridique de l'APRONUC au Cambodge. Conformément aux Accords de Paris, l'APRONUC a tenu le Conseil pleinement informé de ses activités.

C. *Droits de l'homme*

6. Il est essentiel qu'une meilleure compréhension et un plus grand respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales soient assurés si l'on veut créer le climat voulu pour que des élections libres et régulières puissent se tenir. La composante droits de l'homme mène à cet effet des activités portant sur trois grands domaines. Premièrement, elle a encouragé le CNS à adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme applicables en l'espèce, et a entrepris un examen des régimes judiciaire et pénal existants au regard de leurs dispositions. Deuxièmement, elle a lancé une vaste campagne de sensibilisation aux droits de l'homme, en étroite coopération avec la Division de l'information et de l'éducation de l'APRONUC. Troisièmement, elle a enquêté sur les plaintes relatives à des violations des droits de

l'homme et a pris des mesures correctives lorsque la nécessité s'en faisait sentir.

7. Au 18 septembre, des spécialistes de la promotion des droits de l'homme avaient été déployés dans 15 des 21 provinces. Il en sera déployé dans 3 autres provinces d'ici au 25 septembre, et dans les 3 dernières au début d'octobre. Deux spécialistes ont en outre été envoyés dans les zones contrôlées par le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif et le Front national de libération du peuple khmer. La composante ne s'est pas encore vu autoriser l'accès à la zone contrôlée par la PKD.

8. Après avoir ratifié les Pactes internationaux relatifs aux droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels[1], le CNS est convenu le 10 septembre d'adhérer à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants[2], à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes[3], à la Convention relative aux droits de l'enfant[4] et à la Convention[5] ainsi qu'au Protocole[6] relatifs au statut des réfugiés.

9. Afin d'appuyer les groupes locaux de défense des droits de l'homme, la composante a organisé des séances de formation à l'intention des organisations locales, des enseignants, des administrateurs d'établissements scolaires, etc. Elle prévoit également d'organiser à Phnom Penh, du 30 novembre au 1er décembre 1992, un Colloque international sur les droits de l'homme au Cambodge.

10. Plus de 250 plaintes faisant état d'actes de harcèlement et d'intimidation, d'arrestations arbitraires, de meurtres et de dommages matériels et corporels ont été déposées auprès de la composante. Celle-ci en a renvoyé 130 à d'autres composantes de l'APRONUC, et elle a enquêté elle-même sur les autres, à l'exclusion de 13, jugées sans fondement. Elle coopère étroitement avec la composante de police civile dans toutes les enquêtes.

11. Les travaux préparatoires à une réforme du régime carcéral ont également débuté, mais ne portent jusqu'à présent que sur les prisons contrôlées par les autorités de Phnom Penh. Une Commission de contrôle des prisons a été créée, et l'examen auquel elle a procédé a conduit à l'élargissement de 108 personnes détenues sans procès en mai et 250 autres en août. La composante a en outre organisé des réunions d'information sur les droits de l'homme à l'intention des contrôleurs de police civile de l'APRONUC et de volontaires des Nations Unies.

D. *La composante électorale*

12. La composante électorale a déployé quelque 150 fonctionnaires internationaux au quartier général de l'APRONUC et dans les provinces. Une vingtaine d'autres devraient arriver d'ici la fin de septembre. Les 400 volontaires des Nations Unies sont presque intégralement déployés à l'échelon des districts et l'on est en train de déployer un millier d'agents recrutés à l'échelon local.

13. La loi électorale dont l'APRONUC avait soumis le texte le 1er avril 1992 a été adoptée par le Conseil national suprême le 5 août et promulguée le 12 août. Elle diffère du projet soumis en avril à deux égards. Premièrement, à la suite de longues discussions, il a été décidé que, pour répondre au souci qu'avaient exprimé les parties de limiter le droit de vote aux « Cambodgiens », le texte des Accords de Paris devait être interprété comme donnant le droit de s'inscrire sur les listes électorales à « chaque Cambodgien », défini comme suit :

a) Toute personne née au Cambodge dont l'un des deux parents au moins est né au Cambodge; ou

b) Toute personne, où qu'elle soit née, dont l'un des deux parents au moins est ou a été cambodgien au sens de l'alinéa *a*.

14. Deuxièmement, le projet de loi a été modifié pour permettre aux Cambodgiens d'outre-mer d'exprimer leur suffrage dans un bureau de vote en Europe, un en Amérique du Nord et un en Australie. Mais l'inscription sur les listes électorales doit néanmoins s'effectuer exclusivement au Cambodge.

15. L'enregistrement provisoire des partis politiques a démarré le 15 août, et 14 organisations ont jusqu'ici demandé à être enregistrées. L'APRONUC a préparé la documentation nécessaire. En vertu de la loi électorale, l'APRONUC est tenue de garantir le droit des partis politiques d'ouvrir des bureaux dans tout le pays. Au cours d'entretiens avec l'APRONUC, les autorités de Phnom Penh ont accepté de revenir sur leur politique consistant à ne pas autoriser les autres partis à ouvrir des bureaux dans les zones qu'elles contrôlent. Le 10 septembre 1992, mon représentant spécial a informé le Conseil national suprême que la réglementation électorale donnant aux partis politiques le droit d'ouvrir des bureaux dans l'ensemble du Cambodge était entrée en vigueur. A la même réunion, M. Hun Sen a annoncé que les partis autres que la PKD seraient autorisés à ouvrir des bureaux dans les zones contrôlées par son administration. La PKD y serait autorisée lorsqu'elle accorderait à l'APRONUC l'accès à la zone qu'elle contrôle.

16. L'inscription des électeurs devrait commencer en octobre 1992, comme prévu dans le plan de mise en œuvre (S/23613). Selon les estimations les plus récentes de la population, l'électorat semble se chiffrer à environ 5 millions de personnes, soit passablement plus que les 4,3 millions envisagés dans le plan de mise en œuvre. L'APRONUC s'efforcera cependant de s'en tenir au nombre de bureaux d'inscription prévu (800 environ). Les autres modalités du processus électoral resteront vraisemblablement telles qu'elles sont décrites dans le plan de mise en œuvre.

[1] Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.
[2] Résolution 39/46 de l'Assemblée générale, annexe.
[3] Résolution 34/180 de l'Assemblée générale, annexe.
[4] Résolution 44/25 de l'Assemblée générale, annexe.
[5] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 189, n° 2545.
[6] Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 606, n° 8791.

17. L'incertitude quant aux intentions de la PKD a des répercussions négatives sur les plans de la composante électorale. De surcroît, si l'APRONUC ne parvient à accéder aux zones contrôlées par la PKD qu'une fois le processus électoral bien avancé, il ne sera peut-être plus possible de prendre des dispositions pratiques pour assurer l'instruction civique, la formation et l'inscription sur les listes électorales dans les zones en question.

18. La composante électorale examine actuellement une proposition de tenir une élection présidentielle en même temps que l'élection d'une assemblée constituante. Les parties cambodgiennes et le prince Sihanouk lui-même se sont déclarés très favorables à cette idée, estimant qu'une telle élection aurait un effet stabilisant durant la période postélectorale. Toutefois, une élection présidentielle n'est envisagée ni dans les Accords de Paris ni dans le plan de mise en œuvre. Elle nécessiterait donc l'autorisation du Conseil de sécurité, ainsi que des ressources additionnelles.

E. *La composante militaire*

19. La composante militaire de l'APRONUC est maintenant presque intégralement déployée au Cambodge, avec un effectif légèrement inférieur à celui qui était prévu (15 900 personnes) : 12 bataillons d'infanterie, observateurs militaires, génie, transmissions et éléments naval, aérien et autres, soit au total 15 100 personnes, tous grades confondus.

20. La composante militaire a établi neuf postes de contrôle à la frontière du Cambodge avec le Viet Nam, deux à la frontière avec la République démocratique populaire lao et sept à la frontière thaïlandaise. Des postes de contrôle ont aussi été mis en place aux aérodromes et au port de Sihanoukville, ainsi que sur les principales routes du pays. De plus, des patrouilles sont effectuées régulièrement pour déceler et dissuader les mouvements non autorisés de personnes armées et d'armes, prévenir le banditisme et établir la présence de l'APRONUC. Conformément aux Accords de Paris, la composante militaire procède à des enquêtes sur les violations du cessez-le-feu et sur la présence éventuelle de forces étrangères et s'emploie à localiser les caches d'armes.

21. Les violations du cessez-le-feu intervenues depuis le premier rapport d'activité ont été mineures, mais le refus de la PKD d'autoriser l'APRONUC à accéder à sa zone et de cantonner ses forces ont gravement gêné les opérations de la composante militaire. En particulier, il y a eu un certain nombre d'incidents au cours desquels on a tiré sur des hélicoptères de l'APRONUC, la plupart du temps depuis des secteurs contrôlés, semble-t-il, par les forces armées de la PKD. Comme indiqué dans mes premier et deuxième rapports spéciaux, mon représentant spécial et le commandant de la composante militaire ont eu périodiquement des contacts avec le Président de la PKD et ses collaborateurs afin de rechercher une solution à ces problèmes. Le 27 août, un porte-parole de haut niveau de la PKD a annoncé que l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) était disposée à cantonner ses troupes avant même que le retrait et le non-retour des forces étrangères aient été dûment vérifiés, sans néanmoins fixer de date pour ce processus. Le porte-parole a également annoncé que l'ANKD avait l'intention de siéger de nouveau au Groupe de travail militaire mixte après une absence d'environ trois mois, ce qu'elle a fait le 17 septembre. C'est là un élément positif.

22. La non-coopération de la PKD n'a pas empêché la composante militaire d'entreprendre le regroupement, le cantonnement et le désarmement des forces armées des trois factions qui se conforment aux obligations que leur imposent les Accords de Paris. Au 10 septembre, l'APRONUC avait cantonné plus de 50 000 soldats, se répartissant comme suit :

Forces armées populaires cambodgiennes	42 368
Armée nationale du Kampuchea indépendant	3 445
Forces armées nationales de libération du peuple khmer	6 479
Armée nationale du Kampuchea démocratique	—
Total	52 292

L'APRONUC a aussi assumé la garde de 50 000 armes environ.

23. Sur les effectifs militaires cantonnés, environ 38 000 hommes ont bénéficié, après avoir remis leurs armes et leur carte d'identité, d'une permission pour travaux agricoles afin de pouvoir faire la récolte de riz. Tous peuvent être rappelés, avec un préavis de deux semaines, de façon que la totalité des troupes soient cantonnées avant que commence le processus de la démobilisation proprement dite.

24. La composante militaire continue de former des personnels des parties cambodgiennes au déminage. Onze centres de formation au déminage ont été créés et quelque 850 soldats ont maintenant reçu une formation complète. Pour des raisons de sécurité, la durée des stages de formation a été doublée et portée de deux à quatre semaines. Il n'y a eu aucune perte en vies humaines parmi les stagiaires. L'APRONUC emploie actuellement 350 Cambodgiens à des activités de déminage, surtout celles entreprises pour appuyer directement les programmes de rapatriement et de relèvement et celles qu'exige la mise en place continue de l'infrastructure de l'APRONUC. Par exemple, dans un secteur d'environ 22 000 mètres carrés, à l'est de la route 69 dans le secteur 2, plus de 1 000 mines ont été éliminées.

F. *Composante administration civile*

25. Les activités du personnel d'administration civile de l'APRONUC sont régies par les Accords de Paris et le plan de mise en œuvre et suivent la proposition à examiner (« document officieux ») établie par les participants à la Conférence ministérielle de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (voir S/24286, annexe).

26. Plus de 800 membres de la composante administration civile — quelque 200 agents internationaux et 600 agents recrutés localement — ont été déployés. Non

plus que les autres composantes de l'APRONUC, le personnel d'administration civile n'a pas encore pu accéder aux zones contrôlées par la partie du Kampuchea démocratique (PKD). Il a élaboré un plan concernant le contrôle de ses structures administratives, qui pourra être mis en œuvre dès que l'APRONUC y aura accès. Des contacts ont été établis avec les administrations des deux autres parties cambodgiennes, le FUNCINPEC et le FNLPK, et des contrôleurs civils ont été envoyés dans leurs zones à la find'août. Toutefois, la majeure partie du personnel d'administration civile a été déployée dans les structures administratives des autorités de Phnom Penh.

27. L'objectif du contrôle direct est d'assurer un environnement neutre permettant la tenue d'élections libres et régulières. Afin d'y parvenir sur le plan opérationnel, la composante administration civile recourt à trois moyens complémentaires de contrôle : le contrôle *a posteriori,* le contrôle a priori et l'évaluation. Pour l'exercice du contrôle *a posteriori,* elle utilise tous les documents concernant le fonctionnement des structures administratives existantes, y compris les compétences en matière de prise de décisions, la politique suivie en matière de personnel et les questions de matériel. Pour le contrôle *a priori,* elle prend préalablement connaissance de toutes les décisions adoptées par les structures, comme elle y est autorisée, et peut modifier celles qui concernent par exemple le personnel, les finances et la vente de biens. Pour le contrôle par évaluation, il est proposé d'améliorer le fonctionnement des structures administratives existantes. Concrètement, ces trois moyens de contrôle direct sont appliqués de manière différente : présence physique du personnel d'administration civile aux côtés du personnel national de contrepartie de haut niveau dans les structures administratives existantes, organisation de réunions hebdomadaires entre le personnel de l'APRONUC et ces fonctionnaires, et délimitation des compétences en matière de prise de décisions, de sorte que le personnel d'administration civile puisse exercer un contrôle *a priori* sur les décisions prises.

28. Conformément aux paragraphes 102 et 103 du plan de mise en œuvre, la composante administration civile a demandé à chacune des quatre parties cambodgiennes de lui communiquer une liste des lois en vigueur, afin que l'APRONUC puisse les examiner. Toutes les parties ont communiqué les informations demandées, sauf la PKD. Sur l'initiative de l'Autorité, le Conseil national suprême, à ses réunions du 20 avril et du 5 juin 1992, a adopté des lois consacrant les droits à la liberté d'association et de réunion. A sa réunion du 10 septembre, il a également approuvé une série de principes relatifs au système juridique, au droit pénal et à la procédure pénale, dont l'objectif était d'établir des normes uniformes pour le pouvoir judiciaire et le droit positif qui s'appliqueraient à l'ensemble du territoire cambodgien et seraient conformes aux instruments adoptés par l'ONU.

29. Le 1er juillet 1992, la composante administration civile a commencé à exercer son plein contrôle sur les cinq domaines essentiels de l'administration de Phnom Penh, comme spécifié dans les Accords de Paris, à savoir les affaires étrangères, la défense nationale, la sécurité publique, les finances et l'information. A Phnom Penh, de un à trois membres de l'administration civile sont actuellement déployés aux Ministères de la défense, de la sécurité nationale, des affaires étrangères, des affaires consulaires et des finances, ainsi qu'à la Banque nationale. Au 15 juillet, des bureaux avaient été établis dans les 21 provinces du pays pour le personnel d'administration civile de l'APRONUC. On compte actuellement environ 95 fonctionnaires internationaux au bureau de Phnom Penh et 123 dans les provinces. En outre, conformément aux paragraphes 2 et 3 de la section B de l'annexe 1 des Accords, l'APRONUC a établi un contrôle optionnel sur un certain nombre de domaines qui ont été identifiés comme ayant une influence directe sur le résultat des élections.

1. *Activités du personnel d'administration civile à Phnom Penh*

a) *Affaires étrangères*

30. Le paragraphe 10 de la proposition à examiner stipule ce qui suit :

> « Après avoir consulté le Conseil national suprême..., l'APRONUC, par le contrôle qu'elle exerce sur l'administration civile, surveillera la délivrance de visas à tous les étrangers cherchant à entrer dans une partie quelconque du territoire cambodgien. Le Conseil national suprême examinera la question d'une marque uniforme apposée en son nom, afin de valider sur demande les passeports, les titres de voyage et les cartes d'identité des Cambodgiens. »

31. L'APRONUC a établi une présence continue à l'aéroport international Pochentong de Phnom Penh, afin d'aider à régler tout problème d'immigration qui pourrait surgir. Le service de la composante administration civile chargé des affaires étrangères a également proposé aux autorités de Phnom Penh de supprimer les visas de sortie pour les Cambodgiens. Cette proposition est actuellement à l'étude. L'APRONUC a en outre délivré au prince Sihanouk, aux membres de sa famille et à son entourage, de même qu'aux membres et au secrétariat du Conseil national suprême des passeports du CNS.

32. La composante a également assumé le contrôle de la réception et de la distribution de l'aide étrangère, fonction qui implique non seulement la supervision des fonctionnaires compétents du Ministère des affaires étrangères mais aussi celle des fonctionnaires des organes et organismes administratifs s'occupant de ce domaine, comme le Comité de réception de l'aide humanitaire et la Croix-Rouge cambodgienne.

b) *Défense nationale*

33. Les fonctionnaires du service de la composante chargé de la défense ont inspecté la structure administrative de Phnom Penh concernant ce secteur et prévoient d'inspecter sous peu les structures du FUNCINPEC et du

FNLPK. Leurs inspections et enquêtes ont fait apparaître un haut niveau d'activité politique de la part du Parti populaire cambodgien (PPC) au sein des forces armées des autorités de Phnom Penh. Des mesures sont actuellement à l'étude afin de limiter cette activité. Au 1er septembre, le service disposait d'effectifs complets; les inspections périodiques ont été remplacées par un contrôle direct et constant sur les décisions prises. Le service a également demandé d'établir un inventaire des avoirs.

c) *Sécurité publique*

34. L'exercice du contrôle sur la sécurité publique, avec la collaboration des composantes de la police civile et des droits de l'homme, a atteint un stade avancé. Le service chargé de la sécurité publique a non seulement compilé toutes les lois existantes et modifié celles qu'il a jugées incompatibles avec les Accords de Paris, mais également élaboré des codes de conduite. Le Groupe de travail de la sécurité publique, qui comprend des représentants des quatre parties, se réunit deux fois par mois sous la présidence de l'APRONUC.

d) *Finances*

35. Un contrôle direct sur ce secteur a été institué le 1er juillet 1992 et pleinement établi dans la première partie de septembre. En ce qui concerne les autorités de Phnom Penh, des contrôleurs financiers sont présents dans chacun des ministères, à la Banque nationale du Cambodge et dans toutes les administrations provinciales, sauf six, situation à laquelle il sera prochainement remédié. Des mécanismes spécifiques sont en place, qui permettent à l'APRONUC d'examiner et d'approuver les différents postes de dépense. Une attention particulière est également accordée aux principales sources de revenu, comme les droits de douane. Les recettes et les dépenses du FUNCINPEC et du FLNPK font l'objet d'un contrôle. Aucun contrôle ne peut actuellement être exercé sur la PKD.

e) *Information*

36. Le Directeur de la Division de l'information/éducation a créé un groupe de travail composé de représentants des parties cambodgiennes et des médias afin de les associer aux mesures prises par l'APRONUC pour exercer un contrôle direct dans le domaine de l'information, et de les tenir au courant. La Division a présenté au groupe de travail un projet de charte à l'intention des médias, qui a été établi en coopération avec la composante droits de l'homme. L'objectif de la charte est d'énoncer les principes devant régir l'exercice de la liberté de la presse et des droits et obligations des organes d'information et des institutions, organes et services administratifs spécialisés dans le domaine de l'information et, notamment, dans le contexte des élections. La question de l'adoption de mesures visant à assurer un accès équitable aux médias, conformément aux Accords de Paris, sera examinée en priorité par le Groupe de travail des médias. Le Directeur de la Division de l'information a également visité les stations de radiodiffusion et les installations de presse de trois des quatre parties, à l'exception de la PKD.

f) *Enquêtes et plaintes*

37. Conformément à son mandat (voir S/23613, par. 108), la composante administration civile a également établi un service chargé des enquêtes et des plaintes, qui travaille en étroite collaboration avec les composantes police civile, élections et droits de l'homme. Le service a déjà reçu une cinquantaine de plaintes.

g) *Contrôle optionnel*

38. Le 26 mai, le Conseil national suprême a accepté une proposition de l'APRONUC tendant à identifier, outre les cinq domaines d'activité spécifiés dans les Accords de Paris, les institutions, organes et services administratifs qui pourraient avoir une influence directe sur le résultat des élections et devraient donc être placés sous la supervision ou le contrôle direct de l'APRONUC, conformément au paragraphe 2 de la section B de l'annexe 1 des Accords de Paris. Il a été décidé que les organes en question devraient être ceux qui sont chargés de la santé publique, de l'éducation, de l'agriculture, de la pêche maritime et en eau douce, des communications et des postes, de la production et de la distribution d'énergie, des voies navigables et des transports publics, du tourisme et des monuments historiques, des mines et de l'administration générale. Il a également été décidé que tous les organes, institutions et services administratifs autres que ceux énumérés ci-dessus devraient, conformément au paragraphe 3 de la section B de l'annexe 1 des Accords, faire l'objet d'une supervision générale.

2. *Administration civile des provinces*

39. Des sièges provinciaux ont été créés et fonctionnent maintenant dans toutes les 21 provinces, y compris les villes de Phnom Penh et de Sihanoukville. Ces sièges comprennent habituellement un directeur, un directeur adjoint, un fonctionnaire des finances et un spécialiste des droits de l'homme/fonctionnaire de l'information, ainsi qu'un personnel d'appui. Comme on l'a déjà noté, des fonctionnaires chargés de l'organisation des élections travaillent en étroite coopération avec le personnel de l'administration civile et ont aussi été déployés dans toutes les provinces.

40. Le 28 août 1992, l'APRONUC a convoqué à Phnom Penh une réunion avec les gouverneurs provinciaux nommés par les autorités de Phnom Penh pour examiner les questions qui s'étaient posées dans diverses provinces à la suite de la surveillance et du contrôle exercés par les directeurs provinciaux de l'APRONUC. Ces questions comprenaient le droit des partis politiques autres que le PPC d'ouvrir des bureaux dans la zone contrôlée par les autorités de Phnom Penh, des questions foncières et des questions relatives à la propriété, la liberté de mouvement, etc.

G. *Police civile*

41. Sur les 3 600 officiers de police prévus dans le plan de mise en œuvre, 2 500 environ ont été déployés. Des arrangements en vue du déploiement de plus de la moitié du personnel de police restant ont déjà été pris et des consultations sont menées avec des Etats Membres de manière que tout l'effectif autorisé de la police civile soit atteint le plus tôt possible.

42. Malgré ce retard intervenu dans son plein déploiement, la police civile a pu étendre ses activités à toutes les provinces. Elle a établi une présence très visible à Phnom Penh et au niveau provincial, et elle s'emploie à créer des postes de police dans les districts ainsi qu'à patrouiller régulièrement les villages. Elle maintient une présence permanente dans les zones du FUNCINPEC et des Forces armées nationales de libération du peuple khmer afin d'entraîner et de surveiller leurs unités de police civile. A la conférence de presse du 27 août mentionnée plus haut (par. 21), le porte-parole de la PKD a indiqué que cette partie enverrait des représentants pour coopérer avec la police civile de l'APRONUC dans sept provinces cambodgiennes. Cette coopération a maintenant commencé.

43. La police civile travaille en étroite coopération avec la composante droits de l'homme, la composante électorale, la composante militaire, l'administration civile et la composante rapatriement, et nombre de ses activités ont été mentionnées sous ces rubriques.

44. La police civile dirige également la lutte de la police locale contre le problème croissant du banditisme dans l'intérieur du pays. En coopération avec la composante militaire, elle examine la possibilité de surveiller les points de contrôle et les patrouilles des forces de police existantes dans les zones critiques. Une certaine quantité d'armes ont déjà été remises aux contrôleurs de police civile de l'APRONUC, qui aident au fonctionnement des points de contrôle frontaliers.

45. Outre les contacts qu'il maintient régulièrement avec le fonctionnaire de Phnom Penh responsable de la sécurité publique, le commissaire de police de l'APRONUC préside un comité pour le contrôle de la circulation aux travaux duquel participent toutes les parties à l'exception de la PKD. Depuis l'arrivée de l'APRONUC, le volume de la circulation a beaucoup augmenté à Phnom Penh, provoquant des encombrements et de la confusion chez les chauffeurs qui ne sont pas habitués à une circulation intense. Un certain nombre d'accidents se sont produits, et la police civile de l'APRONUC a introduit de meilleures méthodes de formation et de contrôle de la circulation à l'intention des agents de police de la capitale et organisé des cours de formation pour les forces provinciales de police.

46. En plus de ces activités de fond, la présence de la police civile dans tout le pays appuie la composante militaire en « arborant le drapeau » et en assurant les Cambodgiens de l'engagement de l'APRONUC vis-à-vis du processus de paix. La présence de la police, comme celle de la composante militaire, aide à créer un milieu politique neutre en faisant comprendre aux Cambodgiens que l'abus arbitraire de la force ne sera pas toléré. Ce sont des officiers de la police civile de l'APRONUC, par exemple, qui ont joué un rôle déterminant dans la libération de M. Ieng Mouly, membre des Forces armées nationales de libération du peuple khmer appartenant au Conseil national suprême, lorsqu'il a été arrêté en juillet par la police des autorités de Phnom Penh. A plusieurs reprises également, des membres de l'ANKD se sont présentés avec leurs armes au personnel de la police civile.

H. *Rapatriement*

47. Depuis les opérations de rapatriement commencées le 30 mars 1992, plus de 115 000 réfugiés et personnes déplacées du Cambodge sont rentrés dans leur pays sous les auspices de la composante rapatriement de l'APRONUC, le Haut Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR) ayant la haute main sur les opérations. Cette tâche a été accomplie sans incidents majeurs. Il reste à rapatrier quelque 250 000 personnes, dont il faut déduire celles qui sont rentrées spontanément au pays sans l'aide de l'APRONUC/HCR. Le HCR ne ménage aucun effort pour informer les réfugiés de la situation qui existe dans leurs lieux de destination finale, en particulier si ceux-ci sont peu sûrs ou inaccessibles.

48. Après un commencement relativement lent au cours duquel la capacité d'absorption du pays a été mise à l'épreuve, le nombre mensuel des rapatriements s'élève maintenant à plus de 30 000 et devrait atteindre 40 000 pendant la prochaine saison sèche. Etant donné le taux de rapatriement, la coopération continue des autorités thaïlandaises et le désir de plus en plus vif des populations frontalières de rentrer dans leur patrie, il est très probable que la plupart de ceux qui avaient quitté le pays y rentreront à temps pour pouvoir participer aux élections. Le rapatriement s'effectue par avion, par la route, en chemin de fer et, surtout pendant l'actuelle saison des pluies, par bateau.

49. Malgré les efforts faits pour diversifier les options ouvertes aux rapatriés — par exemple, offre d'argent au lieu de terrain et de matériaux de construction —, la pénurie de terres disponibles et sûres est encore un sujet de préoccupation. La lenteur des opérations de déminage et les litiges auxquels la propriété des terres continue de donner lieu contribuent à cette pénurie, rendue plus critique par le banditisme et la malaria qui sévissent dans certaines régions. Cependant, la recherche de terres a été étendue au centre et à l'est du pays, régions qui se révèlent très prometteuses à cet égard. En juillet 1992, le HCR a signé avec Handicap International, organisation non gouvernementale, un accord prévoyant le recrutement de personnel de déminage cambodgien formé et surveillé par l'APRONUC.

50. Le rythme du rapatriement est tel que les trois petits camps frontaliers — O'Trao, Site K et Sok Sann — seront fermés en octobre 1992. La PKD n'a pas essayé de s'opposer au retour au Cambodge de quelque 35 000

personnes qui se trouvaient dans des camps qu'elle contrôle. A certains égards, la PKD a même coopéré avec la composante rapatriement de l'APRONUC. Le HCR a aussi pris des dispositions pour régler les problèmes de sécurité dans le plus grand camp de réfugiés, le Site 2, qui a souffert de désordres chroniques.

51. Bien que jusqu'à présent la plupart des réfugiés aient regagné des régions administrées par les autorités de Phnom Penh, plus de 6 000 ont été transportés directement, sur leur demande, dans la zone des Forces armées nationales de libération du peuple khmer, et des mouvements de réfugiés désireux de se rendre dans la zone du FUNCINPEC commenceront bientôt. Aussi longtemps que l'APRONUC n'a pas librement accès à la zone de la PKD, aucun plan n'a été prévu pour y transporter ou y aider des rapatriés. Il se peut cependant que certains d'entre eux y aillent de leur propre chef.

I. *Relèvement*

52. Peu après l'établissement de l'APRONUC au Cambodge, un comité consultatif technique du Conseil national suprême a été constitué sous la présidence du Directeur de l'APRONUC pour la relève afin de faciliter l'approbation de projets avec le consensus des quatre parties. La PKD a d'abord refusé de coopérer avec ce comité consultatif technique parce qu'elle estimait que beaucoup des projets envisagés tendaient en fait à appuyer les autorités de Phnom Penh au détriment des autres parties en leur fournissant une aide dans le domaine de la balance des paiements et du budget. Cependant, depuis la Conférence ministérielle de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue en juin 1992, au cours de laquelle la communauté internationale a annoncé des contributions de près de 880 millions de dollars pour aider le Cambdoge, la PKD a adopté une attitude plus positive.

53. L'APRONUC a toujours précisé que l'aide internationale serait dispensée sous sa direction générale et qu'elle aurait pour but d'améliorer les conditions de vie de tous les Cambodgiens quelle que soit leur affiliation politique. L'APRONUC se guide à cet égard sur le paragraphe 11 de la Proposition à examiner élaborée à la Conférence de Tokyo, qui est ainsi conçu :

> « A titre de principe fondamental, les activités concernant l'assistance multilatérale et l'appui budgétaire coordonnées par l'APRONUC durant la période de relèvement seront attribuées au Conseil national suprême et seront effectuées lorsque l'APRONUC pourra surveiller l'utilisation de l'aide ou des fonds. Dans tout document de l'Organisation des Nations Unies mentionnant l'assistance ou l'appui budgétaire destiné au "Cambodge" ou aux "autorités cambodgiennes", il est clairement entendu que ces termes s'entendent de l'ensemble du territoire cambodgien ou des administrations de toutes les parties cambodgiennes. Il est aussi clairement entendu que l'appui budgétaire visant à payer ou subventionner les traitements des enseignants, administrateurs, fonctionnaires, agents des services de santé, etc., au "Cambodge" est applicable suivant les besoins au territoire ou à l'administration contrôlé par chaque partie cambodgienne. »

La composante relèvement se guide aussi sur le paragraphe 12 de la résolution 766 (1992).

54. A la réunion du Conseil national suprême tenue le 16 juillet, l'APRONUC a présenté une liste de 10 programmes d'un montant total de plus de 187 millions de dollars. Le plus important de ces programmes était le Programme de coopération de l'UNICEF (89 millions de dollars), programme de trois ans financé et exécuté par l'UNICEF et visant à améliorer l'hygiène et l'approvisionnement en eau potable, les écoles, les services sanitaires et la sécurité alimentaire ainsi qu'à aider les femmes défavorisées et les enfants handicapés et défavorisés. Le deuxième grand programme proposé consistait en un aide-mémoire prévoyant que la Banque asiatique de développement prêterait 74,4 millions de dollars à des conditions de faveur pour financer des projets en matière de transport, d'énergie, d'agriculture et d'éducation. Les quatre parties cambodgiennes appuyaient 9 des 10 programmes proposés, mais la PKD s'opposait à tout emprunt auprès d'une institution financière internationale aussi longtemps que la question du rôle et des pouvoirs du Conseil national suprême n'aurait pas été réglée. En l'occurrence, le Président du Conseil national suprême a approuvé les 10 programmes en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les Accords de Paris.

55. Le 24 août 1992, le Conseil national suprême a approuvé sept autres programmes d'un montant total de plus de 15 millions de dollars et, le 10 septembre, il en a approuvé six autres d'un montant total de quelque 27 millions de dollars.

56. Dans ses activités, la composante relèvement se guide aussi sur le paragraphe 9 de la Proposition à examiner de la Conférence de Tokyo, qui est ainsi conçu :

> « Tous les accords de commerce et d'investissement avec l'étranger conclus par toutes les parties cambodgiennes seront notifiés au secrétariat du Conseil national suprême et soumis au contrôle de l'APRONUC en consultation avec le Conseil national suprême. »

57. On avait attiré l'attention du CNS sur le problème de la surexploitation des ressources naturelles du Cambodge. A sa séance du 7 mai, le Représentant spécial adjoint avait signalé que l'épuisement rapide des ressources forestières et des gisements de pierres précieuses du pays risquait d'avoir non seulement de graves conséquences écologiques mais aussi d'autres effets nuisibles aux intérêts vitaux et à l'avenir du Cambodge. Il avait invité le CNS à envisager de constituer un mécanisme pour recenser et examiner les divers arrangements contractuels relatifs à l'exploitation des ressources naturelles.

58. A la suite du regain d'attention que cette question a suscité dans la « proposition à examiner », élaborée à Tokyo, le CNS a décidé le 23 juillet de constituer un autre comité consultatif technique, lui aussi placé sous la

présidence du Directeur de l'APRONUC chargé du relèvement, afin de formuler et de recommander au CNS les mesures appropriées qu'il conviendrait de prendre. Ce comité examine actuellement s'il y a lieu de recommander au CNS de déclarer un moratoire national sur l'exportation de grumes du Cambodge.

J. *Division de l'information et de l'éducation*

59. La Division de l'information et de l'éducation de l'APRONUC a pour rôle d'expliquer à la population cambodgienne le sens des Accords de Paris ainsi que la nature, les objectifs et les activités de l'APRONUC. Après vingt ans de combats et d'isolement international, nombre de Cambodgiens n'ont guère connaissance des efforts accomplis par la communauté internationale pour venir en aide à leur pays. Beaucoup doutent de la possibilité d'appliquer au Cambodge les principes fondamentaux des droits de l'homme, et notamment d'y tenir des élections libres et régulières et d'y organiser une campagne politique multipartite.

60. Les quatres parties cambodgiennes ont leurs propres stations de radiodiffusion, chacune offrant à ses auditeurs une version plus ou moins subjective des affaires courantes. Si les stations de radio de trois des parties ont coopéré avec l'APRONUC en diffusant des informations sur le processus de paix et sur le rôle de l'Organisation des Nations Unies, la radio de la PKD est devenue de plus en plus hostile à l'APRONUC et la PKD a refusé de diffuser les programmes d'information et de sensibilisation du public établis par l'APRONUC.

61. La Division a entrepris une série d'autres activités pour faire connaître son message à tous les Cambodgiens et pour contrer la propagande négative dont l'APRONUC fait l'objet. On peut citer notamment la production de matériel audiovisuel en langue khmère, qui est distribué dans le pays tout entier par le personnel militaire et civil et par la police civile de l'APRONUC.

62. C'est principalement sur ondes moyennes que l'APRONUC diffuse ses informations. Le projet de mieux équiper l'APRONUC pour produire des programmes radiophoniques est actuellement fort avancé, et l'on espère que l'APRONUC pourra commencer à diffuser ses propres programmes en octobre et devenir pleinement opérationnelle en décembre. L'APRONUC compte utiliser dès octobre l'un des puissants émetteurs des autorités de Phnom Penh pour ses propres opérations, mais comme la portée de cet émetteur ne s'étend pas au pays tout entier, il faudra disposer de stations de relais pour les provinces. Dans l'intervalle, des arrangements ont été conclus avec le Ministère thaïlandais des affaires étrangères et la Voix de l'Amérique pour se servir d'un émetteur de cette dernière en Thaïlande afin de diffuser deux fois par jour, aux heures de grande écoute, les informations de l'APRONUC.

63. La production de ces programmes se heurte à des problèmes de langue. La grande majorité des Cambodgiens ne parlent que le khmer, ce qui force à traduire toutes les informations dans cette langue. On s'évertue actuellement à trouver et recruter des traducteurs compétents, mais il n'y en a qu'un nombre très limité.

64. La diffusion d'informations concernant l'APRONUC ne laissera pas d'être importante, surtout si la PKD continue à ne pas coopérer. L'APRONUC devra également faire en sorte que tous les partis politiques enregistrés aient libre accès aux organes d'information et que les électeurs disposent d'informations détaillées concernant leur inscription sur les listes électorales et la marche à suivre pour voter.

II. Conclusions et recommandations

65. L'APRONUC a réalisé de grands progrès sur la voie de la réalisation de ses objectifs durant ses six mois d'existence, et ce malgré les obstacles suscités par le refus de la PKD de participer pleinement au processus de paix, et en particulier à la deuxième phase du cessez-le-feu. Après l'adoption de la loi électorale, on a commencé d'appliquer un système provisoire d'enregistrement des partis politiques et l'inscription des électeurs sur les listes électorales est sur le point de commencer. On a procédé à un vaste déploiement militaire dans la quasi-totalité du pays et assuré une forte présence d'éléments de police jusqu'au niveau des villages. Plus de 115 000 réfugiés et personnes déplacées ont été rapatriés sans difficulté. La communauté internationale s'est engagée à verser 880 millions de dollars pour permettre au pays de faire face à ses besoins essentiels de relèvement. Le mécanisme de supervision et de contrôle des structures administratives existantes de trois des parties a été mis en place et est actuellement renforcé. L'APRONUC continue d'informer les Cambodgiens des droits de l'homme dont ils peuvent se prévaloir et de veiller à la protection de ces droits. Tous les Cambodgiens sont de plus en plus au courant des diverses activités de l'APRONUC grâce à la campagne d'information et de sensibilisation du public. L'APRONUC a ainsi acquis le dynamisme nécessaire pour pouvoir aller simultanément de l'avant sur plusieurs fronts. Sa présence a déjà eu une influence profonde et probablement durable sur le Cambodge. Il n'aurait pas été possible d'arriver à ce résultat sans l'appui constant du Conseil de sécurité et de la communauté internationale, sans la pleine coopération de S. A. R. le prince Sihanouk et sans l'attitude positive et la bonne volonté dont ont fait preuve la grande majorité des Cambodgiens.

66. Ayant étudié de près ce que l'APRONUC a accompli jusqu'à présent, ainsi que les obstacles auxquels elle s'est heurtée, je demeure résolu à faire en sorte que le processus électoral se déroule conformément au calendrier prévu dans le plan de mise en œuvre. Bien que l'attitude de la PKD ait limité la réalisation de ce plan, l'APRONUC n'a cessé d'indiquer que la porte reste ouverte à une pleine participation constructive de la PKD au processus de paix et que la composante militaire demeure prête à procéder au cantonnement des forces de l'ANKD. Mon représentant spécial a aussi précisé qu'en conformité avec les Accords de Paris, l'APRONUC doit avoir accès sans restriction aux zones contrôlées par la PKD et

que toutes ses composantes doivent être autorisées à y opérer dans la mesure voulue pour qu'elles puissent s'acquitter de leurs fonctions respectives.

67. Dans l'intervalle, l'APRONUC persévérera dans l'application de toutes les dispositions des Accords de Paris, y compris celles qui concernent la vérification du retrait et du non-retour des forces étrangères et la cessation de l'assistance militaire extérieure aux parties cambodgiennes. Il faudra peut-être prévoir à cette fin une augmentation du nombre de points de contrôle dans le pays et le long de ses frontières avec un ou plusieurs des pays voisins, ainsi que des modifications appropriées du personnel affecté à ces points de contrôle, et une révision des tâches qui lui incombent. Il conviendra peut-être aussi d'intensifier les patrouilles et les contrôles militaires.

68. Cela dit, le manquement persistant de la PKD aux obligations qu'elle a assumées en signant les Accords de Paris constitue un obstacle à la pleine application desdits Accords. On ne saurait permettre que continue le dérapage actuel du processus de paix sans compromettre gravement la capacité qu'a l'APRONUC de s'acquitter de son mandat selon le calendrier fixé par le Conseil de sécurité. Il est clair que le moment n'est plus éloigné où il faudra envisager sérieusement de prendre certaines décisions difficiles en ce qui concerne les moyens de poursuivre cette opération. Il va de soi qu'il ne faudra les prendre que lorsque la communauté internationale sera convaincue qu'aucun effort n'a été épargné pour surmonter les difficultés actuelles. L'APRONUC continuera donc de collaborer étroitement avec les parties et le CNS en vue de trouver d'éventuelles solutions dans le cadre des Accords de Paris.

69. Pour que l'APRONUC puisse réaliser ses objectifs, elle aura besoin de l'appui précieux et constant de la communauté internationale, en particulier des pays voisins du Cambodge, comme le prévoit la résolution 766 (1992), à tout le moins pour contribuer à persuader les dirigeants de la PKD que l'Organisation des Nations Unies est fermement résolue à faire en sorte que l'APRONUC exécute vigoureusement et pleinement les tâches qui lui ont été assignées. L'appui du Conseil de sécurité lui-même est d'une importance particulière. Le Conseil pourra juger opportun de prendre de nouvelles dispositions pour bien faire comprendre aux parties que la communauté internationale est absolument décidée à poursuivre la mise en œuvre du règlement du conflit, de manière à instaurer la paix au Cambodge et à offrir au peuple cambodgien la perspective d'un avenir meilleur et plus stable.

70. A cet égard, et si le Conseil de sécurité y consent, je compte prier les Coprésidents de la Conférence de Paris d'engager, dans des délais déterminés, les consultations prévues à l'article 29 des Accords de Paris. Ces consultations auraient lieu, en étroite coopération avec moi-même et mon représentant spécial, en vue de trouver un moyen de sortir de l'impasse actuelle ou, si cela s'avérait impossible, d'envisager les mesures voulues pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris.

Document 46

Déclaration datée du 25 septembre 1992, adressée par les ministres des affaires étrangères des cinq pays membres du Conseil de sécurité à l'issue d'une réunion tenue avec le Secrétaire général le 25 septembre 1992

S/24587, 25 septembre 1992

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint le texte de la déclaration publiée à l'issue de la réunion que vous avez tenue le 25 septembre 1992 avec les ministres des affaires étrangères de nos pays. Nous vous serions obligés de bien vouloir le faire distribuer comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) LI Daoyu

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Représentant permanent de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Yuli VORONTSOV

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) David HANNAY

Le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies

(*Signé*) Edward J. PERKINS

Annexe

Déclaration publiée le 25 septembre 1992 par les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à l'issue d'une réunion avec le Secrétaire général

Le 25 septembre 1992, les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont été les hôtes d'un déjeuner offert par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali. Ont participé à ce déjeuner le Conseiller d'Etat et Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, S. E. M. Qian Qichen; le Ministre d'Etat, Ministre des affaires étrangères de la République française, S. E. M. Roland Dumas; le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, S. E. M. Andrei V. Kozyrev; le Représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S. E. Sir David Hannay, représentant le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et au Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S. E. M. Douglas Hurd; et S. E. M. Lawrence S. Eagleburger, exerçant les fonctions de Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique.

Les ministres, qui ont rencontré le Secrétaire général dans la ligne de leurs consultations étroites en tant que membres permanents du Conseil de sécurité, ont relevé que durant l'année écoulée, les Nations Unies avaient obtenu des résultats effectifs dans leurs efforts pour maintenir la paix et la sécurité, pour prévenir et régler les conflits régionaux. L'Organisation est devenue un instrument d'une efficacité croissante pour les actions collectives visant à maintenir la paix et la sécurité internationales. Le Sommet du Conseil de sécurité tenu en janvier 1992 a mis en évidence la place éminente occupée par les Nations Unies ainsi que la détermination du Conseil à bâtir un monde plus sûr et plus juste.

Les ministres ont salué le rapport du Secrétaire général intitulé « Agenda pour la paix », qui contient de nombreuses et intéressantes propositions pratiques et conceptuelles et qui donne une vision d'avenir susceptible d'aider les Nations Unies à faire face aux défis des années 90. Ils attendent avec intérêt les discussions qui vont s'ouvrir dans les organes compétents des Nations Unies au sujet de ce rapport afin d'y donner rapidement une suite concrète.

Ils ont souligné l'importance du rôle des Nations Unies dans le domaine de l'aide humanitaire d'urgence, en particulier à travers une coordination efficace.

Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation au sujet de la situation dans l'ex-Yougoslavie. Ils ont appelé toutes les parties en Bosnie-Herzégovine à arrêter immédiatement les actions militaires et à mettre un terme aux violations de la Convention de Genève du 12 août 1949 et aux violations du droit international humanitaire. Ils exigent que les mesures nécessaires soient prises pour assurer la sécurité des personnels des Nations Unies ainsi que des autres personnels participant à la distribution de l'aide humanitaire. Ils ont relevé avec satisfaction que la session de Londres de la Conférence internationale sur l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie a fixé le cadre d'un règlement politique de la crise sous tous ses aspects.

Les ministres ont déploré que l'Iraq continue de ne pas respecter la résolution 687 (1991) et les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et refuse d'appliquer les résolutions 706 (1991) et 712 (1991). Ils ont exprimé leur profonde préoccupation face à la détérioration des conditions de sécurité du personnel des Nations Unies et des organisations non gouvernementales en Iraq ainsi que leur soutien aux efforts constants du Secrétaire général concernant les programmes humanitaires en Iraq.

Les ministres ont salué les efforts du Secrétaire général pour assurer le respect par la Libye des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et l'ont invité à poursuivre son action.

Les ministres ont noté avec satisfaction l'approche constructive adoptée par les parties aux négociations israélo-arabes dans le cadre de la Conférence de paix du Moyen-Orient, ainsi que leur disponibilité à discuter le cœur des problèmes afin de parvenir à une paix globale, juste et durable sur la base des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

Après avoir évalué les progrès réalisés par l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge dans la mise en œuvre des Accords de Paris pour un règlement d'ensemble du conflit cambodgien, les ministres ont souligné leur attachement à une exécution complète de ces accords dans les délais prévus. Ils ont également exprimé leur profonde préoccupation au sujet des difficultés rencontrées par l'APRONUC pour obtenir la pleine exécution des Accords de Paris, telles qu'elles sont décrites dans le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité en date du 14 juillet et qu'elles ont été traitées par la résolution 766 (1992) du Conseil de sécurité. Les ministres ont donné au Secrétaire général l'assurance qu'ils étaient fermement déterminés à appuyer ses efforts pour empêcher que ces difficultés portent atteinte aux principes contenus dans les Accords ou en retardent l'application. Ils ont salué les efforts déployés par les pays concernés pour surmonter ces difficultés.

Les ministres ont apporté leur plein appui aux dispositions arrêtées par le Secrétaire général pour établir les faits et réconcilier les parties en Moldavie, en Géorgie et au Nagorno-Karabakh. Ils ont salué les efforts de la Communauté d'Etats indépendants, ainsi que ceux des organisations régionales, visant à établir des mécanismes collectifs pour maintenir la paix sur le territoire de l'ex-URSS.

Les ministres ont remercié le Secrétaire général pour les efforts qu'il a déployés en faveur d'une transition pacifique du pouvoir au Gouvernement de l'Etat islamique d'Afghanistan. Ils ont manifesté leur soutien à la poursuite des efforts internationaux afin de mettre un terme à l'effusion de sang et apporter la stabilité à l'Afghanistan.

Les ministres ont lancé un appel en faveur d'une solution rapide des problèmes humanitaires qui en découlent, y compris la libération des prisonniers de guerre de l'ex-Union soviétique et le retour des réfugiés afghans qui demeurent en dehors de leur pays.

Les ministres ont félicité le Secrétaire général pour les efforts persistants qu'il a déployés en faveur d'une solution globale et juste de la question de Chypre. Ils appuient le règlement de ce problème sur la base de « l'ensemble d'idées » du Secrétaire général, y compris la carte des ajustements territoriaux.

Les ministres ont salué le rapport du Secrétaire général du 7 août 1992 sur la question de l'Afrique du Sud. Ils ont exprimé leur vive préoccupation face à la récente escalade de la violence et ils ont lancé un appel pressant au Gouvernement sud-africain pour qu'il prenne les mesures voulues afin d'y mettre un terme. Ils ont engagé toutes les parties en Afrique du Sud à coopérer pour combattre la violence en appliquant effectivement l'Accord national de paix et ils ont exprimé le souhait que les observateurs déployés en Afrique du Sud en vertu de la résolution 772 soient en mesure d'apporter une contribution utile à cet égard. Ils ont également souligné l'importance de la reprise du processus de négociation qui pourra mener à une transition pacifique vers une Afrique du Sud démocratique, non raciale et unie.

Les ministres ont exprimé leur profonde préoccupation face à la tragédie humaine de la Somalie. Ils ont prié le Secrétaire général, en coopération étroite avec l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue arabe et l'Organisation de la Conférence islamique, de poursuivre ses efforts en faveur d'une solution politique de la crise en Somalie et ils ont exhorté toutes les parties, mouvements et factions de ce pays à favoriser les efforts de l'Organisation des Nations Unies, de ses institutions spécialisées et des organisations humanitaires pour fournir une aide d'urgence coordonnée aux populations de Somalie dans la détresse.

Les ministres ont également examiné avec le Secrétaire général d'autres conflits régionaux et ont exprimé leur plein appui aux efforts qu'il déploie pour leur règlement.

— Ils ont fait part de leur soutien aux efforts des Nations Unies pour mettre en œuvre les Accords de paix pour l'Angola, en particulier pour ce qui touche l'organisation des élections qui se tiendront les 29 et 30 septembre 1992.

— Les ministres ont encouragé le Secrétaire général à aider les parties dans l'application de l'Accord de paix au Mozambique.

— Ils ont lancé un appel aux parties dans le conflit du Sahara occidental pour qu'elles coopèrent pleinement avec le Secrétaire général et son représentant spécial dans leurs efforts visant à exécuter le plan de règlement et à conduire rapidement le référendum d'autodétermination.

— Les ministres ont prié instamment le Gouvernement du Salvador et le FMLN de faire preuve de bonne foi dans l'application des Accords, de respecter pleinement les délais prévus et de déployer tous les efforts possibles pour parvenir à la réconciliation nationale et réaliser le processus de démobilisation et de réforme.

Les ministres ont appuyé les premiers efforts du Secrétaire général pour restructurer le Secrétariat de l'ONU afin d'accroître son efficacité et sa capacité d'action. Ils attendent avec intérêt les effets de son action persistante pour réformer et améliorer l'action du Secrétariat et de l'ensemble du système des Nations Unies. Dans ce contexte, ils ont constaté l'importance que le Secrétaire général attache à l'efficacité du suivi institutionnel de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue en juin 1992 à Rio.

Au cours de cette rencontre, les ministres ont relevé avec satisfaction le niveau élevé de coopération et de complémentarité des efforts du Secrétaire général et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Les ministres ont exprimé leur conviction que cette complémentarité continuera de se développer dans l'intérêt des Nations Unies et de l'ensemble de la communauté internationale.

Les ministres ont chaleureusement félicité le Secrétaire général pour sa contribution active en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Ils ont remercié le Secrétaire général de son invitation à cette rencontre, qu'ils considèrent très utile et constructive. Ils sont aussi convenus de poursuivre leurs consultations.

Document 47

Lettre datée du 29 septembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, qui se réfère au document australien intitulé « Cambodge : Mesures à prendre »

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Permettez-moi de vous remercier très sincèrement de m'avoir permis, lors du dernier Sommet du Mouvement des pays non alignés, d'avoir avec vous un échange de vues approfondi sur la mise en œuvre des Accords de Paris et notamment sur les moyens de surmonter les difficultés que nous connaissons actuellement. Depuis lors, des suggestions pratiques visant à combler l'écart qui subsiste entre les positions des parties sont venues de toutes parts.

1. Toutefois, nous venons d'apprendre que l'Australie a récemment élaboré un document intitulé « Cambodge : Mesures à prendre » qui a été distribué à diverses missions et ambassades accréditées auprès du Conseil national suprême à Phnom Penh. Ce document, qui pourrait être présenté officiellement sous peu, suggère notamment la mise en œuvre des Accords de Paris sans la participation de la partie du Kampuchea démocratique, le maintien du régime et de l'armée de Phnom Penh et la formation d'une « administration » où les deux autres parties seraient incluses dans le cadre du régime de Phnom Penh, que le Viet Nam a installé et qu'il utilise comme outil de son agression et de son occupation du Cambodge depuis 1979.

Nous avons également appris que des efforts avaient été déployés à divers niveaux pour faire adopter et appliquer par les Nations Unies les « mesures » énoncées dans le document précité. A cet égard, nous prions humblement tous les Membres des Nations Unies acquis à la paix et à la justice, ainsi que vous-même, d'examiner ce document et de décider si les suggestions qu'il contient sont conformes à l'esprit et à la lettre des Accords de Paris et en particulier à leur objectif.

2. Les Accords de Paris, auxquels nous restons fermement attachés, comportent les éléments fondamentaux suivants :

— La vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et du non-retour de ces forces dans le pays;

— La création du Conseil national suprême qui est « l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » pendant la période de transition;

—Le regroupement, le cantonnement, le désarmement total et la démobilisation, à concurrence de 70 % dans un premier temps, des forces armées de toutes les parties cambodgiennes;

— L'organisation et la tenue par l'APRONUC d'élections libres et équitables pour permettre au peuple cambodgien d'exercer son droit sacré à l'autodétermination et de choisir son gouvernement, dans un système de démocratie libérale fondée sur le pluralisme dans le cadre d'une économie de marché libre et d'un Etat indépendant, pacifique et neutre.

Il est manifeste que les questions les plus importantes sont celles de la vérification du retrait des forces étrangères et de la création du Conseil national suprême en tant qu'organe légitime unique et source d'autorité au Cambodge. L'objectif essentiel des Accords de Paris est de « maintenir, préserver et défendre l'indépendance, l'intégrité territoriale et l'unité nationale du Cambodge » et « de restaurer la paix et de promouvoir la réconciliation nationale » entre tous les Cambodgiens, quelle que soit leur affiliation politique et sans discrimination ou préjugé. L'APRONUC et le CNS ont pour mandat d'assurer la mise en œuvre de ces Accords et la réalisation de leurs objectifs.

3. Si les mesures décrites dans le document susmentionné étaient acceptées et appliquées, seraient-elles conformes à l'esprit et à la lettre des Accords et répondraient-elles à leur objectif fondamental ? De toute évidence, leur mise en oeuvre non seulement compromettrait l'intégrité des Accords mais aussi irait à l'encontre de l'aspiration profonde du peuple cambodgien à la paix, à l'entente et à la réconciliation nationales entre les quatre forces existant actuellement dans le pays. Le Cambodge ne pourrait pas se libérer de l'occupation étrangère puisque les quatre parties cambodgiennes ne participeraient pas à la vérification du retrait des forces étrangères et de leur non-retour.

Ces mesures constituent une tentative flagrante de refuser tout rôle et tous moyens au CNS, qui regroupe les quatre parties cambodgiennes, tout en maintenant le régime de Phnom Penh en associant le FUNCINPEC et le FLNPK à cette partie et en accordant « un soutien budgétaire urgent » pour empêcher son « effondrement total ». Or, tout le monde sait que ce régime a été installé par le Viet Nam il y a plus de treize ans et qu'il a depuis servi d'outil d'occupation. Dans ces conditions, peut-il y avoir de vérification authentique du retrait de toutes les catégories de forces étrangères du Cambodge ? Certainement pas. Au contraire, ce régime serait légitimé et le Cambodge serait à jamais occupé par le Viet Nam.

4. De son côté, inspirée par un désir sincère de surmonter les difficultés qui ont entravé la mise en œuvre des Accords de Paris, la partie du Kampuchea démocratique a avancé plusieurs propositions successives, la dernière datée du 22 août 1992, dont la teneur a déjà été portée à votre attention. Nous voudrions demander à tous les Etats Membres des Nations Unies attachés à la paix et à la justice, ainsi qu'à vous-même, de juger si les mesures suggérées dans ces propositions vont à l'encontre de l'esprit et de la lettre des Accords de Paris et de leur objectif. Tout ce que demande la partie du Kampuchea démocratique est que le rôle du CNS soit renforcé pour qu'il ait les pouvoirs et les moyens voulus pour s'acquitter de son mandat en tant qu' « organe légitime et source de l'autorité » et pour coopérer étroitement avec l'APRONUC afin d'assurer la mise en œuvre des Accords et l'établissement de comités consultatifs dans les structures administratives existantes des parties cambodgiennes de manière que celles-ci puissent se contrôler mutuellement, avec l'aide de l'APRONUC. Ces exigences sont-elles contraires à l'esprit des Accords ? Nous serions prêts à passer à la deuxième phase dès que des dispositions seraient prises pour que le CNS puisse, en coopération avec l'APRONUC, exercer un contrôle effectif sur tous les aspects des Accords et surtout sur le retrait des forces étrangères du Cambodge.

Il est bien connu que des forces étrangères restent au Cambodge sous diverses formes, déguisées en soldats de la partie de Phnom Penh ou en « conseillers » ou « experts » civils travaillant dans la structure administrative de ce régime, ou bien encore en civils intégrés aux colons vietnamiens ou à la population ordinaire des villes et des campagnes. Des mesures militaires ne seront donc ni suffisantes ni efficaces. Bien que nécessaires, elles devraient s'inscrire dans le cadre d'un contrôle de tous les aspects des Accords par l'APRONUC, en collaboration étroite avec le CNS.

Si le CNS composé des quatre parties cambodgiennes continue de se voir refuser un rôle substantiel, l'APRONUC pourra-t-elle, à elle seule, exercer un contrôle efficace sur les aspects militaires et administratifs des Accords ? Tel n'est pas le cas, car comme en témoigne clairement l'expérience des onze derniers mois, l'APRONUC, malgré sa bonne volonté, n'est pas au fait de la réalité cambodgienne. Elle n'a pas pu vérifier le retrait de toutes les catégories de forces étrangères du Cambodge et leur non-retour. Les parties cambodgiennes continuent d'agir à leur gré chacune dans sa zone d'influence. Un milieu politique neutre indispensable à l'organisation d'élections libres et équitables n'a pas été créé. L'insécurité règne dans tout Phnom Penh et d'autres zones placées sous le contrôle de la partie de Phnom Penh.

Nous sommes certains que vous constaterez, de même que les pays attachés à la paix et à la justice, qui a fait des efforts pour assurer la mise en œuvre intégrale des Accords de Paris, en particulier la vérification du retrait de toutes les catégories de forces étrangères du Cambodge et le renforcement du rôle du CNS, et qui a constamment refusé la mise en œuvre intégrale des Accords de Paris et tout rôle effectif du CNS, l'empêchant ainsi de coopérer avec l'APRONUC à la vérification du retrait de toutes les forces étrangères et de leur non-retour.

5. Vous savez bien que la partie du Kampuchea démocratique, élément important de la Résistance nationale cambodgienne, a fait toutes sortes de sacrifices et mené depuis plus de treize ans une lutte ardue et vigoureuse aux côtés de toutes les forces patriotiques cambodgiennes. Notre seul objectif est d'assurer le retrait complet de toutes les catégories de forces étrangères du Cambodge pour que la paix et l'indépendance puissent être restaurées et la réconciliation nationale réalisée. Dans le cadre de ce qui était alors le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique, nous avons toujours oeuvré en vue de soutenir pleinement les résolutions des Nations Unies sur « la situation au Cambodge » qui exigent la fin de l'occupation et de l'invasion étrangères, le retrait des forces étrangères, la réconciliation nationale des parties cambodgiennes et le respect du droit à l'autodétermination du peuple cambodgien. Les Accords de Paris du 23 octobre 1991, qui incorporent tous les principes énoncés dans ces résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies, ont été source de joie pour le peuple cambodgien, y compris pour la partie du Kampuchea démocratique. Nous n'avons donc aucune raison d'empêcher la pleine exécution de ces Accords, obtenus au prix d'un long et difficile combat. Au contraire, nous avons tout intérêt à ce qu'ils soient intégralement mis en œuvre et nous avons fait tout notre possible pour qu'il en soit ainsi car ils répondent à l'objectif de notre combat ainsi qu'aux aspirations profondes et au souhait ardent du peuple cambodgien.

En même temps, la partie du Kampuchea démocratique n'a pas intérêt à s'opposer à la participation des Nations Unies. Au contraire, nous jugeons la présence des Nations Unies au Cambodge impérative pour assurer, avec le CNS, l'application de toutes les dispositions des Accords de Paris sans sélectivité ni discrimination. Vous n'êtes pas sans savoir, de même que les pays attachés à la paix et à la justice dans le monde entier, que la partie du Kampuchea démocratique a insisté pour que les Nations Unies jouent un rôle accru, en coopération avec les quatre parties cambodgiennes, pour assurer le règlement politique global du conflit cambodgien. Vous connaissez aussi les parties qui se sont vigoureusement opposées à ce que les Nations Unies jouent un rôle et à ce qu'elles participent à la vérification du retrait des forces étrangères du Cambodge et à la réconciliation de toutes les parties cambodgiennes.

Avant la signature des Accords de Paris en octobre 1991, ces parties avaient refusé tout règlement prévoyant le retrait de toutes les forces étrangères et la participation des quatre parties cambodgiennes. Elles avaient essayé de former une « administration » de coalition bipartite dans le cadre du régime installé par les Vietnamiens afin de légitimer l'occupation vietnamienne du Cambodge. Ces actions se sont poursuivies même après l'adoption des Ac-

cords par le refus d'une vérification authentique du retrait de toutes les catégories de forces étrangères du Cambodge et de tout rôle substantiel pour le CNS composé des quatre parties cambodgiennes. Voilà pourquoi en réalité les Accords de Paris n'ont pratiquement pas été mis en œuvre plus de onze mois après leur entrée en vigueur. Devant une telle situation, nous espérons sincèrement que vous redoublerez d'efforts, en votre qualité de protecteur de la paix et des principes de la Charte des Nations Unies, de même que tous les pays attachés à la paix et la justice dans le monde entier, pour contribuer au plus tôt à la mise en œuvre intégrale des Accords de Paris afin de réaliser les nobles objectifs qui y sont clairement énoncés, à savoir le rétablissement de la paix, l'indépendance et la promotion d'une réconciliation nationale entre toutes les parties cambodgiennes, quelles que soient leurs tendances politiques et sans discrimination ni préjugé.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Président de la partie du Kampuchea démocratique,
Membre du CNS

(*Signé*) KHIEU SAMPHAN

Document 48

Communication de M. Son Sann, membre du Conseil national suprême, en date du 30 septembre 1992, concernant la recherche d'une solution à l'impasse dans laquelle se trouve la mise en œuvre des Accords de Paris

Cette communication n'est pas un document officiel des Nations Unies

Il serait utile de rappeler que, depuis 1979, l'ONU a voté tous les ans à une majorité croissante les projets de résolution sur le Cambodge présentés par les pays de l'ASEAN, demandant en particulier : d'abord le retrait du Cambodge de toutes les *forces étrangères* et ensuite l'abandon définitif de pratiques et de politiques universellement condamnées.

Les Accords de Paris sur le Cambodge signés le 23 octobre 1991 mentionnaient précisément, après le retrait des « forces étrangères » et leur non-retour, le désarmement et la démobilisation de 70 % des forces armées des quatre parties cambodgiennes, le cantonnement des 30 % restants, puis l'organisation d'élections générales libres et équitables dans l'ensemble du Cambodge dans un climat véritablement neutre. Ce qui suppose :

1) Le retour du Cambodge à ses frontières véritables, reconnues par les pays voisins, l'*intégrité territoriale du Cambodge* étant garantie par les Accords de Paris;

2) *Le retrait de toutes les « forces étrangères »* et leur non-retour; or, depuis 1979, les « colons » vietnamiens sont entrés au Cambodge en grand nombre, librement, sans passeport ni visa, dans le sillage des troupes vietnamiennes d'invasion. Depuis la signature des Accords de Paris, ces colons vietnamiens entrés illégalement continuent d'arriver librement, d'accaparer des terres fertiles, des commerces et des emplois en ville, de pêcher dans nos grands lacs, de gérer nos plantations d'hévéas... La plupart sont des soldats vietnamiens démobilisés, qui sont jeunes et armés... Beaucoup d'entre eux sont détenteurs d'une carte d'identité cambodgienne et pourraient voter au Cambodge... Le peuple cambodgien accepte très mal la présence de ce million de Vietnamiens. Ne pas tenir compte de ce sentiment serait une grave erreur, qui pourrait être lourde de conséquences. Déclarer qu'il n'y a pas de preuve de la présence de troupes vietnamiennes au Cambodge équivaut à déclarer, comme le font les Cambodgiens, qu'il n'y a pas de preuve du retrait total des troupes vietnamiennes. La Convention de Genève de 1949 interdit l'immigration de tous ces colons vietnamiens en temps de guerre, dans le sillage des troupes vietnamiennes d'invasion. Il faut donc qu'ils rentrent tous au Viet Nam avant les élections de mai 1993, qui devront avoir lieu dans un climat véritablement neutre;

3) *Le respect rigoureux des droits de l'homme,* la fin des voies de fait, des intimidations, actes de terrorisme, etc. utilisés comme moyens d'administration. L'APRONUC a fait tout son possible pour essayer de faire régner l'ordre, la sécurité et le respect des droits de l'homme. Néanmoins, le peuple cambodgien n'a pas encore confiance. Il est encore victime de représailles et de meurtres...

4) *Le démantèlement de toutes les organisations spéciales de police* qui sont plus ou moins dirigées par des conseillers vietnamiens. Le peuple cambodgien ne sera rassuré que lorsque tous les pouvoirs seront aux mains du CNS, avec l'accord de l'APRONUC. Lorsque la population se sentira en sécurité, elle fournira tous les renseignements voulus sur la présence des « forces » vietnamiennes au Cambodge;

5) *Le redressement de toutes les injustices,* telles que l'impossibilité qu'ont les Cambodgiens vivant à l'étranger de venir au Cambodge s'inscrire sur les listes électorales. Il en est de même des Cambodgiens du Sud-Viet Nam qui doivent être autorisés à voter puisqu'ils sont Cambodgiens lorsqu'ils se trouvent au Cambodge.

Lorsque les cinq conditions susmentionnées seront remplies, S. E. M. Khieu Samphan n'aura plus de raison valable pour ne pas mettre correctement en œuvre les Accords de Paris du 23 octobre 1991, comme les autres signataires.

Nous devons éviter que ces Accords soient interprétés comme jouant en faveur ou à l'encontre de telle ou telle partie cambodgienne. Ils visent à ramener une *paix durable* au Cambodge et à mettre en place un climat vraiment neutre afin de *permettre au peuple cambodgien de décider de son sort grâce à des élections vraiment libres et équitables et surtout grâce à une réconciliation nationale.*

Le Président du FLNPK
et membre du CNS du Cambodge

(*Signé*) SON SANN

Document 49

Résolution du Conseil de sécurité sur le processus de paix au Cambodge.

S/RES/783 (1992), 13 octobre 1992

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991, 718 (1991) du 31 octobre 1991, 728 (1992) du 8 janvier 1992, 745 (1992) du 28 février 1992 et 766 (1992) du 21 juillet 1992,

Rappelant la Déclaration faite par le Président le 12 juin 1992 (S/24091),

Rappelant également la Déclaration de Tokyo publiée le 22 juin 1992 (24183) à l'issue de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, sur le processus de paix au Cambodge,

Rendant hommage à Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême du Cambodge, pour les efforts qu'il déploie en vue de rétablir la paix et l'unité nationale au Cambodge,

Notant la coopération apportée à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge par les parties de l'Etat du Cambodge, du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif et du Front de libération nationale du peuple khmer et du manquement persistant de la partie du Kampuchea démocratique aux obligations qu'elle a assumées en signant les accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, conclus à Paris le 23 octobre 1991, accords mentionnés dans le deuxième rapport du Secrétaire général sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, en date du 21 septembre 1992 (S/24578),

Réaffirmant que l'Autorité doit avoir un accès total et sans restrictions aux zones contrôlées par toutes les factions,

Accueillant avec satisfaction les résultats positifs obtenus par l'Autorité dans la mise en œuvre des accords de Paris, notamment en ce qui concerne le déploiement militaire dans la quasi-totalité du pays, la promulgation de la loi électorale, l'enregistrement provisoire des partis politiques, le début de l'enregistrement du corps électoral, le rapatriement dans de bonnes conditions de plus de 150 000 réfugiés, les progrès concernant les programmes et projets de relèvement et la campagne en faveur du respect des droits de l'homme,

Se félicitant de l'adhésion du Conseil national suprême du Cambodge à plusieurs conventions internationales concernant les droits de l'homme,

Se félicitant également des progrès accomplis par l'Autorité en ce qui concerne le renforcement de la supervision et du contrôle des structures administratives définies par les accords de Paris et reconnaissant l'importance de cette partie de son mandat,

Se félicitant en outre que le Conseil national suprême du Cambodge exerce ses fonctions conformément aux accords de Paris,

Exprimant sa satisfaction aux Etats et aux institutions financières internationales qui ont annoncé, lors de la Conférence ministérielle sur la relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo les 20 et 22 juin 1992, des contributions financières pour le relèvement et la reconstruction du Cambodge,

Exprimant ses remerciements aux Gouvernements de la Thaïlande et du Japon pour leurs efforts en faveur d'une solution aux problèmes actuels concernant la mise en œuvre des accords de Paris,

Profondément préoccupé par les difficultés auxquelles est confrontée l'Autorité, qui sont notamment dues à l'insécurité et à la situation économique au Cambodge,

1. *Approuve* le deuxième rapport du Secrétaire général sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, en date du 21 septembre 1992 (S/24578);

2. *Confirme* que, conformément au paragraphe 66 dudit rapport, le processus électoral se déroulera selon le calendrier prévu dans le plan de mise en œuvre et que, par conséquent, les élections d'une assemblée constituante auront lieu en mai 1993 au plus tard;

3. *Appuie* les vues exprimées par le Secrétaire général au paragraphe 67 de son rapport en ce qui concerne

les points de contrôle dans le pays et le long des frontières avec les pays voisins;

4. *Remercie* le Secrétaire général et son représentant spécial pour le Cambodge de leurs efforts ainsi que les Etats Membres qui ont coopéré avec l'Autorité en vue de régler les difficultés rencontrées et appelle tous les Etats, en particulier les Etats voisins, à apporter leur concours à l'Autorité pour assurer une mise en œuvre effective des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991;

5. *Déplore* que la partie du Kampuchea démocratique, ignorant les demandes et exigences contenues dans la résolution 766 (1992), ne se soit toujours pas conformée à ses obligations;

6. *Exige* que la partie susmentionnée respecte immédiatement les engagements pris dans le cadre des accords de Paris, qu'elle facilite sans délai le déploiement complet de l'Autorité dans les zones se trouvant sous son contrôle et qu'elle mette pleinement en œuvre la seconde phase du plan, en particulier le cantonnement et la démobilisation, de même que tous les autres aspects des accords de Paris, étant donné que toutes les parties au Cambodge ont les mêmes obligations de mettre en œuvre lesdits accords;

7. *Exige* le plein respect du cessez-le-feu, appelle toutes les parties au Cambodge à coopérer pleinement avec l'Autorité dans la délimitation des champs de mines et à s'abstenir de toute activité visant à élargir le territoire qu'elles contrôlent, et exige également qu'elles facilitent les enquêtes de l'Autorité sur les informations relatives aux forces étrangères, l'assistance étrangère et les violations du cessez-le-feu sur le territoire qu'elles contrôlent;

8. *Exige à nouveau* que toutes les parties prennent toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de tous les personnels des Nations Unies et s'abstiennent de toute menace ou acte de violence à leur encontre;

9. *Souligne* que, conformément à l'article 12 de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, il est important que les élections se tiennent dans un environnement politique neutre, encourage le Secrétaire général et son représentant spécial à poursuivre leurs efforts pour créer un tel environnement et demande en particulier que, dans ce contexte, la radio de l'Autorité soit mise en place sans délai et couvre l'ensemble du territoire du Cambodge;

10. *Encourage* le Secrétaire général et son représentant spécial à utiliser pleinement toutes les possibilités offertes par le mandat de l'Autorité, y compris celles prévues à l'alinéa *b* du paragraphe 5 de la section B de l'annexe 1 à l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, afin de renforcer l'efficacité de la police civile existante pour résoudre les difficultés croissantes en ce qui concerne le maintien de l'ordre public au Cambodge;

11. *Invite* les Etats et institutions financières internationales à verser le plus rapidement possible les contributions qu'ils ont annoncées lors de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo les 20 et 22 juin 1992, en donnant la priorité à celles qui auront un effet rapide;

12. *Invite* les Gouvernements de la Thaïlande et du Japon, en coopération avec les coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et en concertation avec tout autre gouvernement, en tant que de besoin, à poursuivre leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes de mise en œuvre des accords de Paris et à faire rapport au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence le 31 octobre 1992 au plus tard sur les résultats de leurs efforts;

13. *Invite également* le Secrétaire général, conformément à l'intention qu'il a exprimée au paragraphe 70 de son rapport, à demander aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, dès réception du rapport mentionné au paragraphe 12 ci-dessus, d'entreprendre les consultations appropriées en vue de mettre pleinement en œuvre le processus de paix;

14. *Prie* le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité aussitôt que possible, et le 15 novembre 1992 au plus tard, un rapport sur l'application de la présente résolution et, dans la mesure où les difficultés actuelles ne seraient pas surmontées, s'engage à envisager quelles mesures complémentaires seraient nécessaires et appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des accords de Paris;

15. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Document 50

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée à M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères de la France et coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge, par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci se réfère à la résolution du Conseil de sécurité 783 (1992) et demande au Ministre d'entreprendre des consultations en vue de mettre en œuvre le processus de paix

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 783 (1992) adoptée le 13 octobre par le Conseil de sécurité. Comme vous le savez, le paragraphe 12 de cette résolution invite les Gouvernements du Japon et de la Thaïlande, en coopération avec les Coprésidents de la Conférence de Paris et en concertation avec tout autre gouvernement, en tant que de besoin, à poursuivre leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes de mise en œuvre des Accords de Paris et à faire rapport au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence de Paris avant le 31 octobre 1992 sur les résultats de leurs efforts.

J'ai maintenant reçu le rapport des Gouvernements du Japon et de la Thaïlande sur les efforts qu'ils ont accomplis afin d'appliquer cette disposition de la résolution 783 (document 54). Vous noterez, à la lecture de ce rapport, que les deux gouvernements n'ont pas pu résoudre les difficultés actuelles.

Je voudrais par conséquent, conformément au paragraphe 13 de la résolution et au paragraphe 70 de mon rapport du 21 septembre 1992 (S/24578), vous demander, à vous-même et à S. E. le Ministre des affaires étrangères d'Indonésie, en votre qualité de coprésidents de la Conférence de Paris, de bien vouloir entreprendre les consultations appropriées en vue de mettre pleinement en œuvre le processus de paix.

A cet égard, je me permets de rappeler qu'au paragraphe 14 de sa résolution 783 (1992), le Conseil de sécurité m'a prié de lui présenter aussitôt que possible, au plus tard le 15 novembre 1992, un rapport sur la mise en œuvre de cette résolution. Dans la mesure où les difficultés actuelles ne seraient pas surmontées, le Conseil s'est engagé à envisager quelles mesures complémentaires seraient nécessaires et appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération et mon fidèle souvenir.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 51

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée à M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères de l'Indonésie et coprésident de la Conférence de Paris sur le Cambodge, par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci se réfère à la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité et demande au Ministre d'entreprendre des consultations en vue de mettre en œuvre le processus de paix

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer à la résolution 783 (1992) adoptée le 13 octobre 1992 par le Conseil de sécurité. Comme vous le savez, au paragraphe 12 de cette résolution, le Conseil invite les Gouvernements thaïlandais et japonais, en coopération avec les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et en concertation avec tout autre gouvernement, en tant que de besoin, à poursuivre leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes de mise en oeuvre des Accords de Paris et à faire rapport au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence le 31 octobre 1992 au plus tard sur les résultats de leurs efforts.

J'ai maintenant reçu le rapport des Gouvernements thaïlandais et japonais sur les démarches qu'ils ont faites en vue d'exécuter cette disposition. Comme vous le constaterez à la lecture de l'exemplaire du rapport qui vous a été remis, les deux gouvernements n'ont pas pu résoudre les difficultés actuelles.

Conformément au paragraphe 13 de la résolution et comme l'indiquait le paragraphe 70 de mon rapport du 21 septembre 1992 (S/24578), j'ai l'honneur de vous demander, à vous ainsi qu'à M. le Ministre des affaires étrangères de la France, en votre qualité de coprésidents de la Conférence de Paris, d'engager les consultations appropriées pour mettre pleinement en œuvre le processus de paix.

A cet égard, vous vous souviendrez qu'au paragraphe 14 de sa résolution 783 (1992), le Conseil de sécurité m'a demandé de lui présenter aussitôt que possible, et le 15 novembre 1992 au plus tard, un rapport sur l'application de cette résolution. Si les difficultés actuelles n'ont pas été surmontées, le Conseil de sécurité s'est engagé à envisager quelles mesures complémentaires seraient nécessaires et appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération et l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 52

Lettre datée du 2 novembre 1992, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général, transmettant le rapport remis par les Gouvernements japonais et thaïlandais en application du paragraphe 12 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité.

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint copie du rapport que les Gouvernements du Japon et de la Thaïlande m'ont remis en application du paragraphe 12 de la résolution 783 (1992), adoptée par le Conseil de sécurité le 13 octobre (document 54).

Ce rapport confirme que les deux gouvernements n'ont pas pu résoudre les difficultés intervenues dans la mise en œuvre des Accords de Paris sur le Cambodge. En conséquence, et conformément au paragraphe 13 de la résolution 783 (1992), j'ai demandé aux Coprésidents de la Conférence de Paris de bien vouloir entreprendre des consultations en vue d'examiner les moyens de surmonter ces difficultés. Vous voudrez bien trouver ci-joint copie des lettres que je leur ai adressées à ce sujet.

Je suis convaincu que vous avez une contribution essentielle à apporter à ces consultations. J'ai appris avec plaisir, à cet égard, que vous vous proposez de rencontrer les Coprésidents à Pékin les 7 et 8 novembre 1992 et que vous avez invité les membres du Conseil national suprême (CNS) à prendre part aux discussions. J'espère vivement que tous les membres du CNS accepteront de coopérer pleinement avec vos efforts et ceux des Coprésidents en vue d'appliquer les Accords de Paris et de relancer le processus de paix. Je tiens à vous assurer que vous pouvez compter sur mon appui personnel et sur celui de mon représentant spécial.

Je voudrais également, à l'occasion de la célébration de votre anniversaire, vous adresser mes vœux les meilleurs de bonheur, de santé et de succès dans l'action inlassable que vous menez en faveur de la paix, de la stabilité et de la réconciliation nationale au Cambodge.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération et mon fidèle souvenir.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 53

Lettre datée du 12 novembre 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant les consultations qui ont eu lieu à Beijing les 7 et 8 novembre 1992

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Je vous remercie infiniment de votre importante lettre en date du 2 novembre 1992 et des documents accompagnant cette noble lettre.

Comme Votre Excellence le sait déjà, les consultations entre Leurs Excellences MM. Roland Dumas et Ali Alatas et M. Khieu Samphan de la partie du Kampuchea démocratique, à Pékin les 7 et 8 novembre 1992, n'ont

pas abouti au résultat tant souhaité par nous tous (Votre Excellence, les deux Coprésidents de la C.I.P.C., la Communauté internationale, l'immense majorité de mes compatriotes et moi-même).

Comme vous le savez aussi, je n'ai jamais cessé de soutenir et aider au maximum l'APRONUC et S. E. M. Yasushi Akashi, votre représentant spécial, dans l'accomplissement de leur mission historique et si difficile au Cambodge. Je continuerai à soutenir totalement S. E. M. Yasushi Akashi et l'APRONUC dans leur haute mission, vitale pour le Cambodge et son peuple.

Permettez-moi de saisir cette occasion pour rendre une fois encore un vibrant hommage à Votre Excellence qui a tant fait et continue de tant faire pour le salut de mon peuple et de ma patrie. Nous, Khmers, n'oublierons jamais vos bienfaits et votre historique contribution au sauvetage du Cambodge et de son infortuné peuple.

C'est dans ces sentiments de reconnaissance que je prie Votre Excellence d'agréer les assurances de ma plus haute et admirative considération.

(*Signé*) Samdech Preah NORODOM SIHANOUK

Document 54

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité concernant le processus de paix au Cambodge; contient aussi un bref aperçu des principaux événements survenus depuis le deuxième rapport intérimaire daté du 21 septembre 1992, un rapport daté du 31 octobre 1992 présenté au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence de Paris par le Japon et la Thaïlande, ainsi qu'un rapport et une déclaration des Coprésidents

S/24800, 15 novembre 1992

1. Le présent rapport est soumis au Conseil de sécurité comme suite au paragraphe 14 de la résolution 783 (1992) en date du 13 octobre 1992. Il contient un bref aperçu des principaux événements survenus au Cambodge depuis la présentation de mon deuxième rapport daté du 21 septembre (S/24578).

2. Au paragraphe 12 de la résolution 783 (1992), le Conseil de sécurité a invité les Gouvernements de la Thaïlande et du Japon, en coopération avec les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge et en concertation avec tout autre gouvernement, en tant que de besoin, à poursuivre leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes de mise en œuvre des Accords de Paris (S/23177, annexe) et à faire rapport au Secrétaire général et aux Coprésidents avant le 31 octobre 1992 sur les résultats de leurs efforts. Dans leur rapport (voir annexe I), les Gouvernements de la Thaïlande et du Japon m'ont informé qu'ils avaient tenu des consultations avec la partie du Kampuchea démocratique les 22 et 29 octobre. Les deux Gouvernements se sont déclarés déçus que la PKD ait « refusé de prendre en considération le contenu » de la suggestion qui lui avait été présentée « pour répondre aux préoccupations qu'elle a maintes fois exprimées » à propos du rôle du Conseil national suprême. Les deux Gouvernements ont conclu que, bien que la PKD n'ait pas déclaré qu'elle rejetait leurs suggestions, « la réponse de celle-ci (la PKD) a mis en évidence que les consultations tripartites n'offraient plus le moyen de sortir le processus de paix de l'impasse ».

3. Comme j'y étais invité au paragraphe 13 de la même résolution, j'ai écrit le 2 novembre aux Coprésidents de la Conférence de Paris et leur ai demandé d'entreprendre les consultations appropriées en vue de mettre pleinement en œuvre le processus de paix au Cambodge. J'ai également informé de la situation S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême.

4. Comme suite à cette demande, les ministres des affaires étrangères de la France et de l'Indonésie, coprésidents de la Conférence de Paris, se sont entretenus à Beijing avec le prince Sihanouk, des membres du Conseil national suprême représentant les quatre parties cambodgiennes et des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, ainsi que de l'Australie, de l'Allemagne, du Japon et de la Thaïlande. Mon représentant spécial a également participé aux consultations de Beijing.

5. Les Coprésidents m'ont présenté par la suite un rapport, qui est reproduit à l'annexe II. Dans ce rapport, les Coprésidents m'ont informé qu'il était apparu clairement, au cours des consultations, que trois des parties cambodgiennes « demeuraient pleinement engagées à poursuivre leur coopération pour la mise en œuvre du processus de paix ». En revanche, la PKD avait confirmé « qu'elle n'était pas prête à coopérer à la poursuite de la mise en œuvre des Accords de Paris ». Cette partie a fait connaître en outre l'intention de sa formation « de ne pas participer au processus électoral et aux élections qui s'ensuivront, dès lors que, [selon elle], des conditions politi-

ques neutres telles que prévues dans les Accords de Paris n'étaient pas assurées ». Il semble donc, d'après le rapport des Coprésidents, que la PKD ne soit pas prête, dans les conditions actuelles, à se conformer au paragraphe 6 de la résolution 783 (1992).

6. Dans une déclaration publiée après les consultations de Beijing (annexe III), les Coprésidents ont réaffirmé qu'aucune partie ne pouvait prétexter de griefs relatifs à l'application des Accords de Paris pour se soustraire à ses obligations. Les Coprésidents ont estimé également que la non-application par la PKD de la phase II du cessez-le-feu rendait nécessaire une adaptation du plan de mise en œuvre, en particulier en ce qui concerne les activités de la composante militaire de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC).

7. Les difficultés qui ont surgi en ce qui concerne la mise en œuvre de la deuxième phase du cessez-le-feu ont amené la suspension effective du processus de cantonnement, de désarmement et de mobilisation. L'APRONUC continue néanmoins à progresser de façon continue dans l'exécution des autres aspects de son mandat. En effet, à Phnom Penh comme dans la plus grande partie des zones rurales, le processus de changement pacifique et de sortie de l'isolement a rapidement progressé au cours des derniers mois. Des violations du cessez-le-feu et des droits de l'homme continuent toutefois de se produire. A cet égard, on a relevé récemment un nombre inquiétant de ce qui semble être des actes de harcèlement, d'intimidation et de violence motivés par des raisons politiques, ainsi qu'une recrudescence du banditisme et de la criminalité urbaine. Mais la présence généralisée de l'APRONUC et le volume important des investissements internationaux privés au Cambodge depuis mars 1992 ont transformé tant l'environnement physique du pays que les attitudes de sa population. Cette dernière transformation se manifeste de la façon la plus évidente dans l'opération d'inscription des électeurs sur les listes électorales.

8. Depuis l'ouverture des listes électorales à Phnom Penh le 5 octobre 1992, un million de Cambodgiens environ ont été dûment inscrits, c'est-à-dire près du quart des 4,5 millions de personnes dont on estime qu'elles y auraient droit. L'opération a été lancée dans les provinces selon l'échelonnementsuivant : Kandal, Svay Rieng, Prey Veng et Kampong Cham, le 19 octobre; Kampong Speu, Kampong Chhnang, Sihanoukville, Pursat et Takeo, le 26 octobre; Kampot, Kratie, Mondulkiri, Ratanakiri, Stung Treng, Koh Kong, Kampong Thom, Battambang et Siem Reap, le 9 novembre. Le processus sera lancé dans les deux provinces restantes, Banteay Meanchey et Preah Vihear, le 23 novembre 1992. Jusqu'à présent, l'opération a donné de bons résultats. Les équipes cambodgiennes entraînées par l'APRONUC travaillent, sous supervision internationale, avec enthousiasme et assiduité, et les électeurs font preuve d'une grande résolution et d'une grande patience.

9. Pour que continuent de bien se dérouler les inscriptions et les élections qui suivront, l'APRONUC ne cessera de chercher à créer et maintenir un environnement politique neutre, comme prévu au paragraphe 9 de la résolution 783 (1992) et dans les Accords de Paris. Il faudra pour cela continuer d'insister notamment sur le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et favoriser un sentiment de sécurité chez tous les Cambodgiens.

10. Le 9 novembre, la radio de l'APRONUC a émis pour la première fois, à l'aide d'un émetteur installé à Phnom Penh que la partie de l'Etat du Cambodge (SOC) lui avait prêté à titre exclusif. Les émissions présentent surtout des renseignements sur les inscriptions électorales et sur le scrutin, mais font également place aux droits de l'homme et à d'autres aspects du mandat de l'APRONUC. On est en voie d'acheter et d'installer des relais de puissance, de telle sorte que la voix de l'APRONUC puisse atteindre toutes les régions du pays.

11. Au paragraphe 10 de sa résolution 783 (1992), le Conseil de sécurité a encouragé le Secrétaire général et son représentant spécial à utiliser pleinement toutes les possibilités offertes par le mandat de l'APRONUC, y compris l'annexe I, section B, paragraphe 5, *b* des Accords de Paris, afin de renforcer l'efficacité de la police civile existante pour résoudre des difficultés croissantes en ce qui concerne le maintien de l'ordre public au Cambodge.

12. La composante police civile de l'APRONUC, qui est chargée de contrôler et tenir la police locale, a pratiquement atteint son plein effectif avec l'arrivée au Cambodge de quelque 3 400 hommes, sur les 3 600 prévus. Environ 60 à 65 % de ces personnels s'emploient à plein temps à seconder directement l'opération d'inscription électorale.

13. En outre, la composante police civile forme les policiers locaux aux méthodes fondamentales de la police dans toutes les zones auxquelles elle a accès. Cela couvre notamment les enquêtes et la circulation routière, ainsi que les instructions particulières que doivent recevoir les officiers de police et les magistrats pour l'application du nouveau code pénal adopté par le Conseil national suprême le 10 septembre 1992. Le personnel de cette composante collabore également étroitement avec celui de la composante administration civile et de la composante droits de l'homme pour régler les problèmes de sécurité publique.

14. La situation militaire dans le pays continue cependant de m'inquiéter. Après la période de calme relatif de la saison des pluies, les tensions ont de nouveau augmenté dans les régions du centre et du nord à la suite d'une série de duels d'artillerie. En général, ces échanges n'aboutissent à rien de décisif, font quelques victimes d'un côté ou de l'autre, et l'on n'y discerne aucune intention générale systématique. De l'avis de l'APRONUC, la responsabilité des violations du cessez-le-feu est partagée entre les deux factions les plus importantes, la PKD et l'Etat du Cambodge. J'espère sincèrement que ces violations ne sont le prélude pour aucune des parties en cause à une reprise des activités militaires de la saison sèche.

Mon représentant spécial a récemment lancé un appel à l'autodiscipline militaire. J'en appelle moi-même aux parties pour qu'elles respectent scrupuleusement le cessez-le-feu et qu'elles s'abstiennent, conformément à l'article 9 des Accords de Paris, de toute action susceptible d'étendre le territoire qu'elles contrôlent ou qui pourrait conduire à une reprise des combats.

15. Il est également inquiétant de constater l'augmentation du nombre d'attaques dont font l'objet le personnel et les hélicoptères de l'APRONUC, en violation directe du paragraphe 8 de la résolution 783 (1992). Le 5 novembre, un hélicoptère de l'APRONUC qui se rendait de Siem Reap à Samrong a dû faire un atterrissage forcé parce que des tirs d'armes de petit calibre au-dessus du village de Phum Damari Slap avaient fait chuter sa pression hydraulique. Un autre hélicoptère est arrivé dans les dix minutes et a pris à son bord les 11 passagers et membres de l'équipage, mais il a lui aussi essuyé des coups de feu et a été touché par 3 balles.

16. Le 7 novembre, le village de Choan Khsan, dans la province de Preah Vihear, a été attaqué. L'APRONUC a dû évacuer une équipe chargée d'organiser les opérations électorales ainsi que 11 contrôleurs de la police civile. Il n'y a pas eu de pertes en vies humaines et le poste de contrôle voisin de l'APRONUC a reçu ensuite des renforts de la composante militaire. Ces attaques ont eu lieu dans des zones où la présence de la PKD est repérée. On pense que cette partie est également responsable de la destruction de deux ponts, sur les routes 6 et 21, le 13 octobre.

17. S'agissant du processus de cantonnement qui a débuté en janvier lorsque la phase II du cessez-le-feu a été proclamée, quelque 55 000 soldats appartenant aux 3 factions participantes, soit approximativement un quart du nombre auquel on estime le total des troupes, se sont rendus sur les lieux de cantonnement et ont remis leurs armes. Environ 40 000 d'entre eux ont bénéficié plus tard d'une permission agricole, sous réserve d'être rappelés par l'APRONUC. La PKD a cependant refusé de participer et a ordonné à ses troupes de ne pas cantonner, bien que 200 soldats de l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique (ANKD) se soient spontanément présentés à l'APRONUC. Dans ces conditions, il n'a pas été possible de mener le processus de cantonnement à son terme.

18. L'APRONUC a consacré — et continue à consacrer — beaucoup d'attention à la question des forces étrangères. L'équipe chargée des enquêtes stratégiques, établie en vertu de l'annexe 2 (art. X) des Accords, présentera sous peu à une session spéciale du Conseil national suprême un rapport intérimaire sur les enquêtes qu'elle a menées au sujet des forces étrangères dont on a allégué ou soupçonné la présence au Cambodge. A ce jour, l'APRONUC n'a pas trouvé la preuve que des unités constituées appartenant à de telles forces soient présentes dans les zones auxquelles elle a eu accès. A cet égard, je voudrais inviter les parties, conformément au paragraphe 7 de la résolution 783 (1992), à faciliter les enquêtes de l'APRONUC relatives aux informations sur les forces étrangères, l'assistance étrangère et les violations du cessez-le-feu dans le territoire qu'elles contrôlent.

19. La question des résidents et immigrants étrangers est une source de profonde préoccupation pour nombre de Cambodgiens. Les meurtres récents d'habitants et de pêcheurs de langue vietnamienne survenus dans le village de Tuk Meas et dans la province de Koh Kong ont suscité de graves inquiétudes tant en ce qui concerne la sécurité publique qu'en ce qui concerne les effets qu'ils peuvent avoir sur la création d'un environnement politique neutre. Il ressort des enquêtes menées par l'APRONUC que des unités de l'ANKD sont responsables de ces deux incidents. Bien que la question des résidents étrangers doive être discutée par le futur gouvernement du Cambodge et les gouvernements des Etats voisins, l'APRONUC envisage l'institution d'un comité consultatif technique (CCT) auprès du Conseil national suprême qui serait chargé de recueillir des renseignements de fait pouvant servir de base à ces discussions.

20. Conformément au paragraphe 3 de la résolution 783 (1992) par laquelle le Conseil de sécurité soutient l'intention du Secrétaire général concernant les points de contrôle dans le pays et le long des frontières avec les pays voisins, l'APRONUC a préparé des plans pour renforcer les contrôles frontaliers. La mise en œuvre effective de ces plans exigera cependant la coopération étroite des pays voisins, coopération à laquelle les invitent la résolution 783 (1992), dans son paragraphe 4, et les dispositions pertinentes des Accords de Paris.

21. J'ai noté avec soin les vues des Coprésidents au sujet des entretiens qui se sont déroulés à Beijing sur la proposition tendant à ce qu'une élection pour la désignation du chef de l'Etat cambodgien se fasse au suffrage universel direct. Dans mon deuxième rapport, j'avais indiqué — on s'en souviendra — que l'APRONUC examinait cette proposition. Je partage le sentiment des Coprésidents selon lequel la tenue d'une élection présidentielle contribuerait au processus de réconciliation nationale et à l'amélioration du climat de stabilité indispensable pendant la période délicate où l'Assemblée constituante aura pour tâche de rédiger et d'adopter la nouvelle constitution cambodgienne. J'ai donc demandé à mon représentant spécial de prévoir des plans d'urgence pour l'organisation par l'APRONUC et la tenue d'une telle élection, étant entendu qu'elle nécessiterait, le moment venu, l'autorisation du Conseil de sécurité et l'octroi de ressources supplémentaires. Il convient de souligner, néanmoins, que l'élection présidentielle devrait avoir lieu à un moment commode et choisi de façon réaliste et qu'elle ne compromettrait pas l'élection à l'Assemblée constituante, qui est l'objectif central des Accords de Paris et l'apogée du processus de paix.

Conclusions

22. Je regrette vivement que la PKD n'ait pas jugé possible, jusqu'à maintenant, de coopérer avec l'APRONUC à l'application des dispositions des Accords

de Paris, non plus que d'entendre les appels unanimes lancés par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 766 (1992) du 21 juillet et 783 (1992) du 13 octobre. Je regrette aussi que les efforts dignes d'éloges entrepris successivement par le Gouvernement du Japon et celui de la Thaïlande et par les Coprésidents de la Conférence de Paris n'aient pas convaincu la PKD de s'acquitter des obligations qu'elle a assumées en signant solennellement les accords il y a un an.

23. Il est bon de rappeler à cet égard que toutes les parties cambodgiennes ont accepté sans équivoque que, comme stipulé à la section A de l'annexe 1 des Accords de Paris, dans tous les cas, c'est le Représentant spécial du Secrétaire général qui détermine si l'avis ou l'action du Conseil national suprême — et par conséquent de ses membres — est conforme aux accords. Les participants à la Conférence de Paris avaient estimé en effet que cette disposition, ainsi que d'autres dispositions relatives au règlement de toutes les questions liées à l'application des accords, étaient essentielles pour éviter que le processus de paix ne risque d'être paralysé. C'est là précisément le danger auquel le Conseil de sécurité, la communauté internationale et, surtout, le peuple cambodgien, sont aujourd'hui exposés.

24. De ce fait, le Conseil de sécurité a deux décisions difficiles à prendre. Tout d'abord, il lui faut décider les mesures qu'il convient désormais de prendre pour persuader la PKD de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris. Des efforts diplomatiques considérables ont été menés à cette fin par mon représentant spécial, par les autres parties cambodgiennes, par le Japon et la Thaïlande et, dernièrement, par les Coprésidents de la Conférence de Paris. Un certain nombre de mesures prises par l'APRONUC à l'appui de ces efforts diplomatiques sont décrites dans le présent rapport et dans ses annexes. Malheureusement, tous ces efforts ont été vains. J'ai, jusqu'à maintenant, préféré l'application d'une diplomatie patiente et je continue de penser que c'est le meilleur moyen de faire redémarrer le processus de paix. On s'est demandé — je le sais — si le Conseil de sécurité ne devrait pas adopter une approche différente et arrêter des mesures concrètes pour amener la PKD à honorer ses engagements. Pour être applicables, pareilles mesures devraient nécessairement bénéficier de l'entière coopération des pays voisins et d'autres Etats Membres. Toutefois, je ne recommande pas pour l'instant l'application de cette approche.

25. En deuxième lieu, le Conseil de sécurité doit décider s'il va poursuivre l'application de la plus grande partie possible des Accords de Paris, en respectant le calendrier convenu qui prévoit des élections au plus tard en mai 1993, et ce malgré la non-coopération de la PKD. Les autres solutions possibles seraient soit de suspendre l'application du processus jusqu'à ce que, d'une façon ou d'une autre, la coopération de la PKD soit assurée, soit de conclure que dans ces circonstances, il n'est pas possible de poursuivre l'opération et que l'APRONUC doit par conséquent être retirée. Cette dernière solution est de toute évidence inacceptable, maintenant que l'on a tellement progressé et que l'on a fait naître de tels espoirs de voir enfin la paix et la démocratie s'instaurer au Cambodge. L'idée de suspendre le processus doit elle aussi être rejetée. En effet, ni la situation politique, ni la situation économique au Cambodge ne permettraient une période de transition prolongée. En outre, cela obligerait la communauté internationale à maintenir indéfiniment une opération de vaste envergure et très coûteuse, dont les dépenses de fonctionnement sont actuellement de l'ordre de 100 millions de dollars par mois.

26. Je pense donc, comme les Coprésidents de la Conférence de Paris, que l'application du processus de paix doit se poursuivre et que le calendrier, aboutissant à la tenue d'élections libres et honnêtes, au plus tard au mois de mai 1993, doit être maintenu. Toutefois, il est nécessaire de bien préciser ce qui se passera, si — ce qui, je l'espère encore, ne sera pas le cas — la PKD continue à ne pas coopérer avec l'APRONUC. Les élections auront lieu alors qu'une forte proportion des forces des parties cambodgiennes sont encore sous les armes. Peu d'entre elles auront été cantonnées et la disposition des Accords de Paris stipulant que 70 % au moins devront avoir été démobilisées, n'aura pas été respectée. Cela ne signifie pas, en soi, qu'il ne sera pas possible d'organiser des élections libres et honnêtes; toutefois, cela créera pour l'APRONUC de nouvelles difficultés, tant pour organiser les élections que pour assurer, autant que faire se peu, la sécurité des candidats, des électeurs et des responsables électoraux pendant toute la durée du processus électoral. Il faut aussi se rendre compte que, si l'APRONUC continue de ne pas avoir accès aux zones contrôlées par la PKD, ceux qui vivent dans ces zones n'auront vraisemblablement pas la possibilité d'exercer leur droit de s'inscrire sur les listes électorales et de voter.

27. A cet égard, j'ai envisagé la possibilité d'organiser dans ces zones des élections partielles qui auraient lieu après les élections à l'Assemblée constituante, à condition que l'APRONUC ait les facilités d'accès et de déplacement voulues pour veiller à ce que le processus se déroule librement et équitablement. J'ai toutefois conclu que, pour un certain nombre de raisons, il valait la peine de poursuivre cette idée. A moins que l'APRONUC puisse accéder à la population concernée et en évaluer la dimension, il serait techniquement difficile d'élaborer une formule acceptable pour calculer le nombre de sièges à maintenir vacants à l'Assemblée constituante, étant donné en particulier les termes du paragraphe 2 de l'annexe III des Accords de Paris selon lesquels les élections devront se tenir à « l'échelon des provinces, sur la base de listes de candidats présentées par les partis politiques, suivant un système de représentation proportionnelle ». La tenue d'élections partielles visant à pourvoir aux sièges vacants aboutirait également à retarder les travaux de l'Assemblée constituante ainsi que l'adoption de la nouvelle constitution cambodgienne. Il faudrait alors prolonger la période de transition, de même que la présence coûteuse de l'APRONUC dans le pays. En outre, on pourrait

avoir l'impression que cette proposition avantage injustement une partie qui ne s'est pas conformée aux dispositions essentielles des Accords de Paris, au détriment d'autres parties qui les ont observées. L'APRONUC poursuivra néanmoins sur la voie d'un dialogue actif avec la PKD, pour s'efforcer de répondre à toute préoccupation légitime que cette partie peut avoir et de la persuader de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris. Dans l'espoir que ces efforts aboutiront, l'APRONUC restera prête à accueillir l'entrée de la PKD dans le processus, dans la mesure où cela est réalisable sur le plan pratique.

28. Entre-temps, les diverses composantes de l'APRONUC poursuivront vigoureusement les activités qu'elles ont entreprises pour s'acquitter dans toute la mesure du possible de leurs mandats respectifs. Le grand nombre de Cambodgiens se faisant inscrire sur les listes électorales montre bien le changement qui s'est déjà produit dans le pays. Il prouve que les Cambodgiens appuient les efforts de l'APRONUC visant à parvenir à ce changement par des moyens pacifiques. L'APRONUC poursuivra donc les préparatifs concernant la tenue des élections conformément au paragraphe 2 de la résolution 783 (1992).

29. L'APRONUC s'attachera en priorité à créer et à maintenir un environnement politique neutre. Dans ce contexte, elle appuiera activement le droit de tout Cambodgien à se déplacer librement dans l'ensemble du pays afin d'exercer son droit d'inscription et de vote. S'adressant au plus grand nombre de personnes possible, elle proclamera par la voie de la radio le droit de chaque Cambodgien et Cambodgienne, où que ce soit, de prendre part au processus, ainsi que l'importance d'exercer ce droit.

30. L'APRONUC continuera également de superviser et de contrôler les activités des forces de police civile existantes afin de veiller à ce que l'ordre public soit maintenu avec efficacité et impartialité et à ce que les droits de l'homme et les libertés fondamentales soient protégés. Elle poursuivra le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées ainsi que les programmes d'aide au relèvement approuvés par le Conseil national suprême. Dans le domaine de l'administration civile, l'APRONUC continuera de superviser et de contrôler, selon qu'il sera nécessaire, les structures administratives en place. La coopération dont ont fait preuve les parties du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), du Front national de libération du peuple kmer (FNLPK) et de l'Etat du Cambodge s'est révélée jusqu'ici généralement satisfaisante. Je voudrais exprimer ma gratitude à ces parties pour leur coopération. En même temps, je tiens à souligner que la non-coopération d'une partie ne devrait pas être invoquée par toute autre partie comme prétexte pour se soustraire aux obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris.

31. Etant donné que la PKD n'est toujours pas entrée dans la deuxième phase du cessez-le-feu et que cela fait obstacle à la poursuite du processus de cantonnement et de démobilisation, j'ai approuvé la recommandation de mon représentant spécial selon laquelle l'APRONUC devrait modifier le déploiement de sa composante militaire afin de favoriser un sentiment général de sécurité parmi le peuple cambodgien, et de renforcer son aptitude à assurer la protection voulue pour l'inscription sur les listes électorales et, ultérieurement, pour le déroulement du scrutin, en particulier dans les zones éloignées et peu sûres. Je suis convaincu à cet égard que la réduction prévue des effectifs de la composante militaire, comme il est envisagé dans mon plan de mise en œuvre en date du 19 février 1992 (S/23613), n'est plus possible. En conséquence, je propose que son niveau actuel de déploiement soit maintenu jusqu'aux élections. Les incidences financières de cette modification apportée au plan de mise en œuvre seront indiquées en détail dans mon prochain rapport à l'Assemblée générale sur le financement de l'APRONUC.

32. Afin que l'APRONUC puisse atteindre effectivement ces objectifs, il est indispensable que le prince Sihanouk, le Conseil national suprême, le peuple cambodgien et les pays voisins poursuivent leur appui, leur engagement et leur coopération. Le Conseil de sécurité a un rôle critique à jouer à cet égard. J'espère qu'il envisagera d'adopter des mesures qui faciliteront la mission de l'APRONUC et feront bien comprendre aux parties intéressées que la communauté internationale est fermement résolue à assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris, de manière à permettre au peuple cambodgien de décider lui-même de son avenir politique et d'ouvrir la voie à la paix, à la liberté, à la stabilité et à la prospérité auxquelles il aspire depuis si longtemps.

Annexe I

Rapport présenté au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge par les Gouvernements japonais et thaïlandais le 31 octobre 1992

Introduction

1. Les Gouvernements japonais et thaïlandais ont mené des consultations avec la partie du Kampuchea démocratique (PKD) les 22 et 29 octobre 1992 sur la base du paragraphe 12 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 13 octobre 1992. Le présent rapport est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge comme suite à cette résolution. Il décrit la situation qui a conduit aux consultations, le résultat des consultations et l'évaluation des consultations par les Gouvernements japonais et thaïlandais.

Consultations du Japon et de la Thaïlande avec la partie du Kampuchea démocratique

2. A la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo le 22 juin

1992, une proposition officieuse de discussion, comportant 11 points, a été élaborée pour répondre à certaines des préoccupations exprimées par la PKD[a]. Cette proposition a été examinée à la réunion du Conseil national suprême qui s'est tenue le 8 juillet 1992 à Phnom Penh et a été acceptée par la partie de l'Etat du Cambodge, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), et du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), mais non par la PKD. Entre-temps, la PKD a présenté une série de propositions (27 juin, 3 juillet, 12 juillet) exposant la façon dont elle concevait la mise en œuvre du processus de paix et énonçant les conditions dans lesquelles elle était disposée à participer pleinement à ce processus, y compris à la deuxième phase du cessez-le-feu.

3. Compte tenu de ces circonstances, les Gouvernements japonais et thaïlandais ont décidé d'engager un dialogue officieux avec la PKD pour prendre connaissance de ses demandes et de ses préoccupations. La première de ces consultations s'est tenue à Bangkok le 17 juillet 1992. Lors de cette consultation, le représentant de la PKD a exposé sa position fondamentale et décrit la façon dont il envisageait les problèmes posés par la mise en œuvre du processus de paix. La PKD a souligné deux points qu'elle jugeait essentiels :

a) Vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et de leur non-retour dans le pays;

b) Renforcement du rôle du Conseil national suprême et supervision et contrôle efficaces des structures administratives existantes.

Au cours du dialogue, la PKD a noté que l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) avait beaucoup progressé en ce qui concerne le premier point, mais que les mesures prises par elle pour répondre au deuxième point n'étaient pas satisfaisantes.

4. Les Gouvernements japonais et thaïlandais ont évalué soigneusement l'assertion de la PKD. Les deux gouvernements ont été d'avis que si l'on pouvait satisfaire aux demandes de la PKD grâce aux mesures prévues dans le cadre des Accords de paix de Paris, l'application de ces mesures devait alors être suggérée. Reconnaissant que la PKD s'intéressait essentiellement au renforcement du rôle du Conseil national suprême et à la supervision et au contrôle efficaces des structures administratives existantes, les deux gouvernements ont proposé la création d'un organe consultatif administratif dans la « Suggestion » qu'ils ont formulée (voir appendice I) et qui a été communiquée à la PKD lors de la deuxième consultation tripartite, tenue le 22 août 1992 à Bangkok. La PKD avait également élaboré sa propre proposition, datée du 22 août 1992, pour la soumettre à la réunion et a suggéré la création de comités consultatifs (CC) [voir appendice II].

5. La troisième consultation tripartite s'est tenue le 27 août 1992 à Bangkok. La PKD avait combiné la suggestion nippo-thaïlandaise et sa propre proposition et a soumis une nouvelle proposition (voir appendice III). Le Japon et la Thaïlande ont fait observer à la PKD que toute nouvelle proposition devait être strictement conforme aux Accords de Paris et que, à leur avis, la création des comités consultatifs à l'intérieur des structures administratives respectives telles qu'elles existaient à l'heure actuelle, comme le proposait la PKD, sortait du cadre de ces accords. Les Gouvernements japonais et thaïlandais ont proposé pour leur part que les comités consultatifs soient créés en tant qu'organismes régionaux servant d'auxiliaires à l'Organe consultatif administratif.

6. Le 13 octobre 1992, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 783 (1992) après avoir examiné le rapport que le Secrétaire général lui avait présenté le 21 septembre 1992 (S/24578). Dans cette résolution, le Conseil invitait les Gouvernements thaïlandais et japonais, en coopération avec les Coprésidents et en concertation avec tout autre gouvernement, en tant que de besoin, à poursuivre leurs efforts pour trouver des solutions aux problèmes de mise en œuvre des Accords de Paris et à faire rapport au Secrétaire général et aux Coprésidents de la Conférence de Paris avant le 31 octobre 1992 sur les résultats de leurs efforts.

7. Après l'adoption de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, les Gouvernements japonais et thaïlandais se sont immédiatement mis au travail pour réviser leur suggestion. Les Gouvernements japonais et thaïlandais sont pleinement responsables de la suggestion révisée (voir appendice IV), mais ils ont consulté les pays intéressés et l'APRONUC pour qu'ils donnent leur avis avant la mise au point du texte final. La suggestion révisée du Japon et de la Thaïlande a été remise à la PKD le 22 octobre 1992 à Phnom Penh et il a été convenu que les deux parties se réuniraient à nouveau le 29 octobre 1992 pour connaître les vues de la PKD.

8. La quatrième consultation tripartite entre le Japon, la Thaïlande et la PKD s'est tenue le 29 octobre 1992 à Phnom Penh. Les représentants des Coprésidents et de l'APRONUC ont été invités à assister à la consultation en qualité d'observateurs.

9. *a*) Lors de cette consultation, la Thaïlande et le Japon ont informé la PKD que cette réunion serait la dernière des consultations tripartites et que la consultation était menée sur la base de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité;

b) Contrairement à la position que la PKD avait exposée lors des consultations triparties des 22 et 27 août 1992, où elle cherchait à régler des questions spécifiques en vue de rejoindre le processus de paix, la PKD a déclaré que pour sortir de l'impasse actuelle, il était nécessaire d'examiner la situation générale en ce qui concerne la mise en œuvre des Accords de Paris et de parvenir à une interprétation commune à ce sujet; si l'on pouvait parvenir à une telle interprétation, il serait alors plus facile de trouver des mesures spécifiques pour régler les questions qui se posaient. La PKD a ensuite exposé de façon très détaillée sa position fondamentale, soulignant qu'à son

[a] S/24286 (document 41).

avis l'aspect le plus important des Accords de paix était le retrait de toutes les forces étrangères du Cambodge. En ce qui concerne la suggestion révisée du Japon et de la Thaïlande, la PKD a déclaré qu'elle l'avait étudiée avec attention, mais qu'à son avis la suggestion ne répondait pas aux aspirations profondes du peuple cambodgien. La PKD a adressé à nouveau de vives critiques à l'APRONUC qui, selon elle, coopérait avec l'une des parties cambodgiennes plutôt qu'avec le Conseil national suprême en vue de la mise en œuvre des Accords de Paris. Elle a critiqué également des décisions et mesures récentes de l'APRONUC qui, à son avis, avaient été prises sans tenir compte du rôle du Conseil national suprême;

c) Le Japon et la Thaïlande se sont tous deux déclarés déçus de la réaction de la PKD et ont souligné notamment ce qui suit :

i) Lors des consultations tenues au mois d'août, la PKD avait confirmé expressément que le renforcement du rôle du Conseil national suprême et la création des comités consultatifs étaient les seules conditions posées par elle pour participer à la deuxième phase du cessez-le-feu;

ii) Les deux gouvernements s'étaient efforcés dès le début des consultations de tenir compte de la préoccupation centrale de la PKD, telle qu'elle lui avait été exposée par cette dernière;

iii) Le contexte élargi, que la PKD considérait comme la question fondamentale à régler, sortait du cadre de l'action que le Conseil de sécurité avait demandé au Japon et à la Thaïlande d'entreprendre et ne pouvait être examiné au cours de la consultation tripartite;

d) Le Japon et la Thaïlande ont essayé d'obtenir de la PKD qu'elle précise sa réaction à l'égard de la suggestion révisée des deux pays, mais la PKD s'est bornée à réitérer sa déclaration précédente sans faire de commentaire au sujet de la suggestion du Japon et de la Thaïlande;

e) A la fin de la consultation, les deux pays ont exprimé l'espoir qu'une solution pourrait être trouvée grâce à la reprise du dialogue.

Observations du Japon et de la Thaïlande

10. Quant à ce que nous pensons de cette récente et dernière série de pourparlers avec la PKD, nos deux pays jugent que les résultats en ont été décevants, primo, parce que la PKD a refusé de prendre en considération le contenu de la suggestion du Japon et de la Thaïlande qui vise précisément à répondre aux préoccupations qu'elle a maintes fois exprimées à propos du rôle du Conseil national suprême et secundo parce que la PKD a une fois encore remis sur le tapis la situation plus générale de l'application des Accords de Paris, ce qui a rendu difficile, sinon impossible, la détermination de mesures correctrices précises. Sur ce plan, la PKD a reculé par rapport à la position qui avait inspiré ses propositions des 22 et 27 août 1992.

11. En ce qui concerne la suggestion révisée du Japon et de la Thaïlande, bien que la PKD n'ait pas déclaré qu'elle la repoussait et bien que certains aspects n'aient pas été sans pertinence du point de vue de certaines des préoccupations exprimées par la PKD, la réponse de celle-ci a mis en évidence que les consultations tripartites n'offraient plus le moyen de sortir le processus de paix de l'impasse.

12. Les Gouvernements japonais et thaïlandais sont convaincus que l'élection d'une assemblée constituante doit intervenir au plus tard en mai 1993 et que les Coprésidents de la Conférence de Paris doivent entreprendre les consultations que prévoit la résolution 483 (1992) du Conseil de sécurité afin de mettre pleinement en œuvre le processus de paix.

13. Les Gouvernements japonais et thaïlandais restent disposés à collaborer avec les Coprésidents, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, l'Organisation des Nations Unies et toutes les parties concernées, à la mise en application des Accords de Paris pour obtenir une paix durable au Cambodge.

Appendice I

Suggestions du Japon et de la Thaïlande

1. Il est proposé, en sus des 11 points contenus dans le document interne de Tokyo (voir S/24286, annexe) de créer un nouvel organe pour connaître de toute demande ou suggestion et de tout grief éventuel concernant les problèmes administratifs liés au contrôle et à la supervision exercés par l'APRONUC sur les structures administratives existantes prévues dans les Accords de Paris.

2. Le Conseil national suprême donne à l'APRONUC délégation de pouvoir pour faire appliquer les Accords de Paris, et les structures administratives existantes sont donc placées sous l'autorité de cette dernière, selon les Accords de Paris.

3. L'organe sera l'« Organe administratif consultatif »; il sera placé sous les auspices de l'APRONUC (voir détails dans pièce jointe).

4. L'Organe administratif consultatif est chargé d'examiner les questions administratives, afin de veiller à l'impartialité des décisions administratives qui doivent conduire à des élections libres et régulières au Cambodge; il fait des recommandations à l'APRONUC, qui décide. Toutes les questions politiques liées à la mise en application des Accords de Paris seront réglées par l'APRONUC, en consultation avec le Conseil national suprême.

5. Les fonctions de l'Organe administratif consultatif seront strictement conformes à ce qui est prévu dans les Accords de Paris.

6. L'Organe administratif consultatif sera créé lorsque toutes les parties cambodgiennes aborderont la phase II du cessez-le-feu.

Pièce jointe

Organe administratif consultatif

1. *Compétence*

L'Organe administratif consultatif est un organe de coordination qui examine toute demande présentée par l'une des parties cambodgiennes à propos de questions administratives liées à la mise en application des Accords de Paris.

2. *Composition*

a) Des représentants des quatre parties cambodgiennes, selon les mêmes proportions qu'au Conseil national suprême.

b) Des représentants de l'APRONUC.

c) Un représentant des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, plus d'autres pays ayant le statut d'observateur avec droit de parole; la représentation sera assurée par roulement dans l'ordre alphabétique anglais des pays suivants : Australie, Chine, France, Indonésie, Japon, Fédération de Russie, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis.

d) Les séances sont présidées par le Directeur de l'Administration civile de l'APRONUC, qui sera nommé par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

3. *Sessions*

L'Organe administratif consultatif siège à intervalles réguliers.

4. *Fonctions*

L'Organe administratif consultatif analyse les demandes :

a) Si elles méritent un débat :

i) La partie requérante et la partie requise sont entendues;

ii) Une recommandation est faite à l'APRONUC, qui décide.

b) Si les demandes ne méritent pas un débat à l'APRONUC, la partie requérante est informée de cette conclusion, qui est motivée.

Appendice II

Proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant le rôle du Conseil national suprême et la mise en œuvre de la phase II, 22 août 1992

Le peuple cambodgien et la communauté internationale ont toujours réaffirmé que le droit inaliénable du peuple cambodgien de choisir librement son avenir à l'abri des pressions ou des ingérences extérieures devait être respecté.

Ils estiment que l'Accord de Paris du 23 octobre 1991 pour un règlemnt politique global du conflit du Cambodge doit être appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée, en particulier ses deux dispositions clefs suivantes :

a) La vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et le non-retour de ces forces dans le pays;

b) Les mesures qu'il convient de prendre pour permettre au Conseil national suprême d'exercer ses fonctions d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » pendant la période de transition.

Le peuple cambodgien et la communauté internationale dans son ensemble, et, en particulier, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ont exprimé sincèrement l'espoir de voir le Conseil national suprême, présidé par S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, jouer son rôle éminent d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » et ont demandé instamment à toutes les parties intéressées de sauvegarder l'intégrité du Conseil national suprême.

M. Yasushi Akashi, représentant spécial du Secrétaire général et chef de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), à laquelle l'Accord de Paris a confié la mission de veiller, en commun avec le Conseil national suprême, à ce que l'Accord soit appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée, a reconnu à la réunion du Conseil national suprême tenue à Siemreap, le 5 août 1992, qu'« il ne devrait pas y avoir de gouvernement au Cambodge pendant la période transitoire », que « l'APRONUC et le Conseil national suprême sont dépositaires de tout le pouvoir » et que « le Conseil national suprême incarne la souveraineté cambodgienne ».

La partie du Kampuchea démocratique, profondément attachée aux idéaux de paix, d'indépendance et de réconciliation nationale, tient à réaffirmer son adhésion inébranlable à l'Accord de Paris.

Soucieuse de faire progresser le processus de paix et de voir l'Accord de Paris appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée par toutes les parties intéressées, la partie du Kampuchea démocratique :

a) Se déclare disposée à passer à la phase II si les mesures appropriées sont prises pour conférer au Conseil national suprême tous les pouvoirs et moyens d'exercer ses fonctions d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge », de façon à ce que le Conseil national suprême, présidé par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, puisse prendre les initiatives et les mesures voulues pour parvenir progressivement à la réconciliation nationale tout en créant les conditions propres à permettre au Conseil national suprême et à l'APRONUC de coopérer utilement à l'application de l'Accord de Paris, tout ceci en conformité avec le vœu de tous ainsi qu'avec l'esprit et la lettre de l'Accord de Paris;

b) Souhaite, dans cet esprit, qu'au nombre des mesures qu'il conviendrait de prendre, les comités consultatifs du Conseil national suprême, qui seraient présidés par des représentants de l'APRONUC, soient créés dans

le cadre des structures administratives existantes et des forces de police de toutes les parties cambodgiennes. Ces comités consultatifs seconderont l'APRONUC dans sa tâche de contrôle ou de supervision des structures administratives existantes et des forces de police de toutes les parties cambodgiennes en vue d'instaurer et de maintenir la transparence et la confiance mutuelle entre toutes les parties cambodgiennes et de parvenir à une réconciliation nationale véritable et à créer un environnement politique neutre propice à l'organisation et à la tenue d'élections générales libres, démocratiques et régulières.

Nous estimons aussi que les représentants des quatre parties cambodgiennes doivent être associés aux processus de regroupement et de cantonnement des forces armées des quatre parties cambodgiennes.

La partie du Kampuchea démocratique espère que cette proposition, inspirée par le désir sincère de faire progresser l'application de l'Accord de Paris, sera sérieusement prise en considération par toutes les parties intéressées.

Appendice III

Proposition de la partie du Kampuchea démocratique concernant le rôle du Conseil national suprême et la mise en œuvre de la phase II, 27 août 1992

Le peuple cambodgien et la communauté internationale ont toujours réaffirmé que le droit inaliénable du peuple cambodgien de choisir librement son avenir à l'abri des pressions ou des ingérences extérieures devait être respecté.

Ils estiment que l'Accord de Paris du 23 octobre 1991 pour un règlemnt politique global du conflit du Cambodge doit être appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée, en particulier ses deux dispositions clefs suivantes :

a) La vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et le non-retour de ces forces dans le pays;

b) Les mesures qu'il convient de prendre pour permettre au Conseil national suprême d'exercer ses fonctions d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » pendant la période de transition.

Le peuple cambodgien et la communauté internationale dans son ensemble, et, en particulier, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), ont exprimé sincèrement l'espoir de voir le Conseil national suprême, présidé par S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, jouer son rôle éminent d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge » et ont demandé instamment à toutes les parties intéressées de sauvegarder l'intégrité du Conseil national suprême.

M. Yasushi Akashi, représentant spécial du Secrétaire général et chef de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), à laquelle l'Accord de Paris a confié la mission de veiller, en commun avec le Conseil national suprême, à ce que l'Accord soit appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée, a reconnu à la réunion du Conseil national suprême tenue à Siemreap, le 5 août 1992, qu'« il ne devrait pas y avoir de gouvernement au Cambodge pendant la période transitoire », que « l'APRONUC et le Conseil national suprême sont dépositaires de tout le pouvoir » et que « le Conseil national suprême incarne la souveraineté cambodgienne ».

La partie du Kampuchea démocratique, profondément attachée aux idéaux de paix, d'indépendance et de réconciliation nationale, tient à réaffirmer son adhésion inébranlable à l'Accord de Paris.

Soucieuse de faire progresser le processus de paix et de voir l'Accord de Paris appliqué loyalement, impartialement et de manière équilibrée par toutes les parties intéressées, la partie du Kampuchea démocratique propose ce qui suit :

a) La partie du Kampuchea démocratique se déclare disposée à passer à la phase II si les mesures appropriées sont prises pour conférer au Conseil national suprême tous les pouvoirs et moyens d'exercer ses fonctions d'« organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge », de façon à ce que le Conseil national suprême, présidé par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, puisse prendre les initiatives et les mesures voulues pour parvenir progressivement à la réconciliation nationale tout en créant les conditions propres à permettre au Conseil national suprême et à l'APRONUC de coopérer utilement à l'application de l'Accord de Paris, tout ceci en conformité avec le vœu de tous ainsi qu'avec l'esprit et la lettre de l'Accord de Paris;

b) Au nombre des mesures appropriées à prendre, il conviendrait de créer :

i) L'Organe administratif consultatif ou OAC (voir pièce jointe);

ii) Les comités consultatifs, dans le cadre des structures administratives existantes et des forces de police de toutes les parties cambodgiennes (voir pièce jointe).

Nous estimons aussi que les représentants des quatres parties cambodgiennes devraient être associés au contrôle et à la vérification des processus de regroupement et de cantonnement des forces armées des quatre parties cambodgiennes.

Pièce jointe

I. *L'Organe administratif consultatif ou OAC*

1. *Mandat* : L'Organe administratif consultatif est chargé d'examiner les questions administratives afin d'assurer la neutralité des mesures administratives et la création d'un environnement politique neutre propice à la tenue d'élections générales libres et régulières au Cambodge, et de faire des recommandations à l'APRONUC et au Conseil national suprême, qui décident.

2. *Composition* : L'Organe administratif consultatif est composé :

a) De représentants des quatre parties cambodgiennes, dans les mêmes proportions qu'au Conseil national suprême;

b) De représentants de l'APRONUC;

c) D'un représentant des cinq membres du Conseil de sécurité plus d'autres pays, ayant le statut d'observateur avec droit de parole; la représentation est assurée par roulement dans l'ordre alphabétique anglais des pays suivants : Australie, Chine, France, Indonésie, Japon, Fédération de Russie, Thaïlande, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique;

d) Les réunions sont présidées par le Directeur de l'administration civile de l'APRONUC, qui sera nommé par le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU.

3. *Réunions* : L'Organe administratif consultatif siège à intervalles réguliers.

4. *Fonctions* : L'Organe administratif consultatif est chargé de faire des recommandations à l'APRONUC et au Conseil national suprême qui décident.

II. *Les comités consultatifs*

1. *Composition* : Les comités consultatifs sont composés :

a) De représentants des quatre parties cambodgiennes;

b) De représentants de l'APRONUC, qui les président.

2. *Fonctions* : Les comités consultatifs sont chargés d'aider l'Organe administratif consultatif à s'acquitter de son mandat.

Appendice IV

Suggestion révisée de la Thaïlande et du Japon

Outre les 11 points du document interne de Tokyo (voir S/24286, annexe), la suggestion ci-après est présentée en vue d'aider à assurer la neutralité des décisions administratives.

A. *Création de l'Organe administratif consultatif et des comités consultatifs*

1. Il est suggéré de mettre en place un ensemble d'organes chargés de délibérer au sujet de toute demande, suggestion ou plainte éventuelle qui serait présentée touchant toutes les questions administratives liées au contrôle et à la supervision par l'APRONUC des structures administratives existantes dont il est fait état dans les Accords de Paris.

2. Le Conseil national suprême délègue à l'APRONUC tous pouvoirs nécessaires pour assurer l'application des Accords de Paris et, de ce fait, les structures administratives existantes doivent relever de l'APRONUC conformément aux Accords de Paris.

3. Cet ensemble d'organes comprendra l'Organe administratif consultatif ainsi que des comités consultatifs, qui seront les organes subsidiaires régionaux de l'Organe administratif consultatif. Pour plus de détails, voir la note jointe.

4. L'Organe administratif consultatif et les comités consultatifs seront chargés des questions administratives, dans le but d'assurer la neutralité des décisions administratives liées à la tenue d'élections libres et régulières au Cambodge. L'Organe administratif consultatif et les comités consultatifs auront un rôle consultatif et en référeront, par l'intermédiaire de l'Organe administratif consultatif, à l'APRONUC et au Conseil national suprême. Les décisions à prendre sur les questions ainsi renvoyées le seront conformément aux dispositions de l'annexe I de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge. Toutes les questions de principe liées à l'application des Accords de Paris seront traitées directement par l'APRONUC et le Conseil national suprême conformément aux Accords de Paris.

5. Les fonctions de l'Organe administratif consultatif et des comités consultatifs seront strictement conformes aux dispositions des Accords de Paris.

6. L'Organe administratif consultatif ainsi que les comités consultatifs seront mis en place dès que toutes les parties cambodgiennes aborderont la phase II du cessez-le-feu.

B. *Transparence*

Outre la création proposée de l'Organe administratif consultatif et des comités consultatifs, il est suggéré que l'APRONUC informe le Conseil national suprême tous les mois de ses activités touchant le contrôle et la supervision des structures administratives existantes, notamment des activités des groupes de travail et des comités consultatifs techniques, ainsi que des travaux du personnel de l'APRONUC en poste dans les institutions, organes et services administratifs des structures administratives existantes.

Pièce jointe

Organe administratif consultatif

1. *Objectif* : Servir d'organe de coordination pour l'examen de toute demande formulée par les parties cambodgiennes, quelles qu'elles soient, concernant les questions administratives liées au contrôle et à la supervision, par l'APRONUC, des structures administratives existantes dont il est fait état dans les Accords de Paris.

2. *Composition* :

a) Représentants des quatre parties cambodgiennes, la proportion de représentants étant la même que pour le Conseil national suprême;

b) Représentants de l'APRONUC;

c) Les réunions seront présidées par le Directeur de l'Administration civile de l'APRONUC ou tout autre res-

ponsable que pourra désigner le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU.

3. L'Organe administratif consultatif se réunira régulièrement, en principe une fois par semaine.

4. *Fonctions de l'Organe administratif consultatif :*

a) Si les demandes présentées appellent des délibérations :

i) L'Organe administratif consultatif entendra la partie qui a présenté la demande et celle visée dans cette dernière;

ii) Après en avoir délibéré, l'Organe administratif consultatif peut renvoyer la question à l'APRONUC et au Conseil national suprême. Les décisions sur les questions ainsi renvoyées seront prises conformément aux dispositions de l'annexe I de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge.

b) Si les demandes n'ont pas à être examinées par le Conseil national suprême et l'APRONUC, ou si les recours formulés par une partie concernant les conclusions des comités consultatifs sont rejetés, les plaignants seront informés des conclusions ainsi que des raisons qui les ont motivées.

5. *Comités consultatifs :*

a) Un comité consultatif sera établi dans chacune des zones relevant des structures administratives respectives des quatre parties cambodgiennes;

b) Les comités consultatifs serviront de bureaux régionaux de l'Organe administratif consultatif. Chaque comité consultatif examinera les demandes présentées par les parties cambodgiennes, quelles qu'elles soient, concernant les questions administratives liées au contrôle et à la supervision, par l'APRONUC, des structures administratives existantes à l'intérieur de sa zone;

c) Les comités consultatifs peuvent renvoyer une question à l'Organe administratif consultatif pour examen. Toute partie peut présenter un recours à l'Organe administratif consultatif si elle n'est pas satisfaite des conclusions des comités consultatifs, en donnant les raisons de son mécontentement;

d) Les comités consultatifs seront composés de représentants des quatre parties cambodgiennes, la proportion de représentants étant la même que pour le Conseil national suprême; ainsi que de représentants de l'APRONUC. Les réunions seront présidées par le représentant de l'APRONUC ayant le rang le plus élevé;

e) Les réunions des comités consultatifs se tiendront là où leurs présidents respectifs le jugeront approprié, compte tenu de la question à l'examen; elles pourront éventuellement avoir lieu dans le bureau d'une des structures administratives lorsque la question considérée relève de sa compétence.

f) Les comités consultatifs peuvent demander des informations pertinentes aux parties intéressées et peuvent procéder à des auditions.

Annexe II

Rapport des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge

Monsieur le Secrétaire général,

Par lettre du 2 novembre, vous avez bien voulu nous demander, en notre qualité de coprésidents de la Conférence de Paris et conformément au paragraphe 13 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 13 octobre 1992, d'entreprendre les consultations appropriées en vue de mettre pleinement en œuvre le processus de paix au Cambodge.

Comme suite à cette demande, les deux Coprésidents ont entrepris des consultations à Pékin les 7 et 8 novembre, avec le Président du Conseil national suprême du Cambodge, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, votre représentant spécial, S. E. M. Yasushi Akashi, ainsi qu'avec S. A. R. le prince Ranariddh, représentant le FUNCINPEC, S. E. M. Son Sann, représentant le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), S. E. M. Khieu Samphan, représentant la partie du Kampuchea démocratique (PKD), et S. E. M. Hun Sen, représentant la partie de l'Etat du Cambodge. Des consultations ont été également menées avec les représentants des membres permanents du Conseil de sécurité ainsi qu'avec ceux du Japon, de la Thaïlande, de l'Australie et de l'Allemagne.

En vue de tirer le meilleur parti de cette réunion, nous avons mené, au cours de la journée du 7 novembre 1992, des consultations qui nous ont permis de recueillir le point de vue de S. A. R. le prince Sihanouk, de M. Akashi, de chacune des parties cambodgiennes, de représentants des membres permanents du Conseil de sécurité et des représentants des autres gouvernements ci-dessus mentionnés. Le lendemain, 8 novembre 1992, le Conseil national suprême du Cambodge s'est réuni en session spéciale sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk; assistaient à cette réunion les deux Coprésidents, votre représentant spécial et les représentants des pays ci-dessus mentionnés.

A l'issue de ces rencontres, nous avons l'honneur de vous présenter les observations suivantes :

a) Un consensus s'est dégagé pour estimer que, sur bien des aspects, des progrès encourageants étaient effectués dans la mise en œuvre des Accords de Paris :

i) Le Conseil national suprême s'est réuni régulièrement sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk et a adopté des décisions importantes;

ii) La préparation des élections est bien engagée : 11 partis ont été enregistrés de manière provisoire; l'inscription des électeurs sur les listes électorales, qui a commencé le 5 octobre 1992, se déroule bien et devrait être terminée avant janvier 1993. Cinq cent mille Cambodgiens se sont déjà inscrits, ce qui montre le désir du peu-

ple cambodgien de participer activement aux élections;

iii) Le rapatriement de plus de 170 000 réfugiés et personnes déplacées sur un total de 350 000 a été mené à bien de manière satisfaisante. On s'attend à présent à ce que tous les réfugiés soient rapatriés avant les élections de mai 1993;

iv) Le dispositif de supervision et de contrôle des structures administratives existantes s'est déployé sur la totalité du territoire cambodgien, à l'exception des zones contrôlées par la partie du Kampuchea démocratique;

v) Enfin, le versement de l'aide à la réhabilitation décidée lors de la Conférence de Tokyo (juin 1992) commence actuellement dans tout le pays au bénéfice du peuple cambodgien;

b) Nous rendons hommage à S. A. R. le prince Norodom Sihanouk pour ses efforts inlassables en vue de rétablir la paix et l'unité nationale au Cambodge. Nous saluons votre action, ainsi que la contribution de votre Représentant spécial, et celle de tous ceux qui ont permis d'accomplir ces progrès significatifs;

c) Durant les entretiens que nous avons eus avec les représentants des quatre parties cambodgiennes, il est apparu clairement que trois d'entre elles demeuraient pleinement engagées à poursuivre leur coopération pour la mise en œuvre du processus de paix. En revanche, la partie du Kampuchea démocratique a confirmé qu'elle n'était pas prête à coopérer à la poursuite de la mise en œuvre des Accords de Paris aussi longtemps que les questions qu'elle pose à propos de ce qu'elle considère comme une application incorrecte de certains aspects de ces accords n'ont pas été résolues, en particulier pour ce qui est de la vérification du retrait des troupes étrangères (vietnamiennes) et de leur non-retour et concernant le statut et le fonctionnement du Conseil national suprême. Comme on le sait, cette partie continue de s'opposer au déploiement de l'APRONUC dans les zones qu'elle contrôle et n'accepte toujours pas de se conformer à ses obligations au regard de la phase II du cessez-le-feu et des arrangements militaires (c'est-à-dire regroupement, cantonnement, désarmement et démobilisation des forces militaires des quatre parties cambodgiennes). De surcroît, en réponse à nos questions, M. Khieu Samphan, président de la PKD, a également fait connaître clairement l'intention de sa formation de ne pas participer au processus électoral et aux élections qui s'ensuivront, dès lors que, selon lui, des conditions politiques neutres telles que prévues dans les Accords de Paris n'étaient pas assurées. Le Président de la PKD a motivé sa position en reprenant les arguments qu'il avait déjà exposés à votre représentant spécial ainsi qu'aux délégués du Japon et de la Thaïlande lors de l'initiative lancée, sans succès, par ces deux pays pour trouver une solution à l'impasse. Selon lui, le plan de mise en œuvre des Accords de Paris formait un tout indissociable; or, toujours selon lui, les dispositions des Accords de Paris relatives au retrait des forces étrangères n'étaient pas appliquées de manière satisfaisante, de nombreuses troupes vietnamiennes demeurant au Cambodge; de plus, il a estimé que le Conseil national suprême ne disposait pas des pouvoirs lui permettant de remplir son mandat tel que défini par les Accords de Paris. En réponse, nous avons d'abord rappelé les diverses mesures prises par l'APRONUC pour aller au devant des préoccupations de la PKD. Ainsi, pour vérifier le retrait des troupes étrangères, les mesures suivantes ont été prises : établissement anticipé de points de contrôle à la frontière vietnamienne; création d'équipes militaires d'enquête mobile, au sein desquelles toutes les parties ont été invitées à désigner des représentants, concernant la présence de troupes étrangères; appel aux parties cambodgiennes leur demandant de fournir toutes informations à ce sujet; et création d'une équipe d'investigation stratégique pour assurer le suivi de toutes allégations ou suspicions sur les forces étrangères. En dépit de ce dispositif étendu, aucune information n'avait été recueillie par l'APRONUC tendant à établir la présence de forces étrangères. Nous avons également rappelé les décisions prises par votre représentant spécial pour renforcer le Conseil national suprême : notamment la création de comités consultatifs techniques (sur le rapatriement des réfugiés, la réhabilitation, l'intégrité territoriale), qui s'ajoutent au Groupe de travail militaire mixte; et établissement de groupes de travail ouverts à la participation de toutes les parties dans les cinq domaines de supervision ou de contrôle des structures administratives existantes. En dépit de ces précisions, la PKD a maintenu sa position. Nous lui avons rappelé que par ses résolutions 766 (1992) et 783 (1992), le Conseil de sécurité avait clairement estimé que cette attitude constituait une violation des Accords de Paris. Nous avons également appelé l'attention de M. Khieu Samphan sur le fait que le Conseil de sécurité demeurait saisi du dossier et serait conduit à étudier quelles mesures il conviendrait de prendre à la lumière de ces développements;

d) En effet, comme vous le soulignez dans votre lettre précitée du 2 novembre, le Conseil de sécurité, au paragraphe 14 de sa résolution 783 (1992), a prié le Secrétaire général de lui présenter un rapport dès que possible et au plus tard le 15 novembre 1992 sur la mise en œuvre de la résolution, et s'est engagé à envisager quelles mesures complémentaires seraient nécessaires et appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris. Sans préjuger le contenu de votre rapport, nous estimons pour notre part qu'il serait utile que le Conseil envisage de mettre l'accent sur les points suivants :

i) Réaffirmation solennelle que le processus de paix au Cambodge doit continuer d'être mené à bien et que le calendrier conduisant aux élections en avril/mai 1993 doit être maintenu;

ii) Nouvel appel à la partie qui ne l'a pas fait à se conformer à ses obligations, en particulier quant à la phase II du plan de paix;

iii) Indication cependant que, si cette partie maintient sa position actuelle, le processus se poursuivra avec la coopération des trois autres parties, tout en laissant la porte ouverte à la partie qui ne participe pas au processus pour qu'elle puisse le rejoindre;

iv) Adaptation de certains aspects de la mise en œuvre du plan en vue d'assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris;

v) Demande au Secrétaire général de prendre toutes les dispositions pour achever la mise en place des points de contrôle ainsi qu'il est requis au paragraphe 3 de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité;

vi) Appel au public et à toutes les parties de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et la sécurité de tous les personnels de l'ONU, de s'abstenir de toute menace ou acte de violence contre eux, et de créer un environnement politique neutre pour la conduite d'élections libres et équitables;

vii) Définition de mesures qui devraient être mises en œuvre à l'encontre de la partie du Kampuchea démocratique si celle-ci faisait obstacle à la poursuite du plan de paix;

A propos de la prochaine réunion du Conseil de sécurité, nous notons que lors de la séance du Conseil national suprême du 8 novembre, M. Khieu Samphan, président de la PKD, a exprimé le souhait d'être autorisé à exposer aux membres du Conseil de sécurité la position de sa formation. Toutefois, tant S. A. R. le prince Sihanouk, président du Conseil national suprême, que M. Yasushi Akashi, votre représentant spécial, ont émis l'opinion qu'il serait peut-être plus approprié que ce soit le Président du Conseil national suprême qui représente le Conseil national suprême au Conseil de sécurité et que la position des parties prises individuellement pourrait être présentée par écrit comme un complément de la déclaration du Président;

e) En conclusion, nous souhaiterions également appeler votre attention sur une question importante abordée lors des consultations que nous avons tenues à Pékin. Nous avons en effet noté le souhait fortement exprimé par trois des parties cambodgiennes (l'EDC, le FUNCINPEC et le FLNPK) tendant à ce qu'en plus des élections générales à l'Assemblée constituante telles que prévues se tienne également l'élection du chef de l'Etat du Cambodge au suffrage universel direct. Il était jugé qu'une telle élection présidentielle contribuerait de manière significative au processus de réconciliation nationale et offrirait un axe de stabilité pour la période intérimaire qui s'ouvrirait après les élections générales et avant qu'un nouveau gouvernement du Cambodge puisse être formé. Nous avons cependant constaté que la quatrième partie cambodgienne, sans soulever d'objection de principe, n'a pu se joindre au consensus sur ce sujet. Néanmoins, nous pensons qu'il pourrait être utile de garder cette idée à l'esprit, car une telle élection aiderait à la mise en œuvre du processus de paix.

Roland DUMAS

Ali ALATAS

Annexe III

Déclaration des deux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge

Le Conseil national suprême du Cambodge s'est réuni à Pékin le 8 novembre 1992 sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, en présence des Coprésidents de la Conférence de Paris, M. Ronald Dumas, ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères de la République française, et M. Ali Alatas, ministre des affaires étrangères de la République d'Indonésie, ainsi que de M. Yasushi Akashi, représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge, en application de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 13 octobre 1992.

Les deux Coprésidents ont rendu hommage à S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, pour ses efforts inlassables en vue de rétablir la paix et l'unité nationale au Cambodge.

Ils ont ensuite dressé devant le Conseil un bilan nuancé, à mi-parcours de l'application du plan de paix.

a) Certains aspects sont incontestablement positifs :

i) Le déploiement de quelque 16 000 militaires et des 5 000 civils est achevé;

ii) Le dispositif de contrôle des structures administratives existantes s'est déployé dans l'ensemble des secteurs concernés et sur la totalité du territoire, à l'exception des zones contrôlées par la partie du Kampuchea démocratique;

iii) Le Conseil national suprême, auquel participent toutes les parties cambodgiennes sous la présidence du prince Sihanouk, adopte à chacune de ses réunions des décisions importantes;

iv) La préparation des élections est bien engagée : 11 partis ont déjà été enregistrés à titre provisoire; l'enregistrement de tous les électeurs, engagé le 5 octobre, se déroule dans de bonnes conditions et devrait être achevé en janvier; 500 000 Cambodgiens ont déjà été enregistrés sur les listes électorales, témoignant de la volonté du peuple cambodgien de participer massivement aux élections;

v) Le rapatriement de plus de 170 000 réfugiés, sur un total de 350 000, s'est effectué dans des conditions satisfaisantes. Il est désormais quasi certain que tous les réfugiés seront réinstallés avant les élections de mai 1993;

vi) Enfin, l'aide à la réhabilitation décidée à Tokyo (880 millions de dollars) commence à être répartie dans le pays, au profit du peuple cambodgien;

b) En revanche, la partie militaire du plan de paix des Nations Unies demeure bloquée depuis le 13 juin, du fait du refus de la partie du Kampuchea démocratique d'appliquer la phase II et d'ouvrir sa zone à l'ONU. Face à cette situation, les Coprésidents ont rappelé les décisions prises par le Représentant spécial de l'ONU pour répondre aux préoccupations de la partie du Kampuchea démocratique relatives à la présence alléguée de troupes étrangères :

i) Etablissement anticipé des points de contrôle à la frontière vietnamienne;

ii) Création d'équipes d'enquêteurs militaires mobiles concernant la présence de troupes étrangères;

iii) Appel à toutes les parties cambodgiennes de fournir toutes informations à ce sujet et création d'une équipe d'investigation stratégique à laquelle toutes les parties ont été invitées à participer.

Ils ont également rappelé les décisions déjà prises par le Représentant spécial pour renforcer les pouvoirs du Conseil national suprême, notamment à travers la création de comités consultatifs techniques et de groupes de travail (sur le rapatriement des réfugiés, sur la réhabilitation, sur l'intégrité territoriale, sur l'information, sur la sécurité publique et sur les finances), qui s'ajoutent au groupe de travail militaire mixte.

Les deux Coprésidents ont regretté que l'initiative du Japon et de la Thaïlande n'ait pas abouti et ont estimé que la non-application de la phase II du plan rendait aujourd'hui nécessaire une adaptation du mandat notamment de la composante militaire de la force des Nations Unies.

Ils ont au surplus réaffirmé qu'aucune partie ne pouvait prétexter de griefs relatifs à l'application du plan pour se soustraire à ses obligations. Une telle attitude ne peut être acceptée.

Ils ont lancé un appel pressant au strict respect du cessez-le-feu et du statu quo militaire par toutes les parties cambodgiennes. Ils ont en particulier demandé que soit strictement assurée la sécurité de tous les personnels de l'ONU;

c) Les Coprésidents, conformément à la résolution 783 (1992), informeront dès les prochains jours le Secrétaire général de l'ONU des résultats d'ensemble de leur mission, afin que celui-ci puisse, comme prévu, présenter au plus tard le 15 novembre son rapport au Conseil de sécurité. Le Conseil sera ainsi en mesure d'envisager les dispositions nécessaires et appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris et la tenue des élections à la date prévue, au plus tard en mai 1993.

Document 55

Résolution du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre du processus de paix au Cambodge

S/RES/792, 30 novembre 1992

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 717 (1991) du 16 octobre 1991, 718 (1991) du 31 octobre 1991, 728 (1992) du 8 janvier 1992, 745 (1992) du 28 février 1992, 766 (1992) du 21 juillet 1992 et 783 (1992) du 13 octobre 1992,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 15 novembre 1992[1],

Rendant hommage à Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême du Cambodge, pour les efforts qu'il déploie en vue de rétablir la paix et l'unité nationale du Cambodge,

Réaffirmant son engagement à mettre en œuvre les accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[2], ainsi que sa détermination à respecter le calendrier de mise en œuvre du processus de paix de manière à aboutir à des élections pour une assemblée constituante en avril-mai 1993, puis à l'adoption d'une constitution et à la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien,

Reconnaissant la nécessité pour toutes les parties cambodgiennes, les Etats concernés et le Secrétaire général de maintenir un dialogue étroit en vue de mettre en œuvre effectivement le processus de paix,

Rappelant que tous les Cambodgiens ont, conformément à l'article 12 de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, le droit de déterminer leur propre avenir politique par la voie de l'élection libre et équitable d'une assemblée constituante et que les partis politiques qui souhaitent participer à l'élection peuvent être constitués conformément au paragraphe 5 de l'annexe 3 audit accord,

Notant les discussions qui ont eu lieu lors des consultations tenues à Beijing les 7 et 8 novembre 1992 par les Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cam-

[1] S/24800 (document 54).
[2] S/23177 (document 19).

bodge au sujet de l'élection présidentielle, ainsi que l'avis des Coprésidents, partagé par le Secrétaire général, selon lequel une telle élection contribuerait au processus de réconciliation nationale et aiderait à renforcer le climat de stabilité au Cambodge,

Accueillant avec satisfaction les résultats positifs obtenus par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge et l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge dans la mise en œuvre des Accords de Paris,

Accueillant avec satisfaction en particulier les progrès accomplis dans l'enregistrement des électeurs,

Accueillant également avec satisfaction les efforts faits par l'Autorité pour renforcer ses relations avec le Conseil national suprême du Cambodge et pour superviser et contrôler les structures administratives existantes en vue notamment d'obtenir l'accord le plus large possible sur des décisions essentielles concernant les élections, les ressources naturelles, le relèvement, le patrimoine national, les droits de l'homme, les relations avec les institutions financières internationales et la question des résidents étrangers et des immigrants,

Notant les efforts déployés par l'Autorité pour aller au-devant des préoccupations de la partie du Kampuchea démocratique, notamment par des mesures visant à vérifier le retrait du Cambodge de toutes les forces étrangères et des conseillers et personnels militaires étrangers, ainsi que la coopération étroite établie entre l'Autorité et le Conseil national suprême du Cambodge en tant qu'incarnation de la souveraineté cambodgienne, la création de comités consultatifs techniques pour donner des avis au Conseil national suprême et à l'Autorité, l'exercice par cette dernière de la supervision et du contrôle des cinq domaines administratifs essentiels prévus par les Accords de Paris dans les zones auxquelles elle peut accéder et la création dans ces zones de groupes de travail permettant aux parties d'être associées aux activités de l'Autorité dans ces cinq domaines essentiels et d'en être informées,

Exprimant ses remerciements au Japon et à la Thaïlande pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de trouver des solutions aux problèmes concernant la mise en œuvre des Accords de Paris,

Exprimant également ses remerciements aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge pour les efforts qu'ils ont faits, en consultation avec les autres parties, conformément à la résolution 783 (1992), pour déterminer la manière de mettre pleinement en œuvre les Accords de Paris,

Déplorant le manquement de la partie du Kampuchea démocratique aux engagements qu'elle a pris au titre des Accords de Paris, notamment en ce qui concerne l'accès sans restrictions de l'Autorité aux zones qu'elle contrôle pour l'enregistrement des électeurs et les autres objectifs des accords ainsi qu'en ce qui concerne la mise en œuvre de la seconde phase du cessez-le-feu, relative au cantonnement et à la démobilisation de ses forces,

Déplorant les récentes violations du cessez-le-feu et leurs conséquences pour la sécurité au Cambodge, soulignant l'importance du respect du cessez-le-feu et appelant toutes les parties à respecter leurs obligations à cet égard,

Condamnant les attaques contre l'Autorité, en particulier les tirs récents contre certains de ses hélicoptères et contre le personnel d'enregistrement électoral,

Préoccupé par la situation économique au Cambodge et par ses conséquences sur la mise en œuvre des Accords de Paris,

1. *Fait sien* le rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 783 (1992) du Conseil de sécurité, en date du 15 novembre 1992;

2. *Confirme* que l'élection d'une assemblée constituante au Cambodge se tiendra en mai 1993 au plus tard;

3. *Note* que le Secrétaire général a décidé de donner pour instructions à son représentant spécial pour le Cambodge de se préparer pour l'éventualité où l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge aurait à organiser et à conduire l'élection présidentielle et, notant par ailleurs qu'une telle élection doit être organisée en liaison avec l'élection prévue d'une assemblée constituante, prie le Secrétaire général de soumettre au Conseil pour décision toute recommandation en vue de la tenue d'une telle élection;

4. *Appelle* toutes les parties cambodgiennes à coopérer pleinement avec l'Autorité en vue de créer un environnement politique neutre pour la tenue d'élections libres et équitables et d'empêcher les actes de harcèlement, d'intimidation et de violence politique;

5. *Décide* que l'Autorité poursuivra la préparation d'élections libres et équitables qui se tiendront en avril-mai 1993 dans toutes les zones du Cambodge auxquelles elle aura pleinement et librement accès au 31 janvier 1993;

6. *Invite* le Conseil national suprême du Cambodge à continuer de se réunir régulièrement sous la présidence de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk;

7. *Condamne* le manquement de la partie du Kampuchea démocratique à ses engagements;

8. *Exige* que la partie du Kampuchea démocratique respecte immédiatement ses engagements au titre des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[2], qu'elle facilite sans délai le déploiement complet de l'Autorité dans les zones se trouvant sous son contrôle, qu'elle ne fasse pas obstacle à l'enregistrement des électeurs dans ces zones, qu'elle ne fasse pas obstacle aux activités d'autres partis politiques dans ces zones et qu'elle mette pleinement en œuvre la seconde phase du cessez-le-feu, en particulier le cantonnement et la démobilisation, de même que tous les autres aspects des Accords de Paris, étant donné que toutes les parties cambodgiennes ont la même obligation de mettre en œuvre lesdits accords;

9. *Prie instamment* la partie du Kampuchea démocratique de participer pleinement à la mise en œuvre des

Accords de Paris, notamment au processus électoral, et demande au Secrétaire général et aux Etats concernés de rester disponibles pour continuer le dialogue avec la partie du Kampuchea démocratique à cet effet;

10. *Demande* à tous les intéressés de veiller à prendre des mesures conformes aux dispositions de l'article VII de l'annexe 2 à l'Accord pour un règlement global du conflit du Cambodge afin d'empêcher la livraison de produits pétroliers à destination des zones contrôlées par toute partie cambodgienne ne respectant pas les dispositions militaires dudit accord et prie le Secrétaire général d'étudier les modalités de telles mesures;

11. *S'engage* à étudier les mesures appropriées qui devraient être appliquées si la partie du Kampuchea démocratique faisait obstacle à la mise en œuvre du plan de paix, telles que le gel des avoirs qu'elle détient à l'extérieur du Cambodge;

12. *Invite* l'Autorité à établir tous les points de contrôle frontaliers nécessaires, demande aux Etats voisins de coopérer pleinement à l'établissement et au fonctionnement de ces points de contrôle et demande au Secrétaire général d'entreprendre immédiatement des consultations avec les Etats concernés au sujet de leur établissement et de leur fonctionnement;

13. *Appuie* la décision prise par le Conseil national suprême du Cambodge le 22 septembre 1992, visant à suspendre les exportations de bois du territoire cambodgien afin de protéger les ressources naturelles du pays, demande aux Etats, en particulier aux Etats voisins, de respecter cette suspension en n'important pas ce bois et demande à l'Autorité de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de cette suspension;

14. *Demande* au Conseil national suprême du Cambodge d'envisager de décider une suspension identique s'appliquant aux exportations de minerais et de pierres précieuses afin de protéger les ressources naturelles du Cambodge;

15. *Exige* que toutes les parties s'acquittent de leur obligation de respecter le cessez-le-feu et les appelle à faire preuve de retenue;

16. *Demande* à l'Autorité de continuer à vérifier le cessez-le-feu et de prendre des mesures concrètes pour empêcher la reprise ou l'aggravation des combats au Cambodge ainsi que les actes de banditisme et la contrebande d'armes;

17. *Exige également* que toutes les parties prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la sécurité du personnel de l'Autorité au Cambodge, y compris en donnant immédiatement des instructions en ce sens à leurs commandants et en rendant compte de leur action au Représentant spécial du Secrétaire général;

18. *Invite* le Secrétaire général à étudier les implications sur le processus électoral du refus de la partie du Kampuchea démocratique de cantonner et démobiliser ses forces et à prendre toutes les mesures nécessaires, face à cette situation, pour assurer le succès de la mise en œuvre du processus électoral;

19. *Invite également* le Secrétaire général à examiner les implications pour la sécurité au Cambodge, après les élections, d'une éventuelle mise en œuvre incomplète des dispositions des Accords de Paris concernant le désarmement et la démobilisation et à faire rapport à ce sujet;

20. *Invite* les Etats et les organisations internationales fournissant une aide économique au Cambodge à convoquer une réunion pour faire le point de l'état de cette aide à la suite de la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo les 20 et 22 juin 1992;

21. *Invite en outre* le Secrétaire général à faire rapport au Conseil de sécurité dès que possible, et le 15 février 1993 au plus tard, sur l'application de la présente résolution et sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris;

22. *Décide* de rester activement saisi de la question.

Document 56

Lettre datée du 30 novembre 1992, adressée par la Thaïlande, exposant la position du Gouvernement royal thaïlandais au sujet de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité sur le Cambodge

S/24873, 30 novembre 1992

D'ordre de mon gouvernement, et à propos de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité relative au Cambodge, adoptée le 30 novembre 1992, j'ai l'honneur de vous communiquer la position du Gouvernement royal thaïlandais sur la question (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant spécial

(*Signé*) Nitya PIBULSONGGRAM

Annexe

Position du Gouvernement royal thaïlandais sur la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité relative au Cambodge

1. La Thaïlande, en tant que pays voisin, souhaite voir s'instaurer au Cambodge une paix véritable et durable, qui amènera non seulement un retour à la normale dans les zones frontalières mais également la stabilité et la prospérité dans l'ensemble de la région.

2. Une paix véritable et durable ne saurait voir le jour au Cambodge sans que toutes les parties cambodgiennes participent au processus de paix. La Thaïlande a par conséquent soutenu tous les efforts visant à persuader la partie du Kampuchea démocratique (PKD) d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris, et elle estime qu'il ne conviendrait pas de fermer la porte des négociations avec la PKD.

3. La Thaïlande souscrit au point de vue exprimé par le Secrétaire général dans son dernier rapport (document S/24800 daté du 15 novembre 1992), à savoir qu'une « diplomatie patiente » est le moyen de faire redémarrer le processus de paix.

4. En ce qui concerne les mesures concrètes citées dans la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité, la Thaïlande est d'avis que ces mesures doivent être réalistes, réalisables et conformes aux réalités de la situation actuelle. En tant que membre honorable de l'ONU, la Thaïlande se conformera aux mesures qui pourraient avoir des effets sur elle, si tant est qu'elles ne contreviennent pas au droit thaïlandais et ne portent pas atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du pays. En outre, les pays voisins devraient être consultés de près lors de la mise au point des plans détaillés concernant l'exécution de ces mesures concrètes, conformément aux dispositions de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies.

5. En ce qui concerne la question des points de contrôle frontaliers mentionnée au paragraphe 12 de la résolution 792 (1992), la Thaïlande est d'avis que ces points doivent être établis dans le strict respect des dispositions des Accords de Paris. Le paragraphe 3, *a* de l'article VII desdits Accords stipule que les points de contrôle doivent être établis « le long des routes et à des endroits choisis du *côté cambodgien de la frontière* et dans les aéroports à l'*intérieur du Cambodge* ». Les précédentes résolutions du Conseil de sécurité, la résolution 783 (1992) du 13 octobre 1992 notamment, se référaient également aux « points de contrôle dans le pays (Cambodge) et le long des frontières avec les pays voisins ».

Document 57

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant la multiplication des attaques contre le personnel des Nations Unies affecté aux opérations de maintien de la paix

S/24884, 2 décembre 1992

Les membres du Conseil de sécurité tiennent à exprimer leur vive préoccupation et leur profonde indignation devant la multiplication des attaques contre le personnel des Nations Unies affecté à diverses opérations de maintien de la paix.

Un certain nombre d'incidents graves, dont a été victime le personnel militaire et civil affecté à l'UNAVEM II, à l'APRONUC et à la FORPRONU se sont produits ces derniers jours.

Le 29 novembre, à Uige, dans le nord de l'Angola, un observateur de police brésilien de l'UNAVEM II a été tué lors d'une reprise des hostilités entre l'UNITA et les forces gouvernementales, le camp de la mission se trouvant pris entre deux feux. Les membres du Conseil expriment leur profonde sympathie et leurs condoléances au Gouvernement brésilien et à la famille endeuillée

La situation à la FORPRONU, qui compte déjà plus de 300 victimes, dont 20 tués, demeure très inquiétante. Le 30 novembre, 2 soldats espagnols de la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine ont été grièvement blessés par l'explosion d'une mine et aujourd'hui même un soldat danois a été enlevé par des hommes armés.

Le 1er décembre, 2 observateurs militaires britanniques de l'APRONUC et 4 observateurs de marine — 2 Philippins, 1 Néo-Zélandais et 1 Britannique — qui étaient en patrouille dans la province de Kompong Thom ont été illégalement détenus par des forces appartenant à l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique (ANKD). Un hélicoptère de l'APRONUC, qui avait été envoyé pour entamer des pourparlers en vue de leur libération, a essuyé des tirs, et un observateur militaire français qui se trouvait à bord a été blessé. En outre, aujourd'hui même, 6 contrôleurs de police civile de l'APRONUC — 3 Indonésiens, 2 Tunisiens et 1 Népalais — ont été blessés par deux explosions de mines terrestres dans la province de Siem Reap.

Les membres du Conseil condamnent ces atteintes à la sécurité du personnel des Nations Unies et exigent que toutes les parties en cause prennent toutes les mesures voulues pour empêcher qu'elles ne se reproduisent. Les membres du Conseil jugent totalement inacceptables l'enlèvement et la détention de personnel de maintien de la paix des Nations Unies et exigent la libération immédiate et sans conditions des membres de l'APRONUC et de la FORPRONU concernés.

Document 58

Lettre datée du 20 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, transmettant une déclaration de la partie du Kampuchea démocratique sur les violations des zones contrôlées par la PKD qui auraient été commises par l'APRONUC

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint pour votre information la déclaration de la partie du Kampuchea démocratique et de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique sur les violations répétées par l'APRONUC des zones de la partie Kampuchea démocratique.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Le Président de la PKD,
Membre du CNS

Khieu SAMPHAN

Déclaration de la partie Kampuchea démocratique et de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique sur les violations répétées par l'APRONUC des zones de la partie Kampuchea démocratique

1. Le représentant de l'APRONUC au Secrétariat du Groupe de travail militaire mixte (GTMM) a informé la partie Kampuchea démocratique (PKD) à Phnom Penh que le 18 décembre 1992, l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) a retenu un certain nombre de membres de l'APRONUC d'un hélicoptère qui s'est posé au village Stung Tror, Srok de Prek Prasap, province de Kratié.

Par ailleurs, certaines radios étrangères ont diffusé le 19 décembre 1992 des nouvelles déformant la vérité sur cet événement.

2. Il convient de remarquer que ces événements ont eu lieu presque tous les jours et n'ont pas été provoqués par la PKD. En effet, ce n'est pas la PKD qui a envoyé ses forces pour arrêter ou retenir des membres de l'APRONUC dans les zones de la partie de Phnom Penh ou dans les endroits où s'est installée l'APRONUC. Dans tous les événements survenus récemment, ce sont des membres de l'APRONUC qui ont pénétré dans les zones de la PKD sans que celle-ci en fût informée au préalable. Par ailleurs, des nouvelles délibérément déformées ont été diffusées sur les soi-disant arrestations par la PKD: de 15 membres indonésiens, puis de 46 membres indonésiens de l'APRONUC. En vérité, les forces indonésiennes de l'APRONUC installées à ces endroits, ont toujours entretenu de très bonnes relations avec la population et l'ANKD depuis presque un an déjà.

Tout ceci est une propagande visant à induire en erreur l'opinion publique internationale qui n'est pas au courant de la situation réelle au Cambodge. C'est également une compagne de dénigrement et un plan conçu pour induire en erreur le Conseil de Sécurité afin qu'il prenne des sanctions contre la PKD.

Rien ne justifie l'atterrissage de l'hélicoptère de l'APRONUC au village de Stung Tror, Srok de Prek Prasap, province de Kratié. En effet, cette région est très reculée et c'est un plateau à forêt très dense. La réalité est que c'est là une mauvaise intention politique visant à provoquer des tirs contre l'hélicoptère et faire rejeter la responsabilité de l'incident sur la PKD.

3. Devant cette situation, la PKD et l'ANKD tiennent à préciser que les incidents survenus dans la région de Stung Sen, province de Kompong Thom, le 1er décembre 1992, ainsi que ceux ayant eu lieu au village de O Sala au nord-est de la ville de Kompong Thom, le 15 décembre 1992, et qui ont été propagés comme étant des prises d'otages de 15 et 46 militaires indonésiens par l'ANKD, font tous partie du plan provocateur dont il est déjà fait état. Aujourd'hui on crée délibérément un nouvel incident en envoyant un hélicoptère de l'APRONUC se poser dans une région de forêt très dense, très reculée, située dans le district de Prek Prasap-Leu, sans en informer au préalable la PKD. Cet incident fait également partie du même plan provocateur.

La PKD et l'ANKD tiennent à attirer l'attention de l'opinion nationale et internationale ainsi que celle du Secrétaire général de l'ONU sur ces faits.

En conséquence, la PKD et l'ANKD demandent à S. E. Yasushi Akashi et à S. E. le lieutenant-général John Sanderson de mettre fin à toutes ces activités.

Nous tenons à rappeler une nouvelle fois que la PKD et l'ANKD entreront dans la deuxième phase du cessez-le-feu, dès lors que l'APRONUC applique correctement l'Accord de Paris du 23 octobre 1991 dans son intégralité, en particulier en ce qui concerne les points suivants :

— le CNS doit être en position de remplir son mandat en tant que organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge pendant la période transitoire;

— l'APRONUC en coopération avec le CNS doit contrôler le retrait de toutes les catégories de forces vietnamiennes du Cambodge;

— l'APRONUC doit, en coopération avec le CNS, contrôler les cinq domaines.

Ce sont là des conditions nécessaires pour le cantonnement, le désarmement et la démobilisation des forces des quatre parties cambodgiennes.

Mais depuis plus d'un an, l'APRONUC n'a pas appliqué correctement l'Accord de Paris du 23 octobre 1991. En effet, l'APRONUC:

1. N'a rien fait pour que le CNS puisse exercer son mandat;

2. N'a pas contrôlé le retrait de toutes les catégories des forces vietnamiennes, et n'a fait que répéter qu'il n'y a pas de forces vietnamiennes au Cambodge;

3. N'a pas placé les cinq domaines sous son contrôle.

La nation, le peuple et les forces nationales de résistance du Cambodge, dont notamment S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du CNS, le FUNCINPEC, le FNLPK, la PKD et même beaucoup de membres de l'APRONUC ont à maintes reprises souligné ce fait.

Par contre, l'APRONUC, de connivence avec le Vietnam et ses fantoches cherche à tromper la PKD pour l'amener à faire regrouper ses forces dans des cantonnements, les neutraliser et par là, mettre en péril la nation et le peuple du Cambodge.

Dans ces conditions, la PKD et l'ANKD rappellent que l'APRONUC n'est autorisée à aller en zone Kampuchea démocratique qu'après avoir consulté les représentants de la PKD au sein du GTMM ou des bureaux de liaison. Il convient de rappeler par ailleurs que les principes de ces consultations préalables ont déjà été acceptés.

En ce qui concerne ces bureaux de liaison, il convient de rappeler que l'APRONUC représenté par le général John Sanderson et les quatre parties cambodgiennes ont déjà décidé que chaque partie cambodgienne y enverra deux représentants. Mais les officiers de liaison de la PKD qui ont déjà été en poste à Kompong Thom ont été jusqu'à ce jour empêchés d'y retourner. Par ailleurs les officiers de liaison de la PKD ont été également empêchés d'aller joindre leurs postes à Stung Trèng, Kampot, Kompong Som, Kratie, dans la marine et ailleurs, bien que le principe a été déjà adopté depuis près d'un an.

Dans les conditions ci-dessus mentionnées et à l'heure actuelle où les forces vietnamiennes et celles du régime fantoche sont en train de poursuivre leurs opérations militaires de la saison sèche, l'APRONUC assume l'entière responsabilité en cas d'accès aux zones de la PKD sans autorisation préalable.

Le Président de la PKD,
Membre du CNS
(*Signé*) KHIEU SAMPHAN

Le Vice-Président de la PKD,
Commandant en chef de l'ANKD
(*Signé*) SON SEN

Document 59

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant la détention illégale de personnel de l'APRONUC au Cambodge par des éléments de la partie du Kampuchea démocratique

S/25003, 22 décembre 1992

Le Conseil de sécurité condamne fermement la détention illégale de personnels de l'APRONUC par des éléments de la partie du Kampuchea démocratique, ainsi que les actes de menace et d'intimidation contre ces personnels. Il exige que de tels actes ainsi que tout autre acte hostile contre l'APRONUC cessent immédiatement et que toutes les parties prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la sécurité du personnel de l'APRONUC au Cambodge.

Le Conseil prie instamment toutes les parties de respecter scrupuleusement leurs obligations au titre des Accords de Paris, de coopérer pleinement avec l'APRONUC et de mettre en œuvre toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Document 60

Lettre datée du 30 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par M. Nguyen Manh Cam, ministre des affaires étrangères du Viet Nam, au sujet des actes de violence perpétrés contre des résidents vietnamiens au Cambodge

S/25053, 5 janvier 1993

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer comme document du Conseil de sécurité le texte d'une lettre datée du 30 décembre 1992 que vous a adressée S. E. M. Nguyen Manh Cam, ministre des affaires étrangères du Viet Nam, à propos des actes de terrorisme et des massacres barbares perpétrés récemment contre des résidents vietnamiens au Cambodge (voir annexe).

L'Ambassadeur,
Représentant permanent

(*Signé*) TRINH XUAN LANG

Annexe

Lettre datée du 30 décembre 1992, adressée au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères du Viet Nam

C'est avec une vive préoccupation que je m'adresse à vous à propos des actes de terrorisme et des massacres barbares perpétrés à maintes reprises par le Kampuchea démocratique contre des Vietnamiens vivant légalement au Cambodge.

Comme vous le savez, le 27 décembre 1992 à 21 h 30, un groupe de soldats du Kampuchea démocratique, cherchant à massacrer des Vietnamiens, ont attaqué un village de pêcheurs situé au bord du fleuve Tonle Sap, dans le district de Kom Pong Tralach (Province de Kom Pong Chnang), tuant 14 personnes dont 12 Vietnamiens, et en blessant 14 autres. Le 29 décembre 1992, M. Eric Berman, porte-parole adjoint de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), a réaffirmé que les forces du Kampuchea démocratique étaient responsables de ce massacre.

Ces actes du Kampuchea démocratique sont les derniers en date d'une série d'actes de terrorisme et de massacres dirigés contre des Vietnamiens ces derniers temps, notamment depuis juillet 1992. Ces massacres barbares perpétrés par les forces du Kampuchea démocratique contre des résidents vietnamiens au Cambodge constituent un outrage à la conscience de l'humanité et un défi à l'opinion publique internationale.

Ces actes de barbarie constituent une grave violation des buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux notamment le droit à la sûreté de la personne énoncé à l'article 5 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le droit des minorités à la sécurité et à la protection. Ils constituent également une violation flagrante de l'Accord de Paris sur le Cambodge et de ses annexes.

En violant les droits de l'homme et en refusant obstinément d'engager la seconde phase du cessez-le-feu au Cambodge, la faction du Kampuchea démocratique met gravement en péril le règlement politique du problème cambodgien, défie la communauté internationale et compromet la paix et la stabilité dans l'Asie du Sud-Est.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam condamne vivement ces actes barbares de terrorisme perpétrés par la faction du Kampuchea démocratique contre d'innocents résidents vietnamiens au Cambodge. Il demande à l'Organisation des Nations Unies, à l'APRONUC, aux deux Coprésidents de la Conférence internationale sur le Cambodge, aux signataires de l'Accord de Paris sur le Cambodge, ainsi qu'au Conseil national suprême du Cambodge et à la communauté internationale de prendre résolument des mesures en vue de mettre immédiatement un terme à ces actes sanguinaires du Kampuchea démocratique.

Je suis persuadé que, conscient de votre responsabilité, vous userez de votre autorité pour prendre d'urgence les mesures énergiques qui s'imposent en vue de mettre fin aux graves violations des droits de l'homme commises par le Kampuchea démocratique au Cambodge et contraindre cette faction à appliquer l'Accord de Paris sur le Cambodge.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République socialiste du Viet Nam

(*Signé*) NGUYEN MANH CAM

Document 61

Lettre datée du 5 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, transmettant une déclaration de l'Etat du Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-jointe la Déclaration de l'Etat du Cambodge en vous priant de bien vouloir examiner sérieusement l'état des violations répétées de plus en plus agressives, de plus en plus arrogantes des Accords de Paris et du cessez-le-feu par la partie du Kampuchéa sémocratique-khmers rouges et cela depuis plus de quatorze mois et à quelques mois des élections prévues par les Accords de Paris.

Cette situation d'une gravité exceptionnelle met en cause non seulement l'organisation des prochaines élections que déjà la partie du Kampuchéa démocratique-khmers rouges rejette, mais encore la vie même de la Nation et du peuple cambodgien. Ce faisant, les Khmers rouges restent toujours fidèles à leur objectif stratégique fondamental et constant : reprendre le pouvoir à n'importe quel prix, même en lançant un défi à la communauté internationale en violant impunément les Accords qu'ils ont signés et les appels et les résolutions successifs du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La gravité exceptionnelle de la situation mérite pleinement, à mon avis, la mise en application des « mesures appropriées » prévues à l'article 29 de l'Accord sur le règlement politique global du conflit cambodgien et, le cas échéant, du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

Le Président du Conseil des Ministres,
de l'Etat du Cambodge,

Membre du CNS du Cambodge

(*Signé*) HUN SEN

Déclaration de l'Etat du Cambodge

Depuis la signature des Accords de Paris, le 23 octobre 1991, et alors que nous ne sommes qu'à quelques mois de l'élection considérée comme la clef de voûte et l'épine dorsale de ces accords, la situation, découlant du non-respect des Accords et des violations commises par la PKD-Khmers rouges, constitue la plus grave menace à la paix et à l'existence du peuple cambodgien.

En refusant de respecter les Accords qu'elle a signés et en les violant tous les jours avec autant d'arrogance que de provocation, alors que les autres parties, notamment la partie de l'Etat du Cambodge, coopèrent avec l'Autorité provisoire des Nations Unies, la PKD-Khmers rouges a accumulé des avantages militaires et politiques substantiels.

Ayant tiré parti du regroupement, du cantonnement et de la démobilisation des forces armées de l'Etat du Cambodge et des autres parties respectant les Accords, les Khmers rouges ont étendu les zones sous leur contrôle, ce qui leur a permis de s'infiltrer plus avant dans d'autres régions et même plus près des villes. Cette expansion des zones contrôlées par les Khmers rouges met les parties respectant les Accords dans une position défensive difficile lorsqu'il s'agit de protéger la population. Le champ d'opération de l'APRONUC sera encore restreint, la participation au scrutin sera de plus en plus réduite en raison du refus des Khmers rouges de laisser l'APRONUC avoir accès à leurs zones et de laisser les gens voter.

Un danger encore plus grand viendra bientôt du fait que les Khmers rouges utiliseront les zones qu'ils auront ainsi saisies comme tremplins pour lancer des offensives militaires et comme bases permettant d'infiltrer, de saboter et d'agrandir encore ce qu'ils appellent leurs zones

semi-libérées et leurs zones de guérilla, et, avec l'aide d'agents qu'ils ont placés dans tout le pays, pour fomenter des troubles, commettre des actes de terrorisme et obtenir des renseignements à des fins militaires. Il ne faut pas oublier que, depuis peu, les Khmers rouges sont en mesure de tirer des obus d'artillerie sur les villes, de menacer les équipes d'inscription sur les listes électorales de l'APRONUC, de les forcer à évacuer, de détruire et de brûler les cartes d'électeur, d'intimider la population pour qu'elle n'aille pas s'inscrire ou voter, d'opprimer les civils, de commettre de multiples actes de terrorisme, de prendre des officiers de l'APRONUC en otages et de tirer sur l'APRONUC, et ainsi de suite. Tous ces actes compromettent gravement la mise en œuvre des Accords.

L'Etat du Cambodge est donc amené à conclure que, si cette situation continue d'évoluer comme à présent, les élections prochaines se heurteront à de graves difficultés, au point qu'elles ne pourront peut-être pas avoir lieu. Les Khmers rouges ne tiennent pas à ce que ces élections se déroulent dans le calme.

Il n'est pas inutile de rappeler que la PKD-Khmers rouges a profité de sa présence au sein du Conseil national suprême et de ses institutions pour en tirer des avantages et pour faire obstacle au processus de paix défini par les Accords de Paris. Ses représentants soulèvent des obstacles à chaque réunion. Ils exploitent leur position en tant que membres du CNS pour maintenir leur légitimité et pour en tirer profit au point que les officiers qu'ils ont nommés aux comités de coordination militaire ne perdent pas de temps avant de rassembler des renseignements qui sont utiles à leurs offensives.

Confrontée à ce très grave danger pour le Cambodge et tous les Cambodgiens, la partie de l'Etat du Cambodge, en sa qualité de signataire des Accords de Paris, souhaite soumettre les demandes ci-après aux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies :

1. Toutes les mesures nécessaires devraient être prises pour mettre fin aux violations militaires commises par les Khmers rouges et empêcher ces derniers d'étendre davantage leur territoire, sinon les zones où les opérations de scrutin pourront avoir lieu se rétréciront et le nombre de votants sera réduit. Ces mesures devraient aussi viser à assurer la sécurité des opérations d'inscription sur les listes électorales et celle du scrutin prévu. A cette fin, la partie de l'Etat du Cambodge propose que l'APRONUC exerce son mandat comme le prévoient les Accords de Paris et la résolution 792 du Conseil de sécurité. Si ce mandat ne suffit pas, la partie de l'Etat du Cambodge propose que le Conseil de sécurité le remanie face à l'évolution de la situation causée par la PKD-Khmers rouges.

2. Pour veiller à ce que les élections prochaines aient lieu de manière libre, équitable et démocratique, il est absolument indispensable de fixer une date limite à la participation des Khmers rouges au scrutin du 31 janvier 1993, conformément au paragraphe 5 de la résolution 792 du Conseil de sécurité. En effet, ces élections ne seront pas équitables ni conformes à l'esprit et à la lettre des Accords de Paris si les Khmers rouges sont autorisés à y participer à la dernière minute, puisque les zones qu'ils contrôlent sous toujours restées hors du champ d'influence et de supervision de l'APRONUC et qu'il n'y existe donc pas de neutralité politique. La population vivant sous le contrôle des Khmers rouges n'aura pas pu s'inscrire sur les listes électorales et dans ces conditions, le scrutin ne pourra être régulier. Nous ne saurions accepter une mise en œuvre partiale des Accords de Paris.

3. Si la PKD-Khmers rouges continue à défier les Accords de Paris et ne participe pas aux élections prévues au-delà de la date limite ci-dessus, on peut se demander pourquoi les Khmers rouges auraient le droit de rester au CNS pour pouvoir en tirer profit encore davantage jusqu'à ce qu'ils aient atteint leur but, qui est de regagner le pouvoir par tous les moyens.

Si tel est le cas, la partie de l'Etat du Cambodge est d'avis que la PKD-Khmers rouges a, légalement et logiquement, renoncé à son droit de participer au CNS, du fait qu'elle s'est déjà exclue du processus de paix. La partie de l'Etat du Cambodge exige que les Khmers rouges soient expulsés du processus de paix des Accords de Paris et déclarés insurgés et hors la loi de par leurs actes.

Si l'on organise des élections au Cambodge auxquelles la PKD-Khmers rouges ne participe pas tout en continuant à violer les Accords et qu'elle maintient sa légitimité, ses zones d'influence, ses forces armées et sa représentation politique au CNS, cela ne fera que contribuer à consolider la division du Cambodge, sur le plan politique, psychologique et juridique, même si cette division n'est que temporaire.

4. Afin de mieux asseoir la réconciliation nationale et l'unité du Cambodge et d'assurer la stabilité politique avant et après les élections à l'Assemblée constituante, la partie de l'Etat du Cambodge demande avec insistance qu'une date précise soit fixée pour les élections présidentielles envisagées.

Au nom de l'Etat du Cambodge, nous demandons aux Coprésidents de la Conférence internationale de Paris sur le Cambodge et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de suivre de près cette situation très dangereuse et de prendre, avant qu'il ne soit trop tard, les mesures appropriées et nécessaires pour protéger le peuple cambodgien d'un second génocide par les Khmers rouges et de sauver les Accords de Paris.

Document 62

Lettre datée du 5 janvier 1992, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Ranariddh, membre du Conseil national suprême, concernant la situation politique au Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Permettez-moi de vous remercier très chaleureusement pour les efforts que vous déployez afin de restaurer la paix et la démocratie de type libéral et pluraliste dans notre cher Cambodge.

Cependant, la dégradation dramatique de la situation politique actuelle au Cambodge est préoccupante. L'attentisme de l'APRONUC, hélas constaté par de nombreux observateurs, ne cesse d'inquiéter chaque jour davantage.

Comme l'a très justement souligné S. A. R. Samdech Préah Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du Conseil national suprême du Cambodge, dans sa lettre du 3 janvier 1993 à votre représentant spécial au Cambodge, S. E. M. Yasushi Akashi : « Des élections démocratiques dignes de ce nom pourront-elles avoir lieu avec une certaine "légalité" si le Cambodge redevient, comme au lendemain du coup d'Etat du 18 mars 1970, un pays sans foi ni loi ? »

Monsieur le Secrétaire général, la répétition d'attentats terroristes, à motivation politique, perpétrés en toute impunité et dont sont victimes les membres de la partie du FUNCINPEC que j'ai l'honneur de présider est intolérable. Depuis le 2 novembre 1992, le FUNCINPEC, à cause de la faiblesse de l'APRONUC, a subi 18 attentats faisant 17 morts, tous membres du Parti et 22 blessés, dont 7 gravement.

Ma décision de cesser toutes relations de travail avec l'APRONUC à compter du 5 janvier 1993 doit être comprise comme ma volonté inébranlable de voir appliquer dans leur totalité les Accords de Paris du 23 octobre 1991 d'une part, d'autre part d'atteindre le but ultime fixé par ces accords, à savoir la tenue d'élections visant à assurer l'autodétermination du Peuple Cambodgien.

La Partie du FUNCINPEC a été toujours loyale dans le respect de ces accords, et a toujours fait preuve d'une détermination sans faille pour réaliser le « règlement politique global » proposé et voulu par les éminents membres permanents du Conseil de Sécurité et les Coprésidents de la CIPC.

C'est donc, tout naturellement, que je me tourne aujourd'hui vers vous, afin de rechercher ensemble ce qui peut être fait pour sauver l'essentiel, à savoir le retour rapide à un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables. Ne revient-il pas à l'APRONUC, ayant les moyens mais pas la farouche volonté, « d'instaurer la vraie démocratie et la paix en mon pays », pour reprendre les très justes termes de S. A. R. Samdech Préah Norodom Sihanouk ?

Monsieur le Secrétaire général, vue l'urgence de la situation, je me permets de vous faire part de mon intention de demander aux Coprésidents de la CIPC de vous entretenir de cette très grave question dont le malheureux Cambodge est la victime.

En ces moments critiques, l'APRONUC a besoin d'actions décisives et votre précieux concours peut y contribuer.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma plus haute et admirative considération.

Le Président du FUNCINPEC,
Membre du Conseil national suprême du Cambodge

(*Signé*) NORODOM RANARIDDH

Document 63

Lettre datée du 19 janvier 1993, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Ranariddh, M. Ieng Mouly, M. Sam Rainsy et M. Son Sann, membres du Conseil national suprême, concernant l'inscription sur les listes électorales des Cambodgiens résidant à l'étranger

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

En notre qualité de membres du Conseil national suprême du Cambodge, représentant la partie du FUNCINPEC et la partie du FNLPK, nous nous permettons de nous adresser directement à votre Excellence pour solliciter votre intervention décisive afin de régler d'une manière raisonnable et équitable un problème particulier et important, relatif aux élections qui doivent se dérouler prochainement dans notre pays sous le contrôle de l'APRONUC.

Il s'agit de l'enregistrement électoral des Cambodgiens résidant à l'étranger, notamment dans des pays d'outre-mer, enregistrement qui doit pouvoir s'effectuer dans quelques grandes villes des Etats-Unis, du Canada, de France et d'Australie, afin de permettre à ces Cambodgiens d'outre-mer qui constituent une partie intégrante de la nation cambodgienne et un segment important du corps électoral de participer pleinement au processus électoral en cours devant aboutir à l'autodétermination du peuple khmer.

La loi électorale promulguée le 12 août 1992 par votre représentant spécial, Son Excellence Monsieur Yasushi Akashi, prévoit certes l'ouverture de bureaux de vote à l'étranger à l'intention de ces Cambodgiens d'outre-mer, mais elle oblige ceux-ci à venir préalablement se faire enregistrer au Cambodge pour avoir le droit de voter effectivement le jour des élections. Cette disposition est irréaliste et injuste, car sur les 250 000 et 300 000 électeurs cambodgiens répondant aux critères de la Loi électorale et résidant à l'étranger, un nombre infime seulement d'entre eux (moins de 1 % du total) ont pu ou pourront se rendre au Cambodge pour remplir les formalités requises d'enregistrement, et cela à cause de multiples et insurmontables problèmes d'ordre pécuniaire, administratif, professionnel et familial.

En pratique donc, l'immense majorité des Cambodgiens d'outre-mer ont été tenus à l'écart du processus électoral en cours, et ceci ne manquera pas de jeter un doute sérieux sur le caractère équitable des prochaines élections et pourra inciter, à juste titre, une fraction importante de l'électorat à contester le verdict des urnes. Par ailleurs, sur le principe, la formule actuellement retenue revient à introduire une ségrégation électorale par l'argent (seuls ceux qui ont les moyens de se payer un déplacement relativement coûteux au Cambodge pourront voter), et nous ne pensons pas que les Nations Unies puissent être favorables à une forme quelconque de suffrage censitaire.

Dans ce qui se décide au Cambodge et pour le Cambodge, les Cambodgiens sont les premiers intéressés. Ce sont ces Cambodgiens qu'on doit consulter les premiers et c'est leur avis qui doit prévaloir en dernier ressort. Or, le plus illustre des Cambodgiens, le Père de la nation cambodgienne, Samdech Preah Norodom Sihanouk a déjà à plusieurs reprises, en sa qualité de chef de l'Etat et président du CNS, émis clairement son avis sur la nécessité de donner toutes les facilités pratiques nécessaires aux Cambodgiens d'outre-mer pour que ceux-ci puissent participer pleinement au processus électoral en cours. Le FUNCINPEC et le FNLPK soutiennent sans réserve la juste, sage et généreuse position de Samdech Preah Norodom Sihanouk. La partie du Kampuchea démocratique a également exprimé un point de vue similaire dans une lettre que Son Excellence Monsieur Khieu Samphan, en sa qualité de président de la PKD et membre du CNS, a adressée le 22 juillet 1992 à Son Excellence Monsieur Yasushi Akashi (copie ci-jointe). Quant à la partie de l'Etat du Cambodge, elle n'a jamais officiellement exprimé d'opposition à cette position clairement formulée par les trois autres parties cambodgiennes.

Pour votre haute information sur cette question de l'enregistrement électoral des Cambodgiens d'outre-mer, nous nous permettons de vous communiquer ci-joint les documents suivants :

— Lettre du 19 novembre 1992 de S. E. M. Yashushi Akashi au FUNCINPEC;

— Lettre du 23 novembre 1992 du FUNCINPEC à S. E. M. Yasushi Akashi;

— Lettre du 30 novembre 1992 du FUNCINPEC à S. E. M. Reginald Austin, responsable du Département des élections de l'APRONUC;

— Déclaration du FUNCINPEC en date du 8 décembre 1992;

— Communiqué du FNLPK en date du 8 décembre 1992;

— Note de synthèse du FUNCINPEC en date du 8 janvier 1993;

— Lettre de S. A. R. le prince Norodom Ranariddh, président du FUNCINPEC et membre du CNS, à Son Excellence M. Yasushi Akashi.

Nous nous permettons d'attirer votre haute attention sur le fait que, malgré toutes nos communications écrites mentionnées ci-dessus et adressées à l'APRONUC, et malgré de nombreuses interventions et sollicitations verbales du FUNCINPEC et du FNLPK auprès de l'APRONUC, nous n'avons reçu à ce jour de cette APRONUC aucune réponse officielle, écrite et motivée, relative à la question que nous avons soulevée. On ne nous a donné verbalement, d'une manière plutôt confuse, que quelques informations fragmentaires et parfois contradictoires, laissant entendre que notre requête ne pouvait être prise en considération.

C'est la raison pour laquelle le FUNCINPEC et le FNLPK, qui ont toujours été des partenaires extrêmement coopératifs et loyaux de l'APRONUC dans l'application du plan de paix des Nations Unies depuis la signature des Accords de Paris le 23 octobre 1991, ont décidé d'entreprendre en commun cette démarche auprès de votre Excellence afin que l'APRONUC puisse être en mesure de prendre rapidement une décision juste en ce qui concerne cette question de l'enregistrement électoral des Cambodgiens d'outre-mer.

Quand votre Excellence aura pris connaissance des documents que nous avons joints à cette lettre, vous pourrez en conclure que les opérations d'enregistrement électoral des Cambodgiens résidant à l'étranger pourront être réalisées en un laps de temps très court (une semaine au lieu de quatre mois au Cambodge même) et qu'elles pourront se dérouler dans des conditions beaucoup plus aisées que sur le sol cambodgien proprement dit.

Certes, étant donné l'échéance électorale fixée pour avant fin mai 1993, le temps presse. Mais il n'est pas encore trop tard pour prendre la décision juste qui s'impose. Pendant les quatre mois qui nous restent, on peut très bien préparer simultanément les opérations de vote au Cambodge (où les opérations d'enregistrement sont déjà pratiquement terminées), et les opérations d'enregistrement à l'étranger pour les Cambodgiens d'outre-mer. Ces dernières pourront très bien se dérouler seulement en février ou en mars 1993. L'essentiel est de faire en sorte que l'ensemble des listes électorales soient arrêtées avant la date prévue des élections.

Vous remerciant de votre bienveillance à l'égard de nos compatriotes d'outre-mer et vous exprimant notre plus profonde gratitude pour votre sens de l'équité, nous vous prions, Excellence, de croire en l'assurance de notre très haute considération.

IENG MOULI,
Membre du CNS

NORODOM RANARIDDH,
Président du FUNCINPEC,
Membre du CNS

SAM RAINSY,
Membre du CNS

SON SANN,
Président du FNLPK,
Membre du CNS

Document 64

Lettre datée du 20 janvier 1993, adressée par Singapour, transmettant, au nom des représentants permanents de l'ANASE, un communiqué publié le 15 janvier 1993 sur la tenue d'élections présidentielles au Cambodge

S/25133, 21 janvier 1993

Au nom des Représentants permanents des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué publié le 15 janvier 1993 par les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE sur la tenue de l'élection présidentielle au Cambodge.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) CHEW Tai Soo

Annexe

Communiqué des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE sur la tenue de l'élection présidentielle au Cambodge

1. Nous, ministres des affaires étrangères des pays membres des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), considérons avec une vive inquiétude l'impasse où se trouve actuellement le processus de paix cambodgien.

2. Nous sommes particulièrement préoccupés par l'intensification des activités militaires en violation des dispositions du cessez-le-feu et la multiplication des actes

de harcèlement politique, des actes d'intimidation, voire des assassinats, perpétrés contre des personnalités et des militants du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), qui pourraient provoquer une reprise des combats sur une grande échelle au Cambodge. Nous sommes également profondément préoccupés par la récente vague d'assassinats de résidents d'origine vietnamienne. Nous engageons toutes les parties cambodgiennes à coopérer avec l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et à œuvrer à la création d'un environnement politique pacifique et neutre en vue de permettre la tenue d'élections libres et équitables, comme il est stipulé dans les Accords de paix de Paris.

3. Nous appuyons pleinement, en nous en félicitant, la déclaration faite le 8 janvier 1993 par S. A. R. le prince Samdech Norodom Sihanouk, selon laquelle il serait disposé à se présenter à l'élection présidentielle prévue pour avril ou mai 1993. Nous estimons en effet que S. A. R. le prince Samdech Norodom Sihanouk sera à même de jouer un rôle essentiel dans la réalisation de la réconciliation de tous les Cambodgiens, préalable à l'instauration d'une paix véritable et durable au Cambodge.

4. Nous estimons aussi que le Cambodge a besoin de connaître une stabilité politique avant et après les élections générales des membres de l'Assemblée constituante prévues pour mai 1993. Un président élu faciliterait le déroulement des élections générales et constituerait également un facteur de stabilité au cours de la période post-électorale. Il servirait en effet d'élément unificateur dans le pays, en attendant la mise au point de la nouvelle constitution cambodgienne et la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien. Nous estimons en outre que l'élection présidentielle contribuerait également à renforcer l'ensemble du processus de paix et aiderait à sortir de l'impasse actuelle pour ce qui est de la mise en œuvre des Accords de paix de Paris. Nous exhortons donc toutes les parties cambodgiennes à convenir de la tenue d'une élection présidentielle.

5. Nous engageons toutes les parties cambodgiennes à coopérer dans un esprit de réconciliation nationale et à faire preuve de retenue pour empêcher la situation de se détériorer davantage. Nous demandons également à toutes les parties cambodgiennes de respecter les obligations qu'elles ont contractées au titre des Accords de paix de Paris. Elles doivent assurer la sécurité du personnel de l'APRONUC qui ne fait que s'acquitter sur place de sa tâche. Plus particulièrement, nous demandons à la partie du Kampuchea démocratique (Khmer rouge) de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre des Accords de paix de Paris.

Document 65

Troisième rapport du Secrétaire général sur l'APRONUC

S/25124, 25 janvier 1993

Introduction

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 745 (1992), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à intervalles réguliers sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ladite résolution et sur les tâches restant à effectuer dans le cadre de l'opération, en mettant un accent particulier sur l'utilisation la plus efficace et la plus efficiente des ressources. En application de cette disposition et comme suite à des résolutions ultérieures et à des événements survenus au Cambodge, j'ai présenté des rapports le 1er mai (S/23870), le 12 juin (S/24090), le 14 juillet (S/24286), le 21 septembre (S/24578) et le 15 novembre 1992 (S/24800).

2. Le Conseil de sécurité m'a prié dans sa résolution 745 (1992) de lui faire rapport en janvier 1993. Ce troisième rapport, qui décrit les activités de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) jusqu'au 10 janvier 1993, fait suite à cette demande.

3. Au paragraphe 21 de sa résolution 792 (1992), adoptée le 30 novembre 1992, le Conseil invitait le Secrétaire général à lui faire rapport au plus tard le 15 février 1993 sur la mise en œuvre de ladite résolution et sur toutes les autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris (voir S/23177). Un rapport sera présenté à cette date en application de cette résolution.

I. Mise en œuvre de la résolution 745 (1992)

A. *Généralités*

4. L'APRONUC a poursuivi la mise en œuvre du processus de paix malgré les contretemps décrits dans mes rapports précédents. La partie du Kampuchea démocratique (PKD) refusant de s'acquitter des obligations que lui imposent les Accords de Paris en participant pleinement au processus de paix, il s'est avéré impossible d'appliquer la phase II du cessez-le-feu. Il a donc fallu suspendre le cantonnement, le désarmement et la démobilisation des forces armées des quatre factions, si bien qu'il reste toujours des forces armées dans le pays. Depuis le début de la saison sèche en novembre 1992, les violations du cessez-le-feu ont augmenté, y compris les mouvements de troupes à des fins stratégiques et les affronte-

ments armés entre les forces des deux principales factions — l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) et les Forces armées populaires cambodgiennes —, et la tension monte dans certaines parties du pays.

5. Par contre, le succès de l'établissement des listes électorales prouve clairement que l'immense majorité des Cambodgiens appuient le processus de paix. A la fin du mois de décembre 1992, près de 4,4 millions de Cambodgiens avaient été inscrits, soit environ 96 % des personnes dont on pense qu'elles sont habilitées à voter dans les zones auxquelles l'APRONUC a accès. Les opérations d'inscription sont achevées dans la plupart des provinces du Cambodge, mais elles se poursuivent dans les provinces du Nord où elles n'ont commencé qu'en novembre.

6. A la fin du mois de décembre 1992, près de 240 000 réfugiés et personnes déplacées, soit les deux tiers du total, avaient été rapatriés en toute sécurité au Cambodge. Du 30 novembre au 2 décembre 1992, l'APRONUC a accueilli le premier colloque international sur les droits de l'homme jamais tenu à Phnom Penh. Depuis mon dernier rapport, le Conseil national suprême (CNS) a approuvé une douzaine de projets de relèvement, pour un montant de plus de 110 millions de dollars. Les progrès accomplis et les tâches que doivent encore effectuer chacune des composantes et divisions de l'APRONUC sont décrits en détail ci-après.

B. *Relations avec le Conseil national suprême (CNS)*

7. Depuis mon dernier rapport, daté du 21 septembre 1992 (S/24578), le CNS a tenu au total cinq réunions ou séances de travail [les 22 septembre, 20 octobre, 8 novembre (à Beijing), 8 et 10 décembre (au siège de l'APRONUC)]. Les « séances de travail » sont des réunions informelles, tenues sous la présidence de mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, lorsque le Président du CNS, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, s'absente de Phnom Penh.

8. Les questions suivantes figuraient notamment à l'ordre du jour de ces réunions : principes devant figurer dans la constitution qui sera rédigée après les élections, intégrité territoriale du Cambodge, relations entre le CNS et les institutions financières multilatérales, contrôle direct du secteur des finances par l'APRONUC, exploitation des ressources naturelles du Cambodge, création de l'Autorité de protection du patrimoine national cambodgien, questions des forces étrangères, des résidents étrangers et des immigrants et approbation de projets de relèvement.

9. J'ai rendu compte, dans mon rapport sur la mise en œuvre de la résolution 783 (1992) et notamment dans ses annexes II et III (S/24800), des résultats de la réunion spéciale du CNS tenue à Beijing le 8 novembre 1992. Le prince Sihanouk est depuis lors demeuré à Beijing, où il suit un traitement médical. Certains membres importants n'ont pas assisté aux deux séances de travail que mon représentant spécial a présidées, en l'absence du Prince, les 8 et 10 décembre. Les recommandations adoptées par les participants à ces séances ont été transmises au prince Sihanouk, qui les a approuvées.

10. La réunion du 10 décembre a été consacrée essentiellement à la question de la vérification du retrait et du non-retour des forces étrangères, question pour laquelle l'APRONUC est investie de responsabilités particulières en vertu de l'article VI de l'annexe 2 des Accords de Paris. Comme indiqué dans le document S/24800 (par. 18), l'APRONUC n'a pas trouvé d'éléments indiquant que des unités constituées appartenant à des forces étrangères se trouveraient dans les zones du Cambodge auxquelles elle a accès. Les équipes chargées des enquêtes stratégiques, créées par l'APRONUC pour enquêter sur la question des forces étrangères, ont présenté un rapport intérimaire sur leurs activités à la séance de travail que le CNS a tenue le 10 décembre. Ce rapport décrivait les enquêtes menées sur les allégations ou présomptions relatives à la présence de forces étrangères, dont aucune n'a été concluante. Les membres du CNS ont été invités à fournir des renseignements supplémentaires à l'appui d'assertions selon lesquelles de telles forces seraient présentes au Cambodge. Aucun renseignement supplémentaire n'a été communiqué pour l'instant.

11. Les Cambodgiens ont toujours été profondément préoccupés par l'influence qu'exercent au Cambodge ses deux grands voisins. Bien que les Accords de Paris ne mentionnent que les « forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers », on a tendance à donner à cette disposition une interprétation beaucoup plus vaste que la simple présence militaire et à essayer de faire intervenir l'APRONUC dans des domaines qui ne relèvent pas de son mandat. Dans une déclaration faite le 14 décembre 1992, le prince Sihanouk indiquait que « certains pays voisins » avaient modifié le tracé de leurs frontières au détriment de l'intégrité territoriale du Cambodge et évoquait l'« occupation » et l'« exploitation » de districts ou de villages cambodgiens par des ressortissants de ces pays. Cette exploitation avait, selon lui, conduit à « la destruction irrémédiable des ressources naturelles du Cambodge, notamment du bois, des pierres précieuses et des poissons et crustacés ».

12. Pour s'attaquer à ces problèmes, l'APRONUC a notamment créé, auprès du CNS, un comité consultatif technique chargé de l'intégrité du territoire et a proposé d'en créer un autre qui serait chargé des résidents étrangers et des immigrants, afin d'établir les faits concernant une situation à laquelle le nouveau gouvernement qui sera formé après les élections cherchera sans doute à remédier. En application de la résolution 792 (1992), l'APRONUC prend aussi les mesures nécessaires pour assurer le respect de la suspension des exportations de bois, décidée par le CNS le 22 septembre 1992.

13. Le 20 décembre 1992, le prince Sihanouk a annoncé qu'à l'issue de consultations avec les parties concernées un second représentant du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) deviendrait membre du CSN, portant ainsi à 13 le nombre total des membres de cet

organe. Il a été annoncé par la suite que ce nouveau membre serait M. Sam Rainsy. Le prince Sihanouk a indiqué que cette mesure avait été prise afin de permettre au FUNCINPEC d'être représenté par deux membres, tout comme le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) et la partie du Kampuchea démocratique (PKD).

14. Le 4 janvier 1993, le prince Sihanouk a fait savoir à M. Akashi qu'il se voyait contraint de mettre fin à sa coopération avec l'APRONUC et avec la partie de l'Etat du Cambodge en raison des actes de violence dont les bureaux et le personnel du FUNCINPEC ne cessaient d'être victimes. M. Akashi a rendu visite au Prince à Beijing le 8 janvier 1993 et lui a décrit l'évolution récente de la situation au Cambodge, y compris les mesures prises par l'APRONUC pour favoriser l'instauration d'un environnement politique neutre. Lors de cet entretien, le prince Sihanouk s'est déclaré disposé à convoquer une réunion du CNS le 28 janvier 1993 à Beijing. Le Prince a également confirmé qu'il serait candidat à l'élection présidentielle visée au paragraphe 3 de la résolution 792 (1992).

15. Le 5 janvier 1993, le prince Norodom Ranariddh, chef du FUNCINPEC, a fait savoir à mon représentant spécial qu'en raison de la dégradation de la situation politique il suspendrait sa relation de travail avec l'APRONUC jusqu'à ce que des mesures efficaces aient été prises pour mettre fin au climat actuel de violence (voir également ci-après la section I. K). Toutefois, à une réunion ultérieure avec mon représentant spécial, le prince Ranariddh a exprimé sa gratitude pour les efforts faits par l'APRONUC afin de remédier à ce problème et souligné que le FUNCINPEC avait toujours coopéré avec l'Autorité et continuerait de le faire.

C. *Composante droits de l'homme*

16. En application de son mandat de base, l'APRONUC a continué à développer ses programmes d'enseignement et de formation dans le domaine des droits de l'homme, tant à Phnom Penh que dans les provinces. Dans le cadre des efforts qu'elle déploie pour favoriser la mise en place d'un pouvoir judiciaire indépendant, elle a lancé un important programme de formation destiné aux juges et aux avocats, y compris ceux de l'aide judiciaire. Un premier groupe de 60 avocats a été formé en novembre 1992.

17. La formation aux droits de l'homme fait dorénavant officiellement partie de l'enseignement au Cambodge. L'APRONUC a distribué dans l'ensemble du pays du matériel pédagogique dont les enseignants des écoles primaires et secondaires de l'administration de Phnom Penh sont en train d'apprendre à se servir. Des spécialistes des droits de l'homme utilisent ce matériel dans les zones contrôlées par le FUNCINPEC et le FNLPK. L'étude des droits de l'homme figure à présent aussi dans les programmes de l'Université de Phnom Penh : le premier cours a commencé le 27 octobre 1992 à l'intention de 210 étudiants en droit. Le programme n'a pu être étendu aux zones contrôlées par la PKD, celle-ci en interdisant l'accès.

18. L'APRONUC intensifie également la formation aux droits de l'homme en dehors du système scolaire. Dans presque toutes les provinces, elle organise des stages de formation à l'intention des fonctionnaires des structures administratives existantes, ainsi que des membres des associations professionnelles ou des groupes de militants. Plus de 4 000 personnes dans la seule ville de Phnom Penh et une centaine de personnes en moyenne dans chacune des provinces ont assisté à ces stages. Une formation aux droits de l'homme a également été dispensée aux membres des différentes composantes de l'APRONUC.

19. Dans le cadre de sa campagne d'information en matière de droits de l'homme, l'APRONUC a installé dans chaque province des unités mobiles qui présentent des bandes vidéo consacrées aux droits fondamentaux. Elle est également en train de produire de nouveaux programmes radio. En collaboration avec l'Unesco, l'APRONUC a constitué une équipe de chanteurs traditionnels qui font des tournées dans les provinces et dont le spectacle comporte des messages relatifs aux droits de l'homme.

20. La collaboration avec les organisations locales pour les droits de l'homme est un autre aspect important des activités de l'APRONUC dans ce domaine. Il existe actuellement cinq organisations de ce genre, avec des antennes dans presque toutes les provinces, qui comptent près de 50 000 membres au total. L'APRONUC leur fournit de la documentation, des services de formation et des services d'experts et leur donne de modestes subventions pour couvrir leurs frais généraux. Elle est également en train de créer un centre de documentation et une bibliothèque qui seront utilisés conjointement par toutes ces organisations. L'APRONUC coopère en outre étroitement avec les organisations non gouvernementales internationales pour les droits de l'homme qui sont représentées au Cambodge.

21. Les chefs d'inculpation retenus contre la grande majorité des personnes actuellement détenues dans les prisons civiles administrées par les autorités de Phnom Penh l'ont été sans que ces personnes aient bénéficié des garanties d'une procédure régulière. Certains prisonniers sont détenus sans procès depuis parfois dix ans et d'autres affirment être incarcérés en raison de leurs idées politiques et non parce qu'ils auraient commis un quelconque délit. L'APRONUC enquête sur tous les cas de prisonniers qui sont membres d'autres partis, en vue de déterminer s'ils sont ou non détenus pour des motifs politiques.

22. La situation dans les prisons civiles de l'ensemble du Cambodge continue à être observée. Dans certaines prisons, la situation sanitaire laisse toujours à désirer, en partie en raison de l'insuffisance des rations alimentaires. Dans plusieurs prisons, on continue à utiliser des cellules sans lumière ni aération. L'APRONUC a insisté auprès des autorités locales pour que l'administration

carcérale remédie à la situation dans la mesure de ses moyens.

23. Un colloque international sur les droits de l'homme au Cambodge s'est tenu à Phnom Penh du 30 novembre au 2 décembre 1992, avec la participation de représentants de chacune des organisations cambodgiennes pour les droits de l'homme. Assistaient également à ce colloque quelque 25 représentants d'organisations des droits de l'homme d'Europe, d'Amérique du Nord, et d'Asie et du Pacifique, du Centre pour les droits de l'homme et d'autres organismes du système des Nations Unies. A la séance d'ouverture, trois des quatre parties cambodgiennes signataires des Accords de Paris ont présenté un exposé sur l'avenir des droits de l'homme au Cambodge.

24. Ce colloque visait essentiellement à examiner la meilleure façon dont la communauté internationale pourrait venir en aide aux organisations et institutions autochtones pour les droits de l'homme dans les années à venir. Les participants ont exprimé leur préoccupation devant l'aggravation récente de la violence politique, telle que la décrit la section I. K ci-après. Les organisations internationales et régionales pour les droits de l'homme ont décidé de fournir des ressources financières et des services d'experts pour aider leurs homologues cambodgiens pendant et après la période de transition, et pour compléter et poursuivre les activités menées par l'APRONUC dans ce domaine. Le colloque a également demandé que les Nations Unies maintiennent une présence au Cambodge après le retrait de l'APRONUC, y compris éventuellement une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme.

25. Pour marquer la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, l'APRONUC a organisé diverses manifestations à Phnom Penh et dans les provinces, y compris un concours national de dessins d'enfants.

D. *Composante électorale*

26. Au paragraphe 51 du plan de mise en œuvre (S/23613), il était proposé que l'opération d'inscription des électeurs soit lancée en octobre 1992 et dure trois mois, étant entendu qu'elle pourrait être prolongée de façon que la liste des électeurs soit aussi complète que possible. Le 21 décembre, mon représentant spécial a annoncé que la période d'inscription des électeurs serait prolongée jusqu'au 31 janvier 1993. Etant donné les résultats obtenus jusqu'à maintenant et le rythme auquel progressent les inscriptions dans chacune des provinces, l'APRONUC compte pouvoir inscrire d'ici à la fin de janvier 1993 au moins 97 % de toutes les personnes dont on pense qu'elles sont habilitées à voter dans l'ensemble du pays.

27. Comme on l'indique plus loin, il est prévu que le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées ne sera pas terminé avant mars 1993. Des dispositions particulières sont donc prises pour l'inscription de ceux qui n'ont pas pu être inscrits sur les listes électorales au Cambodge avant la fin de la période originale : outre que la période d'inscription au Cambodge a été prolongée comme indiqué ci-dessus, on prévoit une procédure qui sera destinée exclusivement aux réfugiés. D'après les données dont on dispose actuellement, le nombre des réfugiés visés serait de 40 000 à 60 000.

28. La PKD n'étant pas disposée à garantir l'accès aux zones qu'elle contrôle, l'APRONUC a décidé d'inscrire d'abord tous les électeurs dans les autres zones avant de pénétrer progressivement dans les districts dans lesquels on sait qu'opère l'ANKD. Dans ces districts, les équipes électorales s'acquittent de leurs tâches en coopération étroite avec la composante police civile et la composante militaire, dont les fonctions, décrites plus loin, ont été modifiées pour leur permettre de protéger le personnel électoral en cas de besoin.

29. Jusqu'à maintenant, les équipes électorales opérant dans les zones où se trouve l'ANKD ou aux alentours ont, le plus souvent, été en mesure de procéder aux opérations d'inscription des électeurs et ont fait savoir que la population de ces zones s'intéressait vivement au processus électoral et y souscrivait. Dans certains cas, les résidents ont été autorisés à sortir des zones pour aller s'inscrire à des points d'inscription situés en dehors. En revanche, dans d'autres cas, des unités de l'ANKD ont refusé de laisser les équipes électorales mener à bien les opérations d'inscription et leur ont demandé de partir. Les équipes ont obtempéré, mais elles continueront de faire des tentatives chaque fois que possible jusqu'à ce que le processus d'inscription se termine, à la fin du mois de janvier. Comme l'APRONUC n'a pas accès à toutes les régions contrôlées par la PKD, elle n'est pas en mesure d'évaluer le nombre d'habitants de ces régions non plus que le nombre d'électeurs potentiels résidant dans ces zones qui n'ont pas été inscrits. Toutefois, on considère en général que les zones contrôlées par la PKD sont peu peuplées, ne comptant qu'environ 5 % de la population totale.

30. Depuis la promulgation de la loi électorale en août 1992, 20 partis politiques ont été provisoirement enregistrés et ont acquis le droit d'affecter des agents aux points d'inscription. Ce droit s'applique aux 834 points d'inscription et, dans certains cas, il arrive que 4 ou 5 partis soient représentés. L'un des droits des agents des partis est d'élever des objections lorsqu'ils considèrent qu'une personne souhaitant être inscrite ne répond pas aux conditions voulues. C'est là une question particulièrement délicate étant donné que certains partis cambodgiens ne cessent d'affirmer que des « Vietnamiens » essaieraient de s'inscrire et de participer au vote. A ce jour toutefois, 0,3 % seulement de toutes les personnes demandant à être inscrites ont fait l'objet d'objections de la part d'agents des partis. Lorsque les partis ont maintenu ces objections, ils n'ont en général pas réussi à présenter des raisons justifiant de radier des électeurs inscrits ou prouvant qu'ils ne répondent pas aux conditions voulues. On peut en conclure que le système a été efficace pour dissuader les personnes non qualifiées de demander à être inscrites. Selon la loi électorale, toute personne dont la

demande d'inscription a été refusée peut faire appel de ce refus auprès du Contrôleur des opérations électorales de l'APRONUC pour le district. Il y a eu très peu de ces appels.

31. Le système informatique prévu pour contrôler l'inscription des électeurs, décrit au paragraphe 45 du plan de mise en œuvre (S/23613), fonctionne bien. Environ 280 opérateurs cambodgiens, se relayant chaque jour en trois équipes de huit heures pour assurer un service continu, utilisent 110 claviers à caractères khmers pour introduire dans l'ordinateur central les informations figurant sur les cartes reçues des points d'inscription. Le système vise à appuyer le processus d'enregistrement et de contrôle d'informations concernant 5,2 millions d'électeurs et à produire les listes électorales qui seront distribuées aux partis politiques. Tous les opérateurs ont été formés par 4 Cambodgiens, qui ont eux-mêmes reçu une formation au Siège de l'ONU à New York. En raison des difficultés de communication et des problèmes de déplacement, il faut un certain temps avant que les données soient introduites par le centre informatique. De ce fait, le nombre total de cartes d'électeurs émises est de plus de 4 millions, mais le nombre de cartes incorporées dans l'ordinateur est d'environ 2,6 millions.

32. A une date qui sera déterminée conformément à la loi électorale, mon représentant spécial invitera les partis politiques déjà enregistrés provisoirement à présenter une demande d'enregistrement officiel. A cette fin, chaque parti devra présenter une liste contenant le nom, la signature, le numéro d'immatriculation et l'adresse d'au moins 5 000 électeurs inscrits qui sont membres du parti. Le 30 novembre 1992, M. Khieu Samphan, M. Son Sen et d'autres membres de la PKD ont annoncé qu'ils avaient constitué le comité fondateur d'un nouveau parti, le Parti d'unité nationale du Cambodge (PUNC). Dans une déclaration publiée le même jour, mon représentant spécial a indiqué que ce parti devait être enregistré en application de la loi électorale et participer pleinement au processus électoral, notamment en autorisant l'accès aux autres partis et à l'APRONUC, de façon que celle-ci puisse s'acquitter des fonctions que lui confient les Accords de Paris. Toutefois, l'APRONUC n'a pas encore été avisée de la création de ce nouveau parti.

33. A la séance de travail du CNS tenue le 10 décembre 1992, les représentants du FUNCINPEC et du FNLPK ont demandé instamment que deux modifications soient apportées à la loi électorale approuvée par le CNS et promulguée par l'APRONUC en août 1992. L'une de ces modifications tendrait à donner le droit de vote à ce qu'on appelle les Khmers krom résidant au Cambodge, c'est-à-dire les personnes de souche cambodgienne nées au Sud-Viet Nam ou dont un parent est né au Sud-Viet Nam. La deuxième modification permettrait aux Cambodgiens vivant à l'étranger de s'inscrire en dehors du Cambodge (actuellement, la loi leur permet de voter à l'étranger mais ils doivent se faire inscrire sur les listes électorales au Cambodge).

34. Mon représentant spécial s'est longuement entretenu de ces deux modifications avec les parties intéressées. Sur la base de ses rapports, j'ai moi-même examiné soigneusement ces deux questions, d'autant que le prince Sihanouk a indiqué qu'il y était favorable. Toutefois, je suis, à regret, parvenu à la conclusion que donner le droit de vote, uniquement pour des raisons ethniques, à des personnes qui ne sont pas nées au Cambodge ne serait conforme ni à la lettre ni à l'esprit des Accords de Paris. De plus, le processus d'inscription sur les listes électorales touche à sa fin et l'impression de nouvelles cartes d'électeurs et d'autres documents nécessaires entraînerait de tels retards qu'il serait pratiquement impossible d'organiser les élections en mai 1993, comme prévu dans le calendrier arrêté par le Conseil de sécurité. De même, le fait d'autoriser des Cambodgiens à s'inscrire à l'étranger poserait des problèmes complexes du même ordre. J'ai donc dit à mon représentant spécial que, sauf si le Conseil de sécurité en décidait autrement, il ne devait pas approuver les deux modifications de la loi électorale.

E. *Composante militaire*

1. *Violations du cessez-le-feu*

35. Dans mon rapport du 15 novembre 1992 (S/24800, par. 14 à 18), j'ai exprimé mon inquiétude à l'égard de la situation militaire au Cambodge. Récemment, les violations du cessez-le-feu se sont chaque jour multipliées, sans avantager nettement l'une ou l'autre des forces des deux plus grandes factions, l'ANKD et les FAPC. La plupart se produisent dans les provinces de Kompong Thom, Siem Reap et Battambang, au centre et au nord-ouest du pays. Il s'agit généralement de duels d'artillerie qui mettent en fuite les villageois, sans causer beaucoup de victimes de part et d'autre. Par ailleurs, six ponts au centre et au nord du Cambodge ont sauté depuis la mi-octobre 1992.

36. La partie de l'Etat du Cambodge, soutenant que l'ANKD a gagné du territoire, a demandé à mon représentant spécial de rétablir l'équilibre militaire. Les informations provenant des observateurs militaires et navals des Nations Unies sur le terrain ne confirment pas vraiment cette déclaration, mais indiquent plutôt que les forces armées de l'Etat du Cambodge (FAPC) essaient de reprendre le territoire sur lequel l'ANKD a établi son influence durant les pluies récentes, alors que l'ANKD s'efforce de consolider ses acquis et de couper les communications des FAPC. Ce schéma est illustré par l'état de préparation renforcé de l'ANKD à Kompong Thom, où les observateurs des Nations Unies signalent que les lignes de communication et d'approvisionnement de l'ANKD ont été réduites et que l'entraînement au combat s'est intensifié.

37. Le 4 novembre 1992, mon représentant spécial a lancé un appel à la modération sur le plan militaire, exhortant toutes les parties à respecter le processus de paix et à s'abstenir de renforcer leur dispositif, de procéder à des mouvements offensifs ou de s'attaquer mutuellement. Il a souligné qu'aucune partie cambodgienne

n'avait le droit de refuser aux Cambodgiens le droit de prendre en main leur pays et leur avenir au moyen d'élections libres et honnêtes. Dans mon rapport du 15 novembre 1992, j'ai également lancé un appel à toutes les parties pour qu'elles respectent scrupuleusement le cessez-le-feu et qu'elles s'abstiennent, conformément à l'article 9 des Accords de Paris, de toute activité visant à étendre le territoire qu'elles contrôlent ou pouvant conduire à une reprise des combats.

38. Cependant, deux violations très graves du cessez-le-feu se sont produites en décembre. Durant tout le mois, l'ANKD et les FAPC ont échangé de fréquents tirs d'artillerie dans la zone de Bavel (province de Battambang), mettant en fuite une quinzaine de milliers de résidents locaux. Nombre de ceux-ci ont reçu l'aide du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avec le concours du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'UNICEF et du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Les 24 et 25 décembre, des obus de l'ANKD sont tombés près d'un endroit occupé par des effectifs de l'APRONUC appartenant au bataillon du Bangladesh, dans le district de Svay Leu, à 50 km au nord-est de Siem Reap. Une équipe de l'APRONUC chargée des listes électorales, appuyée par du personnel militaire et de la police civile de la Force, y avait été déployée quelques jours auparavant. Cette zone a été bombardée à nouveau le 31 décembre. Au total, une vingtaine de coups de pièces d'artillerie ont été essuyés à proximité du camp de l'APRONUC. Le personnel de la Force a été évacué, mais est revenu depuis. Bavel subit encore des tirs sporadiques, mais Svay Leu semble calme pour le moment.

2. *Redéploiement de la composante militaire*

39. Comme il est énoncé à l'article 11 des Accords de Paris, la composante militaire vise « à stabiliser la situation en matière de sécurité et à instaurer la confiance entre les parties au conflit afin de renforcer les objectifs du présent Accord et d'empêcher les risques d'un retour à l'état de guerre ». Ce but aurait dû être atteint par le cantonnement et la démobilisation des forces des quatre factions. Cependant, le fait que la partie du Kampuchea démocratique a refusé de participer à ce processus a rendu nécessaire de redéployer la composante militaire afin d'appliquer les dispositions de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité.

40. La composante militaire continuera à accomplir un grand nombre de tâches qui lui ont été confiées depuis le début de la mission, y compris le contrôle des armes et l'assistance à fournir à la composante chargée du rapatriement, de même qu'à assurer ses fonctions essentielles en matière de génie, de déminage, de logistique et de communication ainsi que dans d'autres domaines. Elle poursuivra ses missions de patrouille, d'observation et de surveillance terrestres et navales, ainsi que ses programmes d'action civique visant à instaurer la confiance dans les campagnes.

41. Cependant, la tâche prioritaire de la composante au cours des mois à venir, ainsi qu'elle est décrite au paragraphe 31 de mon rapport du 15 novembre 1992 (S/24800), consiste à renforcer l'aptitude de l'APRONUC à assurer la protection voulue pour l'inscription sur les listes électorales et, ultérieurement, pour le déroulement du scrutin, en particulier dans les zones éloignées et peu sûres.

42. Afin d'y parvenir, le schéma de déploiement initial de la composante militaire, qui était fondé sur les exigences du regroupement et du cantonnement, a été modifié afin de correspondre aux limites des provinces cambodgiennes. Ce réalignement sera conforme au déploiement des équipes électorales et réduira les délais nécessaires pour répondre aux menaces qu'elles pourraient rencontrer. Le nouveau déploiement, qui a été achevé le 31 décembre 1992, vise également à favoriser un sentiment de sécurité parmi les Cambodgiens dans les zones où le risque de conflit est plus élevé. De même, des observateurs militaires accompagnent maintenant les équipes électorales afin de négocier, le cas échéant, avec les autorités ou les forces locales qui essaient de s'opposer à l'inscription sur les listes. Bien que certains incidents se soient produits, comme on le verra plus loin, les pourparlers ont souvent donné des résultats. Par ailleurs, lorsque l'inscription des électeurs sera terminée, la composante militaire sera chargée d'appuyer les efforts de l'APRONUC visant à favoriser un climat politique neutre, comme il est décrit dans la section I. K ci-après.

43. Le programme de déminage de la composante militaire continuera également de recevoir une haute priorité. Les démineurs qualifiés sont maintenant au nombre de 1 323 et 160 personnes suivent actuellement un stage. Etant donné le manque de personnel d'encadrement, 542 démineurs seulement sont employés, 352 directement par l'APRONUC et 190 par d'autres organismes. Afin de résoudre ce problème, des instructeurs de l'APRONUC ont été chargés de superviser les opérations de déminage, tandis que certains démineurs qualifiés reçoivent une formation complémentaire pour pouvoir assurer ces mêmes fonctions.

3. *Attaques contre le personnel et les aéronefs de l'APRONUC*

44. Depuis mon deuxième rapport sur l'APRONUC en date du 21 septembre 1992, quatorze membres de la Force ont été blessés à la suite d'une action militaire menée par l'une ou l'autre faction. Neuf militaires, policiers et civils ont été blessés par l'explosion de mines terrestres dans les provinces de Banteay Meanchey, Kratie et Siem Reap. En outre, un soldat et trois civils de la composante électorale ont été blessés par armes à feu lors de deux incidents séparés, et un officier a été blessé lorsque son hélicoptère a essuyé des coups de feu.

45. Ce dernier incident compte parmi les 11 attaques dirigées contre des hélicoptères en vol, essentiellement dans les provinces de Siem Reap, Kompong Thom et Preah Vihear, un autre cas s'étant produit dans la pro-

vince de Kompong Speu. Il n'y a pas eu en général de blessés, mais un hélicoptère a été endommagé par un tir d'armes légères et a dû faire un atterrissage forcé, comme il est décrit au paragraphe 15 de mon rapport du 15 novembre 1992 (S/24800).

46. Au total, 21 membres de l'APRONUC ont trouvé la mort, accidentellement ou non, depuis le début de la mission, y compris 10 depuis mon rapport du 21 septembre 1992.

47. Durant le mois de décembre, il s'est produit un certain nombre d'incidents au cours desquels du personnel militaire et autre de l'APRONUC a été détenu dans les provinces par des unités de l'ANKD, chacune de celles-ci paraissant agir isolément. Les incidents ont eu lieu alors que les observateurs militaires et navals et autres membres du personnel militaire de l'APRONUC exerçaient leur droit de se déplacer librement sur l'ensemble du territoire du Cambodge afin d'accomplir leur mission, y compris en prévision des élections. Dans tous les cas, le personnel de l'APRONUC a été relâché sain et sauf et sans conditions.

48. Le 2 décembre, six observateurs militaires des Nations Unies ont été détenus par une unité de l'ANKD pendant deux jours avant d'être relâchés sains et saufs. Mon représentant spécial a publié ultérieurement une déclaration dans laquelle il notait que les dirigeants de la partie du Kampuchea démocratique avaient coopéré à la libération des observateurs, mais que leurs troupes avaient agi illégalement. Il mentionnait également la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 2 décembre 1992 (S/24884), dans laquelle les membres du Conseil s'étaient déclarés profondément préoccupés et indignés par cet incident, ainsi que par d'autres incidents graves dont avait été victime le personnel de maintien de la paix des Nations Unies. Les membres du Conseil exigeaient que les parties en cause prennent toutes les mesures voulues pour empêcher que de tels incidents ne se reproduisent. Par ailleurs, ils jugeaient totalement inacceptables l'enlèvement et la détention de personnel de maintien de la paix des Nations Unies.

49. Le 15 décembre 1992, deux observateurs militaires accompagnant une équipe électorale près du village d'O Sala (province de Kompong Thom) sont entrés en pourparlers avec un commandant local de l'ANKD afin d'assurer la sécurité de l'équipe. Ils ont été forcés de passer la nuit dans le camp de l'unité de l'ANKD, où sont arrivés le lendemain deux autres observateurs militaires et une compagnie de l'un des deux bataillons indonésiens de l'APRONUC. Après de nouvelles discussions et une autre nuit passée sur les lieux, les quatre observateurs et plusieurs membres du bataillon indonésien ont été autorisés à partir pour la ville de Kompong Thom, tandis que huit soldats indonésiens restaient à O Sala et une quarantaine d'entre eux étaient stationnés à 400 mètres de là. Le 18 décembre, tous ont été autorisés à quitter O Sala sans conditions.

50. Les 18 et 19 décembre 1992, il s'est produit un autre incident dans la province de Kratie, au cours duquel dix membres du bataillon uruguayen de l'APRONUC, trois membres russes de l'équipage d'un hélicoptère et un observateur militaire russe ont été détenus pendant une nuit. Les représentants de l'ANKD ne se sont pas présentés au rendez-vous prévu avec une unité de l'ANKD et, en s'efforçant par la suite d'entrer en contact avec eux, le groupe de l'APRONUC s'est retrouvé par erreur dans une position défensive de l'ANKD. Les pourparlers menés par l'intermédiaire des mécanismes établis ont permis de résoudre l'incident de manière pacifique, mais ont confirmé la nécessité d'instituer une liaison officielle entre les chefs militaires de l'ANKD et l'APRONUC en déployant des officiers de liaison de l'ANKD dans les capitales de province. Les discussions se poursuivent avec toutes les factions en vue de s'entendre sur les modalités voulues pour assurer ce déploiement.

51. Le 20 décembre 1992, M. Khieu Samphan a adressé à mon représentant spécial une lettre contenant une déclaration de la partie du Kampuchea démocratique et de l'ANKD signée par M. Son Sen et par lui-même, dans laquelle il était notamment stipulé que l'APRONUC ne devait pas pénétrer sans autorisation préalable dans les zones contrôlées par la partie du Kampuchea démocratique et devait assumer l'entière responsabilité des incidents qui se sont produits en raison de l'absence d'une telle autorisation. Le 22 décembre 1992, mon représentant spécial et le commandant de la Force ont répondu en soulignant que cette déclaration déformait la situation. Le même jour, le Président du Conseil de sécurité a publié une déclaration (S/25003) dans laquelle le Conseil condamnait la détention illégale du personnel de l'APRONUC par des éléments de l'ANKD.

4. *Autres faits nouveaux*

52. Par sa résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité a adopté un certain nombre de mesures concernant l'application intégrale des Accords de Paris et des décisions qu'avait prises ou que devait prendre le Conseil national suprême (CNS). En particulier, il a invité l'APRONUC à établir tous les points de contrôle frontaliers nécessaires, demandé aux Etats voisins de coopérer pleinement à l'établissement et au fonctionnement de ces points de contrôle, et demandé au Secrétaire général d'entreprendre immédiatement des consultations avec les Etats concernés au sujet de leur mise en place et de leur fonctionnement.

53. Comme je l'ai signalé au paragraphe 20 de mon deuxième rapport sur l'APRONUC (S/24578), la Force a établi neuf postes de contrôle à la frontière du Cambodge avec le Viet Nam, deux à la frontière avec la République démocratique populaire lao et sept à la frontière thaïlandaise. Conformément à mon plan de mise en œuvre initial (S/23613), d'autres postes de contrôle ont été établis aux ports et aux aéroports ainsi que sur les principaux itinéraires à l'intérieur du pays.

54. Les postes de contrôle frontaliers déjà en place permettent à l'APRONUC d'observer les activités dans les zones contrôlées par le FUNCINPEC, le FNLPK et

l'Etat du Cambodge. Afin de les compléter, huit autres postes doivent être créés le long de la frontière thaïlandaise dans la zone contrôlée par la partie du Kampuchea démocratique. Des consultations sont actuellement en cours entre les représentants de l'APRONUC et le Gouvernement thaïlandais en vue de s'entendre sur les modalités de la coopération visée au paragraphe 12 de la résolution 792 (1992) concernant la mise en place et le fonctionnement des points de contrôle.

55. A l'origine, les postes de contrôle frontaliers devaient être établis conformément aux articles 6 et 7 de l'annexe 2 des Accords de Paris régissant la vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et du non-retour de ces forces dans le pays, ainsi que la cessation de l'assistance militaire extérieure à toutes les parties cambodgiennes. Le personnel des postes est maintenant chargé en outre d'aider à l'application des paragraphes 10 et 13 de la résolution 792 (1992) et, ultérieurement, du paragraphe 14. Conformément au paragraphe 21 de ladite résolution, des informations plus détaillées sur l'application de cette dernière seront fournies dans le rapport qui doit être présenté au Conseil de sécurité d'ici au 15 février 1993.

F. *Administration civile*

1. *Généralités*

56. L'APRONUC a continué de superviser et de contrôler les structures administratives existantes des trois parties, conformément au plan de paix, en dépit de la détérioration de la situation en matière de sécurité, qui complique sa tâche. Des progrès ont été accomplis en particulier dans la mise au point de procédures de contrôle des dépenses, l'établissement d'un mécanisme de contrôle des frontières, la planification d'opérations de contrôle spécialisées dans les domaines des télécommunications et de l'aviation civile, et les mesures prises pour promouvoir la neutralité de l'environnement politique (voir la section I. K ci-après). En outre, l'APRONUC a décidé d'étendre son contrôle au « conseil des ministres » de l'administration de Phnom Penh, car un certain nombre de décisions affectant les activités des autres « ministères » sont prises à ce niveau. D'un autre côté, l'APRONUC n'a pas eu accès à la structure administrative de la partie du Kampuchea démocratique, ce qui a entraîné un durcissement de la position des autorités de Phnom Penh vis-à-vis de la supervision et du contrôle que l'APRONUC exerce sur elles dans pratiquement tous les domaines. Cette évolution est particulièrement nette depuis le début d'octobre 1992.

2. *Affaires étrangères*

57. En septembre, à la suite de la présentation du deuxième rapport de situation, l'APRONUC a supervisé la suppression des visas d'entrée et de sortie pour les titulaires de passeports délivrés par les autorités de Phnom Penh, l'abolition de la politique consistant à garder ces passeports une fois que leurs titulaires étaient rentrés au Cambodge, la simplification des procédures d'immigration à l'aéroport de Phnom Penh et la simplification et l'accélération de la procédure à suivre pour obtenir un passeport des autorités de Phnom Penh. Le 22 septembre, le CNS a déclaré que tous les passeports cambodgiens avaient le même statut que les nouveaux passeports délivrés par le CNS s'ils portaient son sceau. On a toutefois observé récemment une augmentation de la corruption dans la délivrance de passeports. Les efforts déployés pour obtenir la coopération du « ministère des affaires étrangères » de l'Etat du Cambodge n'ont pas abouti jusqu'ici et, si cette situation persiste, l'APRONUC pourrait bientôt être amenée à prendre des mesures plus énergiques pour y remédier.

58. L'APRONUC a concentré son attention sur la distribution d'aide alimentaire pour veiller à ce qu'elle ne soit pas utilisée pour influencer les électeurs, et s'est occupée d'un certain nombre de cas de détournement de fonds.

59. Un mécanisme de contrôle des frontières a été mis au point par l'administration civile, la police civile et la composante militaire. Cela revêt une importance particulière eu égard aux préoccupations exprimées par de nombreux Cambodgiens au sujet de l'afflux de Vietnamiens au Cambodge et de la décision prise par le CNS, le 22 septembre 1992, de suspendre les exportations de bois. Ce mécanisme utilisera les points de contrôle frontaliers de l'APRONUC qui existent déjà et ceux qui doivent être établis conformément aux Accords de Paris et la résolution 792 (1992).

3. *Défense nationale*

60. Le 14 octobre, le « ministre de la défense » de l'Etat du Cambodge a signé une déclaration exposant les principales modalités du contrôle direct exercé par l'APRONUC dans le domaine de la défense. L'une de celles-ci concerne le contrôle *a priori*, qui permet à l'APRONUC d'examiner les décisions du « ministère » avant qu'elles ne soient définitivement arrêtées. Le 21 octobre, le « ministre de la défense » a approuvé un projet de circulaire de l'APRONUC contenant des informations sur les mesures à prendre en ce qui concerne les biens immobiliers, qui mettaient en relief la différence entre biens privés et biens publics. Il s'agit là d'une question importante du fait que les différends touchant les biens fonciers et autres, de manière générale, et les différends touchant les biens fonciers et autres des administrations, en particulier, sont extrêmement fréquents et complexes au Cambodge.

61. L'APRONUC surveille toute la correspondance reçue et envoyée par le « ministère de la défense » de l'Etat du Cambodge pour empêcher toute action susceptible de compromettre la neutralité de l'environnement politique. Elle contrôle également la correspondance analogue des administrations du FUNCINPEC et du FNLPK. Les dépôts de munitions jugés dangereux seront retirés des zones peuplées et la vente à la ferraille des armes inutilisables, après leur destruction par la compo-

sante militaire, a été approuvée. L'utilisation des fonds provenant de ces ventes fait l'objet d'un contrôle.

62. Un projet de directive devant être signé par les dirigeants des Forces armées populaires cambodgiennes, de l'Armée nationale du Kampuchea indépendant et des Forces armées nationales de libération du peuple khmer, et régissant l'activité politique du personnel militaire, est en cours de préparation. L'élaboration d'un code de conduite analogue pour d'autres catégories de personnes, notamment les fonctionnaires et les membres des forces de police, est à l'examen.

4. *Sécurité publique*

63. Après l'adoption par l'Etat du Cambodge, le 10 septembre 1992, de dispositions provisoires concernant l'organisation judiciaire et la législation et les procédures pénales, connues sous le nom de dispositions pénales intérimaires, un programme de formation a été organisé le 2 novembre à l'intention d'environ 200 magistrats locaux, membres des force de police, procureurs et défenseurs publics de trois des quatre parties cambodgiennes. Ce programme a été organisé en collaboration avec les composantes droits de l'homme et police civile. Cette dernière a également collaboré avec la composante administration civile pour établir un groupe de travail sur la sécurité routière, qui a produit des films vidéo et une brochure sur les règles de la circulation et un code de la route provisoire, ainsi qu'un groupe de travail sur le banditisme. Des visites ont été effectuées dans les prisons, sans autorisation préalable, pour voir si les dispositions adoptées sont bien appliquées.

64. Toutefois, la situation en matière de sécurité publique demeure insatisfaisante dans tout le Cambodge. Les mesures spéciales qui sont actuellement à l'examen pour créer et maintenir un environnement politique neutre, propice à des élections libres et régulières, sont examinées plus loin.

5. *Finances*

65. L'APRONUC éprouve des difficultés à exercer les contrôles qu'elle a cherché à mettre en place sur les autorités de Phnom Penh, car celles-ci y résistent de plus en plus, ainsi qu'il est indiqué plus haut. Elle poursuit néanmoins ses efforts pour renforcer son contrôle sur les dépenses, toutes les sources de revenu (impôts et droits de douane), les fonctions de la Banque centrale et la vente d'avoirs publics. Les techniques et les méthodes de contrôle financier ont également été examinées avec les administrations du FUNCINPEC et du FNLPK.

66. Un autre aspect des activités de l'APRONUC dans ce domaine a trait à la stabilisation de l'économie du pays pour réduire les causes éventuelles de troubles susceptibles d'exercer un effet néfaste sur l'environnement électoral. L'APRONUC a en particulier participé aux efforts menés par des donateurs extérieurs comme la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque asiatique de développement (BAsD), ainsi que des donateurs bilatéraux dont les programmes d'assistance financière ont des incidences macro-économiques. Un accord de prêt de la Banque asiatique de développement portant sur un montant de 74 millions de dollars a été approuvé récemment, et en octobre 1992 les Pays-Bas ont accepté de fournir 2 millions de dollars au titre de l'aide à court terme pour l'importation de riz et d'autres produits.

67. Conjointement avec la Banque mondiale, l'Etat du Cambodge a présenté un nouveau budget plus clair et plus transparent et dont avaient été éliminés les éléments relatifs à l'activité politique des parties.

68. Dans le cadre de ses efforts visant à exercer un contrôle sur la banque nationale, l'APRONUC surveille la question de la monnaie sur une base hebdomadaire. Des efforts sont en cours pour établir un système permettant de surveiller la position de la banque vis-à-vis des réserves monétaires et du passif de l'administration de Phnom Penh et d'aider à prévoir les tendances économiques.

69. Un atelier sur divers aspects des techniques de contrôle a été organisé les 23 et 24 novembre à Phnom Penh, à l'intention de tous les contrôleurs financiers des provinces, et des séminaires ont été tenus à l'intention des fonctionnaires de l'administration fiscale et des douanes de l'administration de Phnom Penh.

6. *Information*

70. En octobre 1992, l'APRONUC a publié des directives à l'intention des médias rédigées par le Groupe de travail des médias créé par la Division de l'information et de l'éducation. Ces directives ont pour but de lever les restrictions juridiques et d'encourager le fonctionnement d'une presse libre et responsable. Pour contribuer à ce processus, l'APRONUC a aidé à lancer une association des médias regroupant tous les journalistes cambodgiens qui, à la mi-décembre, s'était réunie deux fois. On veillera également à assurer à tous les partis politiques un accès équitable aux médias au cours de la prochaine campagne électorale.

71. Les efforts de l'APRONUC visant à exercer un contrôle sur les structures administratives en place dans le domaine de l'information ont rencontré un succès limité. Elle n'a pas eu accès aux structures de la partie du Kampuchea démocratique. Le « ministère de l'information » de l'Etat du Cambodge a résisté à ses tentatives d'effectuer un contrôle *a priori*. Des fonctionnaires de l'information ont essayé, sans succès, d'assister aux réunions de la rédaction de certaines de ses entités dans le domaine de l'information, notamment de son agence de presse et de la station de télévision « TV Kampuchea ». Cette dernière a également refusé de diffuser un film vidéo de l'APRONUC qu'elle ne juge pas neutre vis-à-vis de l'Etat du Cambodge, mais elle a périodiquement diffusé d'autres documents d'information de l'APRONUC sans difficulté.

7. *Plaintes et enquêtes*

72. Plus de 140 plaintes ont été reçues à l'heure actuelle. Il s'agit dans la plupart des cas de plaintes relatives à des différends touchant des biens fonciers, à des expulsions et à des ingérences ou des abus commis par des responsables locaux qui ne se rapportent pas à des violations des droits de l'homme.

73. Comme on l'a déjà noté, un grand nombre des différends touchant les biens fonciers et autres mettent en cause le « ministère de la défense » de l'Etat du Cambodge. A la demande de l'APRONUC, le « ministère » a maintenant créé deux comités chargés de faire l'inventaire de tous les biens lui appartenant et de prendre des mesures disciplinaires contre tout soldat s'introduisant dans des propriétés de l'Etat ou d'autres propriétés privées.

8. *Contrôle spécialisé*

74. Conformément au paragraphe 2 de la section B de l'annexe 1 de l'Accord de Paris, l'Etat du Cambodge a accepté, à sa réunion du 26 mai 1992, un contrôle « optionnel » ou de « deuxième niveau » de l'APRONUC sur un certain nombre de domaines, notamment la santé publique, l'éducation, l'agriculture, la pêche, les transports, l'énergie, le tourisme, les monuments historiques, les mines et l'administration générale.

75. Depuis le 3 octobre, un officier de marine de l'APRONUC est responsable du contrôle des activités des « ministères » de Phnom Penh chargés de l'administration civile des ports cambodgiens.

76. Un groupe de travail technique a été créé dans le secteur de la santé pour examiner des questions relatives à la santé, comme l'accès égal de tous les Cambodgiens aux services de santé et l'établissement de normes de qualification des agents sanitaires. Ce groupe, qui comprend des représentants des parties cambodgiennes, des services médicaux de l'APRONUC, de l'OMS, du HCR, de l'UNICEF, du CICR et de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a tenu une réunion le 5 octobre 1992 pour discuter de la lutte contre le sida au Cambodge.

G. *Police civile*

77. La composante police civile de l'APRONUC a maintenant atteint son plein effectif avec l'arrivée au Cambodge de 3 550 hommes sur les 3 600 prévus, les 50 derniers devant arriver sous peu. Les activités menées par la police civile, de façon générale et comme suite au paragraphe 10 de la résolution 783 (1992), sont décrites aux paragraphes 11 à 13 de mon rapport sur l'application de cette résolution (S/24800). Les activités qu'elle mène pour créer un environnement politique neutre au Cambodge sont décrites dans la section I. K du présent rapport.

78. Le 27 novembre 1992, dans le cadre de son mandat consistant à organiser des cours de formation à l'intention de la police locale, l'APRONUC a remis des diplômes de fin d'études à un groupe de 84 policiers cambodgiens qui avaient suivi son cours sur les méthodes de base de la police. Ce groupe comprenait des membres du FNLPK et des Forces armées nationales de libération du peuple khmer ainsi que 24 membres de la partie du Kampuchea démocratique. L'APRONUC a décidé de déployer des contrôleurs de la police civile dans des zones contrôlées par la partie du Kampuchea démocratique pour aider à assurer la protection des rapatriés qui souhaitent s'installer dans ces zones avec une assistance de la composante rapatriement. Les deux composantes ont reçu l'assurance qu'elles pourraient accéder sans restriction aux zones où le rapatriement doit avoir lieu.

H. *Rapatriement*

79. A la fin de décembre 1992, environ les deux tiers des réfugiés et des personnes déplacées — quelque 240 000 personnes au total — avaient été rapatriés sans aucun incident grave. Trente-quatre mille quatre cents personnes au total ont été rapatriées pendant le mois de décembre et plus de 40 000 devraient l'être en janvier 1993. On compte bien que la totalité des 360 000 réfugiés environ auront été rapatriés d'ici à mai 1993. Après la fermeture en octobre 1992 de trois camps frontaliers — Sok Sann, Site K et O'Trao — le camp du Site B a été fermé le 14 décembre 1992. Le Site 8 devrait l'être à la fin janvier 1993, le Site 2 à la fin mars et Khao-I-Dang dès que possible par la suite.

80. Plus de 10 % des rapatriés ont été acheminés vers la zone de Thmar Puok actuellement sous le contrôle des Forces armées nationales de libération du peuple khmer. Quelque 3 000 personnes ont également été rapatriées dans une zone administrée par le FUNCINPEC. Les préparatifs pour les rapatriements dans la zone sous le contrôle de la partie du Kampuchea démocratique se poursuivent, et le premier mouvement de rapatriés vers l'un des sites d'installation proposés devrait avoir lieu dans le courant de janvier 1993. Quelques milliers de personnes se sont portées candidates à un rapatriement dans cette zone.

81. La détérioration générale de la situation en matière de sécurité a toutefois compromis l'opération de rapatriement, quoique en partie uniquement pour le moment. La reprise des combats dans le district de Bavel de la province de Battambang, par exemple, a fait des rapatriés ainsi que de la population locale des personnes déplacées à l'intérieur du pays. En conséquence, l'APRONUC a proclamé le district zone dangereuse et impropre au rapatriement.

82. Le programme des projets à impact rapide (QIPs), géré en commun avec le PNUD, est en bonne voie. A ce jour, quelque 3,4 millions de dollars ont été décaissés sur un total de plus de 9 millions de dollars affectés à ces projets dans le programme du HCR. Les principaux domaines d'activité sont les infrastructures, la santé, l'approvisionnement en eau, l'agriculture et l'éducation.

83. L'un des facteurs qui entravent la réintégration des rapatriés au Cambodge est la pénurie de terres dispo-

nibles et sûres. Compte tenu de cet état de choses, le Directeur de la composante rapatriement a également été nommé directeur par intérim du Centre cambodgien de déminage (CCD), dont le conseil d'administration s'est réuni pour la première fois le 4 novembre 1992. Conformément au statut adopté par le CNS en juin 1992, le prince Sihanouk est le président du conseil d'administration du CCD et mon représentant spécial est le vice-président. Chacun d'eux a nommé cinq membres pour siéger au conseil d'administration, et l'APRONUC a en outre nommé un trésorier. A la réunion du 4 novembre, le conseil d'administration a approuvé un plan des opérations pour les huit mois suivants, c'est-à-dire jusqu'à juin 1993, et un projet de budget. Le CCD poursuivra quatre objectifs : accroître la sensibilisation au danger des mines, collecter des informations sur les mines et baliser les champs de mines, mener des opérations de déminage et d'élimination des munitions explosives non explosées et former des Cambodgiens aux techniques de déminage.

84. Un groupe de 398 montagnards vietnamiens du Front uni de libération des races opprimées (FULRO), qui vivait depuis plus de quinze ans dans les forêts de la province de Mondolkiri, a déposé les armes et a été transporté, le 10 octobre 1992, dans un camp de transit de l'APRONUC, près de Phnom Penh, pour que le cas des intéressés soit examiné par des fonctionnaires des Etats-Unis. Cet examen s'est déroulé sans accroc, et tous les membres du groupe ont été acceptés pour une réinstallation en Caroline du Nord, aux Etats-Unis. Ils ont été répartis en neuf groupes qui se sont rendus aux Etats-Unis, via Bangkok, entre le 18 novembre et le 2 décembre 1992.

85. Sur les quelque 11 000 réfugiés cambodgiens qui vivaient au Viet Nam depuis 1975, 850 ont demandé à être rapatriés. Le premier convoi de 101 rapatriés est parti le 15 novembre 1992. Au 15 décembre, 456 personnes au total avaient été rapatriées.

I. *Relèvement*

86. Lors des deux réunions du CNS tenues à Phnom Penh les 22 septembre et 20 octobre 1992, quatre projets de relèvement représentant 11,7 millions de dollars au total ont été approuvés. Ces projets prévoyaient une assistance technique pour le redressement des finances publiques et pour des questions humanitaires et des questions liées au développement, la sauvegarde d'Angkor Wat et la promotion et le développement de la petite métallurgie pour la fabrication de matériel agricole. Neuf autres projets représentant plus de 100 millions de dollars ont été approuvés à la session de travail du CNS qui a eu lieu le 8 décembre. Trente-cinq projets au total, représentant plus de 340 millions de dollars, ont donc été approuvés par le CNS depuis la Conférence ministérielle de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge de juin 1992.

87. En collaboration avec l'Unesco, l'APRONUC a proposé au CNS, à sa réunion du 20 octobre 1992, la création d'une Autorité de protection du patrimoine national du Cambodge pour coordonner les efforts visant à protéger et à administrer le patrimoine monumental du Cambodge. Cette proposition a été approuvée à l'unanimité par le CNS. En décembre 1992, l'Unesco a décidé d'inscrire officiellement le site d'Angkor Wat, avec ses monuments et ses zones archéologiques, sur la liste des monuments à préserver par la communauté internationale.

88. A sa réunion du 22 septembre 1992, le CNS, agissant sur l'initiative de l'APRONUC, a décidé de suspendre les exportations de bois non traité, à compter du 31 décembre 1992, afin de protéger les ressources naturelles du Cambodge. Au paragraphe 13 de sa résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité a soutenu cette décision; demandé aux Etats, en particulier aux Etats voisins, de respecter cette suspension en n'important pas ce bois; et demandé à l'APRONUC de prendre les mesures nécessaires pour assurer la mise en œuvre de cette suspension.

89. A sa session de travail du 8 décembre 1992, le CNS a examiné, sans élever d'objection, un plan pour la mise en œuvre de la suspension, qui implique la participation de la composante administration civile, des composantes militaire et de police civile ainsi que de la composante relèvement. Le plan exige un réexamen des contrats d'exploitation forestière en vigueur conclus avec les quatre parties cambodgiennes, la mise au point des sanctions à appliquer en cas de commerce illégal de grumes et de bois de sciage et la prise de dispositions pour assurer la supervision par l'APRONUC des mesures prises par la police des frontières et les autorités douanières des structures administratives existantes pour faire respecter la suspension. Depuis le 1er janvier 1993, conformément à ce plan et en application de la résolution 792 (1992), le personnel de l'APRONUC stationné aux postes frontières exerce des fonctions de surveillance et signale toute exportation illégale de grumes et de bois de sciage de façon que les structures administratives concernées et les pays de destination en soient informés. Mon représentant spécial a prié les pays limitrophes du Cambodge de collaborer à la mise en œuvre de la suspension.

90. Conformément au paragraphe 14 de la résolution 792 (1992), des propositions, qui seront soumises au CNS, sont en cours d'élaboration concernant la suspension des exportations de minerais et de pierres précieuses afin de protéger les ressources naturelles du Cambodge.

J. *Information/éducation*

91. L'APRONUC produit toutes sortes de vidéos, affiches, dépliants, prospectus, calicots et annonces pour encourager l'inscription de tous les électeurs potentiels sur les listes électorales et pour illustrer sa mission, et en particulier celle de la composante droits de l'homme. La production hebdomadaire de programmes radio passera de quatre à neuf nouveaux programmes d'une demi-heure par semaine, lorsque le nouveau personnel engagé pour produire directement des programmes en langue khmère commencera à écrire lui-même les scripts et à les

enregistrer. Les programmes sont diffusés plusieurs fois par jour aux heures d'écoute maximale. L'émetteur principal, situé à Phnom Penh, permet d'atteindre la majeure partie du territoire cambodgien, et les émissions radiophoniques de l'APRONUC pourront être entendues dans l'ensemble du pays lorsque des émetteurs relais auront été installés. Les dernières soumissions pour la passation du marché concernant ces émetteurs ont été déposées en décembre 1992. L'information radiodiffusée sera en outre facilitée par la distribution dans les provinces de 43 000 postes de radio offerts par le peuple japonais par l'intermédiaire d'une organisation non gouvernementale et par un parti politique japonais. Les préparatifs sont en cours pour l'obtention de 100 000 transistors supplémentaires. Un centre d'information de l'APRONUC a été ouvert à Phnom Penh à la mi-novembre 1992 à l'intention des Cambodgiens qui souhaitent lire les publications de l'APRONUC et regarder les programmes vidéo. Il sert également de point de rencontre pour les journalistes cambodgiens ainsi qu'à la tenue de séminaires pour le personnel des médias.

92. Mon représentant spécial et toutes les composantes de l'APRONUC reçoivent la traduction et des analyses des programmes radiophoniques et des publications en langue khmère des quatre parties cambodgiennes. Des fonctionnaires d'information procèdent aussi régulièrement à des sondages d'opinion auprès de Cambodgiens de toutes les catégories socioprofessionnelles à Phnom Penh et dans les campagnes en vue d'évaluer l'impact du programme d'information de l'APRONUC et de déterminer l'attitude de la population vis-à-vis de l'APRONUC et de sa mise en œuvre du processus de paix.

93. L'APRONUC s'apprête maintenant à intensifier ses activités durant la campagne électorale, notamment pour informer les Cambodgiens des faits saillants de la campagne et faire ressortir leur signification, diffuser des informations sur les programmes des divers partis politiques, instaurer la confiance dans le secret du scrutin et familiariser les électeurs avec les procédures de vote.

K. *Création et préservation d'un environnement politique neutre*

94. L'une des tâches les plus importantes confiées à l'APRONUC est la création et la préservation d'un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections générales libres et équitables, comme le préconise l'article 6 de l'Accord de Paris. Cet environnement pourrait être assuré grâce au contrôle, par l'APRONUC, des structures administratives existantes et à la promotion du respect des droits de l'homme conformément à l'article 16 de l'Accord de Paris. Comme mon représentant spécial l'a indiqué au SNC, un tel environnement n'existe pas encore. Une recrudescence d'incidents violents au cours des derniers mois a renforcé le sentiment d'insécurité des Cambodgiens. Les composantes droits de l'homme, police civile et administration civile de l'APRONUC ont entrepris conjointement d'élaborer des mesures pour prévenir et éliminer les menaces qui pèsent sur l'ordre public afin que le processus électoral puisse se dérouler dans le calme et dans l'ordre.

95. Les menaces qui pèsent sur l'ordre public au Cambodge relèvent de trois catégories : les attaques motivées par des considérations d'ordre politique qui sont dirigées contre les bureaux et le personnel de partis politiques, les attaques dirigées contre les personnes de langue vietnamienne et les meurtres qui semblent n'être motivés par aucune considération d'ordre politique mais créent un climat de peur et d'intimidation. Bien que dans certaines provinces les droits politiques fondamentaux soient dans l'ensemble respectés, dans d'autres cela est loin d'être le cas. Les institutions, organes et services des administrations locales qui sont en mesure d'influer sur le résultat des élections n'ont pas, dans bon nombre de cas, assumé l'obligation qui est la leur de veiller au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et d'accepter le contrôle et la supervision de l'APRONUC. Les structures administratives existantes n'assurent pas la protection voulue de certains des partis politiques et les responsables de ces partis ne sont pas convaincus qu'ils bénéficient, de la part des autorités, d'une protection adéquate.

96. Au cours des dernières semaines, plus de 40 attaques ont été dirigées contre des bureaux et des militants de partis politiques dans l'ensemble du Cambodge. La plupart de ces attaques ont été dirigées contre le FUNCINPEC et le Parti démocratique libéral bouddhiste (antenne politique du FNLPK). Les incidents les plus graves ont eu lieu à Battambang, Kandal, Sihanoukville, Pursat, Prey Veng, Svay Rieng, Koh Kong, Siem Reap et Kampot. Dans la plupart des cas, des assaillants inconnus passant de nuit à bord de véhicules devant les bureaux ou les maisons de membres de partis ont jeté des grenades ou tiré des coups d'arme automatique dans leur direction avant de disparaître à toute allure. La composante police civile a enquêté et continue d'enquêter sur tous ces incidents en collaboration avec la composante droits de l'homme, mais les efforts de l'APRONUC sont entravés par l'absence de témoins.

97. Outre les meurtres de personnes de langue vietnamienne dans le village de Tuk Meas et dans la province de Koh Kong, dont j'ai parlé au paragraphe 19 de mon rapport du 15 novembre (S/24800), quatre autres incidents violents ont eu lieu en octobre et novembre, au cours desquels les victimes étaient des personnes d'origine vietnamienne. Trois de ces incidents, au cours desquels des personnes ont été enlevées ou assassinées et des biens détruits, ont eu lieu à Sihanoukville. Au cours du quatrième, des nationaux vietnamiens ont été enlevés, violés et assassinés, apparemment par un groupe d'hommes cambodgiens, au début de novembre. Le 17 novembre 1992, se fondant sur l'enquête que les composantes police civile et droits de l'homme avaient consacrée aux meurtres dans la province de Koh Kong, mon représentant spécial a écrit à M. Khieu Samphan, président de la partie du Kampuchea démocratique, pour solliciter

son concours en vue de retrouver les 10 membres de l'ANKD qui étaient soupçonnés d'avoir participé aux meurtres. Ce concours n'a pas été apporté.

98. Le 16 décembre, l'APRONUC a été informée que depuis le 8 décembre on était sans nouvelles de trois pêcheurs d'origine vietnamienne, disparus de leur domicile dans le village de Hang Kasoun dans la province de Stung Treng. On a trouvé les cadavres des victimes flottant dans le Mékong. Les enquêtes menées par l'APRONUC ont ultérieurement permis d'établir que les 3 pêcheurs avaient été tués par des soldats de l'ANKD, dont les noms ont été donnés aux enquêteurs. Le 27 décembre, environ 24 soldats ont attaqué le village de Taches dans la province de Kompong Chhnang. Les soldats qui, d'après des témoins, appartenaient à l'ANKD, avaient demandé aux villageois d'identifier les résidents « vietnamiens » et ont tué les 14 personnes qu'on leur avait montrées. Ils en ont blessé 14 autres, dont une est entre-temps décédée. Parmi les victimes, on comptait 6 femmes et 4 enfants. Comme dans le cas des attaques précédentes, tout semble indiquer que cet incident a été motivé par des considérations raciales.

99. Les exécutions sommaires de groupes de personnes constituent également un sujet de grave préoccupation. Dans des incidents séparés survenus en novembre, 10 cadavres ont été trouvés dans des tombes peu profondes dans les provinces de Battambang et de Kompong Cham. Les victimes, toutes de jeunes hommes, étaient ligotées et avaient été poignardées, battues à mort ou exécutées. Certaines étaient en uniforme. D'après les enquêtes menées par les composantes police civile et droits de l'homme de l'APRONUC, tout semble indiquer que des éléments des FAPC étaient impliqués dans l'incident survenu à Battambang et l'identité des responsables de l'incident de Kompong Cham n'a pas encore pu être établie.

100. Le 19 novembre 1992, mon représentant spécial a déclaré publiquement que des élections libres et équitables ne pourraient se tenir dans des conditions où la vie, les biens et la sécurité personnelle des personnes qui cherchent à exercer leurs droits politiques sont menacés. Il a réaffirmé sans ambiguïté l'attachement sans réserve de l'APRONUC à la création et la préservation d'un environnement politique neutre.

101. Pour favoriser un tel environnement, l'APRONUC a annoncé qu'elle donnerait la priorité à la protection de trois libertés et droits : le droit de ne pas être exposé à des menaces, la liberté d'adhérer au parti de son choix et la liberté d'action des partis politiques. L'attention des quatre parties a également été appelée sur le paragraphe 4 de la résolution 792 (1992), dans lequel le Conseil de sécurité les a appelées à coopérer avec l'APRONUC en vue de créer un environnement politiquement neutre pour la tenue d'élections libres et équitables et d'empêcher les actes de harcèlement, d'intimidation et de violence politique.

102. En novembre, à la demande de l'APRONUC, des fonctionnaires des services de sécurité publique de l'Administration de Phnom Penh ont publié une déclaration dans laquelle ils condamnaient les actes d'intimidation politique et ont transmis des instructions correspondantes à leurs subordonnés. Les directeurs provinciaux de l'APRONUC ont également informé les fonctionnaires de l'Administration de Phnom Penh responsables de chaque province, leurs adjoints et les chefs de district ou de commune que, si les résultats des enquêtes le justifiaient, l'APRONUC les tiendrait personnellement responsables de tous les actes d'intimidation, de toutes les menaces et de tous les actes de violence dirigés contre les agents des partis travaillant dans les provinces de leur ressort. L'APRONUC a clairement indiqué aux autorités locales que tout acte présumé d'intimidation et de violence dirigé contre des partis politiques ferait l'objet d'une enquête approfondie.

103. A la mi-décembre 1992, la composante police civile et la composante militaire de l'APRONUC ont décidé d'organiser des patrouilles régulières et des tours de garde pour améliorer la sécurité des bureaux des partis politiques le plus susceptibles de faire l'objet d'attaques et ces mesures ont été renforcées au début de janvier 1993. Le 6 janvier, conformément aux articles 6 et 16 et aux sections B et E de l'annexe I des Accords de Paris, mon représentant spécial a publié une directive établissant des procédures permettant d'engager des poursuites contre les personnes responsables de violations des droits de l'homme. Conformément à cette directive, l'APRONUC a assumé le pouvoir d'arrêter, d'emprisonner et de poursuivre les suspects en cas de graves violations des droits de l'homme. Ces pouvoirs seront exercés conformément aux dispositions relatives au système judiciaire, au droit pénal et à la procédure pénale applicables au Cambodge pendant la période de transition, qui ont été approuvées par le CNS le 10 septembre 1992.

II. Conclusions

104. Certains des faits nouveaux qui se sont produits au Cambodge depuis mon dernier rapport sont encourageants, d'autres préoccupants.

105. Quant à ceux dont on peut se féliciter, il ne fait aucun doute que l'inscription des électeurs sur les listes électorales a été un succès remarquable. Le peuple cambodgien dans sa très grande majorité a démontré par là toute l'importance qu'il accorde au processus de paix et à l'action résolue que l'APRONUC mène en vue de s'acquitter du mandat qui lui a été assigné dans les Accords de Paris, de même que la confiance qu'il place dans le processus démocratique. Conformément à son mandat et au paragraphe 5 de la résolution 792 (1992), l'Autorité continuera donc de tout mettre en œuvre pour préparer la tenue, d'ici au mois de mai prochain, d'élections libres et équitables dans toutes les zones du Cambodge auxquelles elle aura pleinement et librement accès au 31 janvier. J'espère sincèrement que toutes les parties respecteront les vœux avérés du peuple cambodgien et que celui-ci se verra accorder la possibilité de décider libre-

ment de son propre avenir dans un climat de paix et de sécurité.

106. Je me félicite également de la manière dont se déroulent les opérations de rapatriement. Deux tiers des 360 000 réfugiés et personnes déplacées du Cambodge ont maintenant été rapatriés sans difficulté et, dans la conjoncture actuelle, j'ai la conviction que ce processus sera mené à bien dans les délais voulus pour permettre à tous ceux qui peuvent prétendre au rapatriement de prendre part aux élections.

107. Un certain nombre de revers n'en ont pas moins été essuyés, qui ont fait obstacle à la mise en œuvre des Accords de Paris. Comme le savent les membres du Conseil de sécurité, le refus de la PKD de participer à la deuxième phase du cessez-le-feu a empêché l'APRONUC de procéder au cantonnement, au désarmement et à la démobilisation des forces armées des factions. Le fait que des armées importantes et parfois indisciplinées subsistent, de même que les tentatives faites par certaines d'entre elles pour améliorer leur situation sur le terrain, ont été dommageables à la sécurité dans le pays. Les violations du cessez-le-feu se sont accrues et un certain nombre d'attaques ont été lancées contre le personnel et les hélicoptères de l'APRONUC. Le mois dernier, pour la première fois, des membres de la composante militaire de l'Autorité ont été temporairement détenus par des éléments de l'ANKD, lors de trois incidents distincts.

108. Le climat de violence grandissante qu'ont créé les actes d'intimidation et attaques à motivation politique dirigés contre les bureaux et les adhérents de partis, de même que les attentats dont des personnes d'origine vietnamienne ont été les victimes et la cible, semblerait-il, constituent un autre aspect préoccupant de la situation actuelle. Il semble de même que certaines des entités administratives existantes soient de moins en moins enclines à accepter que l'APRONUC exerce les fonctions de contrôle et de supervision qui lui ont été confiées. On rappellera à cet égard que les manquements éventuels de l'une des parties ne doivent servir de prétexte à aucune autre pour se dérober aux obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris. En outre, le CNS ne s'est pas réuni aussi fréquemment qu'il le devrait, et le degré de participation de certaines des parties à ses réunions a laissé à désirer.

109. Ces éléments défavorables ont sérieusement entravé les efforts que l'APRONUC déploie pour créer et maintenir le climat politiquement neutre qu'exige la tenue d'élections libres et équitables. Les mesures que le Représentant spécial a récemment annoncées, visant à prévenir les attaques contre les bureaux des partis politiques et à faire en sorte que les auteurs d'actes de violence soient arrêtés et poursuivis, de même que d'autres dispositions actuellement envisagées par l'APRONUC, devraient contribuer à améliorer le climat politique dans le pays et à y rétablir la sécurité et la stabilité.

110. Je n'en suis pas moins convaincu que les difficultés actuelles ne sauraient mieux être surmontées que si toutes les parties continuent de prendre une part active au processus de paix et s'attachent à mener un dialogue constructif avec le CNS, comme les Accords de Paris leur en font l'obligation. Il est clair que ce n'est qu'avec l'appui résolu des parties cambodgiennes que la paix pourra être rétablie au Cambodge et que l'APRONUC ne sera en mesure de s'acquitter de sa mission que si elles s'emploient ensemble à faire le nécessaire pour que les mécanismes établis par les Accords de Paris fonctionnent comme il convient.

111. Je comprends très bien les graves préoccupations que le prince Sihanouk a récemment exprimées au sujet des nombreux obstacles qui restent à surmonter pour faire aboutir le processus de paix. Je me félicite à cet égard des discussions constructives qu'il a eues avec mon représentant spécial le 8 janvier, ainsi que de la décision qu'il a prise, en dépit des problèmes de santé dont il se ressent, d'accueillir une réunion du CNS à Beijing le 28 janvier. En ce moment critique, son ascendant politique et moral est plus nécessaire que jamais. Le prince Sihanouk demeure le seul dirigeant capable d'unir les Cambodgiens de tous bords. Je suis convaincu qu'il continuera, pourvu que sa santé le lui permette, de travailler activement à l'instauration de la paix, de la stabilité et de l'unité nationale au Cambodge, ainsi que de soutenir l'APRONUC dans l'action qu'elle mène en vue de contribuer à la réalisation de ces objectifs.

112. Je me réjouis à cet égard que le prince Sihanouk ait confirmé à mon représentant spécial qu'il entendait participer à l'élection présidentielle mentionnée au paragraphe 3 de la résolution 792 (1992). Je suis convaincu que la tenue d'une élection présidentielle organisée en liaison avec l'élection prévue d'une assemblée constituante contribuerait à la réconciliation nationale et apporterait un élément de stabilité essentiel pour toute la période de transition. J'ai donc demandé à mon représentant spécial d'entamer immédiatement les préparatifs techniques nécessaires. J'ose croire, vu les délais à tenir, que les membres du Conseil appuieront cette démarche. Je soumettrai au Conseil, dans mon prochain rapport, de nouvelles recommandations concernant les modalités de cette élection.

113. Entre-temps, l'APRONUC continuera de faire de son mieux pour régler les difficultés auxquelles elle se heurte, de façon à pouvoir s'acquitter de son mandat des plus complexes dans de meilleures conditions et en plus grande sécurité. Je suis pleinement conscient des problèmes qui restent à résoudre, aussi bien que de l'importance décisive que les semaines à venir pourraient revêtir à cet égard. J'entends donc me rendre dans la région le mois prochain pour examiner la situation par moi-même et essayer de déterminer quelles nouvelles mesures pourraient être prises pour renforcer le processus de paix et assurer au mieux la mise en œuvre des Accords de Paris. En dernière analyse, cependant, cet objectif ne saurait être atteint qu'avec la coopération et l'appui actifs des parties cambodgiennes.

114. Je tiens, pour conclure, à remercier les gouvernements qui fournissent du personnel militaire et de po-

lice civile à l'APRONUC. Je me dois aussi de saisir cette occasion pour rendre hommage à M. Yasushi Akashi, mon représentant spécial pour le Cambodge, de même qu'à tous ceux, hommes et femmes, qui constituent les effectifs civils, militaires et de police de l'Autorité. Ils s'acquittent en effet avec l'efficacité et le dévouement attendus d'eux, dans des conditions fort difficiles, des tâches importantes que leur a assignées le Conseil de sécurité.

Document 66

Lettre datée du 28 janvier 1993, adressée au prince Norodom Ranariddh, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, concernant la situation au Cambodge et le rôle de l'APRONUC

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Je vous remercie de votre lettre du 5 janvier 1993. Je partage vos préoccupations au sujet de la situation politique au Cambodge et je déplore vivement les attentats dont des représentants de certains partis politiques, et en particulier du vôtre, ont récemment été les victimes.

Les Accords de Paris définissent clairement les responsabilités des uns et des autres. Il incombe à chaque partie cambodgienne d'assurer le maintien de l'ordre public dans la zone qu'elle contrôle. L'APRONUC est chargée, pour sa part, de contrôler que les structures administratives existantes s'acquittent de cette tâche de manière impartiale, et dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Comme vous le savez, l'APRONUC est intervenue à maintes reprises auprès des structures administratives concernées pour les amener à assumer leurs responsabilités à cet égard. Par ailleurs, mon représentant spécial a récemment annoncé des mesures concrètes visant à prévenir les attaques contre le personnel et les locaux des partis politiques. Il a également autorisé l'APRONUC à appréhender les auteurs présumés d'actes de violence et à engager contre eux des poursuites judiciaires.

Je tiens à vous assurer que mon représentant spécial n'hésitera pas à prendre tout autre mesure utile pour contribuer à l'amélioration de la sécurité publique et à l'instauration d'un climat de confiance. L'APRONUC continuera également à accorder, conformément à son mandat, une importance particulière à la création d'un environnement politique neutre permettant au peuple cambodgien de se prononcer librement sur son avenir, dans le cadre des élections prévues pour le mois de mai 1993. En dernière analyse, cet objectif ne pourra cependant être atteint que dans la mesure où les parties cambodgiennes continuent à coopérer avec l'APRONUC pour surmonter les difficultés intervenues dans la mise en œuvre des Accords de Paris.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 67

Lettre datée du 29 janvier 1993, adressée à M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, par le Secrétaire général, au sujet de la lettre du 5 janvier 1993 concernant la situation au Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

Je vous remercie de votre lettre du 5 janvier 1993 et de la déclaration, datée du même jour, que vous avez bien voulu me faire parvenir.

Je comprends vos préoccupations au sujet de la situation au Cambodge et du refus de la partie du Kampuchea démocratique de remplir ses obligations au titre des Accords de Paris. Le Conseil de sécurité s'est clairement prononcé sur ce point lors de l'adoption, le 30 novembre dernier, de la résolution 792 (1992).

Je tiens cependant à souligner que toutes les parties cambodgiennes sont tenues de respecter et d'appliquer les Accords de Paris. Les manquements de l'une des parties ne sauraient être invoqués par une autre partie pour se soustraire aux obligations et aux responsabilités qu'elle a accepté d'assumer.

Je ne doute pas que la partie de l'Etat du Cambodge continuera à coopérer avec l'APRONUC dans la mise en œuvre des Accords de Paris et la création d'un environ-

nement politique neutre, permettant au peuple cambodgien de se prononcer sur son avenir, lors des élections prévues pour le mois de mai 1993. Je compte en particulier sur votre coopération pour mettre un terme aux actes d'intimidation et de violence dont les représentants de certains partis politiques ont récemment été les victimes, dans des régions contrôlées par la partie de l'Etat du Cambodge.

Il incombe en effet à chaque partie cambodgienne d'assurer le maintien de l'ordre dans la zone qu'elle contrôle. Conformément aux Accords de Paris, l'APRONUC est chargée, pour sa part, de contrôler que les structures administratives existantes s'acquittent de cette tâche de manière impartiale, et dans le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

En ce qui concerne le recours à l'article 29 des Accords de Paris et au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, je tiens à vous assurer que je suis en contact permanent avec les Coprésidents de la Conférence de Paris. Toutefois, l'adoption de mesures dans le cadre du Chapitre VII de la Charte ne relève pas de l'autorité du Secrétaire général mais de celle du Conseil de Sécurité. Comme vous le savez, le Conseil continue à suivre de près l'évolution de la situation au Cambodge. Je ne doute pas qu'il prendra, le moment venu, toute mesure qui pourrait s'avérer nécessaire.

Je vous prie de croire, Excellence, à l'assurance de ma très haute considération.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 68

Lettre datée du 1er février 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la tenue d'élections présidentielles au Cambodge

S/25273, 10 février 1993

Je me propose de soumettre prochainement au Conseil de sécurité un rapport sur la mise en œuvre de la résolution 792 (1992) et sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris sur le Cambodge. Le paragraphe 21 de cette résolution m'invite à présenter ce rapport au Conseil de sécurité le 15 février 1993 au plus tard.

Cependant, je voudrais d'ores et déjà informer les membres du Conseil de sécurité de certaines décisions importantes prises à l'occasion de la réunion du Conseil national suprême (CNS) qui s'est tenue le 28 janvier 1993 à Pékin, sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk.

Au cours de cette réunion, il a en effet été décidé que l'élection de l'assemblée constituante se tiendrait du 23 au 25 mai 1993.

Par ailleurs, le prince Sihanouk a informé le CNS que l'élection présidentielle mentionnée au paragraphe 3 de la résolution 792 (1992) devrait, conformément aux Accords de Paris, avoir lieu après l'adoption par l'assemblée constituante de la nouvelle constitution du Cambodge. Le prince Sihanouk a également assuré les membres du CNS qu'il continuerait, dans l'intervalle, à coopérer activement avec l'APRONUC dans la mise en œuvre des Accords de Paris.

Je vous prie de bien vouloir porter ces informations à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 69

Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité

S/25289, 13 février 1993

1. Le présent rapport est soumis au Conseil de sécurité comme suite au paragraphe 21 de la résolution 792 (1992), par lequel le Conseil m'invitait à lui faire rapport au plus tard le 15 février 1993 sur la mise en œuvre de ladite résolution et sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris sur le Cambodge (voir S/22177, annexe).

2. Conformément au paragraphe 10 de la résolution 745 (1992), j'ai soumis au Conseil de sécurité,

le 25 janvier 1993, mon troisième rapport sur l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) [S/25124]. Le présent rapport doit être lu en conjonction avec le rapport précédent.

I. Réunions du Conseil national suprême

3. Le 28 janvier 1993, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk a présidé une réunion du Conseil national suprême du Cambodge à Beijing. A cette occasion, le Conseil a décidé qu'en application du paragraphe 5 de la résolution 792 (1992), l'élection pour l'Assemblée constituante se tiendrait du 23 au 25 mai 1993 (voir sect. VII ci-après). Le Conseil national suprême a également approuvé sept autres projets de relèvement, d'un montant total de 25 millions de dollars, examiné l'application du moratoire sur les exportations de bois et envisagé un moratoire analogue sur les exportations de minéraux et de pierres précieuses (voir sect. V ci-après).

4. Le Conseil national suprême a également examiné la possibilité de publier une déclaration dénonçant tous les actes de violence, exhortant les parties cambodgiennes à la modération et demandant qu'il soit mis un terme aux attaques contre l'APRONUC. Le représentant de la partie du Kampuchea démocratique (PKD) s'est opposé à l'adoption d'une telle déclaration, mais le prince Sihanouk a décidé qu'il en publierait une en son propre nom, notant que trois des quatre parties cambodgiennes l'approuvaient (voir annexe I).

5. Le prince Sihanouk a également saisi l'occasion pour réaffirmer son appui à l'APRONUC et donné l'assurance aux participants qu'il continuerait de coopérer avec l'ONU en vue de l'application des Accords de Paris. Il a informé mon représentant spécial qu'il rentrerait à Phnom Penh le 9 février 1993.

6. Le 10 février 1993, le Conseil national suprême s'est à nouveau réuni à Phnom Penh, pour la première fois depuis octobre 1992. Parmi les questions inscrites à l'ordre du jour de la réunion présidée par le prince Sihanouk, figuraient la création d'un environnement politique neutre et la préservation des ressources naturelles au Cambodge. Les résultats de la réunion, de même que ceux de la réunion du 28 janvier, sont examinés plus en détail ci-après.

II. La situation militaire

7. Depuis mon troisième rapport, les Forces armées populaires cambodgiennes (FAPC), de la partie de l'Etat du Cambodge, ont lancé des attaques contre l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD), les forces armées de la PKD, dans divers districts. Des tirs d'artillerie et de mortier ont été échangés entre les FAPC et l'ANKD et les deux forces ont également procédé à des mouvements de troupes. Ces activités ont été concentrées sur deux vastes secteurs : la province de Battambang, au centre-ouest, et les provinces de Kompong Thom, au nord-ouest, et de Preah Vihear, au centre-sud. Des actions de moindre envergure ont été engagées dans les provinces de Kratie et de Siem Reap. Utilisant à la fois des pièces d'artillerie, des véhicules blindés et des chars, les FAPC se sont approchées de la localité de Pailin, dans la province de Battambang, qui est contrôlée par la PKD. L'APRONUC a élevé des protestations contre ces mouvements qui, globalement, constituent une grave violation du cessez-le-feu. Mon représentant spécial a demandé à la partie de l'Etat du Cambdoge de cesser de violer le cessez-le-feu et de faire preuve de modération. Depuis lors, les FAPC ont reculé par rapport à leur position la plus avancée et, si la tension persiste et des violations du cessez-le-feu continuent de se produire, la situation est toutefois devenue plus calme. M. Hun Sen a demandé aux forces de l'APRONUC de s'interposer entre les deux parties afin de créer une « zone tampon », mais elles ne pouvaient le faire qu'avec l'accord et la coopération des deux parties. La PKD a réaffirmé qu'elle n'autoriserait pas l'APRONUC à s'établir dans la zone qu'elle contrôlait, tant que ne seraient pas satisfaites les conditions qu'elle avait posées pour s'associer au processus de paix.

8. Il convient de rappeler à ce sujet que la PKD n'a pas appliqué les dispositions militaires des Accords de Paris et que l'ANKD, comme je l'indiquais dans mon troisième rapport (S/25124, par. 36), s'était efforcée de consolider ses acquis et d'interrompre les transmissions des FAPC. Dans ces conditions, les autorités de Phnom Penh ont affirmé qu'elles avaient le droit de se protéger contre toute offensive lancée par l'ANKD. L'APRONUC a toutefois souligné que les mouvements récents des FAPC dépassaient les limites de la légitime défense.

9. Au cours des dernières semaines, et notamment depuis les attaques des FAPC dans le secteur de Pailin, l'ANKD a imposé des restrictions plus sévères aux 12 membres du personnel de l'APRONUC déployés dans cette localité, parmi lesquels figurent des observateurs militaires, des démineurs, des spécialistes des transmissions et des interprètes. Ces derniers ont à un moment donné été pratiquement astreints à résidence surveillée. Ces réglementations ont été quelque peu assouplies à la suite des protestations de l'APRONUC mais la situation n'est pas encore satisfaisante. Mon représentant spécial a clairement indiqué à la PKD que le personnel de l'APRONUC à Pailin devait être autorisé à remplir ses fonctions normales sans entrave aucune.

10. Au paragraphe 18 de sa résolution 792 (1992), le Conseil m'a invité à étudier les implications sur le processus électoral du refus de la PKD de cantonner et démobiliser ses forces et à prendre toutes les mesures nécessaires face à cette situation pour assurer le succès de la mise en œuvre du processus électoral.

11. Aux paragraphes 39 à 43 de mon troisième rapport, j'ai décrit les mesures prises par la composante militaire lorsqu'il s'est avéré qu'il serait impossible de procéder au cantonnement et au désarmement. Les principaux aspects du redéploiement qui en est résulté concernaient la protection de l'opération et des activités d'inscription à l'appui d'un environnement politique neutre. Ils sont décrits dans les sections pertinentes. Les dispositions prises par la composante militaire afin de pro-

téger l'élection proprement dite seront examinées plus en détail dans le quatrième rapport que je dois présenter en avril 1993.

III. Création et préservation d'un environnement politiquement neutre

12. Au paragraphe 95 de mon troisième rapport intérimaire, j'ai décrit les trois catégories de menaces qui pèsent sur l'ordre public : les attaques motivées par des considérations d'ordre politique qui sont dirigées contre les bureaux et le personnel de partis politiques, les attaques dirigées contre les personnes de langue vietnamienne et les meurtres qui semblent n'être motivés par aucune considération d'ordre politique mais créent un climat de peur et d'intimidation. Dans les paragraphes suivants du même rapport, j'ai relaté les incidents violents qui s'étaient produits ainsi que les mesures prises par l'APRONUC pour y faire face. Le 1er février 1993, cherchant à renforcer encore ces mesures, la police civile de l'APRONUC, en consultation avec la composante militaire et en coopération avec la police cambodgienne, a organisé, pour les bureaux des partis politiques jugés les plus menacés, des tours de garde pendant la nuit, lorsque les risques d'attaque sont les plus grands.

13. Des douzaines et des douzaines d'incidents de violences politiques ou ethniques, faisant une soixantaine de morts depuis août 1992, ainsi que des actes de harcèlement et d'intimidation ont été signalés aux responsables de l'APRONUC. Si la responsabilité des meurtres de personnes de langue vietnamienne est généralement imputée aux éléments de l'ANKD, il ressort des enquêtes menées par l'APRONUC que la vaste majorité des attaques dirigées contre les bureaux et les personnels de partis politiques sont le fait de soldats, de membres des forces de police ou de partisans de l'Etat du Cambodge. Dans l'ensemble, les chiffres montrent que le nombre d'actes de violence et d'intimidation a augmenté en octobre et novembre, pour atteindre un maximum en décembre 1992, mais qu'il a diminué substantiellement en janvier 1993. Toutefois, il semble que la violence politique se soit quelque peu intensifiée début février, avec la détention de quatre membres du Front national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) à Battambang et une attaque lancée contre le district de Bakan, dans la province de Pursat, la nuit du 8 au 9 février 1993, qui a causé la mort de 5 civils locaux. Les locaux et les biens de l'APRONUC ont également été endommagés au cours de cette attaque mais il n'y a pas eu de victimes parmi le personnel. Ces incidents sont souvent concentrés dans les provinces de Battambang et Kompong Cham, les victimes étant dans l'immense majorité des cas des membres du FUNCINPEC.

14. D'autres actes de violence, dont on ne sait pas s'ils ont ou non des motifs politiques, se poursuivent. Dans la soirée du 12 janvier, une bande armée de quelque 40 hommes a attaqué le village de Phum Angkrong dans la province de Siem Reap, tuant 3 Cambodgiens dont 2 agents électoraux de l'APRONUC. Mon représentant spécial a condamné cette attaque, dont on ne connaît pas les auteurs. Le 27 janvier 1993, à 3 kilomètres environ au nord-est de Phum Angkrong, 10 à 15 attaquants armés ont tué 8 Cambodgiens — 4 hommes et 4 femmes — et en ont blessé 12 autres. La police civile de l'APRONUC enquête sur ces attaques et, d'après certaines indications, des éléments de l'ANKD pourraient être responsables dans les deux cas.

15. Ainsi que je l'ai dit dans mon troisième rapport intérimaire (par. 103), mon représentant spécial a créé le 6 janvier un service spécial de l'APRONUC habilité à engager des poursuites contre les personnes responsables d'actes criminels ayant des motifs politiques et de violations des droits de l'homme. Depuis lors, l'APRONUC a engagé des poursuites contre 2 suspects, qu'elle a arrêtés et qui sont maintenant sous sa garde. Il s'agit, d'une part, d'un agent de police de l'Etat du Cambodge, accusé du meurtre d'un responsable du FUNCINPEC, d'autre part, d'un membre de l'ANKD accusé, suite à ses propres aveux, du meurtre de 13 Cambodgiens de souche vietnamienne et de deux autres Cambodgiens.

16. Suite aux discussions que mon représentant spécial a eues avec M. Hun Sen en janvier, M. Chea Sim, président de l'« Assemblée nationale » de l'Etat du Cambodge, a demandé à toutes les autorités locales de prendre les mesures nécessaires pour protéger les bureaux des partis politiques, mettre en échec toutes les formes d'activités criminelles et préserver la sécurité publique. Mon représentant spécial a vivement exhorté les dirigeants de tous les partis politiques à inspirer à leurs partisans la tolérance pour la compétition politique pacifique et à assurer le respect du code de conduite pendant la prochaine campagne politique.

17. La préservation d'un environnement politique neutre a également été mise à l'épreuve par une campagne de propagande menée contre l'APRONUC par l'administration de Phnom Penh à la télévision, à la radio et dans le journal du Parti. Les attaques lancées contre l'APRONUC par la radio de la PKD sont fréquentes et, depuis quelques mois, de plus en plus hostiles, mais la campagne de l'Etat du Cambodge a commencé assez récemment. Elle paraît avoir pour but de faire passer le message que seul l'Etat du Cambodge peut défendre le pays contre la PKD et mérite donc l'appui des électeurs alors que l'on ne peut pas confier la protection des Cambodgiens à l'APRONUC. De fait, la composante militaire a renforcé ses patrouilles de lutte contre le banditisme dans les parties éloignées du pays et elle a intensifié son soutien aux autres composantes ainsi qu'au processus électoral. Elle est déployée dans quelque 270 emplacements dans tout le Cambodge. De plus, des patrouilles militaires viennent s'ajouter aux autres mesures prises par l'APRONUC pour protéger les bureaux des partis politiques susceptibles d'être attaqués. Les programmes d'action civique lancés par la composante militaire dans les régions rurales éloignées contribuent aussi à faire passer l'idée que l'APRONUC était acquise à la cause du peuple cambodgien.

IV. Non-coopération de la partie du Kampuchea démocratique

18. Le 27 janvier 1993, mon représentant spécial a rencontré M. Khieu Samphan, président de la partie du Kampuchea démocratique, à Beijing, s'efforçant de nouveau d'obtenir la coopération de sa partie avec l'APRONUC. M. Akashi a rappelé les dispositions pertinentes du paragraphe 5 de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité, selon lequel l'APRONUC poursuivrait la préparation d'élections libres et équitables dans toutes les zones du Cambodge auxquelles elle aurait pleinement et librement accès au 1er janvier 1993. Il a souligné que ces élections étaient conçues pour créer un Cambodge uni, stable et pacifique, et qu'il était de l'intérêt à long terme de la PKD d'y prendre part. Toutefois, M. Khieu Samphan exigeait que les conditions énoncées par sa partie — le retrait des forces étrangères du Cambodge, l'extension des pouvoirs du Conseil national suprême et la pleine autorité de l'APRONUC dans les cinq domaines spécifiés dans les Accords de Paris, à savoir les affaires étrangères, la défense nationale, la sécurité publique, les finances et l'information — soient remplies avant que sa partie ne s'associe au processus de paix.

19. Ainsi que je l'ai noté dans mon troisième rapport intérimaire, la PKD n'est toujours pas disposée à garantir l'accès aux zones qu'elle contrôle pour l'inscription des électeurs. Toutefois, il est arrivé que des soldats et des officiers de l'ANKD s'inscrivent et aident ou autorisent les gens vivant dans les zones contrôlées par la PKD à s'inscrire. Ni la PKD ni le parti politique dont elle a annoncé la formation en novembre 1992, le Parti d'unité nationale du Cambodge (PUNC), n'ont demandé à être enregistrés officiellement pour pouvoir participer aux élections à l'Assemblée constituante.

V. Contrôle des frontières et préservation des ressources naturelles du Cambodge

20. Aux paragraphes 10, 12, 13 et 14 de la résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité a adopté un certain nombre de mesures visant à protéger les ressources naturelles du Cambodge, en particulier le bois, les minéraux et les pierres précieuses, et à mieux faire appliquer l'article VII de l'annexe 2 de l'Accord de Paris.

21. Conformément à ces dispositions, l'APRONUC a demandé aux pays voisins d'aider à faire respecter le moratoire. Vers la fin de décembre 1992, les Gouvernements laotien, thaïlandais et vietnamien ont annoncé qu'ils interdiraient les importations de bois en provenance du Cambodge à partir du 1er janvier 1993. Dans une lettre datée du 5 janvier 1993, M. Hun Sen a également informé l'APRONUC que les instructions nécessaires avaient été données à tous les organes compétents des autorités de Phnom Penh concernant l'interdiction frappant les exportations de bois.

22. L'APRONUC a également déployé des équipes de contrôle frontalier pour surveiller de près toutes les violations du moratoire par terre ou par mer. Il est à déplorer que des violations nombreuses et massives aient continué à être commises par ces deux voies, comme il est indiqué ci-après. En outre, les efforts faits par l'APRONUC pour établir 9 points de contrôle supplémentaires le long de la frontière avec la Thaïlande, ce qui porterait à 17 le nombre de points de contrôle sur cette frontière, se sont avérés vains. La partie de la frontière qui reste à couvrir se trouve dans la zone contrôlée par la PKD, qui a refusé d'autoriser l'établissement de ces points. Les exportations de bois provenant de la zone de la PKD ne figurent donc pas pour l'essentiel dans les chiffres ci-après.

23. Les observateurs des Nations Unies aux points de contrôle ont enregistré un total de 46 violations du moratoire entre le 1er janvier et le 5 février 1993 : 46 507 mètres cubes de bois ont été transportés par du personnel appartenant à trois des parties cambodgiennes vers sept destinations connues, selon la répartition suivante :

Partie	*Nombre d'expéditions*	*Volume de bois (en mètres cubes)*
Etat du Cambodge	42	46 042
PKD	3	150
FUNCINPEC	1	315
Front national de libération du peuple khmer	0	0
Total	46	46 507

Destination	*Nombre d'expéditions*	*Volume de bois (en mètres cubes)*
Thaïlande	21	21 802
Viet Nam	7	1 871
Laos	4	5 018
Japon	3	11 600
Singapour	1	1 500
Pakistan	1	3 114
Hongkong	1	30
Inconnue	8	1 572
Total	46	46 507

24. Lorsqu'il a approuvé la suspension des exportations de bois, le 22 septembre 1992, le Conseil national suprême a décidé de placer les exportations de bois de sciage sous le contrôle et la surveillance de l'APRONUC, en étroite consultation avec lui. A sa réunion du 10 février 1993, le Conseil a décidé, sur proposition de l'APRONUC, que le Comité consultatif technique s'occupant de cette question fixerait un plafond pour les exportations de bois de sciage en 1993, qui aurait pour effet de diminuer considérablement le nombre d'arbres abattus.

25. A la réunion du 28 janvier 1993, l'APRONUC a proposé, conformément au paragraphe 14 de la résolution 792 (1992), que le Conseil national suprême décide de suspendre les exportations de minerais et de pierres

précieuses en provenance du Cambodge à compter du 28 février 1993. Ce projet de déclaration, modifié sur proposition du FUNCINPEC, afin d'inclure l'extraction commerciale des minéraux à terre et en mer, avait reçu l'appui de trois des quatre parties cambodgiennes au sein du Comité consultatif technique, mais la partie du Kampuchea démocratique a émis des objections. Le Conseil national suprême a poursuivi l'examen de la question à sa réunion du 10 février 1993, et décidé d'adopter le moratoire, bien que la PKD ait maintenu ses objections.

26. Au paragraphe 10 de sa résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité a appelé tous les intéressés à veiller à prendre des mesures afin d'empêcher la livraison de produits pétroliers à destination des zones contrôlées par toute partie cambodgienne ne respectant pas les dispositions militaires des Accords de Paris et il m'a prié d'étudier les modalités de telles mesures.

27. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports précédents, la PKD n'a pas appliqué les dispositions militaires contenues dans les Accords de Paris, notamment celle concernant le cantonnement et le désarmement. L'APRONUC a donc entamé des pourparlers avec le Gouvernement thaïlandais, dont la frontière borde la plupart des zones contrôlées par la PKD, au sujet de l'application de cette disposition.

28. A la suite de ces pourparlers, les autorités thaïlandaises ont annoncé la suspension des expéditions de produits pétroliers au Cambodge en provenance de la Thaïlande. Des dispositions sont actuellement prises pour permettre, sous la surveillance de l'APRONUC, à un volume contrôlé de produits pétroliers de Thaïlande d'entrer dans les zones des parties s'acquittant des responsabilités qu'elles ont assumées en vertu des Accords de Paris. Les expéditions à travers les autres frontières continueront mais elles seront étroitement surveillées. A l'intérieur du Cambodge, les transports de produits pétroliers seront contrôlés par l'Etat du Cambodge. Pour décourager les violations de cette interdiction, toutes les routes menant dans les régions intéressées seront patrouillées et des points de contrôle mobiles seront établis sous la surveillance de l'APRONUC.

29. Dans le cadre plus large du contrôle des frontières, la participation de l'APRONUC se diversifiera avec le déploiement de personnel d'administration civile pour surveiller d'autres domaines, comme les douanes et le contrôle de l'immigration. Les 23 points de contrôle déjà en place sont dotés chacun d'une équipe de l'APRONUC comprenant des observateurs militaires, des soldats armés et des membres de la police civile disposant de moyens de transmission. Toutes les parties cambodgiennes ont été invitées à y envoyer des représentants et toutes, sauf la PKD, sont représentées à ces points de contrôle.

VI. Aide au relèvement

30. Au paragraphe 20 de sa résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité a invité les Etats et les organisations internationales fournissant une aide économique au Cambodge à convoquer une réunion pour faire le point de l'état de l'assistance économique au Cambodge à la suite de la Conférence sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge tenue à Tokyo en juin 1992.

31. A la réunion du Conseil national suprême tenue à Beijing le 28 janvier 1993, mon représentant spécial a annoncé qu'environ 540 millions de dollars, sur les 880 millions de dollars annoncés lors de la Conférence, avaient maintenant été engagés pour différentes activités de relèvement. Il a toutefois informé le Conseil national suprême que l'APRONUC était préoccupée par le montant des décaissements effectifs de 95 millions de dollars à ce stade. De plus, il était à craindre que l'effort de relèvement dans son ensemble ne soit compromis par le manque de fonds pour certains secteurs d'activité, dont la formation et le maintien de services sociaux essentiels.

32. Compte tenu de ces préoccupations et conformément à la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité, des consultations officieuses ont eu lieu avec les donateurs à New York et à Phnom Penh sur la possibilité de tenir une réunion pour faire le point des efforts de relèvement. A l'issue de ces consultations, il a été décidé qu'une réunion des donateurs devrait se tenir au niveau technique à Phnom Penh le 25 février 1993, avec la participation des parties cambodgiennes et de tous les pays et organisations fournissant une assistance au Cambodge, y compris des organisations non gouvernementales. Cette réunion apprécierait les sommes engagées à la fin de janvier 1993 au regard des contributions annoncées à Tokyo et examinerait les restrictions au décaissement des sommes engagées ainsi que les besoins prioritaires qui se sont dégagés depuis la Conférence de Tokyo. En outre, elle préparerait le terrain pour l'organisation, après les élections cambodgiennes, de la première session du Comité international pour la reconstruction du Cambodge, comme suite à la Déclaration de Tokyo du 22 juin 1992 (S/24183).

VII. Questions électorales

33. A la réunion du CNS tenue le 28 janvier 1993, le Prince Norodom Sihanouk a annoncé qu'il avait décidé de ne pas présenter sa candidature à l'élection présidentielle avant ou pendant les élections à l'Assemblée constituante. Il préférait que l'on commence par adopter la nouvelle Constitution, ce qui permettrait de tenir compte, dans l'élection présidentielle, des modalités, du mandat et des pouvoirs prévus dans la Constitution.

34. S'agissant des élections à l'Assemblée constituante, les membres du Conseil national suprême ont décidé qu'elles auraient lieu du 23 au 25 mai 1993. Le scrutin serait alors ouvert dans les bureaux de vote fixes. Toutefois, l'APRONUC estime qu'il faudra deux jours supplémentaires dans des bureaux mobiles pour que tous les électeurs inscrits aient la possibilité de voter. Les élections devraient donc avoir lieu du 23 au 27 mai.

35. Ainsi que je l'ai dit dans mon troisième rapport intérimaire, la période d'inscription des électeurs a pris fin le 31 janvier 1993, sauf pour les réfugiés et les person-

nes déplacées qui n'ont pas encore pu revenir au Cambodge. Sur les 360 000 réfugiés et personnes déplacées qui se trouvaient dans les camps frontaliers, il en reste quelque 80 000, dont la moitié environ sont habilités à voter. On prend des dispositions spéciales pour leur permettre de s'inscrire. De plus, dans un petit nombre de bureaux d'inscription au Cambodge, la période d'inscription a été prolongée de quelques jours pour permettre l'inscription des villageois qui n'ont pas encore eu l'occasion de s'inscrire.

36. L'opération d'inscription des électeurs a été extrêmement fructueuse, le total provisoire des électeurs inscrits s'élève à 4 640 000 pour l'ensemble du Cambodge. Dans bien des cas, le nombre des électeurs inscrits dépassait les chiffres estimatifs donnés par le Groupe de planification des élections sur la base de l'étude menée à l'échelon national pendant le premier semestre de 1992, en partie à cause d'omissions dans les statistiques sur lesquelles l'étude était fondée, en partie à cause de l'afflux des rapatriés. Il est certes possible que cela s'explique aussi par des inscriptions multiples de certains électeurs, mais il a été précisé aux Cambodgiens que des procédures électorales rigoureuses permettront de s'assurer que personne ne pourra voter plus d'une fois même s'il (elle) s'est inscrit(e) plusieurs fois.

37. Ainsi que je l'ai expliqué dans mon troisième rapport intérimaire, il s'écoule un certain temps entre la collecte des informations et leur saisie par le centre informatique de la composante électorale de l'APRONUC. Au 1er février, 4 029 000 électeurs avaient été introduits dans ses ordinateurs. Les opérateurs inscrivent maintenant en moyenne 250 000 électeurs par semaine, et les listes électorales définitives vérifiées devraient être produites à la mi-avril.

38. Le 27 janvier, 20 des 22 partis politiques déjà enregistrés provisoirement ont présenté une demande d'enregistrement officiel, conformément à la loi électorale. A cette fin, chaque parti doit présenter une liste contenant le nom et le numéro d'immatriculation de 5 000 électeurs inscrits qui sont membres du parti. La composante électorale est en train de vérifier ces noms et numéros. Une fois cette opération terminée, les noms des partis dûment enregistrés seront annoncés et ces partis pourront être inscrits sur les bulletins de vote. Le Parti populaire cambodgien (le parti de l'Etat du Cambodge), le FUNCINPEC et le Parti boudhiste démocrate libéral [le parti du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK)], qui représentent trois des quatre parties cambodgiennes signataires des Accords de Paris, ont demandé leur enregistrement officiel mais, ainsi qu'il a été dit plus haut, la partie du Kampuchea démocratique ne l'a pas fait. Son nom ne figurera donc pas sur les bulletins de vote. Les partis enregistrés ont été invités à donner des listes de candidats pour chaque province.

39. Les dates et la durée de la campagne politique ont fait l'objet d'une longue réflexion. Dans le plan de mise en œuvre (S/23613), la durée de la campagne a été fixée provisoirement à six semaines, à partir du début mars. Toutefois, maintenant que la date des élections a été fixée pour la fin mai, il faudra prolonger la campagne ou bien commencer plus tard. Il y a différents éléments divergeants à prendre en considération : plus la campagne est longue plus elle risque d'être assombrie par la violence entre les partis. En revanche, une campagne plus courte risque de favoriser un parti au détriment des autres. A la réunion du Conseil national suprême tenue le 10 février, l'APRONUC a donc annoncé qu'elle avait décidé que la campagne s'ouvrirait le 7 avril 1993 pour se terminer le 19 mai 1993, et qu'elle serait suivie d'un temps de réflexion de quatre jours jusqu'aux élections. L'APRONUC mettrait ses installations d'information et de radiodiffusion à la disposition de tous les partis politiques, afin de garantir l'équité dans l'accès aux médias.

VIII. La sécurité après les élections

40. Au paragraphe 19 de sa résolution 792 (1992), le Conseil de sécurité m'a invité à « examiner les implications pour la sécurité au Cambodge après les élections d'une éventuelle mise en œuvre incomplète des dispositions des Accords de Paris sur le désarmement et la démobilisation, et à faire rapport à ce sujet ». Il est manifestement de la plus haute importance que la paix règne durant les trois mois dont, aux termes des Accords de Paris, l'Assemblée constituante disposera pour mener à bien la rédaction et l'adoption d'une nouvelle constitution cambodgienne et pour se transformer en une Assemblée législative, qui formera un nouveau gouvernement cambodgien.

41. Les Accords de Paris prévoyaient que, pendant cette période, les conditions pacifiques seraient assurées par le cantonnement de toutes les forces des parties, la démobilisation de 70 % au moins de celles-ci avant la fin du processus d'inscription des électeurs, les forces restantes demeurant cantonnées jusqu'à leur démobilisation avant ou peu après les élections ou jusqu'à leur incorporation dans une nouvelle armée nationale, selon ce que déciderait le Gouvernement nouvellement élu. Malheureusement, la décision de la PKD de ne pas prendre part à la phase II du cessez-le-feu fait qu'il sera pratiquement impossible d'appliquer ces dispositions. Il est probable que les élections auront lieu à un moment où les deux forces les plus importantes des parties seront encore pratiquement intactes et où les deux autres parties auront encore certaines de leurs forces sur le terrain. Les événements des dernières semaines montrent que cet état de choses risque d'aboutir à des hostilités majeures; ce risque pourrait manifestement être plus grand encore après les élections.

42. L'article V de l'annexe 2 de l'Accord de Paris prévoit que la décision finale quant au sort réservé à toutes les forces qui n'auront pas été démobilisées au moment où le Gouvernement nouvellement élu sera formé, conformément à l'article 12 de l'Accord, sera prise par ce dernier. L'Accord prévoit en outre que ces forces seraient ou bien incorporées dans une nouvelle armée nationale ou bien démobilisées immédiatement conformément à un

plan qui serait établi par mon représentant spécial. Il y a lieu de supposer que la nouvelle constitution comportera des dispositions relatives à la formation de la nouvelle armée nationale ainsi que des dispositions transitoires concernant le sort à réserver aux forces non démobilisées conformément aux Accords de Paris, y compris le rôle que l'APRONUC devra jouer à cet égard.

43. En ce qui concerne la période qui s'écoulera entre les élections et la formation du nouveau gouvernement, deux possibilités principales se présentent :

a) Les quatre parties cambodgiennes acceptent, avec retard, d'appliquer les procédures de cantonnement et de démobilisation définies à l'annexe 2 des Accords de Paris;

b) Les quatre parties maintiennent leurs forces sur le terrain, à peu près comme à présent, et l'APRONUC continue à s'efforcer d'assurer le respect du cessez-le-feu.

Dans un cas comme dans l'autre, le maintien de l'ordre public demeure la responsabilité de la police civile dans le cadre des structures administratives existantes, sous la supervision et le contrôle de l'APRONUC.

44. La première de ces deux possibilités est manifestement préférable. Je continuerai à offrir mes bons offices, en consultation avec les Coprésidents de la Conférence de Paris et les autres Etats Membres intéressés, pour la rendre possible. Si ces efforts échouent, il sera nécessaire de maintenir la composante militaire et la composante police civile de l'APRONUC, avec des effectifs plus importants qu'on ne le prévoyait, jusqu'à ce que l'Assemblée constituante ait achevé sa tâche et que le nouveau gouvernement soit formé. Je présenterai le moment venu des recommandations appropriées au Conseil de sécurité, en fonction de l'évaluation que mon représentant spécial aura faite du personnel militaire et de police nécessaire à cet effet. Le Conseil de sécurité pourra également juger nécessaire, à une phase ultérieure, de se demander si le gouvernement élu devrait s'il le souhaite continuer à recevoir une aide de la communauté internationale pour maintenir la sécurité intérieure après que le nouveau gouvernement aura été formé et que, conformément aux Accords de Paris, la période de transition et le mandat de l'APRONUC auront pris fin.

IX. Observations

45. Le processus de paix continue de se heurter à de graves difficultés, mais des progrès ont néanmoins été faits dans l'application de la résolution 792 (1992). Des dates ont été fixées pour l'élection d'une assemblée constituante au mois de mai et les préparatifs électoraux menés par l'APRONUC se déroulent selon le calendrier prévu, dans toutes les régions du Cambodge auxquelles l'APRONUC avait accès au 31 janvier 1993; le Conseil national suprême a recommencé à se réunir à Phnom Penh sous la présidence de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk; des mesures sont prises pour empêcher que du pétrole ne soit fourni à la PKD, étant donné que celle-ci ne respecte pas les dispositions militaires des Accords de Paris; enfin, l'APRONUC a renforcé son système de contrôle des frontières et de vérification de l'application des dispositions relatives à l'exportation de bois. En ce qui concerne cette dernière question, l'APRONUC a demandé l'entière coopération des Etats voisins et elle escompte que cette coopération sera offerte de façon que cette importante décision du Conseil national suprême puisse être appliquée.

46. Toutefois, la façon dont certaines des parties cambodgiennes ont donné suite à la résolution 792 (1992) n'est pas satisfaisante. Je dois souligner à cet égard que, en tant que signataires des Accords de Paris, ce sont les parties cambodgiennes qui sont au premier chef responsables de l'application des Accords et que la stabilité et la prospérité futures du Cambodge dépendent des Cambodgiens eux-mêmes. L'Organisation des Nations Unies, agissant essentiellement par l'intermédiaire de l'APRONUC, continuera de faire tout son possible pour les aider, mais les parties cambodgiennes ne peuvent attendre de la communauté internationale qu'elle réussisse là où elles-mêmes échouent.

47. En publiant une déclaration dans laquelle il a condamné tous les actes de violence dirigés contre les Cambodgiens et les étrangers, y compris le personnel des Nations Unies, le prince Sihanouk a donné un exemple que toutes les parties cambodgiennes doivent suivre. Le Conseil de sécurité pourrait envisager d'émettre un appel analogue, élargissant celui qui figurait au paragraphe 17 de sa résolution 792 (1992). Il pourrait aussi demander aux trois parties qui se sont associées à la déclaration du Prince Sihanouk de poursuivre leur étroite coopération avec l'APRONUC et d'empêcher ou de châtier les actes de violence, surtout lorsqu'ils sont commis pour des raisons politiques.

48. La partie de l'Etat du Cambodge offre à l'APRONUC une importante coopération depuis que l'opération a commencé, mais ces derniers mois il y a eu de graves difficultés tenant au maintien de l'ordre dans les zones sous son contrôle et à la protection du personnel et des locaux d'autres partis politiques menant une activité politique licite. Les FAPC ont par ailleurs lancé contre l'ANKD des attaques militaires outrepassant leur droit de se défendre contre des actes d'hostilité menés par cette dernière. La partie de l'Etat du Cambodge doit s'abstenir de toute nouvelle offensive militaire et redoubler d'efforts pour empêcher que d'autres partis politiques ne soient en butte à des attaques et des actes d'intimidation.

49. Quant à la partie du Kampuchea démocratique, en refusant de laisser l'APRONUC avoir accès aux zones qu'elle contrôle et de se faire enregistrer pour les élections dans les délais prévus, elle a de nouveau refusé de profiter des nombreuses occasions que l'APRONUC et la communauté internationale lui ont offertes de se joindre au processus de paix. La position de l'ONU concernant les deux conditions principales que la PKD pose pour se joindre à ce processus a été exposée à plusieurs reprises dans mes rapports précédents et dans d'autres documents. Il va sans dire que l'APRONUC continuera

à ne ménager aucun effort pour s'acquitter intégralement du mandat que lui ont confié les Accords de Paris.

50. Cela dit, je pense qu'il est important de résister à ceux qui voudraient exclure du Conseil national suprême les représentants de la PKD. C'est encore, j'en suis persuadé, le cadre constitué par les Accords de Paris qui offre la meilleure chance de régler les problèmes du Cambodge, malgré les dommages causés par le refus de certains des signataires cambodgiens de s'acquitter intégralement de leurs obligations. Cela est particulièrement vrai de la nécessité de promouvoir la réconciliation nationale.

51. Dans mon troisième rapport, j'ai fait savoir aux membres du Conseil de sécurité que, le prince Sihanouk ayant l'intention de participer à l'élection présidentielle mentionnée au paragraphe 3 de la résolution 792 (1992), j'avais demandé à mon représentant spécial d'entamer immédiatement les préparatifs techniques nécessaires. J'ai aussi précisé que je soumettrais au Conseil, dans le présent rapport, de nouvelles recommandations concernant les modalités de cette élection. Toutefois, le 28 janvier 1993, comme indiqué à la section VII ci-dessus, le prince Sihanouk a fait savoir aux membres du Conseil national suprême qu'il avait décidé que l'élection présidentielle se tiendrait après l'adoption par l'assemblée constituante de la nouvelle constitution du Cambodge. J'ai informé le Président du Conseil de sécurité de cet élément nouveau dans une lettre que je lui ai adressée le 1er février 1993 (S/25273).

52. Je continue de croire que, si l'élection présidentielle se tenait en même temps que les élections de l'assemblée constituante prévues du 23 au 27 mai 1993, cela pourrait améliorer les chances de réconciliation nationale au Cambodge et fournir un élément crucial de stabilité pendant le reste de la période de transition. Cela dit, je comprends et je respecte les raisons qui ont amené le Prince Sihanouk à conclure qu'il faudrait repousser l'élection présidentielle. Les préparatifs entamés à cette fin par l'APRONUC ont donc été suspendus.

53. L'essentiel maintenant est que l'APRONUC maintienne le processus engagé pour que l'élection de l'assemblée constituante ait lieu à partir du 23 mai. A cette fin, l'APRONUC redoublera d'efforts pour améliorer l'environnement politique et pour empêcher de nouvelles violations du cessez-le-feu. J'ai aussi donné pour instructions à mon représentant spécial d'évaluer les éléments nécessaires pour assurer la sécurité après les élections et de me présenter des recommandations. L'APRONUC continuera aussi à encourager le Conseil national suprême et à l'aider dans les travaux qu'il consacre aux principes constitutionnels, de façon à préparer une base pour le nouveau gouvernement.

54. Alors que l'application des Accords de Paris, auxquels la communauté internationale a consacré tellement d'efforts et de ressources, approche de l'étape cruciale, il est plus que jamais essentiel que toutes les parties cambodgiennes se conforment pleinement aux obligations qui leur incombent en vertu de ces accords. C'est ainsi seulement que le peuple cambodgien sera en mesure d'exercer son droit de décider de son propre avenir et de rétablir dans le pays la paix et la stabilité.

Annexe I

Déclaration de Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du Conseil national suprême du Cambodge (Beijing, le 28 janvier 1993)

A l'issue de l'importante réunion de travail CNS-APRONUC-Représentants des « Cinq permanents », aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire la déclaration suivante, tant en mon nom personnel qu'au nom des membres du Conseil national suprême appartenant respectivement au FNLPK-PDLB, au FUNCINPEC, au Parti du peuple-SOC (Etat du Cambodge) :

1. Nous, Président du Conseil national suprême et membres du Conseil national suprême appartenant aux trois factions et partis précités, condamnons tous actes et toutes formes de violence (assassinats à motivations politiques, crimes racistes, harassements, intimidations, menaces, terrorisme politique, etc.) à l'encontre de personnes cambodgiennes ou étrangères au Cambodge. Et nous demandons à tous les partis politiques, toutes les factions armées ou non armées, tout le monde de montrer constamment de la retenue dans leurs attitudes, leurs actes, leurs relations vis-à-vis d'autrui ou avec autrui.

2. Nous condamnons tout acte portant atteinte à la dignité, aux libertés fondamentales, aux droits, à la sécurité, à la sauvegarde de la personne de chaque membre, civil ou militaire, de l'APRONUC.

Nous demandons à tous les partis politiques, toutes les factions armées ou non armées au Cambodge de respecter scrupuleusement la vie, la sécurité et les libertés fondamentales de tous les membres civils et militaires, de tous échelons, de l'APRONUC

Document 70

Résolution de la Commission des droits de l'homme dans laquelle le Secrétaire général est prié d'assurer, après l'expiration du mandat de l'APRONUC, le maintien au Cambodge d'une présence des Nations Unies au titre des droits de l'homme, notamment par la présence opérationnelle du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme

E/CN.4/RES/1993/6, 19 février 1993

La Commission des droits de l'homme,

S'inspirant des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant sa décision 1992/102 du 21 février 1992,

Ayant à l'esprit le rôle et les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale dans le processus de relèvement et de reconstruction du Cambodge, qui se poursuivra au-delà de la période de transition,

Constatant que les tragiques événements de l'histoire récente du Cambodge imposent l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme et empêcher le retour aux politiques et pratiques du passé,

Prenant acte de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signé le 21 octobre 1991, et notamment de la partie III relative aux droits de l'homme,

Notant la décision de tenir des élections au Cambodge du 23 au 25 mai 1993, ce qui mettra fin, trois mois plus tard, au mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge,

Se félicitant que le Cambodge ait signé, le 20 avril 1992, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et adhéré, le 20 septembre 1992, à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, à la Convention relative aux droits de l'enfant et à la Convention relative au statut des réfugiés et au Protocole s'y rapportant,

Prenant note du résumé et des propositions contenus dans le rapport du Colloque international sur les droits de l'homme au Cambodge, tenu à Phnom Penh du 30 novembre au 2 décembre 1992 (E/CN.4/1993/19/Add.1),

Se félicitant de la création d'un fonds d'affectation spéciale pour le programme de formation et d'éducation en matière de droits de l'homme pour le Cambodge, qui suppose une intense coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui œuvrent dans le domaine des droits de l'homme,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général (E/CN.4/1993/19);

2. *Prie* le Secrétaire général d'assurer, après l'expiration du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge, le maintien dans ce pays d'une présence des Nations Unies au titre des droits de l'homme, notamment par une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme, afin :

a) De gérer la mise en œuvre des programmes de services consultatifs et d'assistance technique ainsi que des programmes d'éducation et d'en assurer la poursuite;

b) D'aider, sur sa demande, le Gouvernement cambodgien, qui aura été constitué au lendemain des élections, à s'acquitter des obligations qui lui incomberont en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels ce pays a récemment adhéré, notamment à établir les rapports destinés aux organes de surveillance compétents;

c) D'apporter un appui aux groupes authentiquement voués à la défense des droits de l'homme au Cambodge;

d) De contribuer à la création et/ou au renforcement d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l homme;

e) De continuer à aider à l'élaboration et à la mise en œuvre des textes législatifs visant à promouvoir et protéger les droits de l'homme;

f) De continuer à contribuer à la formation des responsables de l'administration de la justice;

3. *Reconnaît* les contraintes qui limitent les ressources financières du Centre pour les droits de l'homme;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir, dans les limites des ressources globales dont dispose l'Organisation des Nations Unies, les moyens supplémentaires voulus pour financer la présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme dans le cadre d'autres activités de l'Organisation dans le pays après l'expiration du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge;

5. *Prie* avec insistance les gouvernements et les organisations intéressées d'envisager de contribuer au fonds d'affectation spéciale pour le programme de formation et d'éducation en matière de droits de l'homme pour le Cambodge;

6. *Prie* le Secrétaire général de désigner un représentant spécial chargé :

a) De maintenir les contacts avec le Gouvernement et le peuple cambodgiens;

b) D'orienter et de coordonner la présence des Nations Unies au titre des droits de l'homme au Cambodge;

c) D'aider le Gouvernement à promouvoir et protéger les droits de l'homme;

d) De faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa quarante-huitième session, et à la Commission des droits de l'homme, lors de sa cinquantième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme »;

7. *Décide* d'examiner les divers programmes et mandats énoncés dans la présente résolution à sa cinquante et unième session;

8. *Prie* le Secrétaire général de communiquer la teneur de la présente résolution au Gouvernement cambodgien nouvellement élu et de s'employer à obtenir l'assentiment et le concours de ce dernier en vue de faciliter au Représentant spécial et au Centre pour les droits de l'homme l'accomplissement de leurs mandats respectifs.

Document 71

Résolution du Conseil de sécurité sur l'élection de l'Assemblée constituante au Cambodge

S/RES/810, 8 mars 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990 et 745 (1992) du 28 février 1992 ainsi que les autres résolutions pertinentes,

Prenant acte du rapport du Secrétaire général, en date du 13 février 1993,

Rendant hommage à Son Altesse Royale le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, pour ses efforts inlassables en vue de rétablir la paix et l'unité nationale au Cambodge,

Rappelant qu'au titre des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991, le peuple cambodgien a le droit de déterminer son propre avenir politique par la voie de l'élection libre et équitable d'une assemblée constituante, qui élaborera et approuvera une nouvelle constitution cambodgienne puis se transformera en assemblée législative qui formera ce nouveau gouvernement cambodgien,

Accueillant avec satisfaction les résultats positifs obtenus par le Secrétaire général et l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge dans la mise en œuvre des accords de Paris, en particulier s'agissant de l'enregistrement des électeurs et du rapatriement des réfugiés, et réaffirmant son soutien continu aux activités de l'Autorité,

Accueillant avec satisfaction la décision prise par le Conseil national suprême lors de sa réunion du 10 février 1993 d'adopter un moratoire sur les exportations de minéraux et de pierres précieuses en provenance du Cambodge et d'envisager une limitation des exportations de bois de sciage, afin de protéger les ressources naturelles du Cambodge,

Déplorant les violations du cessez-le-feu par les parties du Kampuchea démocratique et de l'Etat du Cambodge,

Préoccupé par le nombre croissant d'actes de violence perpétrés pour des motifs politiques, en particulier dans les zones contrôlées par la partie de l'Etat du Cambodge, et pour des motifs ethniques, et par les incidences négatives de tels actes sur la mise en œuvre des accords de Paris,

Soulignant l'importance des mesures prises par l'Autorité en vue d'assurer un environnement politique neutre au Cambodge,

Condamnant les attaques, les menaces et les actes d'intimidation contre l'Autorité, en particulier la détention récente de personnels de l'Autorité,

Déplorant que la partie du Kampuchea démocratique ait manqué aux engagements qu'elle a souscrits au titre des Accords de Paris, notamment en ce qui concerne l'accès sans restriction de l'Autorité aux zones qu'elle contrôle, ainsi qu'en ce qui concerne la mise en œuvre de la phase II du cessez-le-feu, et priant instamment la partie concernée de s'associer pleinement à la mise en œuvre des accords de Paris,

Exprimant sa grave préoccupation au sujet des informations récentes reçues de l'Autorité selon lesquelles un petit nombre de personnels militaires étrangers servait dans les forces armées de la partie de l'Etat du Cambodge en violation des Accords de Paris, exhortant toutes les parties à apporter leur pleine coopération aux enquêtes de l'Autorité sur les informations faisant état de la présence de forces étrangères sur le territoire qu'elles contrôlent et soulignant l'importance du retrait immédiat du Cambodge de toutes les forces étrangères, conseillers étrangers et personnels militaires étrangers,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général, en date du 13 février 1993[1];

[1] S/25289 (document 69).

2. *Fait sienne* la décision du Conseil national suprême tendant à ce que l'élection de l'assemblée constituante se tienne du 23 au 27 mai 1993;

3. *Souligne* l'importance cruciale de la réconciliation nationale pour obtenir une paix et une stabilité durables au Cambodge;

4. *Prie instamment* toutes les parties cambodgiennes de coopérer pleinement avec l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge dans la préparation et le déroulement de l'élection de l'assemblée constituante;

5. *Exprime sa satisfaction* quant au niveau atteint dans l'enregistrement des électeurs;

6. *Demande* à l'Autorité de continuer à faire tous les efforts possibles pour créer et maintenir un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables et prie le Secrétaire général d'informer le Conseil de sécurité d'ici au 15 mai 1993 des conditions et des préparatifs de l'élection;

7. *Prie instamment* toutes les parties cambodgiennes d'aider à susciter chez leurs partisans un esprit de tolérance pour la rivalité politique pacifique et à assurer le respect du code de conduite pendant la prochaine campagne électorale;

8. *Prie instamment en particulier* toutes les parties cambodgiennes de prendre toutes les mesures voulues pour assurer la liberté de parole, de réunion et de mouvement, ainsi qu'un accès équitable de tous les partis politiques enregistrés aux médias, y compris la presse, la télévision et la radio, pendant la campagne électorale commençant le 7 avril 1993, et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir au peuple cambodgien que les élections seront à bulletin secret;

9. *Exige* que toutes les parties cambodgiennes prennent les mesures voulues pour mettre fin à tous les actes de violence, à toutes les menaces et tous les actes d'intimidation commis pour des motifs politiques ou ethniques, et prie instamment toutes les parties d'apporter leur coopération aux enquêtes sur ces actes conduites par le Bureau du Procureur spécial de l'Autorité;

10. *Exprime sa pleine confiance* dans la capacité de l'Autorité à organiser une élection libre et équitable et se déclare prêt à entériner les résultats des élections à condition que l'Organisation des Nations Unies les certifie libres et équitables;

11. *Exhorte* toutes les parties cambodgiennes à respecter l'engagement qu'elles ont pris au titre des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, signés à Paris le 23 octobre 1991[2], de respecter le résultat des élections;

12. *Considère* que ce sont les Cambodgiens eux-mêmes qui ont la responsabilité principale de la mise en œuvre des Accords de Paris, ainsi que de la stabilité et du bien-être futurs du Cambodge;

13. *Considère en particulier* que c'est aux Cambodgiens qu'il incombe, après l'élection de l'assemblée constituante, de se mettre d'accord sur une constitution et de mettre en place un gouvernement dans les trois mois qui suivent l'élection et souligne qu'il est important d'achever cette tâche dans les délais;

14. *Se déclare prêt* à soutenir pleinement l'assemblée constituante et le processus d'élaboration d'une constitution et de mise en place d'un nouveau gouvernement pour l'ensemble du Cambodge;

15. *Prend acte* des remarques du Secrétaire général figurant au paragraphe 44 de son rapport concernant la sécurité au Cambodge pendant la période allant de l'élection d'une assemblée constituante à la fin du mandat de l'Autorité qui interviendra après la mise en place d'un gouvernement, et accueille avec satisfaction son intention de présenter des recommandations au Conseil sur ce point;

16. *Se félicite* de la décision prise par le Conseil national suprême lors de sa réunion du 10 février 1993 d'adopter des mesures en faveur de la protection des ressources naturelles du Cambodge et soutient les mesures prises par le Comité consultatif technique sur la gestion et l'exploitation durable des ressources naturelles pour appliquer ces décisions;

17. *Exige à nouveau* que toutes les parties honorent pleinement les obligations qui leur incombent au titre des Accords de Paris et en particulier qu'elles s'abstiennent de toute activité militaire offensive;

18. *Exige* que toutes les parties prennent les mesures voulues pour protéger la vie et la sécurité des personnels de l'Autorité dans tout le Cambodge et qu'elles s'abstiennent de toutes menaces ou de tous actes d'intimidation contre le personnel de l'Autorité, ainsi que de toute ingérence dans l'exécution de son mandat;

19. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport dans le cadre de son quatrième rapport intérimaire en avril 1993 sur l'application de la présente résolution et sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des accords de Paris;

20. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[2] S/23177 (document 19).

Document 72

Lettre datée du 12 mars 1993, adressée par le Viet Nam, transmettant la déclaration du Ministère des affaires étrangères en date du 11 mars 1993 au sujet des attaques commises le 10 mars 1993 par les forces armées de la PKD contre des Vietnamiens habitant le village de Chong Kneas au Cambodge

S/25409, 13 mars 1993

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration que le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam a publiée le 11 mars 1993 pour dénoncer vigoureusement les actes d'une barbarie extrême perpétrés par des éléments du Kampuchea démocratique lors du massacre de résidents vietnamiens au Cambodge, et je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
(*Signé*) TRINH XUAN LANG

Annexe

Déclaration publiée le 11 mars 1993 par le Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam

Selon les informations les plus récentes, le 10 mars 1993, des éléments du « Kampuchea démocratique » ont attaqué le village de pêcheurs de Chong Kneas, à 10 kilomètres au sud de Siem Riep, au Cambodge, tuant 33 Vietnamiens, dont 8 enfants, et faisant 29 blessés, dont 26 Vietnamiens et 3 Cambodgiens. Le 11 mars au matin, un porte-parole de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) a confirmé l'incident susmentionné.

Faisant suite à une série d'actes barbares de terrorisme récemment commis contre des résidents vietnamiens au Cambodge, ce massacre est le plus important qu'ait commis la faction du « Kampuchea démocratique » depuis la signature de l'Accord de Paris pour un règlement politique global du conflit du Cambodge. Il constitue sans conteste un nouveau défi à la conscience de l'humanité, portant gravement atteinte aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et incitant à la haine nationale entre le Cambodge et le Viet Nam. Il constitue également une violation flagrante des Accords de Paris sur le Cambodge et de leurs annexes.

Le massacre sauvage de résidents vietnamiens exécuté par le « Kampuchea démocratique » à Siem Riep, le 10 mars, marque une progression très dangereuse dans la série d'actes dont cette faction s'est rendue coupable dans le but de compromettre le processus de paix et la stabilité au Cambodge. Si des mesures fermes ne sont pas prises, on courra le risque de voir se reproduire de tels massacres, dont les conséquences sont imprévisibles.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam condamne énergiquement ce nouvel acte sanglant commis par le « Kampuchea démocratique » et demande que celui-ci mette immédiatement fin à de tels agissements. Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam prie instamment l'opinion publique mondiale soucieuse de justice de condamner résolument cet acte de barbarie et de faire entendre sa voix pour assurer la protection des droits de l'homme des résidents vietnamiens au Cambodge.

Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam demande que l'ONU, les Coprésidents et les parties aux Accords de Paris sur le Cambodge, le Conseil national suprême, et notamment l'APRONUC, en vertu des pouvoirs et attributions qui leur ont été conférés dans les Accords de Paris, prennent des mesures urgentes pour faire cesser immédiatement le massacre inhumain des résidents vietnamiens et leur permettre de vivre en paix conformément à l'esprit des Accords de Paris et aux dispositions des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment celles qui concernent le droit à la sûreté de la personne énoncé dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et le droit des minorités.

Document 73

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant les attaques contre l'APRONUC qui ont causé cinq morts le 2 avril 1993

S/25530, 5 avril 1993

Le Conseil de sécurité condamne fermement toutes les attaques contre l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), en particulier celles qui ont récemment causé la mort de 2 ressortissants du Bangladesh membres de l'APRONUC, ainsi que le lâche assassinat de 3 membres du contingent bulgare de l'APRONUC, survenu le 2 avril 1993.

Le Conseil de sécurité exprime son ferme soutien à l'APRONUC dans l'exercice de son mandat dans le cadre des Accords de Paris. Il exige que tous les actes hostiles contre l'APRONUC cessent immédiatement et que toutes les parties prennent des mesures pour préserver la vie et la sécurité des personnels de l'APRONUC.

Il présente ses condoléances aux gouvernements du Bangladesh et de la Bulgarie, ainsi qu'aux familles des victimes, au courage et au dévouement desquelles il rend hommage. Il demande au Secrétaire général de lui faire rapport d'urgence sur les circonstances et que les responsabilités de ces actions meurtrières.

Le Conseil de sécurité exprime également sa détermination à ce que l'élection de l'assemblée constituante ait lieu aux dates décidées par le Conseil national suprême et approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 810 (1993). A ce titre, le Conseil souligne l'importance qui s'attache à ce qu'un environnement politique neutre au Cambodge soit assuré, et que cessent les actes de violence, de menace ou d'intimidation perpétrés pour des raisons politiques ou ethniques.

Document 74

Lettre datée du 7 avril 1993, adressée par le Danemark, transmettant une déclaration publiée par la Communauté européenne sur le processus de paix au Cambodge et les actes de violence commis contre le personnel de l'APRONUC et d'autres personnes

S/25563, 8 avril 1993

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte, en anglais et en français, d'une déclaration sur le Cambodge publiée par la Communauté européenne et ses Etats membres le 7 avril 1993.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Danemark
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Bent HAAKONSEN

Annexe

Déclaration sur le Cambodge

La Communauté européenne et ses Etats membres se réfèrent à la résolution 810 du Conseil de sécurité sur le Cambodge, qui prévoit pour aujourd'hui, 7 avril 1993, le début officiel de la campagne pour les élections de l'Assemblée constituante, qui doivent se dérouler du 23 au 27 mai 1993.

La Communauté et ses Etats membres continuent à soutenir vigoureusement la mise en œuvre des Accords de Paris. Ils félicitent le Secrétaire général, son représentant spécial et l'APRONUC pour avoir réussi à mettre en œuvre, dans toute la mesure possible, les dispositions des Accords, notamment pour ce qui est des opérations d'inscription des électeurs et du retour au Cambodge de réfugiés et de personnes déplacées.

Il est capital que la dernière phase du processus électoral organisé par les Nations Unies se déroule dans un environnement pacifique et sûr, sans intimidation ni harcèlement politiques, pour que les élections soient libres et régulières. La Communauté et ses Etats membres engagent toutes les parties à coopérer avec l'APRONUC pour atteindre cet objectif et à respecter intégralement les obligations qui leur incombent en vertu des Accords de Paris. Ils insistent également auprès des parties pour qu'elles s'engagent à accepter le résultat des élections et qu'elles le respectent.

En soulignant la nécessité d'un climat pacifique pour des élections libres et régulières au Cambodge, la Communauté européenne et ses Etats membres expriment leur

profonde préoccupation face aux violations constantes du cessez-le-feu, en particulier la multiplication récente des attaques menées contre le personnel militaire et civil de l'APRONUC et les attaques brutales dirigées contre des groupes d'origine vietnamienne. Ils condamnent vigoureusement ces actions et exhortent toutes les parties cambodgiennes à œuvrer pour qu'elles cessent immédiatement.

Document 75

Lettre datée du 14 avril 1993, adressée à M. Khieu Samphan, membre du Conseil national suprême, par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, dans laquelle le Représentant spécial regrette que M. Khieu Samphan ait décidé de quitter Phnom Penh pour des raisons de sécurité

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

La lettre que vous avez adressée à Son Altesse Royale le prince Norodom Sihanouk, l'informant de votre décision de quitter votre siège de Phnom Penh pour des raisons de sécurité, a été portée à ma connaissance.

Je regrette sincèrement cette décision car un dialogue encore plus poussé entre l'APRONUC et toutes les parties cambodgiennes s'impose au stade crucial qu'a atteint le processus de paix. Or, votre absence de Phnom Penh ne favorisera certainement pas ce dialogue.

J'ai donc l'honneur de vous faire savoir que l'APRONUC sera heureuse d'assurer votre sécurité si vous décidez de revenir à Phnom Penh. N'hésitez pas à me contacter ou à contacter le bureau de liaison de l'APRONUC à Bangkok si vous souhaitez accepter cette offre. Je serai à votre disposition pour examiner les modalités concrètes des mesures de sécurité à prévoir.

Je tiens aussi à vous assurer que je souhaite vivement poursuivre nos entretiens et de ne pas relâcher les efforts constants que je fais pour trouver un terrain d'entente avec vous.

Veuillez agréer, Monsieur, les assurances de ma très haute considération.

Le Représentant spécial du Secrétaire général
pour le Cambodge

(*Signé*) Yasushi AKASHI

Document 76

Déclaration du Président du Conseil de sécurité au sujet des attaques contre l'APRONUC

Communiqué de presse de l'ONU SC/5597/Rev. 2, 22 avril 1993

Au cours des derniers jours, les membres du Conseil de sécurité ont appris la mort de deux soldats de la FORPRONU, un soldat tchèque, aujourd'hui, 22 avril, des suites d'un bombardement d'artillerie dans la partie sud de la Croatie, et un soldat ukrainien, le 16 avril, touché par un fragment d'obus à Sarajevo, en Bosnie-Herzégovine.

Leur mort porte à 30 le nombre de soldats de la FORPRONU tués en mission depuis mai 1992. En outre, l'APRONUC a subi une nouvelle perte avec le meurtre d'un soldat bulgare, tué lors d'une fusillade par le NADK, le 19 avril.

Les membres du Conseil de sécurité condamnent sans appel les meurtres de membres du personnel de maintien de la paix des Nations Unies et demandent que les attaques contre les forces de maintien de la paix des Nations Unies cessent immédiatement. Ils expriment leurs condoléances aux familles endeuillées des soldats disparus, ainsi qu'aux Gouvernements de la Bulgarie, de la République tchèque et de l'Ukraine.

Document 77

Lettre datée du 23 avril 1993, adressée par la France et l'Indonésie, en tant que coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, transmettant la déclaration des Etats signataires des Accords de Paris au sujet de la mise en œuvre du processus de paix au Cambodge et des actes de violence

S/25658, 23 avril 1993

En notre qualité de représentants des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte de la déclaration faite par les Etats signataires de la Conférence de Paris sur le Cambodge.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Chargé d'affaires,
Représentant permanent adjoint de l'Indonésie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Witjaksana SOEGARDA

Annexe

Déclaration relative au Cambodge

A l'initiative des Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge, les Etats signataires des accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge déclarent leur ferme détermination à soutenir le processus électoral engagé dans ce pays. Ils appuient en particulier sans réserve la décision du Conseil national suprême du Cambodge de tenir les élections du 23 au 27 mai prochain. Ils demandent à l'APRONUC de continuer à faire tous les efforts possibles pour créer et maintenir un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables et apportent leur soutien aux actions de l'APRONUC à cet égard. Dans ce but, les signataires accordent leur plein soutien au Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yasushi Akashi, dans la mise en œuvre des Accords de Paris, en coopération avec le CNS. Ils font leur la résolution 810 ainsi que les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Les Etats signataires des Accords de Paris condamnent avec la plus grande vigueur tous les actes de violence commis pour des motifs politiques ou ethniques quels qu'en soient les auteurs et quelles qu'en soient les victimes. Ils expriment en particulier leur indignation à l'égard des lâches assassinats perpétrés contre les personnels civils et militaires de l'APRONUC venus au Cambodge pour une mission de paix. Ils exigent de toutes les parties cambodgiennes qu'elles prennent les dispositions nécessaires pour que soit mis fin à tous les actes de violence et que la sécurité de tous les personnels civils et militaires des Nations Unies soit assurée.

Ils exhortent toutes les parties cambodgiennes à respecter l'engagement qu'elles ont pris au titre des Accords de Paris de respecter le résultat des élections à condition qu'elles soient certifiées justes et équitables par l'ONU. Ils se déclarent prêts à soutenir pleinement l'Assemblée constituante et le processus d'élaboration d'une constitution et de mise en place d'un nouveau gouvernement pour l'ensemble du Cambodge.

Les Etats signataires des Accords de Paris expriment à S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, président du Conseil national suprême du Cambodge, leur soutien et leur confiance pour son rôle crucial dans la conduite du processus de paix et la promotion de la réconciliation nationale. Ils accordent leur plein soutien à la détermination du prince Norodom Sihanouk et du peuple cambodgien de parvenir à un accord politique global et de tenir les élections. Ils accordent également leur plein soutien au rôle essentiel du prince Norodom Sihanouk et du peuple cambodgien pour s'assurer de l'assistance et de l'engagement actif de la communauté internationale pour la reconstruction et la consolidation de la paix du Cambodge dans la période postélectorale.

Enfin, les Etats signataires réaffirment leur plein engagement à mettre en œuvre les Accords de Paris.

Document 78

Lettre datée du 26 avril 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant des informations concernant de récents incidents à la suite desquels des membres de l'APRONUC ont trouvé la mort

S/25669, 27 avril 1993

Conformément à la demande figurant dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité en date du 5 avril 1993 (S/25530), j'ai l'honneur de présenter les informations ci-après concernant de récents incidents à la suite desquels des membres de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) ont trouvé la mort.

Le 27 mars 1993 vers 19 h 50, un poste de l'APRONUC situé dans le district d'Angkor Chum (province de Siem Reap), et occupé par une unité du contingent du Bangladesh, a essuyé des tirs de mortiers et d'armes légères. Les attaquants se sont avancés à moins de 200-300 mètres. Les soldats de l'APRONUC ont riposté à l'arme légère et à la grenade à partir de leurs tranchées. Ils ont pu arrêter l'avance des attaquants, qui se sont peu à peu retirés. L'attaque a duré environ une heure et a été suivie de tirs sporadiques d'armes de petit calibre et de mortiers. On a constaté par la suite que deux des attaquants avaient été tués.

Un soldat du Bangladesh a été blessé au début de l'attaque. Il a été évacué par voie aérienne à l'hôpital de campagne de l'APRONUC situé à Siem Reap, où il a succombé le lendemain à l'aube. Quatre civils cambodgiens ont été également blessés au cours de l'incident.

L'enquête menée par l'APRONUC tend à prouver que l'attaque a été délibérément dirigée contre le poste de l'APRONUC par des membres de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD). Il semble que des membres des Forces armées populaires cambodgiennes (FAPC), qui se trouvaient à environ 1 000 mètres, auraient également riposté à l'attaque.

Le 29 mars 1993, aux environs de 23 heures, un Bangladeshi, membre civil de l'APRONUC, a été tué d'une balle dans la tête alors que la voiture dans laquelle il se trouvait passait près d'un groupe de soldats des FAPC au centre de Phnom Penh.

La victime était à bord d'une voiture banalisée avec deux autres Bangladeshis, dont l'un était membre de la Police civile de l'APRONUC et l'autre était un civil n'appartenant pas à l'APRONUC. Les soldats des FAPC étaient apparemment de service à un poste de contrôle et ont tiré sur la voiture à son passage. Les autorités des FAPC ont arrêté depuis deux soldats et les ont accusés du meurtre du fonctionnaire de l'APRONUC.

Dans la soirée du 2 avril 1993, le commandant local de l'ANKD, accompagné de deux soldats, s'est rendu dans un poste de l'APRONUC situé à Phum Prek (province de Kompong Speu) pour dîner avec les 11 membres du bataillon bulgare constituant l'effectif du poste. Les soldats bulgares et les membres locaux de l'ANKD avaient entretenu jusqu'ici de bons rapports.

Le commandant de l'ANKD est parti après le dîner, mais est revenu vers 23 h 5 avec 10 à 15 soldats armés. Les membres de l'ANKD ont alors tiré à l'arme automatique et lancé des grenades sur les soldats bulgares qui ne portaient pas leurs armes. Il en ont tué 3 et blessé 3 autres avant de se retirer.

Plus tard dans la nuit et jusqu'à l'aube, le camp bulgare a de nouveau essuyé des tirs de mortiers et d'armes légères de l'ANKD, mais n'a subi aucune autre perte.

Les 6 victimes ont été transportées par route à Amelean (province de Kompong Speu) où se trouve le poste le plus proche du contingent bulgare, et les 3 blessés ont été évacués par voie aérienne à Phnom Penh. L'un d'eux est soigné à l'hôpital de campagne de l'APRONUC à Phnom Penh et les 2 autres ont été transportés à Bangkok pour recevoir un traitement plus poussé.

Dans la nuit du 5 avril 1993, aux environs de 23 h 45, le poste bulgare situé à Amelean a essuyé un tir de mitrailleuse et une sentinelle a été blessée à l'abdomen. Le blessé a été évacué à Bangkok où l'on a constaté une lésion de la colonne vertébrale ayant causé la paralysie des deux jambes.

Dans la matinée du 8 avril 1993, vers 7 h 45, un Volontaire des Nations Unies de nationalité japonaise, qui faisait partie de la composante électorale de l'APRONUC, et son interprète cambodgien ont été détenus par des hommes armés en uniforme alors qu'ils circulaient en voiture dans le district de Prasat Sambo (province de Kompong Thom). Atteints par des coups de feu, ils ont succombé à leurs blessures. L'APRONUC n'a pas pu trouver les coupables de cet acte, qui s'est produit dans une zone que se disputent les forces de différentes factions, et l'enquête se poursuit activement.

Le 19 avril 1993, vers 2 h 30, une attaque a été déclenchée contre le quartier général de l'APRONUC dans le district d'Oaral (province de Kompong Speu). Le bureau se trouve à proximité d'un camp des FAPC. Un contrôleur indonésien de la police civile, qui se trouvait à ce moment-là au quartier général avec 4 soldats bulgares, a demandé de l'aide par radio et une équipe d'intervention rapide a été envoyée d'un poste voisin de la compagnie bulgare. Cette équipe était composée de 7 hommes à bord d'un véhicule de l'avant blindé (VAB).

Le VAB a été pris entre deux feux à environ 1,5 kilomètre du quartier général du district. Une grenade antichar a touché le côté droit du véhicule et a pénétré le blindage. Un soldat bulgare a été tué instantanément et 5 autres ont été blessés, dont un grièvement.

Les attaquants ont pillé et saccagé les locaux de l'APRONUC; le bureau de l'administration civile du district, qui était à proximité, a été également attaqué. Par ailleurs, les attaquants, qui étaient une centaine selon les témoignages, ont détruit sept bâtiments appartenant à des habitants du lieu. Au cours de l'attaque dirigée contre les locaux de l'APRONUC, un contrôleur indonésien de la police civile et un interprète cambodgien ont été blessés.

L'enquête préliminaire menée par l'APRONUC indique que les responsables de l'attaque sont des membres de l'ANKD. Etant donné que les locaux de l'APRONUC sont situés près d'un camp des FAPC et que des bâtiments n'appartenant pas à l'APRONUC ont été également détruits, on ne saurait conclure que l'APRONUC constituait la cible, ou du moins l'unique cible de l'attaque.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 79

Quatrième rapport du Secrétaire général sur l'APRONUC

S/25719, 3 mai 1993

1. Au paragraphe 10 de sa résolution 745 (1992), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui faire rapport à intervalles réguliers sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de ladite résolution et sur les tâches restant à effectuer dans le cadre de l'opération, en mettant un accent particulier sur l'utilisation la plus efficace et la plus efficiente des ressources. En application de cette disposition et comme suite à des résolutions ultérieures et à des événements survenus au Cambodge, j'ai présenté trois rapports d'activité ainsi que d'autres rapports le 1er mai (S/23870 et Corr.1 et 2), le 12 juin (S/24090), le 14 juillet (S/24286), le 21 septembre (S/24578) et le 15 novembre 1992 (S/24800) et le 25 janvier (S/25124) et le 13 février 1993 (S/25289).

2. Le présent rapport, qui est le quatrième rapport devant être présenté en avril 1993, fait suite à la demande formulée par le Conseil dans sa résolution 745 (1992). Il porte également, conformément à une autre demande formulée dans la résolution 810 (1993), sur la mise en œuvre de cette résolution et sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris du 23 octobre 1991 (voir S/23177, annexe). Ce rapport décrit les activités de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) jusqu'au 3 mai 1993.

3. Au paragraphe 6 de la résolution 810 (1993), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général d'informer le Conseil de sécurité d'ici au 15 mai 1993 des conditions et des préparatifs de l'élection. Bien que ce rapport supplémentaire doive être consacré à cette question et à la question plus vaste qu'est la création et le maintien de conditions acceptables pour la tenue d'une élection libre et régulière, le présent rapport contient également les renseignements les plus récents en ce qui concerne l'organisation et la conduite des élections.

I. Mise en œuvre de la résolution 745 (1992)

A. *Généralités*

4. Le refus de l'une des parties, la partie du Kampuchea démocratique (PKD), d'assumer les obligations qu'elle a contractées en signant les Accords de paix de Paris est le principal obstacle auquel se heurte l'APRONUC pour s'acquitter de son mandat depuis son déploiement au Cambodge le 15 mars 1992. Cette partie n'a ni démobilisé ses forces armées ni permis au personnel de l'APRONUC d'avoir accès aux zones qu'elle contrôle dans les régions très peu peuplées du nord et de l'ouest du pays. Bien au contraire, la PKD a cherché, en violation du cessez-le-feu, à contrôler une zone plus étendue et a détruit des ponts et lancé d'autres opérations militaires. A de nombreuses reprises, des observateurs militaires des Nations Unies et d'autres membres du personnel de l'APRONUC ont été temporairement détenus par ses unités sur le terrain avant d'être tous relâchés sains et saufs après des négociations. Les attaques lancées contre l'APRONUC et ses dirigeants par la radio de la PKD ont été de plus en plus vitrioliques et les personnes de langue vietnamienne vivant au Cambodge ont fait l'objet d'une violente campagne de propagande. Des membres de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD), les forces armées de la PKD, ont été impliqués dans des massacres de personnes de langue vietnamienne. Depuis la seconde quinzaine de mars 1993, des membres de l'APRONUC ont été l'objet de diverses attaques dont beaucoup dans des circonstances mettant fortement en cause la PKD.

5. A la suite de ce qui a été qualifié d'incursion de l'ANKD, les Forces armées populaires cambodgiennes (FAPC), de la partie de l'Etat du Cambodge, ont lancé des attaques contre l'ANKD, attaques qui, selon l'APRONUC, constituaient aussi des violations du ces-

sez-le-feu. En outre, étant donné que les partis politiques présentant des candidats aux élections à l'Assemblée constituante avaient commencé à ouvrir des bureaux en septembre 1992 dans la zone contrôlée par la FAPC, qui couvre près de 80 % du territoire, les Forces armées populaires cambodgiennes ont été accusées d'avoir lancé de violentes attaques contre le personnel et les bureaux de ces partis ou de les avoir cautionnées. La plupart de ces attaques, qui ont atteint un nombre sans précédent en décembre 1992, ont été dirigées contre le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et, dans une moindre mesure, contre le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), les deux autres factions cambodgiennes signataires des Accords de Paris. Bien qu'il incombe aux structures administratives existantes d'assurer le maintien de l'ordre dans leurs zones respectives, le Parti populaire cambodgien n'a procédé jusqu'à présent qu'à un petit nombre d'arrestations en ce qui concerne ces incidents.

6. Par suite de ces événements, l'APRONUC a dû, avec l'assentiment du Conseil de sécurité, modifier ses activités touchant la mise en œuvre des Accords de Paris, en particulier le déploiement et les tâches de sa composante militaire. Ces modifications ont été décrites en détail dans de précédents rapports susmentionnés. Comme il a été indiqué précédemment, le manque de coopération de la PKD a obligé l'APRONUC à suspendre le cantonnement des forces armées des trois autres factions, après le désarmement, sous sa supervision, de quelque 55 000 hommes, et la composante militaire, en étroite coopération avec la police civile et d'autres composantes de l'APRONUC, s'est alors employée à assurer la sécurité du processus électoral et des partis politiques cambodgiens ainsi que du personnel de l'APRONUC dans des conditions d'instabilité qui ne correspondent pas à ce qui était prévu dans le plan initial. La composante militaire de l'APRONUC a donc été redéployée pour assurer la protection des équipes chargées de l'inscription des électeurs, la composante civile assurant la garde des bureaux des partis politiques susceptibles d'être attaqués et des patrouilles circulant aux alentours.

7. En dépit des obstacles à l'application du plan de paix, l'APRONUC s'est efforcée de créer et de maintenir les meilleures conditions possibles pour la tenue d'élections libres et régulières devant commencer le 23 mai 1993. A la suite de l'adoption des mesures susmentionnées, le nombre d'actes de violence ayant des motifs politiques a diminué substantiellement entre décembre 1992 et mars 1993, bien que des formes non violentes, mais plus subtiles, d'intimidation aient persisté. Toutefois, la multiplication d'actes de violence contre des minorités ethniques au cours du mois de mars a provoqué la migration de milliers de personnes de langue vietnamienne cherchant à éviter de telles attaques.

8. Les 7 et 8 avril 1993, j'ai rendu visite, pour la deuxième fois en un an, à l'APRONUC au début de la campagne électorale qui doit durer six semaines. Dans l'allocution que j'ai prononcée devant S. A. R. le prince Sihanouk, président du Conseil national suprême, et les membres du CNS, je leur ai rappelé les responsabilités qui leur incombaient aux termes des Accords de Paris et j'ai insisté sur le fait qu'ils ne devaient épargner aucun effort pour s'aider eux-mêmes et pour aider l'APRONUC. J'ai aussi indiqué que, compte tenu des mesures que l'APRONUC avait arrêtées depuis décembre pour améliorer la sécurité, je considérais, tout bien pesé, que des conditions acceptables avaient été créées pour le déroulement de la campagne électorale. Toutefois, la situation au Cambodge demeure préoccupante et l'APRONUC fera preuve de la plus grande vigilance jusqu'à la fin de l'élection afin de veiller à ce que ses conditions soient suivies de très près et améliorées dans toute la mesure du possible. Il est encourageant que, malgré une atmosphère tendue, la campagne électorale se soit jusqu'à présent déroulée dans le calme avec la participation de dizaines de milliers de Cambodgiens.

B. *Relations avec le Conseil national suprême*

9. J'ai fait état de la réunion du Conseil national suprême (CNS), tenue à Beijing le 28 janvier 1993, dans mon rapport du 13 février 1993 sur l'application de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité (S/25289, par. 3 à 6). Depuis cette date, le CNS a tenu trois séances plénières (le 10 février et les 4 et 10 avril 1993) sous la présidence du prince Sihanouk et quatre séance de travail (les 9 et 20 mars et les 21 et 29 avril 1993) sous la présidence de mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, en l'absence à Phnom Penh du prince Sihanouk. Les événements récents, notamment la situation militaire au Cambodge, la création et la préservation d'un environnement politique neutre, l'application du moratoire du CNS sur l'exportation de bois et de pierres précieuses, les travaux des divers comités consultatifs techniques, les principes constitutionnels et d'autres questions ont été examinés lors de ces réunions. Lesdites réunions sont examinées plus en détail dans les sections pertinentes ci-après.

10. Le 4 avril 1993, M. Khieu Samphan, président de la PKD, a officiellement informé le CNS que son parti ne participerait pas aux élections, en déclarant que « les forces vietnamiennes d'agression » continuaient d'occuper le Cambodge et qu'il n'existait pas d'environnement politique neutre.

11. Le 7 avril 1993, M. Hun Sen, « premier ministre » des autorités de Phnom Penh, m'a adressé une lettre dans laquelle il demandait que lui-même et le Conseil de sécurité prennent des dispositions, conjointement avec les structures administratives existantes, pour veiller à ce que les élections puissent se dérouler dans un environnement politique neutre et dans des conditions de sécurité suffisantes. Le mémorandum qui accompagnait la lettre accusait la partie du Kampuchea démocratique d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme et de violer les Accords de Paris et demandait l'autorisation de prendre les mesures nécessaires, en coopération avec l'APRONUC, pour empêcher la PKD de continuer à pro-

fiter de la situation, veiller au bon déroulement du processus électoral et « protéger le gouvernement élu et le peuple cambodgien d'un deuxième génocide ».

12. Dans une lettre datée du 3 avril 1993, le prince Sihanouk a informé mon représentant spécial qu'il démissionnerait de la présidence du CNS le 28 mai 1993, après les élections. Lors de notre entretien le 7 avril, j'ai vivement incité le Prince à reconsidérer sa décision en faisant valoir que le Cambodge avait besoin d'être dirigé par lui avant, pendant et après les élections. Il a alors accepté de continuer à assumer la présidence du CNS pendant la période de transition.

13. Le 13 avril 1993, M. Khieu Samphan a adressé une lettre au prince Sihanouk pour lui annoncer qu'il ne pourrait plus participer aux travaux du Conseil national suprême à Phnom Penh en raison du manque de sécurité et que la PKD se retirait « temporairement » de Phnom Penh. Le jour suivant, mon représentant spécial a proposé à M. Khieu Samphan, dans la lettre qu'il lui a adressée, de lui assurer la protection de l'APRONUC, mais il a décliné cette offre.

C. *Composante droits de l'homme*

14. Malgré les diverses activités de la composante droits de l'homme décrites dans de précédents rapports, en particulier dans mon troisième rapport (S/25124), la situation au Cambodge sur le plan des droits de l'homme continue d'être très préoccupante. La persistance d'attaques motivées par des raisons politiques et ethniques compromet manifestement la protection des droits de l'homme ainsi que la création et la préservation d'un climat de neutralité politique. La question est traitée plus loin, dans la section K.

15. L'élaboration et la diffusion d'un programme d'enseignement en matière de droits de l'homme ont été accélérées au cours de la période considérée en ce qui concerne notamment la formation des enseignants, la diffusion du texte des instruments internationaux pertinents, la formation du personnel médical, des fonctionnaires et des responsables politiques et l'appui aux organisations locales de défense des droits de l'homme.

16. Des équipes de spécialistes des droits de l'homme se sont rendues dans les provinces de Kompong Som, de Banteay, de Meanchey, de Kompong Chhnang, de Kratie, de Ratanakiri, de Pursat, de Kompong Speu, de Prey Veng, de Kompong Thom, de Battambang, de Koh Kong et de Stung Treng pour l'organisation d'un cours d'une semaine à l'intention des groupes suivants : représentants de partis politiques, membres d'associations de défense des droits de l'homme, enseignants stagiaires, juges et avocats. Une autre équipe chargée de dispenser des cours dans les écoles normales a été déployée à Phnom Penh et dans la province de Kompong Thom. En consultation avec les dirigeants du parti de l'Etat du Cambodge chargé de l'administration de la santé, un nouveau cours a été organisé à l'intention des étudiants de la faculté de médecine; un cours avait eu lieu en 1992 à la faculté de droit.

17. Un cours spécial a aussi été donné à l'intention des défenseurs des droits de l'homme. L'APRONUC a, d'autre part, organisé plusieurs stages de formation à l'intention des associations de défense des droits de l'homme, y compris un programme de formation sur les mécanismes de l'ONU en matière de droits de l'homme et un programme spécial à Phnom Penh traitant des questions des droits de l'homme dans le cadre du processus électoral.

18. Les spécialistes des droits de l'homme dans les provinces et leurs assistants ont organisé de nombreux cours de formation. Ces cours s'adressaient à divers groupes : animateurs de collectivité, superviseurs électoraux de district, enseignants, associations féminines, religieux, membres de l'armée, de la police, des partis politiques et des associations de défense des droits de l'homme. Le nombre des personnes initiées aux droits de l'homme grâce à ces cours se comptent par milliers dans les provinces de Banteay Meanchey, de Kampot, de Kandal, de Koh Kong et de Pursat, et par centaines dans les provinces de Kompong Cham, de Kompong Chhnang, de Kompong Som, de Kompong Speu, de Siem Reap et de Stung Treng, de Svay Rieng et de Takeo.

19. Des matériels didactiques, des affiches, des brochures, des autocollants et d'autres documents préparés précédemment ont été reproduits et diffusés. En outre, 10 000 exemplaires d'un recueil de 400 pages d'instruments en matière de droits de l'homme applicables au Cambodge ont été distribués aux enseignants et aux spécialistes.

20. D'autre part, la Commission des droits de l'homme a adopté, lors de sa session de printemps à Genève, une résolution prévoyant pour la première fois une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme au Cambodge après l'expiration du mandat de l'APRONUC et assure ainsi un mécanisme d'appui important aux organisations s'occupant de la défense des droits de l'homme au Cambodge. Le Secrétaire général y est prié de désigner un représentant spécial chargé d'aider à promouvoir les droits de l'homme au Cambodge. Toutefois, il n'est pas fait expressément mention de l'article 17 des Accords de Paris en vertu duquel la Commission des droits de l'homme des Nations Unies doit continuer à superviser étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris, si cela est nécessaire, en nommant un rapporteur spécial qui présenterait dans un rapport annuel ses conclusions à la Commission et à l'Assemblée générale.

D. *Composante électorale*

21. L'inscription des électeurs, y compris des réfugiés rentrant au Cambodge, et l'établissement de la liste informatisée des électeurs étant achevés, le nombre des électeurs inscrits est maintenant de près de 4,7 millions, soit environ 96 % des personnes que l'on estime habilitées à voter. Les 20 partis politiques provisoirement enregistrés (S/25124, par. 30) devant participer aux élections

le sont maintenant officiellement. La partie du Kampuchea démocratique n'est pas de ce nombre.

22. Dans mon rapport sur l'application de la résolution 792 (1992) [S/25289, par. 34], j'ai indiqué que les élections devraient avoir lieu du 23 au 27 mai 1993, dont trois jours pour les bureaux de vote fixes et deux jours supplémentaires pour les bureaux mobiles. Après mûre réflexion, l'APRONUC a conclu qu'il faudra toute une journée pour reconstituer les équipes sédentaires en équipes mobiles. Les élections seront donc prolongées jusqu'au 28 mai.

23. Depuis la publication de mon dernier rapport (S/25289), mon représentant spécial a apporté un certain nombre de modifications mineures à la loi électorale initiale pour tenir compte de problèmes de sécurité et autres qui ont surgi ou pourraient surgir. Ces révisions consistent à interdire la tenue de réunions publiques avant l'ouverture officielle de la campagne électorale le 7 avril, les sondages d'opinions qui, a-t-on estimé, pourraient intimider les électeurs, la pose d'emblèmes de partis sur les urnes à l'ouverture du scrutin et à modifier les dispositions touchant le retrait des noms de la liste des candidats.

24. Le 11 mars 1993, mon représentant spécial s'est entretenu avec les dirigeants des 20 partis politiques enregistrés présentant des candidats aux élections. En déclarant qu'ils les considéraient comme les gardiens de la démocratie au Cambodge, il les a informés de leurs droits et de leurs responsabilités en tant que dirigeants de parti aux termes de la loi électorale.

25. Dans mon troisième rapport d'activité (S/25124, par. 33 et 34), j'ai fait état des fortes pressions exercées par le FUNCINPEC et le FNLPK en vue d'obtenir que deux modifications soient apportées à la loi électorale, la première tendant à donner le droit de vote aux Khmers Krom résidant au Cambodge et la seconde à permettre aux Cambodgiens vivant à l'étranger de s'inscrire en dehors du Cambodge, ainsi que des raisons pour lesquelles j'ai décidé, sauf avis contraire du Conseil de sécurité, que ces deux modifications de la loi électorale ne devraient pas être approuvées. Mon représentant spécial a donc saisi cette occasion pour préciser aux dirigeants des partis politiques que l'APRONUC rejetait à l'avance les arguments que certains des partis cambodgiens pourraient invoquer pour refuser d'accepter les résultats des élections en faisant valoir que ces résultats auraient pu être différents si les révisions proposées avaient été acceptées. Il a également rejeté les allégations selon lesquelles de nombreux « Vietnamiens » s'étaient inscrits sur les listes électorales. Les représentants des partis politiques qui avaient le droit de contester l'éligibilité de certains électeurs ont suivi de près le processus d'inscription sur les listes électorales. Un pourcentage d'inscriptions inférieur à 1 % a été contesté et aucune de ces contestations n'a été confirmée. Une autre modification apportée à la loi a permis de prévoir l'ouverture de bureaux de vote aux Etats-Unis, en France et en Australie à l'intention des Cambodgiens vivant dans ces pays, bien qu'ils aient été tenus, aux termes de la loi, de venir se faire inscrire sur les listes électorales au Cambodge. Des dispositions sont prises actuellement pour que ces bureaux de vote soient ouverts à Paris, New York et Sydney.

26. Sur la base du nombre d'électeurs inscrits, les 120 sièges de l'Assemblée constituante alloués aux 21 provinces et au district spécial de Phnom Penh ont été répartis comme suit :

Répartition des sièges par province

Banteay Meanchey	6
Battambang	8
Kompong Cham	18
Kompong Chhnang	4
Kompong Speu	6
Kompong Thom	6
Kompot	6
Kandal	11
Koh Kong	1
Kratie	3
Mondolkiri	1
Phnom Penh	12
Preah Vihear	1
Prey Veng	11
Pursat	4
Ratanak Kiri	1
Siem Reap	6
Sihanoukville	1
Stung Treng	1
Svay Rieng	5
Takeo	8
Total	120

27. Les 20 partis politiques participant aux élections ont présenté leur liste de candidats. Les listes pour 3 des partis ont été publiées le 13 avril et celles concernant 13 autres le 22 avril 1993. Les listes concernant les 4 autres partis, non rendues publiques sur leur demande, seront publiées avant les élections.

28. Les préparatifs des élections sont bien avancés. Le matériel et les fournitures nécessaires, y compris les bulletins de vote et les urnes, sont déjà parvenus au Cambodge et des calendriers ont été arrêtés pour la livraison de manière à ce que tout le matériel nécessaire soit sur place avant l'ouverture du scrutin. La sélection de plus de 50 000 agents électoraux cambodgiens a été achevée et le recrutement et la formation ont été organisés de manière à ce qu'ils puissent entrer en fonctions dès l'ouverture du scrutin. Le nombre des bureaux de vote, qui devait initialement être de près de 1 400, a été réexaminé en raison de la situation sur le plan de la sécurité, mais devrait être approximativement le même. Certains bureaux de vote devaient comporter deux antennes situées à proximité l'une de l'autre; et le nombre de bureaux de vote secondaires pourrait être quelque peu réduit. Il y aura des bureaux de vote fixes de différentes tailles (grande, moyenne ou petite) — dotés respectivement de 8, 6 et 3 scrutateurs —,ainsi que des bureaux de vote mobiles.

Chaque bureau de vote aura un président kampuchéen secondé par un scrutateur international. Le scrutin commencera dans les bureaux de vote fixes des régions les plus peuplées au cours des trois premiers jours des élections afin que le nombre maximum d'électeurs puissent voter pour donner l'exemple.

29. Il a également été prévu de recruter près de 1 000 scrutateurs internationaux dans plus de 30 pays, qui devraient arriver au Cambodge en mai pour se familiariser avec les dispositions de la loi électorale établie par l'ONU avant d'entrer en fonctions dans les bureaux de vote ouverts dans tout le pays. Onze pays ont été priés de fournir les services de 50 experts en dactyloscopie et 5 experts en calligraphie pour vérifier les bulletins de vote d'électeurs ayant perdu leur carte d'électeur ou dont la carte aurait été confisquée illégalement ou votant dans une province autre que celle où ils étaient inscrits. Peu de pays ont répondu jusqu'à présent à cette demande. On espère que les gouvernements seront en mesure de fournir ces experts à l'APRONUC.

30. L'APRONUC a également encouragé les partis cambodgiens à examiner les principes constitutionnels et différentes formes de constitution que les membres de l'Assemblée constituante pourraient souhaiter étudier. La question des principes constitutionnels a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour du CNS en septembre 1992 et a été régulièrement examinée depuis cette date. En novembre 1992, l'APRONUC a organisé un séminaire sur les principes constitutionnels à l'intention des représentants de partis au Comité consultatif technique et, en janvier 1993, des experts internationaux ont été invités à participer à l'examen de la question. Un autre séminaire de six jours sur les principes constitutionnels, tenu du 29 mars au 3 avril 1993, a traité de quatre questions : les constitutions et les conflits; l'histoire constitutionnelle du Cambodge; les questions cruciales auxquelles l'Assemblée constituante sera confrontée; et la mise au point de procédures pour l'organisation des débats. Les membres du CNS et de son secrétariat, les partis politiques inscrits, certaines organisations non gouvernementales, les principaux organismes des Nations Unies opérant au Cambodge et des experts internationaux ont participé à ce séminaire.

31. A la suite de l'assassinat, dans la province de Kompong Thom le 8 avril 1993, d'un superviseur électoral de district, de nationalité japonaise, et d'un interprète cambodgien, on s'inquiète de l'insécurité. Les 465 Volontaires des Nations Unies qui remplissent les fonctions de superviseurs électoraux de district, déployés dans tout le pays, ont joué un rôle vital pour former les agents électoraux cambodgiens et mener à bien dans les zones rurales le programme d'éducation civique relatif aux élections, ainsi que pour convaincre les électeurs que leur vote sera confidentiel. Après l'incident du 8 avril, l'APRONUC a pris des dispositions d'urgence en vue d'améliorer la sécurité. Les Volontaires des Nations Unies, y compris les superviseurs électoraux de district dans 10 provinces du Centre et de l'Ouest, que l'on jugeait exposés à des risques, ont reçu l'ordre de quitter les zones rurales et de ne pas se déplacer sans escorte armée jusqu'à nouvel ordre. Ces superviseurs électoraux de district ont été ramenés à Phnom Penh pour y être interrogés et l'on procède à la mise au point d'un plan de sécurité applicable aux diverses composantes, prévoyant l'utilisation d'escortes armées et de forces d'intervention rapide. Une quarantaine de Volontaires des Nations Unies ont décidé de quitter leurs postes, mais la plupart se sont déclarés prêts à demeurer au Cambodge. Une proposition visant à autoriser le port d'armes par les membres de la police civile de l'APRONUC a été soigneusement examinée, mais mon représentant spécial, sur la recommandation du commissaire de police de l'APRONUC, a décidé de ne pas y donner suite pour le moment.

32. D'autre part, comme on l'a déjà noté, un grand nombre de rallyes et réunions publiques ont eu lieu sans incident dans tout le Cambodge, avec la participation de tous les partis, depuis l'ouverture de la campagne électorale le 7 avril.

E. *Composante militaire*

1. *Violations du cessez-le-feu*

33. La situation militaire au Cambodge continue d'être caractérisée par des violations persistantes, mais mineures, du cessez-le-feu, en particulier dans le centre et l'ouest du pays. Comme je l'ai noté dans de précédents rapports, ces violations prennent généralement la forme d'accrochages ou d'échanges de coups de feu entre les forces armées de la PKD et de la partie de l'Etat du Cambodge. Toutefois, ces accrochages n'ont duré à chaque fois que quelques jours.

34. La multiplication des actes de banditisme, qui sont généralement le fait d'anciens soldats ou de soldats encore en service, insuffisamment rétribués ou non rétribués, contribue à créer un climat d'insécurité dans la campagne.

35. Une des plus graves violations du cessez-le-feu s'est produite le 3 mai 1993 : aux petites heures du matin, des groupes d'hommes armés, appartenant prétendument à l'ANDK, ont attaqué la ville de Siem Reap, dans la province du même nom, venant de diverses directions et utilisant des lance-roquettes, des armes légères et des grenades. Ils ont attaqué une garnison des FAPC ainsi que l'aéroport de Siem Reap et ont mis à sac des bâtiments appartenant à l'APRONUC et à la population civile locale. L'aéroport n'a pas été endommagé. La police et des renforts militaires des FAPC ont contre-attaqué et les assaillants ont évacué la ville. Il n'y a pas eu de victimes parmi les membres de l'APRONUC, mais il y en a eu dans la population civile comme parmi les agresseurs.

2. *Redéploiement de la composante militaire*

36. Dans mon rapport sur l'application de la résolution 792 (1992) du Conseil de sécurité (S/25289, par. 11), j'ai indiqué que les dispositions prises par la composante militaire afin de protéger l'élection propre-

ment dite seraient examinées plus en détail dans le quatrième rapport.

37. La coordination avec la police civile a été renforcée. Des équipes d'observateurs militaires travaillent avec cette composante à surveiller les manifestations et rassemblements politiques dans tout le pays et le personnel de chacune des deux composantes aide celui de la composante électorale à mener la campagne d'éducation civique. Les mesures qui doivent être prises en matière de sécurité pour assurer pendant le scrutin la plus grande protection possible aux équipes sédentaires et mobiles, en particulier dans les régions du pays considérées comme étant relativement instables, sont actuellement mises au point. De plus, en collaboration avec la composante police civile, la composante militaire, en vue d'assurer la sécurité pendant les élections, a conclu avec les forces armées des trois factions (SOC, FUNCINPEC et FNLPK) des accords qui sont conformes au processus de paix. La principale caractéristique de ces accords est que l'APRONUC assurera la sécurité des bureaux de vote et de leurs abords. C'est à l'APRONUC qu'il incombera exclusivement de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des bureaux de vote et de leurs abords ainsi que du personnel et des biens de l'ONU. Les forces armées des factions seront chargées d'apporter leur concours à l'APRONUC en l'informant des menaces éventuelles ou réelles risquant de compromettre l'élection et en assurant la sécurité dans les zones qu'elles contrôlent.

38. Le renforcement des restrictions que l'ANKD impose au personnel de liaison de l'APRONUC stationné à Pailin est une cause de préoccupation. Il y a quelque temps déjà que l'ANKD contraint souvent des observateurs militaires et autres membres du personnel à rester chez eux, qu'elle empêche l'APRONUC de les approvisionner en carburant, qu'elle s'emploie à rendre les vols de ravitaillement impraticables et qu'elle fait obstacle aux remplacements et relèves. Bien que mon représentant spécial ait protesté à plusieurs reprises auprès de M. Khieu Samphan, président de la PKD, il n'a pas été remédié à cette situation. L'APRONUC s'est efforcée de maintenir le déploiement de son personnel à Pailin aussi longtemps que possible tout en continuant à essayer de le réapprovisionner. Elle s'est toutefois retirée de Pailin le 30 avril 1993. Elle négocie actuellement avec l'ANKD la mise en place d'un autre dispositif de liaison à Sok Sann, localité avoisinante.

3. *Attaques contre le personnel de l'APRONUC*

39. Les circonstances dans lesquelles des incidents survenus entre le 27 mars et le 19 avril 1993 ont fait huit morts parmi le personnel militaire et civil de l'APRONUC sont décrites dans la lettre que j'ai adressée au Président du Conseil de sécurité le 26 avril 1993 (S/25669), où je donnais des indications concernant ceux à qui pouvait être imputée la responsabilité de ces accrochages. Depuis l'envoi de cette lettre, l'APRONUC a signalé, en ce qui concerne l'incident du 8 avril dans la province de Kompong Thom, que l'examen des faits semblait exclure la participation de toute faction cambodgienne en tant que telle. Il semble que l'incident du 27 mars 1993, dans lequel un soldat bangladeshi a été tué, constitue la première attaque expressément dirigée contre le personnel de l'APRONUC.

40. Par suite de ces attaques, il a été enjoint à toutes les unités de la composante militaire, où qu'elles se trouvent, de faire preuve d'une vigilance accrue et d'appliquer des mesures et procédures de sécurité plus rigoureuses. Des instructions interdisant l'approche des positions de l'APRONUC par des inconnus armés ont été publiées. La composante militaire renforce ses positions défensives dans tout le Cambodge, et en particulier dans les provinces de Siem Reap et Kompong Thom. Les installations ont été élargies de façon que puissent être construits casemates, couverts et épaulements de tir défensif.

41. J'ai le regret de dire que, depuis que j'ai signalé les incidents mentionnés plus haut, au paragraphe 39, le personnel de l'APRONUC a été l'objet de plusieurs autres attaques. Le 30 avril, vers 21 h 30, dans la province de Kompong Cham, des assaillants armés inconnus ont ouvert le feu sur un véhicule de l'APRONUC, où se trouvaient trois contrôleurs de la police civile. Un officier colombien a été tué et un officier malaisien, gravement blessé, a dû être évacué sur Kuala Lumpur pour y être soigné. Le 30 avril également, vers 21 heures, un détachement du bataillon uruguayen dans la province de Kratie a été attaqué par des assaillants inconnus et deux soldats uruguayens ont été légèrement blessés. Le 1er mai, vers 22 h 40, des inconnus ont lancé trois grenades à main sur un camp du bataillon néerlandais dans la province de Banteay Meanchey. Un soldat néerlandais a été blessé et évacué sur Bangkok. Le 3 mai, une patrouille de deux véhicules de l'APRONUC a été prise dans une embuscade dans la province de Kompong Cham et cinq membres du bataillon indien ont été blessés, l'un gravement. L'enquête de l'APRONUC indique que cette attaque a été lancée par l'ANKD. Depuis que l'Autorité a été mise en place, onze membres de son personnel civil et militaire ont été tués à l'occasion d'actes d'agression. Trente-neuf autres sont morts d'autres causes.

4. *Retrait et non-retour des forces étrangères*

42. L'article VI de l'annexe 2 aux Accords de Paris a trait à la vérification du retrait du Cambodge de toutes les catégories de forces étrangères et du non-retour de ces forces dans le pays. La question revêt une importance particulière pour la mise en œuvre des Accords de Paris du fait que la partie du Kampuchea démocratique prend prétexte de la présence de « forces étrangères », à savoir de forces vietnamiennes, au Cambodge, pour refuser de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords.

43. En mai 1992, agissant en application de l'article VI ainsi que de l'article X de l'annexe 2 aux Accords de Paris, qui l'habilite à mener des enquêtes de sa propre initiative, l'APRONUC a établi des équipes chargées des enquêtes stratégiques, qui ont pour fonction de vérifier

les allégations selon lesquelles des forces étrangères se trouveraient encore au Cambodge. A l'époque, et à plusieurs reprises depuis lors, elle a demandé aux parties cambodgiennes de lui communiquer des éléments d'information vérifiables concernant la présence de forces étrangères et de lui assurer le concours d'officiers de liaison qui pourraient faciliter le déroulement de ces activités d'enquête, comme le prévoient les Accords. A ce jour, ni l'information ni la coopération demandées ne lui ont été apportées.

44. Dans mon rapport au Conseil de sécurité du 15 novembre 1992 (S/24800, par. 18), je constatais que l'APRONUC n'avait pas trouvé la preuve que des unités constituées appartenant à des forces étrangères se trouvaient au Cambodge. Il en va toujours ainsi. Le Gouvernement vietnamien a déclaré à plusieurs reprises qu'il avait retiré ses troupes du Cambodge en septembre 1989.

45. Le 10 décembre 1992, lors de la réunion de travail du Conseil national suprême, l'APRONUC a publié un rapport sur l'état d'avancement des travaux des équipes chargées des enquêtes stratégiques, dans lequel elle indiquait qu'aucune de ses enquêtes n'avait jusqu'alors autorisé à conclure à la présence de forces étrangères, mais qu'elle poursuivait ses efforts. Elle a de nouveau pressé les parties cambodgiennes de lui apporter des éléments d'information concernant la présence de forces étrangères, mais aucune ne l'a fait.

46. Le 1er mars 1993, l'APRONUC a annoncé que trois des individus qui avaient fait l'objet d'enquêtes stratégiques étaient vietnamiens et avaient servi dans les forces armées vietnamiennes au Cambodge; il s'agissait donc bien de « forces étrangères » au sens qu'en donne la définition approuvée par le CNS lors de sa réunion du 20 octobre 1992. Deux de ces hommes servaient dans les FAPC, auxquelles avait précédemment appartenu le troisième. Tous trois détenaient des cartes d'identité délivrées par les autorités de Phnom Penh, à qui l'APRONUC a donc demandé de rendre les deux premiers à la vie civile et de retirer les cartes d'identité délivrées aux trois. Elle a également demandé au Gouvernement vietnamien de rendre leur nationalité aux trois intéressés et d'accepter qu'ils rentrent dans leur pays d'origine, mais celui-ci a jusqu'à présent refusé de lui donner satisfaction sur ce point. Quatre autres hommes ont depuis lors été identifiés comme ressortissant à la catégorie « forces étrangères », et les enquêtes stratégiques se poursuivent.

47. Cela étant, l'APRONUC s'est attachée à rendre cette situation complexe aussi claire que possible. Les trois hommes identifiés dans un premier temps étaient tous mariés à des Cambodgiennes, dont ils avaient des enfants, et rien ne donnait à penser qu'ils fussent en aucune manière sous le contrôle des autorités vietnamiennes. Il est jugé nécessaire de donner ce genre d'explications en raison du ressentiment que les Cambodgiens nourrissent communément à l'égard des Vietnamiens et de ceux qui parlent leur langue. Cette animosité a sa source dans l'histoire des relations entre les deux pays et a été délibérément et systématiquement provoquée non seulement par la partie du Kampuchea démocratique, mais aussi, encore que dans une moindre mesure, par le FUNCINPEC et le FNLPK.

48. L'APRONUC s'est donc attachée à préciser que les membres de « forces étrangères » au sens entendu dans les Accords de Paris, vis-à-vis desquels elle a des responsabilités bien précises, sont différents des résidents étrangers et des immigrants, venus au Viet Nam pour des raisons économiques ou autres. Elle a également fait savoir qu'en ce qui la concerne les Vietnamiens de souche nés au Cambodge, et s'y trouvant pour bon nombre d'entre eux depuis deux ou trois générations, entrent dans une catégorie distincte. Les Accords de Paris ne lui assignent pas de responsabilités particulières en ce qui concerne les résidents étrangers ou les immigrants, et elle considère que ces questions ne pourront être résolues qu'à long terme, dans le cadre de discussions entre le futur gouvernement cambodgien et le Gouvernement vietnamien. L'Autorité a par ailleurs publiquement critiqué ce qu'elle considère comme des propos racistes tenus par certaines des parties cambodgiennes et souligné que c'est aux autorités locales qu'incombe la responsabilité de maintenir l'ordre dans les zones qu'elle contrôle et d'y assurer la sécurité de chacun.

49. Les aspects de cette question qui ont une incidence sur le climat dans lequel se tiendront les élections sont examinés plus loin, dans la section K, consacrée à la création et à la préservation d'un climat de neutralité politique.

5. *Génie et remise en état de l'infrastructure*

50. Depuis le début de la mission, les 5 unités du génie de l'Autorité, aidées par les sapeurs de 11 bataillons d'infanterie sur 12, se sont employées à améliorer et à remettre en état les routes, ponts et terrains d'aviation indispensables pour que le personnel puisse se déplacer rapidement et en sécurité dans le pays. Ces opérations ont également permis d'améliorer pour beaucoup les infrastructures servant à la population cambodgienne, en particulier dans les campagnes.

51. Les unités du génie — fournies par la Chine, la France, le Japon, la Pologne et la Thaïlande — ont réparé des centaines de ponts et refait des dizaines de kilomètres de route, ainsi que des terrains d'aviation à Pochentong (Phnom Penh) et Stung Treng.

6. *Sensibilisation à la présence de mines et déminage*

52. Le Groupe de la formation au déminage apprend aux Cambodgiens à détecter et à détruire les mines terrestres et à marquer les champs de mines. Composé de 183 officiers et hommes de troupe, il sensibilise également le grand public à la présence de mines. Chacun des 8 contingents nationaux qui sont représentés est organisé en équipes de formation et de supervision, chargées les unes d'enseigner les techniques à appliquer et les autres de superviser les équipes de déminage ainsi formées. Au cours de l'année écoulée, le Groupe a formé plus de

2 000 Cambodgiens, dont 600 environ sont actuellement employés à des activités de déminage, soit par l'APRONUC elle-même, soit par quatre organisations non gouvernementales (HALO Trust, Mine Awareness Group, Norwegian People's Aid et Handicap International) qui prennent part aux opérations de déminage menées au Cambodge. La pénurie d'équipes de supervision constitue le principal obstacle au renforcement des effectifs de déminage.

53. Au cours de l'année écoulée, le Groupe de la formation au déminage a contribué pour une très large part au déminage de plus de 1,6 million de mètres carrés de terre et à la neutralisation de plus de 15 000 mines et autres munitions non explosées. Il s'est également adressé aux enfants des écoles et aux villageois dans les campagnes, et s'est employé à sensibiliser le personnel militaire et de police de l'APRONUC à la présence de mines et aux dispositions à prendre en vue de les éviter. Il reste que 17 membres de l'Autorité ont été blessés lors de l'explosion de mines ou d'autres munitions depuis le début de la mission et que les blessés continuent de se compter en grand nombre parmi les Cambodgiens.

54. Comme je l'indiquais dans mon troisième rapport d'activité (S/25124, par. 83), le Conseil d'administration du Centre cambodgien de déminage (CCD) s'est réuni pour la première fois le 4 novembre 1992 et a alors adopté un plan des opérations à court terme. Il s'est à nouveau réuni le 16 mars 1993 pour faire le point et examiner les problèmes restant à résoudre.

55. L'APRONUC s'emploie maintenant à transférer le Centre aux Cambodgiens de façon qu'il puisse continuer de fonctionner quand son mandat aura pris fin. Cinq Cambodgiens ont déjà été recrutés, que l'on a commencé d'initier à la gestion de la base de données informatisée sur les mines, et le recrutement des Cambodgiens appelés à diriger les quatre services principaux — information et politique générale, opérations, formation et administration — a maintenant été mis en train.

56. La collecte de fonds constitue l'autre grande priorité : le CCD ne pourra en effet s'acquitter de son rôle d'organe cambodgien de déminage sans l'appui financier et institutionnel de l'APRONUC que moyennant des apports de fonds internationaux dont il faudra pouvoir l'assurer d'urgence. Un document donnant des indications au sujet du volume des fonds nécessaires au CCD pour exécuter son plan d'opérations à court terme a été largement diffusé, mais la façon dont les donateurs y ont jusqu'à présent réagi ne peut guère être qualifiée que de décevante. Les mines font peser sur la vie quotidienne du peuple cambodgien une lourde menace qui ne se dissipera pas du jour au lendemain. Je demande instamment à la communauté internationale d'apporter une assistance dans ce domaine.

F. *Composante administration civile*

1. *Généralités*

57. Depuis mon dernier rapport, le fait nouveau le plus important s'agissant du contrôle que la composante administration civile de l'APRONUC exerce sur les cinq domaines énoncés dans les Accords de Paris, à savoir les affaires étrangères, la défense nationale, la sécurité publique, les finances et l'information, a été l'action des équipes de contrôle créées en janvier 1993. Celles-ci complètent le travail normal de surveillance qu'exerce l'APRONUC sur les structures administratives existantes, notamment à l'extérieur de Phnom Penh, lequel aurait sinon tendance à s'avérer insuffisant en raison du nombre relativement faible de membres de l'APRONUC déployés dans chaque province.

58. Chaque équipe de contrôle est dirigée par un inspecteur secondé par des représentants de la composante militaire et de la composante police civile, par du personnel des Services des finances et de la sécurité publique de la composante administration civile et par des analystes et des interprètes de la Division de l'information et de l'éducation. Elle agit sur la base d'un ordre de mission signé par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, après s'être entretenue avec le Gouverneur de province. L'équipe de contrôle a pour objectif de vérifier qu'aux niveaux provincial, du district et du village le travail d'administration locale se fait dans des conditions de neutralité politique pendant le processus électoral. A cette fin, l'équipe exerce le droit que lui confèrent les Accords de Paris d'avoir accès sans restriction aux documents.

59. Les équipes de contrôle ont mené des opérations dans les zones tenues par la partie de l'Etat du Cambodge dans les provinces de Kandal, Prey Veng, Takeo et Kompong Cham, et l'on procède actuellement à la traduction et à l'analyse approfondie des documents que l'administration locale a fournis à l'APRONUC. Une autre opération a eu lieu au mois d'avril dans la zone du FUNCINPEC à Ampil. L'analyse des documents de la partie de l'Etat du Cambodge auxquels l'APRONUC a eu accès indique que l'appareil d'Etat de cette partie est constamment et largement utilisé pour mener des activités politiques favorables au PPC et que des employés de l'Etat — police, forces armées et fonctionnaires — sont mobilisés pour faire campagne pour le PPC. L'APRONUC procède actuellement à un examen approfondi des informations que contiennent ces documents au sujet du comportement et des pratiques de la partie de l'Etat du Cambodge envers les partis politiques d'opposition, les organisations locales de défense des droits de l'homme et les réfugiés rapatriés afin de coordonner les mesures qu'appellent ces actions.

60. A titre de première mesure, le personnel de la composante administration civile a reçu pour instruction de s'efforcer d'empêcher les autorités locales de mener des activités politiques pendant leurs heures de travail normales, de faire en sorte que les bâtiments publics et les véhicules de l'administration locale ne soient pas utilisés à des fins partisanes et de mettre l'accent sur le caractère secret du scrutin.

2. *Affaires étrangères*

61. Conformément à la Déclaration du Conseil national suprême selon laquelle tous les passeports cambodgiens ont le même statut que les passeports délivrés par le CNS, on a commencé en janvier 1993 à apposer le sceau du CNS sur les nouveaux passeports délivrés afin d'assurer l'égalité de traitement. Au 1er avril, on avait apposé ce sceau sur quelque 9 000 passeports, y compris des passeports diplomatiques, ordinaires et de service.

62. En coordination avec la composante militaire et la composante police civile de l'APRONUC, le personnel de la composante administration civile exerce lui aussi désormais des fonctions de surveillance et de contrôle accrues aux frontières dans des domaines tels que l'immigration, les douanes et le respect des moratoires sur les exportations de bois, de pierres précieuses et de minerais. Dans le cadre de l'opération civile, une unité de contrôle des frontières a été créée qui sera chargée d'assurer la liaison entre les composantes de l'APRONUC et les structures administratives existantes, les opérations civiles sur le terrain, l'appui logistique civil et autres activités. On s'efforce actuellement de recruter et de déployer dans les postes de contrôle et les principaux centres d'immigration et de douane 30 agents de contrôle des frontières qui seront chargés de travailler avec les observateurs militaires et les membres de la police civile déjà sur place.

63. En mars 1993, l'APRONUC a commencé à organiser une série de séminaires d'information à l'intention des agents cambodgiens de l'immigration et du contrôle des frontières. Ces séminaires portent sur la mise en œuvre des procédures convenues avec les trois parties qui coopèrent avec l'APRONUC.

3. *Défense*

64. A la fin de janvier 1993, les dirigeants des forces armées des trois factions se conformant aux Accords de Paris, les Forces armées populaires cambodgiennes (FAPC), les Forces armées nationales de libération du peuple khmer (FNLPK) et l'Armée nationale du Kampuchea indépendant (ANKI), ont signé la directive de l'APRONUC régissant l'activité politique du personnel militaire. Au début de 1993, les trois factions ont également signé des directives similaires portant sur l'activité politique des membres de la force de police et de l'administration civile. Ces directives sont analysées dans la section K ci-dessous. Toujours à la demande de l'APRONUC, le « premier Vice-Ministre de la défense » de la partie de l'Etat du Cambodge, le plus haut fonctionnaire responsable des affaires politiques, a signé à la fin du mois de février une directive interdisant le port d'insigne du PPC sur les uniformes et l'exposition d'affiches du PPC dans les bâtiments militaires.

65. Face à la recrudescence d'actes d'intimidation et de violence à motivation politique, dont beaucoup ont été attribués à des militaires des FAPC, l'APRONUC a créé au début de février un mécanisme visant à porter à l'attention du « Ministère de la défense » de la partie de l'Etat du Cambodge les cas où des membres des FAPC auraient pris part à des activités illégales. A la demande de l'APRONUC, le « Ministère » a créé un comité spécial chargé d'enquêter sur ces allégations et, à la fin de mars 1993, l'Autorité avait reçu une liste des membres des FAPC chargés de ces enquêtes dans chaque province et chaque unité. Il est toutefois rare que le « Ministère » ait reconnu la culpabilité de son personnel et pris des sanctions.

4. *Sécurité publique*

66. Au début de 1993, l'APRONUC a commencé à former des magistrats et des officiers de police des structures administratives existantes à l'application des dispositions du code pénal adopté par le CNS en septembre 1992, à l'initiative de l'Autorité. Cette phase de formation faisait suite à d'autres au cours desquelles environ 200 juges, procureurs et officiers de police des trois parties cambodgiennes au processus de paix ont reçu une formation pour se familiariser avec ce code à la fin de 1992. La directive publiée par mon représentant spécial en mars 1993 interdisant la possession et le port illégaux d'armes et d'explosifs est analysée plus loin, au paragraphe 84.

67. En coopération avec les composantes droits de l'homme et police civile, le personnel de la composante administration civile poursuit un programme de visites régulières dans les prisons afin d'assurer le respect des dispositions pertinentes du code pénal. Quelques progrès ont été réalisés dans ce domaine, essentiellement en ce qui concerne l'amélioration des conditions de détention. En liaison avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui met en œuvre un grand programme pour accroître l'approvisionnement en eau et l'hygiène dans les prisons de Phnom Penh et des provinces, on est parvenu à améliorer sensiblement les installations de ces établissements.

68. Malheureusement, on continue à utiliser les fers dans plusieurs prisons de province et dans des commissariats de police, en dépit des nombreuses tentatives faites par l'APRONUC pour mettre fin à cette pratique. L'insuffisance des rations alimentaires reste une cause de préoccupation majeure dans un grand nombre de prisons de province. Les sévices physiques infligés aux prisonniers dans bien des prisons de province ainsi que dans les cellules des commissariats de police sont eux aussi préoccupants.

69. Un programme a commencé, qui vise à présenter les prisonniers devant les tribunaux afin de déterminer si leur détention est ou non légale. Il s'agit de faire en sorte que les forces de sécurité n'aient plus la haute main sur les questions de détention. La libération de prisonniers incarcérés depuis longtemps sans avoir été jugés a été demandée à des tribunaux de Phnom Penh et de plusieurs provinces, mais le manque de juridictions d'appel nuit à l'efficacité de ce programme. Le cas échéant, des démarches sont également faites auprès des autorités ad-

ministratives existantes pour obtenir la libération de prisonniers condamnés à des peines de longue durée.

5. *Finances*

70. Depuis la fin de mars 1993, la valeur du riel cambodgien est extrêmement fluctuante; le taux de change étant passé d'environ 2 500 riels pour un dollar des Etats-Unis à plus de 4 000. Cette instabilité s'est accompagnée d'une hausse brutale des prix, en particulier celui du riz qui est aujourd'hui trois ou quatre fois plus cher qu'avant la chute du riel. Les fluctuations de la monnaie ne peuvent aucunement s'expliquer par des mesures ou erreurs imputables aux autorités financières de Phnom Penh qui sont étroitement contrôlées et surveillées par l'APRONUC. L'Autorité n'a pas non plus été en mesure d'en déterminer les raisons économiques. Il semble bien toutefois que les trois autres parties cambodgiennes — la partie du Kampuchea démocratique, le FUNCINPEC et le FNLPK — ne soient pas disposées à soutenir le riel dont l'effondrement aurait de sérieuses conséquences pour les autorités de Phnom Penh.

71. Les efforts de l'APRONUC pour stabiliser le riel, qui est la monnaie utilisée par la grande majorité du peuple cambodgien, se heurtent donc à des considérations politiques dans la mesure où un soutien direct à la monnaie serait considéré comme de la partialité en faveur des autorités de Phnom Penh. Par ailleurs, il est manifeste que les difficultés économiques et sociales causées par une inflation rapide et forte nuiraient d'autant plus au climat dans lequel doivent se dérouler les élections que celui-ci se ressent déjà des actes de violence susmentionnés. L'APRONUC a donc pris des mesures pour accroître l'approvisionnement en riz afin de décourager le stockage et de faire baisser le prix de cette denrée. Elle espère ainsi éviter l'agitation sociale. Toutefois, il faudra sans doute un certain temps pour que ces mesures donnent des résultats.

72. L'autre fait nouveau important dans ce domaine concerne les négociations relatives au prêt que la Banque mondiale s'est engagée à consentir au Cambodge lors de la Conférence de Tokyo de juin 1992. Les parties cambodgiennes n'ont pas approuvé le projet d'accord de crédit, bien que l'APRONUC leur ait, à diverses reprises, donné l'assurance que le prêt serait politiquement neutre, qu'il n'aurait aucun effet sur le processus électoral, qu'aucune somme ne pourrait être décaissée tant que le nouveau gouvernement cambodgien ne serait pas entré en fonctions, que ce nouveau gouvernement devrait approuver tout accord avec la Banque et que le prêt visait à venir en aide au peuple cambodgien tout entier et non à telle ou telle partie. L'APRONUC a également fait observer aux parties cambodgiennes qu'il s'écoulerait un certain temps entre la signature de l'accord et la transaction financière elle-même.

73. Lors de la réunion qu'il a tenue le 10 avril 1993, le CNS, sur la recommandation de l'APRONUC, a adopté une directive de contrôle financier établie par mon représentant spécial et qui concerne le transfert des avoirs publics afin d'assurer la transparence et le bon déroulement du processus de privatisation des biens détenus par les structures administratives existantes.

74. A la mi-février 1993, l'APRONUC a envoyé une mission pendant une semaine dans les zones administrées par le FNLPK et le FUNCINPEC dans le nord du Cambodge. Cette mission a procédé à des contrôles financiers approfondis de toute l'activité administrative et des programmes de santé à financement bilatéral. Elle a conclu que ces opérations se déroulaient généralement de manière régulière. Des discussions ont également eu lieu avec les représentants de ces deux parties en ce qui concerne l'exploitation forestière, l'embargo sur le pétrole, les douanes, la procédure proposée par l'APRONUC pour la vente des avoirs publics, la réinstallation des personnes retournant dans leur pays et autres activités dans les zones considérées.

6. *Information*

75. Les élections seront jugées libres et régulières essentiellement si l'on a le sentiment que les partis politiques ont eu accès aux médias dans des conditions équitables. Outre qu'elle met ses propres installations de télévision/vidéo et de radio et ses autres moyens d'information à la disposition des 20 partis en lice, l'APRONUC exerce le droit qui est le sien de contrôler directement les structures administratives existantes afin de garantir que tous les partis ont accès aux moyens d'information des autorités de Phnom Penh ainsi qu'aux stations de radio du FUNCINPEC et du FNLPK. Mon représentant spécial a donc publié une directive sur l'accès équitable aux médias pendant la campagne électorale, laquelle énonce les responsabilités de l'Autorité et des structures administratives existantes en la matière, c'est-à-dire, essentiellement, les moyens d'information des autorités de Phnom Penh.

76. Conformément à cette directive, Radio APRONUC :

a) Diffusera quotidiennement des programmes électoraux;

b) Offrira chaque semaine du temps d'antenne à chacun des partis politiques enregistrés;

c) Accordera un « droit de réponse » lorsqu'un parti politique, son candidat ou son représentant estimera qu'il a été injustement attaqué ou que ses déclarations publiques ont été présentées d'une manière contraire à la vérité.

77. Il a également été convenu que la station de télévision des autorités de Phnom Penh, TV Kampuchea, diffuserait pendant une heure par jour du matériel électoral élaboré par l'APRONUC et les partis politiques, comme énoncé dans la directive.

7. *Contrôle spécialisé*

78. S'agissant de préserver les monuments culturels et historiques, le Comité directeur pour le plan de zonage et de gestion de l'environnement qui sera mis en œuvre par l'Unesco dans la région d'Angkor a tenu sa première

réunion à Siem Reap en mars 1993. Un groupe de 23 experts techniques participe à l'élaboration de ce plan.

79. Le Service du contrôle spécialisé a également créé un groupe de travail technique dans le secteur de la santé pour permettre aux quatre parties cambodgiennes de travailler avec les organismes des Nations Unies et des organismes internationaux à la résolution des problèmes que pose la fourniture de services de santé dans le cadre des structures administratives existantes.

G. *Composante police civile*

80. A la mi-décembre 1992, à la suite d'une forte augmentation du nombre des attaques déclenchées avec des grenades à main et des armes automatiques contre les bureaux des partis politiques, la composante police civile de l'APRONUC, en collaboration avec d'autres composantes, a lancé une opération spéciale pour enrayer les attaques. Tous les bureaux de partis politiques ont fait l'objet de visites et de contrôles réguliers de la part des patrouilles de la police civile fonctionnant 24 heures sur 24. Il y a maintenant plus de 600 de ces bureaux, et l'APRONUC, avec ses ressources limitées, ne pouvait assurer la sécurité de chacun d'entre eux. Elle a donc perfectionné les méthodes de protection en étroite coopération avec les partis concernés. Une liste des 60 bureaux jugés les plus exposés a été dressée et les composantes polices civile et militaire ont assuré la protection, d'abord 24 heures sur 24, ensuite durant la nuit seulement. Depuis, aucun bureau ainsi protégé n'a été attaqué et le nombre des attaques contre les bureaux en général a sensiblement décliné en février et durant la première quinzaine de mars. Cependant, au fur et à mesure que les partis politiques ouvraient des bureaux supplémentaires aux niveaux des communes et des villages, le nombre des attaques a commencé à augmenter de nouveau.

81. La composante police civile consacre une grande partie de son travail quotidien à l'essentiel de son mandat, à savoir la supervision ou le contrôle des activités de la police locale. Actuellement, il s'agit surtout de suivre les réunions et meetings politiques durant la campagne électorale. Depuis l'ouverture de cette dernière, le 7 avril, environ 200 réunions et meetings politiques, surtout tenus par les partis les plus importants et les mieux organisés, ont eu lieu dans 16 des 21 provinces cambodgiennes. Dans pour ainsi dire chaque cas, les organisateurs se sont conformés à la loi électorale fixée par l'ONU et aux règlements connexes de sécurité touchant la planification et la tenue des réunions. On n'a pas signalé un seul cas de réunion interrompue ou troublée et il n'y a eu aucun heurt entre membres des différents partis.

82. Abstraction faite de la supervision des enquêtes menées par la police locale, la police civile de l'APRONUC a entrepris par elle-même des centaines d'enquêtes sur des crimes graves, en particulier ceux auxquels on attribue un motif politique ou ethnique. Dans quelque 60 à 70 % des cas, les allégations en question se sont révélées sans fondement. Dans d'autres, les enquêtes n'ont pas été concluantes, en raison de l'insuffisance des structures locales de sécurité publique dans une grande partie des provinces. Dans un certain nombre de cas, exposés plus loin dans la section K, le Procureur spécial a assez d'éléments de preuve pour lancer un mandat. Lorsque le crime fait intervenir des considérations politiques ou ethniques, mon représentant spécial soulève aussi la question devant le Conseil national suprême et, lorsqu'il convient, au cours de réunions privées avec les dirigeants des partis cambodgiens concernés ou dans des lettres à ces dirigeants. Cependant, comme il est dit plus loin, la lutte contre la criminalité est gênée par l'absence, dans chacune des zones auxquelles l'APRONUC a accès, d'un système judiciaire fonctionnant de façon satisfaisante, ainsi que par les mauvaises conditions dans les prisons.

83. On met aussi au point des arrangements de sécurité pour l'élection, lorsque des contrôleurs de la police civile de l'APRONUC seront présents dans tous les bureaux de vote.

84. Le personnel de la police civile de l'APRONUC a aussi beaucoup participé à d'autres activités, touchant l'instauration et le maintien de conditions acceptables pour le déroulement d'élections libres et honnêtes, question qui est examinée de façon plus détaillée dans la section K. A cette fin, mon représentant spécial a signé, le 17 mars 1993, une directive interdisant la possession et le port d'armes à feu et d'explosifs par des personnes non autorisées. Après une amnistie de trois semaines durant laquelle les intéressés avaient la faculté de remettre les armes interdites, les contrevenants devenaient passibles de peines de prison et de la confiscation des armes et explosifs en leur possession. La directive en question a constitué un moyen très efficace de lutte contre la criminalité à Phnom Penh comme dans les provinces. Grâce à la mise en place de points de contrôle communs tenus par la police civile de l'APRONUC et la police locale depuis le 5 avril 1993, on a confisqué un total de 71 armes lourdes, telles que fusils AK-47, de 65 armes légères, telles que pistolets et revolvers, de 7 lance-roquettes et des centaines de munitions. A Phnom Penh, on installe chaque jour, en des endroits différents, 14 points de contrôle et, en moyenne, une quinzaine d'armes à feu est confisquée chaque semaine. Ces armes sont entreposées pendant un certain temps pour permettre aux porteurs d'en justifier la possession en produisant les pièces voulues; s'ils ne le font pas, elles sont finalement détruites. Il en est résulté une forte diminution de la criminalité à Phnom Penh. Les crimes graves de toute espèce, notamment assassinats, viols, vols à main armée, explosions et emploi illégal d'armes à feu, se sont chiffrés à un total de 66 en janvier, avant de passer à 82 en février. En mars, le total est tombé à 65 et, en avril, il était de 35.

85. Conformément au paragraphe 123 du plan de mise en œuvre (S/23613) et pour assurer une supervision efficace des forces de police des parties par l'APRONUC, la composante police civile a entrepris une étude complète de l'effectif, de l'organisation et du matériel des forces de police des trois factions cambodgiennes qui observent les accords de paix. Elle n'a pas eu accès à la zone

contrôlée par la partie du Kampuchea démocratique. Il a été confirmé que les deux petits partis, le FUNCINPEC et le FNLPK, ont des forces de police limitées, alors que la partie de l'Etat du Cambodge dispose de 48 500 policiers, insuffisamment instruits et équipés il est vrai.

86. Depuis le début de la mission, la composante police civile a assuré l'instruction de la police locale. Elle a donné des cours concernant la formation de base, la formation opérationnelle, le contrôle de la circulation, les droits de l'homme, le droit pénal, les enquêtes criminelles, les rôles de l'APRONUC et de la composante police civile, la prévention du crime, la maîtrise des manifestations et des émeutes et le code de conduite. Cette instruction, qui se poursuit, a été dispensée à Phnom Penh comme dans les provinces, jusqu'ici à quelque 2 000 policiers de la partie de l'Etat du Cambodge.

87. Comme l'indique le troisième rapport d'activité (S/25124, par. 78), la composante police civile de l'APRONUC a aussi entrepris de dispenser aux autres factions des connaissances de base en matière de police, à Ampil et Osmach dans la zone du FUNCINPEC et à Thmar Pouk, dans la zone contrôlée par le FNLPK. A ce jour, plus de 450 policiers, dont 28 de la partie du Kampuchea démocratique, ont reçu cette instruction. Le premier cours d'instructeurs de la police pour ces trois factions a commencé d'être dispensé dans l'école de formation de la police khmère, organisée par l'APRONUC, à Thmar Pouk, en avril 1993.

H. *Composante rapatriement*

88. Le rapatriement de quelque 365 000 réfugiés et personnes déplacées cambodgiens, revenant de camps à la frontière thaïlandaise et d'ailleurs, aura été achevé à la fin d'avril 1993. Le 30 mars 1993, exactement un an après le début de l'opération, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), Mme Sadako Ogata, a présidé la cérémonie officielle de clôture du plus grand et dernier des camps de réfugiés, le Site 2. Les quelques milliers de réfugiés et de personnes déplacées restants ont maintenant été rapatriés, à l'exception d'environ 600 d'entre eux qui ont refusé de l'être. Le Gouvernement thaïlandais a informé l'APRONUC que ces derniers seraient expulsés.

89. Le nombre mensuel des rapatriés est passé de 4 000 en avril 1992 à 20 000 en juin 1992. En juillet, quelque 30 000 Cambodgiens revenaient chez eux chaque mois. Les pluies rendaient le voyage difficile, mais on a beaucoup utilisé les voies ferrées et, dans certains cas, les voies navigables. Le nombre des rapatriés est passé à 35 000 par mois en novembre et a atteint un maximum de 40 000 en janvier et février 1993. L'immense majorité des rapatriés venaient de Thaïlande, mais environ 2 000 venaient d'Indonésie, du Viet Nam et de Malaisie.

90. En ce qui concerne les lieux de réintégration à l'intérieur du Cambodge, les quatre partis cambodgiens ont scrupuleusement respecté la liberté de choix des rapatriés. La plupart de ces derniers ont choisi de s'installer dans des zones contrôlées par les autorités de Phnom Penh. Quant aux autres, environ 30 000 ont décidé de s'installer dans la zone du FNLPK, pendant que des milliers d'autres s'installaient dans les zones de la partie du Kampuchea démocratique et du FUNCINPEC. Plus de la moitié des rapatriés se sont installés dans les provinces septentrionales de Banteay Meanchey et Battambang, beaucoup d'autres s'installant dans les provinces de Siem Reap, Kandal et Pursat.

91. Outre des rations pour 400 jours et des articles nécessaires à la vie domestique, les rapatriés avaient le choix entre plusieurs formes d'assistance : terrain agricole, terrain à bâtir et somme en espèces en lieu et place de matériaux de construction. La plupart des rapatriés, quelque 88 %, ont opté pour cette somme en espèces.

92. Pour aider à la réintégration, le HCR, chef de file des opérations de rapatriement, avec le PNUD et diverses organisations non gouvernementales, a exécuté plus de 60 projets à impact rapide pour aider les collectivités à absorber les rapatriés. Ces projets ont notamment revêtu les formes suivantes : réparation de routes et de ponts, déminage, mise en valeur agricole, creusement de puits et de pièces d'eau et amélioration et construction d'installations hygiéniques, sanitaires et éducatives.

93. Depuis que les inscriptions sur les listes électorales ont commencé en octobre 1992, tous les rapatriés remplissant les conditions requises ont eu la faculté de se faire inscrire à leur retour dans leur patrie, soit au lieu de leur destination finale auprès de la population locale, soit dans les six centres de réception. En janvier 1993, comme la date limite pour la fin des inscriptions approchait, un arrangement spécial a été conclu entre la composante rapatriement et la composante électorale, de manière à permettre l'inscription des personnes remplissant les conditions voulues qui se trouvaient encore dans des camps à la frontière. Les intéressés ont été provisoirement « inscrits » en Thaïlande durant le mois de janvier et ont reçu leur carte d'électeur à leur retour au Cambodge.

94. En coopération avec d'autres composantes de l'APRONUC, des organismes des Nations Unies et des ONG, le HCR a mis en place, à l'échelle du pays, un mécanisme permettant de suivre le sort des rapatriés. Il s'agit avant tout d'observer la situation en matière de sécurité ainsi que la réintégration des intéressés. Les informations seront réunies par les coordonnateurs du HCR au Cambodge, qui les analyseront et chercheront à régler tous problèmes qui auront surgi. Pour assurer le retrait graduel du personnel international du HCR au cours des mois à venir, on se propose de « cambodgianiser » le système, en employant dans le proche avenir des Cambodgiens formés. La formation de ce personnel est en cours.

I. *Composante relèvement*

95. En 1992, le Conseil national suprême, sur la recommandation de l'APRONUC, a approuvé un total de 35 projets de relèvement, d'un coût de 340 millions de dollars. Depuis le début de 1993, il a approuvé 10 autres projets, d'un coût approximatif de 26 millions de dollars. Mais, en mars 1993, seuls 100 millions de dollars avaient

été versés sur les 880 millions annoncés à la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, tenue à Tokyo en juin 1992.

96. A leur réunion de Phnom Penh le 25 février 1993, les donateurs ont réaffirmé leur attachement aux principes du relèvement et de la reconstruction, dont ils étaient convenus à la Conférence de Tokyo. Ils ont confirmé les annonces de contributions faites alors et exprimé le désir de s'attaquer aux besoins immédiats du Cambodge, se déclarant prêts à accélérer les versements pendant la période préélectorale. Plus de 30 donateurs, y compris des organisations internationales et non gouvernementales, exécutent leurs programmes d'assistance avec des versements échelonnés au cours des prochains mois dans des secteurs clefs tels que la santé et l'éducation. Ils aident aussi au renforcement des capacités, avec la composante redressement et le Bureau du Conseiller économique, qui préparent des programmes de séminaires et de formation dans les domaines prioritaires de la gestion du secteur public et de la réforme de la fonction publique, de la planification des investissements et de la mise en valeur des ressources naturelles.

97. Un élément de l'appui au relèvement a été un crédit d'urgence de 75 millions de dollars que l'Association internationale pour le développement (Banque mondiale) a accordé pour la santé, l'éducation, les transports, l'agriculture et les équipements collectifs. A la séance de travail que le Conseil national suprême a tenue le 8 décembre 1992, un aide-mémoire concernant le projet de prêt a été approuvé et il a été décidé que des négociations devraient être immédiatement entamées à ce sujet avec la Banque mondiale. Cependant, malgré des négociations prolongées et intensives, il est, depuis, devenu clair que les parties cambodgiennes sont incapables de s'entendre sur l'accord de crédit. Pour sortir de l'impasse, la question a été de nouveau portée devant le Conseil national suprême à sa séance plénière du 4 avril 1993, mais on n'est parvenu à aucune décision.

98. La composante relèvement, en étroite coordination avec les observateurs militaires de l'APRONUC et le personnel de l'administration civile et de la police civile déployé aux points de contrôle de la frontière, a continué d'observer l'application du moratoire du Conseil national suprême sur l'exportation de bois, adopté le 22 septembre 1992. D'après les chiffres disponibles, il y a déclin continu du nombre des violations et de la quantité de bois exporté :

Mois	*Nombre de violations*	*Volume (en mètres cubes)*
Janvier	46	48 049
Février	11	12 370
Mars	5	2 345

99. Dans le cas des cinq violations constatées en mars, la faction responsable de la violation était la SOC. Il convient toutefois de bien indiquer que l'APRONUC n'a toujours pas accès aux zones contrôlées par la PKD et qu'elle n'est pas autorisée à stationner des observateurs du côté thaïlandais de la frontière pour observer les violations qui peuvent se produire dans ces zones.

100. Le 10 février 1993, en sus du moratoire du 22 septembre 1992 sur l'abattage de bois, le Conseil national suprême a adopté des mesures supplémentaires visant à décourager l'abattage en réduisant le volume de bois scié dont l'exportation est autorisée. Il a été convenu que le volume du bois scié exporté pendant les cinq premiers mois de 1993 ne devrait pas dépasser les cinq douzièmes du contingent total à déterminer pour 1993.

101. Faute de consensus sur le contingent entre les partis cambodgiens, mon représentant spécial a décidé que l'objectif pour l'ensemble de l'exploitation forestière dans la zone contrôlée par l'Etat cambodgien devrait être de 215 000 mètres cubes pour 1993, soit une diminution de 30 % par rapport au chiffre de 1991, qui avait été de 309 891 mètres cubes. La part du bois scié pour 1993 ne devait pas dépasser 160 000 mètres cubes.

102. A sa séance de travail du 9 mars, le Conseil national suprême a approuvé le projet de plan d'action de l'APRONUC touchant l'application de la Déclaration sur les industries extractives et l'exportation de minéraux et de pierres précieuses du Cambodge. La Déclaration a imposé un moratoire sur l'extraction commerciale des ressources minérales terrestres et côtières et sur l'exportation de minéraux et de pierres précieuses du Cambodge, à compter du 28 février 1993.

103. Le plan d'action doit être exécuté grâce à la collecte et à la diffusion de l'information, à des mesures législatives, aux mesures d'exécution prises par les autorités locales sous la supervision de l'APRONUC et à l'appui de la communauté internationale, en particulier des pays limitrophes du Cambodge. Un appel spécial a été lancé au Gouvernement thaïlandais pour demander que les sociétés ayant leur siège social en Thaïlande et fonctionnant au Cambodge cessent leurs opérations et retirent leur matériel du pays. J'ai personnellement abordé la question avec le Ministre thaïlandais des affaires étrangères lors de mon récent passage à Bangkok. Mais il n'a pas encore été répondu à cet appel.

J. *Information/éducation*

104. Le troisième rapport d'activité (S/25124, par. 70 et 71 et 91 à 93) donne un aperçu général des activités de l'APRONUC dans ce domaine et les paragraphes 75 à 77 du présent rapport font état de l'action que mène l'Autorité pour assurer un accès équitable aux médias.

105. Même si, conformément au paragraphe 8 de la résolution 810 (1993), Les activités d'information/éducation de l'APRONUC au cours de la campagne électorale visent essentiellement à assurer le secret du scrutin (et à produire des programmes à diffuser dans le cadre de la campagne des partis politiques), l'APRONUC est prête à réagir avec souplesse à une situation qui évolue rapidement en adaptant ses messages radio et télédiffusés.

Ceux-ci porteraient par exemple sur l'importance que les élections revêtent pour l'avenir du Cambodge et l'importance qui s'attache à ce que les Cambodgiens participent au scrutin, et surtout la nécessité de ne pas se laisser intimider.

106. L'installation récente d'émetteurs radio relais a permis d'atteindre un public plus large et de faire parvenir le message de l'APRONUC à toutes les régions du pays. En outre, des centaines de milliers de postes de radio, offerts par le Gouvernement japonais et des organisations non gouvernementales japonaises, ont été distribués dans tout le pays.

107. Par ailleurs, des programmes vidéo de l'APRONUC sur divers aspects du processus électoral, y compris des débats de table ronde auxquels ont participé des représentants des 20 partis politiques en lice, sont passés à la télévision de Phnom Penh et ont été distribués dans tout le pays. En dehors de la capitale, un nombre relativement faible de foyers peuvent capter directement la télévision de Phnom Penh, mais la plupart des localités possèdent un local où les villageois peuvent se réunir pour regarder des programmes vidéo et le personnel provincial de l'APRONUC y passe périodiquement des vidéos produites par l'APRONUC. Des panneaux d'affichage ont été mis en place pour tous les partis politiques, ainsi que des calicots spéciaux et des affiches pour préparer les électeurs au scrutin.

K. *Création et préservation d'un climat de neutralité politique*

108. Les actes violents et d'intimidation constituent un problème majeur en ce qui concerne la création et la préservation d'un climat de neutralité politique. A sa session de travail du 9 mars 1993, mon représentant spécial a dû informer le CNS que les élections ne sauraient être libres et régulières si certaines conditions essentielles minimum n'étaient pas réunies.

109. Au cours du mois de mars, une centaine de personnes ont été tuées au Cambodge, dont beaucoup d'ascendance vietnamienne. Les victimes appartenaient aux quatre parties cambodgiennes. Beaucoup de ces actes de violence avaient apparemment des connotations politiques ou ethniques, mais certains meurtres n'avaient pas de motivation identifiable; ils ont été perpétrés dans un environnement saturé d'armes, après des années de guerre et où la violence n'est que trop banale.

110. La détérioration de la situation en matière de sécurité a rendu difficile d'enquêter sur les actes de violence motivés par des considérations politiques ou raciales dans des provinces comme Kompong Thom, Siem Reap, Banteay Meanchey et Battambang.

111. Durant la période considérée, le Procureur spécial de l'APRONUC a lancé des mandats d'arrêt contre 12 personnes, dont 7 officiers des FAPC recherchés à propos de l'enlèvement et de la disparition de 4 membres du FUNCINPEC à Battambang, 2 responsables de la partie de l'Etat du Cambodge recherchés à la suite du meurtre d'un membre du Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB) à Prey Veng, et un officier de l'ANKD qui serait impliqué dans le massacre de Chong Kneas, à Siem Reap.

112. Les efforts déployés pour préserver un climat de neutralité politique ont aussi été entravés par la surveillance exercée à tous les niveaux par les autorités des parties cambodgiennes dans le but d'identifier leurs adversaires politiques, ainsi que par les actes de harcèlement et d'intimidation auxquels sont en butte ceux qui sont considérés comme tels. Les trois structures administratives existantes auxquelles l'APRONUC a accès mobilisent leurs ressources pour s'assurer un soutien politique. L'APRONUC est particulièrement préoccupée à cet égard par les activités des autorités de Phnom Penh, du fait que celles-ci disposent de ressources plus importantes. Mon représentant spécial s'est élevé à maintes reprises contre cette pratique, en soulignant qu'elle compromet la tenue d'élections libres et régulières.

113. Au début de cette année, les trois parties cambodgiennes qui respectent les Accords de Paris ont signé une série de directives établies par l'Autorité en ce qui concerne la question des activités politiques des membres des structures administratives existantes. Lesdites directives interdisent d'utiliser à des fins partisanes les membres des forces armées, de la police et de l'administration civile, respectivement, et ceux-ci ne sont autorisés à avoir une activité politique qu'en dehors de leurs heures de travail et s'ils ne sont pas en uniforme.

114. L'APRONUC a déployé des efforts considérables pour atténuer les restrictions imposées à la liberté d'expression et à la liberté de circulation dans beaucoup de régions du pays. Jusqu'à présent, le droit de s'affilier à des partis politiques et à des groupes de défense des droits de l'homme, notamment aux niveaux des provinces et des districts, était limité. Afin de dissiper le climat de peur et d'intimidation, l'APRONUC a insisté pour que tous les partis politiques dûment enregistrés puissent faire activement campagne et qu'ils aient accès équitablement aux médias et le droit de tenir des réunions et des rassemblements publics en toute sécurité.

115. La vague d'incidents violents qui balaie le pays relève de trois catégories, traitées dans les paragraphes qui suivent : attentats contre des personnes de langue vietnamienne, y compris les personnes de souche vietnamienne nées au Cambodge; attaques dirigées contre des bureaux et des militants de partis politiques; attaques contre des personnels militaires et civils de l'APRONUC.

1. *Attentats contre des personnes de langue vietnamienne*

116. Le 10 mars 1993, un groupe d'une vingtaine d'hommes armés a attaqué un village flottant à Chong Kneas (province de Siem Reap), peuplé surtout de personnes de souche vietnamienne nées au Cambodge qui vivent de la pêche dans le lac de Tonle Sap; ils ont tué 33 personnes, dont 12 enfants. Il y a eu en outre 24 blessés, et 2 des assaillants ont eux-mêmes été tués. L'enquête effectuée par l'APRONUC a permis de conclure que les agresseurs étaient des membres d'une unité de l'ANKD

ayant à leur tête un certain Loeung Dara. L'APRONUC a émis un mandat d'arrêt contre ce dernier et mon représentant spécial a écrit à M. Khieu Samphan, président de la partie du Kampuchea démocratique, demandant qu'il soit remis à la garde de l'APRONUC. Cette demande est restée sans réponse.

117. Le 24 mars 1993, un groupe de 10 à 20 assaillants a attaqué trois bateaux de pêche dans le village de Chnok Tru (province de Kompong Chhnang), tuant 5 adultes et 3 enfants. Après enquête, tout semble indiquer que l'ANKD était impliquée, mais l'APRONUC n'a pu jusqu'ici procéder à aucune arrestation.

118. Dans la nuit du 29 mars 1993, à Phnom Penh, au moins quatre locaux fréquentés par des personnes de langue vietnamienne, ou appartenant à des personnes de langue vietnamienne, ont été attaqués, de façon coordonnée, à la grenade à main par des individus non identifiés; il y a eu 2 morts et au moins 20 blessés.

119. A la suite de ces attentats, plusieurs milliers de membres de la communauté vietnamienne au Cambodge, dont beaucoup vivent au Cambodge depuis deux ou trois générations, ont commencé à émigrer vers la frontière vietnamienne, souvent par bateau sur le lac Tonle Sap et le long de la Bassac. Des unités navales de l'APRONUC, appuyées par des fusiliers marins en armes, ont suivi de près ces déplacements fluviaux afin de s'assurer que les autorités locales assumaient la responsabilité qui leur incombe de protéger les migrants. La police civile de l'APRONUC en a fait de même pour les déplacements terrestres.

120. Au 28 avril 1993, 21 659 personnes de souche vietnamienne avaient, depuis le début de l'exode vers la fin de mars, passé la frontière vietnamienne aux postes de contrôle occupés par du personnel de l'APRONUC. On ignore combien d'autres ont pu traverser la frontière illégalement ou à des points de passage non contrôlés. En tout état de cause, ce mouvement s'est maintenant considérablement ralenti.

121. Le 5 avril 1993, M. Vu Khoan, vice-ministre des affaires étrangères du Viet Nam, a rencontré mon représentant spécial et lui a fait part de la profonde inquiétude de son gouvernement devant ce qu'il a qualifié d'actes de sabotage des Accords de Paris et d'actes terroristes dirigés contre des personnes de langue vietnamienne par la partie du Kampuchea démocratique. Il a condamné énergiquement les massacres. Le Vice-Ministre a demandé instamment à l'APRONUC de prendre toutes les mesures possibles pour assurer la sécurité de la population vietnamienne au Cambodge.

122. Mon représentant spécial a fait part au Vice-Ministre de la détermination de l'APRONUC à faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin à la violence qui sévit au Cambodge. Il a cependant précisé clairement que c'était aux autorités de Phnom Penh qu'il incombait au premier chef d'assurer la protection des civils dans les zones qu'elles contrôlaient. L'APRONUC n'épargnerait aucun effort pour faire en sorte qu'elles s'acquittent de leurs responsabilités, mais ses propres ressources étaient insuffisantes pour assurer une protection totale à la population vietnamienne tout en s'acquittant de sa tâche prioritaire qui consistait à protéger le processus électoral. L'APRONUC a également expliqué sa position concernant les forces étrangères, les résidents étrangers et les immigrants, et les personnes d'ascendance étrangère nées au Cambodge, ainsi que l'action qu'elle mène pour préserver la distinction entre ces trois catégories.

123. Au cours de mon voyage au Viet Nam, les 11 et 12 avril 1993, je me suis entretenu de la question avec le Gouvernement et j'ai déclaré que l'APRONUC ferait tout pour assurer la protection de la communauté de souche vietnamienne au Cambodge. Le HCR, pour sa part, prend toutes les précautions nécessaires pour aider le Viet Nam en cas d'arrivée massive de personnes de souche vietnamienne du Cambodge.

2. *Attaques dirigées contre des bureaux et les militants de partis politiques*

124. Depuis que les partis politiques ont commencé leur activité en septembre 1992, leurs membres sont en butte à diverses sortes de menaces, d'actes d'intimidation et d'attentats violents. Se fondant sur les plaintes déposées par les partis politiques et sur les informations reçues de ses composantes, l'APRONUC tient le relevé de diverses formes d'ingérence dans l'activité politique; actes de harcèlement et d'intimidation dont il est fait état, ainsi que meurtres et attaques armées. Il y a également eu des menaces verbales et des actes d'intimidation; par exemple, des affiches et des pancartes ont été déchirées. Ces menaces verbales sont prises au sérieux car l'expérience montre qu'elles sont souvent mises à exécution. Nombre de ces attaques et incidents ont été attribués à des membres ou à des partisans de la partie de l'Etat du Cambodge.

125. Au cours de la première quinzaine de mars, le nombre des attaques motivées par des considérations politiques a légèrement diminué par rapport à celui des incidents enregistrés durant la période correspondante de février. En revanche, durant la seconde quinzaine de mars, le nombre et la violence de ces incidents ont augmenté.

126. Il est difficile de recueillir, classer et interpréter les informations concernant les attaques prétendument motivées par des considérations politiques, car beaucoup des allégations sont de seconde main ou peu fiables, les dossiers tenus par les autorités locales laissent à désirer et l'APRONUC ne dispose pas de ressources suffisantes pour enquêter sur les allégations qui sont présentées et leur donner la suite voulue. Quoi qu'il en soit, on peut dire que le nombre des actes de violence à motivation politique a diminué par rapport au niveau très élevé atteint en décembre 1992, que jusqu'ici la tendance pour le mois d'avril semble indiquer une nouvelle diminution, laquelle est attribuable, au moins en partie, aux efforts déployés directement par l'APRONUC ainsi qu'aux mesures prises par les autorités locales sur ses instances. Il reste à voir si cette amélioration apparente est bien réelle et si elle pourra se maintenir durant la campagne électorale.

3. *Attaques contre les personnels militaires et civils de l'APRONUC*

127. On trouvera des précisions sur les incidents qui ont entraîné la mort de personnels civils et militaires de l'APRONUC dans la lettre du 26 avril 1993 que j'ai adressée au Président du Conseil de sécurité en réponse à une demande qui avait été faite dans la déclaration publiée par le Président le 5 avril 1993 au sujet de la sécurité des personnels de l'APRONUC (S/25530). Depuis lors, les éléments de preuve qui ont été recueillis au cours de l'enquête effectuée par l'APRONUC sur le meurtre d'un superviseur électoral de district et de son interprète le 8 avril semblent exclure qu'aucune partie cambodgienne en tant que telle ait participé à cet incident et donnent à penser que le mobile de ces meurtres était peut-être lié aux décisions prises lors du recrutement du personnel électoral local. L'APRONUC n'a pas encore pu déterminer la responsabilité précise de cet acte et l'enquête se poursuit d'urgence.

128. Au cours de mon voyage au Cambodge les 7 et 8 avril, j'ai lancé un appel pressant pour qu'il soit mis fin à la violence. Cet appel a été réitéré par mon représentant spécial à la réunion du CNS le 10 avril 1993, ainsi que par les ambassadeurs auprès du CNS des pays particulièrement préoccupés par la situation cambodgienne.

129. Le prince Sihanouk a rendu publique une déclaration très énergique dans laquelle il exigeait de ses « compatriotes en armes » qu'ils s'abstiennent de tous actes de violence contre l'APRONUC. Les représentants de la partie de l'Etat du Cambodge, du FNLPK et du FUNCINPEC ont souscrit par écrit à cette déclaration, mais la PKD a refusé.

II. Conclusions

130. Les membres du Conseil de sécurité sont conscients de la portée des Accords de Paris sur le Cambodge, ainsi que de la complexité du processus de paix, qu'ont encore accrue les attitudes et les actes de certains des signataires. Il s'est avéré impossible, du fait de ces difficultés, d'appliquer les Accords sous tous leurs aspects, comme l'aurait voulu le plan de mise en œuvre que j'avais soumis au Conseil en février 1992 (S/23613). La partie du Kampuchea démocratique a persisté à ne pas coopérer et tous les efforts que le Conseil de sécurité, l'APRONUC et d'autres ont faits pour la persuader d'assumer les responsabilités qu'elle avait contractées en signant les Accords ont été vains. Le fait que la PKD se soit refusée à ouvrir les zones qu'elle contrôle à l'APRONUC et à cantonner et désarmer ses troupes, comme elle s'était engagée à le faire, a conduit à la suspension de la démobilisation des forces armées des trois autres factions. Des agents de la partie de l'Etat du Cambodge et des FAPC ont également pris part à des attaques politiquement motivées contre les partis d'opposition, qu'il s'agissait d'intimider. Les massacres de personnes de langue vietnamienne et les attaques expressément dirigées contre le personnel de l'APRONUC traduisent eux aussi l'hostilité croissante de la PKD à l'égard du processus de paix et des élections. Bien que les violations du cessez-le-feu ne revêtent en règle générale qu'une ampleur limitée et que l'APRONUC ait partiellement réussi à contenir la violence politique, le scrutin ne se déroulera manifestement pas dans un climat de non-recours à la force et de neutralité politique aussi fermement assuré qu'on ne l'envisageait dans les Accords de Paris et dans le plan de mise en œuvre.

131. Cette situation a évidemment suscité de vives préoccupations quant à la question de savoir si l'élection pourrait ou devrait se tenir et dans quelle mesure les résultats pourraient être considérés comme traduisant la volonté librement exprimée du peuple cambodgien. Si le scrutin a lieu, comme j'estime qu'il le faut, ce dont on doit maintenant se préoccuper c'est de faire en sorte qu'il se déroule de la manière la plus démocratique et fasse courir le moins de risques possible au personnel électoral tant cambodgien qu'international.

132. Le peuple cambodgien dans son ensemble a montré qu'il désire des élections. Près de 5 millions de Cambodgiens, soit 96 % environ de ceux à qui est reconnu le droit de suffrage, se sont fait inscrire sur les listes électorales au cours de l'opération que l'APRONUC a menée à cet effet d'octobre 1992 à janvier 1993. Vingt partis politiques ont accompli les formalités voulues pour présenter des candidats et, ce faisant, se sont engagés à accepter les résultats du scrutin. C'est là un signe non équivoque d'adhésion au processus électoral. Fait plus convaincant encore, comme je le signalais à l'instant, des dizaines de milliers de Cambodgiens prennent part dans tout le pays à des réunions publiques et manifestations politiques qui ne suscitent ni affrontements ni autres formes de violence. Les trois parties cambodgiennes qui coopèrent avec l'APRONUC se sont elles aussi engagées à accepter les résultats des élections.

133. Il est donc clair que l'ONU se doit de tout mettre en œuvre pour que les élections aient lieu. C'est là un devoir envers le peuple cambodgien qui lui incombe en vertu des Accords de Paris et du mandat que lui a assigné le Conseil de sécurité. Reculer maintenant équivaudrait à céder à des menaces inacceptables et à permettre à un groupe armé qui se dérobe aux engagements qu'il a pris dans les Accords de Paris de mettre son veto au processus de paix.

134. Il n'en va pas moins de soi que les modalités des élections ne seront pas celles qui avaient initialement été envisagées. Les événements qui se sont produits depuis mars permettent de supposer que de nouveaux actes de violence pourraient être commis contre des Cambodgiens, contre certains partis politiques et contre le personnel de l'APRONUC. Le danger est que de pareilles attaques ne dissuadent les électeurs d'aller aux urnes. L'APRONUC renforce depuis quelque temps déjà les mesures de sécurité dans les provinces les plus touchées. Il se pourrait cependant que ces mesures aient elles aussi pour effet de réduire la participation au scrutin, alors qu'elles ne sauraient permettre d'assurer l'entière sécurité des vo-

tants ou du personnel local et international si des individus armés et violents sont résolus à entraver les élections.

135. Comme je l'indiquais au paragraphe 2 ci-dessus, le Conseil a prié le Secrétaire général, dans sa résolution 810 (1993), de lui faire rapport dans le cadre de son quatrième rapport intérimaire sur toutes autres mesures qui seraient nécessaires ou appropriées pour assurer la réalisation des objectifs fondamentaux des Accords de Paris.

136. Dans mon rapport du 15 novembre 1992 (S/24800, par. 31), j'avais proposé, eu égard à l'évolution des conditions dans lesquelles opérait l'APRONUC, que le niveau de déploiement de sa composante militaire, dont le plan de mise en œuvre initial prévoyait qu'il serait réduit après que le processus de cantonnement et de démobilisation aurait été mené à bien, soit maintenu jusqu'aux élections. Dans mon rapport du 13 février 1993 (S/25289, par. 44), j'ai en outre fait part de mon intention de présenter le moment venu au Conseil de sécurité des recommandations appropriées concernant le niveau de déploiement des composantes militaire et police civile de l'APRONUC qui seraient nécessaires pour le restant de la période de transition. Comme le savent les membres du Conseil, ce niveau dépendra dans une large mesure de l'issue des élections et de la situation sur laquelle celles-ci déboucheront, et il ne serait pas possible d'émettre un pronostic qui vaille à ce stade. Je me propose donc de soumettre au Conseil après les élections un nouveau rapport sur les activités de l'APRONUC, dans lequel je lui ferai part de mon sentiment et recommanderai une ligne d'action à adopter sur la question. En attendant ce rapport, je propose à nouveau que les effectifs des composantes militaire et police civile de l'APRONUC soient maintenus à leur niveau actuel.

137. Il est maintenant avéré que certaines des parties cambodgiennes qui ont signé les Accords de Paris les ont appliqués de façon pour le moins inégale et n'ont pas apporté à l'APRONUC la coopération prévue dans ces instruments. Il me paraît donc utile de rappeler que c'est aux parties cambodgiennes elles-mêmes qu'incombe au premier chef la responsabilité de la mise en œuvre des Accords. Chacune des parties se doit notamment de maintenir la sécurité dans les zones qu'elle contrôle et de contribuer à la création et à la préservation d'un climat de neutralité politique. L'Etat du Cambodge doit prévenir ou punir les crimes à motivation politique commis dans la zone qu'il contrôle et s'abstenir de faire usage de l'appareil d'Etat à des fins partisanes. La partie du Kampuchea démocratique risque de se voir isoler sur les plans tant international qu'intérieur si elle paraît avoir essayé de faire échouer les élections cambodgiennes. Il faudra par ailleurs que des comptes lui soient demandés pour les attaques qu'elle a menées contre des Cambodgiens, d'ascendance vietnamienne, notamment, et contre le personnel de l'APRONUC, de même que pour les nouvelles attaques qu'elle pourrait lancer à l'avenir. Il importe que le FUNCINPEC et le FNLPK demeurent résolus à faire campagne dans la paix, sans céder à l'intimidation.

138. Si la tenue d'élections libres et équitables au Cambodge doit être une pierre de touche pour l'ONU, elle le sera aussi pour les Cambodgiens eux-mêmes. Ni la paix, ni les élections, ni la réconciliation nationale ne peuvent être imposées par la force, dont l'APRONUC n'est au reste ni mandatée ni équipée pour en faire usage. Comme je le constatais dans un rapport antérieur, les parties cambodgiennes ne peuvent attendre de la communauté internationale qu'elle réussisse là où elles échouent elles-mêmes.

139. L'ONU a donc maintenant une décision difficile à prendre. La première possibilité consisterait à tenir les élections le mieux possible dans des conditions moins qu'idéales, comme la plupart des Cambodgiens le désirent, et dans l'espoir que la vraie voix du Cambodge sera entendue et respectée. L'autre possibilité consisterait à déclarer que les plus élémentaires des conditions préalables à des élections libres et équitables ne sont pas réunies au Cambodge, du fait à la fois du climat de violence et d'hostilité qui règne et de la recrudescence de la violence que pourraient entraîner les élections, quelle qu'en soit l'issue.

140. Compte tenu de ces différents éléments, il ne fait en ce qui me concerne aucun doute que l'APRONUC doit continuer à s'acquitter de son mandat aussi bien qu'elle le pourra. Elle doit le faire avec la plus grande circonspection et en mettant tout en œuvre pour assurer la sécurité de son personnel de même que le bien-être des Cambodgiens. Il n'est nullement exclu, vu les difficultés rencontrées ces treize derniers mois, que les espoirs initialement nourris quant à la tenue d'élections libres et équitables et au succès de la réconciliation nationale aient été excessifs. Cela étant, il ne serait sans doute ni réaliste ni juste, étant donné la perspective tragique dans laquelle s'inscrit l'histoire récente du Cambodge, de mesurer le pays à la même aune que celle qui vaudrait pour des pays démocratiques où se maintient la stabilité. Jamais les conditions les meilleures pour une élection n'ont été réunies au Cambodge, et peut-être ne le seront-elles pas pour longtemps encore, si tant est qu'elles puissent l'être dans bien d'autres pays. Ce n'est pas là une raison valable pour différer des élections qui ne signalent après tout que le début du renouveau au Cambodge, et non la fin.

141. En dernière analyse, c'est au peuple cambodgien et aux parties cambodgiennes qui sont membres du Conseil national suprême et signataires des Accords de Paris, ainsi qu'aux partis politiques prenant part aux élections qu'il incombera d'assurer l'avenir du pays. La situation au Cambodge demeure incertaine et c'est dans la rocaille qu'auront encore à cheminer le processus de paix et l'APRONUC. L'Autorité n'en continuera pas moins de faire tout ce qui est en son pouvoir pour aider le peuple cambodgien à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des Accords de Paris et à s'engager sur la voie d'un avenir de paix, de stabilité et d'autodétermination.

Document 80

Lettre datée du 7 mai 1993, adressée au Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge, par M. Hun Sen, membre du Conseil national suprême, concernant le processus électoral

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur de me référer aux deux lettres adressées à M. Reginald Austin par le Parti populaire cambodgien (n° 20 CPP/C/UN/93 en date du 17 avril 1993 et n° 23 CPP/C/UN/93 en date du 3 mai 1993) au sujet du système de gestion des urnes et des irrégularités de scrutin, ainsi qu'aux déclarations faites par les représentants du Parti populaire cambodgien aux deux dernières réunions consécutives entre la composante électorale de l'APRONUC et les partis politiques qui ont eu lieu le 3 et le 6 mai 1993 au quartier général de l'APRONUC et au siège de la composante droits de l'homme, conformément à l'article 4 (12) de la loi électorale, annexe 1 — code de conduite.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir envisager les mesures suivantes :

Premièrement, en ce qui concerne la garde des urnes à la fin de chaque jour de scrutin et de dépouillement, je propose que, quel que soit le lieu où sont conservées les urnes, dans les bureaux de vote ou dans les locaux de l'APRONUC (civils ou militaires), *un ou plusieurs agents de mon parti soient autorisés à surveiller ces urnes en permanence.*

Deuxièmement, pour ce qui est du transport des urnes par voie aérienne ou de surface, je propose qu'*au moins un des agents de mon parti soit autorisé à les accompagner.*

Troisièmement, comme nous avons des renseignements solides sur la fraude électorale, ainsi que le prouve le document qui accompagnait notre lettre susmentionnée du 3 mai 1993, je m'oppose à l'initiative et à la proposition du représentant du FUNCINPEC concernant l'utilisation d'un rideau autour de l'isoloir pour empêcher ce qu'il appelle « l'organisation omniprésente » de voir les électeurs cocher leur bulletin. En fait, le rideau ne fait pas partie du plan électoral initial de l'APRONUC car, du point de vue technique, l'isoloir conçu par l'APRONUC, qui sera placé contre le mur ou non, suffit largement à garantir que les électeurs pourront cocher leur bulletin de vote sans que quiconque les voie. Au contraire, la proposition de mettre un rideau coïncide avec la teneur du document du FUNCINPEC que nous venons de découvrir. Si cette proposition est acceptée, ce *parti aura beaucoup moins de mal à substituer des bulletins de vote.*

Tout en vous assurant que le Parti populaire cambodgien a toute confiance dans l'aptitude de l'APRONUC à conduire et à organiser les élections, je tiens néanmoins à souligner que je ne pourrais accepter que les agents de mon parti ne soient autorisés à suivre les urnes que pendant les heures de scrutin et de dépouillement si, à la fin de chaque journée, ils n'avaient pas la moindre idée de l'endroit où se trouvent les urnes.

Si nous voulons que l'élection soit vraiment régulière et exempte de toutes sortes de fraudes possibles, l'APRONUC doit accepter mes deux propositions, qui ont pour seul objet de renforcer encore davantage le caractère libre et équitable du processus électoral au Cambodge.

Enfin, je voudrais appeler votre attention sur le fait que nous ne devons pas offrir aux partis politiques rivaux de nouveaux prétextes pour rejeter les résultats des élections.

Dans l'attente d'une réponse rapide, étant donné que la date du scrutin est proche, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant spécial, les assurances de ma très haute considération.

Le Vice-Président du Parti populaire cambodgien

(*Signé*) HUN SEN

Document 81

Rapport du Secrétaire général établi en application du paragraphe 6 de la résolution 810 (1993) du Conseil de sécurité, sur les préparatifs en vue d'élections à l'Assemblée constituante au Cambodge

S/25784, 15 mai 1993

1. Au paragraphe 6 de sa résolution 810 (1993) du 8 mars 1993, le Conseil de sécurité a demandé à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) de continuer à faire tous les efforts possibles pour créer et maintenir un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables.

Il m'a également prié d'informer le Conseil des conditions et des préparatifs de l'élection au 15 mai 1993. Le présent rapport est soumis en réponse à cette demande.

2. J'ai précédemment rendu compte des activités de l'APRONUC au Conseil de sécurité dans une série de rapports d'activités et de rapports spéciaux, le plus récent en date étant mon quatrième rapport d'activité (S/25719), du 3 mai 1993. Le présent rapport doit être lu en parallèle avec ces documents.

3. Tandis que se rapproche la date des élections, qui doivent se tenir du 23 au 28 mai prochain, la très grande majorité des électeurs cambodgiens, de même que les partis et les factions politiques, ont clairement montré à quel point le scrutin, dans lequel ils voient l'aboutissement du processus de paix, leur tient à cœur. Comme je l'avais déjà fait savoir, plus de 4,7 millions de Cambodgiens, soit 96 % de ceux à qui est reconnu le droit de suffrage, se sont fait inscrire sur les listes électorales. Lors d'une réunion convoquée le 6 mai à Beijing par S. A. R. le prince Sihanouk, trois des quatre factions, soit le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) et la partie de l'Etat du Cambodge ont réaffirmé leur appui aux élections, position qu'elles ont encore réitérée à l'occasion d'une réunion de travail du Conseil national suprême (CNS), le 10 mai. Lors d'une réunion ultérieure, M. Son Sann, chef du Parti démocratique libéral bouddhiste [(PDLB), parti politique du FNLPK], a proposé de suspendre le processus électoral et de reporter les élections, mais le CNS n'a pas donné suite et le PDLB a continué de faire campagne.

4. Depuis que la campagne électorale a officiellement débuté, le 7 avril, les 20 partis politiques en lice ont activement et vigoureusement mené leurs campagnes. De nombreuses réunions et manifestations politiques pacifiques ont été organisées tous les jours, presque partout dans le pays, avec la participation de dizaines de milliers de Cambodgiens. Bien que le FUNCINPEC et le PDLB se soient plaints que la partie de l'Etat du Cambodge ait cherché à empêcher leurs adhérents de prendre part aux réunions qu'ils organisaient, l'APRONUC est d'avis que ni les tentatives ainsi dénoncées ni les attaques et l'intimidation politique auxquelles ces partis ont été soumis ne les ont empêchés de mener une campagne active. L'APRONUC elle-même a également organisé des réunions multipartites.

5. Les préparatifs techniques des élections sont pratiquement achevés. Quelque 900 assesseurs internationaux de bureaux de vote recrutés dans 44 pays et auprès de l'Union interparlementaire sont arrivés en Thaïlande, où ils doivent suivre un cours de formation de trois jours, du 13 au 15 mai. Ils seront rejoints par 130 fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et 370 membres de l'APRONUC, environ, et arriveront à leur lieu d'affectation au Cambodge d'ici au 18 mai. Leurs fonctions, de même que les modalités générales du scrutin, sont décrites à la section D de mon quatrième rapport d'activité.

6. Lors de la réunion du Conseil national suprême tenue le 21 avril 1993, mon représentant spécial a indiqué que la question de savoir si les élections avaient été libres et équitables serait tranchée sur la base de trois critères principaux : mesure dans laquelle la campagne et le scrutin auraient donné lieu à des actes de violence, d'intimidation et de harcèlement; mesure dans laquelle la partie de l'Etat du Cambodge, qui contrôle les zones les plus vastes et dispose de la structure administrative la plus importante aurait été injustement avantagée, soit qu'elle ait fait usage de son appareil administratif à ses propres fins politiques, soit qu'elle ait empêché les autres entités politiques d'accéder aux moyens d'information; conduite technique du scrutin. Bien qu'il soit question de chacun de ces éléments ici, il ne sera donné d'évaluation finale qu'après les élections.

7. Les mesures que l'APRONUC a prises pour contrôler les structures administratives existantes ont été décrites en détail dans mes rapports antérieurs. Les efforts les plus récents qu'elle a faits pour promulguer un code de conduite du personnel militaire et de police et des fonctionnaires, ainsi que pour empêcher le parti populaire cambodgien de faire usage des ressources et du personnel de l'appareil administratif à des fins électorales, ont également été décrits. L'APRONUC a vigoureusement soulevé la question de la séparation du parti et de l'Etat à plusieurs reprises, lors de réunions tant publiques que privées avec les dirigeants de Phnom Penh. Mon représentant spécial a récemment annoncé qu'un officier des forces armées populaires cambodgiennes (FAPC) et un chef de district du parti populaire cambodgien avaient été rayés des listes électorales pour s'être comportés de façon contraire à la loi électorale.

8. L'APRONUC a revendiqué auprès des autorités l'accès aux médias et la liberté de circulation pour les autres partis politiques. Grâce à son intervention énergique, le FUNCINPEC a obtenu que la partie de l'Etat du Cambodge débloque le matériel de télévision qu'il avait importé pour la campagne. Tous les partis politiques ont eu accès aux moyens d'information de l'APRONUC et trois — le FUNCIPEC, le PDLB et le Parti démocratique neutre du Cambodge — ont demandé et obtenu que l'APRONUC mette à leur disposition des moyens de transport aérien qui leur étaient nécessaires pour la campagne.

9. Radio APRONUC diffuse maintenant quinze heures par jour. Elle a ainsi pu promouvoir énergiquement le message qui est au cœur de la campagne d'éducation électorale de l'APRONUC, à savoir que le scrutin est rigoureusement secret. Les chefs des trois factions participant à l'élection ont accepté, à la demande de mon représentant spécial, d'apparaître à ses côtés sur les écrans pour rassurer les électeurs et confirmer que le scrutin serait secret. L'APRONUC est certaine que les procédures électorales qu'elle a mises en place garantissent pleinement le secret et que les électeurs cambodgiens ont bien compris ce message.

10. Il est évident que les incidents violents peuvent perturber les élections, aussi soigneusement qu'elles aient été préparées, notamment par leur effet psychologique déstabilisateur. A la suite du meurtre d'un Volontaire des Nations Unies qui faisait fonction de superviseur électoral de district, et de son interprète, survenu le 8 avril dans la province de Kompong Thom, une soixantaine de Volontaires des Nations Unies se sont retirés. Depuis la publication du document S/25669, dans lequel je faisais état de plusieurs attaques perpétrées contre le personnel de l'APRONUC, et de mon quatrième rapport d'activité (S/25719), de nouvelles violences ont éclaté au Cambodge. Il est impossible de classer tous les actes de violence et d'en déterminer les auteurs mais on peut *grosso modo* distinguer quatre catégories de violences : *a*) meurtres de Cambodgiens, y compris des Cambodgiens de source vietnamienne, par les forces de la partie du Kampuchea démocratique, l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD), en vue de chasser du Cambodge les personnes de souche vietnamienne; *b*) intimidation par la partie de l'Etat du Cambodge des autres partis politiques, principalement le FUNCINPEC, à force d'attaques et de harcèlement; *c*) attaques contre le personnel de l'APRONUC; et *d*) violence aveugle liée au banditisme et à la criminalité.

11. Alors que l'on avait d'abord annoncé une accalmie en avril, les enquêtes de l'APRONUC ont confirmé que 110 Cambodgiens, y compris des Cambodgiens de source vietnamienne, sont morts depuis le début du mois et que 179 autres ont été blessés à la suite d'actes de violence commis le plus souvent au cours d'attaques perpétrées par l'ANKD et par des groupes non identifiés contre des civils et la partie de l'Etat cambodgien ou par cette dernière et des groupes non identifiés contre d'autres partis politiques. L'APRONUC publiera prochainement les résultats de toutes ses enquêtes sur les actes graves de violence, de harcèlement et d'intimidation signalés depuis le 1er mars 1993.

12. De nouvelles attaques contre le personnel de l'APRONUC sont à déplorer depuis la divulgation du quatrième rapport d'activité. Le 4 mai 1993, un convoi de l'APRONUC est tombé dans une embuscade tendue par un groupe armé non identifié dans la province de Banteay Meancheay. Le soir du même jour, des éléments de l'ANKD ont fait feu sur la Société chinoise d'ingénierie et la Société polonaise de logistique dans la province de Komong Thom avec des roquettes et des armes individuelles. Aux premières heures du 7 mai 1993, un groupe d'hommes armés non identifiés a attaqué le bureau de l'APRONUC dans le district de Thpong (province de Kompong Speu) avec des mortiers, des roquettes et des armes individuelles. Le 8 mai 1993, des éléments de l'ANKD ont tiré sur une société pakistanaise à Choam Khsan, dans la province de Preah Vihear. Le 11 mai, deux hommes non identifiés ont jeté deux grenades à main en direction d'une voiture conduite par un officier de la police civile à Sisophon.

13. Deux membres de l'APRONUC ont été tués et 17 autres blessés, dont plusieurs gravement, au cours de ces incidents. Depuis la création de l'APRONUC, 13 de ses membres, civils et militaires, ont perdu la vie et 52 ont été blessés à la suite d'attaques; 39 sont morts d'autres causes.

14. La PKD ayant manifesté à maintes reprises son intention d'empêcher les élections, y compris par la violence, et compte tenu des incidents décrits ci-dessus, l'APRONUC a renforcé et élargi son dispositif de sécurité. Ainsi, il n'y aura pas de scrutin dans les régions contrôlées par la PKD, dont l'APRONUC a interdit l'accès, ni dans certaines régions éloignées où l'ANKD a engagé des opérations. Ces régions, qui sont situées principalement dans les provinces de Siem Reap et de Kompong Thom, sont peu peuplées. Les autres parties du pays ont été classées en zones à risque élevé, moyen et faible, les zones à faible risque étant principalement situées dans les régions densément peuplées du sud et de l'est du pays, y compris Phnom Penh, la capitale. Tous les jours, les commandants de secteur de la composante militaire qui sont responsables de l'ensemble du personnel de l'APRONUC dans leur secteur et les agents électoraux font le point de la situation en matière de sécurité dans chaque district du pays sur la base des dernières informations disponibles. Cette évaluation quotidienne se poursuivra, y compris pendant les élections.

15. Les mesures de sécurité qui ont été prises, et dont l'importance varie en fonction du risque qui existe dans une région donnée, consistent à créer des équipes sédentaires ou mobiles et à assurer la sécurité générale de la zone conformément aux arrangements décrits dans le quatrième rapport d'activité (S/25719, par. 37). Dans les zones à haut risque, des membres armés de l'APRONUC seront stationnés à proximité des bureaux de vote. La protection physique du personnel a été renforcée et celui-ci sera équipé en conséquence. Des forces d'intervention rapide et des unités de secours médical sont prévues pour ces zones.

16. Compte tenu de l'aggravation du danger dans la province de Kompong Thom, le personnel civil de l'APRONUC a été évacué de certains lieux et le nombre des bureaux de vote a été ramené de 102 à 51. Le personnel civil, y compris les membres de la police civile, peut maintenant se placer directement sous la protection du bataillon indonésien de la composante militaire dans les villes de Kompong Thom, Stung et Baray. Dans la province de Siem Reap, le personnel de toutes les composantes peut désormais être hébergé tous les soirs dans les mêmes locaux que les unités militaires. Des arrangements similaires peuvent être mis en place, si nécessaire, dans les autres provinces.

17. La première des cinq étapes du plan de sécurité de la Mission a un caractère préventif; elle est entrée en vigueur dans l'ensemble du pays. A partir de maintenant, les déplacements dans les provinces doivent être autorisés et contrôlés par les commandants de secteur de la com-

posante militaire de l'APRONUC et, dans la mesure possible, s'effectuer sous escorte.

18. Afin de renforcer encore la sécurité pendant les élections, des consultations urgentes ont eu lieu ces derniers jours avec plusieurs gouvernements en vue d'obtenir du matériel supplémentaire pour l'APRONUC. A cet égard, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux Gouvernements de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, de la Malaisie et de la Namibie pour l'aide matérielle et les contributions financières volontaires additionnelles qu'ils ont fournies. Des pourparlers sont toujours en cours avec plusieurs autres gouvernements. Entre-temps, des articles essentiels au renforcement de la sécurité ont été envoyés à la Mission.

19. Bien qu'il soit évidemment impossible de garantir une sécurité totale, tout a été mis en œuvre pour assurer le maximum de protection en tenant compte du caractère de l'APRONUC, qui est une opération de maintien de la paix, et de la nécessité de permettre au plus grand nombre possible de Cambodgiens de se rendre aux urnes. Néanmoins, il y a lieu de souligner à nouveau que c'est aux parties cambodgiennes qu'incombe en premier lieu la responsabilité de maintenir la sécurité dans les zones qu'elles contrôlent. A cet égard, les trois factions cambodgiennes favorables aux élections ont demandé récemment que l'APRONUC leur restitue les armes qu'elles lui ont remises en application de la deuxième phase du cessez-le-feu, conformément aux Accords de Paris. Etant donné les implications d'une telle demande, en particulier pour ce qui est de la sécurité, je l'examine actuellement avec l'urgente attention qu'elle requiert.

20. Il est maintenant évident que, malgré le désir manifeste du peuple cambodgien de déterminer son avenir à travers ces élections et le soin méticuleux avec lequel l'APRONUC a préparé celles-ci, les conditions dans lesquelles s'organise cette consultation ne sont pas celles prévues par les Accords de Paris. Cette situation résulte de l'attitude regrettable de la PKD qui, après avoir abandonné progressivement le processus de paix en commençant par les dispositions concernant le désarmement, a ensuite décidé de boycotter les élections et, maintenant, s'efforce activement d'empêcher leur tenue par la violence. Il est clair que de telles actions constituent une rupture d'engagements solennels. Je suis convaincu que les membres du Conseil de sécurité partagent ma détermination de ne pas permettre que ces actions privent les Cambodgiens de l'occasion, soigneusement préparée par la communauté internationale, de parvenir à la paix par un processus démocratique.

21. Il est regrettable que la partie de l'Etat du Cambodge ait également contribué, encore que dans une moindre mesure, à ce climat de violence en employant des mesures d'intimidation à l'égard des autres parties politiques. D'autre part, la partie de l'Etat du Cambodge n'a rien fait pour empêcher, comme le voulait l'APRONUC, que sa structure administrative ne soit utilisée à des fins politiques.

22. Il ne faut donc pas perdre de vue que les élections qui auront lieu prochainement au Cambodge vont probablement pâtir de la violence qui persiste dans ce pays, même si l'APRONUC continue de faire tout son possible pour y assurer la sécurité. Malheureusement, telle est également la situation dans bien d'autres pays, y compris lorsque les élections se tiennent dans des conditions beaucoup plus favorables, et non dans le sillage d'un conflit âpre et prolongé avec son héritage de tensions et de méfiance profonde, comme c'est le cas au Cambodge. Comme je l'ai indiqué au paragraphe 140 de mon quatrième rapport d'activité, il ne serait pas réaliste de soumettre le Cambodge à des normes qui sont valables pour des pays jouissant d'une situation stable ou possédant des traditions démocratiques bien établies. En conséquence, l'APRONUC fera en sorte que les élections soient aussi impartiales que possible dans cette situation qu'elle n'est pas en mesure de maîtriser pleinement. Il serait naïf de remettre ces élections à plus tard en espérant que la situation va s'améliorer. C'est le contraire qui est plus probable.

23. Il convient de rappeler que S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, qui a tenu les rênes de son pays lorsque celui-ci traversait des périodes beaucoup plus difficiles, a appuyé les élections et, récemment, a encouragé ses compatriotes à mettre à profit cette occasion unique. Cela donne une crédibilité accrue au processus électoral. Je demeure convaincu que, dans cette phase critique, le prince Sihanouk a un rôle crucial à jouer, qui consiste à encourager la réconciliation nationale et à promouvoir la stabilité pendant la période qui suivra les élections.

24. Il est clair pour moi que le Conseil de sécurité et la vaste majorité du peuple cambodgien tiennent à ce que les élections aient lieu à la date prévue. Compte tenu de cette volonté et des considérations qui précèdent, j'ai donné des instructions pour qu'il en soit fait ainsi.

Document 82

Lettre datée du 18 mai 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration publiée par les ministres des affaires étrangères de l'ANASE sur les élections au Cambodge

S/25794, 18 mai 1993

Au nom des représentants permanents des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée par les ministres des affaires étrangères de l'Association au sujet des élections au Cambodge. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) CHEW Tai Soo

Annexe

Déclaration des ministres des affaires étrangères de l'ANASE au sujet des élections au Cambodge

1. Nous, Ministres des affaires étrangères de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), notons avec une profonde préoccupation les tentatives menées pour perturber les élections qui doivent avoir lieu prochainement au Cambodge.

2. Nous sommes fermement convaincus que les élections doivent se dérouler à la date prévue, conformément aux Accords de Paris.

3. Nous demandons à toutes les parties cambodgiennes de se montrer dignes de l'esprit de réconciliation nationale aux fins de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité et de l'inviolabilité territoriales, de la neutralité et de l'unité nationale du Cambodge. Nous leur demandons instamment de s'acquitter pleinement de toutes les obligations qui leur incombent en vertu des Accords de Paris. Nous déplorons que la partie du Kampuchea démocratique (Khmer rouge) ait décidé de ne pas participé aux prochaines élections.

4. Nous demandons également à toutes les parties cambodgiennes de respecter les résultats des élections, tel qu'ils seront proclamés par l'Organisation des Nations Unies. Nous sommes prêts à appuyer pleinement l'Assemblée constituante, l'élaboration d'une constitution et la formation d'un nouveau gouvernement, à l'issue des élections au Cambodge.

5. Nous réaffirmons notre plein appui à S. A. R. Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du Conseil national suprême du Cambodge, qui a joué un rôle déterminant dans les efforts déployés afin de rétablir la paix et de parvenir à la réconciliation avant, pendant et après les élections.

6. Nous déplorons les actes de violence perpétrés contre le personnel de l'APRONUC. Nous demandons le renforcement des mesures de sécurité pour tout le personnel de l'APRONUC, y compris les scrutateurs internationaux, les agents électoraux et les volontaires des Nations Unies. Nous réaffirmons également notre appui à l'APRONUC et soulignons que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies lui fournissant du personnel doivent maintenir leur personnel au Cambodge comme prévu.

Document 83

Résolution du Conseil de sécurité sur l'élection de l'Assemblée constituante au Cambodge

S/RES/826 (1993), 20 mai 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 745 (1992) du 28 février 1992, 810 (1993) du 8 mars 1993, ainsi que les autres résolutions pertinentes,

Prenant note des rapports du Secrétaire général, en date du 3 mai 1993 et du 15 mai 1993,

Exprimant son plein soutien aux près de cinq millions de Cambodgiens qui, en dépit des actes de violence et d'intimidation, se sont fait enregistrer sur les listes pour l'élection d'une assemblée constituante, et ont largement et activement participé à la campagne électorale,

Soulignant la grande importance de la poursuite des efforts inestimables au Cambodge de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national su-

prême (CNS), en vue de parvenir à la réconciliation nationale et de rétablir la paix,

1. *Approuve* les rapports du Secrétaire général en date du 3 mai 1993[1] et du 15 mai 1993[2];

2. *Exprime sa satisfaction* pour les dispositions adoptées par les Nations Unies pour la tenue de l'élection de l'Assemblée constituante au Cambodge, qui sont décrites dans le rapport du Secrétaire général du 15 mai 1993;

3. *Exige* que toutes les parties respectent les Accords de Paris et apportent la pleine coopération requise par ces accords à l'APRONUC[3];

4. *Félicite* ceux qui ont participé à la campagne électorale conformément aux Accords de Paris en dépit des actes de violence et d'intimidation, afin que le peuple cambodgien ait la possibilité de choisir librement son propre gouvernement;

5. *Déplore* tous les actes de non-coopération avec les Accords de Paris et condamne tous les actes de violence commis pour des motifs politiques et ethniques, les actes d'intimidation et les attaques contre le personnel de l'APRONUC;

6. *Exprime* son plein soutien aux mesures prises par l'APRONUC pour garantir la sécurité du personnel de l'APRONUC et souligne la nécessité que l'APRONUC poursuive ses efforts en ce sens;

7. *Exige* que toutes les parties prennent toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la sécurité du personnel de l'APRONUC sur l'ensemble du territoire cambodgien et s'abstiennent de toute menace ou de tout acte d'intimidation contre ses membres, et de toute ingérence dans l'exercice de leurs fonctions;

8. *Exprime sa satisfaction* pour les efforts et les résultats positifs de l'APRONUC dans la préparation de ces élections tant en ce qui concerne le processus d'homologation des candidats et des partis que le déroulement de la campagne électorale dans des conditions pourtant difficiles;

9. *Appuie sans réserve* la décision du Secrétaire général d'organiser les élections à la date prévue, conformément à la décision du CNS entérinée par le Conseil de sécurité dans sa résolution 810 (1993);

10. *Demande* à l'APRONUC de continuer à œuvrer conformément à la résolution 810 (1993) pour assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables;

11. *Réaffirme* qu'il est déterminé à entériner les résultats des élections pour une assemblée constituante, à condition qu'elles soient certifiées justes et équitables par les Nations Unies;

12. *Rappelle* à toutes les parties cambodgiennes l'obligation qui leur incombe au titre des Accords de Paris de respecter pleinement les résultats de ces élections;

13. *Avertit* que le Conseil réagira de façon appropriée si l'une des parties ne respecte pas ses obligations;

14. *Réaffirme* qu'il est prêt à soutenir pleinement l'Assemblée constituante et le processus d'élaboration d'une constitution et de mise en place d'un nouveau gouvernement pour l'ensemble du Cambodge; et à soutenir les efforts ultérieurs en faveur de la réconciliation nationale et de la consolidation de la paix;

15. *Reconnaît* que les Cambodgiens eux-mêmes assument la responsabilité principale de l'application des Accords de Paris, ainsi que de l'avenir politique et de la prospérité de leur propre pays, et réaffirme que toutes les parties cambodgiennes doivent s'acquitter des obligations qui leur incombent aux termes des Accords de Paris et participer de manière constructive et pacifique au processus politique après les élections;

16. *Prie* le Secrétaire général de lui faire rapport sans délai sur le déroulement et le résultat des élections, et notamment sur la conduite des parties eu égard aux obligations qui leur incombent en vertu des Accords de Paris et, si nécessaire, de recommander toute initiative ou mesure propre à assurer le plein respect de ces obligations par toutes les parties;

17. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[1] S/25719 (document 79).
[2] S/25784 (document 81).
[3] S/23177, annexe (document 19).

Document 84

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant l'acte de violence commis contre l'APRONUC le 21 mai 1993

S/25822, 22 mai 1993

Le Conseil de sécurité condamne fermement le bombardement, le 21 mai 1993, des Forces de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), qui a fait deux morts et sept blessés parmi les membres du détachement chinois chargé du génie. Il présente ses condoléances au Gouvernement chinois ainsi qu'aux familles des victimes dont il salue le courage et le dévouement.

Le Conseil de sécurité prend note du rapport préliminaire du Secrétariat selon lequel ce bombardement est

le fait de l'ANKD. Il prie le Secrétaire général de poursuivre l'enquête et de lui faire rapport d'urgence.

Le Conseil de sécurité exprime son ferme soutien à l'APRONUC dans l'exercice de son mandat conformément aux Accords de Paris. Il condamne fermement toutes les attaques contre l'APRONUC et exige que tous ceux qui en sont responsables cessent immédiatement de se livrer à des actes hostiles contre l'APRONUC et prennent sans délai des mesures pour protéger la vie et la sécurité des personnels de l'Autorité.

Le Conseil de sécurité rappelle la mise en garde contenue dans sa résolution 826 (1993) du 20 mai 1993, selon laquelle il réagira de façon appropriée si l'une des parties ne respecte pas ses obligations. Il avertit également qu'il ne tolérera pas que l'usage de la violence compromette le processus démocratique au Cambodge ou le mette en échec et qu'il adoptera de nouvelles mesures appropriées contre toute partie qui n'honorera pas ses obligations.

Le Conseil de sécurité est en outre résolu à ce que les élections à l'Assemblée constituante aient lieu aux dates qui ont été décidées par le Conseil national suprême et approuvées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 810 (1993). Il réaffirme son attachement à la résolution 826 (1993). Le Conseil lance un appel au peuple cambodgien pour qu'il exerce pleinement son droit de vote au cours des prochaines élections. Il souligne à cet égard qu'il importe de faire cesser les actes de violence, les menaces et les intimidations et d'assurer un climat de neutralité politique au Cambodge.

Document 85

Lettre datée du 28 mai 1993, adressée au prince Norodom Sihanouk par le Secrétaire général sur la tenue d'élections au Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

En ce jour faste où le peuple khmer célèbre le succès des élections qui viennent de se dérouler au Cambodge, je tiens à exprimer à Votre Altesse ma profonde gratitude pour le précieux appui qu'elle a bien voulu apporter à l'Organisation des Nations Unies et à l'APRONUC avant et pendant le scrutin.

Je suis en effet convaincu que votre retour à Phnom Penh à la veille des élections a puissamment contribué à renforcer la confiance des Cambodgiens dans la capacité de l'APRONUC à assurer le bon déroulement du scrutin dans une atmosphère de liberté et de relative sérénité.

A travers Votre Altesse, je félicite le peuple khmer d'avoir exercé si massivement son droit de vote. Rien mieux que ce taux de participation exceptionnel ne pouvait confondre les défaitistes et autres prophètes de malheur qui prédisaient que les Cambodgiens n'auraient pas le courage de voter, pour la seule raison que l'une des parties cambodgiennes aux Accords de Paris les appelait à boycotter les élections.

Encouragé par votre dévouement et votre abnégation, le peuple cambodgien a pleinement justifié la confiance que l'APRONUC n'a jamais cessé d'avoir en lui.

Le bon déroulement de ces élections démocratiques ne doit cependant pas nous faire oublier le travail considérable qui reste à accomplir au cours des prochaines semaines.

A cet égard, et conformément aux assurances que m'a données Votre Altesse lors de ma visite des 7 et 8 avril 1993 à Phnom Penh, je me réjouis de savoir que mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, et l'APRONUC pourront compter sur votre généreux appui tout au long de la prochaine phase du processus politique.

De mon côté, je peux vous assurer que nous travaillerons en étroite coopération avec Votre Altesse ainsi qu'avec les députés élus à l'Assemblée constituante.

En vous réitérant l'expression de ma profonde reconnaissance pour votre appui inestimable, je vous prie, Excellence, d'agréer les assurances de ma très haute considération et mon très fidèle souvenir.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 86

Lettre datée du 28 mai 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la poursuite de l'enquête sur les bombardements qui ont eu lieu dans la province de Kompong Cham, au Cambodge, le 21 mai 1993

S/25871, 1er juin 1993

Dans la déclaration que le Président du Conseil de sécurité a faite le 22 mai 1993 au sujet des activités de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) [S/25822], le Conseil a pris note du rapport préliminaire du Secrétariat sur les bombardements qui ont eu lieu le 21 mai 1993 dans la province de Kompong Cham et m'a prié de poursuivre l'enquête sur l'incident et de lui faire rapport d'urgence.

Les informations figurant dans la présente lettre sont soumises comme suite à cette demande et se fondent sur les rapports concernant les recherches effectuées par l'APRONUC, notamment par son Equipe d'enquête stratégique.

Le 21 mai 1993, vers 23 h 30, heure locale, 15 à 20 membres de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD), les forces de la partie du Kampuchea démocratique, ont attaqué une position occupée par la police de la partie de l'Etat du Cambodge qui est située à environ 150 mètres au sud de la position occupée par une compagnie du génie chinoise dans le village de Skon (province de Kompong Cham). Des armes légères et des roquettes ont été utilisées au cours de l'attaque. La police de la partie de l'Etat du Cambodge a immédiatement riposté par des tirs d'armes légères, de mortier et de roquettes.

Trois roquettes ont été tirées par l'Armée nationale du Kampuchea démocratique à partir d'une position située à environ 100 à 150 mètres au sud de la position occupée par la partie de l'Etat du Cambodge. La première de ces roquettes, probablement une roquette B40.5 a dépassé la position occupée par la partie de l'Etat du Cambodge et est entrée par la fenêtre ouverte d'une baraque de la compagnie chinoise qui était située dans la ligne de tir. Un soldat chinois a été tué sur le coup. Un autre qui a été grièvement blessé est décédé deux heures et demie plus tard. Sept autres soldats ont été blessés. Tous les soldats blessés ont été évacués sur Phnom Penh. Une sentinelle de la compagnie chinoise a vu les deux autres roquettes dépasser à la fois la position occupée par la partie de l'Etat du Cambodge et le camp chinois et tomber dans une mare derrière les baraquements. Les échanges de tir entre l'Armée nationale du Kampuchea démocratique et la police de la partie de l'Etat du Cambodge ont duré quarante-cinq minutes environ, jusqu'au moment où l'Armée nationale du Kampuchea démocratique s'est retirée vers le sud.

A la suite des recherches effectués par l'Equipe stratégique d'enquête, l'APRONUC a confirmé son rapport initial, à savoir que ce n'était probablement pas la compagnie chinoise qui était visée par l'attaque : une section de la compagnie chinoise, qui est stationnée à l'est de la position occupée par la police de la partie de l'Etat du Cambodge et plus près de l'endroit d'où partaient les tirs, n'a pas été touchée. L'APRONUC estime qu'une roquette visant la position occupée par la police de la partie de l'Etat du Cambodge a touché le camp chinois à la suite d'une erreur, ce camp étant situé dans la même ligne de tir que la position occupée par la partie de l'Etat du Cambodge.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 87

Lettre datée du 31 mai 1993, adressée au Secrétaire général par le prince Norodom Sihanouk, concernant les élections au Cambodge, dans laquelle hommage est rendu à l'APRONUC

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'exprime à Votre Excellence ma sincère et profonde gratitude pour les nobles termes de votre lettre du 28 mai 1993.

Ma satisfaction au regard de la participation massive de la population khmère au processus électoral n'a d'égale que la vôtre.

Ce résultat très réconfortant est dû à l'attention persévérante que Votre Excellence n'a cessé d'accorder au difficile et très complexe problème cambodgien.

Il marque la consécration de l'action courageuse, minutieuse et, en fin de compte, efficace, de tous les responsables et membres des Nations Unies très présents sur le terrain : Son Excellence Monsieur Yasushi Akashi, votre représentant spécial, ses éminents collaborateurs de l'APRONUC, les vaillants contingents militaires et de la police, et tous les observateurs internationaux.

Je tiens à leur rendre un vibrant hommage.

Soyez assuré de mon soutien constant tout au long de la prochaine phase du processus politique.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma plus haute et admirative considération.

(*Signé*) NORODOM SIHANOUK

Document 88

Lettre datée du 2 juin 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, transmettant une déclaration faite par le Représentant spécial pour le Cambodge devant le Conseil national suprême, le 29 mai 1993; le Secrétaire général appuie la déclaration du Représentant spécial selon laquelle les élections se sont déroulées librement et équitablement

S/25879, 2 juin 1993

J'ai l'honneur d'appeler votre attention sur la déclaration que mon représentant spécial pour le Cambodge a faite devant le Conseil national suprême du Cambodge, le 29 mai 1993, après la clôture du scrutin lors des élections qui ont eu lieu au Cambodge du 23 au 28 mai 1993. Dans cette déclaration, à laquelle je souscris pleinement, mon représentant spécial déclare que les élections se sont déroulées librement et équitablement.

Lorsque le dénombrement des suffrages, actuellement en cours, sera terminé, une décision sera prise, comme prévu par les Accords de Paris, au sujet du caractère libre et équitable de l'ensemble du processus électoral.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Annexe

Déclaration faite par le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge devant le Conseil national suprême du Cambodge

29 mai 1993

Altesse, Messieurs les membres du Conseil national suprême, Excellences, Mesdames, Messieurs,

Hier soir, la sixième journée du scrutin des élections cambodgiennes s'est achevée. En ce moment même, le décompte des bulletins ordinaires et la vérification et le décompte des bulletins en attente ont commencé. Les bulletins ordinaires sont dénombrés dans les centres provinciaux et à Phnom Penh. Les bulletins en attente sont vérifiés et dénombrés à Phnom Penh seulement. Nous publierons deux fois par jour, à partir de ce soir, les chiffres dénombrés dans chaque province, et j'espère que nous pourrons terminer le décompte des bulletins ordinaires dans l'ensemble du pays au début de la semaine prochaine.

La vérification et le dénombrement des bulletins en attente prendront un peu plus longtemps. Toutefois, étant donné que ces bulletins ne représentent que 7 % environ du nombre total des suffrages exprimés et que la plupart ont été déposés par des électeurs qui votaient en dehors de la province où ils sont inscrits et non par des électeurs qui avaient perdu leur carte électorale, la vérification pourra s'effectuer dans un délai relativement court. Le décompte final des suffrages pourra donc être achevé et annoncé dans le courant de la semaine.

Lors de notre dernière réunion, qui s'est tenue le 20 mai après la fin de la campagne électorale et avant l'ouverture du scrutin, j'ai déclaré que des conditions acceptables existaient pour la tenue des élections, sur la base du déroulement de la campagne et compte tenu des réunions publiques et des meetings auxquels des centaines de milliers de Cambodgiens avaient assisté dans le calme.

Le scrutin s'est ouvert comme prévu le dimanche 23 mai. Il s'est poursuivi sans incident sérieux jusqu'au vendredi 28 mai. Pendant les trois premiers jours, des bureaux de vote fixes ont opéré en tandem avec de petites équipes mobiles; pendant les trois derniers jours, seules les équipes mobiles ont fonctionné.

Les élections ont eu lieu dans tous les districts de toutes les provinces du Cambodge, à l'exception de deux districts de la province de Siem Reap. D'après les chiffres les plus récents, 4 242 454 électeurs inscrits au total, représentant 89,04 % environ du corps électoral, ont exercé leur droit d'exprimer leur suffrage. A notre avis, ils l'ont fait sans contrainte, dans une atmosphère de calme et il n'y a pratiquement pas eu de violence ni d'actes d'intimi-

dation. Aucune perturbation notable n'a été relevée pendant la durée du scrutin.

Quelques difficultés techniques se sont présentées. Dans plusieurs cas, les scellés en plastique et quelques cadenas ont été endommagés pendant le transport des urnes en raison du très mauvais état des routes et certains se sont plaints de l'encre indélébile et de l'utilisation de crayons dans certaines provinces. Des mesures ont été prises immédiatement pour rectifier la situation, en consultation étroite avec les agents des partis qui ont exercé de manière responsable et vigilante leur droit d'observer le scrutin. Le processus a été suivi dans sa totalité par des observateurs internationaux, notamment par un groupe multinational de l'Union interparlementaire, ainsi que par les médias locaux et internationaux.

En conclusion, je déclare sans hésitation, au nom du Secrétaire général et de l'Organisation des Nations Unies, que les élections se sont déroulées librement et équitablement. Je tiens à rendre l'hommage le plus chaleureux au peuple cambodgien qui, par son courage, sa patience, sa bonne humeur et son attachement à la paix et à la démocratie, a opposé un démenti flagrant à ceux qui prônent la violence et qui ont tenté de l'empêcher d'exercer ses droits inaliénables. Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude à S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du Conseil national suprême, pour le soutien précieux qu'il a apporté aux élections, à l'occasion desquelles il est revenu dans son pays la veille du scrutin.

Quel que soit le parti qui obtienne le plus grand nombre de suffrages, les gagnants incontestés dans cette élection sont indubitablement les Cambodgiens eux-mêmes. Je leur rends hommage et je voudrais, par l'intermédiaire de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk et des autres membres du Conseil national suprême, les remercier de tout cœur d'avoir fait confiance à l'impartialité de l'APRONUC. Je n'oublierai jamais la spontanéité et l'enthousiasme des Cambodgiens de tous bords que j'ai pu observer dans les lieux où je me suis rendu pendant ces élections. Je voudrais vous lire un passage du rapport dans lequel un officier de l'APRONUC stationné dans la province de Kompong Cham déclare que la participation a été écrasante : « Les gens veulent voter. L'atmosphère générale est à la fête. Les gens qui sortent des bureaux de vote sont heureux, ils sont même débordants de joie. Ils rient et plaisantent. Les nombreuses personnes qui s'entassent à l'arrière des gros camions chantent et dansent. Enfants et adultes attendent en foule sur le bord des chemins pour voir passer les convois qui transportent le soir les urnes et tous sourient et font signe de la main. »

Cette manifestation débordante de volonté populaire devrait renforcer l'engagement déjà pris par les parties de respecter les résultats de l'élection. Le Conseil de sécurité de l'ONU a rappelé à toutes les parties cambodgiennes l'obligation qui leur incombe en vertu des Accords de Paris de se conformer pleinement aux résultats des élections. La détermination du caractère libre et équitable des élections impose à tous les participants l'obligation rigoureuse de se conformer au choix du peuple, quel qu'il soit.

Dès que le dénombrement des suffrages sera achevé, j'annoncerai la conclusion à laquelle sera parvenue l'Organisation des Nations Unies sur le fait de savoir si le dénombrement lui-même s'est déroulé de façon libre et équitable. La liste des membres de l'Assemblée constituante sera alors établie sur la base des résultats ainsi certifiés et publiquement annoncés. On fixera ensuite la date et le lieu de la première réunion de l'Assemblée.

L'APRONUC est prête à apporter son soutien aux membres de l'Assemblée constituante par tous les moyens appropriés et pourra notamment les aider à créer le secrétariat de l'Assemblée. Un projet de règlement intérieur a déjà été établi à l'intention de l'Assemblée. Je maintiens des contacts étroits avec S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, pour déterminer les moyens qui permettront de régler de façon satisfaisante la situation postélectorale, qui sans aucun doute sera complexe. Je voudrais proposer que le Conseil national suprême examine, à sa prochaine réunion, le 5 juin 1993, les modalités du fonctionnement de l'Assemblée et ses relations avec l'APRONUC, le Conseil national suprême et les autorités administratives existantes.

J'aimerais clore ma déclaration en donnant lecture d'une partie du message que m'a adressé M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies : « Le déroulement satisfaisant des élections constitue non pas la fin mais bien le commencement, de ce qui sera, nous l'espérons, pour le peuple cambodgien un voyage passionnant sur la route de la réconciliation nationale » et vers le relèvement et la reconstruction du pays, que nous désirons ardemment.

Document 89

Résolution du Conseil de sécurité sur les élections au Cambodge

S/RES/835 (1993), 2 juin 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 745 (1992) du 28 février 1992, 810 (1993) du 8 mars 1993, 826 (1993) du 20 mai 1993 et autres résolutions pertinentes,

Exprimant ses remerciements à l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et en particulier au Représentant spécial du Secrétaire général, Yasushi Akashi, pour le courage, le dévouement et la persévérance avec lesquels ils ont apporté le soutien voulu au processus électoral, malgré les épreuves et les difficultés,

Rendant hommage au rôle dirigeant de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême, et au rôle qu'il continue à jouer,

Notant avec satisfaction le nombre considérable de Cambodgiens qui ont manifesté leur patriotisme et leur sens des responsabilités en exerçant leur droit de vote,

Faisant sienne la déclaration que le Représentant spécial du Secrétaire général a faite le 29 mai 1993 au Conseil national suprême, selon laquelle les élections se sont déroulées librement et équitablement[1],

1. *Rend hommage* aux membres de l'APRONUC, en particulier à ceux qui ont fait le sacrifice de leur vie pour permettre cette manifestation extraordinaire de la part du peuple cambodgien,

2. *Invite* le Secrétaire général à lui présenter son rapport sur les élections aussitôt que possible;

3. *Exprime son intention,* lorsque la régularité des élections aura été attestée, d'apporter tout son soutien à l'Assemblée constituante dûment élue dans les travaux qu'elle entreprendra afin d'élaborer une constitution, conformément aux principes énoncés à l'annexe 5 de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge[2], et de constituer un nouveau gouvernement pour tout le Cambodge;

4. *Demande* à toutes les parties de se conformer à l'obligation qui leur incombe de respecter pleinement les résultats des élections et leur demande instamment de faire tout leur possible pour assurer l'établissement pacifique d'un gouvernement démocratique conformément aux termes de la nouvelle Constitution;

5. *Demande instamment* à la communauté internationale de contribuer activement à la reconstruction et au relèvement du Cambodge;

6. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[1] S/25879 (document 88).
[2] S/23177 (document 19).

Document 90

Lettre datée du 4 juin 1993, adressée par le Viet Nam, transmettant une déclaration du Ministère des affaires étrangères concernant les élections au Cambodge

S/25886, 5 juin 1993

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam, en date du 3 juin 1993, concernant les élections générales qui ont eu lieu du 23 au 28 mai 1993 pour élire une assemblée nationale constituante au Cambodge.

Je vous serais obligé de bien vouloir en faire distribuer le texte comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) LE V. BANG

Annexe

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam

Les élections générales organisées et supervisées par l'Organisation des Nations Unies pour élire une assemblée nationale constituante au Cambodge, conformément à l'Accord de Paris sur le règlement politique global du conflit cambodgien, se sont tenues du 23 au 28 mai 1993. Elles se sont déroulées dans une atmosphère relativement calme et harmonieuse. Bien que les Khmers Rouges aient délibérément tenté de saboter les élections, le taux de participation a atteint près de 90 %. Cela montre bien le désir du peuple cambodgien d'obtenir très rapidement la paix, la stabilité et la concorde nationale afin de bâtir un pays prospère et une vie heureuse après les ravages de la guerre et du génocide. Les événements favorables entourant ces élections illustrent également les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et les signataires de l'Accord de Paris pour promouvoir le processus de paix au Cambodge, et leur ferme détermination à cet égard.

Proches voisins du Cambodge et signataires de l'Accord de Paris, le Gouvernement et le peuple vietnamiens suivent ces élections avec un grand intérêt et, avec le reste de la communauté internationale, espèrent qu'elles permettront d'instaurer de bonnes conditions pour que le peuple cambodgien puisse bâtir un pays pacifique, indépendant, neutre et non aligné qui entretienne des relations amicales avec tous les autres pays. Le Gouvernement et le peuple vietnamiens, encore une fois, demandent à la communauté internationale et aux parties cambodgiennes en présence de continuer à contribuer au processus de façon à ce que le Cambodge puisse obtenir bientôt la paix et la stabilité, dans l'intérêt du peuple cambodgien et des autres peuples de la région.

A cette occasion, le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam réaffirme la politique qu'il a toujours suivie : appliquer scrupuleusement l'Accord de Paris, respecter pleinement l'indépendance et la souveraineté du Cambodge et le droit du peuple cambodgien de décider lui-même de son avenir. Le Gouvernement vietnamien souhaite maintenir et développer des relations de bon voisinage avec le Cambodge sur la base des principes de la coexistence pacifique, de la non-ingérence dans les affaires intérieures l'un de l'autre et de la coopération mutuellement avantageuse dans l'intérêt des deux pays, et ceux de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est et dans le reste du monde.

A cet égard, le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam se déclare disposé à reconnaître le nouveau gouvernement du Cambodge qui sera élu par une assemblée nationale constituante et exprime son souhait de consolider et d'élargir les relations d'amitié et de coopération avec lui dans l'esprit du communiqué commun publié par le Viet Nam et le Cambodge en janvier 1992.

Document 91

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant des attaques armées contre des sections pakistanaise et malaisienne de l'APRONUC

S/25896, 8 juin 1993

Le Conseil de sécurité condamne fermement les deux attaques armées lancées, le 7 juin 1993, l'une contre une section pakistanaise de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), l'autre contre une section malaisienne de l'APRONUC. Lors du premier incident, deux Pakistanais ont été blessés, dont un gravement; lors du deuxième, trois Malaisiens ont été blessés, dont un gravement.

Le Conseil de sécurité prend note du rapport préliminaire du Secrétariat suivant lequel la première attaque a été lancée contre le camp pakistanais par l'Armée nationale du Kampuchéa démocratique; dans le second incident, l'identité des assaillants n'a pas encore été déterminée. Il demande au Secrétaire général de poursuivre l'enquête et de lui faire rapport d'urgence.

Le Conseil de sécurité exige que les auteurs des attaques mettent immédiatement fin à tous actes d'hostilité contre l'APRONUC et réaffirme qu'il prendra les mesures qui s'imposeront contre ceux qui menacent la sécurité du personnel de l'Autorité et tentent de faire échouer par la violence le processus démocratique au Cambodge.

Document 92

Rapport du Secrétaire général sur le déroulement et le résultat des élections au Cambodge

S/25913, 10 juin 1993

1. Au paragraphe 16 de sa résolution 826 (1993), le Conseil de sécurité m'a prié de lui faire rapport sans délai sur le déroulement et le résultat des élections au Cambodge, et notamment sur la conduite des parties eu égard aux obligations qui leur incombaient en vertu des Accords de Paris (S/23177, annexe) et, si nécessaire, de recommander toute initiative ou mesure propre à assurer le plein respect de ces obligations par toutes les parties. Au paragraphe 2 de la résolution 835 (1993), le Conseil m'a invité à lui présenter mon rapport sur les élections aussitôt que possible. Le présent rapport est présenté conformément à ces demandes.

2. Les élections ont eu lieu comme prévu du 23 au 28 mai 1993 dans l'ensemble des 21 provinces du Cambodge. Entre le 23 et le 25 mai, environ 1 400 bureaux de vote fixes, de grande, petite et moyenne dimension, ont été mis en service et 200 équipes mobiles ont opéré dans des régions éloignées ou accidentées. Les équipes mobiles sont restées en activité pendant l'ensemble des six jours, tandis que, le 26 mai, certains des bureaux fixes ont été transformés en unités mobiles qui ont accompli leur fonction les 27 et 28 mai. Le scrutin s'est déroulé chaque jour de 8 heures à 16 heures et a été prolongé le dernier jour pour accueillir les retardataires. A part quelques incidents, décrits ci-après, le vote s'est déroulé dans une atmosphère de paix et souvent de fête, les électeurs parcourant parfois plusieurs kilomètres à pied pour se rendre aux urnes, apparemment insensibles aux menaces de violence ou au banditisme, aux difficultés du parcours ou aux fortes pluies qui tombaient sur la plus grande par-

tie du pays. Comme je l'ai indiqué dans mon rapport établi en application du paragraphe 6 de la résolution 810 (1993) du Conseil de sécurité (S/25784), les membres du personnel militaire et de la police civile de l'APRONUC ont assuré des conditions de sécurité rigoureuses pendant toute la durée du scrutin.

3. Le scrutin s'est généralement déroulé dans le calme et aucune perturbation notable n'a eu lieu. Cependant, quelques cas de violence dispersés se sont produits. Un civil cambodgien a été tué le premier jour du scrutin lorsque la province de Kompong Cham a essuyé plusieurs tirs de mortiers et le bureau de vote a été temporairement fermé dans la zone concernée. D'autres bureaux de vote ont été fermés durant de courtes périodes pour des raisons de sécurité , mais de nombreux bureaux sont restés ouverts même lorsque des obus tombaient à proximité. Dans la province du Kampot, le scrutin a été temporairement suspendu dans un district lorsque des hommes armés ont pénétré dans un bureau de vote et volé du matériel. Le scrutin a repris par la suite. Dans le district de Sot Nikum (province de Siem Reap), un bureau de vote mobile a été attaqué par des hommes en armes. Un Bangladeshi appartenant à la composante militaire, de même que deux électeurs et un autre Combodgien ont été blessés.

4. Dans certaines parties du pays, il est apparu que des éléments de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) empêchaient les électeurs de se rendre aux urnes, mais à Poipet, dans la province de Banteay Meanchey, quelque 200 soldats non armés de l'ANKD ont voté. Dans la même province, plusieurs centaines de personnes appartenant aux familles de soldats de l'ANKD ont également voté dans les villages de Thmar Puok, Banthey Thma et Phum Ampil, de même que des soldats et des civils provenant de zones contrôlées par l'ANKD autour de l'enclave de Sok San, dans la province de Battambang.

5. Le taux de participation a été impressionnant. Au total, 4 267 192 personnes, soit 89,56 % des électeurs inscrits, se sont rendues aux urnes. Environ 7 % des suffrages ont été exprimés au moyen de bulletins en attente, utilisés principalement par des électeurs votant à l'extérieur de la province dans laquelle ils avaient été inscrits. Environ 46 % des électeurs inscrits, soit environ 2,2 millions de personnes, ont voté le premier jour, ce nombre étant le plus élevé qui ait été enregistré en une seule journée.

6. Trois des quatre parties cambodgiennes signataires des Accords de Paris — la Partie de l'Etat du Cambodge [par la voix du Parti du peuple cambodgien (PPC)], le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et le Front national de libération du peuple khmer, le Parti démocratique libéral bouddhiste (FNLPK/PDLB) — ont pris part au scrutin. Ces trois parties ont pleinement respecté la loi électorale et ont toutes exercé leur droit légitime de poster des agents dans les bureaux de vote pour suivre les opérations.

7. La quatrième partie cambodgienne signataire, celle du Kampuchea démocratique, ne s'est pas inscrite comme parti politique, n'a pas pris part aux élections et a menacé de les perturber par la violence. Toutefois, comme on l'a déjà noté plus haut, aucun incident notable ne s'est produit.

8. Lors d'une réunion du Conseil national suprême convoquée le 29 mai 1993, le lendemain du dernier jour du scrutin, pour examiner le processus électoral, mon représentant spécial a déclaré, au nom du Secrétaire général et de l'Organisation des Nations Unies, qu'eu égard au taux de participation très élevé dans l'ensemble du pays, à l'absence d'actes de violence ou de perturbations durant le vote, au succès du déroulement technique du scrutin et à l'atmosphère de calme et de paix qui a régné pendant toute la durée du scrutin, les élections s'étaient déroulées librement et équitablement. Le texte de la déclaration de mon représentant spécial a été publié sous la cote S/25879. Le dépouillement du scrutin a commencé dans la matinée du 29 mai 1993.

9. A la réunion du Conseil national suprême du 29 mai, M. Hun Sen, vice-président du PPC, a fait une déclaration dans laquelle il a exprimé sa satisfaction et ses vives félicitations devant le résultat « excellent » du processus électoral. Il a dit que ce résultat avait été obtenu « grâce à un climat politique qui avait favorisé un environnement exempt de contrainte, d'intimidation ou de peur, permettant ainsi à la majorité écrasante de la population de tout le pays de se rendre aux urnes avec confiance et enthousiasme, de déterminer son propre avenir, en désirant absolument la paix, de s'unir et de se vouer à l'édification d'un Cambodge nouveau ». Il a noté dans sa déclaration que le PPC avait présenté à l'APRONUC des observations sur la mise en œuvre des aspects techniques du processus électoral et que le parti attendait le résultat des élections dans l'espoir que le dépouillement du scrutin se déroulerait dans des conditions rigoureuses qui permettraient à tous les partis d'en accepter l'issue.

10. Par la suite, le PPC a soulevé un certain nombre d'objections au sujet d'irrégularités qui se seraient produites lors du scrutin et du dépouillement. Il a avancé à cet égard que les agents des partis n'avaient pas pu inspecter les « lieux sûrs » où étaient placées les urnes durant la nuit, que certains scellés en plastique utilisés pour fermer les urnes avaient été brisés, que l'encre indélébile n'était pas efficace, que certains scrutateurs cambodgiens recrutés sur place n'avaient pas fait preuve de partialité et que le nombre de bulletins dans les urnes n' était pas exact. Les dirigeants du PPC ont également fait état de fraude. Mon représentant spécial a demandé au PPC de fournir à l'APRONUC tous les éléments nécessaires pour pouvoir mener une enquête complète, mais aucun détail supplémentaire n'avait encore été communiqué. Dans certains cas, lorsque des plaintes spécifiques ont été faites et des détails ont été fournis, des enquêtes ont été effectuées sur place à l'entière satisfaction des agents des partis.

11. Du fait qu'il était nécessaire d'assurer l'exactitude et la transparence de l'opération, le dépouillement a été plus lent que prévu. C'est pourquoi, l'APRONUC a diffusé des résultats partiels deux fois par jour. Le PPC, citant des « erreurs » dans les chiffres, a demandé à l'APRONUC d'arrêter cette procédure, mais l'APRONUC a opposé une fin de non-recevoir. La diffusion régulière des chiffres avait pour but de favoriser au maximum la transparence du processus, étant donné en particulier que les chiffres, dont avaient connaissance les agents des partis politiques présents au moment du dépouillement, relevaient du domaine public.

12. Le PPC a également demandé à l'APRONUC d'organiser de nouvelles élections dans sept provinces, y compris dans la capitale Phnom Penh. L'APRONUC a répondu qu'il n'en ferait rien tant que le PPC ne pourrait pas produire des preuves convaincantes d'irrégularités et de fraudes dont l'étendue justifierait l'invalidation du scrutin. Le PPC n'a pas présenté de telles preuves.

13. Le dépouillement des bulletins ordinaires et des bulletins en attente est maintenant terminé. Les 4 011 631 bulletins valides indiquent que le FUNCINPEC a obtenu 1 824 188 voix, soit 45,47 % des suffrages exprimés, contre 1 533 471 voix, soit 38,23 %, pour le PPC. Le PDLB a obtenu 152 764 voix, soit 3,81 %. On trouvera à l'annexe I le nombre des suffrages exprimés pour chaque parti et le pourcentage par rapport au total de voix obtenues. Le nombre de sièges obtenus à l'Assemblée constituante s'élève à 58 pour le FUNCINPEC, à 51 pour le PPC, à 10 pour le PDLB et à 1 pour le Molinaka.

14. En conséquence, j'ai autorisé mon représentant spécial à déclarer en mon nom et au nom de l'Organisation des Nations Unies, lors d'une réunion du Conseil national suprême tenue le 10 juin et présidée par S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, que les élections avaient été dans l'ensemble libres et équitables. Le texte de cette déclaration est reproduit à l'annexe II.

15. C'est avec une profonde satisfaction que je souscris à l'opinion de mon représentant spécial selon laquelle les élections au Cambodge ont été libres et équitables. Je rends hommage au courage et à l'attachement au processus de paix dont a fait preuve le peuple cambodgien. J'exhorte toutes les parties à respecter et accepter le résultat des élections et à régler tout différend qu'elles pourraient avoir par les moyens convenus. L'APRONUC accordera son plein appui à l'Assemblée constituante, qui va bientôt commencer ses travaux, tandis qu'elle s'emploiera à élaborer une constitution et à former un nouveau gouvernement pour tout le Cambodge. Je suis également convaincu que la communauté internationale continuera d'appuyer les efforts visant à favoriser la réconciliation nationale et la consolidation de la paix.

16. Pour conclure, je tiens à rendre un hommage chaleureux à mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, ainsi qu'à tout le personnel civil et militaire de l'APRONUC pour le dévouement et la fermeté dont ils ont fait preuve dans cette mission complexe, qui s'est déroulée dans des conditions extraordinairement difficiles et souvent dangereuses. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance pour la contribution des observateurs des Nations Unies et des observateurs indépendants chargés de surveiller les élections, du personnel des organismes des Nations Unies et des membres des organisations non gouvernementales qui ont apporté leur appui à cette importante entreprise au Cambodge.

Annexe I

Nombre et pourcentage des voix obtenues par les partis

	Nombre	*Pourcentage*
PPC	1 533 471	38,23
PCR	27 680	0,69
RDL	20 425	0,51
PNK	48 113	1,20
RSN	14 569	0,36
PDNC	24 394	0,61
PD	41 799	1,04
DILC	37 474	0,93
PDLB	152 764	3,81
PLR	29 738	0,74
FUNCINPEC	1 824 188	45,47
PRC	28 071	0,70
ADD	13 914	0,35
PKN	7 827	0,20
PRL	31 348	0,78
DLCK	20 776	0,52
MOLINAKA	55 107	1,37
PDL	62 698	1,56
REDEK	11 524	0,29
PCNK	25 751	0,64
Total	4 011 631	

Notes

N°	*Nom des partis politiques*	*Sigle*
1	Parti du peuple cambodgien	PPC
2	Parti de la coalition républicaine	PCR
3	Parti républicain du développement libre	PRDL
4	Parti neutre khmer	PNK
5	Rassemblement pour la solidarité nationale	RSN
6	Parti démocratique neutre du Cambodge	PDNC
7	Parti démocrate	PD
8	Parti de la démocratie indépendante libre cambodgienne	DILC
9	Parti démocratique libéral bouddhiste (grand-père Son Sann)	PDLB
10	Parti libéral de la réconciliation	PLR
11	Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif	FUNCINPEC
12	Parti de la renaissance du Cambodge	PRC

N°	*Nom des partis politiques*	*Sigle*
13	Parti de l'Action pour la démocratie et le développement	ADD
14	Parti khmer nationaliste	PKN
15	Parti républicain libre	PRL
16	Démocratie libérale des cultivateurs khmers	DLCK
17	Molinaka et Naktaorsou khmère pour la liberté	MOLINAKA
18	Parti démocratique libéral	PDL
19	Parti de la république et de la démocratie khmères	REDEK
20	Parti du congrès national khmer	PCNK

Annexe II

Liberté et équité des élections cambodgiennes

Déclaration du Représentant spécial du Secrétaire général

Le dépouillement de tous les suffrages exprimés durant les élections cambodgiennes est maintenant terminé et la liste des chiffres définitifs pour chaque province, indiquant le pourcentage des voix obtenues par chaque parti, est maintenant diffusée. Comme vous pouvez le constater, les suffrages sont allés, dans leur écrasante majorité, aux deux plus grands partis. Le total a atteint 3 767 412 bulletins ordinaires valides et 244 219 bulletins en attente valides ont été dénombrés, soit 4 011 631 bulletins. A l'échelle nationale, le Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) a obtenu 45,47 % des voix, le Parti du peuple cambodgien (PPC) 38,23 % et le Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB) 3,81 %, tandis que les 17 autres partis se sont partagés le reste des suffrages. Le dépouillement a été plus lent que prévu, en grande partie du fait qu'il a été nécessaire d'assurer une exactitude et une transparence absolue pour une opération qui était observée par les agents des partis politiques. Il a donc fallu procéder à une vérification très soigneuse.

Nous avons également eu des entretiens approfondis avec le PPC, qui a soutenu que les élections avaient été entachées d'irrégularités et de fraudes. L'APRONUC est entièrement disposée à enquêter sur toute allégation d'irrégularité et a demandé au PPC des informations circonstanciées à l'appui de ses dires. Lorsque des éléments précis ont été fournis, les allégations ont fait l'objet d'une enquête et d'une réponse. Mes collaborateurs et moi-même avons échangé une correspondance détaillée avec S. E. M. Chea Sim, et j'ai énuméré scrupuleusement toutes les mesures prises par l'APRONUC pour rectifier les anomalies dont nous avons eu connaissance. En l'occurrence, nous sommes déterminés à poursuivre notre propre enquête complète et objective à l'égard de toutes les plaintes, jusqu'à ce qu'elles aient reçu une réponse satisfaisante. Nous avons également dit clairement que les irrégularités présumées n'étaient pas synonymes de fraude, et qu'aucune des allégations du PPC, même exacte, n'influerait sur le résultat. De plus, l'APRONUC rejette fermement toute insinuation selon laquelle ses propres actions n'ont pas été impartiales. Les élections ont été libres et équitables et les parties cambodgiennes doivent en accepter et respecter l'issue conformément aux engagements auxquels elles ont souscrit en vertu des Accords de Paris.

Je voudrais appeler l'attention du Conseil national suprême sur la résolution 835 (1993) du Conseil de sécurité qui a été adoptée à l'unanimité le 2 juin 1993. Dans ce texte, le Conseil demande à toutes les parties de se conformer à l'obligation qui leur incombe de respecter pleinement les résultats des élections et leur demande instamment de faire tout leur possible pour assurer l'établissement pacifique d'un gouvernement démocratique conformément aux termes de la nouvelle Constitution.

En conséquence, je suis maintenant en mesure d'annoncer, au nom du Secrétaire général et de l'Organisation des Nations Unies, que cette dernière phase du processus électoral s'est déroulée librement et équitablement. Les résultats que je viens d'annoncer reflètent de manière équitable et exacte la volonté du peuple cambodgien, et ils doivent être respectés.

Je voudrais maintenant parler de la liberté et de l'équité des élections dans leur ensemble.

A cet égard, je dois appeler tout particulièrement l'attention sur le climat politique et la situation en matière de droits de l'homme qui régnaient avant le scrutin. Comme je l'ai déclaré à de nombreuses reprises, nous n'étions pas convaincus qu'un environnement politique neutre garantissant le respect des droits fondamentaux de l'homme existait véritablement au Cambodge avant la campagne électorale. J'ai publié des informations détaillées sur les actes de violence politique, d'intimidation et de harcèlement commis au cours des mois qui ont précédé la campagne. J'ai porté ces questions à l'attention de S. A. R. le prince Norodom Sihanouk et de tous les membres du Conseil national suprême. Nous nous sommes également inquiétés de ce que les autorités n'aient pas fait suffisamment d'efforts, dans toutes les zones du Cambodge, pour traduire en justice les auteurs de ces actes. La violence s'est poursuivie depuis les élections. De plus, je me suis plaint d'un climat d'intimidation sournoise qui tend à régner dans l'ensemble du pays.

Il est clair que tous les intéressés doivent poursuivre leurs efforts avant qu'il ne puisse régner au Cambodge une société régie par l'état de droit, dans laquelle les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont respectés. La communauté internationale continuera à appuyer les dirigeants cambodgiens dans cette entreprise.

Un autre danger pour les élections est venu de la partie cambodgienne qui a refusé de participer au scrutin et menacé de le perturber par la violence. A notre grand satisfaction, nous constatons que, contrairement à nos craintes, les élections n'ont pas déchaîné la violence.

Malgré ces menaces et ces risques, l'APRONUC a persévéré dans ses préparatifs, étant fermement convain-

cue que tel était le vœu du peuple cambodgien. En se rendant par millions aux urnes dans une atmosphère de fête, de joie et d'espoir en l'avenir, les Cambodgiens ont assuré la liberté et l'équité des élections grâce à leur courage et leur détermination. Ils savaient que le scrutin était secret et ils ont accordé leurs suffrages aux partis de leur choix.

Le peuple cambodgien est le véritable vainqueur des élections. Je tiens à lui rendre hommage, ainsi qu'aux 20 partis politiques qui ont joué un rôle important dans ce processus démocratique. Le FUNCINPEC et le PPC, qui ont obtenu à eux deux la majorité écrasante des voix, auront un rôle capital à jouer. Malgré sa déconvenue naturelle, le PPC devrait être conscient du fait qu'à l'issue d'élections que tous les observateurs ont déclaré libres et équitables, une grande partie des Cambodgiens a indiqué que le parti devait continuer à jouer un rôle capital et constructif dans l'avenir du pays, à la mesure de l'appui populaire important qu'il a obtenu.

Le FUNCINPEC a lui aussi des raisons d'être fier. Ses dirigeants et ses membres n'ont pas dévié de leur route en dépit d'une campagne de violence et d'intimidation qui a été lancée contre eux presque dès l'instant où ils ont été autorisés à ouvrir des bureaux dans la zone de l'Etat du Cambodge. Conservant leur sang-froid, ils ont continué à soutenir leur cause auprès de la population et n'ont jamais été tentés de répondre à la violence par la violence. Ils méritent d'être félicités de leur succès.

Le PDLB, également, aura une contribution importante à apporter au processus en cours. Ces parties cambodgiennes, placées sous la direction générale de S. A. R. le prince Sihanouk et guidées par sa clairvoyance et sa sagesse inégalées, doivent maintenant apprendre à vivre en bonne intelligence, dans le souci de bâtir leur avenir commun et de panser les plaies de leur pays. Leur première tâche consiste à élaborer et approuver une constitution et à former un gouvernement. Mais ce n'est là qu'un début. Avant toute chose, le nouveau gouvernement doit veiller à ce que le gagnant soit le peuple cambodgien tout entier, à qui nous devons le succès des élections. Je voudrais lancer à vous tous l'appel le plus pressant qui soit pour que vous enterriez la hache de guerre, pour que vous cessiez sur-le-champ vos récriminations mutuelles et pour que vous vous attachiez dorénavant à édifier un Cambodge nouveau, fondé sur une fraternité et une concorde véritables.

Document 93

Lettre datée du 11 juin 1993, adressée par le Danemark, transmettant une déclaration sur les élections, publiée par la Communauté européenne, le 10 juin 1993

S/25940, 14 juin 1993

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration sur les élections au Cambodge, publiée par la Communauté européenne et ses Etats membres, le 10 juin 1993.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Danemark
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Bent HAAKONSEN

Annexe

Déclaration sur le Cambodge

La Communauté et ses Etats membres souhaitent féliciter les Cambodgiens pour avoir réussi à élire des représentants à une assemblée constituante, événement qui fera date dans l'histoire. L'impressionnante participation électorale, malgré le climat particulier qui entourait ces élections, constitue une victoire pour la démocratie et le processus de paix.

La Communauté et ses Etats membres souhaitent également féliciter et remercier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'APRONUC et les scrutateurs internationaux pour les énormes efforts et le travail considérable qu'ils ont consacrés à la préparation et au déroulement même des élections.

La Communauté et ses Etats membres demandent à toutes les parties cambodgiennes de tenir l'engagement qu'elles ont pris dans le cadre des Accords de Paris de respecter les résultats des élections qui, de l'avis de l'ensemble des observateurs, se sont déroulées de manière libre et régulière. Ils demandent également à l'Assemblée constituante de mener à bien sa tâche consistant à élaborer et à adopter une nouvelle constitution cambodgienne dans un délai de trois mois à compter de la date des élections. Ils encouragent les parties qui ont participé aux élections à travailler ensemble dans un esprit constructif sous l'égide du prince Sihanouk, en vue de faciliter la création d'un gouvernement de réconciliation.

La Communauté et ses Etats membres réaffirment qu'ils sont déterminés à continuer de soutenir le processus de paix et la reconstruction du Cambodge.

Document 94

Résolution du Conseil de sécurité sur les résultats des élections au Cambodge

S/RES/840 (1993), 15 juin 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 745 (1992) du 28 février 1992, 810 (1993) du 8 mars 1993, 826 (1993) du 20 mai 1993, 835 (1993) du 2 juin 1993, ainsi que ses autres résolutions pertinentes,

Prenant note du rapport du Secrétaire général en date du 10 juin 1993, et en particulier de la déclaration qui y figure concernant les élections qui ont eu lieu au Cambodge du 23 au 28 mai 1993,

Rendant hommage au rôle dirigeant que S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, président du Conseil national suprême (CNS), continue à jouer en faveur de la réconciliation nationale et du retour de la paix au Cambodge,

Exprimant sa satisfaction à l'égard de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) et félicitant en particulier le Représentant spécial du Secrétaire général pour le bon déroulement du processus électoral,

Réaffirmant l'unité nationale, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales et l'indépendance du Cambodge,

Accueillant avec satisfaction la tenue, le 14 juin 1993, de la première réunion de l'Assemblée constituante nouvellement élue,

1. *Approuve* le rapport du Secrétaire général ;

2. *Entérine* les résultats des élections qui ont été certifiées libres et équitables par les Nations Unies;

3. *Appelle* toutes les parties à se conformer à leurs obligations de respecter pleinement les résultats des élections et de coopérer pour garantir une transition pacifique et se félicite, dans ce contexte, des efforts de S. A. R. le prince Sihanouk pour œuvrer à la réconciliation nationale et du rôle dirigeant qu'il continue à jouer pour maintenir la stabilité et promouvoir la coopération entre les Cambodgiens par les moyens appropriés;

4. *Soutient pleinement* l'Assemblée constituante nouvellement élue qui a commencé ses travaux tendant à élaborer et à promouvoir une constitution cambodgienne conformément aux principes établis dans l'annexe 5 de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge contenu dans les Accords de Paris[1], et qui se transformera par la suite en assemblée législative qui formera un nouveau gouvernement pour tout le Cambodge;

5. *Souligne* la nécessité d'achever ces travaux et de mettre en place un nouveau gouvernement pour tout le Cambodge aussitôt que possible et dans les délais impartis par les Accords de Paris;

6. *Prie* l'APRONUC de continuer à jouer pleinement son rôle en liaison avec le CNS pendant la période de transition conformément aux Accords de Paris;

7. *Prie également* le Secrétaire général de présenter un rapport au Conseil de sécurité d'ici à la mi-juillet, contenant ses recommandations sur le rôle éventuel que l'Organisation des Nations Unies et ses agences pourraient jouer au terme du mandat de l'APRONUC conformément aux Accords de Paris;

8. *Demande instamment* à tous les Etats et organisations internationales compétentes de contribuer activement à la reconstruction et au relèvement du Cambodge;

9. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[1] S/25913 (document 92).

Document 95

Lettre datée du 18 juin 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères de l'ANASE qui souscrivent au résultat des élections et prient les parties cambodgiennes et la communauté internationale d'aider le nouveau gouvernement cambodgien

S/25971, 18 juin 1993

Au nom des Représentants permanents des Etats Membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration des ministres des affaires étrangères desdits Etats sur le Cambodge.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Mark HONG

Annexe

Déclaration des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE sur le Cambodge

1. Rappelant la déclaration faite le 18 mai 1993 par les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'ANASE concernant les élections au Cambodge, l'Association accueille avec satisfaction et approuve l'heureuse conclusion des élections qui ont eu lieu au Cambodge sous la conduite de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Nous appuyons la déclaration du Représentant spécial du Secrétaire général selon laquelle les élections se sont déroulées de manière libre et juste. Le courage dont a fait preuve le peuple cambodgien en se rendant aux urnes en grand nombre indique clairement qu'il est résolu à vivre dans la paix et à œuvrer pour la reconstruction du pays.

2. Les parties cambodgiennes et la communauté internationale doivent respecter pleinement les résultats des élections. Celles-ci ont prouvé que le plan de paix élaboré par la Conférence internationale sur le Cambodge qui s'est tenue à Paris reste la solution viable pour ce pays. Toutes les parties doivent donc continuer à en respecter les modalités.

3. Nous appuyons également les efforts déployés par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk pour unifier le peuple cambodgien et arriver à la réconciliation nationale. Un climat politique serein et stable favorisera l'élaboration de la constitution et l'instauration pacifique d'un nouveau gouvernement conformément à cette constitution.

4. Nous prions instamment toutes les parties concernées de s'abstenir de tout acte qui pourrait aboutir à la reprise des hostilités, voire à la guerre civile au Cambodge. L'ANASE réaffirme son plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriales d'un Cambodge uni. Les Etats membres de l'Association réaffirment leur attachement à la non-ingérence dans les affaires intérieures du Cambodge et engagent tous les pays intéressés, en particulier ceux qui sont voisins du Cambodge, à faire de même.

5. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale doivent rester engagées au Cambodge, pour appuyer l'assemblée constituante élue qui aura pour mission d'élaborer la constitution pendant la période de transition et de former un nouveau gouvernement. Tant que celui-ci n'aura pas pris ses fonctions, l'APRONUC doit continuer à exercer les responsabilités qui lui sont confiées conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et instaurer des conditions qui permettront à l'appareil administratif et de sécurité du Cambodge de fonctionner efficacement sous le contrôle de l'APRONUC pendant la période de transition. L'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale doivent continuer à aider et appuyer le nouveau gouvernement cambodgien après cette période de transition afin de renforcer la paix et le développement que le peuple cambodgien a si courageusement revendiqué en se rendant aux urnes.

6. Nous saluons les efforts courageux et dévoués que déploie le personnel de l'APRONUC pour instaurer la paix au Cambodge et nous félicitons le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Yasushi Akashi, pour la manière dont il a su conduire les élections dans ce pays. Nous rendons particulièrement hommage au personnel de l'APRONUC et aux volontaires, notamment à ceux qui ont donné leur vie dans l'exercice de leurs fonctions pour la cause de la paix au Cambodge.

Document 96

Lettre datée du 22 juin 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, informant le Conseil des résultats d'une enquête menée par les équipes de l'APRONUC sur les attaques armées commises le 7 juin 1993 contre les contingents pakistanais et malaisien de l'APRONUC

S/25988, 22 juin 1993

Dans une déclaration du Président diffusée le 8 juin 1993, le Conseil de sécurité a fermement condamné les attaques armées lancées le 7 juin 1993 contre des contingents pakistanais et malaisien de l'APRONUC, a pris note du rapport préliminaire du Secrétariat sur ces incidents et m'a demandé de poursuivre l'enquête et de lui faire rapport d'urgence.

J'informe donc le Conseil qu'après enquête de ses équipes d'enquête stratégique l'APRONUC a rapporté les faits suivants :

Le 7 juin 1993, à 4 h 15, des éléments armés, au nombre de 170 environ, ont attaqué une section du contingent pakistanais à Phum Tbeng, localité située à l'ouest de la province de Preah Vihear.

Se dissimulant derrière un troupeau de bétail, les attaquants se sont approchés du camp pakistanais jusqu'à une distance de 20 à 25 mètres. Ils ont alors lancé plusieurs séries d'attaques successives à l'arme légère, au mortier et au lance-roquettes.

Le bataillon pakistanais a d'abord intimé aux assaillants l'ordre de ne pas avancer, puis riposté en employant des armes légères. Au bout de deux heures environ, les assaillants se sont retirés en laissant deux morts sur place. Un soldat pakistanais, blessé à la jambe au cours de l'échange de tirs, a été ultérieurement évacué vers l'antenne chirurgicale de l'APRONUC à Phnom Penh, et a dû être amputé. Un officier légèrement blessé a été soigné sur place.

A l'issue de son enquête, l'APRONUC a conclu que l'attaque avait été délibérément lancée par des éléments de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique. Des villageois locaux ont dit que les deux morts étaient des membres notoires de ces forces. Les villageois ont également informé l'APRONUC que, la nuit précédant l'attaque, six soldats de cette armée étaient venus jusqu'au village pour s'enquérir de l'endroit où se trouvait le personnel de l'APRONUC.

Depuis l'incident, la section pakistanaise a été déplacée.

Le 7 juin également, vers 22 h 30, une section d'un bataillon malaisien postée à Phum Tapoung, dans la province de Battambang, a été attaquée avec des armes légères et des roquettes B-40. L'offensive est venue de plusieurs directions, entre autres de l'ouest où, à 150 ou 250 mètres du camp de la section, des maisons étaient occupées par des soldats des Forces armées populaires cambodgiennes. Peu de temps auparavant, une maison située à proximité et occupée par des observateurs de police civils bangladeshi, avait également été attaquée. La section malaisienne a riposté à l'arme légère. L'attaque a duré à peu près quarante-cinq minutes. Trois soldats malaisiens ont été blessés, dont l'un grièvement; ils ont tous été évacués ultérieurement.

Bien que l'on n'ait pas de preuves irréfutables de l'identité des assaillants, l'enquête menée par l'APRONUC incite fortement à penser, d'après les douilles retrouvées et le comportement des militaires en question et des villageois, que des éléments locaux des Forces populaires sont très probablement les auteurs de l'attaque.

La section malaisienne, qui avait été temporairement postée dans cette zone pendant la période électorale, a depuis lors été déplacée.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 97

Rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993) sur le rôle éventuel que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes pourraient jouer au terme du mandat de l'APRONUC conformément aux Accords de Paris

S/26090, 16 juillet 1993

1. Au paragraphe 7 de sa résolution 840 (1993) du 15 juin 1993, le Conseil de sécurité m'a prié de lui présenter un rapport d'ici à la mi-juillet, contenant mes recommandations sur le rôle éventuel que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes pourraient jouer au terme du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) conformément aux Accords de Paris.

2. Suivant les dispositions de la résolution 745 (1992), le mandat de l'APRONUC court sur une période n'excédant pas dix-huit mois, jusqu'à la fin de la période de transition, c'est-à-dire jusqu'à ce que l'Assemblée constituante ait élaboré et adopté une constitution et se soit transformée en assemblée législative, et qu'un nouveau gouvernement cambodgien ait été formé. Conformément au paragraphe 1 de l'annexe 3 des Accords de Paris, l'Assemblée constituante doit accomplir sa tâche dans les trois mois à compter des élections, lesquelles se sont déroulées du 23 au 28 mai 1993.

I. Evolution de la situation depuis les élections

3. Comme je l'ai indiqué dans mon dernier rapport (S/25913), les élections au Cambodge se sont déroulées avec succès, 90 % des électeurs inscrits ayant pris part au scrutin dans une atmosphère de calme et de paix, qui n'a été perturbée que par un minimum d'incidents. Ayant déclaré libre et équitable chaque étape du processus électoral, la campagne, le vote et le dépouillement, l'Organisation des Nations Unies a approuvé les résultats. Après quelques dissensions initiales (voir par. 5 ci-après), les

partis politiques cambodgiens qui avaient participé au processus ont finalement accepté les résultats.

4. L'Assemblée constituante dûment élue a commencé ses travaux le 14 juin 1993. Le 30 juin, elle a élu son président et ses deux vice-présidents et adopté son règlement intérieur. Deux commissions permanentes ont été créées, l'une chargée de l'élaboration de la constitution, l'autre du règlement intérieur. La rédaction d'un projet de constitution est maintenant en cours. A la demande des partis cambodgiens, l'APRONUC a fourni à l'Assemblée une assistance logistique et opérationnelle ainsi que des avis techniques.

5. Malgré le succès du processus électoral et la création de l'Assemblée constituante, la période postérieure aux élections n'a pas été sans difficultés. La partie de l'Etat du Cambodge a fait état de nombreuses irrégularités durant les élections et, pour cette raison, a refusé au début d'accepter les résultats, bien que l'APRONUC ait promptement enquêté sur toute allégation appuyée sur des faits concrets. Après les élections, certains éléments de l'Etat du Cambodge ont proclamé la « sécession » de trois provinces de l'Est, qui n'a toutefois guère duré et a sombré au bout de quelques jours. L'Etat du Cambodge a maintenant accepté les résultats des élections. Néanmoins, les allégations continueront d'être examinées par la Commission consultative électorale créée par mon représentant spécial.

6. La mise en place d'une administration conjointe intérimaire (gouvernement national provisoire), dirigée par S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, s'est révélée être un facteur stabilisateur au Cambodge. Cette administration, dans laquelle le prince Sihanouk est le chef d'Etat, assure un cadre de coopération entre tous les partis qui siègent à l'Assemblée constituante. Le 1er juillet 1993, l'Assemblée s'est réunie et a voté la confiance à l'administration conjointe intérimaire et a adopté à l'unanimité le Programme d'action du gouvernement provisoire pour les trois mois à venir. La composition du Conseil des ministres a été arrêtée en accord avec S. A. R. le prince Ranariddh, du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), et M. Hun Sen, du Parti du peuple cambodgien (PPC), qui en sont les coprésidents.

7. La partie du Kampuchea démocratique a également déclaré qu'elle accepterait les résultats des élections. Bien qu'elle ne participe pas à l'administration conjointe intérimaire, des entretiens préliminaires se sont tenus entre elle et les partis participant à l'administration, afin de parvenir à la réconciliation nationale. En même temps, des violations du cessez-le-feu et des activités militaires de faible envergure, ayant principalement pour origine l'Armée nationale du Kampuchea démocratique, ont continué de se produire.

8. Bien que l'administration conjointe intérimaire, qui fonctionnera durant la période de transition, n'ait pas été prévue dans les Accords de Paris, elle peut être considérée comme une tentative de fusion de trois des structures administratives existantes et comme une manifestation du désir commun de paix, de stabilité et de réconciliation nationale. En même temps, l'APRONUC, comme il est prévu dans les Accords de Paris, continue de coopérer avec le Conseil national suprême (CNS) qui est l'organe légitime unique et source de l'autorité au Cambodge pendant la période de transition.

II. Plan de retrait de l'APRONUC

9. Des plans détaillés ont été mis au point pour le retrait en bon ordre de la composante militaire, de la police civile et des autres éléments de l'APRONUC, compte dûment tenu des tâches qu'il leur reste à accomplir jusqu'à la fin de la période de transition. Pour des raisons de sécurité, le calendrier du retrait du personnel civil des districts et provinces est étroitement coordonné avec le plan d'évacuation militaire. Toutes les propositions partent de l'hypothèse que les travaux de l'Assemblée constituante consistant à élaborer et à adopter la constitution, ainsi que la formation ultérieure d'un nouveau gouvernement cambodgien, seront achevés sans retard.

10. Pour diverses raisons, il est plus facile de procéder au retrait du personnel civil qu'à celui des militaires. Dans certains cas, le personnel civil a déjà achevé sa tâche; ainsi, la totalité de la composante chargée du rapatriement et presque tous les membres de la composante électorale ont déjà été rapatriés. Par ailleurs, le personnel civil se trouvant dans la campagne est beaucoup moins nombreux que le corps militaire et peut donc être retiré à titre individuel avec la souplesse voulue.

A. *Composante militaire*

11. Le plan détaillé, comportant un calendrier, qui a été établi pour le retrait de la composante militaire, est conçu de manière à être mis en œuvre avec la plus grande souplesse. Etant donné que le retrait s'effectuera au plus fort de la saison des pluies, au moyen d'une infrastructure gravement endommagée et dans des conditions encore incertaines sur le plan de la situation militaire et de la sécurité, il pourra être nécessaire de resserrer, d'élargir ou de modifier de toute autre manière le plan de retrait en fonction des événements sur le terrain.

12. Le plan est divisé en trois phases. La première, qui porte sur la planification et les préparatifs, s'achèvera le 31 juillet 1993. Durant cette période, les effectifs du premier groupe de bataillons à évacuer entameront les préparatifs matériels dans leurs secteurs respectifs. Les deux phases suivantes sont elles-mêmes divisées en plusieurs étapes. Durant la deuxième phase (étapes 1 à 5 s'échelonnant du 1er au 31 août), au fur et à mesure que chaque bataillon d'infanterie se retirera avec ses hôpitaux de campagne, ses troupes du génie et autres unités, le bataillon d'infanterie du secteur voisin se redéploiera pour couvrir le secteur évacué. Durant la troisième phase (étapes 6 à 10 s'échelonnant du 1er septembre au 15 novembre), tous les éléments restants de l'APRONUC doivent être successivement retirés du pays. L'évacuation sera effectuée par la Thaïlande, par Sihanoukville ou par Phnom Penh. Par ailleurs, l'autorisation de la République

socialiste du Viet Nam a été sollicitée afin que son territoire puisse être utilisé aux fins du retrait.

13. Les trois premières étapes de la deuxième phase se dérouleront simultanément à partir du 1er août 1993. Durant cette période, le bataillon uruguayen et un hôpital de campagne avancé relevant du contingent indien seront retirés des provinces de Stung Treng, Ratana Kiri, Mondol Kiri et Kratie, au nord-est; le bataillon bulgare se retirera des provinces de Kompong Speu et Kandal, au centre-sud; le bataillon tunisien se retirera des provinces de Pursat et Kompong Chhnang au sud-ouest. Simultanément, les bataillons indien, français et malaisien seront respectivement redéployés pour couvrir les provinces évacuées.

14. D'ici à la fin d'août, le bataillon du Bangladesh se sera retiré de la province de Siem Reap, au nord; le bataillon pakistanais se retirera peu après la fin d'août de la province de Preah Vihear. Les effectifs des bataillons néerlandais et indonésien seront redéployés pour couvrir ces deux provinces. En même temps, l'hôpital de campagne avancé de Siem Reap, le détachement du génie polonais et le bataillon du génie chinois seront également retirés.

15. Durant la troisième phase, comprenant les étapes 6 à 10, seront successivement retirés le bataillon indien, le bataillon malaisien, l'hôpital de campagne avancé de Battambang, le bataillon du génie japonais et le détachement namibien de véhicules résistant aux mines. Seront ensuite retirés le bataillon néerlandais, le bataillon du génie thaïlandais (par route) et un certain nombre d'éléments logistiques, tandis que les bataillons français et indonésien se regrouperont dans des secteurs plus petits. Les deux dernières étapes verront le retrait des deux bataillons indonésiens, du bataillon ghanéen, de la compagnie française du génie, du bataillon français et des autres éléments logistiques et sanitaires.

16. Le retrait du personnel du quartier général, du groupe des transmissions et des observateurs militaires et navals des Nations Unies se déroulera à mesure de l'achèvement de leurs tâches. Tandis que les bataillons d'infanterie et autres bataillons seront retirés et que d'autres unités se redéploieront pour couvrir les secteurs évacués, les équipes d'observateurs militaires et navals des Nations Unies dans les provinces concernées se regrouperont progressivement dans les villes et postes de contrôle de province et leurs effectifs seront réduits. Il est prévu que le retrait définitif de tout le personnel de l'APRONUC sera achevé d'ici au 15 novembre 1993.

B. *Composante de la police civile*

17. Le plan de retrait des 3 500 éléments de la police civile, qui a déjà commencé, se déroulera en trois phases : 1 100 policiers seront rapatriés entre le 1er juillet et le 1er août 1993, 1 100 entre le 2 et le 28 août et les 1 300 derniers entre le 29 août et le 30 septembre.

18. Le calendrier et les modalités du retrait de la police civile répondent à des considérations quelque peu différentes de celles qui s'appliquent au cas des militaires. A cause de la nature de leur travail et contrairement aux militaires, les membres de chaque unité de la police civile dans l'ensemble des provinces ne sont pas tous de la même nationalité. Toutefois, pour des raisons logistiques et financières, tous ces éléments seront retirés comme s'ils constituaient des contingents nationaux.

19. En outre, le plan de retrait de la police civile est soumis à des impératifs de sécurité. Etant donné que les policiers sont sans armes, ils dépendent, comme les autres membres du personnel civil, de la composante militaire pour leur protection contre des menaces ou des attaques armées. En conséquence, la police civile se retirera en même temps que les éléments militaires qui sont évacués des districts de zones considérées comme n'étant pas sûres. La police civile conservera son effectif actuel dans les capitales de province jusqu'à la fin de son mandat et continuera, lorsque les conditions le permettent, d'effectuer des patrouilles à l'extérieur de ces villes.

C. *Autres composantes civiles*

1. *Droits de l'homme*

20. La composante chargée des droits de l'homme poursuivra sa mission jusqu'au terme du mandat de l'APRONUC à la fin d'août 1993. Elle donnera suite aux allégations de violation des droits de l'homme et d'intimidation politique et renforcera ses activités de formation en matière de droits de l'homme. Il est prévu d'organiser en juillet et en août une formation intensive destinée au personnel de la police et de la magistrature. En outre, conjointement avec la Division de l'information, cette composante élaborera à l'intention de la radio et de la télévision de nouveaux programmes sur les droits de l'homme.

21. L'une des tâches principales de la composante chargée des droits de l'homme à Phnom Penh consistera à préparer la présence effective du Centre pour les droits de l'homme au Cambodge, suivant le mandat arrêté par la Commission des droits de l'homme à sa session de février 1993. Le Centre doit commencer à fonctionner sur place le 1er septembre 1993. Il enverra une délégation dans le pays au début de juin afin de préparer son entrée en activité et d'examiner ses besoins opérationnels.

22. Cette composante comporte actuellement 15 administrateurs à Phnom Penh, et 18, avec leurs assistants formateurs, dans les provinces. Six administrateurs ont à ce jour quitté la composante chargée des droits de l'homme, et 8 autres membres du personnel devraient partir d'ici à la fin juillet; le reste devrait rester sur place jusqu'à la fin d'août.

2. *Composante électorale*

23. La plupart des 963 scrutateurs internationaux des bureaux de vote ont été rapatriés immédiatement après le scrutin et le dépouillement, entre le 31 mai et le 5 juin 1993. Deux cent dix-sept scrutateurs et 41 experts des empreintes digitales et de la graphologie sont restés pour dépouiller les bulletins provisoires et sont partis entre le 7 et le 15 juin. La plupart des autres membres du

personnel électoral international, soit environ 420 superviseurs de district recrutés par le Service des Volontaires des Nations Unies, ont quitté la mission le 15 juin. Il est donc resté un noyau de 16 personnes à Phnom Penh, dont le responsable en chef des élections et 3 personnes chargées des opérations et du traitement informatique. Ce personnel sera disponible pour fournir des avis concernant les plaintes du Parti du peuple cambodgien (PPC) dont s'occupe la Commission consultative électorale du Représentant spécial mentionnée plus haut, ainsi que pour aider à l'établissement de l'Assemblée constituante et, sur demande, à ses travaux consacrés à la constitution. Il sera rapatrié à l'expiration du mandat de l'APRONUC. Huit autres personnes actuellement en poste quitteront le pays à la fin de juillet.

3. *Administration civile*

24. Avant les élections, le contrôle exercé par la composante chargée de l'administration civile dans les cinq domaines précisés dans l'Accord de Paris avait principalement pour objectif d'assurer un environnement politique neutre permettant la tenue d'élections libres et équitables. L'expérience ainsi acquise est considérée essentielle à la promotion de la stabilité pour le reste de la période transitoire. Aussi cette composante s'emploie-t-elle à rationaliser ses activités afin de contribuer à une transition sans accrocs des structures administratives actuelles au nouveau gouvernement, et à adapter ses fonctions de contrôle en conséquence.

25. Ainsi, au niveau des provinces, la composante chargée de l'administration civile devra, notamment, maintenir les contacts avec le personnel des structures administratives actuelles, promouvoir le dialogue et la réconciliation nationale, contrôler la vente, le transfert ou la liquidation d'avoirs publics, examiner toute allégation de violation de droits de l'homme ou d'intimidation politique, continuer à entretenir des rapports étroits avec les organismes et programmes des Nations Unies et à en faciliter les activités, et aider à la fermeture des bureaux de l'APRONUC à l'échelon des provinces, notamment en récupérant et/ou en liquidant les biens de l'APRONUC.

26. Au niveau national, l'action du personnel de l'administration civile est axée sur l'appareil judiciaire et l'administration de la justice, le suivi des moratoires du CNS sur le bois, les pierres précieuses et les minéraux, le contrôle frontalier et douanier, et le contrôle et la sauvegarde des fonds publics et des avoirs de l'Etat.

27. Les activités du contrôle financier se poursuivront au niveau tant provincial que national jusqu'à la fin de la période transitoire. Ces activités seront renforcées en ce qui concerne les dépenses militaires et, comme indiqué plus haut, la vente ou la liquidation d'avoirs publics.

28. Sur les 172 fonctionnaires internationaux de cette composante qui sont encore dans le pays, 115 se trouvent dans les capitales de province, dont la municipalité de Phnom Penh, et aux postes de contrôle frontaliers. Les 57 autres sont basés au siège de la FORPRONUC. Trente-deux fonctionnaires partiront au plus tard à la fin de juillet, mais le gros du personnel restant continuera à travailler tout le mois d'août, jusqu'à la fin de la mission.

4. *Relèvement*

29. Pour le reste de la période transitoire, la composante chargée du relèvement se concentrera sur l'examen de petits projets pouvant donner des résultats rapides. Au cours des trois derniers mois, plus de 150 projets de ce type (coût estimatif : 1,7 million de dollars) portant sur des besoins immédiats jugés hautement prioritaires ont été retenus. Il s'agit de remettre en état et d'entretenir les services publics et les établissements d'enseignement et de santé afin d'améliorer la qualité de la vie dans la campagne. La plupart de ces projets font appel à une main-d'œuvre abondante, ce qui permet de créer des emplois à un moment où les possibilités de travail sont rares et profitera tout particulièrement aux communautés rurales du nord et de l'est du Cambodge, régions qui n'ont été jusqu'ici que marginalement touchées par l'aide au développement.

30. La réaction des donateurs à l'initiative de la composante chargée du relèvement consistant à réaliser des projets de petite ampleur à impact immédiat a été assez positive après les élections, alors que pendant la période qui les avait précédées les donateurs avaient généralement beaucoup hésité à soutenir les activités de relèvement. Pour participer directement à l'autre initiative de la composante « relèvement », les donateurs, aussi bien à Phnom Penh qu'à Bangkok, ont annoncé un apport de 600 000 dollars. Il est toutefois de plus en plus clair que cette importante activité ne sera pas menée à bien d'ici à la fin d'août et que des dispositions devraient être prises pour en assurer le succès.

31. Pour ce qui est du plan de retrait du personnel de la composante chargée du relèvement et des affaires économiques, 4 fonctionnaires quitteraient le pays avant le 31 juillet, 5 avant le 15 août et 3 avant le 22 août, 17 autres restant dans le pays jusqu'à la fin du mandat de l'APRONUC.

5. *Division de l'information/éducation*

32. Le tiers des 45 fonctionnaires de la Division a été libéré au 30 juin 1993, et 4 autres devaient quitter le pays à la fin de juillet. Un bon nombre des quelque 25 fonctionnaires qui sont toujours sur place travaillent à des programmes radiotélévisés. Il continueront jusqu'à la fin de la mission à produire des programmes sur l'éducation en matière de droits de l'homme et sur la reconstruction et le développement. Certains d'entre eux resteront pour fournir des informations sur la fin de la mission de l'APRONUC et son départ. Sur le plan du contrôle, la Division aura essentiellement pour tâche de promouvoir la libre circulation de l'information et la liberté d'expression.

6. *Autre personnel et matériel civil de l'APRONUC*

33. Tous les autres membres du personnel civil, à l'exception de ceux qui sont chargés de l'écoulement des biens, quitteront la mission à la fin de leur mandat ou peu de temps après. L'équipe responsable de la liquidation mènera à bien ses travaux aussi rapidement que possible et traitera de tous les aspects ayant trait aux avoirs de l'APRONUC dans la zone de la mission. Un rapport distinct sur l'écoulement du matériel de l'APRONUC a été présenté, pour examen, au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB).

III. Préparatifs pour la période faisant suite à l'APRONUC

34. Il continue à se poser au Cambodge de très graves problèmes de sécurité, de stabilité, de déminage, de remise en état des infrastructures et de développement économique et social général. Malgré l'évolution positive observée ces dernières semaines, la situation politique et militaire reste fragile et la tâche du nouveau gouvernement s'annonce difficile. Le Cambodge aura manifestement besoin d'une aide et d'un appui international prolongés.

35. Je suis convaincu qu'il est important que toute future assistance que fournirait l'Organisation des Nations Unies soit bien dissociée de l'APRONUC. Celle-ci était une opération ayant un mandat bien défini, d'une durée bien précise et ayant des ressources spécifiques. Elle s'est bien acquittée de sa tâche et peut maintenant commencer à se retirer. Elle cessera bientôt d'exister.

36. Les divers programmes et organismes des Nations Unies, ainsi que les institutions financières internationales, seront prêts, en consultation avec le Gouvernement cambodgien, à continuer à jouer leur rôle traditionnel dans le relèvement, la reconstruction et l'aide humanitaire. Dans ce contexte, la communauté internationale devrait accélérer l'acheminement de l'assistance déjà promise et examiner d'urgence quelle aide elle pourrait offrir à l'administration provisoire, puis, plus tard, au nouveau gouvernement. Il est également essentiel d'assurer une transition sans heurt entre les efforts de relèvement de l'APRONUC et les activités ultérieures des Nations Unies dans ce domaine. La composante de l'APRONUC chargée du relèvement a déjà engagé d'actives consultations dans ce sens.

37. En outre, les Accords de Paris prévoient le maintien d'une présence de l'ONU chargée des droits de l'homme, et il en va de même d'une décision de la Commission des droits de l'homme (voir par. 21 ci-dessus). L'Organisation des Nations Unies pourrait également entreprendre, avec le concours du nouveau gouvernement cambodgien, les opérations de déminage qui pendant de nombreuses années resteront indispensables.

38. La question du maintien d'un petit détachement militaire des Nations Unies, après l'APRONUC, est posée de temps à autre. Le Gouvernement cambodgien sera bien entendu en mesure de conclure des arrangements bilatéraux, s'il le souhaite, en ce qui concerne l'aide à la formation de forces armées nationales unifiées. Cependant, si le Gouvernement demandait le déploiement d'un petit nombre d'observateurs militaires des Nations Unies pendant un temps limité, à titre de mesure de confiance, et pour surveiller la sécurité aux frontières, il ne fait guère de doute que le Conseil de sécurité examinerait une telle requête en temps voulu. Un tel détachement d'observateurs pourrait également être utilisé pour superviser la démobilisation des forces armées, si un accord dans ce sens était conclu entre les parties cambodgiennes.

39. Je suis convaincu que les aides qui pourraient être demandées aux Nations Unies pourront être fournies de façon coordonnée et intégrée. Un bureau intérimaire, s'inspirant de ceux que j'ai déjà créés ailleurs, serait particulièrement indiqué, au Cambodge, comme instrument de consolidation de la paix après un conflit. Celui qui l'animerait poursuivrait le dialogue avec le Gouvernement et faciliterait la coordination des divers programmes d'assistance, de façon à leur donner l'efficacité maximale tout en respectant les attributions normales des divers offices, programmes et organismes des Nations Unies, dans leurs domaines respectifs. L'établissement d'un tel bureau, après l'entreprise sans précédent qu'a représentée l'APRONUC et qui arrive désormais à sa fin, servirait de symbole de l'attachement durable des Nations Unies à un avenir pacifique pour le Cambodge.

IV. Observations

40. Pour conclure, je voudrais assurer le Conseil de sécurité que l'APRONUC continuera à s'acquitter de sa tâche intégralement et fidèlement jusqu'à la fin de son mandat et fera tout ce qui est en son pouvoir pour aider les parties cambodgiennes à consolider les résultats positifs des élections et pour achever le processus d'adoption d'une constitution et l'établissement d'un nouveau gouvernement conformément aux Accords de Paris. Je suis convaincu qu'une fois terminé le mandat de l'APRONUC, la communauté internationale répondra généreusement aux besoins du Cambodge au moment où ce pays sera engagé dans le difficile processus de reconstruction après des années de troubles et de dévastations. Le système des Nations Unies est prêt à jouer le rôle qui est le sien dans un tel effort.

Document 98

Lettre datée du 14 juillet 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant une assistance financière d'urgence, pendant la période de transition, à l'appui du processus de structuration et d'ajustement des structures administratives, policières et militaires de l'administration conjointe intérimaire au Cambodge

S/26095, 16 juillet 1993

Le succès des récentes élections au Cambodge, au sujet desquelles j'ai adressé au Conseil de sécurité un rapport en date du 10 juin 1993 (S/25913), marque le début d'une phase particulièrement délicate du passage du conflit à la paix et à la démocratie dans le pays.

Au cours des mois à venir, il sera essentiel que les structures de l'administration conjointe intérimaire puissent fonctionner convenablement et que ni l'agitation sociale ni les désordres au niveau macro-économique n'aient la possibilité de prévaloir. Il est également important que tous les agents du secteur public, qu'il s'agisse des fonctionnaires civils, des policiers ou des membres des forces armées, commencent à renoncer à leur allégeance aux factions du passé et se mettent au service du futur gouvernement constitutionnel.

Tous ces facteurs contribueront à créer un environnement plus stable pour que l'Assemblée constituante achève ses travaux et à assurer le passage sans heurt et sans désordre au nouveau Gouvernement cambodgien, ainsi qu'il est envisagé dans les Accords de Paris. Il est dans l'intérêt du Cambodge et de tous ceux qui ont soutenu le processus de paix que ces objectifs soient atteints. Il paraît toutefois de plus en plus manifeste que ceux-ci risquent d'être compromis en l'absence d'un soutien extérieur suffisant.

Après avoir examiné attentivement la question, je suis parvenu à la conclusion, sur la recommandation de mon représentant spécial pour le Cambodge et en consultation avec un certain nombre de gouvernements intéressés, que des mesures urgentes doivent être prises pour permettre à l'APRONUC d'assurer, jusqu'à la fin de la période de transition et en consultation avec les autorités cambodgiennes, une assistance financière d'urgence à l'appui du processus de restructuration et d'ajustement des structures administratives, policières et militaires de l'administration conjointe intérimaire. Mon représentant spécial a indiqué que le montant des fonds nécessaires pour atteindre ces objectifs durant le reste de la période de transition se chiffrerait à 20 millions de dollars.

J'estime qu'une mesure de cet ordre est tout à fait conforme au mandat singulièrement étendu que le Conseil de sécurité a confié à l'APRONUC pour aider à appliquer les Accords de Paris. Elle représente en outre une dépense supplémentaire relativement modeste, qui permettrait de faire en sorte que les progrès remarquables déjà accomplis sur la voie de la paix au Cambodge ne soient pas interrompus et que les efforts de l'Organisation des Nations Unies soient couronnés de succès.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter cette question à l'attention des membres du Conseil.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 99

Lettre datée du 22 juillet 1993, adressée par Singapour, transmettant une déclaration des ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE sur la réconciliation nationale, la reconstruction et la consolidation de la paix au Cambodge

S/26138, 23 juillet 1993

Au nom des représentants permanents des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) auprès de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée le 22 juillet 1993 par les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

(*Signé*) CHEW Tai Soo

Annexe

Déclaration sur le Cambodge publiée le 22 juillet 1993 par les ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE

1. Nous, ministres des affaires étrangères des pays de l'ANASE, nous félicitons de la formation du Gouvernement national provisoire du Cambodge qui constitue une étape importante vers la création d'un gouvernement de réconciliation nationale fondé sur la nouvelle constitution que doit élaborer l'Assemblée constituante élue.

2. Nous réaffirmons notre appui aux efforts déployés par S. A. R. Samdech Preah Norodom Sihanouk, chef d'Etat du Cambodge, afin d'unifier le peuple cambodgien et d'instaurer la réconciliation nationale. Nous espérons que tous les Cambodgiens continueront à faire fi des intérêts des factions et à œuvrer en vue de la réconciliation nationale.

3. Nous sommes encouragés par la situation relativement calme et stable qui règne au Cambodge. Le maintien de ces conditions dépend de la poursuite du fonctionnement de l'appareil chargé de l'administration et de la sécurité au Cambodge. Nous sommes conscients qu'il est indispensable de fournir une assistance financière d'urgence à l'appui des structures administratives, policières et militaires de l'administration conjointe intérimaire. A cet effet, nous demandons instamment à l'Organisation des Nations Unies de répondre rapidement à ce besoin à l'aide des fonds existants et d'autres sources.

4. Grâce aux efforts déployés par l'APRONUC dans le domaine du maintien de la paix, l'Organisation des Nations Unies a contribué à créer les conditions voulues pour que des élections libres et équitables se déroulent avec succès au Cambodge. A l'expiration du mandat de l'APRONUC, le Cambodge va entrer dans une nouvelle phase, celle de la consolidation de la paix. Nous demandons au Conseil de sécurité de l'ONU de mobiliser une fois encore la volonté politique et les ressources de la communauté internationale, comme il l'a fait pour l'APRONUC, afin de continuer à œuvrer de concert avec le peuple cambodgien à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables. Nous nous félicitons que l'Organisation des Nations Unies continue de jouer un rôle dans le processus de consolidation de la paix après le conflit au Cambodge.

5. Nous demandons également à la communauté internationale d'aider le Cambodge dans la vaste tâche consistant à remettre sur pied son infrastructure dévastée ainsi que ses institutions politiques, sociales et économiques. A cette fin, la Conférence internationale sur la reconstruction du Cambodge devrait commencer immédiatement à fournir l'aide et l'assistance qui ont été promises pour la reconstruction du Cambodge lors de la Conférence de Tokyo en juin 1992.

Document 100

Nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993)

S/26360, 26 août 1993

1. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 840 (1993) du Conseil de sécurité en date du 15 juin 1993, j'ai présenté au Conseil le 16 juillet 1993 un rapport (S/26090) contenant mes recommandations sur le rôle éventuel que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes pourraient jouer au terme du mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) conformément aux Accords de Paris (S/23177, annexe).

2. Dans ce rapport, j'ai décrit l'évolution de la situation depuis les élections qui se sont tenues du 23 au 28 mai 1993 au Cambodge, ainsi que le plan de retrait de l'APRONUC, et j'ai également évoqué les préparatifs en prévision de la période postérieure au départ de l'APRONUC (par. 34 à 39). Dans une lettre datée du 26 juillet (S/26150), le Président du Conseil de sécurité m'a fait savoir que les membres du Conseil avaient souscrit à la conception et aux arrangements d'ensemble concernant le retrait de l'APRONUC et qu'ils poursuivraient l'examen du reste du rapport.

3. Je suis maintenant en mesure de fournir au Conseil, à la lumière des faits nouveaux intervenus au Cambodge depuis mon dernier rapport, des informations plus détaillées concernant les recommandations que j'ai formulées au sujet des tâches que devra accomplir l'ONU au terme du mandat de l'APRONUC.

I. Evolution de la situation depuis le dernier rapport

4. L'Assemblée constituante s'est employée à rédiger une nouvelle constitution dès sa séance inaugurale, le 14 juin 1993. A la demande de l'Administration conjointe intérimaire, l'APRONUC a fait des observations d'ordre technique sur le projet de constitution, qui est maintenant presque terminé. La plupart de ces observations visaient à renforcer les dispositions relatives aux droits de l'homme, qui doivent être conformes à l'annexe 5 de l'Accord de Paris. Un accord s'est fait sur 120 articles environ et le projet de constitution doit être présenté au Prince Sihanouk à la fin du mois d'août 1993 puis à l'Assemblée constituante réunie en séance plénière.

Toutefois, deux grandes questions restent en suspens, celle du statut du chef de l'Etat et celle du poste de premier ministre. Le comité de rédaction du projet de constitution devrait soumettre au prince Sihanouk des recommandations fermes à ce sujet.

5. Pendant plusieurs semaines, la situation militaire a été calme dans l'ensemble. Cependant, à la suite d'activités militaires de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) dans le nord et l'ouest du pays, les Forces armées cambodgiennes (FAC), qui se composent d'hommes et d'officiers provenant des armées de l'ancienne partie de l'Etat du Cambodge, du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC) et du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), ont lancé à la mi-août une opération militaire dans la province de Banteay Meanchey. Les FAC ont encerclé plusieurs centres de résistance de l'ANKD et en ont pris un à Phum Chat, sur la frontière thaïlandaise. Les pertes ont été minimes de part et d'autre. Les FAC ont également désarmé les villageois de la région et ont confisqué environ 1 500 armes. Des mouvements des FAC ont été par ailleurs signalés dans les provinces de Kompong Thom et de Siem Reap.

6. L'opération militaire dans la province de Banteay Meanchey a entraîné le déplacement ou l'expulsion de plusieurs centaines de villageois, dont 1 200 seraient passés en Thaïlande. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) assurera la coordination de l'assistance humanitaire aux personnes déplacées.

7. Un incident s'est produit avec l'APRONUC le 1er août 1993, au cours duquel des troupes de l'ANKD ont attaqué au mortier le point de contrôle CT-1 de l'APRONUC près de la frontière avec la Thaïlande, à Choam Khsan dans la province de Preah Vihear. Les 21 membres de l'APRONUC ont quitté le point de contrôle et ont été brièvement détenus par l'ANKD puis relâchés indemnes.

8. Le banditisme a continué de sévir. Le 2 août 1993, une bande de 100 hommes armés a attaqué un train dans la province de Kampot, faisant 14 tués et 35 blessés parmi les voyageurs. Le train a ensuite été pillé. La police civile de l'APRONUC, les observateurs militaires et le bataillon français ont fourni des soins d'urgence et d'autres secours. D'après les enquêtes ultérieures, cette attaque a été commise par des éléments de l'ANKD, laquelle serait aussi responsable d'une autre attaque menée contre un train le 15 août, dans la province de Kompong Chhnang, au cours de laquelle deux Cambodgiens ont été tués et cinq autres blessés.

9. Le 4 août, mon représentant spécial a écrit à M. Khieu Samphan, président de la partie du Kampuchea démocratique, pour se plaindre des propos acerbes et racistes diffusés par la station de radio de cette partie à l'encontre de la population d'origine vietnamienne, mais M. Khieu Samphan a rejeté ces plaintes. L'APRONUC a fait clairement savoir aux autorités cambodgiennes qu'elles étaient tenues d'assurer une protection suffisante aux minorités ethniques.

10. La police civile de l'APRONUC enquête actuellement sur le meurtre de six personnes d'origine vietnamienne, qui a été perpétré à Kompong Chhnang le 10 août. D'après les résultats préliminaires, le massacre serait imputable à l'ANKD. Le 13 août, des hommes armés ont enlevé un groupe d'enfants d'origine vietnamienne qu'ils ont ensuite libérés sains et saufs contre rançon.

11. Depuis mon dernier rapport au Conseil de sécurité, il est devenu de plus en plus évident que des bandes de criminels parfaitement organisées volaient des véhicules de l'APRONUC, parfois sous la menace des armes. Depuis la mi-juin, 140 véhicules environ ont été volés. Le 9 août, par exemple, un directeur provincial de l'APRONUC a été enlevé par des hommes armés qui l'ont dévalisé et ont tenté de lui prendre son véhicule. Il a réussi à leur échapper et s'en est sorti indemne. Récemment, l'APRONUC a récupéré deux véhicules qui lui avaient été volés. Ces véhicules se trouvaient en la possession d'officiers supérieurs des anciennes Forces armées populaires cambodgiennes. Mon représentant spécial a porté ces questions à l'attention de l'Administration conjointe intérimaire, au plus haut niveau, lui demandant de prendre des mesures d'urgence. Les deux Coprésidents sont convenus de coopérer étroitement avec l'APRONUC afin d'empêcher et de réprimer ces actes criminels.

II. Retrait de l'APRONUC

12. Le retrait de la composante militaire de l'APRONUC s'est déroulé sans heurts selon le calendrier prévu au paragraphe 12 du document S/26090. Le 2 août 1993, les premières unités des bataillons bulgare, tunisien et uruguayen ont quitté le Cambodge par bateau ou par avion. Au 15 août, tout l'effectif de ces trois bataillons d'infanterie et de l'hôpital de campagne avancé relevant du contingent indien avait été évacué des provinces de Kompong Speu, Kandal, Pursat, Kompong Chhnang, Stung Treng, Mondol Kiri, Ratana Kiri et Kratie. Simultanément, les bataillons français, malaisien et indien avaient étendu à ces provinces leurs zones d'opération respectives. La prochaine étape du retrait, qui verra le bataillon du Bangladesh évacuer la province de Siem Reap pour y être remplacé par le bataillon néerlandais, est sur le point de commencer. Le reste du plan de retrait sera ensuite exécuté comme prévu aux paragraphes 14 à 16 du document S/26090, et le retrait de la composante militaire devrait être terminé d'ici au 15 novembre 1993.

13. Le calendrier du retrait de la composante police civile figure aux paragraphes 17 à 19 du document S/26090. En conformité avec ce calendrier, environ 2 000 policiers avaient déjà été rapatriés au 15 août; parmi ceux qui restent, environ 500 doivent quitter le Cambodge le 31 août au plus tard, et la dernière tranche de 1 000 policiers sera évacuée en septembre. Le retrait s'est effectué dans l'ordre et sans incident.

14. Le retrait du personnel encore en place des autres composantes civiles se déroule à un rythme qui permette de boucler les activités opérationnelles de

l'APRONUC à l'expiration de son mandat. Comme l'indique le document S/26090 (par. 21 et 37), une présence de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme (voir aussi les paragraphes 26 à 28 ci-après) sera maintenue au Cambodge après le retrait de l'APRONUC. Les fonctionnaires de la composante chargée des droits de l'homme encore au Cambodge continueront d'y exercer leurs fonctions jusqu'à l'arrivée de l'unité qui leur succédera à l'expiration du mandat de l'APRONUC.

15. Tout l'effectif de la composante électorale a maintenant quitté le Cambodge, à l'exception de son chef et des collaborateurs immédiats de ce dernier, qui restent à la disposition de l'Assemblée constituante pour lui donner, sur demande, des avis en matière constitutionnelle et dans les domaines afférents.

16. La composante chargée de l'administration civile maintiendra une présence relativement nombreuse pendant le reste de la période de transition. Au 15 août 1993, elle comptait encore 56 fonctionnaires internationaux dans ses bureaux provinciaux et 40 autres à Phnom Penh (au siège de l'APRONUC et dans le bureau de la province de Phnom Penh). Dix-sept autres fonctionnaires exercent des activités douanières aux postes frontière, portant l'effectif total à 113 fonctionnaires pour l'ensemble du pays. Ces chiffres n'incluent pas les fonctionnaires chargés du contrôle administratif dans les domaines de l'information et des finances, qui relèvent respectivement de la Division de l'information/éducation et du Bureau du Conseiller économique.

17. Le maintien d'un petit noyau de personnel dans chaque province répond au souci d'y conserver une présence de l'ONU, avec le triple objectif de contribuer au rétablissement de la confiance, de fournir sur demande une assistance technique à l'Administration conjointe intérimaire pendant le reste de la période transitoire et de maintenir en place un cadre provincial qui facilitera la poursuite des activités de l'ONU en matière de droits de l'homme et de relèvement économique après la fin du mandat de l'APRONUC. Cependant, comme il n'est pas prévu de laisser de fonctionnaires civils dans les provinces après le retrait de la composante militaire, les personnels qui s'y trouvent actuellement continueront d'en être évacués.

18. Comme il est indiqué au paragraphe 32 du document S/26090, une vingtaine de fonctionnaires de la Division de l'information/éducation ont quitté le Cambodge à la fin de juillet. Les 25 fonctionnaires restants continueront de produire pour la radio des émissions éducatives sur les droits de l'homme et des programmes sur la reconstruction et le développement qui seront diffusés jusqu'à la fin du mandat de l'APRONUC.

19. Vers la fin d'août, sur les 30 fonctionnaires qui composaient à l'origine l'effectif du Bureau des affaires économiques qui chapeaute la composante chargée du relèvement, 23 se trouvaient encore au Cambodge; 8 d'entre eux devraient en partir avant la fin du mois d'août, et il est prévu que les 15 autres resteront au moins jusqu'à la mi-septembre. On trouvera dans les paragraphes 21 et 22 ci-après une brève description du programme de relèvement qui fera suite au retrait de l'APRONUC.

20. Mon représentant spécial a rencontré à deux reprises les Coprésidents de l'Administration conjointe intérimaire pour examiner la question de l'écoulement des biens de l'APRONUC. Conformément aux avis exprimés par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), l'APRONUC enlèvera le plus de matériel possible pour l'affecter à d'autres missions. Cependant, certains matériels et installations présentent une grande importance pour le futur gouvernement cambodgien. Leur démantèlement entraînerait immédiatement des conséquences défavorables sur le développement et le relèvement du pays. Dans ces conditions, des efforts sont en cours pour trouver des Etats qui seraient disposés à acheter cet équipement et à en faire don au gouvernement.

III. Préparatifs pour la période faisant suite à l'APRONUC

21. Les activités que l'ONU doit effectuer au Cambodge après le départ de l'APRONUC — relèvement, déminage, protection des droits de l'homme, réintégration des réfugiés et des personnes déplacées, et activités humanitaires et techniques des organismes des Nations Unies — peuvent apporter une contribution appréciable à la consolidation de la paix au Cambodge. Il me paraît important de veiller à ce que ces activités soient coordonnées et intégrées de manière à renforcer leur efficacité, tout en tenant pleinement compte des vœux souverains du nouveau gouvernement cambodgien.

22. Le relèvement du pays se poursuivra après le départ de l'APRONUC. A la mi-août, environ 200 millions de dollars des Etats-Unis avaient été utilisés sur les 880 millions de dollars annoncés à la Conférence ministérielle de Tokyo en juin 1992. Malgré les activités étendues de reconstruction des routes, des points et des autres infrastructures accomplies par les ingénieurs militaires de l'APRONUC au cours des 18 derniers mois et le gros effort d'amélioration des aéroports et du réseau de communication du Cambodge entrepris dans le cadre de la Mission, un travail massif de reconstruction reste nécessaire dans l'ensemble du pays.

23. Alors même que l'APRONUC se prépare à partir, des mesures doivent être prises d'urgence pour aider le Gouvernement cambodgien à répondre à un certain nombre de besoins pressants durant les six premiers mois de son existence et au-delà. Ces besoins, que le Comité international pour la reconstruction du Cambodge examinera à sa réunion qui doit se tenir à Paris les 8 et 9 septembre 1993, concernent l'appui budgétaire, la réforme de l'administration publique, le déminage, la réinstallation et la réintégration des personnes déplacées, l'agriculture, les services sociaux comprenant les soins de santé et l'éducation, l'entretien des services publics et la réparation du réseau et de l'infrastructure de transport. La présence de l'ONU durant la période faisant suite à l'APRONUC dans le domaine du relèvement sera néces-

saire pour aider le nouveau gouvernement à formuler ses besoins et à les présenter à la communauté internationale. En tant que première mesure, mon représentant spécial a demandé aux Coprésidents de l'Administration conjointe intérimaire de dresser une liste de leurs besoins les plus impératifs.

24. Le Conseil d'administration du Centre cambodgien de déminage (voir S/25124, par. 83) doit se réunir avant la fin d'août 1993 afin de proroger son mandat qui devrait normalement venir à expiration en même temps que celui de l'APRONUC. Lorsque le nouveau gouvernement cambodgien sera en place, des consultations auront lieu entre l'ONU et le Centre en ce qui concerne le futur statut de ce dernier ainsi que ses rapports avec l'Organisation des Nations Unies et ses organismes. Dans l'avenir prévisible, j'estime souhaitable que le Centre bénéficie d'une participation de l'ONU.

25. Depuis la création de l'APRONUC, plus de 4 millions de mètres carrés ont été déminés et environ 37 000 mines et autres munitions non explosées ont été détruites. Quelque 2 330 Cambodgiens ont été formés aux techniques de déminage et 1 400 de ces Cambodgiens sont actuellement employés. Ces chiffres prennent en compte les travaux effectués par les organisations non gouvernementales, y compris Halo Trust, Norwegian People's Aid, Mine Action Group et Handicap International.

26. Le déminage est par nature une tâche dangereuse et difficile et les progrès ont tout d'abord été lents. Cependant, l'expérience acquise au cours des derniers mois a permis d'accélérer sensiblement le rythme des opérations. Le Centre cambodgien de déminage a maintenant atteint son régime de croisière et, afin de conserver l'élan acquis, il est nécessaire d'assurer un financement adéquat sur la base d'une structure d'entreprise fiable. En conséquence, j'ai l'intention de maintenir le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes de déminage au Cambodge jusqu'à ce que l'on puisse trouver d'autres arrangements financiers acceptables aux donateurs, en consultation avec le nouveau gouvernement cambodgien.

27. L'article 17 des Accords de Paris stipule que, après la fin de la période de transition, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies devrait continuer à superviser étroitement la situation des droits de l'homme au Cambodge, y compris, si cela est nécessaire, en nommant un rapporteur spécial qui présenterait dans un rapport annuel ses conclusions à la Commission et à l'Assemblée générale.

28. Le 19 février 1993, la Commission a adopté la résolution 1993/6 sur la situation des droits de l'homme au Cambodge, dans laquelle elle a reconnu que les tragiques événements de l'histoire récente du Cambodge exigeaient l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme et empêcher le retour aux politiques et pratiques du passé. La Commission a prié le Secrétaire général d'assurer le maintien d'une présence continue des Nations Unies au titre des droits de l'homme au Cambodge après l'expiration du mandat de l'APRONUC, notamment par une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme, et de désigner un représentant spécial pour les droits de l'homme. Les fonctions du Centre et du représentant spécial sont énumérées dans la résolution. Le Secrétaire général y est également prié de fournir, dans les limites des ressources globales existantes de l'Organisation des Nations Unies, les moyens supplémentaires voulus pour financer la présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme dans le cadre d'autres activités des Nations Unies au Cambodge après l'expiration du mandat de l'APRONUC.

29. Le Centre pour les droits de l'homme doit établir sa présence opérationnelle à Phnom Penh dès la fin du mandat de l'APRONUC avec un effectif total de 23 fonctionnaires internationaux et agents locaux provenant en partie du personnel actuel de la composante droits de l'homme de l'APRONUC. Cependant, étant donné que les moyens de financement de cette présence n'ont pas encore été approuvés par l'Assemblée générale et que les fonds dont dispose l'APRONUC pour les opérations relatives aux droits de l'homme cesseront d'être fournis à l'expiration du mandat de la Mission, des ressources devront être prévues pour assurer le fonctionnement du Centre jusqu'à ce que les fonds approuvés par l'Assemblée générale soient disponibles.

IV. Observations

30. Alors que l'opération de l'APRONUC touche à sa fin, je crois que la communauté internationale peut se réjouir du fait que, malgré de sérieuses difficultés, l'APRONUC a pu accomplir sa tâche principale, qui était d'organiser la tenue d'élections libres et équitables au Cambodge et de mettre en place une assise solide pour que le peuple cambodgien puisse édifier un avenir stable et pacifique. L'évolution de la situation depuis les élections est également encourageante. L'Assemblée constituante devrait adopter sous peu la nouvelle Constitution et former le nouveau gouvernement conformément aux dispositions de cet instrument et à celles des Accords de Paris. Le mandat officiel de l'APRONUC prendra alors fin et il restera à achever le retrait dans des conditions d'ordre et de rapidité. Etant donné la nécessité de laisser suffisamment de temps pour que la Constitution soit adoptée et pour que le nouveau gouvernement prenne forme, je propose que le Conseil de sécurité proroge le mandat de l'APRONUC jusqu'au 15 septembre 1993 et qu'il soit prêt à envisager de le proroger à nouveau pour une brève période si le gouvernement n'a pas été officiellement formé à cette date.

31. Au terme du mandat de l'APRONUC, le peuple et le nouveau gouvernement cambodgiens auront besoin d'un appui international suivi, afin de sauvegarder les fruits des efforts et des ressources énormes que la communauté internationale a déjà consacrés à la cause du Cambodge. J'ai donné dans le présent rapport un aperçu des types d'activités que l'Organisation des Nations Unies et ses organismes sont prêts à entreprendre et de

l'assistance qu'ils pourront fournir au Cambodge pour répondre aux besoins du nouveau gouvernement.

32. Comme il est dit au paragraphe 38 de mon rapport du 16 juillet 1993 (S/26090), la question du maintien au Cambodge d'un petit détachement militaire des Nations Unies après le retrait de l'APRONUC est posée de temps à autre. Pour le moment, j'ai décidé de ne pas recommander au Conseil de sécurité d'autoriser le maintien de personnel militaire des Nations Unies au Cambodge après le départ de l'APRONUC. Celle-ci aura bientôt accompli tous les éléments de son mandat qui pouvaient l'être, et j'estime que, conformément à la pratique suivie antérieurement en pareil cas, il vaut mieux mettre un terme à la présence militaire des Nations Unies et concentrer les ressources disponibles sur des activités civiles venant à l'appui de la consolidation de la paix dans ce nouveau Cambodge à l'avènement duquel l'APRONUC a contribué. Si le nouveau gouvernement sollicitait une présence militaire après le départ de l'APRONUC en indiquant clairement les tâches qui devraient être accomplies, j'examinerais bien sûr attentivement cette requête et présenterais au Conseil de sécurité un rapport sur la possibilité d'accomplir les tâches envisagées et sur les ressources nécessaires à cet effet.

33. Comme il était indiqué au paragraphe 39 de mon rapport du 16 juillet, j'ai l'intention d'installer à Phnom Penh un bureau intégré suivant ce qui est décrit dans mon rapport du 20 juillet 1993 à l'Assemblée générale (A/48/146/Add.1). Le représentant des Nations Unies qui dirigera ce bureau aura pour principale mission de coordonner, en étroite consultation avec le Gouvernement cambodgien, toute la gamme des activités civiles qui seront menées par les différents organismes du système des Nations Unies, conformément à leurs mandats respectifs, pour promouvoir le développement, fournir une aide humanitaire et favoriser le respect des droits de l'homme au Cambodge. En outre, pendant la période qui suivra immédiatement la formation du nouveau gouvernement, le bureau intégré aura à régler un certain nombre d'affaires en suspens découlant des Accords de Paris et de la présence de l'APRONUC dans le pays.

Document 101

Résolution du Conseil de sécurité concernant le retrait de l'APRONUC

S/RES/860, 27 août 1993

Le Conseil de sécurité,

Réaffirmant ses résolutions 668 (1990) du 20 septembre 1990, 745 (1992) du 28 février 1992, 840 (1993) du 15 juin 1993 et ses autres résolutions pertinentes,

Prenant note des rapports du Secrétaire général en date du 16 juillet 1993[1] et du 26 août 1993[2],

Rendant hommage au rôle dirigeant que S. A. R. le prince Norodom Sihanouk continue à jouer en faveur de la paix, de la stabilité et de la réconciliation nationale authentique pour tout le Cambodge,

Rappelant que, conformément aux Accords de Paris[3], la période de transition prendra fin lorsque l'Assemblée constituante élue par la voie d'élections libres et équitables, organisées et certifiées par les Nations Unies, aura approuvé la Constitution, se sera transformée en assemblée législative et qu'un nouveau gouvernement aura ensuite été formé,

Notant par ailleurs que l'administration conjointe intérimaire du Cambodge a exprimé le vœu que le mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) soit maintenu jusqu'à ce qu'un nouveau gouvernement ait été établi au Cambodge, comme l'en a informé le Secrétariat,

1. *Accueille favorablement* les rapports du Secrétaire général en date du 16 juillet 1993 (S/26090) et du 26 août 1993 (S/26360), et approuve le plan de retrait de l'APRONUC contenu dans le document S/26090;

2. *Soutient pleinement* les travaux de l'Assemblée constituante visant à élaborer et à approuver une constitution et souligne l'importance qui s'attache à l'achèvement de ces travaux conformément aux Accords de Paris;

3. *Confirme* que les fonctions de l'APRONUC prévues dans les Accords de Paris prendront fin dès la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien en septembre, conformément auxdits Accords;

4. *Décide* que le retrait de l'élément militaire de l'APRONUC s'achèvera le 15 novembre 1993, de manière à assurer que ce retrait s'exécutera dans l'ordre et la sécurité comme prévu;

5. *Décide* de rester activement saisi de la question.

[1] S/26090 (document 97).
[2] S/26360 (document 100).
[3] S/23177 (document 19).

Document 102

Déclaration des ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, publiée à l'issue d'une réunion tenue avec le Secrétaire général le 30 septembre 1993

S/26517, 30 septembre 1993

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration publiée à l'issue de la réunion que vous avez tenue le 30 septembre 1993 avec nos ministres des affaires étrangères respectifs. Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) LI Zhaoxing

La Représentante permanente
des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Madeleine K. ALBRIGHT

Le Représentant permanent
de la Fédération de Russie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Yuliy M. VORONTSOV

Le Représentant permanent de la France
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Jean-Bernard MÉRIMÉE

Le Représentant permanent du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) David HANNAY

Annexe

Déclaration publiée le 30 septembre 1993 par les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité à l'issue d'une réunion avec le Secrétaire général

Le 30 septembre 1993, les ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont rencontré le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, S. E. M. Boutros Boutros-Ghali. Ont pris part à cette réunion le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, S. E. M. Qian Qichen; le Ministre des affaires étrangères de la République française, S. E. M. Alain Juppé; le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, S. E. M. Warren Christopher; le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, S. E. M. Douglas Hurd; et le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, S. E. M. Andrey Kozyrev.

Les ministres ont félicité le Secrétaire général de la façon remarquable dont il continue de servir l'Organisation des Nations Unies et les principes consacrés dans la Charte. Ils se sont engagés à appuyer sans réserve les efforts qu'il déploie pour accroître l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies et réformer ses moyens d'agir dans le domaine du maintien de la paix.

Les ministres ont noté que le nombre des opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies a été multiplié par cinq au cours des cinq dernières années; que nombre de demandes de missions supplémentaires résultaient de la prolifération des conflits locaux; que ces missions revêtaient un caractère nettement plus dangereux et plus complexe qu'auparavant; que des efforts étaient en cours pour améliorer les capacités de l'Organisation en matière de maintien de la paix; qu'il était nécessaire d'établir une étroite coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales et que la diplomatie préventive dans le cadre de la Charte des Nations Unies pouvait apporter une contribution utile.

Compte tenu de ces éléments, les ministres sont convenus, dans l'esprit d'un rapport « Agenda pour la paix » du Secrétaire général, de coopérer pour rendre l'Organisation des Nations Unies mieux à même de mener à bien toute la gamme des opérations de maintien de la paix sous l'autorité du Conseil de sécurité. Ils ont pris note des travaux entrepris pour réformer les opérations de maintien de la paix et souligné l'importance de l'amélioration des procédures budgétaires; de la modernisation du commandement, du contrôle et des communications; de la professionnalisation et de l'institutionnalisation des fonctions de planification et de formation des civils; du renforcement des capacités de gestion des affaires publiques; et de l'instauration d'une très étroite coordination entre les Etats disposés à fournir des contingents et d'autres formes d'aide matérielle aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. A cet égard, les ministres se sont félicités des contacts qui ont été pris par le Secrétaire général avec les Etats Membres concernant la notification par ces derniers des forces ou des moyens spécifiques qu'ils pourraient mettre à la disposition de l'Organisation, au cas par cas, avec l'approbation de leurs autorités nationales.

Etant donné l'écart existant entre ce qui est actuellement demandé à l'Organisation des Nations Unies et les capacités dont elle dispose en attendant l'exécution des réformes mentionnées plus haut, les ministres ont affirmé qu'il faudrait évaluer avec le plus grand soin tous les nou-

veaux engagements qui ne devraient être pris qu'après avoir examiné et résolu de façon satisfaisante les questions fondamentales telles que les objectifs du mandat, l'existence de forces adéquates, la disponibilité de ressources, les risques pour le personnel et la durée du mandat.

Les ministres se sont déclarés convaincus que l'expérience accumulée par l'Organisation des Nations Unies ces dernières années en matière de maintien de la paix, notamment en Namibie, au Salvador et au Cambodge, permet d'espérer qu'en poursuivant les efforts visant à améliorer ses capacités dans ce domaine des résultats satisfaisants pourront être obtenus. Ils ont souligné qu'il importe de tirer les enseignements d'opérations récemment terminées ou en cours d'exécution; ils ont fait observer que, dans cette ère nouvelle, l'établissement d'une paix durable exige des efforts soutenus à la fois de la part de la communauté internationale et des populations des Etats concernés.

Les ministres ont passé en revue avec le Secrétaire général un certain nombre de missions de maintien de la paix actuellement envisagées ou en cours.

A cet égard, les ministres ont rendu hommage à l'action des Nations Unies au Cambodge et noté avec satisfaction que l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge a pleinement rempli son mandat. Le rétablissement d'un gouvernement constitutionnel au Cambodge est un succès très important pour le peuple cambodgien et les Nations Unies. Ils se sont dits convaincus qu'après le départ de l'APRONUC le maintien d'une présence des Nations Unies, telle que demandée par le Gouvernement du Cambodge, contribuerait à la paix et à la stabilité.

Les ministres ont souligné l'importance qu'ils attachent au rôle que joue l'Organisation des Nations Unies pour résoudre des conflits en Afrique. Ils ont noté les progrès qui ont été réalisés en Somalie où il a été mis fin à la famine, où la sécurité a été restaurée dans la plus grande partie du pays et où un cadre a été établi pour la réconciliation nationale. Ils sont convenus de l'importance de nouvelles mesures pour renforcer la sécurité et parvenir à un règlement politique. Ils ont également examiné la situation au Rwanda, en Angola, au Libéria et au Mozambique ainsi que la contribution que l'Organisation des Nations Unies peut apporter pour résoudre ces conflits.

Les ministres ont exprimé leur soutien aux mesures adoptées par le Secrétaire général et le Conseil de sécurité pour contribuer à mettre un terme aux conflits sur le territoire de l'ex-URSS, en particulier en Abkhazie (République de Géorgie), dans les zones frontières du Tadjikistan et, en appui des efforts de la CSCE, dans la région du Nagorno-Karabakh de la République d'Azerbaïdjan. Ils se sont félicités des efforts de maintien de la paix et de rétablissement de la paix entrepris par la Fédération de Russie et par d'autres Etats indépendants de l'ex-Union soviétique pour mettre en place et contrôler des cessez-le-feu et promouvoir des solutions négociées avec l'accord des pays concernés.

Les ministres ont évoqué la situation dans l'ex-Yougoslavie. Ils ont demandé à toutes les parties de parvenir sans délai à une solution négociée au conflit en Bosnie-Herzégovine, ce qui permettra de mettre en œuvre l'opération de maintien de la paix sous les auspices des Nations Unies envisagée dans le plan Stoltenberg-Owen. Ils se sont dits déterminés à agir dans le cadre des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité pour mettre la FORPRONU en mesure d'exécuter son mandat de maintien de la paix et d'assistance humanitaire et se sont dits résolus à mettre en œuvre les résolutions 808 et 827 du Conseil de sécurité, en mettant en place et en apportant le soutien nécessaire au Tribunal international chargé d'enquêter sur les violations flagrantes du droit international humanitaire commises dans l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et de poursuivre leurs responsables.

Les ministres ont noté que l'importance du rôle joué par l'Organisation des Nations Unies ne cesse de croître, ce qui ouvre de nouvelles possibilités mais aussi met à mal les ressources financières et autres de l'Organisation. Ils ont souligné que tous les Etats et tous les peuples ont un intérêt commun à aider l'Organisation des Nations Unies à remplir sa mission de force de progrès en faveur de la paix, du développement et des autres objectifs de la Charte.

Les ministres ont souligné la nécessité pour tous les Etats de payer leurs contributions pleinement et dans les délais. Ils ont estimé que les problèmes mondiaux ne pourront être résolus que si les institutions internationales, notamment l'Organisation des Nations Unies, sont renforcées, ce qui implique un large appui des opinions publiques. Ils sont convenus que l'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et ses programmes doivent être des organes efficaces, disciplinés et responsables. Dans cet esprit, ils ont souligné l'importance qui s'attache au renforcement du contrôle des opérations des Nations Unies et se sont félicités des récentes décisions prises en ce sens.

Les ministres ont insisté sur la nécessité d'une coopération et d'une coordination étroites entre les opérations de maintien de la paix et les opérations d'assistance humanitaire des Nations Unies. Ils ont condamné les obstacles mis, dans certains Etats, à l'acheminement de l'aide humanitaire et les attaques contre le personnel humanitaire. Ils ont demandé à tous les Etats et toutes les parties à des conflits armés de respecter l'obligation, au titre du droit international humanitaire, de permettre l'acheminement effectif et sans entrave de l'aide humanitaire.

Les ministres ont considéré avec une grande satisfaction l'accord décisif qui a été conclu entre l'Etat d'Israël et l'Organisation de libération de la Palestine. Ils ont noté que cet accord est conforme aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, et qu'il prend en compte le droit à la sécurité de tous les Etats de la région, y compris Israël, et qu'il prend en compte les droits politiques légitimes du peuple palestinien. Les Ministres ont exprimé l'espoir que ce premier accord facilitera la conclusion de

nouveaux accords qui, pris ensemble, instaureront une paix globale, juste et durable. Ils ont instamment prié la communauté internationale de mobiliser des ressources de façon que l'accord aboutisse à une amélioration tangible de la sécurité et des conditions de vie des Palestiniens et des Israéliens. Ils ont souligné la nécessité de commencer à améliorer immédiatement la situation économique dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Les ministres ont discuté de la récente évolution de la situation en Iraq. Ils se sont félicités des récents contacts entre la Commission spéciale (UNSCOM) et l'Iraq, mais ont réaffirmé que l'Iraq doit respecter intégralement les résolutions applicables du Conseil de sécurité de façon à atteindre l'objectif du Conseil du rétablissement de la paix et de la sécurité internationales dans la région.

Les ministres ont déclaré qu'ils continuaient d'appuyer sans réserve le mouvement vers la démocratie et la fin de toutes les formes d'apartheid en Afrique du Sud. Ils se sont félicités des efforts déployés par les dirigeants de toutes les parties pour éviter de nouvelles violences et de nouvelles discordes et ont relevé avec satisfaction le rôle constructif joué en Afrique du Sud par les observateurs de l'Organisation des Nations Unies et les autres observateurs internationaux. Ils ont instamment prié toutes les parties sud-africaines de redoubler d'efforts pour parvenir à un consensus sur les arrangements transitoires et les questions constitutionnelles encore en suspens et pour que les élections puissent avoir lieu l'an prochain.

Les ministres ont remercié le Secrétaire général de son invitation, se sont engagés à continuer d'œuvrer en faveur d'une Organisation des Nations Unies plus forte et plus efficace, et sont convenus de poursuivre la concertation sur les questions internationales d'intérêt général.

Document 103

Nouveau rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité qui portait création de l'APRONUC

S/26529, 5 octobre 1993

1. Conformément à la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité par laquelle celui-ci a créé l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), j'ai présenté au Conseil un certain nombre de rapports sur le déroulement de l'opération, ainsi que des rapports spéciaux rendus nécessaires par l'évolution rapide de la situation et les nouveaux faits inattendus qui se sont produits au Cambodge. Le dernier en date de ces rapports (S/26360 du 26 août 1993) décrivait l'évolution de la situation depuis les élections organisées en mai 1993 par l'APRONUC au Cambodge, le retrait des personnels militaires et civils de l'APRONUC et les préparatifs pour la période faisant suite à l'APRONUC. Sur la base de ce rapport, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 860 (1993) dans laquelle il a, entre autres dispositions, confirmé que les fonctions de l'APRONUC prévues dans les Accords de Paris prendraient fin dès la formation d'un nouveau gouvernement cambodgien en septembre 1993 conformément auxdits Accords.

2. L'APRONUC s'est à présent acquittée de son mandat conformément aux résolutions 745 (1992) et 860 (1993) du Conseil de sécurité. Le 19 septembre 1993, l'Assemblée constituante de 120 membres qui avait été élue en mai a terminé ses délibérations sur une nouvelle constitution. Le 21 septembre 1993, l'Assemblée a officiellement adopté la Constitution par 113 voix contre 5, avec 2 abstentions, soit une marge plus importante que la majorité des deux tiers qui est spécifiée dans les Accords de Paris.

3. Le 24 septembre 1993, S. A. R. le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat, a promulgué formellement la Constitution à Phnom Penh. Par voie de conséquence, le Cambodge est désormais une monarchie constitutionnelle portant le nom officiel de « Royaume du Cambodge », et constitue un Etat indépendant, souverain, pacifique, neutre et non aligné. Le même jour, le prince Sihanouk a été élu roi du Cambodge par le Conseil royal du trône. Les pouvoirs et obligations du monarque sont énoncés dans la Constitution, conformément à son article 7, qui énonce que le roi règne mais ne gouverne pas. Conformément à la Constitution et aux Accords de Paris, l'Assemblée constituante s'est transformée en assemblée législative.

4. La Constitution stipule également que le Royaume du Cambodge reconnaît et respecte les droits de l'homme conformément à la Charte des Nations Unies, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et à tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et aux droits des femmes et des enfants. Conformément à l'article 51 de la Constitution, le Royaume du Cambodge adopte un régime démocratique, libre et multipartite.

5. A la suite de son élection, le roi Sihanouk a nommé S. A. R. le prince Norodom Ranariddh, chef du Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), premier président du Gouvernement royal du Cambodge. Le FUNCINPEC avait obtenu 58 sièges à l'Assemblée cons-

tituante. M. Hun Sen, chef du Parti populaire cambodgien (PPC), qui avait obtenu 51 sièges à l'Assemblée, a été nommé deuxième président du Gouvernement royal.

6. Le mandat confié à l'APRONUC a été mené à bien le 24 septembre 1993. Mon représentant spécial pour le Cambodge a quitté le pays le 26 septembre 1993.

7. Le plan de retrait du personnel de l'APRONUC qui est décrit aux paragraphes 9 à 33 de mon rapport du 16 juillet 1993 (S/26090) se déroule sans contretemps. Les bataillons bulgare, tunisien, uruguayen, pakistanais, indien et bangladeshi de la composante militaire ont maintenant tous quitté le Cambodge et l'APRONUC n'est plus présente dans les sept provinces occidentales (Ratana Kiri, Mondol Kiri, Stung Treng, Kratie, Kompong Cham, Svey Rieng et Prey Veng). Au 30 septembre 1993, l'effectif de la composante militaire s'établissait à 9 373 hommes, tous rangs confondus. Conformément à la résolution 860 (1993) du Conseil de sécurité, le retrait de l'élément militaire de l'APRONUC doit être achevé le 15 novembre 1993.

8. Sur les 3 600 membres de la composante de la police civile qui ont été déployés au Cambodge, il ne reste à Phnom Penh, au 1er octobre, que 28 officiers du siège, et ils seront retirés le 15 octobre 1993.

9. Le retrait des autres composantes civiles de l'APRONUC est pratiquement achevé. Il reste maintenant sur place une équipe de personnel administratif chargé de parachever le retrait de l'APRONUC et l'écoulement de ses biens. Je présenterai en temps utile à l'Assemblée générale un rapport final sur l'exécution du budget de l'APRONUC, comme elle m'a prié de le faire dans sa résolution 47/209 B du 14 septembre 1993.

10. Dans l'intervalle, des mesures ont été prises pour établir la présence des Nations Unies qui sera nécessaire dans la période faisant suite à l'APRONUC pour remplir différentes fonctions destinées à renforcer la paix et la stabilité au Cambodge. Comme je l'ai indiqué dans mes rapports antérieurs (voir aussi S/26090 du 16 juillet 1993), il s'agit en particulier d'activités de déminage, de redressement économique et dans le domaine des droits de l'homme.

11. C'est avec une grande satisfaction que j'annonce au Conseil de sécurité la formation, le 24 septembre, du nouveau gouvernement cambodgien, issu de la volonté du peuple qui s'est exprimé au moyen d'élections libres et honnêtes organisées et conduites par l'Organisation des Nations Unies. Ainsi, dans l'espérance et l'allégresse, les objectifs principaux des Accords pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, en date du 23 octobre 1991 (S/23177, annexe), et de la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité ont été atteints et la période de transition a pris fin.

12. A présent que l'APRONUC achève son mandat, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux membres du Conseil de sécurité, tant anciens qu'actuels, pour l'appui et les conseils qu'ils m'ont constamment prodigués et sans lesquels notre mission n'aurait pas pu être accomplie. Je souhaite également qu'il soit pris acte de ma gratitude pour les 46 pays qui ont fourni à la mission des contingents militaires et/ou des officiers de police, ainsi que du profond chagrin avec lequel je déplore les pertes en personnels de l'APRONUC dues aux hostilités, à des accidents ou à la maladie. Je rends également hommage à S. M. le roi Sihanouk, aux autres dirigeants et au peuple cambodgiens pour cette réalisation historique : être parvenus à surmonter plus de vingt années de combats et de dévastations et à jeter les bases solides d'un Cambodge pacifique et démocratique. Il ne me reste plus qu'à rendre hommage à mon représentant spécial, M. Yasushi Akashi, à son adjoint, M. Behrooz Sadry, au commandant de la Force, le lieutenant-général John Sanderson, ainsi qu'à tous les personnels de l'APRONUC, hommes et femmes, pour leur ténacité, leur ardeur au travail et leur dévouement aux objectifs de la mission de l'APRONUC et aux plus nobles idéaux de l'Organisation des Nations Unies.

Document 104

Déclaration du Président du Conseil de sécurité concernant l'achèvement du mandat de l'APRONUC

S/26531, 5 octobre 1993

Au nom des membres du Conseil de sécurité, je tiens à remercier S. A. R. le prince Norodom Ranariddh, premier Président, et S. E. M. Hun Sen, deuxième Président du Gouvernement royal du Cambodge, de leur présence et à leur exprimer la satisfaction du Conseil de sécurité devant les événements de bon augure qui se sont produits au Cambodge depuis la tenue des élections, du 23 au 28 mai 1993, en particulier la proclamation de la Constitution cambodgienne le 24 septembre 1993 et la formation du nouveau gouvernement du Cambodge.

Je saisis également cette occasion pour féliciter S. M. le roi Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, de son accession au trône et pour rendre hommage au rôle que Sa Majesté n'a cessé de jouer en faveur de la réconciliation nationale et d'un avenir meilleur pour le Cambodge tout entier.

Le mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) ayant été mené à bonne fin, le Conseil de sécurité salue à nouveau le travail remarquable qu'a accompli l'APRONUC, sous la direction du Secrétaire général et de son représentant spécial, M. Yasushi Akashi.

Le Conseil de sécurité souligne l'importance du soutien constant de la communauté internationale pour la consolidation de la paix et de la démocratie et la promotion du développement au Cambodge.

Tenant compte de la lettre en date du 26 septembre 1993, adressée au Secrétaire général par S. A. R. le prince Norodom Ranariddh, premier président, et S. E. M. Hun Sen, deuxième président, ainsi que du dernier en date des rapports du Secrétaire général sur l'application de la résolution 745 (1992) du Conseil de sécurité, que les membres du Conseil viennent de recevoir, le Conseil continuera d'étudier la situation au Cambodge et décidera des mesures qu'il lui appartiendrait de prendre.

Document 105

Nouveau rapport présenté par le Secrétaire général en application du paragraphe 7 de la résolution 840 (1993), dans lequel est mentionnée la demande faite par le Gouvernement cambodgien d'envoyer au Cambodge une vingtaine ou une trentaine d'observateurs militaires non armés des Nations Unies pour une période de six mois à l'expiration du mandat de l'APRONUC

S/26546, 7 octobre 1993

1. On se souviendra que, dans mon rapport du 26 août 1993 (S/26360), j'ai estimé que, une fois achevé, le mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), conformément à la pratique suivie antérieurement en pareil cas, il vaudrait mieux mettre un terme à la présence militaire des Nations Unies et concentrer les ressources disponibles sur des activités civiles venant à l'appui de la consolidation de la paix dans le nouveau Cambodge. J'ai ajouté cependant que, si le nouveau gouvernement sollicitait une présence militaire après le départ de l'APRONUC en indiquant clairement les tâches qui devraient être accomplies, j'examinerais bien sûr attentivement cette requête et présenterais au Conseil de sécurité un rapport sur la possibilité d'accomplir les tâches envisagées et sur les ressources nécessaires à cet effet.

2. J'ai reçu une lettre datée du 26 septembre 1993 et signée conjointement par S. A. R. le prince Norodom Ranariddh, premier président, et S. E. M. Hun Sen, deuxième Président du Gouvernement royal du Cambodge. Dans cette lettre, entre autres choses, les deux Présidents, se référant aux tensions qui persistent au Cambodge, surtout dans les provinces, après le mandat de l'APRONUC, ainsi qu'à la nécessité de redonner confiance au peuple cambodgien, m'ont prié d'envisager la possibilité d'envoyer au Cambodge une vingtaine à une trentaine d'observateurs militaires des Nations Unies non armés pour une période de six mois à l'expiration du mandat de l'APRONUC. Cette lettre a été portée à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

3. J'estime toujours, comme je l'indiquais dans mon rapport du 26 août 1993, que les efforts et les ressources des Nations Unies venant à l'appui du Cambodge devraient dorénavant être concentrés sur des activités civiles dans les domaines de la reconstruction et du développement, ainsi que des droits de l'homme et du déminage. Néanmoins, la demande qui m'a été officiellement présentée par les deux Présidents du Gouvernement royal du Cambodge et que Sa Majesté le roi Norodom Sihanouk a également appuyée mérite d'être examinée sérieusement. Comme les Présidents le signalent, il continue de se poser au Cambodge des problèmes de sécurité. Le 4 octobre 1993, ils m'ont réaffirmé leur conviction que la présence, pendant une période de temps strictement limitée, d'un nombre limité d'officiers des Nations Unies non armés redonnerait confiance à la population et renforcerait par conséquent la stabilité du Cambodge et de son nouveau gouvernement en ce moment décisif.

4. Je ne suis pas totalement convaincu qu'un petit groupe d'officiers basés à Phnom Penh serait en mesure de contribuer effectivement dans la pratique au contrôle ou à la solution des problèmes de sécurité qui subsistent au Cambodge. On peut également douter de l'utilité de mettre en place une présence militaire purement symbolique en ces temps de crise financière aiguë. Mais si le Conseil de sécurité décide d'accéder à la demande des deux Présidents qui ont beaucoup insisté pour que les Nations Unies leur accordent un tel appui, je recommande qu'il autorise la création à Phnom Penh, pour une période de six mois non renouvelable, d'une équipe de 20 officiers de liaison détachés par des gouvernements. Ces officiers de liaison seraient indépendants du bureau intégré que je propose de créer au Cambodge (voir S/26090, par. 39) et leur chef relèverait directement de moi. Leur mandat se

limiterait à maintenir la liaison avec le Gouvernement royal du Cambodge et à me faire rapport sur les questions touchant la sécurité au Cambodge.

5. Si le Conseil de sécurité approuve la recommandation énoncée ci-dessus, je soumettrai à une date proche un plan de déploiement plus détaillé et une estimation des ressources nécessaires.

Document 106

Nouveau rapport du Secrétaire général sur la mise en place à Phnom Penh d'une équipe de 20 officiers de liaison

S/26649, 27 octobre 1993 et additif, S/26649/Add.1, 3 novembre 1993

1. Dans une lettre datée du 12 octobre 1993 (S/26570), le Président du Conseil de sécurité, se référant à mon rapport du 7 octobre (S/26546), a indiqué que les membres du Conseil donnaient leur accord de principe à mes recommandations, faites en réponse à une demande du Gouvernement royal du Cambodge, tendant à mettre en place à Phnom Penh une équipe de 20 officiers de liaison pour une période de six mois non renouvelable. Les membres du Conseil m'ont invité à leur présenter un nouveau rapport exposant de manière plus détaillée les objectifs proposés et les attributions de cette équipe ainsi que le plan de déploiement prévu, et indiquant le montant estimatif des ressources nécessaires. Le présent rapport est présenté conformément à cette demande.

2. L'équipe de liaison aurait pour mission d'assurer une liaison étroite avec le Gouvernement et de me faire rapport sur les questions touchant la sécurité au Cambodge. Elle aiderait également le Gouvernement à traiter des questions militaires en suspens liées aux Accords de Paris. On se souviendra que, lorsqu'il a demandé l'envoi d'une telle équipe, le Gouvernement cambodgien a invoqué les tensions qui persisteraient au Cambodge, en particulier dans les provinces, à l'expiration du mandat de l'APRONUC, et la nécessité d'instaurer la confiance entre les Cambodgiens.

3. L'équipe serait dirigée sur le terrain par un officier de liaison en chef désigné par le Secrétaire général avec l'assentiment du Conseil de sécurité. L'officier de liaison en chef ferait rapport au Secrétaire général qui informerait régulièrement le Conseil de sécurité des activités de l'équipe. Toutes les questions susceptibles de modifier la nature de l'équipe ou de compromettre la poursuite de son bon fonctionnement seraient signalées au Conseil de sécurité qui serait appelé à prendre une décision. L'équipe serait mise en place pour une période de six mois non renouvelable.

4. L'équipe de liaison serait basée à Phnom Penh et assurerait une liaison étroite et régulière avec le Gouvernement et les forces armées royales du Cambodge sur les questions touchant la sécurité au Cambodge. Les membres de l'équipe mèneraient des activités en dehors de Phnom Penh à l'initiative de l'officier de liaison en chef ou à la demande des autorités cambodgiennes, à condition que l'officier de liaison en chef juge les activités demandées nécessaires pour permettre à l'équipe de remplir ses fonctions de liaison et d'information.

5. Les 20 officiers de liaison, qui ne seraient pas armés, seraient fournis par des gouvernements à la demande du Secrétaire général. Les pays qui les mettraient à disposition seraient choisis à l'issue des consultations habituelles et avec l'assentiment du Conseil de sécurité, compte tenu de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable. Si le Conseil de sécurité approuve ces propositions, on s'efforcera d'obtenir, dans la mesure du possible, le personnel nécessaire en le prélevant sur les effectifs militaires de l'APRONUC qui se trouvent encore au Cambodge. On estime que pour s'acquitter de leurs tâches les officiers de liaison devraient être aidés par du personnel civil d'appui (2 civils recrutés sur le plan international et 13 sur le plan local). Le gros du matériel logistique nécessaire devrait pouvoir être prélevé sur les ressources de l'APRONUC.

6. Dans la lettre du Président du Conseil (S/26570), les membres du Conseil m'ont également prié d'examiner la possibilité, comme le proposait le Gouvernement cambodgien dans sa lettre, d'incorporer les officiers en question au bureau des Nations Unies que je me propose d'établir au Cambodge, et d'examiner les incidences de cette mesure. J'ai donc soigneusement examiné cette possibilité.

7. Les membres du Conseil se souviendront que, dans mon rapport du 26 août 1993 (S/26360, par. 33), j'ai fait part de mon intention d'installer à Phnom Penh un bureau intégré afin d'assurer une coordination efficace, en étroite consultation avec le Gouvernement cambodgien, de toute la gamme des activités civiles qui seront menées par les différents organismes du système des Nations Unies au Cambodge. Il est probable que ces activités se poursuivront, à condition que le Gouvernement royal du Cambodge le souhaite, pendant longtemps. En revanche, le déploiement au Cambodge d'un petit nombre d'officiers pendant une période strictement limitée revêt le caractère d'une mesure de transition exceptionnelle de courte durée. Convaincu que je suis qu'il convient, lorsque le mandat d'une opération de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies est terminé, de mettre

fin à la présence militaire de l'ONU et d'utiliser les ressources disponibles pour des activités civiles à l'appui de la consolidation de la paix, il me semble préférable de dissocier l'activité militaire de courte durée de l'équipe des activités civiles de longue durée qui seront coordonnées par le bureau intégré.

8. Dans la pratique, l'officier de liaison en chef recevra pour instruction de rester en contact permanent avec le représentant de l'Organisation des Nations Unies et, si celui-ci lui en fait la demande, de le conseiller sur les questions liées à la sécurité du personnel des Nations Unies opérant au Cambodge. On prévoit également un partage des services et ressources d'appui administratif et logistique dans les cas où cela aboutirait à des économies notables. Le coût estimatif du déploiement de l'équipe proposée sera présent sous peu dans un additif au présent rapport.

9. Je maintiens donc ma recommandation tendant à ce que l'équipe de liaison, composée de militaires, soit dissociée du bureau intégré.

Additif (*S/26649/Add.1*)

1. Dans mon rapport au Conseil de sécurité daté du 27 octobre 1993 (S/26649), j'indiquais, au paragraphe 8, que le coût estimatif du déploiement de l'équipe de 20 officiers de liaison proposée serait présenté sous peu dans un additif audit rapport.

2. Au cas où le Conseil de sécurité approuverait ma recommandation tendant à mettre en place à Phnom Penh une équipe de 20 officiers de liaison, on prévoit que le coût estimatif total de l'opération pour une période de six mois s'élèverait à 1 060 000 dollars (montant net), y compris les dépenses afférentes à l'officier de liaison en chef et au personnel civil d'appui (2 civils recrutés sur le plan international et 13 sur le plan local). Ces prévisions ont été établies en partant de l'hypothèse que les transports aériens qui s'avéreraient nécessaires à l'intérieur du Cambodge seraient assurés gratuitement par le Gouvernement cambodgien. Une ventilation des coûts par grandes catégories de dépenses est fournie, pour information, dans l'annexe au présent additif.

3. Au cas où le Conseil de sécurité déciderait de mettre en place à Phnom Penh une équipe de 20 officiers de liaison, je recommanderais à l'Assemblée générale que les coûts afférents à cette opération soient considérés comme une dépense de l'Organisation devant être supportée par les Etats Membres, conformément au paragraphe 2 de l'Article 17 de la Charte des Nations Unies, et que les contributions mises en recouvrement auprès des Etats Membres soient portées au crédit d'un compte spécial créé à cette fin.

Annexe

Coût estimatif de la mise en place à Phnom Penh d'une équipe de 20 officiers de liaison pour la période allant du 1er novembre 1993 au 30 avril 1994

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

1.	Personnel militaire	
	a) Officiers de liaison	547,8
	b) Autres coûts	100,0
2.	Personnel civil	270,4
3.	Matériel de transport	19,5
4.	Transmissions	49,0
5.	Fournitures et services divers et dépenses d'appui	73,3
	Total	1 060,0

Document 107

Lettre datée du 28 octobre 1993, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la date du retrait complet du Cambodge de la composante militaire de l'APRONUC

S/26675, 1er novembre 1993

Les membres du Conseil de sécurité n'auront pas oublié que, dans mes rapports S/26090 et S/26360, j'indiquais que la composante militaire de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) devait avoir terminé son retrait avant le 15 novembre 1993. Dans sa résolution 860 (1993), le Conseil de sécurité a approuvé le plan de retrait et décidé que, pour que la composante militaire de l'APRONUC puisse quitter le pays dans l'ordre et la sécurité, l'opération s'achèverait le 15 novembre 1993.

L'officier responsable du retrait de l'APRONUC m'a depuis fait savoir que, à mesure que l'on procédait à l'exécution du plan, les conditions de sécurité se dégradaient dans le pays et que le nombre de vols de véhicules et autres biens de l'APRONUC, souvent par des éléments armés, avait augmenté. L'APRONUC a d'autre part fait savoir que, au cours de la prochaine phase, il faudra récupérer du matériel des secteurs périphériques après le départ du personnel militaire, ce qui pourrait exposer le personnel civil de l'APRONUC concerné à des conditions de sécurité encore plus précaires.

Cela étant, l'officier en question a demandé que soit d'urgence prolongée au-delà du 15 novembre la présence sur le terrain des personnels suivants de l'APRONUC :

a) Police militaire

— 71 officiers de police militaire : du 16 au 30 novembre 1993;

— 30 officiers de police militaire : du 1er au 31 décembre 1993;

b) Service médical

— 10 personnes : du 16 novembre au 7 décembre 1993;

— 8 personnes : du 8 au 31 décembre 1993.

J'estime que ces prolongations pour des périodes limitées sont indispensables à la sûreté et à la sécurité du personnel et du matériel de l'APRONUC pendant la phase de retrait. Je vous prierais donc de bien vouloir porter cette question à l'attention du Conseil.

Les membres du Conseil n'auront pas non plus oublié que mon rapport S/26360 indiquait que le déminage continuerait de s'imposer durant la phase de consolidation de la paix après le conflit cambodgien. Il indiquait également que le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour les programmes de déminage au Cambodge serait maintenu et que l'ONU continuerait de devoir s'occuper des opérations de déminage dans l'avenir prévisible.

Je pense qu'il serait inopportun que l'ONU continue d'intervenir dans la direction et l'administration du Centre cambodgien de déminage. Cependant, pour devenir autonome, celui-ci aura encore besoin d'appui technique et d'aide à la création de capacités. J'ai donc demandé au PNUD d'entamer des consultations avec le nouveau gouvernement cambodgien en vue d'assurer pour un certain temps cet appui et cette aide.

En attendant que des arrangements soient conclus en ce sens et pour éviter une interruption préjudiciable de cette activité importante, je propose de prolonger jusqu'au 30 novembre 1993 la présence sur le terrain de 17 personnes faisant actuellement partie du Groupe de déminage et de formation de l'APRONUC. Je vous prierais de bien vouloir porter aussi cette question à l'attention des membres du Conseil.

Les incidences financières des prolongations proposées seront indiquées dans le prochain rapport d'activité de l'APRONUC.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 108

Résolution du Conseil de sécurité sur la période de transition au Cambodge faisant suite au retrait de l'APRONUC

S/RES/880 (1993), 4 novembre 1993

Le Conseil de sécurité,

Rappelant sa résolution 745 (1992) du 28 février 1992 concernant le plan d'application des Accords de Paris sur le Cambodge et ses résolutions ultérieures sur la question[1],

Prenant acte des rapports du Secrétaire général en date des 5 octobre 1993[2], 7 octobre 1993[3] et 27 octobre 1993 et 3 novembre 1993[4], ainsi que de la lettre datée du 28 octobre 1993, que le Secrétaire général a adressée au Président du Conseil de sécurité[5],

Notant avec satisfaction que, durant la période de transition, le peuple cambodgien, sous la direction de S. M. Samdech Preah Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, a réussi à promouvoir la paix, la stabilité et la réconciliation nationale,

Se félicitant de l'adoption de la Constitution conformément aux Accords de Paris sur le Cambodge,

Considérant que le mandat de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) a pris fin avec la formation du Gouvernement constitutionnel, le 24 septembre 1993, conformément aux Accords de Paris,

Notant avec une vive satisfaction que, la Mission de l'APRONUC ayant été menée à bonne fin à la suite des élections tenues du 23 au 28 mai 1993, l'objectif des Accords de Paris s'est trouvé réalisé, à savoir redonner au peuple cambodgien et à ses dirigeants démocratiquement élus la possibilité d'assumer la responsabilité principale de la paix, de la stabilité, de la réconciliation nationale et de la reconstruction dans leur pays,

Rendant hommage aux Etats Membres qui ont fourni du personnel à l'APRONUC et exprimant sa sympathie et ses condoléances aux gouvernements dont des ressortissants ont perdu la vie ou ont été blessés pour la cause de la paix au Cambodge, ainsi qu'aux familles des victimes,

Soulignant qu'il importe de consolider les acquis du peuple cambodgien en lui fournissant rapidement et sans contretemps une assistance internationale appropriée pour le relèvement, la reconstruction et le développement au Cambodge et pour la consolidation de la paix dans ce pays,

[1] S/23177 (document 19).
[2] S/26529 (document 103).
[3] S/26546 (document 105).
[4] S/26649 et Add.1 (document 106).
[5] S/26675 (document 107).

Notant qu'il importe que la composante militaire de l'APRONUC puisse effectuer son retrait du Cambodge dans l'ordre et la sécurité et que les activités cruciales de déminage et de formation que mène le Centre cambodgien de déminage puissent se poursuivre,

1. *Se félicite* de l'accession au trône de S. M. Samdech Preah Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, et souligne l'importance du rôle qu'il continue à jouer en faveur de la consolidation de la paix, de la stabilité et de la réconciliation nationale authentique au Cambodge;

2. *Se félicite également* de la formation du nouveau gouvernement de l'ensemble du Cambodge, établi conformément à la Constitution et sur la base des résultats des récentes élections;

3. *Rend hommage* au travail de l'APRONUC, dont le succès, sous l'autorité du Secrétaire général et de son représentant spécial, constitue une réussite majeure pour l'Organisation des Nations Unies;

4. *Demande* à tous les Etats de respecter la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge;

5. *Exige* la cessation de tous les actes de violence illégaux, quels que soient leurs motifs, ainsi que la cessation des activités militaires dirigées contre le Gouvernement démocratiquement élu du Cambodge ainsi que contre le personnel de l'APRONUC et d'autres organismes des Nations Unies et organisations internationales;

6. *Considère* qu'eu égard en particulier aux événements tragiques de l'histoire récente du Cambodge il est indispensable d'assurer le respect du droit international humanitaire dans ce pays, se félicite à cet égard de l'engagement qu'a pris le Premier Président du Gouvernement royal du Cambodge d'appliquer les dispositions pertinentes de la nouvelle constitution cambodgienne et approuve les arrangements envisagés dans les paragraphes 27 à 29 du rapport du Secrétaire général en date du 26 août 1993[6], concernant les activités que l'Organisation des Nations Unies pourrait utilement entreprendre pour contribuer au respect de cet engagement, conformément aux dispositions pertinentes des Accords de Paris;

7. *Demande instamment* aux Etats Membres d'apporter au Centre cambodgien de déminage une aide en experts techniques et en matériel, et de faciliter les opérations de déminage en versant des contributions volontaires;

8. *Exprime l'espoir* que des arrangements pourront être conclus sans tarder pour que des ressources appropriées du Fonds d'affectation spéciale puissent être allouées au Centre cambodgien de déminage et que des experts techniques puissent lui être fournis par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement;

9. *Note* que, sous réserve des exceptions indiquées aux paragraphes 10 et 11 ci-après, le retrait de la composante militaire de l'APRONUC dans l'ordre et la sécurité, prévu dans la résolution 860 (1993), est en cours et se terminera le 15 novembre 1993;

10. *Décide* de prolonger la période de retrait du Groupe de déminage et de formation de l'APRONUC jusqu'au 30 novembre 1993;

11. *Décide* de prolonger la période de retrait au-delà du 15 novembre 1993 en ce qui concerne des éléments de la police militaire et du service médical de l'APRONUC, conformément aux recommandations détaillées formulées par le Secrétaire général dans la lettre qu'il a adressée le 28 octobre 1993 au Président du Conseil de sécurité, étant entendu que tous les éléments en question seront retirés d'ici au 31 décembre 1993;

12. *Décide* de mettre en place, pour une période de six mois non renouvelable, une équipe de 20 officiers de liaison militaire chargés de faire rapport sur toutes questions ayant trait à la sécurité au Cambodge, d'assurer la liaison avec le Gouvernement cambodgien et d'aider celui-ci à régler les questions militaires en suspens liées aux Accords de Paris;

13. *Se félicite* que le Secrétaire général, compte tenu de la demande formulée par le Gouvernement royal du Cambodge et de l'engagement continu de l'Organisation des Nations Unies au Cambodge, se propose de désigner pour une période à convenir entre le Secrétaire général et le Gouvernement cambodgien une personne chargée de coordonner les activités de l'Organisation au Cambodge, conformément à l'esprit des Accords de Paris et aux principes qui y sont énoncés;

14. *Prie instamment* les Etats Membres de continuer à aider le Gouvernement cambodgien à atteindre ses objectifs de réconciliation nationale et de redressement du Cambodge, les invite à honorer sans retard les engagements pris à la réunion du Comité international pour la reconstruction du Cambodge et souligne qu'il importe de débloquer rapidement des fonds pour aider à atténuer la crise financière à laquelle le nouveau gouvernement se trouve actuellement confronté;

15. *Se félicite* que le Secrétaire général se propose de rendre compte des enseignements tirés des opérations de l'APRONUC dans l'optique de l'Agenda pour la paix.

[6] S/26360 (document 100).

Document 109

Résolution de l'Assemblée générale sur la situation des droits de l'homme au Cambodge

A/RES/48/154, 20 décembre 1993

L'Assemblée générale,

Guidée par les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme[1] et les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme[2],

Prenant acte de l'Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge[3] signé le 23 octobre 1991, y compris la partie III relative aux droits de l'homme,

Prenant note de la résolution 1993/6 de la Commission des droits de l'homme, en date du 19 février 1993[4],

Ayant à l'esprit le rôle et les responsabilités de l'Organisation des Nations Unies et de la communauté internationale dans le processus de relèvement et de reconstruction du Cambodge,

Constatant que les tragiques événements de l'histoire récente du Cambodge exigent l'adoption de mesures spéciales pour assurer la protection des droits de l'homme de l'ensemble de la population du pays et empêcher le retour aux politiques et aux pratiques du passé, comme il est stipulé dans les accords signés à Paris le 23 octobre 1991[3],

Se félicitant de la tenue des élections en mai 1993 et de la constitution du Gouvernement du Royaume du Cambodge,

1. *Se félicite* de l'établissement au Cambodge d'une présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme du Secrétariat aux fins suivantes :

a) Gérer la mise en œuvre des programmes de services consultatifs et d'assistance technique, ainsi que des programmes d'éducation, et en assurer la poursuite;

b) Aider, sur sa demande, le Gouvernement cambodgien constitué au lendemain des élections à s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu des instruments relatifs aux droits de l'homme auxquels le Cambodge a récemment adhéré, notamment à établir les rapports destinés aux organes de surveillance compétents;

c) Apporter un appui aux groupes authentiquement voués à la défense des droits de l'homme au Cambodge;

d) Contribuer à la création d'institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ou au renforcement des institutions existantes;

e) Continuer à contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de textes législatifs visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme;

f) Continuer à contribuer à la formation de responsables chargés de l'administration de la justice;

2. *Prie* le Secrétaire général, en application de toutes les mesures effectives, d'assurer la protection des droits de l'homme de tous les Cambodgiens et de fournir, dans les limites des ressources globales dont dispose l'Organisation des Nations Unies, les moyens voulus pour financer la présence opérationnelle du Centre pour les droits de l'homme au Cambodge;

3. *Se félicite* de la désignation par le Secrétaire général d'un représentant spécial chargé d'exercer les fonctions énoncées au paragraphe 6 de la résolution 1993/6 de la Commission des droits de l'homme;

4. *Prie* le Secrétaire général de fournir au Représentant spécial tous les moyens dont celui-ci, dans les limites des ressources disponibles, a besoin pour s'acquitter de ces tâches avec diligence;

5. *Prie également* le Secrétaire général de lui faire rapport à sa quarante-neuvième session sur l'aide apportée au Gouvernement et au peuple cambodgiens par le Centre pour les droits de l'homme en ce qui concerne la promotion et la protection des droits de l'homme, et sur toute recommandation faite par le Représentant spécial au sujet des questions relevant de son mandat;

6. *Décide* de poursuivre l'examen de la situation des droits de l'homme au Cambodge à sa quarante-neuvième session.

[1] Résolution 217 A (III).
[2] Résolution 2200 A (XXI), annexe.
[3] Voir A/46/608-S/23177 (document 19).
[4] E/1993/23.

Document 110

Rapport intérimaire du Secrétaire général concernant l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge

S/1994/169, 14 février 1994

1. L'équipe de liaison militaire des Nations Unies a été mise en place par la résolution 880 (1993) du Conseil de sécurité en date du 4 novembre 1993, à la suite d'une demande formulée par les deux co-Premiers Ministres du Cambodge. Aux termes de la résolution 880 (1993), l'équipe de liaison militaire est chargée de « faire rapport sur toutes questions ayant trait à la sécurité au Cambodge, d'assurer la liaison avec le Gouvernement cambodgien et d'aider celui-ci à régler les questions militaires en suspens liées aux Accords de Paris ». Le présent rapport a pour objet d'informer le Conseil de sécurité des activités de l'équipe et de la situation sur le plan de la sécurité au Cambodge pendant la période allant du 15 novembre 1993 au 31 janvier 1994.

2. L'équipe de liaison militaire des Nations Unies, qui est forte de 20 membres, a été mise en place à Phnom Penh le 15 novembre 1993 pour une période de six mois, à la suite du retrait de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC). Son mandat doit prendre fin le 15 mai 1994. Les membres de l'équipe sont des ressortissants des pays ci-après : Autriche, Bangladesh, Belgique, Chine, Fédération de Russie, France, Inde, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pologne, Thaïlande et Uruguay. Le colonel Muniruz Zaman (Bangladesh) dirige l'équipe, qui bénéficie du soutien administratif assuré par deux fonctionnaires internationaux.

3. L'équipe de liaison militaire a établi des liaisons étroites avec les ministères compétents du Gouvernement cambodgien et reste en contact constant avec les autres organismes des Nations Unies, les ambassades des gouvernements représentés au Cambodge et les organisations non gouvernementales (ONG).

4. Pendant la période considérée, les hostilités se sont poursuivies entre les Forces armées royales cambodgiennes (FARC) et l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD). Les combats se sont déroulés principalement au nord-ouest, dans les régions d'Anlong Veng et Preah Vihear, près de la frontière avec la Thaïlande et avec la République démocratique populaire lao. Selon un communiqué officiel du Gouvernement, environ 3 000 transfuges de l'ANKD auraient rallié les rangs du Gouvernement à ce jour.

5. Parallèlement, on s'est efforcé de promouvoir un règlement politique. Le Premier Président du Gouvernement royal, le prince Norodom Ranariddh, a rencontré à deux reprises M. Khieu Samphan, chef de la partie du Kampuchea démocratique (PKD), à l'effet d'examiner la question de l'intégration de l'ANKD dans les hautes sphères de la politique. Lors de la première rencontre, qui s'est déroulée en Thaïlande, à Bangkok, à la mi-décembre 1993, le prince Ranariddh a présenté à M. Khieu Samphan une proposition en trois points prévoyant un règlement politique en échange d'un cessez-le-feu, le retrait des forces de l'ANKD du territoire détenu par celle-ci et l'intégration des forces armées de l'ANKD au sein des FARC. Le prince Ranariddh a déclaré que le Gouvernement pourrait modifier la Constitution pour faire rentrer les dirigeants de l'ANKD au Gouvernement si l'ANKD acceptait de se conformer aux conditions stipulées. Une deuxième rencontre a eu lieu en Thaïlande au début de janvier 1994. Le Gouvernement est convaincu que des discussions sérieuses ne pourront s'engager que si l'ANKD accepte un cessez-le-feu, tandis que, de son côté, l'ANKD a déclaré qu'elle poursuivrait le combat jusqu'à la mise en place d'un cadre propice à une participation politique.

6. Des allégations selon lesquelles l'ANKD recevrait un appui en provenance du territoire thaïlandais ont suscité de l'inquiétude pendant la période considérée. A la mi-janvier, le Premier Ministre thaïlandais, M. Chuan Leekpai, s'est rendu au Cambodge. A cette occasion, les deux gouvernements se sont dits résolus à renforcer leurs liens bilatéraux fondés sur l'intérêt mutuel et le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'autre partie et la non-ingérence dans ses affaires intérieures. Ils ont convenu de créer une commission mixte chargée de promouvoir la coopération bilatérale et un comité mixte chargé de délimiter les frontières internationales.

7. Des actes de violence, dont la responsabilité a été attribuée à l'ANKD, ont été commis à l'encontre de la minorité vietnamienne. Le Gouvernement est en train d'élaborer une législation sur l'immigration qui s'appliquera à la minorité d'origine vietnamienne vivant au Cambodge.

8. L'équipe de liaison militaire a suivi le processus d'intégration des forces des différentes factions au sein des FARC dans la foulée des Accords de Paris. Cette intégration est en cours à tous les niveaux de la voie hiérarchique, depuis le Ministère de la défense jusqu'aux unités se trouvant sur le terrain. Les FARC mettent l'accent sur la formation d'officiers et de soldats sur le tas. A partir de février 1994, un cours d'état-major d'une durée de trois à six mois sera organisé à l'intention des officiers de haut rang. Les FARC ont annoncé qu'elles avaient mené à bonne fin leur restructuration et que le Ministère de la défense et l'état-major avaient été réorganisés. La plupart des cas d'indiscipline qui ont été signalés dans certaines unités s'expliquent par le fait que le moral y est bas en

raison du non-paiement de la solde et du manque d'installations et de fournitures de base. Des efforts ont été faits pour éliminer les particularismes liés aux factions par le biais de la standardisation des uniformes militaires. Un effort de coopération et d'aide en matière de défense est demandé à des pays tiers pour permettre aux FARC de se moderniser et de renforcer leur efficacité opérationnelle.

9. La sécurité intérieure est moins bien assurée au Cambodge depuis le retrait de la composante militaire de la FORPRONUC. L'économie continue d'être déprimée. Le fait que les fonctionnaires, y compris les militaires, ne sont plus payés depuis longtemps et que l'on peut se procurer des armes un peu partout contribue à détériorer la situation. On signale que de nombreux points de contrôle illégaux ont été établis à travers les campagnes par des soldats des FARC et par d'autres groupes pour extorquer de l'argent aux voyageurs. De nombreux cas de vol, y compris de vol à main armée, sont signalés et le banditisme sévit. Plusieurs véhicules et du matériel de bureau appartenant à l'équipe de liaison militaire ont été volés, souvent sous la menace d'armes. Les instances gouvernementales responsables du maintien de l'ordre public sont néanmoins renforcées et le Cambodge a conclu des accords bilatéraux visant à obtenir que d'autres pays soutiennent ces efforts.

Document 111

Message du Secrétaire général à la deuxième réunion du Comité international pour la reconstruction du Cambodge, qui s'est tenue à Tokyo, les 10 et 11 mars 1994

Ce message n'est pas un document officiel des Nations Unies

Depuis que la Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge s'est réunie ici à Tokyo il y a vingt mois, il s'est passé beaucoup de choses. En ce bref laps de temps, nous avons assisté, en fait, à rien moins que la renaissance d'une nation. A la suite du succès extraordinaire des élections de mai dernier, une nouvelle constitution démocratique a été promulguée et un nouveau gouvernement a été établi, S. M. le roi Norodom Sihanouk étant le chef d'Etat.

Aujourd'hui, le Cambodge est de nouveau une nation souveraine et indépendante, qui cherche à satisfaire les aspirations profondes de son peuple à la paix et à un avenir meilleur. A cette fin, le Gouvernement cambodgien a pris ces derniers mois un certain nombre de mesures importantes pour jeter les bases d'un système politique démocratique et reconstruire le pays sur la base d'une économie de marché. La reconstruction ne fait que commencer.

Le défi qui est lancé à la communauté internationale est de répondre avec rapidité et efficacité aux besoins du Cambodge alors qu'il s'attelle à la tâche monumentale de construire une nation. Il faudra faire preuve de détermination pour fournir au Gouvernement cambodgien une aide technique, économique, financière ou autre à un rythme accéléré et de manière cohérente et coordonnée. A cet égard, je tiens à féliciter les pays donateurs et les organisations multilatérales de leur précieux concours et du travail important qu'ils ont accompli à ce jour. Je me réjouis que cette réunion porte notamment sur la manière d'améliorer la capacité d'absorption de l'aide du Cambodge ainsi que sur diverses questions spécifiques qui sont urgentes ou prioritaires pour le Gouvernement.

Après vingt ans de conflit, une paix fragile règne maintenant au Cambodge. De nombreuses difficultés subsistent, mais je suis convaincu que, compte tenu des efforts que déploie le Gouvernement cambodgien et de sa coopération étroite avec la communauté internationale, le Cambodge ira de l'avant.

La convocation de la deuxième réunion du CIRC montre bien que la communauté internationale, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées demeurent fermement résolues à aider le peuple cambodgien à réaliser une paix et un développement durables. Je tiens à remercier sincèrement le Gouvernement japonais, qui est l'hôte de cette importante réunion, et tous les participants ici présents, du soutien actif qu'ils ont apporté à notre cause commune. L'impulsion donnée par les travaux de cette réunion contribuera sans aucun doute à soutenir le relèvement du Cambodge et à consolider la paix dans le pays.

Document 112

Lettre datée du 6 mai 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, concernant la nominationde trois conseillers militaires auprès du Représentant des Nations Unies au Cambodge

S/1994/572, 14 mai 1994

J'ai l'honneur de me référer à ma note du 3 mai dans laquelle j'ai communiqué aux membres du Conseil le texte de la lettre dans laquelle le Représentant permanent du Royaume du Cambodge auprès de l'Organisation des Nations Unies demandait que le mandat de l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge soit prorogé de six mois. Conformément à la résolution 880 (1993) du Conseil de sécurité, le mandat de l'équipe de liaison viendra à expiration le 15 mai 1994, sauf décision du Conseil de le proroger.

Dans ma lettre du 29 mars, j'ai informé les membres du Conseil que j'avais nommé M. Benny Widyono pour me représenter au Cambodge (S/1994/389). Afin d'aider le Gouvernement cambodgien à consolider la paix dans le pays et dans la mesure où la présence des personnels militaire et civil des Nations Unies contribue, de l'avis du Gouvernement, à donner au peuple cambodgien un sentiment de sécurité, j'ai l'intention, au cas où le Conseil déciderait de ne pas proroger le mandat de l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au-delà du 15 mai 1994, de nommer conseillers de mon représentant au Cambodge, avec l'assentiment du Gouvernement cambodgien, trois militaires qui seraient choisis de préférence parmi les membres de l'équipe de liaison militaire actuellement sur place. Ces conseillers militaires aideraient mon représentant à s'acquitter de son mandat, dans le respect de l'esprit et des principes des Accords de Paris.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter cette question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 113

Lettre datée du 7 mai 1994, adressée au Secrétaire général par S. A. R. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, concernant la situation au Cambodge

A/49/160-S/1994/570, 13 mai 1994

Ces dernières semaines, la situation au sein du Cambodge s'est dangereusement dégradée. Des engagements militaires de plus en plus violents et meurtriers opposent les Forces armées royales khmères à des éléments armés de la partie du Kampuchea démocratique (Khmers rouges).

Ce développement des hostilités a de graves conséquences, tant par les dégâts matériels qu'il entraîne, villes et villages bombardés et incendiés, récoltes pillées ou anéanties, routes, ponts et chemins de fer détruits après avoir été reconstruits, pose de nouvelles mines, etc., que par des pertes en vies humaines, un nombre croissant de blessés graves, etc.

Des dizaines de milliers d'habitants en détresse sont condamnés à fuir les zones de combats et viennent grossir les rangs des réfugiés rapatriés par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et qui demeurent encore, à plus de 84 %, sous « perfusion » de l'aide alimentaire mondiale.

L'extension de l'insécurité met en péril l'existence même de nos amis étrangers, dont plusieurs ont été rançonnés ou pris en otage. Certaines ambassades ont appelé au repli sur Phnom Penh des membres des organisations non gouvernementales ou autres associations œuvrant dans les régions menacées ou à risques.

C'est en vain que, de mon lit d'hôpital à Beijing, puis dès mon retour au Cambodge, j'ai multiplié les appels solennels au cessez-le-feu, puis proposé une table ronde de la paix et de la réconciliation nationale, en terrain neutre, du 2 au 7 mai 1994.

Le Gouvernement royal du Cambodge a répondu favorablement à ces propositions. La partie du Kampuchea démocratique (Khmers rouges) a confirmé son accord sur le principe, mais pose encore des conditions.

Compte tenu des pouvoirs limités qui me sont conférés par la Constitution, j'estime avoir entrepris le maximum pour mettre un terme à ce conflit qui n'a que trop duré, met en danger la vie, voire la simple survie de centaines de milliers de mes compatriotes, civils innocents, compromet les efforts réalisés par la communauté internationale pour pourvoir à la réhabilitation et à la recons-

truction du Cambodge et fait, une fois de plus, peser la grave menace d'une partition réelle de mon pays et son acheminement vers la mort en tant qu'Etat et nation.

Cette montée des périls, qui risque de remettre en cause le fragile équilibre laborieusement élaboré dans notre région sud-est asiatique, m'amène à solliciter vos conseils et avis au regard des stipulations des Accords de Paris et des responsabilités particulières de l'Organisation des Nations Unies dans leur mise en œuvre et leur application.

(*Signé*) NORODOM SIHANOUK

Document 114

Lettre datée du 19 mai 1994, adressée à S. A. R. Norodom Sihanouk, roi du Cambodge, par le Secrétaire général, concernant la situation au Cambodge

Cette lettre n'est pas un document officiel des Nations Unies

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Majesté en date du 7 mai, reçue à mon Cabinet le 13 mai.

Votre Majesté peut être assurée que je partage son inquiétude devant la dégradation de la situation au Cambodge suite à la reprise des hostilités entre les Forces armées royales cambodgiennes et les éléments armés de la Partie du Kampuchéa démocratique. De même, je déplore profondément les pertes en vies humaines et les destructions qui en résultent. Il est véritablement tragique que les Cambodgiens aient à subir à nouveau des épreuves auxquelles l'application des Accords de Paris était censée mettre fin.

A cet égard, l'article 5 du second Accord de Paris, signé le 23 octobre 1993 et toujours en vigueur, définit le type d'actions que les Etats signataires se sont engagés à prendre en cas de violation ou de menace de violation de la souveraineté, de l'indépendance, de l'intégrité et de l'inviolabilité territoriales, de la neutralité ou de l'unité nationale du Cambodge. Il ressort clairement de cet article que c'est aux Etats signataires des Accords de Paris, et non à l'Organisation des Nations Unies, qu'il incombe au premier chef d'agir dans des circonstances comme celles auxquelles le Cambodge est confronté aujourd'hui.

En conséquence, le Gouvernement de Votre Majesté voudra peut-être attirer l'attention des autres Etats signataires sur les engagements qu'ils ont souscrits à cet égard en signant les Accords de Paris, à moins qu'il ne préfère demander aux Coprésidents de la Conférence de Paris sur le Cambodge de faire eux-mêmes cette démarche.

Dans un cas comme dans l'autre, les Etats signataires pourraient être invités à procéder immédiatement à des consultations en vue de prendre toutes les dispositions appropriées pour assurer le respect de leurs engagements et régler les cas de violation par des moyens pacifiques. Parmi ces moyens figurent notamment la saisine du Conseil de sécurité ou le recours aux mesures prévues à l'article 33 de la Charte des Nations Unies sur le règlement pacifique des différends.

Je souscris sans réserve aux efforts déployés par Votre Majesté en vue de tenir des pourparlers sur la réconciliation nationale placés sous son haut patronage. Qu'il me soit permis d'affirmer avec force que l'Organisation des Nations Unies demeure résolue à aider le peuple cambodgien à retrouver la paix et à reconstruire le pays, et que je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour faciliter la réalisation de ce noble et impérieux dessein.

Je prie Votre Majesté d'agréer les assurances de mon profond respect.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 115

Rapport final du Secrétaire général concernant l'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge

S/1994/645, 31 mai 1994

1. L'équipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge a été mise en place le 15 novembre 1993 pour une période de six mois non renouvelable, conformément à la résolution 880 (1993) du Conseil de sécurité, en date du 4 novembre 1993. Son mandat est officiellement venu à expiration et elle a cessé de fonctionner le 15 mai 1994. Il convient de rappeler qu'en février 1994, il a été établi un rapport à mi-parcours (S/1994/169), qui décrivait les activités de l'équipe de liaison militaire ainsi que la situation qui régnait au Cambodge sur le plan de

la sécurité pendant la première moitié de la période du mandat. Le présent rapport a pour objet de donner un aperçu des activités de l'équipe de liaison militaire pendant toute la période de l'opération, l'accent étant mis sur les principaux éléments qui ont influé sur la situation en matière de sécurité au Cambodge pendant la seconde moitié de la période considérée.

2. L'équipe de liaison militaire a maintenu sa base à Phnom Penh et, conformément à son mandat, a continué d'axer ses activités sur la liaison et l'établissement de rapports. La liaison était assurée au niveau de l'exécutif des ministres, et des ambassadeurs par le chef de l'équipe de liaison militaire et au niveau technique par les officiers de liaison militaire, qui rendaient compte quotidiennement au Siège de l'ONU de l'évolution de la situation sur le plan de la sécurité au Cambodge. Des officiers étaient également envoyés, en équipes itinérantes, en mission d'observation dans des zones situées en dehors de Phnom Penh, lorsque le Gouvernement cambodgien en faisait la demande et chaque fois que le chef de l'équipe de liaison militaire jugeait que le problème en question relevait du mandat de l'équipe. Au cours de la période considérée, des missions d'observation ont ainsi été envoyées à Pailin, dans des camps de déserteurs de l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD) à Russei Keo et à Dei-eth, dans une base navale à Ream, à l'Académie de formation des officiers des Forces armées royales cambodgiennes (FARC) dans la province de Kompong Speu, à l'Ecole de formation de la police militaire à Phnom Penh et dans une division d'infanterie réorganisée des FARC à Lung Vek, au nord de Phnom Penh.

3. Au cours de la période considérée, les hostilités se sont poursuivies dans le nord et le nord-est du pays entre les Forces armées royales cambodgiennes (FARC) et l'Armée nationale du Kampuchea démocratique (ANKD). Les FARC ont lancé plusieurs attaques contre des positions tenues par l'ANKD à Anlong Veng et Pailin, qu'ils ont prises temporairement, ce qui, d'après certaines informations, a amené 30 000 réfugiés à franchir la frontière pour passer en Thaïlande. La situation sur le plan de la sécurité s'était semble-t-il fortement détériorée, notamment dans les provinces de Battambang et de Banteay Meanchey.

4. La restructuration des FARC en 12 divisions a été donnée pour terminée, et les domaines de responsabilité des zones militaires ont été révisés. La structure hiérarchique du Ministère de la défense et de l'état-major des FARC a également été réévaluée. D'après les informations reçues, l'intégration des forces des différentes factions aux FARC, à tous les échelons, s'est bien passée, encore que les postes de commandement et d'état-major, ainsi qu'aux autres postes clefs, aient peut-être été attribués au prorata des différentes factions militaires, la majorité allant au Parti populaire cambodgien. Il semble que l'on se soit délibérément efforcé d'éliminer les particularismes liés aux factions. Il a été signalé que le moral des FARC était bas, notamment en raison d'un soutien administratif insuffisant et mal assuré, de la médiocrité des infrastructures et des arrangements logistiques, ainsi que de l'étendue des champs de mines.

5. Dans une lettre que m'a adressée le Représentant permanent du Cambodge le 2 mai 1994, le Gouvernement cambodgien a demande que le mandat de l'équipe de liaison militaire soit prorogé pour une nouvelle période de six mois. Toutefois, par une lettre datée du 13 mai 1994 (S/1994/573), le Président du Conseil de sécurité m'a fait savoir que, conformément à une proposition que j'avais faite dans une lettre datée du 6 mai 1994 (S/1994/572), le Conseil avait décidé de ne pas proroger le mandat de l'équipe, mais était convenu en revanche que je nomme trois conseillers militaires au bureau récemment constitué de mon représentant au Cambodge, afin d'aider ce dernier à s'acquitter de son mandat. Trois conseillers militaires ressortissants de la Belgique, de la France et de la Malaisie ont donc été retenus à cette fin au Cambodge, après le départ de l'équipe de liaison militaire.

6. Je saisis cette occasion pour exprimer mes remerciements aux gouvernements qui ont fourni du personnel à l'équipe de liaison militaire. Je tiens aussi à rendre hommage au chef de l'équipe de liaison militaire, aux 19 officiers de liaison militaire placés sous ses ordres et aux autres membres de l'équipe pour la manière dont ils se sont acquittés de leurs fonctions. Les hautes qualités de discipline et de dévouement qu'ils ont manifestées font honneur à eux-mêmes, à leurs pays et à l'Organisation des Nations Unies.

Document 116

Lettre datée du 10 octobre 1994, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci recommande de proroger de six mois le mandat de son représentant au Cambodge

S/1994/1182, 19 octobre 1994

J'ai l'honneur de me référer à mes lettres des 29 mars 1994 et 14 mai 1994, publiées respectivement sous les cotes S/1994/389 et S/1994/572, par lesquelles j'ai informé les membres du Conseil que j'avais nommé M. Benny

Widyono pour me représenter au Cambodge, pour une période initiale de six mois, et trois conseillers militaires pour l'aider à s'acquitter de son mandat, dans le respect de l'esprit et des principes de l'Accord de Paris.

Comme suite à une demande du Gouvernement cambodgien, j'ai décidé que le mandat de M. Widyono serait prolongé pour une période de six mois et que, pendant cette période, celui-ci continuerait d'être secondé par trois conseillers militaires.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter la question à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(*Signé*) Boutros BOUTROS-GHALI

Document 117

Lettre datée du 19 octobre 1994, adressée au Secrétaire général par le Président du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci approuve la prorogation du mandat du Représentant du Secrétaire général au Cambodge

S/1994/1183, 19 octobre 1994

J'ai l'honneur de vous informer que votre lettre datée du 10 octobre 1994 (S/1994/1182) a été portée à l'attention des membres du Conseil. Ils prennent note de l'information contenue dans votre lettre et se félicitent de votre décision de prolonger pour une nouvelle période de six mois le mandat de votre représentant au Cambodge.

Le Président du Conseil de sécurité,

(*Signé*) Sir David HANNAY, KCMG

V Index thématique des documents

[Cet index est à utiliser conjointement avec celui qui figure aux pages 358 à 361. On trouvera aux pages 77 à 86 la liste complète des documents mentionnés ci-après.]

A

Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge (1991).
— Documents 6, 17-23, 29, 31, 32, 38, 39, 42, 44, 45, 47-52, 54-56, 61, 67, 69, 71, 72, 74, 77, 79, 82, 83, 89, 90, 94, 101, 108, 114

Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge (1991).
— Documents 6, 18-23, 29, 31, 32, 38, 39, 44, 45, 47-52, 54-56, 61, 67, 69, 71, 72, 74, 77, 79, 82, 83, 94, 101, 108, 114

Accords internationaux.
Voir : Traités.

Administration conjointe intérimaire.
Voir : Cambodge. Administration conjointe intérimaire.

Administration de la justice.
— Documents 70, 109

Administration publique.
— Documents 38-40, 45, 54, 65, 79, 97, 98
Voir aussi : Création d'institutions. Finances publiques.

Agenda pour la paix : diplomatie préventive, rétablissement de la paix et maintien de la paix.
— Document 108

Aide aux réfugiés.
Voir : Aide humanitaire. Camps de réfugiés. Secours internationaux.

Aide humanitaire.
— Documents 22, 37, 46, 97
Voir aussi : Aide aux réfugiés. Assistance économique. Missions spéciales. Personnes déplacées. Secours internationaux.

Aide militaire.
— Document 15
Voir aussi : Assistance économique. Relations militaires. Transferts d'armes.

Akashi, Yasushi.
Voir : ONU. Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge

Alatas, Ali.
— Document 51

Assemblée constituante.
Voir : Cambodge. Assemblée constituante.

Assistance au développement.
— Documents 37, 42, 45, 49, 97, 99, 105, 111
Voir aussi : Assistance économique. Coopération technique.

Assistance économique.
— Documents 55, 69
Voir aussi : Aide humanitaire. Aide militaire. Assistance au développement. Assistance financière. Reconstruction.

Assistance électorale.
Voir : Vérification des élections.

Assistance financière.
— Documents 33, 98, 99, 108

Assistance internationale.
Voir : Assistance au développement.

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) — création.
— Document 31

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC) — mandat.
— Documents 6, 19

B

Bois.
— Documents 55, 69

Bons offices.
— Document 13

Boutros-Ghali, Boutros.
— Documents 27-30, 32, 33, 35, 38, 39, 41, 43, 45-47, 50-55, 58, 61-63, 65-69, 78, 79, 81, 85-89, 92, 96-98, 100, 103, 105-108, 110-115

C

Cambodge. Administration conjointe intérimaire.
— Documents 97, 98

Cambodge. Assemblée constituante.
— Documents 71, 83, 89, 94, 95, 97, 98, 101

Cambodge. Conseil national suprême — membres.
— Document 3

Cambodge. Conseil national suprême. Président.
— Documents 3, 4

Cambodge. Conseil national suprême.
— Documents 2-6, 8-16, 18, 22, 24, 28, 30, 31, 33, 38, 39, 43, 45, 47, 54, 55, 61, 65, 69, 71, 77, 79, 82-84, 92, 94

Cambodge. Président.
— Documents 64, 68

Camps de réfugiés.
— Document 10

Centre cambodgien de déminage.
— Document 108

Centres de détention.
— Document 79

Cessez-le-feu.
— Documents 2, 6, 8, 10, 12, 13, 15, 17, 19-21, 23, 26, 33, 35, 37, 42, 49, 54, 55, 65, 69, 74, 108, 110
Voir aussi : Supervision de la trêve.

Charte des Nations Unies (1945).
— Document 56

Chine — négociations.
— Document 4

Civils.
— Documents 30, 42, 77, 79, 81
Voir aussi : Droits de l'homme dans les conflits armés.

Conférence de Paris sur le Cambodge (1989-1991, Paris).
— Documents 2-5, 19-21

Conférence de Paris sur le Cambodge (1989-1991, Paris). Coprésidents.
— Documents 18, 22, 50-54

Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (1992, Tokyo).
— Documents 37, 49, 55, 69

Conflits régionaux.
— Document 46
Voir aussi : Incidents armés. Opérations de maintien de la paix.

Conseil national suprême.
Voir : Cambodge. Conseil national suprême.

Constitution.
— Documents 6, 10, 15, 19, 71, 74, 79, 82, 83, 89, 93-95, 97, 100, 101, 104, 108

Consultations.
— Documents 2, 4, 39, 44, 49-55, 98, 114
Voir aussi : Négociations. Règlement du conflit.

Conventions.
Voir : Traités.

Coopération technique.
— Documents 25, 37, 70, 108, 109
Voir aussi : Assistance au développement. Vérification des élections.

Coordination au sein du système des Nations Unies.
— Document 108

Coûts.
— Documents 17, 27, 30, 106
Voir aussi : Rapport coût-efficacité.

Création d'institutions.
— Documents 70, 109
Voir aussi : Administration publique. Institutions s'occupant des droits de l'homme.

D

Déclaration de Tokyo sur le processus de paix au Cambodge (1992).
— Document 37

Déclaration de Tokyo sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (1992).
— Document 37

Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge (1991).
— Documents 6, 19, 20

Déclarations.
— Documents 6, 19, 20, 37

Déminage.
Voir : Mines terrestres.

Démobilisation.
— Documents 40, 55, 69
Voir aussi : Forces armées. Retrait des troupes.

Destruction des armes.
— Document 31

Détenus.
Voir : Personnes détenues.

Diffusion de l'information.
— Document 79
Voir aussi : Information.

Dotation en effectifs.
— Documents 17, 30

Droits de l'homme dans les conflits armés.
— Document 108
Voir aussi : Civils. Prisonniers de guerre.

Droits de l'homme.
— Documents 2, 15, 19, 23, 30, 33, 37, 45, 48, 54, 65, 70, 79, 92, 97, 100, 105, 108, 109
Voir aussi : Droits de l'homme dans les conflits armés. Promotion des droits de l'homme.

Dumas, Roland.
— Document 50

E

Education en matière de droits de l'homme.
— Documents 70, 109

Elections.
— Documents 1-3, 6, 14, 16, 19, 23, 31, 33, 37, 45, 49, 54, 55, 61-65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 79-85, 87-90, 92-95, 97, 104, 108
Voir aussi : Inscription des électeurs. Vérification des élections.

Embargo pétrolier.
— Document 55

Enquête criminelle.
— Document 96
Voir aussi : Police.

Equipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge.
— Documents 110, 112, 115

Equipe de liaison militaire des Nations Unies au Cambodge — création.
— Document 108

Etablissement de rapports.
— Documents 21, 27, 109
Voir aussi : Présentation de rapports. Rapports périodiques.

Etats voisins.
— Documents 55, 56

Etats-Unis — négociations.
— Document 4

Exécution du programme.
— Documents 31, 32, 39, 43, 45, 49-52, 70

Experts.
— Document 108

Exportations.
— Documents 55, 69

F

Finances publiques.
— Document 79
Voir aussi : Administration publique.

Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour le programme de formation et d'éducation en matière de droits de l'homme pour le Cambodge.
— Document 70

Fonds d'affectation spéciale.
— Documents 70, 108

Forces armées.
— Documents 15, 40, 44, 47, 79, 98, 115
Voir aussi : Personnel militaire. Retrait des troupes.

France — négociations.
— Document 4

Frontières.
— Documents 43, 49, 55, 56, 69

G

Gel des avoirs.
— Document 55

Groupes ethniques et raciaux.
— Document 83

H

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.
Voir : Réfugiés.

HCR.
Voir : Réfugiés.

Hun Sen.
— Documents 61, 67, 80

I

Ieng Mouly.
— Document 63

Incidents armés.
— Documents 43, 54, 55, 60, 61, 65, 66, 69, 72-74, 76, 78, 79, 81, 84, 86, 91, 92, 96, 100, 113-115
Voir aussi : Conflits régionaux.

Information.
— Documents 42, 45
Voir aussi : Diffusion de l'information.

Inscription des électeurs.
— Documents 54, 55, 61, 63, 69, 71, 74, 79, 81, 83
Voir aussi : Elections. Vérification des élections.

Instauration de la paix.
— Documents 97, 105, 106
Voir aussi : Opérations de maintien de la paix.

Institutions s'occupant des droits de l'homme.
— Documents 70, 109
Voir aussi : Création d'institutions.

J

Japon — négociations.
— Documents 49, 54

K

Khieu Samphan.
— Documents 38, 39, 47, 58, 75

Khmers rouges (Cambodge).
Voir : Partie du Kampuchea démocratique.

L

Législation.
Voir : Lois et règlements.

Liberté d'expression.
— Document 71

Liberté de mouvement.
— Documents 33, 71, 81

Liberté de réunion.
— Document 71

Lois et règlements.
— Documents 70, 109

M

Matériel et fournitures.
— Document 108

Mesures de confiance.
— Document 105
Voir aussi : Négociations. Règlement du conflit.

Mines terrestres.
— Documents 25, 26, 33, 42, 79, 97, 105, 108

Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC).
— Documents 17, 22, 25, 26, 28

Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC) — création.
— Document 18

Missions spéciales.
— Documents 12, 13, 17, 18, 21, 105, 108, 112
Voir aussi : Aide humanitaire. Règlement du conflit.

N

Négociations.
— Documents 1, 4, 7, 8, 41, 43, 54-56
Voir aussi : Consultations. Mesures de confiance. Règlement du conflit.

Non-citoyens.
— Document 79

Norodom Ranariddh.
— Documents 62, 63, 66

Norodom Sihanouk.
— Documents 24, 28, 29, 32, 52, 53, 85, 87, 94, 108, 113, 114

O

Officiers de liaison.
— Documents 105, 106, 108, 110, 115

ONU. Centre pour les droits de l'homme.
— Documents 70, 109

ONU. Représentant spécial chargé de la situation des droits de l'homme au Cambodge.
— Documents 70, 109

ONU. Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge.
— Documents 21, 28, 31, 33, 42, 43, 49, 54, 55, 75, 77, 79, 92, 95, 98, 104, 108

ONU. Secrétaire général.
Voir : Boutros-Ghali, Boutros. Pérez de Cuéllar, Javier.

Opérations de maintien de la paix.
— Documents 1, 2, 14, 16-19, 21-23, 25-28, 30-37, 41, 42, 44-47, 49, 53-55, 57-59, 62, 65-57, 69, 71, 73, 74, 77-79, 81-84, 87, 89, 91, 92, 94, 96-98, 101-105, 107, 108, 110, 115
Voir aussi : Instauration de la paix.

P

Partie du Kampuchea démocratique.
— Documents 40, 41, 43, 44, 47, 54-56, 58, 59, 61, 65, 69, 72, 82, 113

Partis politiques.
— Documents 1, 54, 56, 66, 67, 71, 77, 79, 81-83, 86, 89, 92, 97

Pérez de Cuéllar, Javier.
— Document 13

Personnel des services de santé.
— Document 108

Personnel militaire.
— Documents 17, 22, 25, 26, 30, 31, 33, 44, 45, 73, 77-79, 81, 91, 96, 101, 105-108, 110, 112, 115
Voir aussi : Forces armées.

Personnes déplacées.
— Documents 19, 23, 31, 37, 74
Voir aussi : Aide humanitaire.

Personnes détenues.
—Documents 45, 58, 59, 78
Voir aussi : Centres de détention. Traitement des prisonniers.

PNUD.
Voir : Programme des Nations Unies pour le développement.

Police.
— Documents 30, 38, 45, 48, 49, 54, 65, 79, 81, 98, 108
Voir aussi : Enquête criminelle.

Poursuites.
— Documents 71, 79

Présentation de rapports.
— Document 49
Voir aussi : Etablissement de rapports. Rapports périodiques.

Prisonniers de guerre.
— Document 19
Voir aussi : Droits de l'homme dans les conflits armés.

Produits pétroliers.
— Document 55

Programme des Nations Unies pour le développement.
— Document 108

Programmes de formation.
— Documents 25, 26, 30, 79, 108, 109

Promotion des droits de l'homme.
— Documents 70, 109

R

Radiodiffusion.
— Document 49

Rapatriement.
— Documents 6, 10, 19, 23, 31, 33, 37, 45, 54, 74, 79

Rapport coût-efficacité.
— Document 31
Voir aussi : Coûts.

Rapports périodiques.
— Documents 70, 109
Voir aussi : Etablissement de rapports. Présentation de rapports.

Reconstruction.
— Documents 6, 15, 19, 23, 33, 37, 42, 45, 49, 54, 55, 69, 77, 79, 89, 93, 94, 97, 99, 100, 105, 108, 111

Réfugiés.
— Documents 6, 10, 19, 23, 31, 33, 37, 45, 54, 74, 113
Voir aussi : Personnes déplacées. Rapatriement. Secours internationaux.

Règlement du conflit.
— Documents 1-14, 17-23, 29-34, 37-39, 44-48, 50-54, 56, 61, 67, 79, 89, 94, 101, 107, 108, 114
Voir aussi : Consultations. Mesures de confiance. Missions spéciales. Négociations.

Règlement pacifique des différends.
Voir : Règlement du conflit.

Relations militaires.
— Document 34
Voir aussi : Aide militaire.

Ressources minérales.
— Document 55

Ressources naturelles.
— Documents 55, 69, 71, 79

Retrait des troupes.
— Documents 1, 2, 6, 19, 34, 38-43, 47-49, 54, 79, 97, 101, 108
Voir aussi : Démobilisation. Forces armées.

Royaume-Uni — négociations.
— Document 4

S

Sam Rainsy.
— Document 63

Secours internationaux.
— Document 37
Voir aussi : Aide humanitaire.

Sécurité du personnel.
— Documents 31, 42, 46, 49, 55, 57-59, 65, 71, 73, 74, 76-79, 81-84, 91, 101

Sécurité internationale.
— Document 46
Voir aussi : Sécurité nationale.

Sécurité nationale.
— Documents 75, 108, 110
Voir aussi : Sécurité internationale. Sécurité régionale.

Sécurité régionale.
— Document 46
Voir aussi : Sécurité nationale.

Services consultatifs.
— Documents 70, 109
Voir aussi : Coopération technique.

Sihanouk, Norodom.
Voir : Norodom Sihanouk.

Situation politique.
— Documents 41, 46, 65, 69, 71, 81, 83, 94, 97, 108, 110, 113

Son Sann.
— Documents 48, 63

Souveraineté.
— Documents 1-3, 19, 23, 82, 108

Supervision de la trêve.
— Documents 17, 19
Voir aussi : Cessez-le-feu.

T

Thaïlande — frontières.
— Document 56

Thaïlande — négociations.
— Documents 49, 54

Traitement des prisonniers.
— Document 79
Voir aussi : Personnes détenues.

Traités.
— Documents 6, 17-23, 29, 31, 32, 38, 39, 41, 42, 44, 45, 47-52, 54, 56, 61, 67, 69, 71, 72, 74, 82, 83, 89, 90, 94, 101, 114

Transferts d'armes.
— Document 55
Voir aussi : Aide militaire.

U

Union des Républiques socialistes soviétiques — négociations.
— Document 4

V

Vérification des élections.
— Documents 31, 33, 39, 55, 61, 71, 77, 79, 80, 83, 88, 89, 92, 94, 104
Voir aussi : Coopération technique. Elections. Inscription des électeurs.

Viet Nam — relations militaires.
— Document 34

Viet Nam — retrait des troupes.
— Documents 34, 48

Vietnamiens.
— Documents 44, 48, 60, 72, 74, 110

Violence politique.
— Documents 62, 66, 67, 71, 77, 79, 82, 84

VI Index

[*Les chiffres renvoient aux paragraphes de l'Introduction.*]

A

Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge, 16.
Voir aussi Conférence de Paris sur le Cambodge

Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge, 16.
Voir aussi Conférence de Paris sur le Cambodge

Accords de Paris, 1, 15-18, 39-43, 45, 74, 127, 137.
Voir aussi Accord pour un règlement politique global du conflit du Cambodge; Accord relatif à la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité et l'inviolabilité territoriales, la neutralité et l'unité nationale du Cambodge; Conférence de Paris sur le Cambodge et partie du Kampuchea démocratique, 39-43, 48-51, 55-59

administration civile, 14, 28, 52, 76, 83, 94

Administration conjointe intérimaire.
Voir Cambodge. Administration conjointe intérimaire

administration des finances, 52

administration publique.
Voir administration civile

Ahmed, Rafeeuddin.
Voir ONU. Représentant spécial du Secrétaire général pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est

Akashi, Yasushi.
Voir ONU. Représentant spécial du Secrétaire général pour le Cambodge

ANASE.
Voir Association des nations de l'Asie du Sud-Est

Angkor Wat, 119

APRONUC.
Voir Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

Assemblée constituante.
Voir Cambodge. Assemblée constituante

Assemblée générale des Nations Unies, rés. 46/18, 18

assistance aux réfugiés, p. 37
- Comité international de la Croix-Rouge, 17, 76
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 30
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 30, 45, 46, 78, 96, 97
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), 30, 72
- Organisation internationale du Travail, 30
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 30, 97
- Organisation mondiale de la santé (OMS), 30

assistance économique, 49, 131, 132.
Voir aussi assistance financière

assistance financière, 121
- Banque asiatique de développement, 76
- Banque mondiale, 76
- Fonds monétaire international, 76

Association des nations de l'Asie du Sud-Est, 8, 105, 116

Attaques dirigées contre du personnel de l'ONU.
Voir sécurité du personnel

Australie
- proposition de paix, 12, 55

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), 1-4, 16, 17, 23-45, 135-137
- Centre d'information, 71
- composante administration civile, 28, 52, 94
- composante électorale, 26, 109
- composante militaire, 27, 52, 85
- composante policière, 29, 52, 91
- composante rapatriement, 30, 44, 78
- composante relèvement, 31, 131
- composante responsable des droits de l'homme, 25, 72, 73
- défis et retards, 35, 37-40
- déploiement militaire, 36, 52, 85
- Division de l'information et de l'éducation, 32, 70, 122
- équipe électorale, 109
- équipes de contrôle, 94
- et partie du Kampuchea démocratique, 40-43, 48, 53, 54, 57, 80, 84, 102
- mandat, 23-34, 123
- pays fournissant des contingents, p. 27
- plan d'opérations, 23, 24, 33
- retrait, 122-129, 133
- sécurité du personnel, 35, 61, 114
- supervision des structures administratives, 14, 52, 76, 83

Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge. Commandant de la Force, 27, 36, 39, 40

B

Banque asiatique de développement
- assistance financière, 76

Banque mondiale
- assistance financière, 76

bons offices
- officiers de liaison, 21
- ONU. Secrétaire général, 9, 127

C

Cambodge. Administration conjointe intérimaire, 115

Cambodge. Assemblée constituante, 63, 74, 113-116, 120, 124

Cambodge. Conseil national suprême, 14-16, 18, 50, 51, 55, 90, 108

campagne électorale, 90-93

camps de réfugiés, 44, 45, 78, 96
site 2, 96

Centre pour les droits de l'homme (ONU), 73, 122

cessez-le-feu, 15, 20, 39
violations, 60, 79-88, 98, 119

Chakrapong, Prince.
Voir Norodom Chakrapong

Colloque international sur les droits de l'homme au Cambodge, 72

Comité international de la Croix-Rouge, 17, 76

Comité international pour la reconstruction du Cambodge, 49, 132

Commission de contrôle des prisons, 73

Commission des droits de l'homme (ONU), 73

Conférence de Paris sur le Cambodge, 11, 12, 14, 15, 55, 57, 58.
Voir aussi Accords de Paris

Conférence de Paris sur le Cambodge. Coprésidents
Voir France; Indonésie

Conférence internationale sur le Kampuchea, 9

Conférence ministérielle de Tokyo.
Voir Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge

Conférence ministérielle sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, 49

Conseil de sécurité
rés. 668 (199), 14
rés. 717 (1991), 20
rés. 718 (1991), 18
rés. 728 (1992), 22
rés. 745 (1992), 34
rés. 766 (1992), 54
rés. 783 (1992), 57, 58
rés. 792 (1992), 63
rés. 810 (1993), 88
rés. 820 (1993), 105
rés. 835 (1993), 108
rés. 840 (1993), 115
rés. 860 (1993), 123
rés. 880 (1993), 126

Conseil national suprême.
Voir Cambodge. Conseil national suprême

Constitution, 95, 120, 124

consultations, 12-14, 58, 59

coopération interinstitutions, 30

D

Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge, 16, 128.
Voir aussi reconstruction

Déclaration universelle des droits de l'homme, 17

déminage, 21, 22, 126

détérioration de l'environnement, 65

distribution de terres, 44-47

droits de l'homme, 17, 25
éducation, 32, 71-73
et organisations non gouvernementales, 112
instruments, 25, 36, 73
violations, 11, 83

E

élections, 63, 75, 89, 106-112, 115-117.
Voir aussi inscription des électeurs
allégations de fraude, 111, 112
bureaux de vote, 91, 103, 104
résultats, 110-116
scrutin, 106, 107
urnes, 91, 107, 111

embargo pétrolier, 65

Etat du Cambodge, 19, 28, 43, 51, 80, 82-84, 93, 94, 114, 137.
Voir aussi Parti du peuple Cambodgien

Etats-Unis, 7, 8, 12, 49

exportations, 65

F

FNLPK
Voir Front national de libération du peuple khmer

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 30

Fonds monétaire international.
Voir assistance financière

forces armées, 8, 27, 76, 103.
Voir aussi Forces armées cambodgiennes; forces étrangères; retrait des troupes
cantonnement, 39, 43, 53, 59
démobilisation, 39, 53, 59
désarmement, 39, 53, 59
regroupement, 39, 43, 53

forces étrangères, 41.
Voir aussi forces armées retrait des troupes, 41

Forces armées cambodgiennes, 113

France, 7, 11, 14, 15, 58, 88

Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), 7, 19, 43, 56.
Voir aussi Gouvernement national du Cambodge

Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), 7, 19, 43, 82, 84, 87, 112, 113.
Voir aussi Gouvernement national du Cambodge

frontières, 41

FUNCINPEC.
Voir Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif

G

Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique.
Voir Gouvernement national du Cambodge

Gouvernement national du Cambodge, 7, 8.
Voir aussi Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC), partie du Kampuchea démocratique (PKD)

guerre civile, 6

guerre froide, 6, 8

H

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 22, 30, 45, 46, 78, 96, 97

HCR.
Voir Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

Hun Sen, 10, 87, 115, 124

I

incidents armés, 40, 60, 61, 80-82, 119, 130.
Voir aussi guerre civile; sécurité du personnel; violence politique

Indonésie, 8, 10, 11, 14, 15, 58, 96

information.
Voir aussi Radio APRONUC
matériel d'information, 71, 72
programmes radiophoniques, 71, 92
programmes de télévision, 93

inscription des électeurs, 67-69, 74.
Voir aussi élections

International Republican Institute, 77

J

Japon
diplomatie, 57, 58

K

Khieu Samphan, 40, 51, 55, 116

Khmers rouges, 6.
Voir aussi partie du Kampuchea démocratique (PKD)

L

loi électorale, 36, 67, 91

M

mines terrestres, 21, 22, 126

MIPRENUC.
Voir Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge

Mission préparatoire des Nations Unies au Cambodge (MIPRENUC)
bataillon du génie, 22
composante militaire, 21
mandat, 20-22

missions d'enquête, 13

N

négociations, 10

Norodom Chakrapong, 114

Norodom Ranariddh, 87, 114, 115, 124

Norodom Sihanouk, 6, 10, 20, 90, 105, 113, 124

Norodom Sirivudh, 134

O

observateurs internationaux, 91, 107

officiers de liaison, 126
bons offices, 21

ONU
rôle après l'APRONUC, 125-131

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), 30, 72

Organisation internationale du Travail, 30

Organisation mondiale de la santé (OMS), 30

organisations non gouvernementales et droits de l'homme, 122

P

Parti démocratique libéral bouddhiste (PDLB), 82, 112

Parti du peuple cambodgien, 91, 110-112

Parti révolutionnaire du peuple du Kampuchea.
Voir Parti du peuple cambodgien (PPC)

partie du Kampuchea démocratique, 7, 8, 11, 19, 69, 74, 84, 116, 130, 136.
Voir aussi Gouvernement national du Cambodge; Khmers rouges
et Accords de Paris, 39-43, 48-51, 55-59
et APRONUC, 40-43, 48, 53, 54, 57, 80, 84, 102
et élections, 90, 107
et incidents armés, 40, 60, 61, 80-82, 98, 99, 101, 119, 130

partis politiques, 7, 74, 77, 112.
Voir aussi Etat du Cambodge; Front national de libération du peuple khmer (FNLPK); Front uni national pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FUNCINPEC); Parti du peuple cambodgien (PPC); partie du Kampuchea démocratique (PKD)

pays fournissant des contingents, p. 27

personnel militaire, 104, 126, 130

personnes déplacées, 44-47, 99.
Voir aussi réfugiés

PKD
Voir partie du Kampuchea démocratique

PNUD
Voir Programme des Nations Unies pour le développement

Pol Pot, 6

police, 29, 52, 91, 126

police civile, 29, 52, 91

Programme alimentaire mondial (PAM), 30, 97

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 30, 49, 64, 97

projets à impact rapide, 44, 78, 97

proposition de paix
Australie, 12, *55*

R

Radio APRONUC, 71, 92, 93
Voir aussi information

Ranariddh, Prince.
Voir Norodom Ranariddh

rapatriement, 30, 36, 44-47, 78, 96; p. 37

rapatriés, 44-47, 78, 97.
Voir aussi réfugiés

réconciliation nationale, 130

reconstruction, 128, 131, 132.
Voir aussi Comité international sur la reconstruction du Cambodge; Déclaration sur le relèvement et la reconstruction du Cambodge

réfugiés, 44-47, 78, 99.
Voir aussi personnes déplacées; rapatriement; rapatriés

règlement du conflit, 9-18

relèvement, 16, 31, 78, 127, 128, 131

Représentant de l'ONU au Cambodge, 128, 130, 134

Représentant spécial du Secrétaire général au Cambodge, 28, 34, 36, 40, *55*, 108

Représentant spécial pour les affaires humanitaires en Asie du Sud-Est, 9

République démocratique populaire lao
frontière avec le Cambodge, 41

République populaire du Kampuchea, 7.
Voir aussi Etat du Cambodge

ressources naturelles, 64

retrait des troupes, 11, 41.
Voir aussi forces armées

Réunion informelle de Jakarta, 10

Royaume-Uni, 7, 64

S

Sanderson, John M.
Voir Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge. Commandant de la Force

sécession, 114

Secrétaire général de l'ONU
bons offices, 9, 127

sécurité du personnel, 35, 61, 114.
Voir aussi incidents armés

sécurité nationale, 76, 130

Sihanouk, Prince.
Voir Norodom Sihanouk

Sihanouk, Roi
Voir Norodom Sihanouk

site 2, *96*

Son Sann, *56*

T

Thaïlande
camps de réfugiés, 44, 45, *96*
diplomatie, *57*, *58*
frontière avec le Cambodge, 41
réfugiés cambodgiens, 44, 45, *96*

U

Unesco
Voir Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

UNICEF
Voir Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Union interparlementaire, 91

Union nationale du Cambodge.
Voir partie du Kampuchea démocratique

V

Viet Nam
frontière avec le Cambodge, 41
retrait des troupes, 11, 41

Vietnamiens, 60, 81, 99

violence politique, 79-82, 98-101

Volontaires des Nations Unies, 109

vols, 98

W

Widyono, Benny.
Voir Représentant de l'ONU au Cambodge

Quelques autres publications des Nations Unies

Ces publications sont en vente aux adresses indiquées ci-après ou chez le dépositaire des ouvrages de l'ONU dans votre région

Agenda pour la paix
Deuxième édition, 1995
Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
F.95.I.15 92-1-200165-3 174 p
7,50 dollars

Agenda pour le développement
Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
F.95.I.16 92-1-200166-1 150 p.
7,50 dollars

Pour la paix et le développement, 1994
Rapport annuel sur l'activité de l'Organisation
Boutros Boutros-Ghali,
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
F.95.I.3 92-1-100541-8 320 p.
9,95 dollars

Nouvelles dimensions de la réglementation des armements et du désarmement dans la période de l'après-guerre froide
Boutros Boutros-Ghali
Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies
F.93.IX.8 92-1-142192-6 51 p.
9,95 dollars

ABC des Nations Unies
F.93.I.2 92-1-100499-3 303 p. 5 dollars

Annuaire démographique, vol. 44
B.94.XIII.1 92-1-051083-6 1992 823 p.
125 dollars

Disarmament—New Realities: Disarmament, Peace-Building and Global Security
E.93.IX.14 92-1-142199-3 397 p.
35 dollars
(Anglais seulement)

Annuaire des Nations Unies sur le désarmement, vol. 18
F.94.IX.1
(A paraître)

Annuaire statistique, trente-neuvième édition
B.94.XVII.1 H 92-1-061159-4 1992/93
1 174 p. 110 dollars

Femmes : Défis pour l'an 2000
F.91.I.21 92-1-200128-9 102 p.
12,95 dollars

La situation économique et sociale dans le monde, 1994
F.94.II.C.1 92-1-109128-4 308 p.
55 dollars

World Investment Report 1994—Transnational Corporations, Employment and the Work Place
E.94.II.A.14 92-1-104435-9 446 p.
45 dollars
(Anglais seulement)

Yearbook of the United Nations, vol. 47
E.94.I.1 0-7923-3077-3 1993 1 428 p.
150 dollars
(Anglais seulement)

Série Livres bleus des Nations Unies

The United Nations and Apartheid, 1948-1994
E.95.I.7 (Soft) 92-1-100546-9 565 p. 29,95 dollars

The United Nations and Nuclear Non-Proliferation
E.95.I.17 (Soft) 92-1-100557-4 199 p. 29,95 dollars

United Nations Publications
2 United Nations Plaza, Room DC2-853
New York, NY 10017
United States of America

United Nations Publications
Sales Office and Bookshop
CH-1211 Geneva 10
Switzerland

Imprimé sur papier recyclé

Série Livres bleus des Nations Unies, volume II

Les Nations Unies et le Cambodge, 1991-1995

Les Nations Unies et le Cambodge, 1991-1995 retrace l'une des opérations de maintien de la paix les plus complexes de l'histoire de l'ONU—menée sous la direction de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC)—et rassemble pour la première fois plus de 100 documents clefs de l'ONU sur ce qui était, à l'époque, une tentative d'une envergure sans précédent. Ces documents sont précédés d'une introduction du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, qui explique en détail le rôle central que joue l'Organisation des Nations Unies dans le processus de paix au Cambodge, et sont accompagnés d'une chronologie détaillée. Il s'agit :

- Des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;
- Des rapports des Secrétaires généraux de l'Organisation des Nations Unies;
- Du texte des accords sur un règlement politique d'ensemble du conflit du Cambodge, signés à Paris en 1991.

Série Livres bleus des Nations Unies

La série Livres bleus des Nations Unies a pour but d'offrir aux universitaires, aux décideurs, aux journalistes et à tous ceux qui cherchent à mieux comprendre les activités de l'ONU les instruments de recherche et de référence de base dont ils ont besoin.

A paraître :

Les Nations Unies et l'apartheid, 1948-1994
Les Nations Unies et la non-prolifération nucléaire
Les Nations Unies et El Salvador, 1990-1995
Les Nations Unies et le Mozambique, 1992-1995
Les Nations Unies et les droits de l'homme, 1948-1995

Publié par le Département de l'information
de l'Organisation des Nations Unies
DPI/1450 ISBN 92-1-200169-6